



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24^e Législature — 3^e session

Vol. 1 - Séances du 17 novembre 1954 au 26 janvier 1955

1954-1955

Texte établi par Frédéric Lemieux

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

24e Législature – 3e session

Vol. 1 - Séances du 17 novembre 1954 au 26 janvier 1955

1954-1955



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24^e Législature — 3^e session

Vol. 1 - Séances du 17 novembre 1954 au 26 janvier 1955

1954-1955

Texte établi par Frédéric Lemieux

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Frédéric Lemieux Maria Buttazzoni
Introduction:	Frédéric Lemieux
Traduction:	Mathieu Boily Marcelle Tardif
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 2e trimestre 2010

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23950-4

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le contexte

La session parlementaire de 1954-1955 met en scène un Maurice Duplessis qui domine toujours la scène politique provinciale. Même si les élections de 1952 lui ont fait perdre une dizaine de sièges aux mains des libéraux, l'Union nationale incarne la stabilité et la continuité et jouit d'une confortable majorité de plus de 40 députés en Chambre. Aucune nouvelle grève majeure n'a troublé les relations de travail depuis la session de 1953-1954, marquée par le tumulte des bills 19 et 20 jugés antisyndicaux.

Les forces en présence en Chambre

Bien que le Cabinet et la députation unioniste obéissent au doigt et à l'œil à Duplessis, quelques rumeurs de dissension circulent au sujet de Joseph-Damase Bégin, l'organisateur en chef de l'Union nationale, qui convoiterait depuis longtemps un poste au Conseil législatif. Le décès récent du conseiller Joseph-Théophile Larochelle alimente la rumeur et Bégin aurait remis à Duplessis sa démission – sitôt refusée – lors d'une séance secrète du Cabinet tenue le 10 novembre 1954. Très souvent, les libéraux taquineront le ministre qui, lui, niera tout désir de quitter ses fonctions. Finalement, ce sera Albert Bouchard, le président de l'Office de l'électrification rurale, qui sera nommé conseiller.

Du côté de l'opposition, Georges-Émile Lapalme n'est chef que depuis deux ans et doit maintenant siéger sans son bras droit George Marler, qui a démissionné le 30 juin 1954 pour se faire élire au Parlement fédéral et devenir membre du Cabinet de Louis Saint-Laurent. Malgré cette perte, l'opposition libérale fait vite preuve d'une vigueur remarquée par les courriéristes parlementaires. *La Patrie* mentionne que « les jeunes tout particulièrement se montrent plus agressifs » et croit qu'ils préparent déjà la prochaine élection¹. *Le Devoir* attribue ce « dégel » au départ du froid et pondéré Marler, avec qui les débats se limitaient à une ou deux interventions ou à la discussion en bloc des projets de loi. Il faut dire que de 1948 à 1952, Marler ne comptait que sept députés à ses côtés pour affronter 82 unionistes. Avec un tel déséquilibre, le Parti libéral « n'avait pas intérêt à susciter des querelles, car il ne pouvait en sortir que vaincu ». Duplessis avait la voie libre, selon *Le Devoir*, pour faire voter sans coup férir ses lois et se livrer à ses accrocs à la procédure. Fin 1954, les libéraux ont « cessé d'être trop faibles » : les escarmouches se multiplient, les points d'ordre sont fréquents et les décisions du président sont portées en appel avec beaucoup plus de vigueur qu'auparavant².

Faits saillants de la session : l'impôt provincial

Hormis la question de l'impôt provincial, certains journaux affirment que le menu législatif n'est pas des plus novateurs³. Le dénouement du litige fiscal Québec-Ottawa, qui se discute en dehors de la Chambre, a néanmoins des incidences éclairantes sur la dynamique gouvernement-opposition. Véritable toile de fond de la session, ce litige se doit d'être résumé pour mieux en apprécier les répercussions.

Durant la guerre, Adélard Godbout avait cédé temporairement au gouvernement fédéral le droit provincial de taxer les contribuables en retour d'un subside annuel. Une fois la guerre terminée, Duplessis revendiqua la rétrocession de ce pouvoir au Québec, qui, selon la Constitution, devait revenir à la province. Ses plaidoyers en faveur du respect intégral de la Constitution de 1867 demeurèrent vains. C'est pourquoi le premier ministre mit sur pied la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay), en 1953, pour étudier cette question. Il fit ensuite adopter, en février 1954, une loi créant un impôt provincial en concurrence directe avec l'impôt fédéral. Son calcul était de gagner la bataille de l'opinion publique pour forcer Ottawa à réduire son taux d'imposition, libérant ainsi un espace fiscal que Québec occuperait aussitôt. Dans l'intervalle, les contribuables québécois sont donc doublement taxés.

Les libéraux fédéraux ne l'entendent pas de la sorte. Le 9 septembre 1954, le premier ministre Louis Saint-Laurent compare les autonomistes québécois aux « peuples vivant derrière le

rideau de fer » sous les régimes communistes⁴. Après un échange de points de vue divergents entre les deux hommes sur la question, une rencontre secrète (5 octobre 1954) détend quelque peu leur relation. Si bien que le 11 octobre, Duplessis offre d'ajourner les travaux de la prochaine session à Québec si jamais Saint-Laurent désire convoquer une conférence interprovinciale traitant de l'impôt⁵.

Le 18 janvier 1955, les journaux annoncent qu'après plusieurs mois de litige Ottawa accepte finalement de réduire de 10 % l'impôt sur le revenu. Véritable victoire de Duplessis, cette solution dite temporaire va permettre au gouvernement du Québec de percevoir son propre impôt. Pour les libéraux provinciaux de Lapalme, cette nouvelle est un véritable désastre. Dès février 1954, l'opposition avait fait front commun avec Saint-Laurent qui, à ce moment, rejetait cette initiative de Duplessis. Près d'un an plus tard, la volte-face de l'allié fédéral déconcentre complètement Lapalme. Dans ses mémoires, il confiera que personne à Ottawa n'eut le tact le plus élémentaire de l'informer à l'avance de ce changement de cap. La victoire de Duplessis est donc complète, tout comme l'est l'humiliation de l'opposition : « Le plus grand geste de Maurice Duplessis, écrira Lapalme, nous a refoulés dans la plus grande erreur que nous ayons commise⁶. »

Duplessis a néanmoins le triomphe discret en Chambre même si les tribunes du public sont remplies dans l'attente d'un discours sur la question. Le premier ministre évitera toute déclaration, dans le but de préserver un climat favorable aux négociations prévues pour la conférence interprovinciale d'avril 1955⁷. Pour l'instant, personne ne mesure les répercussions futures de cette grande victoire autonomiste : ce sera après 1960 que le gouvernement de Jean Lesage utilisera ce levier financier pour réaliser les grandes réformes qui feront entrer le Québec dans la modernité.

Les « grandes lois » du gouvernement Duplessis

La session s'ouvre sur de grandes mesures octroyant plusieurs millions de dollars dans différents domaines. Ces lois concernent d'abord le monde agricole et elles font partie d'une stratégie chère que Duplessis utilise à chaque début de session de 1950 à 1959. Plusieurs millions sont demandés à la Chambre pour le crédit agricole – le traditionnel et symbolique « bill 2 » – en disant combien il est essentiel de pousser davantage le développement des fermes ou pour couvrir des besoins imprévus. À part l'aide aux cultivateurs, Duplessis présente d'autres « grandes lois » qui débloquent des millions pour l'électrification rurale, la protection des forêts contre les incendies, le réseau routier et les centres de diagnostic.

Après quelques années à voir ces lois présentées, l'opposition libérale de Georges-Émile Lapalme décide en 1954-1955 de combattre résolument chacune d'entre elles. En substance, l'opposition demande pourquoi le gouvernement ne présente pas une loi du crédit agricole qui, au départ, prévoirait des octrois statutaires pour les trois ou quatre années suivantes. Le travail de la Chambre s'en trouverait allégé et l'on pourrait étudier d'autres lois plus urgentes. À l'époque, tant à Ottawa qu'à Londres, on cherche à moderniser le fonctionnement du Parlement pour améliorer son efficacité pour mieux répondre aux défis de l'après-guerre. Lapalme, député aux Communes jusqu'en 1950, s'en inspire lorsqu'il suggère de procéder par octrois statutaires. Duplessis refuse. Le débat autour de cette façon de procéder du gouvernement nous révèle la logique de l'engrenage duplessiste qui justifie les « grandes lois ».

Celles-ci sont porteuses de trois avantages pour le gouvernement. Tout d'abord, les millions votés pour le crédit agricole permettent chaque année de rappeler les bienfaits de l'Union nationale. Les ministériels prononcent des discours-fleuves qui remontent jusqu'en 1936 et flétrissent Taschereau qui, dit-on, refusait d'aider les agriculteurs. Vingt ans plus tard, Duplessis ne cesse d'accabler les libéraux de Lapalme sur ce thème, véritable tache originelle, et fait d'eux les héritiers de l'ancien premier ministre libéral.

Deuxièmement, ces discours sont relayés dans la province par les nombreux journaux favorables au gouvernement. Or, *Le Devoir* croit, comme Lapalme, que ces mesures « pourraient être placées dans le budget ordinaire et ne soulèveraient alors que peu de discussions⁸ ». Cette idée, qui revient à instaurer des octrois statutaires, priverait cependant le gouvernement d'une grande publicité annuelle. Ce dernier présente d'ailleurs ses « grandes lois » au début de la session, un moment où

l'attention médiatique est très grande. Il serait très peu rentable pour Duplessis d'en faire une mesure statutaire : les débats (donc, les discours-fleuves des ministériels) n'auraient lieu qu'une seule fois, soit à la présentation de la loi. Les deux ou trois années suivantes, la Chambre n'étudierait les versements subséquents qu'au moment de l'étude des crédits de chaque ministère, soit en janvier ou en février, une période généralement creuse de la session.

Troisièmement, une loi votant des octrois statutaires réduirait grandement la latitude que se réserve le gouvernement de distribuer des sommes à telle ou telle institution selon son bon vouloir. Les « grandes lois », très générales et annuelles, permettent d'émietter les sommes au gré de sa politique, et ce, dans tous les domaines.

Cette pratique, habituelle à l'époque, est qualifiée par Lapalme de « régime d'octrois selon l'humeur du moment⁹ ». Parlant de subventions aux collèges classiques, le chef de l'opposition définit sa conception de ce que devrait être la politique du gouvernement :

Que l'on fasse des classifications suivant le nombre d'enfants et la capacité de payer, et que l'on entre ces catégories dans la loi. Le gouvernement peut se garder une marge pour les cas spéciaux. Actuellement, tous les cas sont des cas spéciaux. [...] Je me demande pourquoi le gouvernement aime à s'embarrasser de délégations sur délégations, alors qu'il en serait autrement avec des octrois statutaires. Est-ce que ce n'est pas surtout là qu'on reconnaît le paternalisme d'État? (1^{er} février)

Duplessis, de son côté, défend le caractère particulier de chaque situation et refuse de s'enfermer dans une logique qu'il juge contraignante. Pour bien l'illustrer, il utilise très souvent une phrase qu'il affectionne et qui traduit bien sa pensée : « Essayer de faire appliquer des lois qui sont trop globales et trop générales, c'est agir comme le père qui achète un habit du dimanche pour toute sa famille, même s'il a des enfants de différentes grandeurs¹⁰. »

La lutte acharnée de l'opposition contre les « grandes lois » de 1954-1955 sera porteuse de leçons pour l'opposition. Les libéraux changeront de stratégie parlementaire l'année suivante en se disant en faveur du crédit agricole. Leur erreur sera de l'affirmer au cours de discours qui seront attaqués par la droite; le tout dégénérera en un long débat ponctué de points d'ordre, le tout à l'avantage du gouvernement. En 1956-1957, cette fois, personne du côté de l'opposition ne répondra au gouvernement. On posera une seule petite question et le « bill 2 » sera adopté sans débat. Duplessis en prendra bonne note : en 1957-1958 et en 1958-1959, au lieu de faire adopter cette mesure sans discussion, il redoublera ses attaques pour provoquer l'opposition à monter dans le ring. Et c'est ainsi, écrira plus tard Lapalme, que « ce qui aurait pu se régler en dix minutes s'étira le reste de la journée¹¹ ».

Les « grandes lois » et le contrôle des dépenses

Au-delà des accusations d'électorisme, les débats sur les « grandes lois » démontrent l'incapacité de l'opposition d'obtenir du gouvernement des précisions sur la façon dont seront dépensés les millions demandés à la Chambre¹².

Lapalme et ses principaux lieutenants, Raynold Bélanger, député de Lévis, René Hamel, député de Saint-Maurice, et Arthur Dupré, député de Verchères, forcent le gouvernement à de longs débats et refusent de lui accorder ce que l'on qualifie de « chèque en blanc¹³ ». Devant le refus de Duplessis de répondre, Bélanger dira que « le prince se croit au-dessus de la loi » et se doit de renseigner les « mandataires du peuple ». Rappelant les patriotes du XIX^e siècle, le député de Lévis dira que « c'est pour le contrôle des subsides que nos pères se sont battus ». Lapalme, avouant une certaine impuissance, se plaint de son côté de n'avoir pu retracer dans les *Comptes publics* qu'une fraction des millions votés par la Chambre l'an dernier¹⁴.

En réponse, les ministériels se vantent d'avoir déposé dès le premier jour de la session (17 novembre) ces fameux *Comptes publics*. C'est là, proclame-t-on, un geste sans précédent et une preuve de transparence. La droite utilise cet argument à toutes les sauces dès que l'opposition

demande des détails sur l'utilisation des millions des « grandes lois » en répondant : « Vous verrez l'an prochain dans les *Comptes publics*. » Les libéraux dénoncent l'absurdité de cet argument; suivant cette logique, ils devraient voter immédiatement des sommes dont ils ne connaîtront l'utilisation qu'un an plus tard, soit à la publication des prochains *Comptes publics*.

Voyant cela, Duplessis ridiculise ses adversaires qui, à ses yeux, ne sont pas prêts, ne savent pas « lire les lois » ni « utiliser les renseignements contenus dans les documents officiels¹⁵ ». Sont-ce là de simples attaques partisans ou de réelles atteintes au droit de l'opposition de contrôler l'utilisation des deniers publics? Une déclaration de Paul Sauvé, le bras droit de Duplessis, nous fait plutôt pencher pour la seconde option. Dans son esprit, l'opposition a le droit d'examiner les dépenses passées du gouvernement, « mais il n'est ni du devoir ni du pouvoir de l'opposition de décider où sera dépensé l'argent » pour l'année en cours. Sans vouloir réduire le pouvoir de la gauche, ajoute-t-il, « il est temps qu'elle se rende compte du véritable rôle qu'elle a à jouer » et qu'elle se garde bien d'en abuser¹⁶. Quant à Duplessis, l'insistance de l'opposition lui fera dire qu'elle cherche à « tuer le temps », une « offense grave » qui mène au gaspillage des deniers de la province¹⁷.

À gauche de la Chambre, on soupçonne de plus en plus l'Union nationale de disposer à sa guise de ces surplus, quitte à ne pas les dépenser au cours de l'année. Qu'advient-il de ces millions? L'opposition en a une idée qu'Arthur Dupré, député de Verchères, exprimera en ces termes : « Quand viendra l'année des élections, on va tirer sur la clenche de la "slot machine" et le "jackpot" va sortir¹⁸ ».

Le débat sur le budget de la province

Dans son discours sur le budget, le ministre des Finances, Onésime Gagnon, annonce que les revenus de la province s'établissent à 331 millions de dollars, soit une augmentation de 9 millions de dollars sur l'année précédente. Avec des dépenses de 281 millions de dollars, le gouvernement réalise un surplus de près de 38 millions de dollars, soit le dixième en autant d'années d'administration unioniste. Gagnon évalue de plus que le nouvel impôt provincial rapportera 27 millions de dollars dès sa première année de perception. Le gouvernement pourra réduire de 28 millions de dollars la dette nette de la province, qui se chiffre alors à environ 280 millions de dollars. Plusieurs ministères verront leur budget augmenté et aucune nouvelle taxe n'alourdira le fardeau des contribuables. Par la même occasion, Gagnon fait un vaste tour d'horizon des réalisations de l'Union nationale depuis 1944.

La réplique vient de Lapalme, qui fait ses premières armes comme critique financier depuis le départ de George Marler. Bien sûr, la province est en plein essor, déclare-t-il, mais le « régime d'extravagance » de l'Union nationale a mené à trois déficits consécutifs et à près d'un demi-milliard de dettes. Gagnon cacherait en réalité un déficit de 25 à 30 millions de dollars de plus que prévu principalement en raison de la politique d'octrois discrétionnaires traditionnelle du gouvernement. Le chef de l'opposition souligne de nouveau le refus du gouvernement d'adopter une politique d'octrois statutaires qui lui éviterait de dépenser au-delà des crédits disponibles. Résultat, les contribuables québécois sont les plus taxés du Canada et les commissions scolaires et les municipalités sont endettées comme jamais auparavant.

La discussion tourne court deux séances plus tard quand le premier ministre met fin abruptement au débat. *Le Devoir* se réjouit que la session s'en trouve raccourcie, mais déplore en même temps que des sujets chers à l'opposition n'aient pas été débattus. Le geste de Duplessis prend même de court ses propres députés : plusieurs d'entre eux se préparaient à discourir et paraissent surpris de la fin rapide du débat¹⁹.

Les adjoints parlementaires

Le premier ministre crée la fonction d'adjoint parlementaire pour alléger le travail des ministres. L'opposition libérale dénonce à la fois le coût et l'inutilité de cette mesure. Lapalme, avec un réalisme teinté d'ironie, peint le partage réel des responsabilités au sein de l'Union nationale : « Le premier ministre n'a pas l'habitude de déléguer ses pouvoirs. Le gros du travail parlementaire, à

Québec, est accompli par le premier ministre lui-même. » Les ministres ne présentent jamais de lois, ce qui fait dire ironiquement à Arthur Dupré, député libéral de Verchères, que Duplessis est l'adjoint parlementaire de la plupart des ministres²⁰. La Chambre en a d'ailleurs la preuve, le 11 janvier, durant l'étude de la loi des mines, tenue en l'absence du ministre en titre, William Cottingham. Duplessis défend le bill de a à z pendant qu'Hormidas Langlais, pourtant l'adjoint parlementaire de Cottingham, reste bien silencieux à son siège.

Non seulement le premier ministre présente-t-il la majorité des projets de loi en Chambre, mais il en est presque toujours l'unique auteur. En dépit de cela, le *Montréal-Matin* insistera pour dire, au début de 1955, que Duplessis a profité du congé de Noël pour préparer « avec ses collègues et ses conseillers » les nouvelles lois qui seront présentées²¹.

Les élections et les énumérateurs

Dès le débat sur l'adresse, les libéraux accusent le gouvernement d'avoir soudoyé les électeurs de Compton (septembre 1954) en leur offrant de voter « pour le paiement de leurs factures d'hôpital, pour les centaines de bières distribuées, pour les gros octrois, les couvertes de laine [...], les boîtes de chocolat, les bas de nylon, les radios²² ».

Le 14 février 1955, Lapalme relance la question des chèques donnés à des enfants de cinq à 12 ans pour des travaux dans Bonaventure lors des élections générales de 1952. L'opposition n'avait pu faire toute la lumière dans cette affaire qui éclata durant la session 1953-1954²³. Cette fois, le gouvernement refuse d'obéir à un ordre de la Chambre ordonnant la divulgation des noms des enfants. La droite se justifiera en plaidant que les fautifs ont remboursé la totalité des sommes qui, de toute manière, n'atteignaient que 3 000 \$ sur un budget de 72 millions \$. Le ministre de la Voirie, Antonio Talbot, ira même jusqu'à invoquer une loi fédérale qui interdit de divulguer le nom de mineurs impliqués dans des affaires criminelles.

Paradoxalement, l'opposition est peu tenace durant l'étude d'un amendement de la loi électorale destiné à empêcher les votes télégraphiés (ou substitution de personnes lors de scrutins). Rappelons qu'en 1952-1953 le gouvernement avait soulevé un tollé en modifiant cette loi de façon à éliminer le second recenseur électoral (nommé par l'opposition). Depuis, un seul « énumérateur », soit celui du parti au pouvoir, est devenu responsable de dresser les listes électorales tout en ayant l'entière latitude d'ignorer ceux qui sont réputés être des « rouges ». Pour une raison qui nous échappe, l'opposition n'insistera pas outre mesure pour tenter de rétablir la parité²⁴.

La voirie et les travaux publics

La loi voulant instituer un comité pour étudier les problèmes de la voirie soulève les protestations de l'opposition. (19 janvier) Le ministre de la Voirie, Antonio Talbot, fait l'éloge de la politique des bonnes routes du gouvernement, tandis que les libéraux dénoncent les dangers de la route sinueuse entre Montréal et Québec et les problèmes de congestion aux abords de la métropole. Le nouveau comité devra évaluer les besoins des régions et la faisabilité technique des projets qui doteront la province de routes plus larges et plus rapides. L'opposition juge inutile cette nouvelle commission qui ira rejoindre toutes celles créées depuis 1945, qui ne font jamais rapport et coûtent des millions de dollars.

L'opposition ramène également l'attention sur la chute du pont Duplessis, en janvier 1951, lors de l'étude des crédits du département des Travaux publics (11 février 1955). On se moque que la commission d'enquête mandatée à l'époque par le gouvernement n'ait toujours pas trouvé les responsables de ce drame. Les libéraux dénoncent de nouveau les négligences du constructeur du pont, résultat du patronage de l'Union nationale. De son côté, Duplessis défend avec vigueur l'intégrité de la commission d'enquête et se cramponne toujours à la théorie du sabotage par des communistes²⁵.

La réforme du Code civil

Longtemps considéré comme un patrimoine national et l'arche sainte de nos institutions et de nos droits, le Code civil du Bas-Canada, qui date de 1866, est de moins en moins adapté aux besoins de la société moderne. Maintes fois amendé, mais jamais revu en profondeur, le Code est l'objet de critiques dans le milieu juridique québécois. Le 27 janvier 1955, Maurice Duplessis présente le bill 41 créant l'Office de révision du Code civil. Il nomme à sa tête le juge à la retraite Thibault Rinfret (1879-1962), un juriste de haute réputation, ancien juge en chef du Canada. Ce faisant, Duplessis amorce en 1955 un long processus qui s'étendra sur quatre décennies et ne sera complété qu'en 1994. Le nouveau Code ajustera le droit privé aux nouvelles réalités sociales du Québec, notamment celles des femmes, de la famille, de l'économie et des droits de la personne.

La télévision, les arts et la censure.

En 1954, la télévision québécoise de Radio-Canada célèbre ses deux ans et attire un public de plus en plus nombreux encore fasciné par la nouveauté du média. La programmation se développe et on voit apparaître le premier « téléjournal ». À l'information s'ajoute le téléroman qui devient un miroir de la société. À *La famille Plouffe* (Roger Lemelin), qui en est à sa deuxième saison, s'ajoutent notamment *14, rue de Galais* (André Giroux), *Le Survenant* (Germaine Guèvremont) et *Toi et moi* (Jeannette Bertrand et Jean Lajeunesse) qui connaissent un grand succès auprès du public.

La télévision est aussi un puissant vecteur culturel qui fait connaître la grande musique avec *L'heure du concert*. Elle rend aussi très accessible le cinéma américain et européen, ce qui indispose les tenants du contrôle de la censure du cinéma. La question du cinéma télévisé est d'ailleurs soulevée en Chambre en janvier 1955.

Dans un débat entourant la censure des films présentés à la télévision, Duplessis expose l'étendue de sa méfiance envers ce média. Le premier ministre n'a écouté à date que quelques émissions, qu'il dit avoir trouvées « insignifiantes et stupides », mais des personnes de bonne foi lui ont assuré que l'on diffusait des « films immoraux » que même des adultes ne devraient pas voir. Sans avoir vu ces films, le premier ministre est convaincu que la télévision est un « instrument dangereux » qui dérange les enfants dans leurs devoirs et tient les épouses éloignées de leur cuisine à l'heure du souper. Radio-Canada, véritable repaire de « communistes » et « d'athées », utilise ce nouveau média pour répandre leurs « doctrines malsaines ». Malgré tout, Duplessis fait preuve de réalisme face à ce problème qu'il ne peut contrôler : les films seront mieux censurés, mais, en tant que célibataire, il laisse le problème général de la télévision aux maris et aux pères²⁶.

Déjà les mentalités changent. Les peintres et les artistes contemporains, naguère honnis et repoussés dans le refus global, sont exposés et de plus en plus appréciés. En 1955, le musicien, peintre, critique d'art et galeriste Gilles Corbeil peut organiser, au Musée des beaux-arts de Montréal, une grande exposition d'art contemporain intitulée « Espace 55 » qui connaît un grand succès. Un tel événement aurait été impossible quelques années plus tôt.

La littérature connaît aussi un regain de vitalité. Les critiques saluent le talent d'André Langevin pour son roman *Poussière sur la ville*, paru un an plus tôt. Une nouvelle maison d'édition, L'Hexagone, lance notamment les Gaston Miron, Jacques Godbout et Pierre-Louis Lapointe. De son côté, Louis-Alexandre Bélisle amorce la publication de son imposant *Dictionnaire de la langue française au Canada*. L'histoire nationale occupe une place de choix dans l'édition québécoise de 1954 et 1955, avec notamment Guy Frégault, Michel Brunet, Jean Bruchési et Marcel Trudel. À Québec, le directeur de la Bibliothèque de la Législature, Jean-Charles Bonenfant, publie *Les institutions politiques canadiennes*, aux Presses de l'Université Laval.

De choses et d'autres...

Plusieurs projets de loi votés par la Chambre durant la session cherchent à résoudre des problèmes d'actualité. Le gouvernement vote 10 millions de dollars dans le but d'acheter des propriétés pour loger des malades mentaux et pour la construction de trois nouveaux hôpitaux à

Joliette, à Trois-Rivières et à Sherbrooke. On vote à l'unanimité la loi de l'aide aux invalides qui instaure une pension dont les frais seront partagés à parts égales entre Ottawa et Québec²⁷.

Il en est de même pour la loi octroyant 6 millions de dollars à l'École polytechnique pour construire de nouveaux bâtiments (13 janvier), la Loi sur les valeurs mobilières protégeant les investisseurs du Québec (2 février), ainsi que la Loi amendant le Code civil pour améliorer le statut de la femme devant la justice (7 décembre). Cette dernière loi, présentée par un député libéral, Lionel Ross, avec l'appui du gouvernement, est un pas supplémentaire vers la fameuse « loi 16 » de 1964 qui, sous l'impulsion de Claire Kirkland-Casgrain, donnera aux femmes mariées la capacité juridique de gérer leurs propres biens et d'exercer une profession.

Après plusieurs années de discussion, Duplessis annonce que Montréal aura bientôt une salle de concert subventionnée quand le site sera décidé. (28 janvier) À la toute fin de la session, le comité des bills privés règle la succession de Trefflé Berthiaume, l'ancien propriétaire de *La Presse*, après 40 ans de querelles devant les tribunaux entre les héritiers du défunt et son propriétaire de l'époque, le conseiller législatif Pamphile Du Tremblay. (22 février)

Le gouvernement prolonge la durée de la Loi des conditions de l'habitation qui facilite l'accès des familles à la petite propriété. Comme les années précédentes, l'opposition déplore que rien n'ait été fait depuis 1945 contre le problème des taudis à Montréal grâce à la construction de maisons à loyer modique. On déplore la rigidité de cette loi qui ne permet pas à la classe ouvrière d'accéder à la propriété. À grand renfort de statistiques, les libéraux démontrent combien le Québec tire de l'arrière face à l'Ontario en ce domaine²⁸.

Immanquablement, quand les libéraux comparent favorablement l'Ontario au Québec, les ministériels les accusent de « dénigrer la province ». Cette réplique omniprésente dans les débats apparaît banale mais, à l'époque, l'accusation semble porteuse d'une charge très grave. Piquée au vif, l'opposition libérale déploie chaque fois de grands efforts pour expliquer la distinction entre critique comparative et dénigrement. Duplessis et ses collègues ne s'embarrassent pas d'une telle nuance : pour eux, dénigrer la province rime avec défaitisme et est pratiquement élevé au rang de crime de lèse-majesté.

Le 10 février 1955, le Conseil législatif crée une surprise lors de l'étude du bill de Montréal en accordant une pension annuelle de 10 000 \$ à J.-Omer Asselin, échevin montréalais d'allégeance libérale. Ce geste prémédité de Duplessis vise à nuire à Jean Drapeau, nouveau maire de Montréal, dont Asselin est l'adversaire au conseil de ville. La controverse fait rage dans les journaux, certains déplorant que l'on s'ingère dans les affaires municipales en faisant une règle sur mesure pour un seul homme. À l'Assemblée, Duplessis avertit l'opposition qu'elle ne pourra étudier cette loi à la pièce, lui enlevant ainsi la chance de débattre de la clause Asselin. Elle doit l'approuver en bloc, sans quoi, laisse-t-on entendre, le budget et le fonctionnement de la métropole seraient paralysés. Les libéraux votent néanmoins contre. Au journaliste Dostaler O'Leary qui critiquera par la suite cette mesure dans les pages de *La Patrie*, Duplessis expliquera le fond de sa pensée sans détour : « Cet amendement met la bisbille entre les libéraux, et cela, ça fait mon affaire. Est-ce assez clair?²⁹ »

La Chambre sera également le théâtre d'un violent débat à propos du conseiller législatif Gérald Martineau. L'opposition présente en Chambre du matériel typographique portant les initiales du trésorier de l'Union nationale et l'accuse d'être le fournisseur exclusif du gouvernement. Or, Duplessis, un ami personnel de Martineau, le défend avec énergie en plaçant qu'il aurait vendu son entreprise à son fils Robert. Si les libéraux concentrent leur tir sur Martineau, ils en profitent surtout pour remettre en cause l'ensemble de la politique préférentielle du Service des achats pratiquée par le gouvernement. (20 janvier)

Parmi les projets de loi qui meurent au feuillet, soulignons celui proposant la retranscription des débats sous la forme d'un hansard (11 janvier). Comme à chaque année, cette demande sera bloquée par Duplessis qui ne croit pas à son utilité bien que plusieurs parlements du Canada possèdent déjà un compte rendu officiel de leurs débats.

Bilan de la session

Si un nombre record de bills a été présenté (211) et adopté (191), plusieurs courriéristes parlementaires s'accordent toutefois pour écrire que hormis la question de l'impôt provincial, la session fut l'une des « plus ternes dont on se souvienne à Québec ». Le gouvernement, peut-on lire, est resté dans les sentiers battus et n'a présenté aucune loi vraiment contentieuse³⁰. Pour *Le Devoir*, l'Union nationale est un parti vieilli qui a perdu la capacité de se renouveler alors que le Québec vit de grands changements depuis 15 ans. De son côté, *La Patrie* attribue ce calme relatif à l'appel à tous de Duplessis, en début de session, qui a demandé de « situer au-dessus des querelles partisans le grand problème de l'heure, la répartition de la juridiction fiscale entre Ottawa et Québec³¹ ».

Le 17 février 1955, les unionistes célèbrent le 65^e anniversaire de Duplessis (qui est né un 20 avril) lors de la réception d'anniversaire traditionnelle tenue au Café du Parlement. Ses fidèles partisans communiquent aux journaux que depuis 1936, leur chef compte maintenant 5 000 jours d'expérience à titre de premier ministre. Le *Montréal-Matin* affirme avec feu qu'en dépit de la besogne qu'il abat « le chef de l'Union nationale demeure toujours débordant de vigueur » face à une opposition déstabilisée³². Ce constat, bien que partisan, n'est pas loin de la réalité : l'Union nationale est solidement installée au pouvoir. L'opposition a beau multiplier les escarmouches avec Duplessis, elle ne parvient jamais à l'atteindre efficacement de ses coups. La riposte du premier ministre, elle, sera percutante. Sa victoire contre Ottawa sur la question de l'impôt envoie littéralement l'adversaire libéral au plancher.

Bons mots et incidents

La session est marquée de divers incidents cocasses. Mentionnons d'abord cette surprenante agression physique du ministre Paul Sauvé contre le député Yvon Dupuis. Lapalme confie à Dupuis la tâche de contredire Sauvé, tactique que ce dernier supportait difficilement. L'incident survient quand le député traite Sauvé de « ministre des sucres » en référence à son titre de ministre du Bien-être social et de la Jeunesse. Sauvé entend plutôt « le ministre est saoul », attend la fin de la séance et traverse la Chambre pour prendre Dupuis au collet en lui demandant de répéter ses propos. Un attroupement se forme et le ministre, après des explications de Dupuis, accepte de passer l'éponge. D'autres étincelles jailliront entre ces deux adversaires tout au long de la session³³.

Le 25 novembre, le ministériel Germain Caron déplore que l'opposition juge que le niveau de vie du Québec rural est moins élevé qu'en Ontario en raison d'un plus faible nombre d'automobiles dans les ménages. Caron croit injuste de se baser sur le pourcentage d'automobiles par personne, car les familles d'ici sont plus nombreuses. De toute manière, enchaîne-t-il, « trop d'autos dans le milieu rural est une cause de désunion dans les familles », saluant ceux qui, chaque dimanche, vont en tracteur à la messe. Peu de gens possèdent une automobile étincelante, selon Caron, mais ils possèdent certainement plus d'argent en banque et, surtout, « beaucoup plus de bonheur au foyer ». Il sera rabroué par Gérard Noël, député libéral de Frontenac, qui déclare que « l'automobile est un instrument de progrès et le cultivateur en a besoin comme les autres ».

Parmi les répliques humoristiques du premier ministre, signalons au passage son exposé sur les aveugles et la méthode de lecture Braille, « qu'il ne faut pas confondre avec la méthode de l'opposition ». Plus tard dans la session, Duplessis défend les crédits très peu contentieux du département de la Chasse et de la Pêche et parle de truite saumonée qui abonde dans l'Ungava. Il se fait taquiner par le libéral Dave Rochon qui, voulant le tester, lui demande s'il connaît la différence entre une truite saumonée et une truite rouge. Du tac au tac, Duplessis répond que « dans les deux cas, ce sont des poissons » auxquels l'opposition a beau jeu de s'intéresser : « Plus leur nombre augmentera, plus l'opposition aura de chances de se faire élire! »

Les libéraux ne sont pas les seuls à souffrir de l'humour particulier du premier ministre. Antoine Rivard, solliciteur général et nouveau ministre des Transports et des Communications, l'apprend à ses dépens lors de l'étude des crédits de son nouveau ministère. À Arthur Dupré qui demande combien le ministre reçoit de plus pour ce cumul de fonctions, Duplessis répond : « Zéro, comme le ministre! » Plusieurs années après, Pierre Laporte racontera cette cruelle anecdote en disant que Rivard finit par en rire en pratiquant ce que les journalistes appelaient alors « l'auto-coup

de pied au derrière³⁴ ».

Le 26 janvier 1955, parlant d'agriculture, l'opposition accuse le ministre Laurent Barré de se livrer à un patronage exclusif en faveur des partisans de l'Union nationale. On lui demande à plusieurs reprises d'être plus équitable. Or, agir de la sorte, lance Barré, ferait cesser le patronage, ce à quoi il se refuse : « Avant d'écouter cela, je cesserai d'être ministre. » Cette franche affirmation fait les délices de l'opposition. Le lendemain, le ministre fera publier un article rectifiant ses propos.

C'est durant cette session que Duplessis reproche une nouvelle fois à René Hamel d'être un ingrat. En 1938, Hamel reçut une bourse du premier ministre, alors qu'il était étudiant. Grâce à cet appui, il avait pu terminer son droit et se perfectionner à Louvain, en Belgique. Dix-sept ans plus tard, Duplessis, qui croyait s'être garanti la fidélité permanente d'Hamel, lui reproche maintenant de le combattre. Hamel décide de clore l'affaire en remettant au chef du gouvernement 50 \$ devant toute la Chambre. La scène est unique, mais le premier ministre a néanmoins l'inélégance d'insister en alléguant posséder des lettres prouvant qu'Hamel aurait reçu davantage. Hamel répond dignement que cette bourse, il la doit d'abord à sa « province » qu'il s'efforce de rembourser en tant que représentant du peuple soucieux d'améliorer les conditions sociales que le premier ministre s'efforce de maintenir au plus bas niveau du Canada³⁵ ».

On a souvent affirmé que Duplessis faisait fi des règlements de la Chambre pour dicter ses propres volontés à l'Orateur³⁶. Plusieurs accrochages démontrent bien qu'Alexandre Taché ne donne jamais tort au gouvernement. Ainsi, un mot comme « lâche » a valu à Émilien Lafrance, député de Richmond, d'être expulsé 15 jours de la Chambre la session précédente³⁷. Quand Sauvé affirme que « c'est une lâcheté » que de répandre des accusations de patronage sans preuve (23 novembre), Lapalme demande que ce terme soit « aussi antiparlementaire pour les ministériels que pour l'opposition ». Duplessis juge toutefois que son ministre a le droit d'utiliser ce mot pour qualifier les « insinuations » de Lafrance grâce à ce raisonnement : « Le ministre n'a pas dit que le député était un lâche, mais il a qualifié de lâcheté la méthode qui consiste à répandre des insinuations sans jamais citer de cas précis. » L'Orateur donnera raison au premier ministre et appliquera la même logique à d'autres termes comme « mentir »³⁸.

Une seule fois durant la session, Duplessis se fera piéger par un concours de circonstances. Lors d'une houleuse discussion sur la chute du pont Duplessis (11 février), Sauvé traite Dupuis de « polisson » lorsqu'il affirme que l'Union nationale « graisse » les entrepreneurs incompetents. Une voix – celle du premier ministre, selon l'opposition – ajoute « voyou » à l'intention de Dupuis. L'opposition demande instamment au président Maurice Tellier de forcer Duplessis à retirer le mot « voyou » que lui nie avoir prononcé. Tellier l'appuie, mais l'opposition en appelle de sa décision. Selon la procédure, Tellier appelle l'orateur Taché qui devra trancher, mais, ô surprise, on s'aperçoit que ce dernier est au Château Frontenac en compagnie du président haïtien Magloire. La Chambre est paralysée un instant, le temps que Duplessis, pour dénouer cette impasse, retire de mauvaise grâce « cette expression que je n'ai pas dite ». Responsable ou non, c'est la seule fois de la session où il sera obligé de retirer une expression.

L'obéissance de l'Orateur Taché se manifeste de nouveau quand Duplessis accuse un journaliste nommé Langlois d'être le propagandiste du Parti libéral à Ottawa. Dupuis juge que les allégations du premier ministre sont une insulte et Taché, de façon tout à fait inattendue, lui offre de demander à Duplessis de retirer ses paroles. Dupuis se jette sur l'occasion et accepte, mais l'Orateur fait aussitôt volte-face en disant que, finalement, il « ne voit là aucune insulte ». Duplessis a-t-il signifié à Taché durant l'échange qu'il n'avait nullement l'intention de s'excuser? Les sources demeurent muettes à ce sujet. Chose certaine, le comportement de l'Orateur en laisse plus d'un perplexe³⁹.

Critique des sources

Les journaux proposent généralement à leurs lecteurs deux types d'articles se rapportant aux débats de l'Assemblée législative : le compte rendu résumant les propos tenus en Chambre pour le bénéfice des lecteurs, et l'éditorial, court article d'analyse où apparaît la couleur politique du journal⁴⁰.

Dans le cas du compte rendu, on peut remarquer de grandes similitudes entre les versions de plusieurs quotidiens. *Le Soleil*, par exemple, reproduit presque textuellement les mêmes débats que *La Tribune*. Tout ceci s'explique par la méthode des pools journalistiques, c'est-à-dire un regroupement des journalistes de divers quotidiens qui se relaient entre eux pour noter les interventions des députés⁴¹. Après la séance, ils réunissent leur part de retranscription pour former l'intégrale du débat. De cette façon, le travail de chacun s'en trouve facilité tout en étant capable de capter l'essentiel des débats qui peuvent être fort longs.

Trois de ces regroupements de journaux existent au cours de la session de 1954-1955 : le premier comprend *L'Action catholique*, le *Montréal-Matin* et le *Temps*. Le deuxième regroupe *Le Soleil*, *La Tribune*, *Le Nouvelliste*, *L'Événement*, *La Presse*, *La Patrie* et *Le Devoir* qui ont un contenu à peu près semblable⁴². Les journaux anglais forment le dernier groupe pour une seule raison : leurs comptes rendus sont trop courts pour être classés dans les deux premiers groupes.

Au milieu des années 1950, les journaux du matin sont souvent réimprimés en édition finale plus tard dans la journée. Une situation aussi imprévue qu'intéressante en découle quand, le 3 décembre 1954, les journaux rapportent un discours de l'unioniste Daniel Johnson qui n'a jamais été prononcé. La veille, Johnson prévoyait s'adresser à la Chambre tard en soirée, bien après l'heure de tombée des journaux. Il prit l'initiative d'en distribuer le texte aux courriers parlementaires pour être certain d'être publié. Malheureusement pour lui, une fois le discours parti sous presse, le premier ministre ajourna la séance sans que Johnson n'ait pu dire un seul mot... Le lendemain, Lapalme ne manque pas d'ironie à son endroit et salue l'efficacité de la presse, qui permet à tous de lire un discours qui ne fut même pas prononcé⁴³.

En 1954-1955, la tribune de la presse est composée des journalistes suivants : Dostaler O'Leary (*La Patrie*), Henri Dutil (*Le Soleil*), Calixte Dumas (*L'Action catholique*), Vincent Prince (*La Presse*), Pierre Laporte (*Le Devoir*), Cyrille Guay (*La Tribune*), Maurice Bernier (*Montréal-Matin*), Jacques Saint-Onge (*Le Nouvelliste*), Jacques Monnier (*L'Événement*), Fernand Renault (*Montreal Daily Star*), Wilbur Arkinson (*The Gazette*), René Lagacé (*Quebec Chronicle Telegraph*), Richard Daignault (*Canadian Press*), Charles-Eugène Pelletier (*Le Droit*) et William Bantley (*The Herald*).

Sur le plan de la couleur politique des journaux, l'apparente neutralité de leurs comptes rendus ne résiste pas au jeu des comparaisons. Un journal unioniste reproduira par exemple de plus longs extraits des discours ministériels. Il sera également susceptible d'omettre les répliques libérales qui font mal paraître le premier ministre, et vice-versa.

Les journaux favorables à l'Union nationale représentent la quasi-totalité des 14 quotidiens utilisés pour reconstituer les débats. Parmi les plus favorables au gouvernement, le *Montréal-Matin* vient en tête de liste. Cet organe appartenant à l'Union nationale qualifie les discours des ministériels par des termes comme « fulgurante apostrophe » ou « brillante synthèse », tandis que l'opposition libérale ne fait « qu'entraver le travail du gouvernement » et ne penser « qu'aux intérêts de leur parti »⁴⁴.

Le Temps est un hebdomadaire publié le vendredi et à la solde de l'Union nationale qui s'inspire de *L'Action catholique* et du *Montréal-Matin* pour construire ses articles. Le ton est très mordant envers l'opposition libérale qui « n'a pas su apporter d'arguments convaincants »⁴⁵ ou qui se livre « comme c'est toujours le cas, à des critiques malveillantes qui ne reposent sur aucun argument valable »⁴⁶. Du strict point de vue de la reconstitution des débats, nous avons trouvé dans *Le Temps* des discours complets de ministériels qui n'étaient reproduits qu'en partie dans les autres journaux.

Les autres grands journaux teintent eux aussi les débats de bleu, mais de façon plutôt modérée. Duplessis entretient des liens étroits et des rapports cordiaux avec la plupart de leurs propriétaires⁴⁷. *Le Soleil*, autrefois propriété du libéral Jacob Nicol, appartient depuis 1953 à Oscar Gilbert, un ancien organisateur libéral devenu partisan de l'Union nationale. Ce quotidien se décrit encore comme un organe libéral, mais cela fait davantage référence à un passé désormais révolu. Duplessis cite souvent *Le Soleil* en Chambre pour souligner avec plaisir que ce quotidien libéral appuie les politiques de son gouvernement. *L'Événement-Journal*, qui est de la même eau, appartient lui aussi à Gilbert et est imprimé sur les presses du *Soleil*⁴⁸.

Les quotidiens *La Presse* et *La Patrie* sont également favorables à l'Union nationale pour des raisons assez particulières. Depuis 1946, Duplessis a aidé leur propriétaire, Pamphile Du Tremblay, à obtenir le contrôle total de *La Presse* après des années de luttes judiciaires contre les héritiers de Trefflé Berthiaume, qui autrefois fonda avec lui le quotidien montréalais⁴⁹. Au cours de la session de 1954-1955, Du Tremblay, déjà redevable au premier ministre, lui demande une autre faveur : stopper, par le bill privé 253, sa belle-famille qui veut obtenir de lui 2,9 millions de dollars qu'il aurait supposément prélevés illégalement de l'entreprise au cours des années. Duplessis, très habile, accédera à sa requête, mais à la toute fin de la session seulement, question de s'assurer du ton respectueux de *La Presse* et de *La Patrie* envers son gouvernement.

Le Montreal Gazette appartient à John Bassett, que Conrad Black juge être « probablement le meilleur ami anglophone de Duplessis ». Quotidien de tendance conservatrice favorable au gouvernement, ce journal ne reproduit jamais les débats en totalité, se contentant d'en publier quelques extraits touchant des questions particulières. *Le Montreal Daily Star* de J. W. McConnell, lui aussi un ami notoire du premier ministre⁵⁰, est foncièrement conservateur sur le plan social et appuie la croisade autonomiste du premier ministre contre le gouvernement Saint-Laurent⁵¹. *Le Quebec Chronicle Telegraph* fournit du côté anglophone les comptes rendus des débats les plus complets. Son correspondant parlementaire rédige à chaque séance un article rempli d'anecdotes, de répliques et d'autres détails fort pertinents. Selon Black, le propriétaire du *Chronicle Telegraph*, Gwyllyn Dunn, était une autre fréquentation du premier ministre qui appuyait l'Union nationale⁵².

Le premier ministre dispose également d'un grand pouvoir face à une kyrielle de journaux régionaux qui dépendent de ce qu'il est convenu d'appeler la tradition : l'attribution d'importants contrats de publicité et d'imprimerie du gouvernement⁵³.

La Tribune de Sherbrooke s'avère en fait la source la plus complète et la plus neutre de tous nos journaux. Nicol, son propriétaire libéral, est en bons termes avec Duplessis mais se permet de donner une grande place aux discours du député libéral de Richmond, Émilien Lafrance, que l'on ne retrouve pas dans les pages des quotidiens des grands centres⁵⁴.

Le cas du *Nouvelliste* de Trois-Rivières est moins clair. Beaulieu et Hamelin avancent qu'à partir de 1944, Duplessis s'est montré insatisfait des prises position politiques du *Nouvelliste* qui, à l'époque, appartenait à Nicol. Nombreux sont les hommes d'affaires qui n'osaient plus annoncer par crainte de représailles politiques. Nicol vendit en août 1951 son journal à Honoré Dansereau et son fils Pierre. Ce journal semble depuis observer une neutralité bienveillante envers le gouvernement unioniste⁵⁵. Il en est de même de *L'Action catholique*, organe officieux de l'archevêché de Québec, qui demeure sous M^{gr} Maurice Roy généralement favorable à l'Union nationale, comme du temps du cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve⁵⁶.

En terminant, il est évident que très peu de journaux s'opposent à Duplessis. La session de 1954-1955 est d'ailleurs la première qui se déroule depuis la disparition du très libéral *Canada* en novembre 1953. *Le Devoir* est pratiquement seul à canaliser les critiques des opposants au régime Duplessis. En marge des débats, Gérard Filion, André Laurendeau et Pierre Laporte signent des éditoriaux qui, s'ils jugent de bon aloi les mesures autonomistes comme l'impôt, dénoncent sans relâche la corruption, le patronage et l'immobilisme qu'ils attribuent à un gouvernement usé par le pouvoir. Quotidien indépendant, *Le Devoir* attaque Duplessis tout en échappant à son influence. En retour, le premier ministre ne se prive pas de pourfendre dès qu'il en a l'occasion ce journal qu'il ne peut soumettre.

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. *La Patrie*, 10 décembre 1954, p. 13.
2. *Le Devoir*, 4 et 6 décembre 1954, p. 1.
3. *Le Devoir*, 17 décembre 1954, p. 1.
4. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps. 1944-1959*, tome 2, Montréal, Fides, 1973, p. 503.
5. R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 509. Cette conférence aura finalement lieu le 26 avril 1955.
6. Georges-Émile Lapalme, *Mémoires : Le Vent de l'oubli*, Ottawa, Leméac, 1970, p. 169.
7. *Montréal-Matin*, 19 janvier 1955, p. 15.
8. *Le Devoir*, 17 décembre 1954, p. 1.
9. Séance du 1^{er} décembre 1954.
10. Séance du 11 janvier 1955.
11. G.-É. Lapalme, *Le Vent*..., p. 202.
12. Ces difficultés ne sont peut-être pas étrangères au départ de Marler qui, à titre de principal critique financier, avait l'habitude de décortiquer les comptes publics. Voir : G.-É. Lapalme, *Le Vent*..., p. 53-54.
13. Selon *Le Devoir*, Dupré s'est véritablement affirmé durant la session comme étant le bras droit de Lapalme. Voir ce journal du 19 février 1955, p. 1.
14. Séance du 9 décembre 1954.
15. Lapalme confirme combien Duplessis aimait dire que l'opposition n'était « jamais prête ». G.-É. Lapalme, *Le Vent*..., p. 196.
16. Séances du 2 et du 10 décembre 1954.
17. Séance du 14 décembre 1954.
18. Séance du 30 novembre 1954. Dupré répètera à quelque reprises cette comparaison imagée.
19. *Le Devoir*, 11 février 1955, p. 1.
20. Séance du 7 décembre 1954.
21. *Montréal-Matin*, 11 janvier 1955, p. 9.
22. Propos d'Émilien Lafrance (Richmond), séance du 23 novembre 1954. Cette élection partielle a eu lieu peu de temps avant la session et le gouvernement a remporté la victoire.
23. G.-É. Lapalme, *Le Vent*..., p. 197-198.
24. Séance du 7 décembre 1954.
25. Séance du 19 janvier 1955.
26. Séance du 20 janvier 1955.
27. Séances du 7 et du 15 décembre 1954.
28. Séance du 10 décembre 1954.
29. Pierre Laporte, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1960, p. 31-32.
30. *Quebec Chronicle Telegraph*, 12 février 1955, p. 3; *Le Devoir*, 22 février 1955, p. 4; *Montréal-Matin*, 23 février 1955, p. 2.
31. *La Patrie*, 25 février 1955, p. 8.
32. *Montréal-Matin*, 25 février 1955, p. 4.
33. Séance du 23 novembre 1954.
34. Séance du 3 février 1955. P. Laporte, *Le vrai*..., p. 43.
35. Cet incident sera qualifié d'« insondable mesquinerie » par l'équipe du *Devoir* (17 février 1955, p. 4). Black donne plusieurs détails sur cette affaire. Voir : Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, p. 109.
36. P. Laporte, *Le vrai*..., p. 55-56, 58.
37. Séance du 2 février 1954.
38. Voir aussi : C. Black, *Duplessis*..., p. 570 et P. Laporte, *Le vrai*..., p. 56.
39. Séance du 22 février 1955.
40. Par exemple, bien que *Le Soleil* et *Le Devoir* fassent partie du même pool, le premier est favorable à l'Union nationale tandis que le second ne rate pas une occasion de faire feu sur le gouvernement.
41. Pour plus de détails sur le fonctionnement des pools, consulter *La Tribune de la presse*, Québec, Assemblée nationale, 1996, p. 16-18.
42. Pour plus de détails sur le fonctionnement des pools, consulter *La Tribune de la presse*, Québec, Assemblée nationale, 1996, p. 16-18.
43. Ce discours a été publié dans l'édition du matin de la *Gazette* du vendredi 3 décembre 1954. Nous n'avions que l'édition finale et corrigée de ce journal qui, elle, n'offrait plus aux lecteurs la prose de Johnson. C'est grâce à *La Voix de l'Est* (p. 1) que nous avons pu trouver le discours intégral de Johnson dans un article intitulé « M. Johnson se dit fatigué de ces comparaisons ».
44. *Montréal-Matin*, 11 février, p. 3.
45. *Le Temps*, 17 décembre 1954, p. 3.
46. *Le Temps*, 28 janvier 1955, p. 3.
47. Conrad Black fait un intéressant tour d'horizon des relations d'affaires entre le premier ministre et les différents hommes de presse du Québec, autant anglophones que francophones. C. Black, *Maurice Duplessis*..., p. 513-546.
48. Gilbert sera nommé conseiller législatif en mars 1960 par Antonio Barrette.
49. Notons que Louis-Alexandre Taschereau avait lui aussi voté quelques bills privés assurant à Du Tremblay la mainmise progressive sur ce journal.
50. Sur Bassett, voir : C. Black, *Maurice Duplessis*..., p. 514. Sur McConnell, voir les pages 460-468.
51. Jean Hamelin et André Beaulieu, *La presse québécoise des origines à nos jours (1860-1879)*, vol. 2, Québec,

PUL, 1975, p. 129.

⁵² . J. Hamelin et A. Beaulieu, *La presse...*, p. 520.

⁵³ . *Ibid.*, p. 526.

⁵⁴ . Nicol vendra *La Tribune* au cours de l'année 1955 à Paul Desruisseaux et Alphée Gauthier.

⁵⁵ . J. Hamelin et A. Beaulieu, *La presse...*, p. 20-21.

⁵⁶ . *Ibid.*, p. 529.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montréal-Matin, Le
Montreal Star, The
Nouvelliste, Le
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le
Temps, Le
Tribune de Sherbrooke, La

Journaux complémentaires

Action, L'
Argenteuil, L'
Autorité nouvelle
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon Maskoutain, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Feuille d'érable, La

Frontière, La
Gazette des campagnes, La
Guide, Le
Herald, The
Homme libre, L'
Joliette Journal
Journal de Waterloo, Le
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nicolétain, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Victoire de Deux-Montagnes, La
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 3 février 1955.* [s.l.]: 1955. 45 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1954-1955, Québec 1954-1955.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1954-1955, Québec 1954-1955.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1954-1955.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1954-1955, Vol. XC*, Québec, 1955, ix, 501, xliv, xxxix p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 3-4 Élisabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1955, 976, xxiv p.

Rapports des comités généraux, 3^e session, 1954-1955.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xvi
Bibliographie.....	xxi
Table des matières.....	xxv
L'Exécutif en 1954-1955.....	xxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxi
Par ordre de circonscription	xxxiii
Débats	
1 Séance du mercredi 17 novembre 1954	1
2 Séance du jeudi 18 novembre 1954	7
3 Séance du mardi 23 novembre 1954	17
4 Séance du mercredi 24 novembre 1954	35
5 Séance du jeudi 25 novembre 1954	53
6 Séance du mardi 30 novembre 1954	75
7 Séance du mercredi 1 ^{er} décembre 1954.....	97
8 Séance du jeudi 2 décembre 1954.....	113
9 Séance du vendredi 3 décembre 1954	135
10 Séance du mardi 7 décembre 1954.....	155
11 Séance du jeudi 9 décembre 1954	177
12 Séance du vendredi 10 décembre 1954.....	193
13 Séance du mardi 14 décembre 1954.....	209
14 Séance du mercredi 15 décembre 1954.....	233
15 Séance du jeudi 16 décembre 1954.....	243
16 Séance du mardi 11 janvier 1955	257
17 Séance du mercredi 12 janvier 1955	273

18 Séance du jeudi 13 janvier 1955	295
19 Séance du vendredi 14 janvier 1955	315
20 Séance du mardi 18 janvier 1955	327
21 Séance du mercredi 19 janvier 1955	343
22 Séance du jeudi 20 janvier 1955	361
23 Séance du vendredi 21 janvier 1955	381
24 Séance du mardi 25 janvier 1955	391
25 Séance du mercredi 26 janvier 1955	417
26 Séance du jeudi 27 janvier 1955	431
27 Séance du vendredi 28 janvier 1955	451
28 Séance du mardi 1 ^{er} février 1955	461
29 Séance du mercredi 2 février 1955.....	481
30 Séance du jeudi 3 février 1955.....	499
31 Séance du vendredi 4 février 1955.....	545
32 Séance du mardi 8 février 1955.....	555
33 Séance du mercredi 9 février 1955.....	587
34 Séance du jeudi 10 février 1955.....	597
35 Séance du vendredi 11 février 1955.....	621
36 Séance du lundi 14 février 1955.....	639
37 Séance du mardi 15 février 1955.....	657
38 Séance du mercredi 16 février 1955.....	667
39 Séance du jeudi 17 février 1955.....	677
40 Séance du vendredi 18 février 1955.....	699
41 Séance du mardi 22 février 1955.....	709

Index des participants	735
Index des sujets	771
Index des bills publics et privés	797

L'HONORABLE GASPARD FAUTEUX

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1954-1955

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Yves Prévost, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Finances

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable William McOvat Cottingham, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Omer Côté, secrétaire et registraire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources Hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général et ministre des Transports et des Communications

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre d'État

L'honorable Tancrede Labbé, ministre d'État

L'honorable Wilfrid Labbé, ministre d'État

L'honorable Arthur Leclerc, ministre d'État

L'honorable Jacques Miquelon, ministre d'État

Orateur

L'honorable Alexandre Taché

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRIÈRE, Omer	UN	Laval
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉDARD, Jean-Jacques	L	Québec
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉLANGER, Raynold	L	Lévis
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALIFOUR, Rosaire	UN	Portneuf
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CLOUTIER, Maurice	UN	Québec-Centre
CÔTÉ, Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
COURNOYER, Gérard	L	Richelieu
COUTURIER, Alphonse	UN	Gaspé-Nord
DALLAIRE, Guy	UN	Rouyn-Noranda
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUPUIS, Yvon	L	Montréal-Sainte-Marie
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FOX, Charles James Warwick	UN	Brome
FRENCH, Charles Daniel	UN	Compton
GAGNÉ, Roméo	UN	Rivière-du-Loup
GAGNON, Clovis	UN	Matapédia
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOULET, Paul-Oliva	L	Témiscamingue
HAMEL, René	L	Saint-Maurice
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
JEANNOTTE, Joseph-Édouard	UN	Vaudreuil-Soulanges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Arthur	UN	Châteauguay
LAFRANCE, Émilien	L	Richmond

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LALONDE, Philippe	L	Montréal-Saint-Henri
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPALME, Georges-Émile	L	Montréal-Outremont
LAVALLEE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LEDOUX, Gaston	L	Shefford
LEMIEUX, Gérard	L	Wolfe
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARQUIS, Joseph-Antoin	L	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
MONTPETIT, Alcide	L	Maisonneuve
NOËL, Gérard	L	Frontenac
NOËL, Jean-Paul	L	Montréal-Jeanne-Mance
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PINARD, Bernard	L	Drummond
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POIRIER, Alphée	UN	Bellechasse
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
RAYMOND, Joseph-Antoine	UN	Témiscouata
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHE, John Redmond	UN	Chambly
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
ROY, Camille	UN	Nicolet
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SAVARD, Jules	L	Québec-Ouest
SOMERVILLE, Henry Alister Darby	UN	Huntingdon
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Poirier, Alphée
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Fox, Charles James Warwick
CHAMBLY	UN	Roche, John Redmond
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	French, Charles Daniel
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	L	Pinard, Bernard
FRONTENAC	L	Noël, Gérard
GASPÉ-NORD	UN	Couturier, Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Somerville, Henry Alister Darby
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Barrière, Omer
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	L	Bélanger, Raynold
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	L	Montpetit, Alcide
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Gagnon, Clovis
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrède
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	L	Noël, Jean-Paul
MONTRÉAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTRÉAL-OUTREMONT	L	Lapalme, Georges-Émile
MONTRÉAL-SAINT-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTRÉAL-SAINT-MARIE	L	Dupuis, Yvon
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	L	Lalonde, Philippe
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTRÉAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Roy, Camille
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Chalifour, Rosaire
QUÉBEC	L	Bédard, Jean-Jacques
QUÉBEC-CENTRE	UN	Cloutier, Maurice
QUÉBEC-EST	L	Marquis, Joseph-Antoin
QUÉBEC-OUEST	L	Savard, Jules
RICHELIEU	L	Cournoyer, Gérard
RICHMOND	L	Lafrance, Émilien
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIÈRE-DU-LOUP	UN	Gagné, Roméo
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	UN	Dallaire, Guy
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	L	Hamel, René
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	L	Ledoux, Gaston
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	L	Goulet, Paul-Oliva
TÉMISCOUATA	UN	Raymond, Joseph-Antoine
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Jeannotte, Joseph-Édouard
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WOLFE	L	Lemieux, Gérard
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 17 novembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

La législature ayant été prorogée le 5 mars 1954, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la troisième session de la vingt-quatrième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

**Discours
du trône²**

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au début de la troisième session de la vingt-quatrième législature, il nous est agréable de souligner la prospérité manifeste dont bénéficie largement notre province.

Ses progrès prodigieux indiquent, de toute évidence, qu'elle s'est engagée fermement sur le chemin de la prospérité grandissante dont les effets bienfaisants apportent une précieuse contribution à la prospérité du Canada tout entier.

Cette situation avantageuse provient, en bonne partie, de la mise en application d'une politique basée sur un plan d'ensemble défini et sur des principes

fondamentaux essentiels. La province est profondément attachée à ses traditions religieuses et nationales qui sont immuables, mais ne sont pas immobiles.

Il est nécessaire au succès de toute économie, saine et réellement progressive, d'accorder à l'agriculture la place qui appartient à l'industrie fondamentale. En fait, elle constitue une excellente garantie de réelle stabilité, base de la véritable sécurité. C'est pourquoi mon gouvernement recommandera l'adoption de nouvelles lois destinées à propager les effets salutaires du prêt agricole, de l'électrification rurale, de la mécanisation des travaux de la ferme et du drainage des terres.

Mon gouvernement continuera de collaborer généreusement au succès et à la diffusion de l'enseignement agricole. Afin d'assurer davantage le bien-être du cultivateur et son maintien sur la terre, vous serez appelés à approuver une législation ayant pour objet de coopérer, de façon appropriée, à la construction d'aqueducs et à la protection contre l'incendie dévastateur. D'autres législations agricoles vous seront soumises.

Mon gouvernement, convaincu que la colonisation est un complément indispensable de l'agriculture, continuera de contribuer généreusement au succès et au progrès de cette grande œuvre.

Toujours désireux de procurer aux cultivateurs les marchés dont ils ont besoin, mon gouvernement activera davantage, de manière effective et opportune, la mise en valeur et l'utilisation adéquate de nos ressources forestières, minières et hydrauliques, lesquelles, en ces dernières années, ont été l'objet de développements féconds et remarquables.

Sachant la grande importance de nos pêcheries maritimes et sportives, mon gouvernement continuera d'apporter à leur développement un soin tout spécial.

C'est l'opinion définitive de mon gouvernement que l'initiative personnelle et l'entreprise privée sont nécessaires au progrès réel et fécond et que le paternalisme d'État ne peut engendrer que la paralysie économique et la diminution des libertés populaires auxquelles nous tenons. L'initiative privée, respectueuse des droits de chacun et soucieuse de ses obligations, demeure la meilleure garantie matérielle de l'établissement durable de notre jeunesse.

Il est évident que le capital humain est notre actif le plus riche et le plus précieux. Mon gouvernement continuera de coopérer et de contribuer au bien-être, au progrès et à la prospérité de notre population au moyen d'une saine législation sociale et en multipliant les facilités éducationnelles et les mesures de protection de la santé publique.

Mon gouvernement est intimement convaincu que le système scolaire de la province de Québec est le meilleur et, de concert avec les parents et le Conseil de l'instruction publique et dans l'exercice des droits exclusifs qui appartiennent à la province en cette matière d'importance primordiale, il entend augmenter les grandes améliorations réalisées depuis quelques années à tous les paliers de l'éducation, primaire, secondaire, spécialisée et universitaire. Il est conforme à la politique du gouvernement de coopérer généreusement à l'établissement profitable et permanent de notre jeunesse dont l'avenir lui tient bien à cœur.

Sans l'ombre d'un doute, la santé éducationnelle doit s'allier à la santé physique, et c'est le désir de mon gouvernement d'accroître les progrès déjà très considérables qu'il a réalisés au sujet de la santé publique.

La coopération entre le capital et le travail est indispensable au véritable progrès; les employés et les employeurs ont des droits, mais tous deux ont aussi des devoirs. Pour aider à cette coopération désirée et désirable, les membres de l'Assemblée législative seront appelés à établir un comité de relations industrielles.

Nous savons que les facilités de communication entre toutes les régions de notre immense province sont nécessaires, d'abord à la population de la province et à ses activités et, ensuite, à l'importante industrie du tourisme. Mon gouvernement se propose d'effectuer de nouvelles améliorations en vue de faire bénéficier la province du meilleur système possible de voirie, qui tiendra compte non seulement des besoins des grands centres, mais aussi de ceux des régions rurales.

Les remarquables progrès dont bénéficient notre immense province et, spécialement, de grandes régions autrefois peu favorisées, progrès qui s'avèrent grandissants, nécessitent des dépenses considérables qui exigent l'utilisation plus complète des sources de revenus que la Constitution canadienne reconnaît aux provinces, à la province de Québec en particulier.

Mon gouvernement reconnaît les droits et les obligations de l'autorité fédérale; il réitère que la province ne demande pas de faveurs, mais bien le respect intégral de ses droits, prérogatives et libertés.

Dans l'opinion définitive de mon gouvernement, les attributs essentiels du gouvernement responsable, qui a coûté très cher et que nous considérons très précieux, doivent être respectés et sauvegardés. Il est indéniable qu'au point de vue matériel un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable réside dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale.

C'est notre intime désir de coopérer à la grandeur et à la prospérité du pays dans le respect des droits et des prérogatives de tous et chacun.

Mon gouvernement formule l'espoir que les pourparlers actuellement en cours, entre les autorités provinciales de Québec et les autorités fédérales, soient couronnés d'un entier succès auquel la Législature sera appelée à coopérer.

De multiples projets de loi d'intérêt privé et d'intérêt public vous seront soumis; ces derniers, entre autres, concerneront le travail parlementaire, l'augmentation des avantages accordés aux victimes d'accidents de travail, la loi favorisant la conciliation entre locataires et propriétaires, le Code de procédure civile, la protection additionnelle de l'épargne populaire, l'utilisation plus rationnelle de nos chemins publics, la loi des cités et villes, le Code municipal et la Commission des eaux courantes de Québec.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués avec diligence et vous voudrez bien voter les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté la reine.

Les députés reviennent à la salle de l'Assemblée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
entre en Chambre.

Les députés ministériels applaudissent.

Une voix de l'opposition: Encore!
(Rires)³

Brefs d'élection:

**District électoral
de Compton**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante, j'ai adressé au président général des élections un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Compton.

Vacances dans les districts électoraux:**District électoral de Compton**

CABINET DU PREMIER MINISTRE
PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, le 2 juillet 1954

L'honorable Alexandre Taché, c.r.
Orateur de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur l'Orateur,

Nous, soussignés, Maurice L. Duplessis, député de l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Trois-Rivières et premier ministre de la province, et Onésime Gagnon, député de l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Matane et ministre des Finances de la province, vous notifions que le siège de député à l'Assemblée législative de Québec pour le district de Compton est devenu vacant par le décès de l'honorable C. D. French.

Le présent avis vous est transmis en vertu de l'article 34 du chapitre 4, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941. Veuillez donc s'il vous plaît agir en conséquence.

Maurice L. Duplessis
Onésime Gagnon

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du président général des élections les certificats d'élection suivants:

District électoral de Compton

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, 24 septembre 1954

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt et un juillet mil neuf cent

cinquante-quatre, et adressé à monsieur Anselme Tourigny, notaire, domicilié à East Angus, monsieur John W. French, rentier, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Compton, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable monsieur Charles Daniel French, décédé.

François Drouin, c.r.,
Président général des élections

Présentation de nouveaux députés:**Député
de Compton**

Le nouveau député de Compton, accompagné du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. John W. French⁴, député du collège électoral de Compton. M. French a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Qu'il prenne son siège!

M. French (Compton) (S'avançant) présente ses respects à l'Orateur et lui serre la main. (Il se rend à son siège).

Un député de l'opposition: Et le député de Westmount?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est à Ottawa⁵!

Un député de l'opposition: Et Montréal-Laurier?

Projets de loi:**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dispensé⁶!

Il est résolu à l'unanimité que la Chambre dispense l'Orateur de relire le discours du trône.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Modification au Règlement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que l'article 462 du Règlement de l'Assemblée législative soit amendé:

a. en ajoutant après le paragraphe 6° le paragraphe suivant:

"7° Les relations industrielles;"

b. en changeant les numéros des paragraphes 7°, 8°, 9°, 10° et 11° par les numéros 8°, 9°, 10°, 11°, 12° respectivement.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;

7. un comité des relations industrielles;
8. un comité du Code municipal;
9. un comité des bills privés en général;
10. un comité des bills publics en général;
11. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

12. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Gagnon (Matane), Élie, Leclerc, et MM. Bellemare, Dupré, Johnston (Pontiac), Kirkland, Langlais, Lapalme et Ross forment ledit comité spécial.

Lionel Ross, député libéral de Verdun, est choisi pour remplacer M. Marler, qui, comme je l'ai déjà dit, est à Ottawa.

Adopté.

Motions des députés:

Cardinal Paul-Émile Léger à Lourdes

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme), que l'Assemblée législative, ayant appris avec fierté que Notre Très Saint Père le Pape a nommé comme légat papal aux cérémonies mariales qui auront lieu au célèbre sanctuaire de Lourdes, en France, le 8 décembre prochain, Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, offre à notre éminent compatriote ses félicitations, ses hommages et ses souhaits respectueux.

Je suis persuadé que le chef de l'opposition appuiera cette motion. Cette nomination constitue un insigne honneur qui rejaillit non seulement sur la personne de Son Éminence, mais également sur celle de ses vénérables parents, sur le clergé et l'Église catholique du Québec, sur tous les Canadiens de même que sur toute la province. Il n'est pas arrivé souvent dans le passé que d'aussi éminentes fonctions aient été confiées à des prélats de chez nous. L'heureuse nouvelle qui nous a été communiquée de Rome, au début de la semaine, mérite d'autant plus d'être hautement soulignée dans cette Chambre. En effet, jusqu'à présent, Son Éminence le cardinal J.-M.-R. Villeneuve a été le seul Canadien français à remplir les fonctions de légat papal, notamment une fois à Domrémy en 1939.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'honneur qui a été fait au cardinal Léger rejaillit sur toute l'Église du Canada et particulièrement sur celle du Québec. Sauf erreur, l'archevêque de Montréal n'est que le deuxième prélat canadien, un fils du Québec, à avoir été désigné à d'aussi hautes fonctions. C'est un sujet de grande fierté pour tous les citoyens de cette province.

Adopté.

Dépôt de documents:

Comptes publics, 1953-1954

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec*, pour l'exercice clos le 31 mars 1954. (Document de la session no 3)

(Tous les députés de l'Union nationale frappent sur leurs pupitres.)

Sous le gouvernement de l'Union nationale, de nombreuses réformes ont été apportées pour sauvegarder les droits de la province et faciliter le travail des mandataires du peuple. On voudra bien noter que c'est la première fois, depuis la Confédération, que les *Comptes publics* sont ainsi fournis aux députés dès le jour même de l'ouverture des Chambres.

Imprimeur de la Reine

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) soumet le rapport de l'Imprimeur de la Reine⁷.

Motions de condoléances:

Ajournement en signe de deuil de MM. French, Larochelle, Chartier et Provençal⁸

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme), que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil et par respect pour la mémoire de l'honorable C. D. French, ministre des Mines, de l'honorable J.-T. Larochelle, conseiller législatif, de M. Ernest-J. Chartier, membre de l'Assemblée législative pour le district électoral de Saint-Hyacinthe, de M. Paul Provençal, membre de l'Assemblée législative pour le district électoral de Montréal-Laurier, et qui sont décédés au cours de la présente année.

Depuis la dernière session, la Législature a été éprouvée par la mort de trois de ses membres et le Conseil législatif par la mort de l'honorable J.-T. Larochelle.

La mort de mon collègue, l'honorable Charles Daniel French, nous a douloureusement frappés. Elle a provoqué d'universels regrets. J'ai eu l'avantage de le connaître d'abord comme député, puis comme ministre des Mines. Je puis dire que dans toute ma carrière, qui est déjà longue, j'ai rarement rencontré un homme aussi sincère, aussi intègre, aussi loyal et aussi patriote. Il incarnait en lui le symbole même du véritable patriotisme et sa largeur d'esprit était proverbiale. Il n'y avait pas de préjugés chez lui, et tous ses électeurs, qu'ils fussent Canadiens français ou Canadiens anglais, catholiques et protestants, étaient traités sur le même pied. Sa loyauté proverbiale, sa grande charité et son charme personnel, sous des apparences plutôt réservées, étaient l'indice d'un grand cœur. Sa mort fut une grande perte pour la province.

De feu l'honorable J.-T. Larochelle, ancien député de Lévis, ancien ministre et membre du Conseil législatif pour la division de LaSalle, je l'ai connu en 1935 et je l'ai vu à l'œuvre comme député, comme ministre et comme membre de la Chambre haute. Tous reconnaissent sa droiture, son intégrité, sa franchise et sa sincérité. Il n'avait que des amis sincères. Il (M. Duplessis) renouvelle ses vives sympathies personnelles et officielles.

M. Chartier fut un Canadien français qui a fait honneur à ses concitoyens et à toute sa race. Il avait des grandes qualités qu'il s'ingéniait à cacher sous une grande modestie, mais qui perçaient quand même, tant elles étaient remarquables. M. Provençal est mort subitement et bien jeune, et son nom était

synonyme de droiture, d'intégrité et de loyauté. Il appartenait à une famille distinguée du comté de Laurier et il lui a fait honneur.

Je (l'honorable M. Duplessis) propose, secondé par le chef de l'opposition (M. Lapalme), que la Chambre s'ajourne en signe de deuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare que, venu seulement l'an dernier à la Législature de Québec, il n'a pas eu l'occasion de connaître intimement MM. French et Larochelle, que la maladie immobilisait, mais il a rencontré occasionnellement MM. Chartier et Provençal. Le souvenir que je garde de ces rencontres rapides, dit-il, est celui de relations amicales et cordiales, et je m'associe aux expressions de condoléances offertes par le premier ministre. Je prie le député de Lévis (M. Bélanger), puisqu'ils (MM. Larochelle et Bélanger) représentent tous les deux le comté de Lévis, de dire les condoléances de l'opposition à la famille de feu l'honorable J.-T. Larochelle.

M. Bélanger (Lévis): Il a laissé le souvenir d'un député dévoué et travailleur et, comme le disait le premier ministre, non seulement chez ses amis, mais également chez ses adversaires politiques.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 4 h 42.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette première séance: M. Ledoux (Shefford), selon le *Montréal-Matin* du 18 novembre 1954, à la page 5; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1; M. Fox (Brome), selon *La Presse* du 2 décembre 1954, à la page 33; M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3; et M. Bellemare (Champlain), selon *Le Nouvelliste* du 26 novembre 1954, à la page 11.

2. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée

législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, page 4, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. *Le Joliette Journal* du 24 novembre 1954, à la page 9, et *Le Soleil* du 18 novembre, à la page 3, soulignent toutefois cette exemption, ce qui nous porte à croire que seule la lecture au Conseil législatif ait eu lieu.

3. *Le Soleil* du 18 novembre 1954, à la page 10, rapporte que le premier ministre Duplessis fait son entrée après tous ses députés. *L'Événement* du 18 novembre 1954, à la page 10, rapporte que la Chambre se met aussitôt au travail, à 4 h 12.

4. John William French (1888-1970) remplace son frère, Charles Daniel French (1884-1954), comme député unioniste de Compton.

5. *Le Soleil* du 18 novembre 1954, à la page 3, précise que cette intervention fait allusion au départ de George C. Marler, auparavant député libéral de Westmount, qui a quitté l'Assemblée législative pour entrer comme ministre des Transports dans le cabinet de Louis Saint-Laurent en juillet 1954.

6. *Le Joliette Journal* du 18 novembre 1954, à la page 9, mentionne que M. Duplessis a adapté au français la traditionnelle formule anglaise "*dispense*" normalement utilisée dans la circonstance. Pierre Laporte du *Devoir* explique ce changement ainsi: "Il y a quelques années j'avais publié, le matin de l'ouverture de la session, le détail de la cérémonie qui allait avoir lieu. J'avais donc écrit que le premier ministre se lèverait et dirait en anglais: "*Dispense*". Il l'avait fait chaque année depuis qu'il était premier ministre. Or, cette fois là, lui qui faisait profession de ne pas lire *Le Devoir*, a dit très fort et en me regardant: "Dispensé. Souci du détail!". Voir Pierre Laporte, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, à la page 98.

7. L'honorable M. Côté ne fait qu'annoncer son rapport qui sera déposé à la séance du lendemain, le 18 novembre 1954.

8. Selon *Le Soleil* du 18 novembre 1954, à la page 3, c'est la première fois de l'histoire de l'Assemblée législative que des couronnes de fleurs ont été déposées sur les pupitres des députés décédés (MM. French, Chartier et Provençal), à l'ouverture de la séance. Il en est de même au Conseil législatif pour M. Larochelle.

Séance du jeudi 18 novembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont Drolet (M. Cloutier)²;

- de Carl Otto Weisel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "New Apostolic Church of North America" (M. Cloutier);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Cloutier);

- de Mark Farrel et Henri Toussaint, demandant l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires concernant le testament de feu John Skillman O'Meara (M. Cloutier);

- de Joseph André Maurice Boutet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph André Maurice Gravel (M. Cloutier);

- de Tibère Kallos, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat après les examens du Barreau (M. Johnson);

- des commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Johnson);

- des sœurs de l'Espérance, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation distincte l'hôpital de l'Espérance de Saint-Laurent (M. Johnson);

- de M. l'abbé Eustache Saint-Maurice et autres, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu l'abbé Adéland Desrosiers, demandant l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs, et incorporant la Caisse des écoliers pauvres (M. Johnson);

- de Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit (M. Johnson);

- de Jules Prentovitch, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jules Desjardins (M. Johnson);

- de M. et Mme Onésiphore Blanchet, demandant l'adoption d'une loi leur accordant l'adoption légale de leur fille Marie Françoise Blanchet (M. Bédard);

- de la ville de Pont Viau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de la ville de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de la corporation et des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Delson, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certaines résolutions (M. Riendeau);

- de la cité de Noranda, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir les pouvoirs d'imposer une taxe de vente (M. Dallaire);

- de Levy Mordecai Becker et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth-El" (M. Lapalme);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ducharme);

- de Elizabeth Grace Redpath et autres, demandant l'adoption d'une loi relative aux testament et codicille de Lady Amy Redpath Roddick (M. Roche);

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat concernant la vente par l'Aluminum Company of Canada (M. Ducharme);

- de Alfred Bromirski et de sa femme Mme Nadia Bromirski, demandant l'adoption d'une loi changeant leurs noms en celui de Brome (M. Gérin);

- de dame Antonia Saint-Aubin et M. Lucien Joron, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Romain Joron (M. Barrière);

- de Saul Zweig et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation religieuse sous le nom de "Congregation Beth Aaron" (M. Rochon);

- de MM. Carrier Fortin et Louis Philippe Gagnon en leur qualité de tuteur et de subrogé tuteur aux enfants mineurs, Christine et Gaston Gagnon,

demandant l'adoption d'une loi pour obtenir le pouvoir de vendre et disposer de la part appartenant auxdits mineurs (M. Poulin);

- des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et gérer le monastère des Augustines hospitalières de Lévis (M. Poirier);

- de révérende dame Eugénie Trudel, en religion sœur Sainte-Gertrude, et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et exploiter l'hôpital général connu sous le nom de l'Hôtel-Dieu de Lévis (M. Poirier).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre.

Votre comité a choisi le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des règlements:

Président: M. Blanchard.

MM. Auger, Bélanger, Bernatchez, Boudreau, Dubé, Fox, Goulet, Jeannotte, Lalonde, Lavallée, Lesage, Lizotte, Poirier, Poulin, Raymond, Roche, Ross, Thibeault.

Nombre des membres: 19.

Quorum: 6.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Johnson.

Les honorables MM. Barrette, Bourque, Cottingham, Duplessis, Élie, Labbé (Mégantic), Leclerc, Miquelon; MM. Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Dallaire, Desjardins, Dubé, Gérin, Kirkland, Lapalme, Lavallée, Ledoux, Marcotte, Marquis, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Roche, Savard, Somerville.

Nombre des membres: 27.

Quorum: 14.

Comité permanent du Code municipal:

Président: L'honorable M. Prévost.

Les honorables MM. Cottingham, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Paquette; MM. Bélanger, Bernatchez, Bertrand, Caron, Chartrand, Desjardins, Dubé, Dupré, French, Gagnon (Matapédia), Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Jolicoeur, Kirkland, Lafrance, Lavallée, Lesage, Pinard, Plourde, Raymond, Riendeau, Rochon, Ross.

Nombre de membres: 30.

Quorum: 12.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Cottingham, Élie, Gagnon (Matane), Labbé (Mégantic), Lorrain, Miquelon, Paquette, Rivard, Sauvé, Talbot; MM. Bédard, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Cloutier, Coumoyer, Dallaire, Earl, Fox, Hamel, Jeannotte, Johnson, Kirkland, Langlais, Lapalme, Lesage, Marquis, Noël (Frontenac), Pinard, Poulin, Roche.

Nombre des membres: 32.

Quorum: 14.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Ducharme.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté, Cottingham, Duplessis, Élie, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Leclerc, Prévost, Rivard, Sauvé; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartrand, Cloutier, Coumoyer, Dallaire, Desjardins, Dupré, Dupuis, Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Lafrance, Langlais, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marcotte, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Plourde, Poulin, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Savard, Somerville, Thibeault.

Nombre des membres: 55.

Quorum: 18.

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Bertrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé (Arthabaska), Miquelon; MM. Bernatchez, Boudreau, Coumoyer, Desjardins, Earl, Gagnon (Matapédia), Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lapalme, Lavallée, Marquis, Noël (Frontenac), Plourde, Poirier, Poulin, Ross, Roy, Savard, Thuot.

Nombre des membres: 27.

Quorum: 14.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: L'honorable M. Élie.

Les honorables MM. Barré, Bégin, Cottingham, Duplessis, Labbé (Arthabaska), Leclerc, Miquelon; MM. Bédard, Bélanger, Bernatchez, Chalifour, Chartrand, Dallaire, Desjardins, Dubé, Dupré, French, Goulet, Jolicoeur, Laberge, Lafrance, Langlais, Lapalme, Lavallée, Ledoux, Lemieux, Lesage, Marcotte, Noël (Frontenac), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roy.

Nombre des membres: 37.

Quorum: 18.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Johnston.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Labbé (Mégantic); MM. Barrière, Boudreau, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Desjardins, Dupré, Dupuis, Earl, Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hébert, Laberge, Lalonde, Lesage, Marcotte, Marquis, Montpetit, Plourde, Roche, Somerville, Thuot.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 10.

Comité permanent des relations industrielles:

Président: L'honorable M. Barrette.

Les honorables MM. Duplessis, Leclerc; MM. Bellemare, Boudreau, Hamel, Lafrance, Lapalme, Montpetit, Poulin, Roy, Thibeault.

Nombre des membres: 12.

Quorum: 6.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Roche.

Les honorables MM. Beaulieu, Gagnon (Matane), Paquette, Pouliot; MM. Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dubé, Ducharme, Dupuis, Jolicoeur, Laberge, Lalonde, Lemieux, Lesage, Marcotte, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Plourde, Poirier, Raymond, Rochon, Roy, Savard, Somerville.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 12.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Prêts agricoles³

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 concernant l'électrification rurale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Adjointes parlementaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 concernant les adjointes parlementaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Législature, démission écrite des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 modifiant la loi de la Législature.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9

prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Immeubles gouvernementaux

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 modifiant la loi 9 George VI, chapitre 8.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission du régime des eaux courantes

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 concernant la Commission du régime des eaux courantes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Inspecteur des compagnies de fidéicommiss

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 concernant le bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommiss.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant la loi des accidents du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

Adopté.

Loi des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté.

Électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 concernant l'électrification rurale.

Adopté.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Adjoint parlementaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 concernant les adjoints parlementaires.

Adopté.

Immeubles gouvernementaux

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi 9 George VI, chapitre 8.

Adopté.

Commission du régime des eaux courantes

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 concernant la Commission du régime des eaux courantes de Québec.

Adopté.

Inspecteur des compagnies de fidéicommis

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 concernant le bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis.

Adopté.

Loi de l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

M. French (Compton) se lève.

(Applaudissements à droite)

Je propose⁴, appuyé par le représentant de Gatineau (M. Desjardins), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa

Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Permettez-moi de vous dire combien j'apprécie l'honneur que l'on fait à mes électeurs et à moi-même en me demandant de proposer la traditionnelle adresse en réponse au discours du trône. C'est toujours une tâche redoutable pour un député que de prononcer son premier discours en Chambre, et je suis sûr que ce l'est bien davantage quand ce premier discours a pour but de proposer l'adoption d'une résolution aussi importante.

Avant d'aller plus loin, on me comprendra sans doute de rendre à la mémoire de mon très cher et très distingué frère, feu l'honorable Charles D. French, un hommage fraternel. Mon frère a apporté d'importantes additions à la structure déjà imposante du développement des ressources naturelles et il a contribué largement à l'essor noté dans la province au chapitre de l'exploitation de nos richesses minières. Il était un bon Canadien, un bon citoyen, un très bon représentant du comté de Compton, et, je crois aussi, un excellent ministre des Mines. Je sais qu'il était fier de participer à l'administration de la province sous l'Union nationale, qu'il donnait son appui entier et loyal à son chef le premier ministre, lequel, de l'avis de mon frère comme du mien, est un des hommes d'État les plus compétents et les plus constructifs que le Canada n'ait jamais produits.

Il (M. French) rend ensuite hommage à la mémoire du conseiller législatif et des deux autres députés décédés depuis la dernière session. Il rappelle la mémoire de MM. Chartier et Provençal, ainsi que celle de l'honorable J.-T. Larochelle et offre à leurs familles ses sincères condoléances.

À mes électeurs, dit-il, j'offre mes remerciements reconnaissants de ce qu'ils m'ont élu avec la plus grande majorité de l'histoire du comté provincial de Compton. Je me rends compte que cette marque de confiance est un hommage aux services rendus par mon frère et un témoignage de confiance très significatif dans la politique du premier ministre et de l'Union nationale qui a tant fait pour la province en général, et pour le comté de Compton en particulier. J'entends m'acquitter de ce mandat en y apportant le meilleur de moi-même.

J'aimerais exprimer non seulement ma gratitude personnelle, mais celle de mes concitoyens de langue anglaise du comté de Compton, notre reconnaissance pour la générosité manifestée par la majorité, qui, sous la direction éclairée du premier ministre, maintient la représentation de la minorité

dans les fonctions publiques. Je suis fier de déclarer qu'aucun gouvernement du Québec n'a eu plus de considération pour les droits des citoyens de langue anglaise, n'a mis plus de soin à sauvegarder leurs intérêts que celui du premier ministre actuel et de l'Union nationale. Dans les temps troublés que nous traversons, il est réconfortant de savoir que nous avons, dans la province de Québec, un gouvernement stable qui proclame et met en pratique à tout moment une politique de stabilité réelle, qui est la base même de la vraie sécurité.

Il (M. French) parle ensuite plus spécialement de son comté et de la région des Cantons-de-l'Est. Il en fait une description physique, déclarant que c'est le jardin de la province de Québec, habitée par des citoyens industriels et respectueux des lois. Au chapitre de l'éducation, il (M. French) déclare que, dans la province, depuis 1945, l'Union nationale a construit 2,200 écoles, permettant l'ouverture de plus de 10,000 nouvelles salles de classe. Plus de 50 écoles spécialisées, dit-il, ont été construites ou agrandies. Des subsides de plus en plus considérables ont été accordés pour les collèges classiques et les universités. Depuis 1945, 91 hôpitaux ou sanatoria ont été construits ou agrandis dans toute la province, ce qui a mis 16,000 nouveaux lits à la disposition des malades. À mon avis, la sauvegarde de la santé physique et mentale constitue l'une des principales réalisations pour lesquelles le gouvernement actuel peut être fier à juste titre.

Il (M. French) parle du progrès de l'industrie minière et souligne particulièrement l'établissement, au cours des dernières années, d'un grand nombre de nouvelles usines qui donnent de l'emploi à des milliers de personnes. Je suis très content que le bon travail, commencé par mon frère, va se continuer sous un successeur aussi capable que mon bon ami le député d'Argenteuil.

Au cours des dix dernières années, dit-il, 4,000 nouvelles industries ont été établies dans la province de Québec, ce qui a procuré de l'emploi à des milliers et des milliers de Québécois. Il insiste sur la prospérité de notre industrie de la pulpe et du papier, de nos gigantesques développements hydroélectriques, de l'aménagement des chutes d'eau, de l'essor de l'industrie du tourisme, grâce à l'amélioration continue de la voirie. Ces progrès, dit-il, démontrent assez bien quelle saine administration nous avons dans la province et qui ne saurait être effacée ou amoindrie par les efforts destructifs et désespérés de l'opposition. Le succès sans précédent de l'élection de Compton en est une preuve additionnelle.

Le premier ministre du Québec a entrepris des négociations fort délicates avec le premier ministre du Canada, il y a plusieurs semaines. Ici, dans le Québec, la grande majorité des gens savent que notre premier ministre poursuivra les présentes négociations dans un esprit de justice et avec un désir de coopération mais, en même temps, avec une vigueur inébranlable et une dévotion sans peur et sans reproche envers les droits constitutionnels et les intérêts de la province dont il est responsable.

Je voudrais le féliciter et le remercier de son dévouement sans relâche envers ses compatriotes et les citoyens de la province, pour son programme législatif clair qu'il nous soumet, et en même temps de sa politique stable et génératrice de progrès. Il pourra compter sur mon amitié et ma loyale coopération, sur celle des citoyens de Compton en particulier, en même temps que de la grande majorité de la province.

(Applaudissements à droite)

M. Desjardins (Gatineau) présente ses hommages à l'Orateur et souligne la dignité et l'impartialité de l'Orateur de la Chambre. Il déplore la mort de trois membres de la Législature depuis la dernière session, MM. C. D. French, E.-J. Chartier et Paul Provençal, et celle de l'honorable J.-T. Larochelle, membre du Conseil législatif.

Il note le beau résultat obtenu dans Compton par le représentant de l'Union nationale (M. French). Comme dans la Gatineau, dit-il, les électeurs ont voulu renouveler leur confiance au gouvernement pour son œuvre. Toutes les classes de la société ont bénéficié de la politique sage et progressive du gouvernement de l'Union nationale depuis 1937.

Dès 1937, après avoir vu à ce qu'une pension soit accordée aux vieux et aux vieilles, et après avoir fait voter une pension aux mères nécessiteuses, le gouvernement se penchait sur la classe agricole. Il a institué un crédit agricole qui prête, celui-là, et à un taux d'intérêt minime. Depuis ce temps, près de \$112,000,000 ont été ainsi prêtés à 42,490 cultivateurs.

Le gouvernement a fait encore plus pour l'agriculture, en organisant l'électrification rurale qui a rendu plus facile et plus agréable la vie à la campagne. Par la suite, le drainage rationnel des terres a été organisé en vue d'agrandir la superficie cultivable. Ces mesures ont permis aux cultivateurs d'améliorer leurs conditions de vie et d'accroître leur production. Puis, le gouvernement a compris le besoin d'étendre les connaissances agricoles des fils de cultivateurs, en échelonnant, dans toute la

province, des écoles régionales d'agriculture, moyennes et supérieures. Pour toutes ces raisons, la classe agricole appuie avec un enthousiasme croissant le gouvernement de l'honorable premier ministre.

Le gouvernement n'a pas oublié non plus la classe ouvrière. Le gouvernement actuel, par ses lois progressistes, a amélioré les conditions de vie et de travail des travailleurs. Pour les ouvriers, l'Union nationale a établi la Commission du salaire minimum, qui force l'employeur à payer un surtemps au petit employé payé à l'heure et elle a aussi imposé des vacances payées. L'ouvrier accidenté a aussi obtenu des avantages, notamment le droit de choisir son médecin, une augmentation substantielle de la compensation en cas d'accident, institution de cliniques de réhabilitation, du service de placement des tuberculeux, du système d'aide à l'apprentissage, le gouvernement a haussé l'allocation payée aux veuves des ouvriers tués dans des accidents du travail. Il fait l'éloge du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) qui a proposé toutes ces législations favorables à l'ouvrier québécois.

L'Union nationale s'est aussi grandement occupée de la santé publique. Après avoir créé le ministère de la Santé, en 1936, elle a mené contre la tuberculose et la mortalité infantile une lutte qui a été couronnée d'un franc succès et qui a diminué la mortalité dans une proportion de 60 % à 70 %. Près d'une centaine d'hôpitaux et de sanatoriums ont été construits ou agrandis ou sont en voie de l'être, et cela, dans toutes les régions de notre province.

Le gouvernement, d'autre part, a toujours placé au premier rang de ses préoccupations le problème de l'éducation. Lorsque le gouvernement actuel a été porté au pouvoir, en 1944, les commissions scolaires étaient dans le marasme... Le gouvernement de l'Union nationale, dans un geste de générosité sans précédent, décida d'absorber toutes ces dettes qui s'élevaient à quelque \$100,000,000... Un vaste programme de construction d'écoles fut aussi élaboré; les octrois furent multipliés, afin de permettre la construction des nouvelles écoles nécessitées par l'augmentation constante de la population scolaire: 2,000 écoles nouvelles sont ainsi sorties de terre, plus de 7,000 ont été restaurées. De 1948 à 1954, 39 écoles ont été construites et 80 rénovées dans le seul comté de Gatineau. Puis un élan sans précédent fut donné au programme des écoles spécialisées, aux collèges classiques et aux universités, afin de permettre aux jeunes de prendre la première place dans le développement de la province. L'enseignement professionnel et technique a été parfait par l'ouverture de nombreux

établissements, écoles normales, écoles d'arts et métiers, école du meuble, des arts graphiques, de l'automobile, de la papeterie, du textile, des mines, du génie forestier, etc.

Après l'incendie d'une grande partie du collège de Saint-Alexandre, à Limbour, dans le comté de Gatineau, le premier ministre fit parvenir aux autorités de l'institution un chèque de \$400,000. Ces généreux octrois, disait le premier ministre, ont été rendus possibles par la mise en application de la loi affirmant les droits essentiels de la province dans le domaine fiscal et intitulée: "Loi assurant à la province les revenus nécessaires par ses développements". Il (M. Desjardins) transmet également les remerciements du R.P. Paul Guay, des pères du Saint-Esprit, supérieur du collège.

Pendant ce temps, le gouvernement trouvait les moyens d'établir un immense réseau routier. Presque toutes les grandes artères ont été refaites ou élargies; et dans les régions les plus reculées, on mettait à la disposition du colon, du cultivateur et de l'homme d'affaires, de bons chemins leur permettant de se rapprocher des grands centres et, ainsi, de profiter des avantages commerciaux qui découlent du voisinage des villes. C'était là, par le fait même, activer le commerce, aider la colonisation, consolider l'agriculture, encourager les découvertes minières et donner une impulsion nouvelle à l'essor économique de la province.

Il (M. Desjardins) fait l'éloge de la politique de voirie du gouvernement sous la direction du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot). Il rappelle la visite que ce dernier a faite dans son comté, au cours de septembre 1953. Il a constaté, dit-il, qu'il y avait eu beaucoup d'améliorations de faites depuis 1948, mais qu'il en reste encore à faire. Il a pu se rendre compte que le régime libéral avait totalement ignoré ce comté. En 1948, lorsque la population du comté m'a choisi comme son représentant, il n'y avait que 15 milles de chemin pavé, sur une longueur de 117 milles de la route no 2, traversant mon comté entre la coquette petite ville de Hull et celle de Mont-Laurier, et sur ce, six milles avaient été pavés sous le régime de l'Union nationale, de 1936 à 1939.

Il fait également l'éloge de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), qui a construit un grand nombre de ponts. Le député de Gatineau souligne que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) a beaucoup contribué à l'amélioration et à l'ouverture des chemins de colonisation.

(Applaudissements à gauche)⁵

Toutes ces améliorations ont été réalisées tout en diminuant la dette provinciale consolidée et la dette *per capita*. J'ai l'assurance que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) jettera toujours un regard bienveillant et généreux sur le comté de Gatineau, lors de la préparation de ses futurs budgets.

Tout cela, il est vrai, a été accompli avec l'argent du peuple: mais encore fallait-il trouver les revenus correspondants à ces dépenses énormes sans obérer le budget du petit contribuable! L'Union nationale a su le faire, tout en diminuant la dette publique. Et c'est un motif d'orgueil pour notre chef de pouvoir affirmer, à la face du pays, que le Québec a une dette moyenne par citoyen inférieure à celle de toutes les autres provinces de la Confédération, sauf une.

Il parle des perspectives de prospérité dans tous les domaines et de l'essor gigantesque donné à l'industrie minière, notamment dans le Nord. Grâce à la politique du gouvernement, la province de Québec sera à la tête du pays pour la production minière en général. Il félicite l'honorable ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham), de sa récente nomination à ce poste. Québec, dit-il, est en plein développement et les millions qui ont été dépensés l'ont été pour nos cultivateurs, nos colons, nos vieux et nos vieilles, notre jeunesse. Ces millions ont été consacrés à la santé, à l'éducation, et au bien-être de toute la population.

Tout cela n'aurait pas pu être accompli, si, pour quelques millions, nous avions consenti, sous la pression d'Ottawa et de nos amis d'en face, à céder nos sources de revenus et les droits que nous garantit la Constitution canadienne. Ces améliorations, ce progrès, cette prospérité n'existeraient pas si nous n'avions pas eu à la tête de la province le champion incontesté de l'autonomie provinciale, le gardien fidèle de nos droits et de nos traditions. Avec toute la population du Québec, je lui dis merci. Merci d'avoir conservé ce qui nous a été légué par nos ancêtres, les Pères de la Confédération. Merci d'avoir récupéré des droits aliénés et considérés par plusieurs comme perdus. De lui, l'on peut dire qu'il a mérité de sa province et de sa patrie.

Je formule au nom de tous le souhait que la Providence lui conserve la santé, afin que cette belle province continue à progresser et à se développer pour le plus grand bien de sa brave population. On dit qu'un peuple a le gouvernement qu'il mérite: le peuple de Québec a sûrement accumulé un nombre incalculable de mérites pendant 40 ans pour avoir obtenu le gouvernement progressif qui le conduit depuis 10 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le représentant de Compton (M. French) et le représentant de Gatineau (M. Desjardins). Il souligne notamment à propos de ce dernier sa connaissance complète et remarquable de la politique de la province.

(Rires de l'opposition)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Dépôt de documents:

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: (Voir le tableau à la page suivante)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 18 novembre 1954		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
1.	Colonisation:			
	Entrepôt et garage de La Sarre			
	Dépenses ordinaires:			
	Renouvellement d'outillage et de pièces de rechange indispensables.....	\$190,000.00	\$185,985.16	\$4,014.84
	Dépenses en immobilisation:			
	Reconstruction.....	45,000.00	40,002.00	4,998.00
	(A.C. no 700, du 7 juillet 1954)			
2.	Agriculture:			
	Pour venir en aide aux sinistrés de la paroisse de Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi.....	15,000.00	15,000.00
	(A.C. no 768, du 28 juillet 1954)			
		\$250,000.00	\$240,987.16	\$9,012.84

Département des Finances, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
A.-J. Dolbec

Québec, le 18 novembre 1954

(Document de la session no 4)

Messages du lieutenant-gouverneur:

Imprimeur de la Reine

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) transmet à M. l'Orateur le message suivant de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre

d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, 17 novembre 1954
(Document de la session no 5)

Motions des députés:

Vœux de prompt rétablissement, mère du chef de l'opposition

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai appris avec regret la maladie de Mme J.-Euclide

Lapalme. Nous savons tous quelle place occupe la mère de famille dans un foyer où elle jouit de l'affection et du respect de ses enfants. Sa tendresse quotidienne est une chose dont on ne peut se passer. Par son désintéressement, son dévouement, elle joue un rôle indispensable et irremplaçable. Pour ma part, je n'ai pas eu le bonheur du chef de l'opposition de bénéficier bien longtemps de la présence de ma propre mère. Elle est décédée relativement jeune. Aussi, je souhaite, en mon nom, au nom de la droite, et de toute la Chambre, sans aucun doute, le rétablissement de la vénérable mère du chef de l'opposition. Son état de santé, nous dit-on, s'est amélioré et nous formons des vœux pour qu'elle se rétablisse parfaitement et vive encore de nombreuses années, pour le bonheur des siens et sa famille.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il est très touché du geste du premier ministre et qu'il est trop ému pour en dire bien long. Il remercie le chef du gouvernement de ses souhaits. D'après les toutes dernières nouvelles, dit-il, je crois qu'aujourd'hui l'état de ma mère s'améliore. J'en suis très heureux et j'espère que sa convalescence sera belle.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 3 h 55.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Ledoux (Shefford), selon le *Montréal-Matin* du 19 novembre 1954, à la page 5; M. Fox (Brome), selon *La Presse* du 2 décembre 1954, à la page 33; M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1, et M. Bellemare (Champlain), selon *Le Nouvelliste* du 26 novembre 1954, à la page 11.

2. Bien que lue et reçue le 19 novembre, cette pétition ne figure pas à l'étape de la présentation au procès-verbal.

3. *La Victoire* du 25 novembre 1955, à la page 23, souligne "que le premier ministre Duplessis a reçu de la Chambre provinciale une ovation formidable quand il a présenté ses premières lois aux députés, dont la plupart représentent des comtés ruraux".

4. *L'Action catholique* du 19 novembre 1954, à la page 9, rapporte que M. French "parle très bien le français, mais il a préféré faire son premier discours dans sa langue maternelle". Selon le *Chronicle Telegraph* du 19 novembre 1954, à la page 3, ce serait la quatrième fois depuis 1867 qu'un député de langue anglaise propose l'adoption au discours du trône. *L'Événement* du 19 novembre 1954, à la page 1, rapporte que la tradition veut qu'habituellement ce soit un député de langue anglaise qui seconde le député de langue française: "Par trois fois, dans les annales parlementaires, on avait déjà enregistré un tel accroc à la règle: en 1869, en 1886 et 1894".

5. *L'Événement* du 19 novembre 1954, à la page 20, rapporte que les libéraux applaudissent au nom du ministre Joseph-Damase Bégin "probablement à cause de la rumeur de démission qui avait couru dernièrement, mais que le député de Dorchester a démenti énergiquement".

Séance du mardi 23 novembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la commission scolaire du village de Contrecoeur, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- de la commission scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- de dame Mabel Webber, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Mabel Daniel" (M. Johnson);

- de Veljko Arabian et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity (M. Johnson);

- de Joseph-Désiré Nadeau et autres, demandant l'adoption d'une loi permettant l'adoption de Joseph-Léo-Amédée Larose et changeant son nom en celui de Nadeau (M. Johnson);

- des légataires de la succession de feu Armand Bouvier, demandant l'adoption d'une loi autorisant lesdits légataires à céder, vendre les biens immobiliers de ladite succession (M. Johnson)²;

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la corporation de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi donnant une évaluation fixe aux nouvelles industries qui désirent s'établir dans la ville de Lachute (M. Roche);

- du sanatorium Prévost, demandant l'adoption d'une loi le constituant en corporation sous le nom de l'Institut Albert Prévost (M. Roche);

- de Irving I. Berlin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation religieuse sous le nom de Shaare Zedek Congregation (M. Roche);

- de la commission scolaire catholique de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la congrégation des recluses missionnaires de Jésus-Marie, demandant l'adoption d'une loi pour être constituées en corporation civile (M. Barrière);

- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de l'Association de la communauté d'Asbestos et l'Association athlétique amateur d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi pour demander une exemption de taxes scolaires et municipales (M. Langlais);

- de la corporation de Hâvre-aux-Maisons, Îles-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à acquérir le terrain nécessaire pour la construction d'une piste d'atterrissage (M. Langlais);

- de la commission scolaire pour la municipalité de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de la ville d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- de dame Alphonsine Parent, en religion mère Marie-de-Sainte-Blandine, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège du Bon-Pasteur de Chicoutimi (M. Auger);

- de Alfred Delège, demandant l'adoption d'une loi aux fins de permettre d'aliéner un immeuble (M. Bernatchez);

- de la municipalité du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente (M. Bertrand);

- de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pinard);

- de l'Institut des Petites Filles de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de dame Marguerite Cesborn, en religion mère Marie-de-l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège du Sacré-Cœur (M. Guérin).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont Drolet (M. Cloutier)³;
- de Carl Otto Weisel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "New Apostolic Church of North America" (M. Cloutier);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Cloutier);
- de Mark Farrel et Henri Toussaint, demandant l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires concernant le testament de feu John Skillman O'Meara (M. Cloutier);
- de Joseph André Maurice Boutet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph André Maurice Gravel (M. Cloutier);
- de Tibère Kallos, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat après les examens du Barreau (M. Johnson);
- des commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Johnson);
- des sœurs de l'Espérance, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation distincte l'hôpital de l'Espérance de Saint-Laurent (M. Johnson);
- de M. l'abbé Eustache Saint-Maurice et autres, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu l'abbé Adélard Desrosiers, demandant l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs, et incorporant la Caisse des écoliers pauvres (M. Johnson);
- de Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit (M. Johnson);
- de Jules Prentovitch, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jules Desjardins (M. Johnson);
- de M. et Mme Onésiphore Blanchet, demandant l'adoption d'une loi leur accordant l'adoption légale de leur fille Marie Françoise Blanchet (M. Bédard);
- de la ville de Pont Viau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de la corporation et des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Delson, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certaines résolutions (M. Riendeau);

- de la cité de Noranda, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir les pouvoirs d'imposer une taxe de vente (M. Dallaire);

- de Levy Mordecai Becker et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth-El" (M. Lapalme);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ducharme);

- de Elizabeth Grace Redpath et autres, demandant l'adoption d'une loi relative aux testament et codicille de Lady Amy Redpath Roddick (M. Roche);

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat concernant la vente par l'Aluminum Company of Canada (M. Ducharme);

- de Alfred Bromirski et de sa femme Mme Nadia Bromirski, demandant l'adoption d'une loi changeant leurs noms en celui de Brome (M. Gérin);

- de dame Antonia Saint-Aubin et M. Lucien Joron, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Romain Joron (M. Barrière);

- de Saul Zweig et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation religieuse sous le nom de "Congregation Beth Aaron" (M. Rochon);

- de MM. Carrier Fortin et Louis Philippe Gagnon en leur qualité de tuteur et de subrogé tuteur aux enfants mineurs, Christine et Gaston Gagnon, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir le pouvoir de vendre et disposer de la part appartenant auxdits mineurs (M. Poulin);

- des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et gérer le monastère des Augustines hospitalières de Lévis (M. Poirier);

- de révérende dame Eugénie Trudel, en religion sœur Sainte-Gertrude, et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et exploiter l'hôpital général connu sous le nom de l'Hôtel-Dieu de Lévis (M. Poirier).

Dépôt de documents:

Petite industrie

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en

conseil adoptés en vertu de la loi pour stabiliser la petite industrie. (Document de la session no 6)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 18 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Compton (M. French), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)⁴ (Se levant) (Applaudissements à gauche)

À l'Orateur de la Chambre, il rappelle qu'il (M. Taché) entreprend sa 11^e session au fauteuil d'orateur. Il lui souhaite de troquer un jour ce fauteuil pour celui de juge à la Cour de magistrat. Aux proposeur et secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône, il offre ses félicitations, de même qu'au nouveau ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) et au nouveau ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard). Il demande à ce dernier de lui expliquer, quand le moment sera venu, le fonctionnement de son nouveau ministère.

Il (M. Lapalme) souligne le départ de M. George Marler⁵, ancien député de Westmount à la Législature, devenu ministre fédéral des Transports. M. Marler, dit-il, avait déjà occupé dans la politique municipale et la politique provinciale des postes clefs; Il avait été vice-président du comité exécutif de la métropole. Il a ensuite fait sa marque dans la politique provinciale, et aujourd'hui, il accède à la politique fédérale. Nos vœux de succès l'accompagnent.

On avait récemment offert à M. Marler de rentrer au conseil municipal de Montréal, mais plus tard, quand une vacance s'est produite à Ottawa et que des pressions ont été faites sur lui pour qu'il aille représenter dans le cabinet fédéral la minorité anglo-protestante du Québec, c'était pour lui une question

de devoir beaucoup plus que de préférences personnelles. Et l'on sait le sens profond que ce mot avait pour M. Marler. Je tiens à le remercier pour les immenses services qu'il a rendus à notre parti.

Tout le monde connaît sa courtoisie, son esprit de travail qui lui faisait étudier à fond les mesures législatives, sa largeur de vues, son bilinguisme parfait, son sens du devoir et sa haute compétence, en particulier dans les questions de finances. Il n'y a pas de doute que l'opposition perd un de ses piliers. Je perds personnellement un ami personnel et un collaborateur de tous les instants. Non seulement l'opposition perd un homme de valeur, mais c'est la Chambre tout entière qui s'est appauvrie par le départ de ce brillant député.

Mais ce n'est pas la première fois qu'un chef de l'opposition provinciale devient ministre à Ottawa. Avant M. Marler, il y a eu l'honorable Arthur Sauvé, père du ministre actuel de la Jeunesse dans le cabinet Duplessis (M. Paul Sauvé). Un autre ancien chef de l'opposition, M. Camillien Houde, a aussi subséquemment fait une incursion dans le domaine fédéral. Et tout le monde sait que Sir Wilfrid Laurier avait été député à Québec avant de briller sur la scène fédérale. Je ne voudrais pas me lancer dans le domaine des prédictions. Je me rappelle trop bien que le premier ministre avait un jour fait des suggestions relativement au cardinalat de la province. Il s'est trompé. Je me trompe peut-être moi aussi, mais si je puis exprimer un désir et peut-être faire une prédiction, c'est à l'effet que M. Marler sera peut-être le successeur de celui qui dirige actuellement les destinées du pays.

Il rappelle quelques événements importants des derniers mois: nomination de M. Claude Jodoin⁶, ancien député provincial, au poste de président du Congrès des métiers et du travail du Canada; Congrès marial national du Cap-de-la-Madeleine, qui a laissé un excellent souvenir au point de vue canadien et français; nomination du cardinal Léger comme légat papal à Lourdes. Le congrès marial du Cap-de-la-Madeleine, dit-il, a laissé un excellent souvenir du point de vue canadien et français.

Il (M. Lapalme) regrette que le chômage prenne des proportions si grandes et se réjouit de ce que le gouvernement fédéral, d'accord avec les provinces, s'appête à voter une loi d'aide aux infirmes.

Il y a dans les discours du trône une phrase inhabituelle, une note d'espoir qui est nouvelle et bienvenue: celle où l'on formule l'espoir que les pourparlers engagés entre Québec et Ottawa soient couronnés d'un entier succès, auquel la Législature sera appelée à coopérer.

Le discours du trône a pourtant fait entendre cette année un autre son de cloche: l'espoir d'une entente prochaine entre le Québec et le gouvernement fédéral. Il a exprimé l'espoir d'une coopération. Serait-ce que l'autonomie ne serait plus considérée dans la province comme l'affaire d'un seul parti, mais comme l'affaire de tout le monde? Serait-ce qu'on cessera d'en faire une propagande électorale? Serait-ce qu'en cette matière, on serait résolu de faire désormais appel à la conciliation plutôt qu'à la partisannerie? S'il en est ainsi, nous nous en réjouissons. L'expérience démontre que ce n'est pas sur le terrain électoral qu'un débat comme celui-ci peut être réglé. Les électeurs n'ont jamais à choisir entre l'autorité fédérale et l'autorité provinciale, mais tantôt entre divers partis fédéraux et tantôt entre divers partis provinciaux.

La question constitutionnelle ne peut pas être uniquement l'affaire d'un parti, car elle se pose constamment. Tous les partis ont défendu l'autonomie provinciale. Avant même la naissance de la Confédération, des libéraux éminents se sont prononcés contre ce mode de gouvernement, car ils y voyaient un acheminement vers la centralisation des pouvoirs. Une fois placés devant le fait accompli, tous ont travaillé à faire de l'autonomie une chose vivante.

Tout le monde se souvient qu'il a été question d'autonomie aux élections fédérales et provinciales de 1944, 1945, 1948, 1952 et 1953. Tout le monde sait aussi qu'elles n'ont rien réglé parce que les partis politiques en parlaient abondamment aux électeurs et qu'ensuite il n'y avait jamais de rencontres entre gouvernements. La question de l'autonomie ne peut se régler uniquement par des élections. Elle ne peut être non plus l'affaire d'un seul parti. Car les deux partis reconnaissent les mêmes droits aux provinces. Je constate avec plaisir que, dans le discours du trône, la question reprend son véritable caractère.

Depuis 1867, la question de l'autonomie a été celle de tous les partis politiques; les questions qui se soulevaient aujourd'hui ne sont pas nouvelles, et il y a eu dans le passé de fréquentes rencontres interprovinciales pour discuter de ces sujets. En 1887, soit seulement 20 ans après la naissance de la Confédération, Honoré Mercier convoqua à Québec les premiers ministres des autres provinces. Déjà, à cette époque, on déplorait les imprécisions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en ce qui concerne la répartition des pouvoirs entre les deux autorités. On affirmait même que le texte de la Constitution n'exprimait pas tout ce qui avait été

convenu en 1887. On parlait de la nécessité de sauvegarder l'autonomie des provinces. On cherchait un moyen de mieux répartir les sources de revenus. Plusieurs résolutions furent adoptées sur ces différents sujets.

D'autres Conférences interprovinciales eurent lieu en 1902, alors que l'honorable Simon-Napoléon Parent était premier ministre du Québec; en 1906, sous Sir Lomer Gouin; en 1910, en 1913 et en 1927. À toutes ces réunions, il a été question de subsides, de communications, de pêcheries, de constitution. Chaque fois, des résolutions furent adoptées, portant que les premiers ministres des diverses provinces devraient se réunir plus souvent. Des gens de tous les partis assistaient à ces conférences et y prenaient des attitudes communes. Jamais il n'a été question dans toutes ces réunions de partis politiques. L'autonomie provinciale n'était donc pas l'affaire d'un parti. On a toujours eu recours aux meilleurs éléments de toutes les provinces.

On sait ce qui s'est passé en ces dernières années. Depuis 1926, il n'y a plus eu de Conférence interprovinciale. Avec le résultat que nous avons abouti à une impasse, à une espèce de guerre froide entre Ottawa et Québec qui a atteint son point culminant il y a quelque temps, quand deux discours ont été prononcés par le premier ministre du Canada et le premier ministre de notre province. Nous ne savions plus du tout où nous allions, mais heureusement, il y a aujourd'hui un armistice en vue. Plus ça change, plus c'est pareil.

Il (M. Lapalme) va tenter, dit-il, d'exposer clairement et complètement la politique de son parti, non de sa propre opinion en matière d'autonomie. Il rappelle qu'un journal, *Le Devoir*, lui avait posé une série de questions dans une entrevue publiée le 24 mai 1952⁷. On lui avait demandé: 1. - S'il était opposé à ce que nous cédions à Ottawa l'exclusivité en matière d'impôts sur les successions. Il avait répondu oui; 2. - On lui avait demandé s'il était favorable à la signature de l'entente fiscale proposée par Ottawa. Il avait répondu non et il ajoute qu'aujourd'hui, pas plus qu'à ce moment-là, il les signerait dans leur texte tel que soumis. Il avait aussi déclaré: 3. - Qu'il était en faveur de préparer des contre-propositions; 4. - Qu'il acceptait le projet préparé par la Chambre de commerce de Montréal comme base de futures négociations; 5. - Qu'il croyait que l'aspect financier des relations fédérales-provinciales ne se limitait pas aux impôts; 6. - Qu'il était catégoriquement opposé à l'aide fédérale à l'enseignement. Il s'est alors opposé à ce que la

province cède à Ottawa le droit exclusif d'imposer le revenu et les corporations et à ce qu'une entente fiscale soit signée suivant les propositions alors faites par le gouvernement fédéral.

Encore aujourd'hui, poursuit-il, je n'accepterais pas ces propositions telles quelles. Je soutiens que Québec ne devrait pas céder en matière de droits successoraux. Aujourd'hui comme en 1952, j'estime que Québec devrait cependant formuler des contre-propositions et même, s'il en est encore temps, convoquer une Conférence interprovinciale avant de formuler ces contre-propositions. J'ai aussi déclaré en 1952 que nous devons nous montrer particulièrement soucieux de conserver nos droits en matière d'éducation et de ressources naturelles et que, pour ma part, je n'étais pas prêt à accepter les subsides fédéraux à l'enseignement. Les deux partis reconnaissent les mêmes droits aux provinces. Il ressort clairement de tout ceci que la question de l'autonomie dépasse les cadres des partis. C'est là une ligne de conduite permanente qui ne s'inféode pas aux formations partisans. Mais elle demeure le problème de toute la population.

Je voudrais maintenant savoir pourquoi, de tous les gouvernements provinciaux ayant exprimé des vues identiques sur la question autonomiste et s'étant montrés partisans fidèles de cette forme de gouvernement, neuf ont signé une entente fiscale avec Ottawa et un seul, celui du Québec, a refusé de signer cette même entente? Quand je dis que Québec a refusé de signer une entente avec Ottawa, il faut entendre l'entente fiscale globale, celle qui découle des propositions fédérales de 1945, reprises plus tard avec des modalités différentes. Car il n'est que partiellement vrai que Québec ait refusé de signer des ententes avec Ottawa.

Au fait, elle en a signé plusieurs qui portent sur des points de détails; d'après les *Comptes publics*, le nombre de ces ententes particulières est de 16: entente sur l'aide à la jeunesse, la pension de vieillesse, la pension aux aveugles, l'assistance publique, la santé, les sinistres de Rimouski et de Cabano, le sucre d'érable, les écoles d'arts et métiers, etc. qui, en 1952-1953, ont rapporté à la province de la part du gouvernement fédéral, en y ajoutant le subside statutaire, une somme globale de \$22,981,000. Ces ententes ont été signées sans que l'on ne mette en cause l'autonomie.

Je voudrais maintenant passer en revue les ententes avec Ottawa que le gouvernement de la province a refusé de signer. Les cinq cas sur lesquels il n'y a pas eu d'entente sont: l'entente fiscale découlant des propositions de 1945; l'entente sur la

route Trans-Canada; l'entente sur les subventions aux universités qui, après avoir été acceptée une fois, fut par la suite refusée; une entente pour coordonner la législation provinciale d'aide à l'habitation avec la législation fédérale et une entente sur le transport interprovincial. Et je pense qu'on peut y ajouter l'entente sur l'aide aux invalides en vertu de la loi fédérale.

Les premières de ces ententes ont été signées sans que l'on pense à la question autonomiste. Quant aux secondes, le refus du gouvernement provincial de les signer a donné naissance à l'impôt provincial sur le revenu. L'opposition est prête à collaborer à la solution de l'actuel conflit constitutionnel que le gouvernement vient de nous laisser entrevoir, car l'actuelle chicane entre Ottawa et Québec, aux dires des experts économiques, crée dans la province un climat de prospection industrielle néfaste pour son avenir. Ce n'est pas de notre temps que nous savons que notre Constitution aurait besoin de certains accommodages et ajustements.

Cependant, dans cette guerre froide que je signalais tout à l'heure, le discours du trône fait surgir l'espoir qu'il y ait un armistice en vue. Pourquoi? Une étude très rapide des problèmes de l'intérieur apportera peut-être la réponse. Nous avons besoin d'un espoir. Car actuellement la défense de l'autonomie, en plus de nous coûter un double impôt sur le revenu personnel, non seulement met en danger notre expansion industrielle, mais aussi notre avenir économique.

Dans *La Presse* du 5 novembre 1954, M. Gilbert Latour, directeur général de la Chambre de Commerce de Montréal, expose les raisons de la tenue, du 4 au 12 mars de l'année prochaine, d'une grande exposition à Montréal, dont le but est de montrer que Québec est bien réellement une puissance industrielle. Mais, dans cet exposé, il n'a pu cacher qu'il existe actuellement un climat de prospection économique défavorable à la province, créé dans les autres provinces du Canada depuis quelques années. Et je ne prétends pas que ce climat provienne de l'institution de l'impôt sur le revenu personnel, mais ce climat ne doit pas être aggravé.

L'Association des manufacturiers britanniques, établie depuis quelque temps au Canada, a publié des listes d'industries nouvelles établies au Canada depuis ces dernières années. Ces listes, il y en a cinq, indiquent que depuis deux ans, sur 92 industries britanniques établies au Canada, 12 seulement le furent dans la province de Québec. De plus, sur ces 12 industries venues dans Québec, il y en a qui ont ouvert des succursales à Toronto. Et,

dans la plupart des cas, il s'agit d'industries lourdes. D'un autre côté, selon les statistiques d'une institution fédérale dans une liste de toutes les industries étrangères, au nombre de 77, établies à travers le Canada dans les neuf premiers mois de 1954, 11 seulement l'ont été dans le Québec. Depuis janvier seulement, 25 compagnies⁸ ont déménagé leur bureau-chef ailleurs au pays, soit à Toronto, soit dans d'autres villes hors du Québec, et seulement 17 y sont entrées.

Toronto fait actuellement une concurrence serrée, une concurrence que je pourrais qualifier de métropolitaine, à Montréal. Et je me demande donc si nous serons les seuls à penser à l'avenir économique de notre province. Car on ne peut nier que si nous laissons passer l'industrie lourde, si nous la laissons aller se fixer ailleurs, même si l'on signe un armistice entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec, nous perdons l'occasion de prendre un jour les leviers de commande économiques au Canada. Nous mettons en danger l'avenir économique même du Québec. Une revue, *Le Québec industriel*, note que la rivalité entre les deux gouvernements nous aura coûté d'incalculables millions. Déjà l'Ontario est bien en avant de nous. Le correspondant à Ottawa du *Soleil* note que cette province paye à Ottawa presque la moitié des taxes de tout le pays, et ce, pour une population d'environ le tiers.

Il (M. Lapalme) répond à une déclaration du premier ministre qui lui avait reproché de dénigrer sa province en parlant du déménagement des compagnies, à cause de la situation qui existe dans Québec. Le premier ministre avait alors cité la compagnie Simpson, qui venait de doubler la capacité de son magasin de Montréal, et la compagnie Labatt qui ouvrait un établissement à Ville LaSalle. La compagnie Simpson, dit-il, était installée à Montréal, bien avant l'arrivée au pouvoir du premier ministre. Je ne vois pas où peut être le dénigrement dans les remarques que j'ai faites. Les économistes qui attirent l'attention sur une situation défavorable ne sont pas des dénigrateurs.

En exposant cette situation, on va peut-être prétendre que je dénigre ma province. Est-ce que ceux qui poussent des cris d'alarme, qui veulent prendre la véritable mesure de notre taille économique se livrent tous au dénigrement de la province? Il serait excessif de le prétendre. Pour ma part, je ne voudrais pas voir une autre province s'emparer de tous les leviers de commande économique au Canada. C'est parce que j'aime ma province autant que qui que ce soit, je l'aime tout entière, non seulement dans ses droits, ses

institutions. Je demande qu'on profite de tout ce qu'elle peut nous donner et que, par exemple, il vait mieux aller passer ses vacances sur ses plages que sur les plages à la mode des États-Unis. Je regrette seulement que la chicane actuelle lui fasse perdre des occasions uniques de prendre la tête du Canada.

Je suis anxieux de voir se réaliser un accord auquel nous voulons fermement collaborer. Car alors, notre refus de collaboration serait non seulement du dénigrement, mais du sabotage pur et simple. Il serait facile de faire de la petite politique avec un problème de cette importance. Mais comme l'a dit le discours du trône, il y a présentement des chances d'entente fiscale. À la suite de certains commentaires des journaux, le premier ministre a demandé de maintenir une atmosphère propre à faciliter le règlement du problème fiscal. C'est là l'esprit dans lequel j'envisage la question. Si je venais faire de la petite politique avec la rencontre passée du premier ministre du Québec et du premier ministre du Canada et avec celle qui doit avoir lieu, dit-on, ce serait changer ma ligne de conduite. Si j'utilisais des mots comme ultimatum, alors on pourrait m'accuser de politiquer. Si nous ne collaborons pas, on pourrait alors nous qualifier de saboteurs.

J'ai toujours préconisé une rencontre des premiers ministres, afin de trouver un terrain d'entente. Aujourd'hui, le pas a été fait. Je me garderai bien de jeter de l'huile sur le feu. Mais il reste un point d'interrogation. Sera-t-il uniquement question de l'impôt, lors de la rencontre prochaine des premiers ministres?

Le discours du trône dit: "Mon gouvernement formule l'espoir que les pourparlers actuellement en cours, entre les autorités provinciales de Québec et les autorités fédérales, soient couronnés d'un entier succès auquel la Législature sera appelée à coopérer". Je ne suis pas capable de dire ce que l'un a pu proposer, l'autre accepter. Je ne sais que ce que j'ai lu dans le discours du trône. Tout ce que je sais, c'est que ce discours, en plus de parler d'espoir, souligne que l'opposition sera appelée à collaborer au succès des pourparlers actuels. Il y a toujours espoir d'une entente fiscale. Ces questions doivent être réglées dans le calme et la sérénité, si cela est possible. Il y a longtemps que les deux premiers ministres auraient dû se rencontrer pour faciliter cette entente. Aujourd'hui, le pas a été fait. Il semble qu'il y aura de nouvelles discussions Saint-Laurent-Duplessis, nouvelle Conférence fédérale-provinciale.

Serons-nous véritablement appelés à coopérer ou devons-nous nous trouver en face d'un fait accompli? Pour ma part, je n'aime pas à sanctionner

les faits accomplis. Y aura-t-il une nouvelle Conférence entre les deux premiers ministres? Est-ce que réellement il y aura une nouvelle entente? Nous voulons coopérer, mais il semble aussi que nous devrions en savoir un peu plus long sur les développements en cours, à moins que la raison d'État commande le secret absolu sur le contenu des conversations passées et à venir en cette matière. Pour l'instant, nous sommes obligés de garder le silence; nous sommes dans l'impossibilité de louer ou de critiquer.

Il me semble que, dans la discussion des problèmes constitutionnels, la Législature, ou une émanation de la Législature, autre que le gouvernement, devrait avoir son mot à dire dans la préparation d'une politique qui nous engage tous assez loin. Car le problème de l'autonomie n'est pas l'apanage d'un parti, mais de toute la province. À ce propos, me serait-il permis de faire une suggestion? Est-ce que le problème constitutionnel ou le problème fiscal ne sont pas des choses plus importantes que celles qui sont soumises aux comités parlementaires de la Chambre? N'est-il pas encore plus important que les questions pour lesquelles un comité des relations industrielles a été formé et pour lesquelles il existait déjà une législation?

Premièrement, quand il s'agit du problème constitutionnel qui ne peut être révisé à tout bout de champ, ne pourrait-il pas y avoir, pour l'étudier, en dehors du gouvernement, une sorte de comité parlementaire, composé de tous les membres de tous les partis politiques de cette Chambre, pour collaborer à l'étude du problème lui-même et même à la rédaction des formules de règlement qui pourront être soumis à Ottawa? Dans une séance de commission, il n'est certainement pas plus difficile de discuter qu'en Chambre et il est par contre probablement plus facile de le faire sans esprit de parti, sans qu'intervienne la partisanerie politique.

Je m'inspirerai de l'exemple de 1887 pour formuler une deuxième suggestion. Une conférence interprovinciale devrait avoir lieu immédiatement avant toute conférence fédérale-provinciale. Les premiers ministres provinciaux n'arrivent généralement à Ottawa que la veille de la conférence et ils n'ont guère le temps de se rencontrer pour discuter ensemble. Comme conséquence, ils ont chacun leurs revendications à faire entendre. Aux dernières conférences, les premiers ministres des provinces arrivaient quelques jours avant, pour pouvoir discuter et préparer les négociations. Je crois que cette pratique avait du bon. Ne vaudrait-il pas mieux que les premiers ministres des provinces se

groupent et discutent entre eux avant la conférence fédérale-provinciale?

Comme député fédéral il m'est arrivé de remarquer un jour, à Québec même, dans un discours en 1949, que les provinces, de nos jours, ne présentent pas un front commun en face du gouvernement fédéral qui lui sait où il va. J'ajoutai que le Québec devrait prendre la responsabilité d'entrer à ce sujet en contact avec les autres provinces. Ainsi, nous n'aurions plus cette politique divisée que nous avons jusqu'alors.

J'aurais une troisième suggestion à faire: que dans les délégations qui iront discuter avec le fédéral, tous les partis politiques de la province soient représentés. On nous propose une loi pour créer des adjoints parlementaires; c'est imiter assez directement le gouvernement d'Ottawa qui avait déjà imité le Parlement britannique. Quand on veut imiter Ottawa, on devrait l'imiter dans ce qu'il a fait de mieux. Lorsque les autorités fédérales traitent avec des pays étrangers, elles y envoient des délégations composées de libéraux, de conservateurs, de la Coopération Commonwealth Federation (CCF), et de créditistes. La délégation qui se trouve actuellement en Uruguay, sous les auspices de l'UNESCO, compte dans ses rangs M. Fleming, P.C., à côté de M. Arseneault, libéral. Une délégation qui doit représenter le Québec, pour régler le problème constitutionnel avec le gouvernement fédéral, devrait se composer de membres de tous les groupements politiques de la province.

Lors de la Conférence de 1887, on s'est plaint de la difficulté qu'il y avait de communiquer entre les provinces et le fédéral. Pour étudier et régler, peut-être pas pour toujours, cette question des relations fédérales-provinciales, pourquoi ne pas centrer ce travail à un endroit quelconque? Il devrait y avoir un secrétariat permanent pour les provinces dont la tâche serait justement d'être comme un agent de liaison constant, favorisant les contacts rapides entre les autorités provinciales et fédérales. L'épiscopat canadien a établi un secrétariat à Ottawa. Par l'entremise de ce secrétariat, toutes les provinces seraient renseignées sur les problèmes qui intéressent telle ou telle partie du pays. Nous pourrions non seulement avoir un secrétariat qui faciliterait les communications, mais des conférences de presse avant que les gouvernements se rencontrent.

Supposons que la guerre soit déclarée dans deux ou trois ans; quel chambardement cela apporterait au point de vue fiscal par exemple? Tout serait encore à recommencer. Avec un secrétariat permanent, on pourrait préparer les revendications à faire et convoquer des conférences au besoin. Il y

aurait toujours quelque chose de prêt à soumettre à une Conférence, quelle que soit la rapidité avec laquelle puissent se précipiter certains événements. Nous ne serions pas toujours en face d'un éternel recommencement.

Quoi qu'il en soit, nous devons prendre tous les moyens pour que la province ne devienne pas une victime sacrifiée au profit des autres provinces. Que l'Ontario ne grandisse pas au détriment des autres provinces du Canada. Il y va de l'intérêt de Québec et d'Ottawa de mettre fin à cet état de choses. Le Canada se compose de provinces riches et de provinces pauvres.

Le gouvernement fédéral, par ses accords, a voulu procéder à une certaine redistribution des richesses. Mais si Ottawa n'en arrive pas à un règlement avec Québec, toute la structure qu'il a bâtie se trouvera déséquilibrée. C'est pourquoi il faut en arriver à un règlement dans l'intérêt de tous.

La guerre froide ne peut durer. Le premier ministre en convient. Il a souvent parlé de collaboration, nous n'avons jamais été aussi près que durant ces temps-ci d'une union possible. Il faut tenter d'en arriver à une solution. Le discours du trône dit que la Législature sera appelée à coopérer. Mais quand aurons-nous l'occasion de discuter de ces choses?

Pendant la session ou pendant les négociations? Nous placerons-nous devant le fait accompli? Devrons-nous attendre le rapport de la Commission Tremblay? Comme on a pu le constater, ce que j'ai dit, je l'ai dit en toute objectivité. On nous a reproché de ne pas vouloir nous entendre.

Encore une fois, la question de l'autonomie ne peut être l'affaire d'un seul parti. Au moment où il s'agit de négocier la paix, nous sommes prêts à coopérer, car il n'est dans l'intérêt ni de Québec, ni d'Ottawa que la situation actuelle dure. Mais il faudrait obtenir l'assurance que nous ne poursuivions pas toujours des luttes stériles et que nous travaillons à ce qui peut apporter la paix et la prospérité. S'il s'agit de luttes stériles, nous ne le voulons pas, mais s'il s'agit d'une union sacrée, je dis oui, nous en sommes.

Je voudrais ajouter que si, dans le domaine des choses matérielles, la province de Québec peut être en danger, elle ne peut se permettre de l'être que dans le domaine spirituel. Pour ce qui est de la race, de la foi et de la langue, nous devons avoir une confiance inébranlable dans les valeurs spirituelles de la province de Québec. Je ne veux pas dans ce domaine être défaitiste. Nous étions 50,000; tous sont passés au travers.

Actuellement, quand j'entends encore parler de survivance française dans la province de Québec, j'estime que ce mot exprime un défaitisme absolu. Et on l'a compris quand on a changé le nom du Conseil de la survivance en celui de Conseil de la vie française. Dans ce domaine, il ne s'agit pas de sauver mais de continuer à agrandir. Si les valeurs spirituelles étaient en danger, je suis sûr que tous les membres de cette Chambre, à quelque langue ou religion qu'ils appartiennent, se lèveraient pour les défendre. Mais dans le domaine constitutionnel et fiscal, la porte est ouverte à des discussions. Nous devons faire quelque chose pour que ceux qui nous suivent puissent dire que nous aurons rapporté progrès à la province de Québec.

J'ai déjà dit tout à l'heure qu'il y a une classe de gens à laquelle, par sentiment, je m'intéresse tout particulièrement. Je regrette qu'en lisant le discours du trône on ne trouve pas un motif d'espoir pour les invalides du Québec. On parle de santé, de voirie, d'écoles, de mines, d'agriculture, de colonisation, mais je ne vois rien qui puisse nous permettre d'espérer qu'on fera quelque chose pour les invalides et les infirmes. J'aurais voulu trouver une parole d'encouragement pour ceux qui sont les plus déshérités dans la vie; je pense surtout aux infirmes; je suis convaincu qu'un grand nombre de députés ont déjà reçu des demandes à leur sujet. Il y a maintenant une loi fédérale pour les infirmes comme il y en a pour les pensions de vieillesse. J'espère voir un accord pour mettre un peu de soleil pour éclairer de misérables existences.

Dans le domaine constitutionnel et fiscal, ce qui m'importe, ce ne sont pas les applaudissements, mais qu'à un moment donné nous soyons dans la position de dire, tant à la Chambre à Québec qu'aux Communes à Ottawa, nous venons de régler quelque chose d'important, peut-être pas pour toujours, mais suffisamment pour que les générations futures puissent dire de nous comme Mercier en 1887: "Ce qu'ils ont fait a porté fruit".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁹
(Se levant) (Applaudissements à droite)

La motion en discussion est pourtant fort simple. Elle remercie le lieutenant-gouverneur d'avoir prononcé le discours du trône, et cette motion ne devrait pas donner lieu de longs discours, ce qui donne l'impression que, dans Québec, on retarde d'être poli. En fait, le discours du trône est tellement clair que le chef de l'opposition n'a même pas jugé bon d'en discuter, et les journaux, presque à l'unanimité, l'ont fort bien accueilli. Nous aurons, au

cours de la session, des lois sur les divers sujets mentionnés dans le discours du trône. La Chambre pourra discuter en temps et lieu des divers projets qui y sont annoncés. Mais je ne peux pas anticiper. Je me bornerai donc à parler des points soulevés par le chef de l'opposition.

En relevant les compliments du chef de l'opposition à l'Orateur pour la onzième session, l'opposition, dit-il, paraît surprise que, sous l'Union nationale, les bonnes choses durent longtemps. Il (M. Duplessis) rend également hommage à l'Orateur de la Chambre et parle de l'honorable George Marler. Il est parti, dit-il, et personne ne peut lui reprocher d'avoir laissé la situation dans laquelle il se trouvait ici. C'est pour cela qu'on a eu pitié de lui à Ottawa et qu'on est venu le délivrer. Comme je l'ai dit plusieurs fois, M. Marler était un gentilhomme, un travailleur et un honnête homme, et je lui souhaite plein succès. Je suis certain qu'il en aura plus à Ottawa qu'il n'en aurait eu à Québec dans les circonstances présentes.

Le chef de l'opposition remarque que d'autres avant M. Marler ont quitté Québec pour Ottawa et il a nommé, en particulier, mon ancien chef, qui a laissé ici un souvenir ineffaçable, M. Arthur Sauvé. Généralement, ceux qui sont partis de Québec pour aller à Ottawa ont réussi. Mais ceux qui sont partis d'Ottawa pour venir à Québec ne réussissent jamais¹⁰.

(Rires)¹¹

M. Dupré (Verchères): C'est pour ça que les finances de la province sont si mauvaises¹²?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je parlais des chefs de l'opposition et non pas des députés. Il y a des députés qui sont partis d'Ottawa pour venir jouer un rôle de premier plan. Il y en a d'autres qui jouent un rôle de troisième plan.

(Rires)

Le chef de l'opposition n'a pas parlé du discours du trône, exception faite du problème fiscal, et ne l'a pas critiqué. Il a oublié de mentionner que la province de Québec marche à pas de géant dans la voie du progrès depuis 1945. Ces progrès crèvent les yeux de tout le monde, même de ceux qui ne veulent pas le voir. Tous les journaux, même libéraux, qu'ils soient de langue anglaise ou de langue française, sont d'accord pour dire que les progrès de la province de Québec sont plus considérables que ceux de toutes les autres provinces du Canada: le *Financial Times* de Montréal, affirmant que le gouvernement mérite de chaleureuses félicitations pour l'impulsion qu'il a

donnée au développement de nos ressources naturelles, *Le Soleil* et *L'Événement-Journal*, de Québec, qui ont louangé le gouvernement de Québec pour la formidable impulsion qu'il a donnée aux affaires économiques de notre province.

La province s'est rapidement développée, des centaines de millions y sont investis; nous avons besoin d'un plus grand nombre d'hôpitaux et d'écoles, nous avons besoin d'une législation sociale. Nous avons bâti, depuis 1945, 2,000 écoles nouvelles comprenant 10,000 classes. Nous avons débarrassé les commissions scolaires d'un fardeau qui les écrasait en assumant leurs dettes au montant de \$100,000,000. Nous avons bâti ou agrandi 51 écoles spécialisées, dont plusieurs comptent parmi les plus considérables et les plus modernes de l'Empire britannique, et même du monde entier. L'École de papeterie de Trois-Rivières est une institution réputée dans le monde entier. Nous avons donné des millions aux universités et aux collèges classiques. Les autorités religieuses et civiles elles-mêmes reconnaissent tous ces progrès et le principal de McGill en faisait lui-même grand état ces jours derniers. Ce sont des faits que l'opposition ne peut pas nier.

Si l'on s'arrête au domaine de la santé, on constatera que le gouvernement a construit ou agrandi 91 hôpitaux ou sanatoria dans lesquels plus de 16,000 lits¹³ nouveaux ont été installés pour les malades, porté de \$4,000,000 à \$40,000,000 la contribution annuelle du gouvernement à l'assistance publique, diminué la mortalité par la tuberculose de 76 à 19 par 100,000 de population, créé des centres d'apprentissage et de réhabilitation qui sont tellement parfaits que les plus grandes autorités au monde viennent les visiter pour s'en inspirer.

Malgré tous ces progrès, grâce à une excellente gestion du ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon), les chiffres officiels constatent que notre dette par tête¹⁴ à Québec est la plus basse de toutes celles des provinces, soit \$62.70, contre \$70 dans l'Île-du-Prince-Édouard, \$75 au Nouveau-Brunswick, \$76 en Nouvelle-Écosse, \$77 au Manitoba, \$77 en Saskatchewan, \$79 en Ontario, \$97 en Alberta, \$98 à Terre-Neuve et \$137 en Colombie-Britannique. Au point de vue des dépenses, Québec vient en deuxième place, immédiatement après le Manitoba. Nous faisons des progrès dans tous les domaines; notre dette par tête est la plus basse, nos taxes sont les plus basses et c'est nous qui dépensons le moins. Que veut-on de plus? Mon gouvernement a semé le long des voies suivies par le peuple de notre province des œuvres qui préparent l'avenir de la province de Québec.

Mais ce n'est pas là la question principale. Le plus important, c'est que la province conserve le droit à ses revenus, le droit de s'administrer elle-même pour faire face aux besoins considérables que nécessite l'expansion de la province. Cette expansion est merveilleuse actuellement, si importante que le premier ministre Saint-Laurent disait, le 11 septembre 1954, au cours d'une visite dans le Nouveau-Québec - que le chef de l'opposition voulait comparer à l'Iran¹⁵ - avec l'honorable Lionel Chevrier: "Je considère l'exploitation du minerai de fer par la compagnie Iron Ore comme l'une des plus grandes entreprises que nous ayons jamais vues. C'est le meilleur exemple de ce que le Canada fait pour la paix dans le monde". L'Ungava est une œuvre de l'Union nationale à côté de toutes celles que nous avons pu faire à cause d'une situation financière merveilleuse.

Mais ce n'est pas tout de faire des améliorations. Il faut d'abord que la province de Québec puisse exercer dans leur intégrité les droits et les prérogatives que la Constitution lui reconnaît. La principale question de l'heure demeure celle de la sauvegarde des droits fiscaux de la province, sans lesquels elle serait condamnée à l'inaction. Que nous dit le chef de l'opposition à ce sujet? Il n'a fait que prouver que si la logique était bannie de ce monde, ce n'est pas dans mon discours qu'elle trouverait refuge! Le chef de l'opposition manque de logique en affirmant que c'est l'Union nationale qui a inventé l'autonomie provinciale et en parlant en même temps de conférences fédérales-provinciales qui ont eu lieu en 1886, en 1902 et en 1926.

Le chef de l'opposition a longuement parlé de la question constitutionnelle. Pour prouver quoi? Que cette question n'est pas nouvelle, qu'on en parlait déjà en 1886 et qu'on en a parlé souvent depuis. S'il y a longtemps que la question constitutionnelle se discute, si elle a fait le sujet des délibérations de plusieurs conférences, cela ne prouve qu'une chose à mon sens: On a discuté de ces problèmes pendant plusieurs années et il est temps que quelque chose de concret sorte de ces pourparlers.

Le chef de l'opposition n'est pas au courant de ce qui s'est passé. Les conférences n'ont pas cessé en 1926. Il y en a eu une en 1936, à laquelle j'assistais, une autre en 1941-1942. Il (M. Duplessis) rappelle aussi celle de 1945 et de 1946. Je ne veux pas soulever de questions contentieuses en disant ce qui s'est passé lors des diverses Conférences fédérales-provinciales auxquelles j'ai assisté depuis 1936. Je me contenterai de rappeler qu'à celle de 1942, M. Hepburn¹⁶ a déclaré: "Je me demande pourquoi on me laisse seul défendre les droits de la

province de Québec". À celle de 1945-1946, nous avons déclaré, dans un mémoire écrit en français pour affirmer les droits de la province de Québec, qu'il n'y avait qu'un seul moyen de régler ce vieux problème: par la délimitation des pouvoirs de taxation du fédéral et des provinces, par la diminution des formalités et par la clarification des pouvoirs et la modération dans l'impôt. Les mêmes suggestions ont été répétées souvent depuis.

Le chef de l'opposition a parlé d'une Conférence interprovinciale avant une Conférence avec Ottawa. Pense-t-il qu'Ottawa verrait cela d'un bon œil? Nous avons fait mieux: en 1950, nous avons convoqué à Québec le premier ministre du Canada et les premiers ministres de toutes les provinces. Seul mon gouvernement a pu réussir un tel tour de force. M. Saint-Laurent et les premiers ministres provinciaux ont remercié le gouvernement de Québec de sa coopération et de sa réception amicale. Tous ont loué le sentiment de coopération qui a inspiré les délibérations et l'accueil chaleureux qu'ils ont reçus ici. Tous ont dit qu'ils avaient été reçus princièrement. Nous avons renouvelé nos demandes et répété nos suggestions sans résultat.

Pourtant, il nous faut faire face à d'immenses besoins. La province se développe, des régions nouvelles sont bourdonnantes d'activité; les besoins deviennent plus nombreux dans tous les domaines et nous avons besoin de nos sources de revenus. On y investit des capitaux par millions; nous avons besoin de nouvelles écoles et d'hôpitaux nouveaux. Il nous faut de nouvelles sources de revenus, et c'est ce que nous tentons d'obtenir en utilisant aujourd'hui une seule des sources que la Constitution nous a données, un droit que nous n'avions pas utilisé, auparavant. C'est pourquoi nous avons, à un moment donné, présenté notre loi d'impôt sur le revenu. Nous voulons montrer au gouvernement d'Ottawa que nous désirons collaborer.

Le chef de l'opposition dit que l'autonomie n'est pas une affaire de parti, mais l'affaire de toute la province. Je partage cette opinion, la province aussi. Ce n'est pas une question partisane, mais le peuple a déjà, à plusieurs reprises, donné confiance à l'Union nationale à ce sujet. C'est pour cela que nous sommes ici et que l'opposition est de l'autre côté. Jamais l'Union nationale n'a réclamé la paternité de l'autonomie provinciale. Elle a été reconnue par de grands chefs libéraux, de grands chefs conservateurs. Nous ne faisons que suivre leur exemple. Si c'est devenu une question partisane, c'est parce que le peuple avait à choisir entre un parti qui offrait des garanties et un autre qui n'en offrait pas, et c'est pour

cela que nous sommes ici. Comment la province peut-elle avoir confiance en un chef de l'opposition qui disait un jour: "L'autonomie, qu'est-ce que c'est cela? Qu'est-ce cela mange?"

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soulève un point d'ordre. Je tiens à faire une mise au point pour dire que les paroles que mentionne le premier ministre n'ont jamais été les miennes. Je les ai trouvées dans un journal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'accepte sa déclaration. Je prends la parole du chef de l'opposition, mais je regrette que la phrase ait pu lui être attribuée si longtemps sans protestation de sa part. Pourquoi le chef de l'opposition a-t-il attendu si longtemps pour faire cette mise au point?

L'autonomie de la province n'est pas une question de partisanerie politique. On a, il y a quelque temps, fait deux discours où j'ai été attaqué violemment. Je n'ai pas répondu aux attaques parce que je trouvais que la question était trop importante, bien au-dessus des personnes. J'ai répondu en discutant simplement les faits et en posant des principes qui se trouvent dans le discours du trône. Aussi, nous avons présenté notre loi sur l'impôt. Le chef libéral a dit que l'autonomie est l'affaire de la province, non d'un parti. C'est parce que c'est l'affaire de la province que nous sommes au pouvoir.

Par la suite, j'ai téléphoné moi-même à M. Saint-Laurent et je lui ai demandé une entrevue. Nous nous sommes rencontrés le 5 octobre. Nous avons parlé ouvertement, chacun exprimant son point de vue. De cette rencontre sont nés des pourparlers qui, nous avons lieu de le croire, seront couronnés de succès. S'il fallait accepter une suggestion du chef de l'opposition et avoir un comité parlementaire, il aurait fallu attendre la décision de ce comité pour que je téléphone à M. Saint-Laurent.

Il n'est pas question pour le moment d'un règlement définitif ou d'une entente permanente, mais seulement d'un *modus vivendi*, en attendant qu'une étude approfondie de tout l'ensemble du problème constitutionnel ait permis une solution permanente. On m'a demandé, et avec raison, de ne pas révéler notre conversation et de ne pas publier les lettres échangées au cours de ces pourparlers. C'est tout à fait légitime. Tout ce que je puis dire, c'est que la province et le gouvernement de Québec n'accepteront aucun *modus vivendi*, encore moins un règlement définitif, sans le soumettre à la Chambre. C'est pourquoi le discours du trône dit que la Législature sera appelée à coopérer.

J'ai lieu de croire que la situation s'améliore et qu'un climat plus favorable aux discussions est établi. Est-ce que le changement de climat est dû à un changement d'attitude de la part du chef du gouvernement de la province? Non. Il n'est pas question non plus de se demander si un tel va gagner et quel sera le perdant dans cette affaire. Celle qui doit gagner dans cette lutte, c'est la province et le pays, personne d'autre.

Le chef de l'opposition a tenté de prouver que, depuis l'impôt sur le revenu, les industries s'en allaient en dehors. C'est un argument contre l'affirmation de nos droits. En le soumettant, il fait un grand effort d'imagination. Car, jamais la province de Québec n'a reçu autant d'industries nouvelles que depuis 1945. La compagnie Simpson dont a parlé le chef de l'opposition a doublé, au prix de \$6,000,000, son magasin de Montréal. Sous les libéraux, le magasin faisait l'affaire; mais sous l'Union nationale, il doit s'agrandir. Une grande compagnie de l'Ontario s'en vient à ville LaSalle. La Johns Mansville fait à Asbestos un agrandissement de \$13,000,000. Les usines de Thetford et de Black Lake s'agrandissent aussi au coût de \$40,000,000 à \$50,000,000. Ce ne sont que quelques exemples. Partout, ce sont des progrès immenses. Tout le monde admet ces progrès, sauf le chef de l'opposition.

Sous les régimes libéraux, la province voisine a toujours été plus riche et prospère. Cela dépend de plusieurs facteurs: le climat, l'avance qu'elle a prise, la proximité des grands marchés qui favorisent l'industrie, et de plusieurs autres facteurs. Malgré cela, j'affirme que, depuis 1945, la province de Québec a fait des progrès plus considérables que l'Ontario, durant la même période, et ces progrès lui assurent, dans un avenir prochain, la suprématie sur toutes les provinces de la Confédération.

Le chef de l'opposition soutient que nous nous sommes entêtés à ne pas faire d'arrangement et il cite lui-même 16 accords que nous avons signés avec Ottawa. Le fait de les avoir conclues, c'est dire qu'on s'entend quand ça a du bon sens et que, quand ça n'a pas de bon sens, on ne s'entend pas. La province de Québec a même consenti à un amendement à la Constitution au sujet des pensions pour les vieux de 65 ans à 70 ans. Et grâce à la coopération d'Ottawa, il y a eu également cette entente au sujet d'un amendement à la Constitution, relativement à cette pension, qui a été proposé, à la demande du premier ministre de la province, en anglais et en français et qui fut adopté pour la première fois à Londres dans les deux langues.

La situation est bien claire. La province de Québec a besoin de revenus pour faire face à ses développements et elle n'a que deux manières d'en obtenir: les subsides et la reprise de ses droits de taxation. La politique des subsides, c'est une politique de menottes, de sujétion, d'asservissement; celle des droits de taxation, c'est une politique de liberté démocratique. C'est celle-ci que nous voulons. Les subsides, c'est la tente d'oxygène et nous n'en voulons pas; le droit de taxer, c'est l'air pur des grands horizons, le grand vent de la liberté. C'est ce que nous demandons pour Québec. La province ne consentira jamais à être placée sous une tente à oxygène. Elle refusera toujours qu'on lui passe les menottes. Notre attitude n'a pas varié et nous n'entendons pas la modifier. Nous n'échangerons jamais nos pouvoirs pour des subsides fédéraux. Nous refuserons toujours de céder les droits provinciaux pour des subventions fédérales.

Il n'y a rien d'extraordinaire dans cela. Cette politique n'est pas nouvelle dans la province de Québec. C'est celle des grands chefs libéraux du passé, et l'Union nationale a été formée de libéraux et de conservateurs qui se sont donné comme mission de défendre les droits de la province de Québec. C'est ce qu'ont toujours soutenu les grands chefs libéraux. Si aujourd'hui l'opposition est dans la situation où elle se trouve, ce n'est pas de notre faute. Le peuple considère qu'il a des raisons de faire la distinction entre la politique fédérale et la politique provinciale. C'est ce que l'opposition actuelle n'a jamais compris. À toutes les élections, en 1944, en 1948 et en 1952, le gouvernement actuel a reçu mandat du peuple de défendre l'autonomie. Le peuple du Québec considère qu'il peut être rouge à Ottawa et favoriser l'Union nationale à Québec. C'est la distinction qu'il fait.

Nous sommes au carrefour des routes de l'avenir. Nous avons devant nous le problème le plus sérieux, le plus grave de conséquences que nous ayons eu à envisager. Si les améliorations matérielles sont fécondes et salutaires, il est indispensable que nous gardions les moyens d'exercer intégralement nos droits. Nos adversaires politiques se doivent d'appuyer les revendications légitimes que nous faisons et présenter avec nous un front uni.

L'heure de l'union sacrée a sonné, nous devons avoir présente à la mémoire la parole de Mercier: Cessons nos luttes fratricides. La question n'est pas de savoir si tel ou tel parti sera au pouvoir. La seule et unique question est de savoir si le peuple vivra, si Québec va survivre, et partout on réalise la gravité de la situation.

Citant les paroles de Lincoln: "Sans malice pour personne, avec charité envers tous, avec fermeté dans le droit, comme Dieu nous permet de voir ce droit, travaillons tous à finir le travail que nous avons entrepris", il ajoute que l'accomplissement de cette tâche se manifestera par une province de Québec prospère, exerçant ses droits et ses prérogatives en toute liberté d'action, et, fraternellement unie à notre pays, le Canada, par les liens d'une mutuelle et féconde compréhension, nécessairement basée sur le respect intégral des droits et libertés que reconnaît la Constitution canadienne¹⁷.

M. Lafrance (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Bédard), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Dépôt de documents:

M. l'Orateur fait lecture et puis dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Cardinal Paul-Émile Léger à Lourdes

Honorable Président
Assemblée législative,
Québec

Le geste posé par l'Assemblée législative, Québec, honore tous ses membres et remplit mon cœur de joie. Légat Pontifical exprime, honorable premier ministre, chef opposition, membres gouvernement et Assemblée, ses sentiments de gratitude et donne chacun assurance porter souvenir devant chère grotte Lourdes. (Document de la session no 7)

Cardinal Léger

Office du crédit agricole, Rapport 1953

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Office du crédit agricole du Québec, pour l'année se terminant le 31 décembre 1953. (Document de la session no 8)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

La Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Compton (M. French) dont elle a été saisie le 18 novembre 1954: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre est fier de dire que le député de Compton a été élu avec la plus grande majorité jamais obtenue dans le comté anciennement représenté par son frère, feu Charles D. French, ministre des Mines. Devant pareilles prétentions, je crois bien devoir dire quelque chose de la campagne qui s'est menée dans cette circonscription. Le gouvernement, dit-il, n'a pas lieu de se vanter de sa majorité.

L'Union nationale a confié l'organisation de cette campagne électorale au député de Champlain (M. Bellemare) et à M. Albert Bouchard¹⁸, vice-président de l'Office provincial de l'électrification rurale. M. Bouchard, un homme payé à même les fonds publics, a fait de la propagande politique dans le comté pendant deux mois. Le député de Champlain a organisé une campagne d'intimidation chez les employés de la St. Lawrence Paper Mill à East Angus, leur donnant à entendre que la compagnie fermerait ses portes si le candidat de l'Union nationale était défait¹⁹. Au moins une centaine d'employés de la province ont quitté leur emploi pour faire campagne en faveur du député de Compton. Ils continuaient d'être payés par le gouvernement provincial, tandis qu'ils accomplissaient leurs tâches électorales. De même, l'artillerie lourde du ministère de la Voirie est entrée en action et les rues d'une demi-douzaine de villes ont été pavées.

On a pris tous les moyens pour intimider l'électorat. Quiconque connaît les conditions prévalant dans Compton sait que les électeurs de ce comté n'ont pas voté pour la loi provinciale de l'impôt sur le revenu, pour la législation ouvrière du

gouvernement. Les électeurs de Compton ont voté pour obtenir le paiement de leurs factures d'hôpital, les cadeaux, les gros octrois, les centaines de bières et les couvertes de laine distribuées dans le comté, les boîtes de chocolat, les bas de nylon, les radios et la construction de routes sans précédent...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle ici le député à l'ordre en lui disant de retirer ses paroles, car il n'a pas le droit d'insulter ainsi l'honnête population de Compton. Ses remarques, dit-il, sont regrettables.

M. Lafrance (Richmond): Mes remarques visent ceux qui ont utilisé ces tactiques, non les électeurs. Ceux qui ont révisé la liste électorale ont tous été choisis dans les rangs de l'Union nationale, et des employés civils de même qu'un conseiller législatif²⁰ ont été jetés dans la mêlée. Vous avez là un exemple de nos élections dans la sainte province de Québec sous la direction de l'homme qui est le défenseur de notre race, de notre religion et de notre autonomie provinciale.

Il (M. Lafrance) s'étonne de constater que le discours du trône n'annonce pas de mesures sociales pour aider les familles nombreuses. Il est inconcevable, déclare-t-il, qu'un peuple qui doit sa survivance à la famille, n'ait pas encore songé à mettre à la base de toute sa législation une vigoureuse politique de restauration familiale. Une autonomie législative et fiscale sans des familles nombreuses et fortes serait une autonomie stérile.

Il rappelle à ce propos la lettre des évêques sur la restauration de l'ordre social. Les évêques constatant que la situation des familles nombreuses devient de plus en plus difficile, par suite du salaire insuffisant du père de famille, ont suggéré que l'État remédie à la situation avec des allocations familiales, une diminution d'impôts, des logements sains et à bon marché. Un père de sept enfants, dit-il, ne devrait payer aucun impôt.

Il (M. Lafrance) ne prétend pas que rien n'a été fait pour aider la famille, mais il constate que l'on s'est contenté de demi-mesures, de mesures absolument insuffisantes. Je reviendrai sur ce sujet, dit-il, aussi longtemps qu'il le faudra. Quand le gouvernement se rendra-t-il compte de l'importance primordiale des familles nombreuses? Quand mettra-t-il à la base de la législation une vigoureuse politique de restauration familiale? Le problème numéro 1 n'est pas le problème fiscal, mais celui de l'application d'une vigoureuse politique de restauration familiale.

Une politique vraiment familiale, ajoute-t-il, devrait placer au premier rang de ses préoccupations, le problème de l'habitation. Plus de 94 % des familles ouvrières urbaines résident dans des maisons qui ne leur appartiennent pas. La crise du logement ne s'améliore pas. Elle s'aggrave sans cesse, et c'est à peine si on trouvera quelques millions par année pour la résoudre. Jamais l'initiative privée laissée à elle-même ne pourra sortir du pétrin.

On se demande de plus en plus pourquoi le gouvernement du Québec refuse aux municipalités leur part du 75 % payée par le fédéral aux autres provinces pour les améliorations locales, telles que les égouts, le pavage des rues, les travaux de terrassement, etc.? Pourquoi le provincial refuse-t-il l'aide fédérale pour la démolition des taudis et la construction de logements salubres à prix modique? Les taudis, dit-il, sont des foyers de désordres et de crimes.

On devrait apporter au régime du salariat, qui est absolument anti-familial, les transformations qui s'imposent. Des provinces industrialisées, c'est dans la province de Québec que les salaires sont les plus bas, sauf dans les Maritimes, et les familles nombreuses sont trop taxées. Il cite, à ce sujet, une récente étude éditée conjointement par le Congrès canadien du travail et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CCTC).

Nous n'avons aucune autonomie économique au Québec et nous sommes les valets de Washington. Il se fait des exploitations fantastiques dans l'Ungava, mais nous, au Québec, n'en retirons aucun bénéfice. Le gouvernement de Québec devrait forcer les intérêts étrangers, qui exploitent le minerai de fer d'Ungava, à le transformer ici, dans la province, où des ouvriers locaux pourraient être embauchés. Il reproche au gouvernement de ne pas exiger le traitement de nos matières premières dans Québec. Il faudra, dit-il, changer le *motto* et dire: "Duplessis a donné sa province"²¹.

M. l'Orateur rappelle le député à l'ordre et lui demande de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond) reproche au gouvernement, au chapitre de l'agriculture, de croire qu'il a réglé pour 50 ans le problème agricole chez nous en instituant "cette excellente mesure" qu'est le crédit agricole. De récentes statistiques, poursuit-il, nous apprennent pourtant que les revenus agricoles du Québec, durant les années 1951, 1952 et 1953, ont diminué de \$64,584,000, alors que, durant la même période, l'Ontario n'accusait qu'une diminution de \$18,820,000. Le crédit n'est qu'un élément d'une

politique agricole; le problème fondamental se trouve dans le coût de production et le prix de vente des produits de la ferme. Les cultivateurs devraient pouvoir créer eux-mêmes leurs propres marchés.

La taxe de vente qui frappe bien des articles indispensables à la famille est aussi une mesure antifamiliale, de même que la suppression de la gratuité scolaire. On a fait beaucoup dans le domaine de la santé. Mais notre législation est bien au-dessous des besoins des familles nombreuses. Notre province est en arrière de toutes les autres dans le domaine de la législation sociale.

Pourquoi le Québec ne pourrait-il pas accorder des primes de natalité ou des allocations de maternité, comme il en existe déjà dans certaines provinces canadiennes? Pourquoi aussi n'accorderait-il pas une pension aux infirmes comme il en existe à peu près partout au Canada? Tout en reconnaissant l'excellence de la législation qui accorde des pensions aux mères nécessiteuses, il (M. Lafrance) suggère que le montant de ces pensions devrait être augmenté sensiblement. Tout cela, dit-il, fait partie d'un plan de restauration familiale. Plan qui ne saurait être réalisé sans la création d'un ministère de la famille.

M. Savard (Québec-Ouest): Qu'il me soit permis de porter à l'attention de la Chambre le décès de M. John Theodore Ross²², hier, à l'âge vénérable de 92 ans. M. Ross est né et a vécu au Québec. Ce fut un homme d'affaires prospère, mais là où il a le mieux réussi, c'est à œuvrer pour le bien d'autrui. Il a été président du conseil d'administration de l'hôpital Jeffery Hale pendant plus de 50 ans et était encore directeur au moment de son décès. Il fut l'un des fondateurs du sanatorium du lac Édouard, de la Ligue antituberculose et du Conseil québécois du service social, ainsi que de plusieurs autres organisations sociales et de charité, toutes croyances confondues. C'était un homme bon. À sa famille, j'offre mes plus sincères sympathies.

Après des félicitations à l'Orateur, aux proposeur (M. French) et secondateur de l'adresse, (M. Desjardins), il (M. Savard) déclare que le discours du trône de 1954 ne préconise rien de bien substantiel. On y trouve un éloge de l'entreprise privée. Pourtant, s'il est une province où l'entreprise privée est sabotée, c'est bien la nôtre. Sous le régime actuel, l'ingérence politique entre dans tous les domaines, y compris ceux du commerce et des professions.

Il y a au moins 10 ans que l'entente devrait être faite entre Québec et Ottawa dans le domaine fiscal et constitutionnel. Le gouvernement annonce

qu'il espère maintenant régler la question. Il faut espérer qu'il aura un résultat pratique dans ses pourparlers avec Ottawa. La province d'Ontario, bien plus riche que Québec, a déjà une entente fiscale qui lui a rapporté des millions sans renoncer à son autonomie, et elle en profite pour prendre l'avance sur nous. C'est dans l'Ontario qu'on paie le plus de taxes au fédéral, ce qui donne une idée de la richesse de cette province.

Avec le résultat que beaucoup de nos gens émigrent vers Toronto, Hamilton et autres villes ontariennes, malgré les prétentions du premier ministre à l'effet que Québec jouirait actuellement d'une période de prospérité sans égale de par le monde. Advenant une crise économique, notre province s'en tirerait moins bien que la province voisine, à cause des millions que cette dernière a reçus d'Ottawa depuis la signature d'une entente fiscale.

Le pacte de la Confédération n'était pas une chose parfaite, mais il a été accepté dans le temps pour prévenir un plus grand mal. Les dernières ententes fiscales ne sont pas parfaites non plus et il est sans doute possible de les améliorer. N'empêche que la province de Québec a beaucoup perdu en tardant à signer un accord.

Je souhaite donc, dit-il, que les pourparlers actuels ne seront pas sabotés pour des fins politiques, qu'une entente se fasse le plus tôt possible avec le pouvoir central, afin que l'on cesse de nous parler à tort que notre autonomie est en danger, et que l'on puisse faire connaître au public la situation actuelle de la province de Québec après 15 années de domination par l'Union nationale.

M. Lemieux (Wolfe) félicite en premier lieu le chef de l'opposition pour son discours de l'après-midi. Ce fut, dit-il, un discours d'un homme d'État qui a élevé la question de l'autonomie au-dessus de la politique partisane. Il a démontré que l'autonomie n'est pas l'affaire d'un parti, mais celle de tout le peuple de la province de Québec.

Il (M. Lemieux) nie au gouvernement la qualité de démocrate dont il se targue à tout moment. La démocratie, dit-il, veut que le gouvernement vienne du peuple et qu'il gouverne pour le peuple, par le suffrage universel exprimé librement. Le député de Wolfe a mis en face de ce principe la façon dont les organisateurs de l'Union nationale ont mené les élections dans Outremont et dans le comté de Compton. Les gens ne se sont pas prononcés sur la question de l'autonomie, mais plutôt sur des questions de patronage, parce que les organisateurs

du parti ministériel leur laissent entendre qu'ils n'obtiendraient rien pendant deux ans s'ils votaient libéral. On a employé le patronage politique à faire chanter les électeurs.

Si la mortalité due à la tuberculose diminue dans la province, le nombre de tuberculeux augmente par contre. Il (M. Lemieux) reproche au gouvernement de ne pas ouvrir des centres de diagnostic et de mettre à son crédit certains succès de la médecine ou des nouveaux vaccins, par exemple dans la lutte contre la scarlatine. Si les maladies contagieuses diminuent, dit-il, ce n'est pas à cause de l'Union nationale, mais plutôt des inventions modernes, qui ne sont pas sorties du laboratoire inexistant du parti au pouvoir. C'est vrai que la mortalité par la tuberculose est à la baisse. Il en est ainsi dans le monde entier.

Il reste que notre province est encore, en ce domaine, à l'avant-dernière place de la Confédération. Les mortalités diminuent, mais les cas de morbidité augmentent. Il y a moins de décès, mais plus de malades. Le gouvernement devrait pousser la lutte plus loin et faire un dépistage systématique dans tous les foyers possibles de contagion: dans les usines, à l'école ou dans les établissements de l'alimentation.

Pour ce qui est de la voirie, si l'on en croit ce qui se passe dans Wolfe, un gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple, ça n'existe pas; l'argent qui devait aller aux municipalités a été donné aux organisateurs politiques. Pourtant, nous payons la taxe sur la gazoline comme les autres. Un inspecteur du crédit agricole qui aurait été nommé pour des raisons politiques après avoir dilapidé deux lots...

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) proteste et soulève un point d'ordre.

M. Lemieux (Wolfe) porte une accusation contre des agents de la chasse et de la pêche.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): On ne fait pas de politique dans mon ministère.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un nom!

M. Lemieux (Wolfe) ne cite pas de nom, mais rappelle un cas d'irrégularité au sujet d'une mère nécessiteuse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Une enquête a prouvé que l'accusation était fausse.

M. Lemieux (Wolfe) affirme qu'il peut citer des noms.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il produira le rapport de l'enquêteur.

M. Lemieux (Wolfe) parle d'un officier de vitesse qui, moyennant certaine récompense, aurait fermé les yeux dans le cas d'un camion trop chargé. Certaines irrégularités au sujet de la vente des boissons ont été commises dans mon comté, dit-il, grâce à la protection de gens proches du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député donne des noms ou retire ses paroles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On n'a rien dit contre le premier ministre. Il se peut qu'il y ait des gens près du premier ministre qui commettent des actes illégaux dans la province sans qu'il en ait connaissance.

M. l'Orateur: Le député a déclaré que le premier ministre avait eu connaissance de la chose. Il n'était pas au courant.

M. Lemieux (Wolfe): Mais je crois que l'organisation du parti le savait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Donnez un nom ou retirez vos paroles.

(Désordre dans la Chambre)

M. l'Orateur demande au représentant de Wolfe (M. Lemieux) de retirer ses paroles.

M. Lemieux (Wolfe) retire ses paroles. Cela n'implique pas les membres du gouvernement, dit-il, ces cas d'ingérence sont plutôt le fait d'organismes politiques. Qu'il se commette certaines irrégularités dans un comté, je ne vois pas pourquoi cela soulève l'ire d'un ministre comme le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas le fait de référer à certains événements qui me fâche. Ce qui me fâche, c'est de voir le député porter des accusations sans jamais nommer personne, faisant ainsi planer des soupçons sur un grand nombre d'honnêtes gens qui sont autour de nous, mais qu'il ne veut jamais désigner. C'est ça qui est une lâcheté et c'est ça qui me choque.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le mot lâcheté est de trop. Le député de Richmond (M. Lafrance) a déjà été expulsé 15 jours de cette Chambre pour avoir prononcé ce mot²³. Je demande au ministre de retirer ses paroles. Le terme doit être aussi antiparlementaire pour les ministériels que pour les oppositionnistes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je parle sur un point d'ordre. Le ministre de la Jeunesse a parlé de lâcheté. Quand on s'ingénie à faire planer des soupçons, lorsqu'on lance des insinuations, c'est une lâcheté et il a droit de le dire. Il a droit de dire que c'est de la lâcheté quand un député prend un moyen détourné pour faire planer le doute. Le ministre n'a pas dit que le député était un lâche, mais il a qualifié de lâcheté la méthode qui consiste à répandre des insinuations sans jamais citer de cas précis.

M. l'Orateur: Il y a eu désordre de part et d'autre. Tout vient d'un malentendu. Des paroles hors d'ordre ont pu suivre ce malentendu. Je considère le débat comme clos. Le député de Wolfe doit continuer son discours.

M. Lemieux (Wolfe): L'Union nationale a beau dire que c'est le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple; c'est une erreur; c'est le gouvernement du patronage par le patronage pour le patronage.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

Incident Sauvé-Dupuis

(Au moment où l'Orateur va ajourner la séance)²⁴

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) traverse la Chambre jusqu'au pupitre du député libéral de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) et pose ses mains sur le revers de la veste du jeune député²⁵.

(Un attroupement se forme autour des deux députés²⁶, des journalistes descendent avec précipitation de la galerie de la presse pour voir ce qui se passe)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Répétez cela, répétez cela!

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je jure que je n'ai rien dit de la sorte! Il y a eu malentendu. Je n'ai pas dit que le ministre était saoul, mais simplement parlé du "ministre des sucres".

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste pour que le député retire ses paroles.

Une voix ministérielle: Polisson!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) entre dans le petit attroupement sur le parquet, parle, et se retire.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) répète qu'il n'a pas dit ce qu'a entendu le ministre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) accepte l'explication du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) et met fin à l'incident²⁷.

M. l'Orateur ajourne la séance.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Ledoux (Shefford), selon le *Montréal-Matin* du 24 novembre 1954, à la page 5; M. Fox (Brome), selon *La Presse* du 2 décembre 1954, à la page 33; M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1, et M. Bellemare (Champlain), selon *Le Nouvelliste* du 26 novembre 1954, à la page 11.

2. Bien que lue et reçue le 23 novembre, cette pétition ne figure pas à l'étape de la présentation au procès-verbal.

3. Bien que lue et reçue le 19 novembre, cette pétition ne figure pas à l'étape de la présentation au procès-verbal.

4. Le *Montréal-Matin* du 24 novembre 1954, à la page 3, estime que M. Lapalme a discoursé pendant 1 h 45 environ. *Le Nouvelliste* du 24 novembre 1954, à la page 1, rapporte que "le discours de M. Lapalme s'est déroulé dans le plus grand calme. Il n'a été interrompu que par les acclamations des membres de son parti de temps à autre".

5. George Carlyle Marler (1901-1981) a été élu député libéral à l'Assemblée législative le 23 mars 1942. Il a démissionné le 30 juin 1954 pour être élu à la Chambre des communes le 8 novembre 1954 au sein du cabinet Saint-Laurent.

6. Claude Jodoin (1913-1975), député libéral de Montréal-Saint-Jacques de 1942 à 1944 à l'Assemblée législative.

7. *L'Événement* du 24 novembre 1954, à la page 16, précise qu'à ce moment M. Lapalme tire "d'une chemise de carton un questionnaire auquel il a répondu il y a deux ans".

8. *Le Nouvelliste* du 24 novembre 1954, à la page 19, est le seul journal à donner le chiffre de 23.

9. Le *Montréal-Matin* du 24 novembre 1954, à la page 3, estime que le premier ministre a parlé pendant environ 40 minutes.

10. Le premier ministre fait allusion à Georges-Émile Lapalme, qui était député à la Chambre des communes (1945-1950), avant de devenir chef de l'opposition libérale à l'Assemblée législative.

11. *L'Écho de Lotbinière* du 10 décembre 1954, à la page 1, écrit: "Les députés de l'opposition ont éclaté de rire en montrant du doigt M. Onésime Gagnon, le bras droit de M. Duplessis qui a été ministre à Ottawa. Réalisant qu'il venait de commettre une gaffe, M. Duplessis a bredouillé le reste de son discours, à tel point que ses députés disaient après la séance: Il n'était pas à son meilleur, le boss."

12. *Le Soleil* et *La Presse* du 24 novembre 1954, respectivement aux pages 3 et 31, de tendance libérale, expliquent que certains députés de l'opposition veulent voir dans ces paroles une allusion à l'honorable Onésime Gagnon, l'actuel

ministre des Finances, qui fut autrefois député fédéral.

13. Chiffre de *La Patrie* et de *L'Événement* du 24 novembre 1954, respectivement aux pages 4 et 16. *La Presse* du 24 novembre 1954, à la page 31, mentionne plutôt "plus de 6,000 lits".

14. *Le Temps* du 3 décembre 1954, à la page 4, et *L'Action catholique* du 24 novembre 1954, à la page 12, parlent de "taxes per capita".

15. M. Duplessis fait ici allusion à une déclaration faite par M. Lapalme dans un discours à Victoriaville, le 26 août 1951. Parlant des ressources naturelles, M. Lapalme avait fait une comparaison entre la situation du Québec et celle de l'Iran, qui venait à cette époque de nationaliser son industrie pétrolière. Voir Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli*, tome 2, Ottawa, Leméac, 1970, Coll. "Vies et mémoires", p. 98-99.

16. Mitchell Hepburn (1896-1953) fut premier ministre de l'Ontario entre 1934 et 1942.

17. Le *Montréal-Matin* du 24 novembre 1954, à la page 3, estime que le M. Duplessis a discoursé pendant environ 40 minutes.

18. *L'Action catholique* du 25 novembre 1954, à la page 1, rapporte que l'annonce de la nomination de M. Albert Bouchard au Conseil législatif sera faite en Chambre par le premier ministre à la séance suivante, le 24 novembre.

19. *The Chronicle Telegraph* du 24 novembre 1954, à la page 4, rapporte que: "Le premier ministre Duplessis a mentionné, dans un discours à East Angus, que l'usine devait fermer ses portes, mais que le gouvernement avait fait des représentations quelques années auparavant auprès des dirigeants de la compagnie et qu'on lui avait fait la promesse qu'elle demeurerait ouverte. Le premier ministre a dit dans son discours que, suite à ces représentations, le moulin resterait dans Compton et que c'était un fait accompli."

20. *Le Soleil* du 24 novembre 1954, à la page 8, précise que le député n'a pas nommé ce conseiller législatif, mais il s'agit vraisemblablement de M. Albert Bouchard.

21. Cette réplique fait allusion à un pamphlet résumant le programme électoral unioniste de 1948

qui portait le titre "*Duplessis donne à sa province*" (Voir Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec (1931-1966)*, tome 2, Ottawa, Leméac, 1971, Coll. "Québécois", p. 330).

22. Le *Chronicle Telegraph* du 24 novembre 1954, à la page 4, précise que John T. Ross est décédé le lundi 22 novembre 1954.

23. Pour connaître le contexte de cette expulsion, voir la séance du 2 février 1954, p. 487-489.

24. Les journaux ne sont pas unanimes sur le moment de cet incident. *Le Soleil* et *L'Action catholique* du 24 novembre 1954, respectivement aux pages 8 et 12, le placent après l'ajournement, alors que *Le Nouvelliste* du 24 novembre 1954, à la page 1, écrit que c'est plutôt "au moment où l'Orateur allait ajourner les débats" que M. Sauvé se dirige vers M. Dupuis.

25. *Le Soleil* du 24 novembre 1954, à la page 8, explique que M. Sauvé a cru entendre le député libéral Yvon Dupuis dire à son sujet: "Le ministre est saoul!".

26. Selon *Le Soleil* du 24 novembre 1954, à la page 8, cet attroupement est formé des membres des deux partis "bientôt entourés d'un nombre considérable de leurs partisans".

27. Dans ses mémoires, Georges-Émile Lapalme mentionne cet incident: "Pour faire sortir Paul Sauvé de ses gonds, il lui suffisait de lui opposer Yvon Dupuis, député de Sainte-Marie. [...] À peine la séance était-elle terminée que Paul Sauvé traversait la Chambre en direction de Dupuis et que ce dernier se portait à sa rencontre. Il fallut les séparer", (Voir Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli*, tome 2, Ottawa, Leméac, 1970, Coll. "Vies et mémoires", p. 199).

Séance du mercredi 24 novembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- de dame Liliane Bock, en religion mère Marie-Liliane, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Marie-Anne (M. Johnson);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- du Collège apostolique de Saint-Alexandre de la Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);
- de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- de dame Adrienne Hébert, en religion mère Marie-François-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Angèle-Méridi (M. Cloutier);
- de dame Jeanne Brûlé, en religion mère Sainte-Marie-Consolatrice, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Notre-Dame-de-Bellevue (M. Cloutier);
- de dame Alice Piché, en religion mère Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Jésus-Marie de Sillery (M. Cloutier);

- de la ville de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- de La Solidarité compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi ayant pour effet de réduire son capital-action (M. Cloutier);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dallaire);
- de la corporation de la paroisse de Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi l'érigeant en corporation sous le nom de "Ville de Petite-Rivière" (M. Boudreau);
- de la corporation du village de Bois-des-Filion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la corporation de la ville de Waterloo, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de dame Émilie Sauriol, en religion mère Marie-de-Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Basile-Moreau" (M. Johnson);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de la région de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- de la Société coopérative agricole du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de Lauréat F. Martel et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation sous le nom de Corporation de Prêt et Revenu - Savings and Investment Corporation (M. Cloutier);
- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la ligue des propriétaires de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de la ville de Tracy et de la ville de Saint-Joseph-de-Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Courmoyer);

- de dame Adrienne Hébert, en religion mère Marie-Françoise-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Marie-de-l'Incarnation" (M. Caron).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la commission scolaire du village de Contrecoeur, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- de la commission scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- de dame Mabel Webber, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Mabel Daniel" (M. Johnson);

- de Veljko Arabian et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity (M. Johnson);

- de Joseph-Désiré Nadeau et autres, demandant l'adoption d'une loi permettant l'adoption de Joseph-Léo-Amédée Larose et changeant son nom en celui de Nadeau (M. Johnson);

- des légataires de la succession de feu Armand Bouvier, demandant l'adoption d'une loi autorisant lesdits légataires à céder, vendre les biens immobiliers de ladite succession (M. Johnson)²;

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la corporation de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi donnant une évaluation fixe aux nouvelles industries qui désirent s'établir dans la ville de Lachute (M. Roche);

- du sanatorium Prévost, demandant l'adoption d'une loi le constituant en corporation sous le nom de l'Institut Albert Prévost (M. Roche);

- de Irving I. Berlin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation religieuse sous le nom de Shaare Zedek Congregation (M. Roche);

- de la commission scolaire catholique de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la congrégation des recluses missionnaires de Jésus-Marie, demandant l'adoption d'une loi pour être constituées en corporation civile (M. Barrière);

- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de l'Association de la communauté d'Asbestos et l'Association athlétique amateur d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi pour demander une exemption de taxes scolaires et municipales (M. Langlais);

- de la corporation de Hâvre-aux-Maisons, Îles-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à acquérir le terrain nécessaire pour la construction d'une piste d'atterrissage (M. Langlais);

- de la commission scolaire pour la municipalité de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de la ville d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- de dame Alphonsine Parent, en religion mère Marie-de-Sainte-Blandine, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège du Bon-Pasteur de Chicoutimi (M. Auger);

- de Alfred Delâge, demandant l'adoption d'une loi aux fins de permettre d'aliéner un immeuble (M. Bernatchez);

- de la municipalité du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente (M. Bertrand);

- de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pinard);

- de l'Institut des Petites Filles de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de dame Marguerite Cesborn, en religion mère Marie-de-l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège du Sacré-Cœur (M. Gérin).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet;

- de Carl Otto Weiser et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "New Apostolic Church of North America";

- de Joseph André Maurice Boutet, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph André Maurice Gravel;

- de Tibère Kallos, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat après les examens du Barreau;

- des commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des sœurs de l'Espérance, demandant l'adoption d'une loi pour constituer en corporation distincte l'hôpital de l'Espérance de Saint-Laurent;

- de M. l'abbé Eustache Saint-Maurice et autres, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu l'abbé Adélard Desrosiers, demandant l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs et incorporant la Caisse des écoliers pauvres;

- de Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit;

- de Jules Prentovitch, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jules Desjardins;

- de M. et Mme Onésiphore Blanchet, demandant l'adoption d'une loi leur accordant l'adoption légale de leur fille, Marie-Françoise Blanchet;

- de la ville de Pont-Viau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation et des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Delson, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certaines résolutions;

- de Levy Mordecai Becker et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth-El";

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Elizabeth Grace Redpath et autres, demandant l'adoption d'une loi relative au testament et codicille de Lady Amy Redpath Roddick;

- de Alfred Bromirski et de sa femme Nadia Bromirski, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de Brome;

- de dame Antonia Saint-Aubin et Lucien Joron, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Romain Joron;

- de Paul Zweig et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation religieuse sous le nom de "Congregation Beth Aaron";

- de Carrier Fortin et Louis-Philippe Gagnon en leur qualité de tuteur et de subrogé tuteur aux enfants mineurs, Christine et Gaston Gagnon, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir le pouvoir de vendre et disposer de la part appartenant auxdits mineurs;

- des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et gérer le monastère des Augustines hospitalières de Lévis;

- de révérende dame Eugénie Trudel, en religion sœur Sainte-Gertrude et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et exploiter l'Hôpital Général, connu sous le nom de l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Projets de loi:

**Joseph E. L. G.
Clermont**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 changeant le nom de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**New Apostolic Church
of North America**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 constituant en corporation la New Apostolic Church of North America.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Joseph André Maurice
Boutet**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 changeant le nom de Joseph André Maurice Boutet en celui de Joseph André Maurice Gravel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Adélarde Desrosiers**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 conférant des pouvoirs plus étendus aux exécuteurs testamentaires de feu l'abbé Adélarde Desrosiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jules Prentovitch

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 changeant le nom de Jules Prentovitch en celui de Jules Desjardins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tibère Kallos

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tibère Kallos à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe d'éducation à
Saint-Gabriel-de-Brandon**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital de l'Espérance
de Saint-Laurent**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 constituant en corporation l'hôpital de l'Espérance de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**J. M. J. Boyer
de la Giroday**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Grand'Mère**

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 modifiant la charte des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Testament de
Lady Amy Redpath Roddick**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 concernant les testament et codicille de feu Lady Amy Redpath Roddick.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Dominion Tar
& Chemical Co. Ltd.**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 concernant The Dominion Tar & Chemical Company Limited et le village de Delson, comté de Laprairie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de
Marie Françoise Blanchet**

M. Bédard (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 concernant l'adoption de Marie Françoise Blanchet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Gaston Gagnon**

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 concernant la succession de feu Gaston Gagnon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Pont-Viau**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
de Romain Joron**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 concernant la succession de Romain Joron.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Monastère des Augustines
hospitalières de Lévis**

M. Poirier (Bellechasse) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôtel-Dieu
de Lévis**

M. Poirier (Bellechasse) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Congregation Beth Aaron

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 constituant en corporation Congregation Beth Aaron.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Congregation Beth-El

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 constituant en corporation Congregation Beth-El.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Alfred Bromirski

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 changeant le nom de Alfred Bromirski *et uxor* en celui de Alfred Brome.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 23 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Compton (M. French), dont elle a été saisie le

jeudi 18 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le but de mon intervention est d'attirer l'attention du gouvernement sur trois sujets intimement liés au bien-être de la famille: l'amendement du Code civil de la province de Québec relativement au statut juridique de la femme mariée, l'institution d'un tribunal de relations familiales et l'octroi d'allocations de maternité. Il est difficile de comprendre comment l'on ait pu perpétuer dans notre catholique province les prescriptions du code Napoléon, le concept de la puissance maritale et de l'asservissement de la femme. Encore aujourd'hui, la femme mariée est assimilée dans notre Code civil aux mineurs, comme s'ils étaient des idiots, et aux interdits pour faiblesse mentale. C'est là ne point tenir compte de l'évolution des conditions sociales. La province de Québec est un des rares endroits où ce concept de la supériorité maritale n'a pas évolué.

Certaines suggestions ont été faites depuis un certain nombre d'années, tant par des juristes que des sociologues qui se sont penchés sur ce problème. On devrait décréter pleine et entière capacité juridique pour la femme mariée, sous tous régimes de biens, capacité limitée seulement par les clauses du contrat de mariage. Le régime de communauté de biens est à conseiller, mais en réduisant la communauté aux acquêts, c'est-à-dire aux biens acquis à titre onéreux après le mariage et en stipulant que la femme pourra disposer de ses biens propres sans autorisation maritale ou judiciaire; la femme séparée de biens devrait pouvoir aliéner sans autorisation et ses biens meubles et ses biens immobiliers; sous tous les régimes de biens, la femme devrait pouvoir tester en justice de sa propre initiative.

Le Code actuel est rétrograde et représente un abus de pouvoir. Les femmes d'ici ne jouissent pas de la même liberté que les femmes de la plupart des autres pays. Je crois que le moment est venu d'apporter des amendements aux lois existantes, de

façon à rendre le statut juridique de la femme mariée plus conforme aux temps modernes. Au cours des dernières années, nous avons assisté à de nombreux changements sociaux. Il n'est plus permis de conserver pour une société comme la nôtre des lois rédigées il y a deux ou trois siècles. Des réformes ont été apportées en ces dernières années, mais elles ne sont pas suffisantes. Au cours du dernier quart de siècle, cette question du statut juridique de la femme mariée a été étudiée sous tous ses aspects. De nombreuses représentations et suggestions ont été faites.

Me sera-t-il permis de suggérer au gouvernement de créer une commission extraparlamentaire dont pourraient faire partie des membres du Barreau, du notariat, des délégués d'associations féminines, des sociologues et autres? Cette commission aurait pour mission d'étudier à fond la question du statut juridique de la femme mariée, toutes les recommandations qui ont été faites à ce sujet, préparer des suggestions à l'adresse du gouvernement, et d'étudier la modification des articles 174, 188, 253, 986 et 1259 du Code civil.

La multiplication des conflits familiaux dans notre société moderne rend la création de tribunaux de relations domestiques nécessaire. Aucun tribunal spécialisé n'existe présentement, et les causes où le problème familial est en jeu sont nombreuses. À l'heure actuelle, plusieurs tribunaux peuvent être appelés à juger de ces causes, selon l'aspect particulier qu'elles présentent. La Cour supérieure peut statuer sur les questions de séparation de corps, par exemple, comme la Cour de bien-être social peut s'occuper du cas d'adultes contribuant directement à la délinquance juvénile, et les cours municipales, des cas de refus de pourvoir, etc.

Malgré la meilleure volonté du monde, les juges des cours criminelles ne sont pas préparés à traiter les causes de ce genre et, souvent, le règlement de causes beaucoup plus importantes est reporté à plus tard parce que les juges sont forcés de régler des querelles familiales. Je crois que tous les grands centres du Canada et des États-Unis possèdent des cours pour traiter les relations familiales, et ces grands centres au moins devraient être dotés de tribunaux spéciaux qui auraient leurs juges attitrés, leurs enquêteurs et leur police propre. Nul juge actuel ne pourrait remplacer les juges des relations familiales.

Parce qu'ils ont plus de temps à leur disposition pour entendre les causes, ces juges des cours de relations familiales peuvent souvent rapprocher les conjoints. Ces cours de relations

familiales peuvent très souvent réduire les différences entre mari et femme et garantir un foyer aux enfants qui, dans la très grande majorité des cas, sont ceux qui souffrent le plus à cause de foyers brisés. À Montréal, on a constaté que 50 % des causes entendues par les juges municipaux sont de cette catégorie et qu'à cause des rôles chargés de ces cours, une femme dans le besoin et ses enfants doivent trop souvent attendre des semaines et des semaines avant de recevoir une aide financière du mari. Pareille institution, dit-il, serait appelée à rendre de grands services.

Enfin, je suggère l'établissement d'un système d'allocations maternelles. Il s'agirait, dit-il, de primes données à la naissance, peut-être \$40 par mois. Les dépenses diverses qu'occasionne la naissance d'un enfant obèrent gravement le budget familial. Ce serait aider la cause des familles nombreuses, qui ont souvent besoin d'aide, que de réduire ce fardeau financier. L'État, en versant des primes à la naissance, ne ferait que remplir le rôle supplétif qui est le sien. Plusieurs États, dont la France, l'ont compris et versent de ces allocations. Il faut des secours spéciaux à la mère et à l'enfant. Je crois que l'État devrait intervenir et accomplir son rôle supplétif. Une allocation de maternité rendrait à la province des services précieux.

Des voix ministérielles: Adopté, adopté³!

M. Hamel (Saint-Maurice)⁴ adresse les compliments d'usage à l'Orateur de la Chambre. Je félicite par ailleurs le chef de l'opposition, dit-il, des suggestions pratiques et concrètes qu'il a faites dans cette Chambre au sujet du problème fondamental, du problème que nous n'avons pas perdu de vue, celui des relations fédérales-provinciales. Je féliciterai les orateurs du gouvernement d'avoir gardé à un âge aussi avancé la naïveté du jeune âge: les louanges qu'ils ont adressées au gouvernement ne m'ont pas impressionné. Ils conservent toujours l'illusion que l'actuel gouvernement est le meilleur de tous. Je voudrais que l'on parle moins des œuvres accomplies, et plus souvent de l'argent que le peuple paye.

Les orateurs du gouvernement ont établi le nombre des écoles, des classes nouvelles, des hôpitaux, des chambres que l'Union nationale a construits. Je demande s'ils ne finiront pas par calculer le nombre de nouvelles fenêtres comme ce brigadier de cavalerie qui comptait sa brigade par les pattes de ses chevaux: "Je suis brigadier de 4,000 pieds de chevaux!". Mais ce qu'ils ont oublié de dire,

c'est que le gouvernement actuel a imposé aux contribuables de la province plus de taxes en six ans que tous les premiers ministres de la province, du gouvernement Pierre-Joseph-Olivier Chauveau au gouvernement Adélard Godbout. De 1944 à 1952, le gouvernement de l'Union nationale a imposé plus de taxes que tous les régimes de 1867 à 1944, soit pendant 77 ans; tous ces premiers ministres ont collecté ensemble \$600,000,000 de moins que le régime d'en face.

Au moins, M. l'Orateur, si après avoir imposé aux contribuables de la province des sommes aussi formidables, le gouvernement actuel avait développé la province au point que nous puissions la comparer avec les autres provinces sans avoir honte. Plaie d'argent n'est pas mortelle.

Et pourtant, ce qui est particulièrement triste, c'est que, malgré les vantardises du gouvernement qui a le plus taxé depuis la Confédération, les conditions sociales sont chez nous fort inférieures à ce qu'elles sont ailleurs dans presque toutes les autres provinces du Canada, des plus pauvres aux plus riches. On ne retrouve pas la vraie image du Québec dans la "propagande payée" des journaux. On nous reproche de dénigrer notre province; je dis que quand une personne se présente devant un tribunal, ce n'est pas le juge qui condamne qui est odieux, mais bien le coupable!

Je ne passerai pas en revue tous les facteurs qui montrent que la situation de la province de Québec est moins bonne qu'ailleurs. Je ne m'arrêterai qu'à quelques éléments. La prospérité que les membres de l'Union nationale voient au Québec n'est pas réelle. Quand on veut savoir ce qui se passe réellement, on ne devrait jamais le demander à ceux qui sont au pouvoir. Quand je dis que les conditions sociales sont inférieures, je me base sur certains éléments. Prenons par exemple le cas des propriétaires d'automobile. Un automobiliste n'a pas nécessairement un standard de vie plus élevé que le citoyen qui n'a pas de voiture. Mais quand on considère l'ensemble d'un peuple, je crois qu'on peut dire que le nombre d'automobiles qu'il possède est un élément capable d'apprécier un standard de vie.

Un récent discours de M. Frost établit d'abord qu'il y a une auto par 5.1 personnes en Ontario; 5.7 en Colombie britannique; 6 en Alberta; 6.4 en Saskatchewan; 6.9 au Manitoba; 9.2 dans l'Île-du-Prince-Édouard; 10.2 en Nouvelle-Écosse; 10.5 au Nouveau-Brunswick. Québec est en dernière place avec 13.1 personnes par automobile. La province vient aussi au dernier rang pour les autres

véhicules automobiles: autos, camions, tracteurs, etc. Il existe un véhicule automobile par: 3.9 personnes en Alberta; 4 en Ontario; 4.2 en Saskatchewan; 4.2 en Colombie britannique; 4.9 au Manitoba; 6.2 dans l'Île-du-Prince-Édouard; 6.7 en Nouvelle-Écosse; 6.9 au Nouveau-Brunswick; 9.2 au Québec.

Il est encore une question plus grave, c'est celle concernant le nombre de propriétaires et le nombre des locataires. Notre province n'est pas en meilleure situation. La situation est la suivante dans le tableau extrait du recensement de 1951. Cette année-là, dans tout le Canada, 65.5 % de tous les chefs de famille du Canada étaient propriétaires de leur habitation. La proportion des chefs de famille propriétaires de leur maison était de: 80.6 % dans l'Île-du-Prince-Édouard; 78.2 % en Nouvelle-Écosse; 71.6 % en Alberta; 71.2 % au Nouveau-Brunswick; 74 % en Saskatchewan; 70.1 % au Manitoba; 70 % en Colombie britannique; 69.6 % en Ontario; et 48.5 % au Québec.

M. l'Orateur, notre province est à la queue de toutes les provinces de la Confédération. Quand je vois certaines personnes louer le régime de cette situation, je me demande si on comprend parfaitement l'importance du problème social chez nous. Il n'y a rien de plus facile que de faire des générosités avec l'argent des autres; ce qui est plus difficile, c'est de donner son propre argent. Qu'avec un budget de \$300,000,000 par année on ait réussi à distribuer l'argent du voisin en octrois ici et là, rien de plus simple.

Le premier ministre disait hier après-midi que les subsides, c'étaient les menottes, la sujétion, la tente d'oxygène, alors que la liberté fiscale, c'était le grand air des purs horizons. Si les subsides conduisent à l'asservissement, ainsi en est-il, à plus forte raison, des octrois. Si un homme connaît la valeur des mots, les inconvénients des subsides et des taxes, c'est le premier ministre de la province.

Or, M. George Marler a établi l'an passé que 47 % du budget était consacré à des octrois distribués trop souvent à la discrétion d'un ministre ou du premier ministre. Cela représente combien en 10 ans?

Combien de menottes ont été mises depuis 10 ans aux mains des citoyens de cette province? Combien de citoyens, d'institutions, de commissions scolaires, de conseils municipaux vivent sous la tente d'oxygène provinciale depuis 10 ans au lieu de respirer l'air pur des vastes horizons!

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Nommez-en!

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'on ne me demande pas de donner des noms, je pourrais le faire... Enfin...

(Murmures de part et d'autre)

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai examiné un grand nombre de mémoires qui ont été soumis à la commission Tremblay, peut-être une cinquantaine. Sur ces cinquante, il y en avait bien quarante qui recommandaient à la commission de demander au gouvernement de la province de laisser tel ou tel corps public, telle ou telle institution "respirer l'air pur des vastes horizons". Je plaide la cause de ces citoyens, de ces institutions, de ces commissions scolaires et de ces municipalités qui, à l'instar du premier ministre, veulent respirer l'air pur. Dans la province de Québec, le nombre des propriétaires est moins élevé que dans les autres provinces comparativement au nombre de familles. Le régime libéral a négligé la province pendant 40 ans dit-on...

Une voix ministérielle: C'est vrai!

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il va citer une parole de l'Évangile au livre de la sagesse...

Une voix: Les Témoins de Jéhovah...

M. Hamel (Saint-Maurice): À l'ordre, M. l'Orateur, je les laisse faire dans leurs discours! L'Union nationale va répéter sa chanson, ce qui est particulièrement frappant: Elle a pris une succession déficitaire, résultat de 40 ans de mauvaise gestion. Mais au Livre de la Sagesse, dans la Bible, on peut lire ce passage: "L'insensé cherche toujours ailleurs l'occasion de ses échecs; le sage regarde en lui-même". Il est faux de dire que le gouvernement actuel a hérité d'une succession déficitaire au point de vue social en 1944. J'ai combattu les régimes Taschereau et Godbout, mais non pas au point de vue social. Le gouvernement actuel a hérité d'une succession déficitaire, sans doute, mais à l'époque, sur 100 chefs de famille au Canada, le recensement de 1941 établit qu'il y en avait 57.6 % qui étaient propriétaires. Dans les diverses provinces, le pourcentage des chefs de famille propriétaires était le suivant: 81 % dans l'Île-du-Prince-Édouard; 72.7 % en Nouvelle-Écosse; 66.9 % au Nouveau-Brunswick; 65.7 % en Alberta; 64.5 % en Saskatchewan; 62.7 % au Manitoba; 59 % en Colombie britannique; 56.5 %

en Ontario; 53.9 % au Québec. Il y a donc eu une diminution de 5.4 % en 10 ans. Tandis que dans la même période, il y a eu augmentation de 13.1 % en Ontario et de 7.9 % au Canada. Cette diminution dans le pourcentage des propriétaires s'est produite alors que le gouvernement avait des moyens financiers immenses.

Quand on nous compare avec les autres provinces, on a honte. L'Union nationale ne peut plus prétendre qu'elle a hérité d'une mauvaise succession des libéraux, car la situation n'a fait que s'aggraver depuis. Si j'appartenais à un gouvernement qui a donné ces tristes résultats, je ne lui ferais pas ces hommages, je lui dirais: Mon Dieu, je ne suis que cendre et poussière, réprimez les mouvements d'orgueil qui s'élèvent en mon âme, vous qui résistez aux superbes et donnez votre grâce aux humbles. Comment expliquer que, malgré des ressources inconnues jusque-là, on soit rendu à une situation aussi pénible?

Une telle situation est extrêmement dangereuse au point de vue social. La propriété est affectée aussi dans le domaine de l'agriculture. De 1931 à 1951, alors que dans presque toutes les provinces du pays le nombre des hypothèques a diminué, le Québec est une des deux seules provinces avec la Colombie où le nombre a augmenté. En 1951, il y avait au Québec 7,000 terres hypothéquées de plus, alors qu'elle a diminué dans toutes les autres provinces, sauf deux. Et nous vivons sous un régime qu'on dit social, familial et national!

Autonomie, autonomie, que de crimes on commet en ton nom! Le régime de l'Union nationale a pris une situation déficitaire. Jusqu'à quand continuera-t-on cette triste comédie? À voir le régime familial et social de l'Union nationale, on peut dire: Autonomie, autonomie, que de crimes on commet en ton nom. Je prends l'*Annuaire statistique* 1953 de la province de Québec et je constate que la valeur moyenne des terres n'a pas augmenté au Québec autant qu'en Ontario. En 1935, la valeur de l'acre était de \$41 au Québec et de \$42 en Ontario; en 1945 elle était la même dans les deux provinces, soit \$57; en 1952, elle avait atteint \$76 au Québec mais \$92 en Ontario, soit \$16 de plus. Et le gouvernement se vante d'avoir aidé l'agriculture?

Comment se fait-il que le Québec soit resté en arrière? *La Terre de Chez Nous* nous en donne l'explication. Il n'y a pas encore de conventions collectives agricoles chez nous; et cela a coûté des millions de dollars à la province. On le voit par le prix des produits agricoles. On se vante d'avoir une politique agricole? Prenons en septembre 1954, les

cultivateurs de l'Ontario ont vendu leurs tomates \$33 la tonne et ceux du Québec n'ont reçu qu'entre \$10 et \$15 la tonne. Pourquoi les cultivateurs du Québec sont-ils dans une position inférieure à ceux de l'Ontario?

Le problème agricole actuel, c'est le problème des conventions collectives, des marchés agricoles. Même chose pour le fromage; le 29 septembre 1954, la différence du prix du fromage était de 3 à 4 cents la livre au Québec et en Ontario en faveur de l'Ontario, soit une perte nette et sèche de plusieurs millions par année pour nos cultivateurs. Quelle perte pour le Québec qui produit 14,000,000 de livres de fromage par an. Pourquoi? Comment se fait-il donc que nous en soyons arrivés à un désastre aussi catastrophique?

Le Parti libéral, en 1952, a vu le problème. Comment se fait-il que le Québec n'ait pas suivi l'élan du Canada? Il y a retard d'apporter à cette province des conventions collectives, et ceci coûte aux cultivateurs des millions par année. On nomme des commissions d'étude, mais ça fait 10 ans que l'Union catholique des cultivateurs (UCC) réclame une loi de convention collective et un office des marchés agricoles comme il en existe ailleurs. Les cultivateurs du Québec sont inférieurs à ceux des autres provinces dans leurs conditions sociales.

En 1945, d'après l'*Annuaire statistique* de la province, la valeur moyenne des fermes par acre était de \$57 et dans le Québec et dans l'Ontario. En 1952, après huit ans du régime actuel, la même valeur était passée à \$92 en Ontario et seulement \$76 dans le Québec. Une différence de \$16 l'acre, alors qu'il y a 10 ans, elles avaient une valeur égale. Et l'on vient nous dire: nous avons une politique agricole, familiale et sociale. Une politique agricole, c'est justement ce qui manque avec le gouvernement actuel de la province de Québec. Ce qu'il nous faut, ce sont des conventions collectives, il y en a ailleurs et cela a réussi dans les autres provinces.

On excuse la chose en disant que, dans le Québec, l'infériorité de nos conditions sociales est déterminée par le fait que les familles nombreuses sont en plus grand nombre. J'admets qu'il y a quelque chose là-dedans. Mais au recensement de 1951, la famille moyenne était de 3.7 membres au Canada et de 4.2 au Québec. La différence n'est que de 0.5 % et n'est donc pas tellement considérable. Le problème des familles nombreuses peut être une excuse; mais là ne se trouve pas la véritable cause. C'est pourquoi, au lieu de s'acharner à cette cause, on devrait s'efforcer de trouver des causes plus évidentes qu'on ne peut nier.

La Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CCTC) et le Congrès des métiers du Canada, qui sont quand même des organismes qui comptent, ont fait une étude sur les conditions de travail; la différence de salaire entre le Québec et l'Ontario est de \$6.60 par semaine. N'est-ce pas là la raison fondamentale de l'infériorité de notre standard de vie? Les salaires sont plus bas ici. Le taux de chômage est plus haut au Québec que n'importe où au Canada, selon des statistiques publiées en juin 1954.

On invoquera encore l'héritage du passé. Le gouvernement prétend avoir pris une succession difficile, aux portes de la banqueroute: halte-là! Pourtant, la situation était meilleure en 1946; après deux ans d'Union nationale, la différence n'était que de \$1.22⁵ par semaine, elle est aujourd'hui de \$6.60. C'est donc sous le régime actuel que l'écart s'est élargi. Et dire qu'il y en a pour qui on a un bon gouvernement.

L'effectif ouvrier au Canada est de 5,386,000. En mars 1954, il y avait au Canada 318,000 chômeurs, dont 89,000 en Ontario, 31,000 dans les trois provinces centrales, 44,000 dans les Maritimes. À l'heure présente, Québec est la province qui compte, et de beaucoup, le plus grand nombre de chômeurs, soit 122,000. A-t-on perdu la notion des chiffres de l'autre côté de la Chambre? Quand le Québec aura-t-il un régime qui a du bon sens?

Je persiste à dire que les conditions sociales dans la province de Québec sont inférieures à celles des autres provinces, malgré les montants inouïs que le généreux peuple a donnés à son gouvernement pour l'administration. Les causes de cette infériorité économique et sociale déplorable sont faciles à analyser. Dans le Québec, l'argent du peuple perçu en taxes ne donne pas le rendement qu'il devrait donner. Le gouvernement continue à donner des contrats sans soumission; l'auditeur de la province reproche presque à chaque année, dans les *Comptes publics*, au gouvernement de ne pas pratiquer une politique d'achat avantageuse, d'acheter au prix le plus haut du marché. On a révélé l'année dernière qu'un montant de \$3,000 avait été payé à des mineurs d'une petite paroisse de Bonaventure pour des travaux routiers. Le gouvernement a déclaré que cet argent avait été récupéré.

Les allocations aux mères nécessiteuses sont beaucoup plus généreuses dans les autres provinces que dans le Québec. J'ai écrit aux ministres du Bien-être social de toutes les provinces. Il ressort que dans la province de Terre-Neuve, qui passe pour une province pauvre, on donne \$25 par mois à la mère

avec un enfant, plus \$5 par enfant, et plus une allocation de \$20. En Saskatchewan, une mère nécessiteuse reçoit \$17.25; un enfant de 13 ans \$13.50; un enfant de 10 ans: \$13 et un enfant de 5 ans: \$10 plus une allocation de \$21.50 pour le logement en été, et de \$28.75 en hiver. Dans le Québec, une mère nécessiteuse reçoit \$42 plus \$1 par mois et par enfant: c'est honteux. C'est le plus grand scandale social que l'on puisse imaginer. On ne donne qu'un dollar par mois pour chaque enfant que la mère garde avec elle, alors qu'on paye \$81 par mois pour les enfants gardés dans des institutions d'assistance publique. Je conseillerais au ministre d'établir en détail quelle partie de ce dollar sert à la nourriture, quelle partie sert au logement, etc. Je sais qu'on allègue que l'on donne de \$63 à \$81 par enfant pour l'assistance publique. Mais il faut que la mère abandonne son enfant; celle qui a le courage de le garder ne reçoit qu'un dollar par mois. La lutte à faire dans la province de Québec est difficile...

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a dépassé l'heure réglementaire à laquelle il a droit.

Des voix ministérielles: Adopté, adopté!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le problème crucial qui confronte actuellement la province de Québec est celui de la fiscalité. Pourquoi l'on entoure de mystère le problème de la fiscalité? Pourquoi les premiers ministres d'Ottawa et de Québec se retirent sous leur tente pour préparer un règlement? Depuis 1947, la province de Québec a refusé de s'entendre avec le gouvernement d'Ottawa. Nous avons perdu plus de \$50,000,000 à cause du conflit concernant le problème de la fiscalité, des millions qui auraient pu servir à plusieurs mesures sociales. C'est à se demander s'il n'y a pas une conspiration tacite en certains comtés de la province entre des députés libéraux fédéraux et ceux de l'Union nationale, pour empêcher la signature d'une entente fiscale entre le Québec et Ottawa. Je suis un bon libéral, mais cela ne m'empêche pas de dire que certains députés libéraux fédéraux feraient mieux de se faire élire sous l'étiquette de l'Union nationale à cause de cette conspiration. Il est grand temps que la population se rende compte que le Parti libéral fédéral et le Parti libéral provincial sont deux choses distinctes.

L'attitude du gouvernement de Québec est totalement changée et nous sommes entrés dans une période de conciliation. L'autonomie et les droits de taxation ne sont pas des questions de parti, et on

espérait que le premier ministre, à son retour d'Ottawa, nous amène des nouvelles très encourageantes avant la fin de la présente session, et cela, même si certains d'entre nous doivent se plier aux circonstances. On devrait utiliser le mémoire de la Chambre de Commerce de Montréal sur ce sujet comme base de négociation avec le gouvernement central.

Notre province jouit d'une mauvaise réputation à l'étranger. Nous sommes la province la plus taxée et la province où les salaires sont les plus bas, avec aussi le plus grand nombre de jeunes qui quittent l'école avant l'âge de 16 ans pour commencer à travailler, afin de contribuer au budget familial. Seulement 10 % des travailleurs gagnent suffisamment pour être capables de faire des épargnes. Je réclame une aide substantielle aux étudiants de nos universités par la création d'un fonds pour suppléer aux bourses d'études.

Il (M. Noël) demande de réviser les lois ouvrières du Québec qui ne sont plus à date. Le discours du trône ne laisse prévoir aucune mesure pour remédier au chômage. Les travailleurs du Québec exigent un code du travail. Jamais, dit-il, je ne supporterai un gouvernement qui n'aura pas le cœur de donner un code du travail.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre parce que sa critique n'était pas sous la forme d'une motion pour faire amender la loi.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le gouvernement de la province de Québec a instauré des méthodes d'élection qui ne favorisent pas le vote libre et honnête dans les comtés. Il (M. Noël) réclame également la carte d'identité et le vote obligatoire pour empêcher le vol des élections. Il existe à Montréal un système électoral désastreux et révoltant selon lequel on peut empêcher n'importe quand un électeur urbain d'exercer son droit de vote. L'autonomie municipale et scolaire est un vain mot. Il vient d'y avoir une enquête sur le vice à Montréal et je crois que le temps est venu pour cette Chambre de demander une enquête sur la moralité politique dans les affaires de la province.

M. l'Orateur rappelle le député à l'ordre pour cette phrase.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) félicite de son élection Me Jean Drapeau. Je souhaite, dit-il, que le nouveau maire, qui est un homme de mon comté, se fasse le champion des droits de la métropole.

Le parti de l'Union nationale ne se sentait pas concerné par des questions importantes touchant Montréal, comme les problèmes de trafic, la construction d'une salle de concert et d'un métro. Il était convaincu qu'il pouvait demeurer au pouvoir sans l'appui des Montréalais, ce qui a eu comme conséquence le traitement injuste accordé à cette ville. Il est injuste qu'un district aussi important et aussi densément peuplé que Montréal ne soit représenté que par un seul ministre du cabinet (l'honorable M. Côté), alors que d'autres régions de la province, plus petites et moins importantes, sont représentées par plus d'un ministre. Jusqu'à tout récemment, l'Île était représentée au fédéral par deux ministres qui détenaient les portefeuilles majeurs des Finances et de la Défense nationale. Il est certain que, si Ottawa reconnaît l'importance de Montréal en nommant deux ministres du cabinet provenant de l'Île, ce district devrait être représenté par au moins deux ministres du cabinet provincial, sinon plus.

Cela presse plus que de créer un nouveau comté dans la région reculée de l'Ungava. Les comtés de la métropole sont extrêmement peuplés. Laval compte environ 100,000 électeurs; Jeanne-Mance 77,000, Jacques-Cartier, Notre-Dame-de-Grâce, Outremont et Saint-Louis, chacun plus de 60,000. La moyenne d'électeurs par comté est de 55,000 dans la métropole, alors qu'elle n'est que de 18,600 dans le reste de la province. C'est une situation injuste quand on considère que Montréal paie 70 % des taxes et ne bénéficie que de 35 %⁶ des revenus. La situation qui lui est faite présentement est injuste, la place dans un état d'infériorité par rapport au reste de la population de la province.

Le gouvernement devrait être assez courageux pour réviser la carte électorale du Québec. Un parti ne demeure pas au pouvoir avec un vote minoritaire. Je sais que les électeurs de Montréal n'ont pas toujours été aussi bienveillants à l'égard de l'Union nationale que les organisateurs l'avaient espéré, mais je ne crois pas que ce soit une raison pour priver sa population d'une représentation équitable en Chambre.

Pendant les dernières élections provinciales, j'ai approché le premier ministre Duplessis pour faire construire à Montréal une salle de concert dont nous avons grand besoin, et il m'a répondu que, si nous en voulions une, nous n'avions qu'à la demander. Il a promis formellement à la population de Montréal que le gouvernement aiderait la ville. C'était il y a deux ans et les citoyens de Montréal attendent encore cette salle. Je me demande si le vote accordé aux candidats de l'Union nationale a eu quelque chose à

voir avec la promesse non remplie du premier ministre. En 1953, il a déclaré encore une fois que nous aurions notre salle de concert, et cette année, la Chambre de commerce de Montréal et les autorités municipales ont renouvelé leur demande. Je ne serais pas trop surpris si les travaux commençaient juste avant les prochaines élections générales.

Deux comtés de Montréal n'ont pas de représentant. Pourquoi un tel retard à déclencher des élections partielles dans Westmount-Saint-Georges et Montréal-Laurier?

L'impression se répand dans la province que la presse est sous le contrôle du parti de l'Union nationale. L'Union nationale contrôle la province et ne veut pas que le peuple sache ce qui se passe à l'Assemblée. L'Assemblée législative de Québec n'a jamais adopté l'institution d'un compte rendu officiel des débats, un *Hansard*, comme il en existe un à Ottawa pour consigner les discours prononcés en Chambre. Une telle initiative ne coûterait guère plus de \$35,000 à \$40,000⁷ par année et contribuerait à répandre la vérité parmi l'électorat. Il s'agit d'une dépense bien justifiée.

Il (M. Noël) n'est pas partisan du Crédit social⁸, mais certains adeptes de cette doctrine font une campagne pour enrégimenter des membres. Le gouvernement, dit-il, devrait nommer un comité d'étude, chargé de déterminer ce qu'il y a de bon ou de mauvais dans cette doctrine.

Des voix ministérielles: Adopté, adopté!

M. Cournoyer (Richelieu) présente les compliments d'usage à l'Orateur. Il rappelle le souvenir de M. George Marler et souhaite bonne santé au premier ministre.

Il lit ensuite cet éditorial de *La Presse*⁹, félicitant M. Albert Bouchard d'avoir été nommé conseiller législatif:

"Le nouveau conseiller législatif de la division de LaSalle, l'honorable Albert Bouchard, est un homme d'affaires. La plupart du temps, on croit ces hommes le lot des villes. M. Bouchard est un homme d'affaires de la campagne, formé à la campagne et devenu prospère et célèbre à la campagne".

"C'est là que le premier ministre de la province de Québec, l'honorable Maurice Duplessis, est allé le chercher en 1937 pour en faire le reviseur en chef à l'Office du crédit agricole. Il fallait pour remplir un tel rôle un homme qui ait une connaissance profonde de la vie rurale, des revenus de l'agriculteur du Québec ainsi que de son pouvoir

d'achat et de ses capacités d'emprunt ou de crédit. Fils de cultivateur, commis de banque, puis marchand général en société avec son frère Arthur, à Sainte-Claire de Dorchester, sa paroisse natale. M. Albert Bouchard était au courant de toutes ces questions et il a apporté à son nouveau rôle les connaissances et l'expérience requises".

"En 1945, le même premier ministre jetait de nouveau les yeux sur M. Bouchard pour en faire un commissaire du nouvel Office d'électrification rurale. Il fallait pour ce poste les mêmes titres et qualités que pour l'autre, et l'expérience acquise dans l'autre devenait très précieuse pour celui-ci".

"Depuis 1945, on a vu se multiplier à travers la province des centaines de coopératives d'électricité. Des milliers de familles de la campagne doivent à cet Office l'avantage du courant électrique pour l'éclairage, les travaux ménagers, le service de la ferme, etc. Grâce à l'électricité, plus qu'à l'auto ou la radio peut-être, la vie rurale se hausse au niveau du confort de la vie des centres urbains. En conséquence, moins de gens quittent la campagne pour la ville. Ainsi, l'équilibre économique de la province est mieux sauvegardé".

"Le gouvernement a voulu reconnaître officiellement les qualités et les services de M. Bouchard. Il l'a nommé commandeur de l'Ordre du mérite agricole il y a quelques années. Aujourd'hui il l'élève au rang de conseiller législatif. M. Bouchard a bien mérité de la province de Québec".

Nous avons craint, dit-il en souriant, de perdre le ministre de la Colonisation (M. Bégin), que nous estimons beaucoup. Nous avons tremblé à la pensée qu'il s'en irait peut-être au Conseil législatif. Nous aurions souffert de ce deuil. Le ministre était au bord du précipice, mais le premier ministre l'a arraché à sa tentation.

(Rires)

Il (M. Cournoyer) souligne l'absence d'orateurs du gouvernement et se demande si des députés n'ont pas été soudainement frappés de paralysie. Le premier ministre a été le seul à exposer la politique du gouvernement, dit-il, comme seul il administre les ministères et la province. Le progrès de la province, dont parle le discours du trône, n'est pas basé sur des réalités.

Le premier ministre a parlé de prospérité, d'écoles, d'hôpitaux. Le gouvernement se vante d'avoir construit des milliers d'écoles, mais il ne dit pas à quel prix nous avons obtenu ces choses. On note une chose surprenante; c'est que plus les octrois aux commissions scolaires sont élevés, plus le taux de la taxe scolaire monte. Si on donne 80 % d'octroi,

on est sûr que le taux de la taxe va doubler infailliblement dès l'année suivante.

Pourquoi? Parce que là aussi on a la mauvaise habitude de donner des contrats sans soumissions. Et trop souvent on passe par l'intermédiaire des candidats que nous avons battus et qui continuent de contrôler le patronage. On impose des architectes, des entrepreneurs. Quand ces messieurs sont acceptés par l'Union nationale, l'octroi est de 80 %, autrement, il n'est souvent que de 70 %. Nous n'avons, nous, de l'opposition, aucune autorité. Nous sommes, je dirais, les "adjoints parlementaires" des candidats battus!

Il est vrai que la province de Québec n'est pas une province comme les autres, car il se passe ici des choses qui ne se passent pas ailleurs, où l'on emploie des procédés inconnus ailleurs. Il est vrai que nous avons une province riche, mais nous l'avons livrée aux étrangers. Ce sont d'autres gens qui profitent de sa richesse. Nous avons d'immenses richesses, comme celles que les députés ministériels ont visitées en juillet dernier, mais on les a aliénées aux Américains. S'il y a un homme qui a dénoncé cette façon de procéder, et il avait raison, c'est le premier ministre actuel.

Nous avons fait un marché de dupes dans l'Ungava où la province ne retire pas tous les revenus qu'elle devrait attendre de l'exploitation des ressources naturelles. Nous avons donné notre richesse; nous les avons cédées à des étrangers à des prix ridicules. Nous allons même diviser notre grand fleuve pour faciliter l'envoi de nos richesses naturelles aux États-Unis. Si on compare ce marché avec celui que l'Alberta a fait au sujet de son pétrole, c'est à rougir de honte; 50 % du budget de cette province vient de l'exploitation de ses puits de pétrole; dans l'Ungava nous retirerons de l'exploitation du minerai de fer tout au plus 2 % de notre budget.

Et si l'on fait la somme de toutes nos richesses naturelles, cours d'eau, forêts, mines, le rendement n'est pas supérieur à 10 % du budget de la province. Dans l'Ungava, on a, dit-on, investi des centaines de millions de dollars de capitaux. Je dis alors que plus la mise de fonds est grande, plus le gouvernement sera responsable de la petitesse du rendement. Nous ne verrons que passer cette richesse, car le gouvernement n'a même pas exigé qu'on bâtisse une fonderie dans la province, ce qui n'aurait coûté que de \$10,000,000 à \$15,000,000 de plus. Aucun pays au monde n'aurait permis le développement de ces ressources dans de telles conditions.

Il (M. Cournoyer) cite un extrait d'un article du *Globe & Mail* de Toronto, dans lequel, dit-il, on affirme "qu'à moins de nous hâter, nous serons bientôt propriétaire de la plus grande excavation en Amérique du Nord". Le premier ministre du Canada (M. Saint-Laurent) a déclaré que la mise en valeur de l'Ungava était une bonne chose, mais il ne s'est pas prononcé sur la façon dont on a procédé pour le faire, sur les modalités. Le 30 juillet dernier, alors que notre minerai de fer commençait ses voyages sans retour vers les États-Unis, fut pour la province un jour de deuil national. Le premier ministre a profité une fois de plus de l'occasion pour presser sur son cœur les capitalistes américains. On aura d'ailleurs remarqué qu'on n'avait pas invité les députés de l'opposition. Où est la vieille courtoisie de la province? Le premier ministre aime répéter que nous faisons partie de la suite du parti qui est à Ottawa. Il ne pourra plus dire ça.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a lui aussi invité les capitaux étrangers. Nous ne sommes pas une province comme les autres, parce qu'ici, on vend la province à l'encan, on multiplie les appels aux capitalistes étrangers et on vend nos ressources naturelles; mais c'est toujours le plus bas enchérisseur qui emporte le morceau. En effet, ce n'est pas ici une province comme les autres, car seuls les amis du gouvernement ont le droit de vivre. Les citoyens du Québec ne sont pas tous égaux devant la loi; il y a des passe-droits pour les amis du régime. On viole ouvertement les lois et ces violations tolérées conduisent à des injustices évidentes. Qu'on laisse, par exemple, les chiros pratiquer leur profession, alors qu'ils ne sont pas encore reconnus officiellement. Le premier ministre a demandé aux médecins de ne pas les poursuivre. C'est une violation évidente de la loi. Je souhaite qu'on régularise la situation et que les chiros s'entendent avec les médecins.

Nous ne sommes pas une province comme les autres, car ici, les lois ne sont pas faites pour tout le monde. La loi des liqueurs est violée sous l'œil bienveillant des autorités dans toute la province. Les hôteliers répondent à un besoin et font un commerce honnête. Celui qui respecte la loi des liqueurs se trouve placé sur un pied d'infériorité vis-à-vis la concurrence de ceux qui vendent de la boisson sans permis et qui ont des libertés bien plus grandes qu'eux. Il y a autant de violations qu'il y a de comtés et même de paroisses dans la province. L'an dernier, le ministre des Transports (M. Rivard) a déclaré qu'il n'y avait pas de tolérance dans la province. Je

voudrais bien qu'il le répète cette année! Il y a de la tolérance partout, et c'est dans les comtés où la loi de la prohibition est en vigueur que la situation est plus mauvaise. Je voudrais que tous les citoyens soient sur le même pied.

On prend quelquefois des procédures dans la province et, grâce à certaines interventions, les sentences imposées ne sont pas appliquées. Il arrive qu'on prenne des procédures, mais, le plus souvent, on n'en prend pas parce qu'une tolérance s'exerce en faveur des amis. Et quand on prend des procédures, il arrive qu'après le jugement rendu, on trouve dans le dossier des lettres de très hauts personnages avisant le greffier de ne pas percevoir l'amende. Dans Saint-Jean, un récidiviste a été condamné par le juge Chabot à un mois de prison. Il n'en a pas fait une seule seconde...

(Il garde le silence pendant quelques secondes)

Je suis surpris qu'on ne me demande pas son nom!

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Je soulève un point d'ordre. J'insiste pour avoir le nom de cet individu.

M. Cournoyer (Richelieu) déclare que, l'an dernier, il avait tous les dossiers et qu'on ne lui a pas demandé de noms.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le nom de la personne.

M. Cournoyer (Richelieu) déclare ne pas s'en souvenir...

(Des cris surgissent de la droite)

M. Cournoyer (Richelieu) déclare qu'il donnera ce nom, qui pour le moment lui échappe, à la reprise de la séance, le soir. Il en cite une couple de mémoire, mais ne se souvient pas des autres. D'ailleurs, ajoute-t-il, j'ai écrit au ministre et je lui ai cité tous ces exemples. Il peut retrouver la correspondance dans ses filières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député m'apporte les dossiers et, si ce qu'il dit est vrai, je m'engage à m'en occuper moi-même.

M. Cournoyer (Richelieu): Un citoyen de mon comté qui vendait de la bière sans permis, a été accusé de "transport de bière", ce qui lui a valu une

amende de \$200, alors que des amis de l'Union nationale pour la même offense sont accusés de "vente de boisson" et condamnés à seulement \$50 d'amende. J'ai écrit au ministre des Transports à ce sujet.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député veut dire qu'il m'a écrit à moi?

M. Cournoyer (Richelieu): Je crois qu'il y a des gens qui ne comprennent pas dans cette Chambre.

M. Dupré (Verchères): La loi est violée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous pouvez en parler de la violation de la loi, vous qui avez été condamné parce qu'on a saisi du whisky chez vous en temps d'élections.

M. Dupré (Verchères): J'avais de la boisson dans mon garage depuis des années. J'ignorais que c'était illégal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le débat soit maintenant ajourné¹⁰.

La période des discours empêche la Chambre de passer à son travail de législation, qui est particulièrement imposant, et qu'il faut se hâter si on veut que quelque chose soit fait avant les Fêtes.

La motion est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Adresse en réponse au discours du trône

La Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Compton (M. French), dont elle a été saisie jeudi le 18 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre

fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Cournoyer (Richelieu) donne le nom de la personne plus haut. Il demande aux journalistes de taire ce nom.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet qu'il s'occupera du cas.

M. Cournoyer (Richelieu): Je souhaite que les querelles Ottawa-Québec prennent fin. Je suis le premier à me réjouir de ce que deux Canadiens français se soient rencontrés pour en discuter. Il y a longtemps que je trouvais extraordinaire que la province de Québec occupe une place à part dans la Confédération. Je profite de l'occasion pour féliciter le chef de l'opposition de son discours magnifique de la veille. Il a parlé de ce problème avec objectivité, sans parti pris politique. Dans le passé, la question de l'autonomie a toujours été placée au-dessus de toute considération partisane. Il était inconcevable que la province de Québec fût assujettie à un régime injuste, un régime de discrimination économique et sociale alors que nous avons un Canadien français à la tête du pays. J'espère qu'au lieu de manifester de la colère, de l'animosité, on réalisera que, dans le bon sens, la justice et la fraternité, il y a moyen de s'entendre avec Ottawa.

On vient de dévoiler à Québec un monument à Sir Wilfrid Laurier. J'ai été heureux de lire le discours prononcé à cette occasion par le premier ministre. J'ai été émerveillé de voir combien il s'était élevé au-dessus des querelles partisans. Je crois que c'est un bel indice pour l'avenir. Je crois qu'en plusieurs domaines, la province de Québec doit être une province comme les autres. Ce n'est pas seulement ici qu'il y a des Canadiens français. Il y en a dans toutes les autres provinces et ils sont aussi heureux que nous de parler leur langue et de pratiquer leur religion. Dans les circonstances, il est toujours dangereux de lancer des slogans en disant que la province de Québec n'est pas comme les autres.

Il (M. Cournoyer) fait l'éloge de feu J.-P.-A. Cardin¹¹, à la mémoire de qui vient d'être dédié le nouveau colisée de Sorel.

Des voix ministérielles: Adopté, adopté!

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je n'ai pas l'intention de parler des questions

abordées au discours du trône. Le gouvernement ne paraît pas s'inquiéter du problème de l'équilibre de son budget. Au déficit global de \$38,000,000 pour 1952-1953, succède un autre déficit global de \$21,000,000 pour le dernier exercice fiscal écoulé. Et pourtant, les taxes sont plus élevées dans le Québec que partout ailleurs. Elles sont aussi plus nombreuses. Dans la province de Québec, nous devons payer une taxe de vente, une taxe sur le tabac, une taxe sur les spiritueux, une taxe sur les repas et un impôt sur le revenu. En Ontario, on ne perçoit aucune de ces taxes.

Nos taxes sur les plaques d'automobile et sur l'essence sont aussi plus élevées. D'autre part, en consultant le produit de certaines taxes, il est facile de constater le ralentissement de l'activité économique dans divers domaines. Ainsi la taxe sur les profits des compagnies, qui avait rapporté \$56,392,392 au Trésor provincial en 1952, \$56,026,600 en 1953, n'a donné que \$50,999,364 en 1954. Ceci représente une baisse de \$5,000,000 de la taxe sur les profits en trois ans, et c'est un indice de la tendance que prennent les affaires dans notre province.

Le produit de la taxe sur la gasoline en particulier augmente sans cesse, il est passé de \$70,900,000 en 1952-1953 à \$79,167,000 en 1953-1954. Pourtant, le revenu de la province provenant des automobilistes pour l'année dernière était d'environ \$30,000,000 et, pendant cette même période, il y a eu une baisse de \$16,000,000 pour la voirie. C'est d'ailleurs cette réduction des dépenses de voirie qui explique la baisse du déficit de cette année. Pourquoi pénaliser les gens qui paient presque 33 % de nos revenus provenant des taxes en limitant la construction de nouvelles routes? Toutes ces taxes supplémentaires ont eu un effet nuisible sur notre province au cours des dernières années. On a déjà déclaré en cette Assemblée qu'un grand nombre de compagnies ont déjà déménagé leur siège social dans d'autres provinces, et je ne répéterai pas ces faits.

La baisse de nouveaux capitaux investis dans l'industrie manufacturière démontre cet effet nuisible et le peu d'encouragement à investir de nouveaux capitaux dans notre province. En 1947, on relevait dans le Québec des nouveaux investissements de capitaux dans l'industrie manufacturière au montant de \$179,000,000, tandis que ceux de 1953 s'élèvent seulement à \$171,000,000. La même comparaison pour l'Ontario établit que les investissements de 1953 dépassaient de près du double ceux de 1947. D'autre part, la valeur brute des produits de nos manufactures est passée de \$2,497,971,521 qu'elle

était en 1946 à \$5,370,329,000 en 1953. Au cours de la même période l'augmentation en Ontario était de \$5,000,000,000. Des statistiques établissent que le salaire moyen de l'employé québécois dans l'industrie manufacturière n'est que de \$2,620 par année, alors qu'il est de \$3,000 en Ontario et dans quelques autres provinces canadiennes.

Je soumetts à l'attention de l'Assemblée le besoin d'un commissaire du commerce auprès du Royaume-Uni de même qu'en France, dans le but de faire connaître notre province et d'aider la vente de nos produits. Nous devons employer la technique du vendeur pour apporter de nouvelles industries dans notre province. Si le gouvernement du Québec ne fait pas face à la réalité, il y aura plus d'industries parmi celles qui s'établissent au Canada qui éviteront le Québec.

Des voix ministérielles: Adopté, adopté!

M. Bédard (Québec): Il y a deux folies qui ont pris naissance dans la province depuis quelques années: le communisme et le fédéralisme. Le communisme n'est pas à craindre, si nous avons de bonnes lois bien appliquées et de la prospérité. Seule la province de Québec réglemente la vie des individus par des bills privés. La province d'Ontario n'a eu l'an dernier que 28 bills privés contre 123 à Québec.

Dans la province de Québec, on a l'impression que les octrois, au lieu d'être l'affaire de l'administration publique, sont l'affaire d'un parti. Les fermiers des rangs pensent que le premier ministre Duplessis est responsable des allocations familiales. Il a déjà demandé une fois à une fermière du comté de Compton, pendant les élections partielles de l'été, qui payait les allocations familiales mensuelles pour ses nombreux enfants. Elle a répondu: "M. Duplessis".

(Rires à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait simplement un signe de tête à cette remarque.

M. Bédard (Québec): On m'a envoyé par erreur un chèque adressé à la Commission scolaire de Stoneham. Dans l'enveloppe, il y avait une lettre pour l'organisateur du comté. On fait de la petite politique avec une chose aussi importante que l'éducation. Ces octrois que le gouvernement distribue à sa discrétion, selon que ceux qui les lui demandent sont ou non sympathiques, constituent une menace extrêmement grave à la liberté des

individus, des institutions, des conseils municipaux et des commissions scolaires. L'Union nationale parle constamment du fédéralisme et du communisme pour faire oublier les méfaits de son administration. Quant au fédéralisme, on est porté à regarder le gouvernement d'Ottawa comme le gouvernement d'un pays étranger.

Je m'étonne de voir l'Union nationale critiquer le gouvernement fédéral à jet continu quand il paraît y avoir une si belle entente électorale. La plupart de nos amis d'en face n'ont pas à se plaindre des libéraux fédéraux. Plusieurs députés de cette Chambre occupent de très hauts postes grâce à la coopération de députés fédéraux, et le premier ministre cite à l'occasion des déclarations de M. Saint-Laurent qui font son affaire. Il devrait également citer celles qui ne sont pas de son goût.

Nous devons au gouvernement d'Ottawa les lois sociales que Québec retarderait trop à donner et que le contribuable reçoit directement \$200,000,000 par année sans conditions et sans restrictions. Dans bien des cas, l'argent d'Ottawa aide à combattre le chômage et à faire vivre les familles. La main qui nous nourrit, il ne faudrait tout de même pas la considérer de façon outrageante, surtout en public. Suivant une enquête de la Jeunesse ouvrière catholique (J.O.C.), 75 % des jeunes gens et jeunes filles des familles ouvrières quittent l'école avant l'âge de 15 ans pour aider leurs parents, et 47.4 % des garçons et 57 % des filles quittent l'école avant 15 ans.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ces chiffres sont ridicules.

M. Bédard (Québec): Ils proviennent de l'enquête de la J.O.C.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Sur combien de familles est basé le pourcentage?

M. Bédard (Québec) ne peut lui donner de réponse. Nous avons dans Québec une prospérité factice qui se manifeste partout. Il y a plus de chômage dans Québec que dans les autres provinces; le nombre des faillites y est plus grand, soit 300 sur les 1,200 qui ont eu lieu au Canada en 1953. À l'industrie textile de Saint-Grégoire de Montmorency, le nombre d'employés diminue d'année en année; cela affecte notamment plusieurs familles.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): À qui la faute?

M. Bédard (Québec): Eh oui, on dira encore à Ottawa. Est-ce que cela va mieux dans l'agriculture?

L'honorable M. Labbé (Mégantic): Il a mouillé!

M. Bédard (Québec) reproche au gouvernement de créer comités sur comités et de ne jamais rien faire pour améliorer la situation agricole. L'agriculture, dit-il, est dans le marasme, et cependant, la commission Héon¹² prend bien son temps pour faire rapport au gouvernement sur la situation des prix et de la production. Le gouvernement devrait moins parler et agir davantage afin d'améliorer la situation de l'ouvrier et du cultivateur du Québec.

Des voix ministérielles: Adopté, adopté!

M. Marcotte (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dubé), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée après 10 heures.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Ledoux (Shefford), selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1954, à la page 5; M. Fox (Brome), selon *La Presse* du 2 décembre 1954, à la page 33; M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1, et M. Bellemare (Champlain), selon *Le Nouvelliste* du 26 novembre 1954, à la page 11.

2. Bien que lue et reçue le 23 novembre, cette pétition ne figure pas à l'étape de la présentation au procès-verbal.

3. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 25 novembre 1954, à la page 3, mentionne que: "à chaque fois qu'un député libéral termine son propre discours devant l'Assemblée législative, les députés de l'Union nationale se mettent à crier immédiatement: "Adopté, adopté". C'est un cri pour l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône". En novembre 1952, après plusieurs discours lors du débat sur l'adresse, personne ne se leva du côté des libéraux pour continuer. Pourtant, certains députés préoyaient le faire. L'Orateur demanda alors s'il devait considérer l'adoption de l'adresse et M. Duplessis acquiesça sur-le-champ. Malgré les protestations véhémentes de l'opposition, on enchaîna aussitôt avec l'étude des projets de loi. Voilà l'origine, deux ans après cet événement, des cris "Adopté, adopté" des députés ministériels à l'opposition. Voir *L'Action catholique* du 20 novembre 1952, aux pages 3-6.

4. *Le Devoir* du 25 novembre 1954, à la page 5, écrit que "M. Hamel était armé de nombreuses statistiques, de découpages de journaux, de citations diverses".

5. Dans leur édition du 25 novembre 1954, *Le Nouvelliste*, à la page 18, donne \$1.32, *Le Devoir*, à la page 5, *La Tribune*, à la page 6, *La Presse*, à la page 33, et *Le Soleil*, à la page 18, ont \$1.42 alors que *L'Action catholique*, à la page 22, écrit quant à elle \$1.22.

6. *Le Soleil* du 25 novembre 1954, à la page 18, écrit 30 %.

7. *L'Action catholique* du 25 novembre 1954, à la page 22, dit \$50,000 pour le montant supérieur.

8. Le Parti créditiste de Réal Caouette.

9. Nous avons choisi de reproduire l'article en entier puisque rien ne nous indique si M. Bélanger s'est contenté simplement d'en citer des extraits ou alors s'il l'a lu au complet. "L'honneur rejailit sur toute la population rurale", selon *La Presse* du 22 novembre 1954, à la page 4.

10. Le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1954, à la page 10, mentionne que "l'opposition paraît surprise que la Chambre ne s'ajourne pas à demain".

11. Pierre-Joseph-Arthur Cardin (1879-1946), député libéral de Richelieu (1911-1935) et député indépendant de Richelieu-Verchères (1935-1945) à

la Chambre des communes. Ministre des Travaux publics (1935-1942) dans le cabinet King. Il a démissionné pour protester contre la décision de son chef d'imposer la conscription.

12. La commission Héon fut créée le 9 avril 1952 pour faire enquête sur la protection des agriculteurs et des consommateurs. Son rapport fut déposé en 1955. Elle était formée de Georges-H. Héon (président), J.-Abel Marion et Antonio Larue.

Séance du jeudi 25 novembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de Edmund Kupferszmidt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire (M. Thibeault);

- de la corporation du village de Macamic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lesage);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);

- de dame Maria Côté, en religion mère Sainte-Irène, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Notre-Dame-de-l'Assomption de Nicolet (M. Roy);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Lizotte);

- de Georges-Émile Larouche, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Georges-Émile Bouchard (M. Cloutier);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Jeannotte);

- de la paroisse de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- du docteur Stanley A. Bardecki, demandant l'adoption d'une loi pour l'admettre au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, après examens (M. Thibeault);

- des Pêcheurs Unis de Québec - Québec United Fishermen, demandant l'adoption d'une loi pour lui permettre d'émettre des obligations (M. Langlais);

- de la municipalité du village de Chute-aux-Outardes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);

- des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, demandant l'adoption d'une loi étendant et modifiant leurs pouvoirs (M. Tellier);

- de la corporation du village de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille dollars (M. Bernatchez);

- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la Ligue des propriétaires de la cité de Sorel inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège des chiropraticiens de la province de Québec (M. Roche);

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(S'adressant en riant au chef de l'opposition) C'est évident qu'il y a des fractures quelque part!

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tellier);

- du Club Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Boudreau);

- de dame Anna-Marie Plante, veuve de J.-Émile Dubreuil, demandant l'adoption d'une loi rectifiant le testament olographe de feu J.-Émile Dubreuil (M. Poulin);

- de la ville de Mistassini, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marcotte);

- des président et syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie-Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, demandant l'adoption d'une loi conférant certains droits dans le cas d'expropriation (M. Roy);

- de Gérard Legault, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre à un immeuble situé à la Côte Saint-Jean (M. Blanchard);

- de la ville de Beauport, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chalifour);

- de l'hôpital Notre-Dame, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à la refonte de sa loi constitutive (M. Thibeault);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe spéciale (M. Roy);

- de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- des commissaires d'écoles de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant au paiement d'allocations auxdits commissaires (M. Thibeault);

- des exécuteurs testamentaires et les légataires de la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, demandant l'adoption d'une loi réglementant l'exercice du droit de demander le partage lors de l'ouverture de la substitution (M. Thibeault);

- de Raoul Latreille et son épouse, demandant l'adoption d'une loi concernant les dispositions testamentaires de feu Osmond Latreille (M. Thibeault);

- de dame Jeanne Brûlé, en religion mère Sainte-Marie-Consolatrice, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Marguerite-Bourgeoys (M. Johnson);

- de la ville d'Arthabaska, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de la corporation du comté de Charlevoix-Est et Ouest, demandant l'adoption d'une loi les autorisant conjointement à construire et exploiter un aéroport (M. Auger);

- de dame Rosine Messier, en religion mère Marie-Saint-Paul, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Saint-Maurice (M. Johnson);

- de dame Alice David, en religion mère Marie-Gustave, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège de Jésus-Marie d'Outremont (M. Johnson);

- du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa loi (M. Auger);

- de Roger Pérusse et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Congrégation du Très Saint-Sacrement (M. Thibeault);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la Côte de Notre-Dame-de-Liesse, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Thibeault);

- de la ville et des commissaires d'écoles pour la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Johnson);

- du Collège des chiropraticiens du Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Boudreau);

- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de la ville de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de Horace Drolet, demandant l'adoption d'une loi déterminant les pouvoirs de vendre les biens-immeubles dans le contrat de mariage entre Benjamin Drolet et dame Rosanna Gauvreau (M. Johnson);

- de A. Carlyle Roy et W. Wallace Roy, demandant l'adoption d'une loi validant leur titre des lots 198 et 201 de la paroisse de Saint-Martin (M. Barrière);

- de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de la Corporation de téléphone de Québec et ses filiales, la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent limitée et The Bonaventure and Gaspé Telephone Company Limited, demandant l'adoption d'une loi leur accordant les pouvoirs d'acquérir par expropriation des terrains, droit de passage ou servitude (M. Dallaire).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de dame Liliane Bock, en religion mère Marie-Liliane, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Marie-Anne (M. Johnson);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- du Collège apostolique de Saint-Alexandre de la Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de dame Adrienne Hébert, en religion mère Marie-François-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Angèle-Méridi (M. Cloutier);

- de dame Jeanne Brûlé, en religion mère Sainte-Marie-Consolatrice, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Notre-Dame-de-Bellevue (M. Cloutier);

- de dame Alice Piché, en religion mère Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Jésus-Marie de Sillery (M. Cloutier);

- de la ville de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);

- de La Solidarité compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi ayant pour effet de réduire son capital-action (M. Cloutier);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dallaire);

- de la corporation de la paroisse de Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi l'érigant en corporation sous le nom de "Ville de Petite-Rivière" (M. Boudreau);

- de la corporation du village de Bois-des-Filion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la corporation de la ville de Waterloo, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

- de dame Émilie Sauriol, en religion mère Marie-de-Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Basile-Moreau" (M. Johnson);

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de la région de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de la Société coopérative agricole du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

- de Lauréat F. Martel et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation sous le nom de Corporation de Prêt et Revenu - Savings and Investment Corporation (M. Cloutier);

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la ligue des propriétaires de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Tracy et de la ville de Saint-Joseph-de-Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Cournoyer);

- de dame Adrienne Hébert, en religion mère Marie-Françoise-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Marie-de-l'Incarnation" (M. Caron).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Commission scolaire du village de Contrecoeur, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Veljko Aragian et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity;

- de Joseph Désiré Nadeau et autres, demandant l'adoption d'une loi permettant l'adoption de Joseph Léo Amédée Larose et changeant son nom en celui de Nadeau;

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi donnant une évaluation fixe aux nouvelles industries qui désirent s'établir dans la ville de Lachute;

- de Irving I. Berlin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation religieuse sous le nom de Shaare Zedek Congregation;

- de la municipalité du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente.

Projets de loi:**Taxe de vente
à Granby**

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 autorisant la municipalité du canton de Granby à imposer une taxe de vente dans les limites de son territoire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Annexion à la Commission
scolaire de Contrecoeur**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 annexant, pour des fins scolaires, le territoire de la Commission scolaire de Contrecoeur ouest au territoire de la Commission scolaire du village de Contrecoeur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption de
Joseph Léo Amédée
Larose-Nadeau**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant l'adoption de Joseph Léo Amédée Larose-Nadeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Serbian Orthodox
Church-School**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 constituant en corporation The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Lachute

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 concernant la ville de Lachute.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Shaare Zedek
Congregation**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 constituant en corporation Shaare Zedek Congregation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Westmount**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 modifiant la charte de la cité de Westmount.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Commission hydroélectrique de Québec,
Rapport 1953**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le dixième rapport annuel de la Commission hydroélectrique de Québec, pour 1953. (Document de la session no 9)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 24 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Compton (M. French), dont elle a été saisie jeudi le 18 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Bertrand (Missisquoi) présente ses hommages à l'Orateur. Le président de la Chambre, dit-il, s'est tellement identifié avec la charge d'Orateur qu'il en restera le type idéal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'opposition n'applaudit pas?

M. Bertrand (Missisquoi): L'élection du député de Compton (M. French) est un témoignage qui démontre une particulière et bien comprise bonne entente dans les Cantons-de-l'Est et une attestation

non moins éclatante de la satisfaction des électeurs vis-à-vis de l'Union nationale. La population tant ouvrière que rurale a été heureuse d'augmenter la majorité du candidat de l'Union nationale. Une autre fois, la population vient de dire à l'opposition qu'elle n'a plus confiance en elle. Les libéraux ont vainement fait appel à la popularité du premier ministre du pays en faisant parler son fils durant la campagne électorale². Il est venu dans le comté en disant qu'il avait été envoyé par son père, afin de demander aux électeurs de voter pour le candidat libéral. Le fils du premier ministre a tenté, mais sans succès, de faire peser dans la balance le prestige de son père, originaire de Compton pour tromper les électeurs, mais sans succès. L'électorat a vu clair. L'Union nationale a remporté le plus grand succès jamais vu dans ce comté.

Il (M. Bertrand) rend hommage au député de Gatineau (M. Desjardins). Je crois, dit-il, qu'il est un exemple de courage et d'énergie. Il salue la mémoire de feu Ernest-J. Chartier, député de Saint-Hyacinthe, un parfait chrétien, un exemple de l'esprit de famille.

À la voix "pseudo-apocalyptique" du député de Richmond (M. Lafrance), à la voix "amère et mordante" du député de Saint-Maurice (M. Hamel), à la voix "avitaminée" du député de Wolfe (M. Lemieux), les adversaires du gouvernement ont aligné des statistiques, ont construit des tours de Babel de mots, déversé des déluges de mots pendant une journée entière, mais ils n'ont rien prouvé du tout, si ce n'est qu'ils se contredisent eux-mêmes. Ils ont dit, les libéraux, que la province de Québec était la plus taxée de toutes et de la plupart des provinces les moins avancées du point de vue des politiques sociales. Mais aucun d'entre eux n'a nié les chiffres cités par le premier ministre à l'effet que les taxes dans le Québec ne sont que de \$62.70 par personne, soit le taux le plus bas dans tout le Canada. Québec a la dette la plus basse et elle est la province la moins taxée par tête; qu'on essaie de me contredire!

Les seules statistiques produites, les seules qui existent en réalité, montrent le contraire. Il (M. Bertrand) donne des chiffres complets, dont \$79 en Ontario et \$137 en Colombie-Britannique. Que l'opposition sorte donc ses chiffres pour montrer que ceux qu'a cités le premier ministre ne sont pas l'expression de la réalité. Qui a réduit les droits sur les successions, sinon le présent gouvernement? Qui a réduit la contribution que les municipalités doivent payer pour l'assistance publique, sinon le gouvernement Duplessis?

Ils ont dit du même souffle que nos salaires étaient les plus bas et que les industries fuyaient la

province à Québec. Si cela était vrai, comment peuvent-ils logiquement prétendre que les industries déménagent ailleurs? Ces deux affirmations ne sont-elles pas contradictoires? Nous savons tous - et je pense que même les députés de l'opposition doivent savoir cela - que les industries n'ont pas l'habitude de s'implanter là où les salaires sont les plus élevés. Si les salaires étaient à ce point élevés en Ontario par rapport à ceux du Québec, nos industries ne quitteraient pas notre province pour aller s'installer là où elles doivent offrir des salaires plus élevés comme l'affirme l'adversaire. C'est à l'encontre du principe le plus élémentaire de l'économie. En fait, leurs deux affirmations sont fausses car nos salaires se comparent avantageusement à ceux d'ailleurs; et nos industries n'émigrent pas; leur nombre augmente tous les jours. Peut-être que, dans quelques cas isolés, des compagnies d'ici ont pu déménager en Ontario, mais leur décision a probablement été fondée sur plusieurs facteurs, à part l'échelle salariale ou le taux de taxation. Québec fournit à l'industrie un contingent stable de travailleurs manuels.

On a fait grand état d'une publication du Congrès canadien du travail (CCT) et de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CCTC) de statistiques au sujet des salaires. Je les ai lues. Si les libéraux les relisent, ils verront qu'il y a une foule de facteurs qui justifient dans certains cas seulement des salaires moins élevés qu'ailleurs, tandis que dans les industries qui exploitent nos ressources naturelles, dans les papeteries par exemple, c'est au Québec que les salaires sont les plus élevés. Autre attaque qui porte à faux.

L'opposition a prétendu que nous donnons nos richesses? Quelle farce! C'est un mensonge grossier. S'il est un gouvernement qui a vu à faire exploiter nos ressources au bénéfice de la population, c'est bien le gouvernement de l'Union nationale. C'est lui qui a obligé les compagnies qui développent les ressources naturelles à s'incorporer ici selon les lois de la province, qui a exigé que nos matières premières, la pulpe par exemple, soient traitées dans la province.

L'opposition a parlé de politique antifamiliale; et le député de Richmond (M. Lafrance) a réclamé l'institution d'un ministère de la Famille. Nous l'avons depuis longtemps même s'il ne porte pas ce nom. Le gouvernement actuel protège depuis longtemps la famille, même s'il n'existe pas de ministère portant ce nom. Le gouvernement de l'Union nationale a secouru la famille en aidant: mères nécessiteuses; cultivateurs avec le crédit agricole; l'étudiant avec des millions de dollars en bourses d'études, pour la première fois dans

l'histoire du Québec; la jeunesse agricole et ouvrière, par la création d'écoles spécialisées. Qui a le plus aidé les petits propriétaires, sinon le gouvernement actuel? L'ouvrier, en lui fournissant le moyen d'être propriétaire de sa maison; le travailleur accidenté en augmentant les indemnités. Tous les ministres actuels pourraient être appelés des ministres de la Famille. Faut-il appeler le ministre du Travail ministre de la Famille pour que le député de Richmond soit satisfait? Ce n'est pas le nom qui importe, ce qui importe, c'est qu'on s'occupe de la famille.

Comme député et comme membre de l'un des plus anciens Barreaux de la province, celui de Bedford, ayant plaidé devant des juges nommés par Ottawa et par Québec, je réprovoie la déclaration faite par la plus haute autorité du pays que seuls les juges nommés par l'autorité fédérale jouissaient du plus grand respect dans notre province³. Je pratique le droit depuis 13 ans et je n'ai aucune faveur à attendre des juges provinciaux ou des juges fédéraux. Mais je tiens à protester et je puis affirmer ici que j'ai foi en la justice de mon pays, en ceux qui l'administrent et je respecte tous les juges nommés, soit par l'autorité provinciale, soit par l'autorité fédérale.

(Applaudissements à droite)

On a prétendu de l'autre côté de la Chambre que l'Union nationale et son chef ont fait de l'électoratisme avec la question de l'autonomie provinciale. Pourtant, le discours du chef de l'opposition n'a fait que confirmer ma conviction sincère que le nom du premier ministre devait s'ajouter à la longue lignée des défenseurs des droits de la province qui, depuis la Confédération, ont toujours travaillé dans l'intérêt et la sauvegarde d'une autonomie bien comprise, celle qui assure aux Canadiens français la plénitude de leurs droits.

On a aussi prétendu que le Québec est une province comme les autres. C'est renier l'histoire. Il n'est que d'examiner les lois constitutionnelles de 1763 à 1867 pour se rendre compte que le Québec n'est pas une province comme une autre: la proclamation de 1763, l'Acte de Québec de 1775, l'Acte constitutionnel de 1791, l'Acte d'Union de 1840 et l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, dans chacune de ces constitutions, tous les hommes d'État ont souligné le caractère particulier du Québec. Cela contribue à la richesse du Canada et l'affirmer n'est ni du séparatisme, ni du nationalisme étroit, mais plutôt une question intimement liée à notre survivance ethnique. C'est tout simplement accepter la leçon de l'histoire, des faits. On comprend alors pourquoi Lord Carnarvon disait au Parlement de Westminster que le Bas-Canada est

jaloux de ses institutions, de ses coutumes et traditions ancestrales, attaché à ses institutions particulières et qu'il n'entrera dans l'Union qu'à la condition qu'on les respecterait.

Il (M. Bertrand) rappelle la déclaration de Sir Wilfrid Laurier, citée par le premier ministre dimanche dernier, à l'inauguration du monument Laurier, à Québec: C'est un fait historique que la forme fédérative a été adoptée au Canada pour conserver au Québec cette position exceptionnelle et unique qu'il occupe sur le continent américain. Il (M. Bertrand) déclare que ses électeurs lui ont donné pour mandat d'appuyer le gouvernement Duplessis et qu'il manquerait à son devoir s'il ne disait pas que le premier ministre a sa pleine confiance et celle de tous ses électeurs. J'ai confiance, dit-il, dans l'homme qui dirige les destinées de cette province et dans son équipe de brillants ministres qui l'entourent. Ses luttes pour la défense de l'autonomie provinciale, exigent qu'on ajoute son nom aux noms de ceux qui ont bâti la Confédération. Il mérite de figurer parmi ses plus grands défenseurs. C'est lui, dit-il, qui, au vingtième siècle, aura vu le plus à conserver la véritable Confédération canadienne.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) félicite le proposeur et le second de l'adresse, de même que le premier ministre pour son discours simple, énergique et clair, ainsi que l'Orateur. Il admire particulièrement chez l'Orateur sa dignité imperturbable et son sérieux. Tout autre que vous, dit-il, aurait éclaté de rire à maintes reprises en entendant certains discours de l'opposition. Une chose m'a frappé dans le discours du chef de l'opposition. Il a déclaré qu'il y a longtemps qu'on aurait dû régler le problème de la taxation et celui des relations fédérales-provinciales. Je pourrais lui demander depuis combien de temps ils auraient dû être réglés; on suppose bien qu'il voulait dire depuis que nous sommes au pouvoir!

Le discours du député de Saint-Maurice (M. Hamel) ne m'a pas impressionné. Ses statistiques ont moins de valeur parce qu'incomplètes. On ne peut être de bonne foi, surtout quand il fait des comparaisons sur le nombre des automobiles par famille pour nous montrer qu'il y en a plus en Ontario, tout en admettant que notre province est celle des familles nombreuses. Il n'a pas tenu compte des circonstances. Ce que les orateurs libéraux ne disent pas, c'est que vous trouverez dans la province de Québec des milliers et des milliers de familles comprenant sept, huit, neuf et même 12 enfants, alors

qu'en Ontario les familles en ont un, deux et trois. Lorsqu'un homme a une femme et 10 enfants à loger et à nourrir, il ne lui reste pas beaucoup d'argent pour s'offrir le luxe d'une automobile. Il est plus facile pour une famille de trois ou quatre enfants⁴ d'avoir une auto que pour une famille de 12 enfants. Et pour une famille du Québec qui a 12 enfants et possède une automobile, il y a trois ou quatre familles en Ontario. Il y a des contradictions dans les discours de la gauche. C'est le cas quand le député de Saint-Maurice (M. Hamel) s'efforce de prouver que la prospérité ne règne pas au Québec, et que, par ailleurs, un autre libéral déclare avant lui, que si la province de Québec est prospère, c'est grâce au gouvernement d'Ottawa. Voilà la logique de nos amis d'en face.

On nous accuse de gagner les votes des électeurs en leur donnant des bouts de route, un peu d'asphalte. La vérité est que les gens votent pour ceux qui ont amélioré leur comté. Dans mon comté, les électeurs votent pour le régime qui a amélioré la voirie rurale et qui a posé de l'asphalte devant les églises, ce qui scandalise le chef de l'opposition comme dans Compton.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Allons donc!

M. Lafrance (Richmond) intervient pour dire que c'est lui qui a fait la déclaration.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le député de Wolfe (M. Lemieux), qui est médecin, a admis que le taux de mortalité due à certaines maladies a diminué; mais il a déclaré que, si le taux de la mortalité due à la tuberculose, ou à la diphtérie, a diminué, c'est le résultat des progrès de la science et non des mesures de l'Union nationale. Certes, j'avoue que ce n'est pas l'Union nationale qui a découvert la pénicilline, la streptomycine, la cortisone, mais je dis que, malgré ces découvertes, jamais les malades de la province de Québec n'en auraient bénéficié si le gouvernement actuel avait suivi la politique des gouvernements libéraux précédents.

Niera-t-il les 16,000 lits additionnels dans les hôpitaux, l'hospitalisation gratuite des tuberculeux, les soins gratuits aux cancéreux et aux aliénés mentaux? Prétendra-t-il que tout cela n'a servi à rien? Nous avons inauguré un système qui a permis aux malades de bénéficier des nouveaux remèdes. Il n'y a pas que cela que nous n'avons pas inventé. En bâtissant 2,000 écoles, l'Union nationale ne se vante

pas d'avoir inventé les briques. Nous ne prétendons pas avoir fait pousser les arbres, avoir créé les cultivateurs, les étudiants. Ce n'est pas l'Union nationale qui a inventé les mines, l'agriculture, les richesses naturelles dans la province de Québec. Tout cela existait à notre arrivée au pouvoir, mais ce qu'il fallait pour mettre toutes ces richesses en valeur, c'était un chef de gouvernement, désireux d'assurer le progrès, c'était une main guidée par un cerveau; et avant le gouvernement provincial actuel, nous ne l'avions pas cette main.

Il y a d'autres choses qui nous ont fait sourire dans les discours prononcés par nos amis d'en face. On dit qu'il fallait changer l'atmosphère dans la province de Québec parce que l'air y était vicié. Je ne sais pas, M. l'Orateur, si vous êtes amateur de pêche et de chasse, mais en vous promenant dans le bois, il vous est certainement arrivé de soulever un arbre mort; à l'instant même, une multitude de petites bestioles se sont mises à se sauver. Le soleil leur fait peur; la lumière, c'est vicié pour elles, elles ne peuvent souffrir l'air pur. Quand j'entends des gens de l'opposition faire des déclarations comme celle que j'ai rapportée, je ne peux m'empêcher de les assimiler à des anaérobies, ces petits organismes qui ne supportent pas l'air pur.

J'ai été surpris d'entendre le député de Richmond (M. Lafrance) demander à quoi servira l'autonomie politique si nous n'avons pas l'autonomie économique. Dans la bouche d'un député libéral, cette déclaration est suave et savoureuse. L'autonomie des libéraux, ça me fait rire. Pour eux, au lieu d'être un principe solide, immuable, l'autonomie c'est mobile, ça change de place. Depuis quelque temps, son activité est conditionnée par la façon d'agir du gouvernement, qui se modifie suivant les circonstances et les considérations de parti.

Ceux qui prétendent que l'autonomie ne se mange pas, voient par contre de l'autonomie partout, mais à leur façon. Au moment où nous commençons à secourir nos universités, nos écoles nos commissions scolaires, nos conseils municipaux, tout de suite ils affirment que l'autonomie de ces institutions est en danger. Les libéraux prétendent qu'en accordant des octrois aux commissions scolaires et aux municipalités, le gouvernement de Québec les avait menottées. Mais les corps publics ont réclamé eux-mêmes ces octrois. Mais quand le fédéral veut s'immiscer dans notre domaine de l'enseignement au lieu du gouvernement provincial, alors ce n'est rien, car le Québec est une province comme les autres. Ils ne voient aucun danger pour l'autonomie.

Non, le Québec n'est pas une province comme les autres, et je veux protester contre la déclaration du député de Richelieu (M. Cournoyer). Notre province ne réclame pas de traitement de faveur; elle veut être traitée comme les autres; mais elle n'est pas comme les autres. Elle veut être traitée comme les autres, mais en gardant son caractère propre si l'on veut qu'elle reste un actif pour le pays tout entier. Le député de Saint-Maurice a déclaré: "Autonomie, autonomie, que de crimes on commet en ton nom!" Oui, autonomie, autonomie, que de sottises on commet en ton nom.

L'opposition n'aurait jamais dû brosser ce tableau sombre de la situation dans la province de Québec. Elle a fait des comparaisons et quand on fait des comparaisons, pourquoi n'a-t-elle pas tenu compte honnêtement de toutes les circonstances que peuvent expliquer telle ou telle chose? Pourquoi ne jamais comparer qu'avec l'Ontario? Est-ce qu'il n'y aurait que l'Ontario au-dessus de nous? Ce ne serait déjà pas si mal, puisqu'il y aurait huit provinces derrière nous.

Mais pourquoi ne pas faire de comparaison avec ce qu'il y avait il y a 10 ans? Pourquoi ne pas se demander plutôt si nous avons avancé? Et si l'on constate un petit retard dans certains domaines, ne serait-il pas bon d'en rechercher les causes? Pourquoi ne pas chercher dans le passé les raisons pour lesquelles nous restons en arrière de l'Ontario? Avant l'Union nationale, la province de Québec avait non seulement une jambe cassée, mais les deux jambes paralysées. Dix ans, 15 ans d'administration, c'est très court. En une journée, on ne peut guérir un grand malade atteint depuis 40 ans, 50 ans.

C'est probablement pour respecter l'autonomie des bûcherons que les régimes libéraux les ont laissés crever de faim autrefois. C'est probablement pour respecter l'autonomie des mères de famille nécessiteuses qu'ils ne sont pas venus à leur aide. Et que dire de leur façon de respecter l'autonomie des vieillards et des aveugles en les privant d'allocations! Mais l'électrification rurale, ça c'est un accroc à l'autonomie des campagnes. C'est probablement pour respecter l'autonomie des rangs et paroisses qu'on n'a pas voulu donner l'électricité aux cultivateurs.

Pourtant, 2,000 familles de Charlevoix qui s'éclairent à la lumière depuis la loi de l'Union nationale remercient le gouvernement de leur avoir donné l'électricité. Deux coopératives d'électricité ont été bénies dernièrement à l'Île-aux-Coudres et à Sainte-Catherine: elles remercient aussi le gouvernement. Avec sa politique de voirie, le

gouvernement de l'Union nationale s'est permis, bien entendu, de porter atteinte à l'autonomie des campagnes; mais ce que je trouve curieux, c'est qu'il n'y ait pas un orateur libéral à parler sans demander qu'on fasse des travaux de voirie dans sa circonscription. Pour respecter l'autonomie des étudiants, sans doute, nous aurions dû refuser les milliers de bourses d'études que nous leur avons accordées. C'est une atteinte à l'autonomie des accidentés du travail que de leur avoir laissé le choix libre de leur médecin et de leur avoir donné une clinique de réhabilitation, jugée unique au monde par les experts, où 1,500,000 traitements ont été donnés. Et après le traitement, ces accidentés reçoivent un salaire. C'est probablement pour respecter leur autonomie que les libéraux leur refusaient le droit de se choisir un médecin.

Les libéraux font des comparaisons entre l'Ontario et le Québec sur une base injuste et essaient de dénigrer notre province; ça laisse une impression désagréable. Pourquoi pas faire remonter ces comparaisons jusqu'à il y a 10 ans? Si nous sommes inférieurs à la province voisine en certains domaines, pourquoi ne pas noter que nous avons fait de grands progrès sur elle dans d'autres? On a dit que les salaires payés au Québec sont plus bas qu'ailleurs. Mais les salaires payés aux ouvriers de nos industries qui mettent en valeur nos ressources naturelles sont mieux payés que ceux des autres provinces. Les plombiers de Montréal reçoivent en général des salaires supérieurs à ceux de Toronto. Chaque fois qu'il y a une amélioration, ça ne dépend pas du gouvernement provincial, c'est une victoire libérale.

Mais si la situation, dans la province de Québec, était aussi terrible qu'on nous la dépeint, comment expliquer que les électeurs ont réélu le gouvernement de l'Union nationale? Les orateurs libéraux ont pourtant promis ciel et monde. Ils avaient dit: "Nous allons augmenter les allocations des mères nécessiteuses".

Nos gens ne sont pas des imbéciles. Mais la population n'a pas oublié qu'au lieu de les augmenter, ils les ont diminués en prenant le pouvoir. En 1939, quand ils ont pris le pouvoir pour la dernière fois, la moyenne des pensions était de \$40; le gouvernement libéral l'a fait tomber à \$26. Le peuple sait aussi ce qu'il faut penser des promesses électorales des libéraux.

On s'applique à prétendre que lorsqu'il y a une amélioration quelque part, ce n'est pas le gouvernement qui en est responsable. J'ai même vu dans un journal que la formation du comité des relations industrielles est un gain pour les libéraux.

La vérité encore, c'est que lorsque nous avons repris le pouvoir, la province était une grande malade. Pouvait-on espérer que nous guérissions en une journée une malade qui avait été alitée pendant plus de 40 ans? Ceux qui font le plus de promesses, dans l'opposition, aujourd'hui, sont les descendants de ceux qui, arrivés au pouvoir, diminuaient les pensions et réduisaient le nombre des prêts aux cultivateurs.

C'est un premier ministre libéral qui a augmenté le taux d'intérêt des sommes prêtées aux cultivateurs. Aussitôt le nombre de prêts a diminué; il a baissé de 80 %⁵. En 1944, quand nous avons repris le pouvoir, le nombre des prêts a dépassé celui de 1939. Les libéraux viennent promettre des augmentations et, quand ils arrivent au pouvoir, c'est une diminution. Ça ne prend plus. On dit dans Charlevoix: "Ne laissons pas les libéraux faire ce qu'ils n'ont pas voulu faire; laissons l'Union nationale faire ce que nous lui demandons". Les électeurs du Québec continuent à faire confiance au gouvernement actuel.

J'ai reçu dernièrement la visite d'un organisateur libéral. Cet organisateur m'a demandé conseil sur la façon d'améliorer le sort de son parti pour que les libéraux puissent reprendre un jour le pouvoir à Québec. Je me suis permis de lui donner certains conseils, après lui avoir fait remarquer que s'il les suivait, la province se tournerait peut-être de leur côté dans 20 ans. Sinon, cela pourrait aller à 25 ans! Je lui ai conseillé tout d'abord de changer de chef.

Vous pourriez confier la direction du parti soit au député de Verdun (M. Ross), soit au député de Verchères (M. Dupré). Le chef de l'opposition (M. Lapalme) pourrait être utilisé comme chef d'orchestre, le député de Jeanne-Mance (M. Dupuis) comme tambour, le député du Témiscamingue (M. Goulet) pour s'occuper des bourses, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) pour prendre soin des universités, le député de Richmond (M. Lafrance) comme pointeur des absences à l'entrée de la Chambre, le député de Wolfe (M. Lemieux) pour s'occuper de la santé.

(Rires de toute la Chambre)

Et malgré tout cela, je crains bien que nos amis d'en face soient obligés de compter les jambes et les bras pour être au moins quatre à revenir en Chambre, après les prochaines élections.

M. Caron (Maskinongé): Le chef de l'opposition s'est apitoyé sur le départ de M. Marler à Ottawa. Je comprends qu'il regrette le départ de

l'ancien député de Westmount. Il (M. Marler) était le dernier pilier qui supportait les ruines chancelantes de l'édifice du Parti libéral.

Le chef de l'opposition, durant deux heures, nous a entretenus de l'autonomie provinciale. Il a tenté, en cette Chambre, dans son discours sur l'adresse, de faire croire que l'autonomie faisait partie intégrante de la politique libérale. Pourtant, le même chef de l'opposition a déjà tenu des propos qui démontrent qu'il ne prenait pas tellement au sérieux ce problème primordial.

Il a nié avoir demandé ce que l'autonomie mangeait l'hiver. Deux électeurs du comté de Montcalm avec qui j'en causais hier me rappelaient justement, ces jours derniers, à mon bureau, les paroles qu'avait prononcées le chef de l'opposition en présence du député de Montcalm (M. Tellier), en 1948, lors d'une assemblée contradictoire dans ce comté. Ces deux électeurs m'ont affirmé que le chef actuel de l'opposition, alors député fédéral de Joliette-L'Assomption-Montcalm, avait bel et bien demandé: "Mais la 'totonomie', qu'est-ce que ça mange, cela?"

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. J'ai déjà fait une mise au point là-dessus et on ne peut faire indirectement ce qu'on ne peut faire directement. Je répète ce que j'ai dit hier dans cette Chambre, à l'effet que je n'ai jamais dit pareille chose. On doit prendre la parole d'un député de cette Chambre. J'ajouterai aujourd'hui que je n'ai jamais prononcé même le mot de "totonomie" que l'on m'attribue. Et j'aimerais mieux en référer au député de Montcalm (M. Tellier), puisque c'est en sa présence que j'aurais prononcé de telles paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette que le député de Montcalm (M. Tellier) ne soit pas à son siège, mais je puis affirmer qu'il a dit devant moi que le chef de l'opposition avait bien tenu les propos qu'on lui prête.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est ajouter l'insulte à l'injure. Voilà qu'on recourt au oui-dire.

(À ce moment entre en Chambre le député de Montcalm, M. Tellier)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, le député de Montcalm pourra confirmer ce qu'il vient de dire lui-même.

M. Tellier (Montcalm): Je me souviens que, lors de l'assemblée contradictoire qui a suivi la mise en nomination de Sainte-Julienne, le chef-lieu de mon comté, en 1948, il a été précisément question de l'autonomie dans le discours du chef actuel de l'opposition. Et il disait: "L'autonomie, ou plutôt la "totonomie", qu'est-ce que ça mange l'hiver?", avait-il demandé à la foule. Je me rappelle lui avoir répondu: "L'autonomie, en été comme en hiver, ça mange le Parti libéral".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je regrette d'avoir à contredire le député de Montcalm, qui est un de mes amis. Je réaffirme que je n'ai jamais parlé de "totonomie" à cette assemblée. C'est un mot que j'ai entendu, mais je ne l'ai jamais prononcé. Ce que j'ai dit, c'est que j'avais lu un jour dans un journal un article où l'auteur demandait justement ce que l'autonomie apportait à manger, et j'ai répondu: "Aux invalides et aux autres, à ceux qui ne reçoivent pas d'autre pension, c'est ça qu'on leur donne à manger".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de se rétracter parce qu'il n'a pas le droit de mettre en doute la parole du chef de l'opposition⁶.

M. Caron (Maskinongé): Concernant les méthodes électorales de l'Union nationale dans Compton, le député de Richmond (M. Lafrance) a prétendu qu'on s'était efforcé d'amadouer l'électorat de ce comté avec des présents de toutes sortes et des travaux de voirie, que celui-ci n'avait sûrement pas voté pour l'impôt provincial pour la législation ouvrière, ni pour la tolérance des débits de boisson.

L'électorat de Compton a voté pour l'Union nationale parce qu'il comprend les problèmes qui se posent dans l'administration. J'ai parcouru le comté au cours de cette élection complémentaire. Contrairement à ce que dit le député de Richmond, je n'y ai pas vu une seule goutte de boisson. Ce que les libéraux voudraient, c'est que le gouvernement cesse toute aide gouvernementale en période électorale. On a parlé des pseudo méthodes machiavéliques de l'Union nationale pour capter le vote populaire. S'il y a un parti qui recourt à ces méthodes, au contraire, c'est bien le Parti libéral. J'ai commencé moi-même dans ce parti. J'ai désavoué sa manière de procéder et c'est la raison pour laquelle je l'ai quitté afin d'adhérer à l'Union nationale.

J'ai fait mes premières armes dans le Parti libéral. On m'avait dit, lors d'une élection alors que

j'étais étudiant et que l'on m'avait demandé de travailler pour le Parti libéral, un organisateur en chef qui était un personnage important, un conseiller législatif, m'avait alors donné ce conseil: "Promets n'importe quoi, il n'y a rien que tu ne peux pas promettre pour le lendemain de l'élection!". Une femme est venue me voir et a dit: "Mon mari a volé le boulanger. On crève de faim. C'est le régime des pitons. Mon mari est en prison".

Je réfèrai le cas à l'organisateur en chef en disant que j'avais promis une réponse pour le lendemain matin. Il m'a dit: "Ne promets jamais pour la date de l'élection mais toujours pour le lendemain!". Voilà comment les libéraux pratiquent l'honnêteté et la justice! J'ai été témoin de choses où il fallait faire boire aux gens du whisky, et l'alcool ne venait pas de la Commission des liqueurs du Québec, c'était des produits de la contrebande venant des Îles Saint-Pierre-et-Miquelon. On savait qu'en se saoulant, ils perdraient la tête et qu'en perdant la tête, ils voteraient pour les libéraux. J'ai été tellement écœuré de cette tactique que j'ai quitté les rangs du Parti libéral.

Les amis d'en face voudraient que, lors d'une élection, tout soit paralysé. Dans la politique de l'Union nationale, on fait des travaux avant, pendant et après les élections. J'en viens à parler du discours du député de Saint-Maurice (M. Hamel). Il a voulu donner l'impression d'un discours fouillé, mais il a beaucoup plus fouillé dans son discours. Il a cité un philosophe du XVIII^e siècle qui a dit: "Vous voulez savoir comment va le monde? Cherchez le peuple". C'est ce que nous avons fait dans Compton. C'est ce que nous ferons en 1956 ou 1957 avec toujours une réponse affirmative en faveur de l'Union nationale.

Le député de Saint-Maurice se scandalise sur l'énorme fardeau des taxes qui pèse sur le contribuable québécois. Il a reproché au gouvernement de trop taxer. Il voit une paille dans l'œil de son voisin mais ne voit pas la poutre dans le sien. Du montant des taxes payées par le contribuable québécois, le gouvernement retire 23 % des taxes tandis que 77 % s'en vont au gouvernement central. La paille est bienfaisante pour l'électorat de la province. Du temps des amis d'en face, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils en percevaient des taxes!

On se demande où allait l'argent dans ce temps-là. Avec ces taxes, le gouvernement de l'Union nationale a réalisé de nombreuses œuvres bienfaisantes. L'argent est aujourd'hui réparti également dans tous les comtés de la province. Le peuple est heureux de payer des taxes au gouvernement de l'Union nationale et de contribuer

aux progrès dans la province. Si Québec avait sa part, le gouvernement qui fait déjà tant pourrait en faire davantage et corriger les quelques lacunes qu'il ne peut faire parce qu'on lui enlève les sommes qui lui sont dues. Le tout se résume à une question de juste répartition des impôts. C'est donc bien l'autonomie qui est la clé de voûte de tout. Les régimes libéraux antérieurs ne peuvent en dire autant.

Le député de Saint-Maurice peut-il honnêtement dire à cette Chambre que les libéraux sont meilleurs administrateurs que l'Union nationale? Il ne peut pas le dire, car il a souvent dit le contraire. Il a dit: "Mon expérience de quatre années aux Communes", disait-il en 1949, "m'a convaincu davantage que seuls les députés qui ne sont pas inféodés aux vieux partis peuvent protéger efficacement les intérêts matériels et culturels de notre groupe ethnique". Il disait encore:

"Je suis indépendant parce que je crois qu'aucun député inféodé aux partis n'est capable d'être fidèle à son mandat, surtout quand il s'agit du peuple canadien-français, parce que les deux partis sont sous la tutelle de l'élément anglo-saxon". Voici une autre parole du député de Saint-Maurice: "Plus une province se donne aux libéraux, plus son revenu est bas".

Le Québec illustre particulièrement bien cette affirmation. Comment vouloir alors prétendre aujourd'hui que la province devrait changer d'allégeance politique? Je regrette que le chef de l'opposition, en apprenant cela, soit pâle de frayeur. Et voulez-vous savoir ce qu'il pensait de l'autonomie? Écoutez le député de Saint-Maurice aux Communes: "Je ne suis pas partisan de l'Union nationale, mais je ne puis m'empêcher d'approuver l'attitude du premier ministre de la province de Québec sur son refus de sacrifier l'autonomie de sa province dans cet important secteur du domaine fiscal".

M. Hamel (Saint-Maurice): C'était en 1946?

M. Caron (Maskinongé): Oui. Son jugement me paraît avoir été beaucoup plus sûr dans ce temps-là qu'il ne l'est aujourd'hui. Il était injuste de se baser sur le pourcentage comparé d'autos par personne dans les diverses provinces pour établir l'infériorité de notre niveau de vie. Nos familles sont plus nombreuses que celles des autres provinces. D'ailleurs, trop d'autos dans le milieu rural est une cause de désunion dans les familles. C'est une bonne chose qu'il n'y en ait pas trop.

Je représente un comté agricole. Chaque dimanche, je vois dans les paroisses, aux portes des églises, des gens qui se servent de leurs tracteurs pour se rendre à la messe. Ça ne paraît pas aussi bien qu'une automobile rutilante, mais les cultivateurs ont plus d'argent dans leur bas de laine, plus d'argent à la banque et ils ont beaucoup plus de bonheur au foyer. Le peuple continuera sa confiance en l'Union nationale pour le plus grand bien des électeurs de la province.

Un député de l'opposition: Et une Cadillac.

M. Noël (Frontenac): J'ai lu attentivement le discours du trône et il n'y a rien qui soit de nature à encourager les cultivateurs et les ouvriers. À lire ce document, on croirait qu'il décrit l'état de choses dans une autre province que la nôtre. Les ministériels manquent de sérieux dans leurs déclarations en Chambre.

La majorité du député de Compton, dont le gouvernement se vante, si l'on tient compte des autres élections complémentaires, n'a été augmentée que de 1,000 voix et indique une popularité décroissante de l'Union nationale. Le gouvernement Duplessis a perfectionné, au lieu d'avoir mis de côté, les méthodes électorales qu'il reprochait aux anciens régimes. J'ai aussi connu les méthodes de l'Union nationale et elles ont atteint un degré de raffinement de nature à tromper la population.

Il (M. Noël) rappelle certaines promesses dont il a eu connaissance dans le comté de Compton et qui constituaient véritablement un achat de consciences. Il accuse les organisateurs de l'Union nationale d'avoir servi de la boisson dans les comités.

Si le député de Maskinongé (M. Caron) a quitté le Parti libéral parce qu'il était dégoûté de ses tactiques électorales, c'est pour la même raison que j'ai quitté l'Union nationale. Le député de Maskinongé a dit que le fait qu'il y ait trop d'automobiles chez les cultivateurs est une cause de désunion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie que le député de Maskinongé ait dit cela au sujet des cultivateurs. Sa remarque, dit-il, s'adressait à la population en général.

M. Noël (Frontenac): Le député de Maskinongé n'a pas de leçons à donner aux cultivateurs à ce sujet. L'automobile est un instrument de progrès et le cultivateur en a besoin comme les autres.

Il (M. Noël) examine la situation des cultivateurs du comté de Frontenac au point de vue économique par la mévente des produits agricoles et la récolte désastreuse de cette année. L'industrie de la pulpe et du papier est loin d'être prospère dans la région. Les cultivateurs et les colons n'ont pas pu se reprendre, dit-il. Plusieurs ont été obligés de vendre du bois pris sur la réserve forestière de leurs fermes, mais les commerçants leur paient environ \$8 à \$10 la corde de bois de pulpe.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Qui achète le bois? Les compagnies ou des particuliers? Plusieurs cultivateurs vendent parfois à des acheteurs privés qui revendent ensuite aux compagnies sans être au courant des prix du marché. Le prix du bois de pulpe n'est pas aussi bas que cela. Il est plutôt de \$14, \$15 ou \$16 et plus. Si le cultivateur vend à perte, ce n'est pas la faute du gouvernement.

M. Noël (Frontenac): Je suis prêt à accepter la parole du ministre, mais chez nous, le bois ne se vend pas plus de \$10 et il est acheté par des agents de compagnies. Si le ministre trouve des acheteurs prêts à payer un prix plus élevé, qu'il les envoie et ce sera une bénédiction. Mais ce n'est pas seulement dans la vente du bois de pulpe que le cultivateur est désavantagé; le cultivateur perd de l'argent dans la vente de ses animaux. J'ai fait une enquête minutieuse sur les revenus et dépenses des cultivateurs.

En général, il y a eu un déclin considérable dans les prix au point que leurs revenus moyens étaient tombés de \$1,695 qu'ils étaient en 1953, à \$1,425 cette année dans mon comté. Un agronome, qui a fait une enquête analogue, a trouvé qu'il était de \$3,288. Mais cette enquête n'a été faite que chez de gros cultivateurs qui sont entrés dans les concours de fermes, soit environ 25 par paroisse, alors qu'il y a 200 cultivateurs. La classe agricole doit compter sur le bois pour se faire un revenu additionnel. Je regrette que le gouvernement ne soit pas intervenu pour protéger les colons comme il l'a fait pour protéger les propriétaires de journaux. Le prix du bois est trop bas et cela serait dû à la stabilisation du prix du papier par le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! À maintes reprises, je suis intervenu pour faire augmenter les prix du bois.

M. Noël (Frontenac): Je tiens compte de la déclaration du premier ministre, mais je dis que le

revenu que les cultivateurs retirent de leur bois est encore inférieur à ce qu'il devrait être. Plusieurs ont été obligés de vendre du bois pris sur la réserve forestière de leurs fermes à \$10 la corde. La récolte a été mauvaise cette année, il y a eu des orages de grêle qui ont causé pour au moins \$10,000 de dommages aux érablières. Je demande au ministère de l'Agriculture de se porter au secours de ces gens éprouvés par la nature.

Il (M. Noël) réclame la diminution du prix de la licence pour les tracteurs, les camions et les autos des cultivateurs. On ne devrait pas mettre la voiture du cultivateur, dit-il, au même rang qu'une voiture de luxe, car il en a besoin à cause des distances qu'il doit parcourir.

Le gouvernement devrait soit enlever la licence ou en diminuer le prix considérablement. Un autre item au passif du cultivateur, c'est l'augmentation des taxes municipales causée par une hausse de l'évaluation et une augmentation des charges, par la construction de nouvelles écoles, qui pèse lourdement sur les agriculteurs.

Le gouvernement aide bien pour la construction des écoles, dit-il, mais les cultivateurs supportent eux-mêmes une partie des charges. Le gouvernement devrait indemniser les cultivateurs dont la récolte a été endommagée par la grêle ou dont le troupeau souffre de l'épidémie de brucellose. Cette maladie compromet l'entreprise agricole dans Frontenac. Il (M. Noël) réclame une indemnité pour les cultivateurs qui ont fait des pertes de ce fait.

Des mémoires présentés devant la commission Tremblay disent que, dans la province de Québec, on ne dépense que \$1,136,839 pour l'enseignement agricole et \$99,971 pour les recherches, alors qu'en Ontario, on dépense \$3,000,000 pour l'enseignement agricole et \$600,000 pour les recherches. Comment, en pareille circonstance, notre agriculture peut-elle aller de l'avant et comment nos cultivateurs peuvent-ils rencontrer la concurrence?

Le discours du trône dit pourtant que l'agriculture est "l'industrie fondamentale de la province de Québec". Alors pourquoi faire si peu? D'après le mémoire de l'Union des conseils de comtés, c'est à cause de ces raisons que nous avons moins de cultivateurs aujourd'hui en 1954 que nous n'en avions en 1901. Le directeur du *Devoir*⁷ dit qu'aux Indes le communisme est parfois plus répandu dans la classe agricole que chez les ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ridicule!

M. Noël (Frontenac): Je n'y suis jamais allé ni le premier ministre non plus; mais on assiste présentement à une désertion des terres par leurs propriétaires qui peut devenir dangereuse. La propriété agricole baisse: il y a certainement là un indice que quelque chose ne va pas. En 1944, 8 % du budget était consacré à l'agriculture; aujourd'hui, on ne lui en consacre qu'un peu plus de 4 %. N'est-ce pas une preuve de l'esprit de routine qui règne au ministère de l'Agriculture?

(Quelques protestations s'élèvent sur les bancs ministériels)

M. Noël (Frontenac): Je cite de mémoire, mais les protestations ne changent rien à la situation. Le gouvernement néglige la classe agricole. Je ne dis pas qu'il ne s'en occupe pas, mais qu'il ne fait pas pour elle tout ce qu'il devrait faire. Il me semble qu'il pourrait faire davantage pour que l'on n'assiste pas aux banqueroutes répétées que l'on voit ces temps-ci. Il faut que le gouvernement adopte le plus tôt possible une loi de conventions collectives pour la mise sur le marché des produits agricoles. MM. Héon et Marion⁸ sont allés étudier en Europe la situation; j'espère qu'ils reviendront à temps pour présenter leur rapport pour qu'on puisse le discuter avant la fin de la session.

Au chapitre de l'industrie laitière, le gouvernement ne fait pas assez. Les autorités provinciales n'auraient jamais dû supprimer la prime à la production du fromage qui permet au cultivateur ontarien de vendre son fromage de 4 à 5 cents plus cher que dans le Québec. Qu'arriverait-il du prix du beurre si le gouvernement fédéral n'en soutenait pas le prix à 58 cents la livre? Malgré toutes les lois du gouvernement, nous assisterions à un désastre. Le gouvernement devrait faire quelque chose pour permettre aux cultivateurs de se procurer des engrais chimiques à meilleur marché. Ils se vendent \$58 la tonne; c'est trop cher, prohibitif; on devrait les vendre de \$25 à \$30; ce serait suffisant. Le gouvernement a enlevé la gratuité scolaire, ce qui est un autre facteur qui grève le budget du cultivateur. On devrait rétablir la gratuité des manuels scolaires.

M. Pinard (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Joseph E. L. G. Clermont

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 changeant le nom de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Grand'Mère

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la charte des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adoption de Marie Françoise Blanchet

M. Bédard (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant l'adoption de Marie Françoise Blanchet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

New Apostolic Church of North America

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 constituant en corporation la New Apostolic Church of North America soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Joseph André Maurice Boutet

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 changeant le nom de Joseph André Maurice Boutet en celui de Joseph André Maurice Gravel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Jules Prentovitch

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 changeant le nom de Jules Prentovitch en celui de Jules Prentovitch-Desjardins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Tibère Kallos

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tibère Kallos à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe d'éducation à
Saint-Gabriel-de-Brandon**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Hôpital de l'Espérance
de Saint-Laurent**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 constituant en corporation l'hôpital de l'Espérance de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Monastère des Augustines
hospitalières de Lévis**

M. Poirier (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hôtel-Dieu de Lévis

M. Poirier (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Beth Aaron

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 constituant en corporation Congregation Beth Aaron soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Beth-El

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 constituant en corporation Congregation Beth-El soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Alfred Bromirski

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 changeant le nom de Alfred Bromirski *et uxor* en celui de Alfred Brome soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession
Adélaré Desrosiers**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 conférant des pouvoirs plus étendus aux exécuteurs testamentaires de feu l'abbé Adélaré Desrosiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Testament de
Lady Amy Redpath Roddick**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant les testament et codicille de feu Lady Amy Redpath Roddick soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Dominion Tar
& Chemical Co. Ltd.**

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 concernant The Dominion Tar & Chemical Company Limited et le village de Delson, comté de Laprairie, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Gaston Gagnon**

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant la succession de feu Gaston Gagnon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Pont-Viau**

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
de Romain Joron**

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant la succession de Romain Joron soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**J. M. J. Boyer
de la Giroday**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Compton (M. French), dont elle a été saisie jeudi le 18 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Pinard (Drummond)⁹: La loi des liqueurs n'est pas observée dans mon comté. Cette loi prévoit des sanctions plus sévères, depuis les derniers amendements, mais son application n'est pas la même pour tout le monde. Il existe dans mon comté une foule d'établissements que l'on appelle "Les petits Canots" où la loi des liqueurs est violée 24 heures par jour. On dirait que, dans les comtés de l'opposition, il y a plus de ces endroits que dans les autres. C'est une situation à déplorer, et les nombreuses requêtes envoyées au premier ministre et procureur général n'ont aucun effet, pas plus que celle de la Ligue de moralité et des Ligues du Sacré-Cœur portant 800,000 noms. La situation ne change pas.

Il se joue une triste comédie car les descentes de la police des liqueurs ont toujours lieu dans les mêmes endroits. Chaque fin de semaine, il y a la parade des "trouvés" dans les débits clandestins, deux fois par semaine, en cour de justice. À Drummondville, il y a un hôtel qui n'a que deux ou trois chambres mais où on vend, jour et nuit, sans licence, des boissons alcooliques. Un établissement de L'Avenir, qui porte une enseigne d'hôtel, sans répondre aux exigences de la loi, un établissement qui n'a pas 20 chambres et encore moins de permis pour vendre des liqueurs, mais qui a bar ouvert jour et nuit. Des descentes se font régulièrement à cet endroit. Des personnes de bonne foi, des touristes américains de bonne foi, qui croyaient avoir droit de prendre de la boisson dans cet hôtel, ont été ramassés comme les autres par la police des liqueurs. Nous avons fait pression au département du procureur

général pour faire fermer ce débit clandestin. Cet hôtel se fiche des plaintes qu'on porte. Quand ça a commencé à chauffer, le propriétaire a changé de nom. Et les changements de propriétaires se succèdent. Par bout de temps, ça arrive parfois à toutes les semaines. Malheureusement, la situation ne change pas.

La loi impose une amende pour la première offense et la prison pour la seconde. Mais on joue la comédie. Malgré cela, la répression contre les délinquants n'est pas assez ferme; et contrairement à la loi, il arrive que des gens soient arrêtés jusqu'à 18 fois, sans même passer une heure en prison. La législation est claire. Ou le nombre des policiers est insuffisant pour la faire respecter, ou ils ne font pas leur devoir. Je dis que ça, c'est encourager le vice. Faut-il que le commerce des boissons soit payant, pour que les propriétaires d'hôtel soient toujours résignés à l'amende! Cela doit être joliment payant de vendre ainsi de la boisson parce que, dans certains cas, le propriétaire a payé les amendes de ceux qui ont été trouvés dans son établissement. Cela doit être aussi joliment payant pour la caisse électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le député me donne le nom de l'hôtellerie en question et j'y verrai personnellement.

M. Pinard (Drummond): Je n'ai pas de noms à donner. Le premier ministre est procureur général et il peut savoir facilement de qui je parle. Il doit être au courant de la situation dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province a 611,000 milles carrés, je ne puis être partout et je ne peux pas savoir tout ce qui s'y passe. Quand on porte plainte comme le fait le député, on doit être capable de donner des noms. Mais encore une fois, qu'on me donne des noms et j'y verrai. Est-ce à L'Avenir que cela se passe ou à Drummondville?

M. Pinard (Drummond): Il y a des "Petits Canots" à L'Avenir, à Saint-Nicéphore, à Notre-Dame-du-Bon-Conseil et un peu partout le long des routes partout dans le comté. J'invite le premier ministre à venir se rendre compte lui-même de la situation en passant par la route Trans-Canada qui n'est pas terminée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne fréquente pas ces endroits-là. Tout ce que je veux, c'est d'avoir des noms. Lors du débat sur les

crédits du procureur général, on pourra parler tout à loisir sur le sujet. Je vous invite à parler de cela dans ce temps-là. Pour ma part, je produirai les témoignages et les compliments des plus hautes autorités religieuses, qui nous félicitent de la façon dont la loi des liqueurs est administrée.

M. Pinard (Drummond): Je parle d'une requête signée par 800,000 personnes qui demandent un changement à la situation actuelle. Et le premier ministre me demande des noms. Des débits clandestins, il y en a partout dans la province. Ce sont généralement de petits restaurants où l'on peut avoir une bouteille, une douzaine de bouteilles et même une caisse complète. S'il y a assez d'officiers de la Commission des liqueurs, il n'y en a certainement pas assez qui font leur devoir. La situation se résume bien: ou la loi est observée ou elle ne l'est pas. Dans ce dernier cas, le nombre des policiers n'est pas suffisant ou ils ne font pas leur devoir. La loi est claire et il est facile de la faire observer si on le veut. Les accidentés du travail ne sont pas satisfaits de ce qu'ils reçoivent ni de la façon dont sont faites les enquêtes.

Il (M. Pinard) réclame une commission d'appel pour les accidentés du travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est une question qui pourra être soumise à la Commission des relations industrielles. Il y a une loi sur l'ordre du jour. Le député parlera de cela quand nous la discuterons.

M. Pinard (Drummond): Je ne parle pas de loi des accidents du travail, mais de la façon dont l'indemnité est calculée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député veut parler des enquêtes après les accidents. Il ne s'agit pas de la loi elle-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cela relève de la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Laissons le député nous dire ce dont il s'agit. Nous verrons ensuite...

M. Pinard (Drummond): L'accidenté se plaint de ne pas savoir quelle indemnité il recevra. Il n'est pas satisfait non plus du mode d'enquête. Tout est à la discrétion du médecin examinateur de la Commission. Je trouve arbitraire que la décision du

médecin fasse loi. Ce rapport diffère souvent de celui d'un autre médecin. Pourquoi ne pas créer un tribunal d'appel devant lequel l'accidenté pourrait interjeter appel de la décision dudit médecin?

L'honorable M. Barrette (Joliette): La décision de la Commission n'est jamais finale. Au bout d'un an, l'accidenté a droit à un autre examen et autant de fois qu'il est nécessaire. Je vois personnellement à faire rendre justice dans tous les cas.

M. Pinard (Drummond): Je voulais dire que la décision rendue était sans appel. On devrait donner à l'accidenté la même liberté qu'au justiciable qui a droit d'appel. Le gouvernement remplace peu à peu les tribunaux par des commissions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on donnait cet appel à l'accidenté, il faudrait le donner aussi à l'employeur, et les procédures seraient longues, au bénéfice des avocats. Une commission d'appel changerait le but de la loi. On s'y objecte pour empêcher l'intervention de certains avocats qui finissent par se prendre pour les victimes. Finalement, il ne reste plus d'argent pour les accidentés. De toute façon, nous aurons un comité parlementaire des relations ouvrières. Le bill amendant la loi des accidents du travail lui sera soumis et si on désire y inclure le droit d'appel, on pourra le faire; je n'ai pas d'objections.

M. Pinard (Drummond): Il y a 3,000 chômeurs à Drummondville, où l'industrie textile périlite. De nombreux pères de famille assez âgés, qu'on a mis à pied, ne peuvent obtenir d'ouvrage ailleurs. Je me demande si une commission parlementaire ne pourrait pas trouver un remède à cette situation anormale du chômage. Les ouvriers de Drummondville, dont plusieurs ont des familles nombreuses, sont aux abois et les marchands ne peuvent presque plus accorder de crédit. Il y a présentement 74,342 chômeurs dans la province de Québec.

Comme remède à la situation alarmante, pourquoi ne pas faire des travaux publics comme le parachèvement de la route Trans-Canada? On donnerait un ouvrage rémunérateur aux chômeurs. Il est malheureux que ce projet, lancé sous le Parti libéral, ait été abandonné sur les planches. En plus de donner du travail aux chômeurs, le parachèvement de cette route provoquerait un développement considérable au point de vue agricole et industriel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas prêt à dire que c'est la route Trans-Canada. Et le chômage est de juridiction fédérale, depuis que la Constitution a été amendée. Le premier ministre Adélard Godbout a cédé à Ottawa, par une simple lettre, les pouvoirs de la province à ce sujet et il a également cédé nos droits à l'assurance-chômage. Nous savons que l'industrie textile est dans une situation intenable, mais c'est à Ottawa d'y voir. Le chômage est donc un problème fédéral.

M. Pinard (Drummond): Le gouvernement de Québec a de l'argent pour remédier au chômage. Il y a une taxe sur les boissons dans ce but.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette taxe a été imposée avant 1930, mais elle a été abolie depuis.

M. Pinard (Drummond): Non, cette taxe n'a jamais été abolie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce ne fut pas une taxe, mais une charge de 10 cents par bouteille.

M. Pinard (Drummond): La province perçoit une taxe sur les liqueurs alcooliques pour remédier au chômage. L'article 31 des statuts refondus dit qu'une taxe de 5, 10 et 15 cents est imposée sur chaque bouteille de boisson, selon son litrage, pour remédier au chômage. D'après les *Comptes publics*, cette taxe rapporte environ \$1,521,000 par année. Combien les chômeurs de mon comté seraient heureux si on dépensait cet argent pour leur venir en aide.

Le gouvernement dépense des millions sans en rendre compte. Il (M. Pinard) cite plusieurs chiffres dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Prévost (Montmorency)¹⁰: Le député libéral de Saint-Maurice (M. Hamel) a commencé son exposé en partant d'une base fausse. Il a déclaré que le gouvernement de l'Union nationale a encaissé, de 1944 à 1954, \$600,000,000 de plus que tous les gouvernements précédents dans les 77 premières années de la Confédération. J'ai trouvé cela curieux, et j'ai décidé d'aller voir. J'ai pris la peine de faire le calcul. C'était d'autant plus important que c'est en partant de ce point de départ qu'il a fait son exposé pour démontrer que les conditions sociales qui prévalent au Québec sont moins bonnes que celles de l'Ontario. J'ai consulté

les *Comptes publics*. Jusqu'en 1933, j'ai tenu compte des recettes en enlevant l'encaisse de fin d'année. Après 1933, j'ai additionné les revenus jusqu'en 1944. Et je suis arrivé au total de \$1,587,255,600, revenus des gouvernements de 1867 à 1944. Pour les 10 dernières années, j'ai trouvé un total de \$2,005,515,700. Le surplus est donc seulement de \$418,260,100, et par conséquent \$200,000,000 de moins que le député de Saint-Maurice prétend que nous aurions pu attribuer à l'amélioration des conditions sociales. Deux cents millions de dollars que nous n'avons pas perçus, que nous n'avons pas eus.

Si nous avions eu ces \$200,000,000, nous aurions pu améliorer davantage la situation au point de vue social. J'ai continué à étudier les *Comptes publics*, car je ne voulais pas en rester là. Et voilà ce que j'ai trouvé: le député de Saint-Maurice soutient que nous n'avons pas suffisamment amélioré les conditions sociales. Quels sont les faits? En 77 ans, les gouvernements ont dépensé \$11,406,200 pour les universités; en 10 ans, l'Union nationale a attribué \$26,808,700 à ces universités.

En 77 ans, \$136,126,200 ont été dépensés pour les écoles par les gouvernements; en 10 ans, l'Union nationale a dépensé \$269,888,100 pour ces mêmes écoles. En 77 ans, les régimes passés n'ont trouvé que \$129,555,100 pour la santé; l'Union nationale, en 10 ans, lui a octroyé \$227,172,000. En 77 ans, les gouvernements ont affecté un montant global de \$33,501,900 à la législation sociale; en 10 ans, l'Union nationale a dépensé à ces fins \$123,552,000.

Le gouvernement actuel a consacré \$697,000,000 aux universités et aux écoles de tous genres à la Santé et la législation sociale, de 1944 à 1954, cependant que les gouvernements précédents, en 77 ans, n'ont dépensé pour ces fins que \$310,000,000. Soit, pour ces quatre items seulement, une différence de près de \$400,000,000. Les autres \$200,000,000 dont a parlé le député, je ne les ai pas reçus. Si le dollar avait encore sa valeur d'avant la guerre, c'est probablement plus de \$1,000,000,000 que l'on pourrait compter comme contribution de la province à des fins sociales.

Et nous n'avons eu à notre disposition que \$418,000,000 de plus que les gouvernements qui nous ont succédé pendant 77 ans. Mais alors qu'est-ce que nous aurions pu faire si nous avions eu à notre disposition les \$200,000,000 de plus que nous a attribués faussement le député de Saint-Maurice? Nous pouvons aller plus loin. Comparons maintenant la dernière année du gouvernement libéral, 1944, qui doit être sa meilleure année.

M. Dupré (Verchères): Quels étaient les revenus de la province cette année-là?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Quatre-vingt-quinze millions de dollars. Or, en 1944, le gouvernement libéral, avec \$95,000,000 de recettes, a dépensé \$10,916,000 pour les écoles, \$5,223,200 pour la santé publique. Par contre, en 1953-1954, le gouvernement de l'Union nationale, avec quelque \$315,000,000 de recettes, a dépensé \$48,965,000¹¹ pour les écoles, ce qui doit représenter une augmentation de plus de 400 %. En 1944, le gouvernement libéral a dépensé \$5,223,200 pour la santé; en 1953-1954, nous avons dépensé \$69,502,000, soit une différence de plus de 1,000 %. En 1944, le gouvernement libéral a dépensé \$1,956,000 pour les universités; en 1953-1954, nous avons dépensé \$6,470,000. Pour appliquer la législation, le gouvernement libéral a dépensé \$6,634,600 en 1944; en 1953-1954 nous avons dépensé presque trois fois plus, soit \$16,280,000.

Et les députés de l'opposition prétendent que les conditions sociales ne se sont pas améliorées dans la province de Québec? Comment peut-on venir prétendre, ensuite, que les conditions sociales sont inférieures à celles d'ailleurs, dans notre province? Je leur répondrai qu'elles se sont améliorées. Les conditions sociales se sont améliorées au-delà même de ce que nous anticipions et dans la limite de toutes nos possibilités. Et si nous avions eu les \$200,000,000 de plus dont a parlé le député de Saint-Maurice, qu'aurions-nous pu faire? En 10 ans, nous avons dépensé \$723,955,000 pour la santé, les universités, les écoles, la législation sociale, tandis que, sous tous les gouvernements précédents depuis 1867, il ne s'est dépensé à ces fins que \$310,000,000 en 77 ans.

Et nous continuons chaque année à faire mieux. En 1953-1954, nous avons affecté \$36,757,000¹² de plus qu'en 1952-1953 aux universités, aux écoles, à la santé publique et à la législation sociale. En 1953-1954, nous leur avons consacré au total \$141,217,800 sur un budget de \$315,000,000 à \$320,000,000. Et l'on dit que nous n'avons pas amélioré les conditions sociales? C'est presque la moitié du budget total qui est maintenant affecté aux quatre fins sociales mentionnées. Et il est à noter que ces chiffres que j'ai cités ne tiennent pas compte de certains octrois accordés par certains ministères à différentes œuvres sociales qui aident les malheureux; il faudrait, par exemple, ajouter une somme de \$5,000,000 qui est allée aux infirmes l'an dernier, par le truchement d'organismes sociaux ou diocésains. Et ce n'est pas tout ce que nous faisons pour améliorer le bien-être social de la population.

Mais l'Union nationale ne pense pas qu'aux services sociaux. Tout gouvernement prévoyant et sage doit balancer les exigences des divers postes de l'administration, selon les ressources dont il dispose. D'ailleurs, l'Union nationale a à son actif d'autres mesures de caractère éminemment social. Ainsi, au 31 octobre 1954, grâce à sa loi d'aide à l'habitation, qui doit être considérée comme une autre forme de sécurité sociale, 24,262 contribuables avaient pu se bâtir en empruntant de 45 compagnies et de 475 caisses populaires. Ces maisons nouvelles abritent 101,182 personnes. La partie de l'intérêt payée sur les prêts signifie un cadeau moyen de \$1,993 à chaque emprunteur. Le Service de l'habitation familiale joue un rôle économique, mais aussi un grand rôle social. Il a aidé à la construction de 27,200 nouveaux logements. Une somme de \$42,000,000 est engagée à cette fin.

Le prêt agricole joue aussi un grand rôle social. Le gouvernement a aussi aidé les agriculteurs à améliorer leur sort, à augmenter leur production. Au 31 mars 1954, l'Office avait prêté \$108,000,000 à 42,096 cultivateurs et 17,730 de ces prêts avaient été consentis spécifiquement pour l'établissement de fils de cultivateurs sur des terres. Le nombre de ces prêts aux fils de cultivateurs augmente sans cesse.

Et l'électrification rurale? N'est-ce pas là une autre œuvre sociale du gouvernement. Grâce à cette mesure, 110,425¹³ familles ont été, depuis 1945, pourvues de l'électricité. En 1945¹⁴, seulement 20 % des fermes étaient électrifiées; aujourd'hui plus de 80 % le sont. Une somme de \$25,000,000 est engagée à cette fin. *Le Soleil* de Québec écrivait à ce sujet: "L'électrification rurale est le plus grand bienfait qu'une administration prévoyante puisse donner à l'agriculture au Québec". L'électrification rurale, c'est au-delà de \$60,000,000 ajoutés au patrimoine de la province.

Je pense que, en égard à nos possibilités, les conditions sociales à l'heure actuelle dans la province de Québec dépassent tout ce qu'on aurait pu imaginer il y a quelques années. Ce sont là autant de mesures de caractère éminemment social que le gouvernement doit rappeler, quand l'opposition s'obstine à affirmer que le régime actuel se désintéresse des problèmes sociaux.

Selon les chiffres fournis par le député de Drummond (M. Pinard), il y a actuellement 74,000 chômeurs dans la province...

M. Pinard (Drummond) intervient pour faire une rectification. Après avoir consulté ses statistiques, il en revient au chiffre de 74,000.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il est difficile de rester à la page avec une situation comme celle-là et d'avoir l'embauchage intégral. Le député de Drummond (M. Pinard) signalait aujourd'hui qu'il y avait 74,000 chômeurs dans la province de Québec. Je voudrais étudier ce problème en fonction de tous les facteurs. Dans un article publié par *Le Droit* et reproduit par *L'Action catholique*, M. Camille L'Heureux, analysant les statistiques fédérales, établit à 998,000 le nombre des immigrants rentrés au Canada depuis 1946. Dans la seule province de Québec, le nombre d'immigrants entrés depuis cette date s'élève à 189,896.

Pour la seule année dernière, Québec a accueilli 45,000 immigrants. Je ne veux pas prêcher contre une politique d'immigration raisonnable et raisonnée; mais je pense qu'elle doit entrer en ligne de compte; et s'il y a actuellement 74,000 chômeurs dans le Québec, les 45,000 immigrants de l'an dernier, les 186,896 depuis 1946 y sont quand même pour quelque chose et, parmi eux, beaucoup certainement ont pris la place de Canadiens et affectent la situation du chômage.

Il y a aussi le chômage saisonnier. J'ai reçu de M. Milton Gregg, le ministre fédéral du Travail, un fascicule intitulé: "Le chômage saisonnier" qu'on m'a demandé de faire distribuer dans les municipalités. Dans ce fascicule, on disait qu'il n'y aurait pas de chômage généralisé, mais que du chômage saisonnier, dû à des conditions spéciales et auquel on tenterait de remédier en pratiquant une politique définie. Québec a commis une grave erreur pendant la crise, en consacrant plus de 50 % du coût des projets de travaux publics et du secours direct pour régler le problème du chômage. En s'appropriant ainsi à tort une responsabilité qui relève des autorités fédérales, la province et la cité de Montréal se sont endettées pour plusieurs années. Ce problème social est de juridiction fédérale. Il faudra encore beaucoup de temps à Montréal et à toute la province, pour amortir les emprunts effectués pour le chômage de 1930 à 1935.

Nous constatons que, en général, l'imposition foncière dans Québec est de 33 % à 50 %¹⁵ plus basse qu'en Ontario. Un rapport de l'Office de la statistique, qui permet de faire des comparaisons, note que dans l'Ontario, l'évaluation est de 100 % de la valeur, tandis que dans la province de Québec, elle est loin d'être 100 % de la valeur, dans tous les cas. À Montréal, l'évaluation est d'environ 65 % de la valeur, tandis qu'à Toronto, elle est de 100 %. Je ne veux que citer ce cas pour répondre à ceux qui prétendent que nous sommes les plus taxés. Or, à

Montréal, la taxe foncière est de 2.96, tandis qu'à Toronto elle est de 4.13. À Sherbrooke, elle est de 2.40. À Kingston, elle est de 5.52. À St. Catharines, elle est de 6.90 et à Sault-Ste-Marie, de 8.26.

Certaines légendes répandues par l'opposition laissent entendre notamment que les députés ne sont pas libres au sein de l'Union nationale: C'est méconnaître le chef de notre parti que de le prétendre. J'affirme que jamais le premier ministre n'intervient dans la régie interne d'un ministère et jamais il ne nous influence dans la préparation d'un discours, et il accueille toutes les suggestions...

M. l'Orateur avertit le ministre que son temps est expiré.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur propose l'adoption de l'adresse.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Subsides

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre sera ajournée à 3 heures, mardi après-midi, mais pas avant que je n'aie félicité le ministre des Affaires municipales de son magnifique discours.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Ledoux (Shefford), selon le *Montréal-Matin* du 26 novembre 1954, à la page 5; M. Fox (Brome), selon *La Presse* du 2 décembre 1954, à la page 33; M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1. *Le Nouvelliste* du 26 novembre, à la page 11, rapporte que M. Bellemare (Champlain) fait sa première apparition en Chambre depuis le début de la présente session, à cause d'un repos d'une dizaine de jours à la clinique Mayo de Rochester (É.-U.) où il a été soigné pour tension nerveuse.

2. M. Jean-Paul Saint-Laurent.

3. *La Voix de l'Est* du 26 novembre 1954, à la page 1, mentionne que M. Bertrand fait allusion à une déclaration du premier ministre Louis Saint-Laurent faite au Club de Réforme de Québec en septembre dernier.

4. Chiffres du *Soleil* du 26 novembre 1954, à la page 3. *Le Quebec Chronicle* du 26 novembre 1954, à la page 4, dit "un ou deux enfants".

5. Chiffres du *Soleil* du 26 novembre 1954, à la page 25. *La Tribune* du 26 novembre 1954, à la page 2, mentionne 60 %.

6. Selon *Le Nouvelliste* du 26 novembre 1954, à la page 12, les paroles de l'honorable M. Duplessis sont bien celles indiquées. Toutefois, le contexte nous permet de constater que ces propos feraient contresens, tels que cités. On peut penser que M. Duplessis aurait plutôt mentionné: "Je demande au député de se rétracter, puisqu'il n'a pas le droit de mettre en doute la parole "du député de Montcalm" (M. Tellier)", et non pas la parole "du chef de l'opposition".

7. Il s'agit de Gérard Filion.

8. Le député fait allusion à la commission Héon, créée le 9 avril 1952. Voir *Comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs*, Montréal, 1955, 455 p.

9. Selon *Le Soleil* du 26 novembre 1954, à la page 25, M. Pinard a parlé durant une heure.

10. Selon *Le Devoir* du 26 novembre 1954, à la page 3, M. Prévost a parlé durant une heure.

11. Chiffres tirés du *Nouvelliste* du 26 novembre 1954, à la page 23, alors que d'autres sources donnent les chiffres suivants: \$48,065,000 selon *Le Devoir* du 26 novembre 1954, à la page 3, et \$48,965,100 selon *L'Action catholique* du 26 novembre 1954, à la page 12.

12. Chiffres tirés du *Nouvelliste* du 26 novembre 1954, à la page 23, mais c'est \$32,757,000 selon *La Tribune* du 26 novembre 1954, à la page 13, et \$36,575,000 selon le *Montreal Daily Star* du 26 novembre 1954, à la page 15.

13. Chiffres tirés du *Soleil* du 26 novembre 1954, à la page 26. *L'Action catholique* du 26 novembre 1954, à la page 12, mentionne 110,424 familles et le *Sherbrooke Daily Record* du 26 novembre 1954, à la page 3, 111,424 familles.

14. Date tirée du *Soleil* du 26 novembre 1954, à la page 26. *L'Action catholique* du 26 novembre 1954, à la page 12, mentionne plutôt 1944.

15. Le *Sherbrooke Daily Record* du 26 novembre 1954, à la page 3, mentionne plutôt 60 %.

Séance du mardi 30 novembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Travaux
de la Chambre**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je dois faire remarquer que quand des pétitions sont présentées en retard, les pétitionnaires doivent payer des amendes. La date de la session a été annoncée trois mois d'avance. On n'est donc pas justifiable d'être en retard. Les pétitionnaires qui n'auront pas de raisons suffisantes à faire valoir devront donc payer l'amende. Ces retards coûtent de l'argent à la province.

**Société Saint-Jean-Baptiste
de Rimouski**

M. Gagnon (Matapédia) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagnon, Matapédia).

**Commission métropolitaine
de Montréal**

M. Barrière (Laval) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission métropolitaine de Montréal demandant

l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Barrière).

**Charte
de Sept-Îles**

M. Ouellet (Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Sept-Îles demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet).

**Commission de transport
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission de transport de Montréal demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la Commission de transport de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thibeault).

Charte de Chicoutimi

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Chicoutimi demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Boudreau).

Children's Memorial Hospital

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de The Children's Memorial Hospital of Montreal demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de The Children's Memorial Hospital of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Roche).

Charte de Pointe-Claire

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Pointe-Claire demandant l'adoption d'une loi

modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte).

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Dorval demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte).

Île-Perrot

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation municipale de la paroisse de l'Île-Perrot demandant l'adoption d'une loi érigeant ladite municipalité en ville et lui accordant certains pouvoirs plus étendus, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation municipale de la paroisse de l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi érigeant ladite municipalité en ville et lui accordant certains pouvoirs plus étendus (M. Jeannotte).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de Edmund Kupfersmidt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire (M. Thibeault);
- de la corporation du village de Macamic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lesage);
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);
- de dame Maria Côté, en religion mère Sainte-Irène, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Notre-Dame-de-l'Assomption de Nicolet (M. Roy);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Lizotte);
- de Georges-Émile Larouche, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Georges-Émile Bouchard (M. Cloutier);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Jeannotte);
- de la paroisse de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- du docteur Stanley A. Bardecki, demandant l'adoption d'une loi pour l'admettre au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, après examens (M. Thibeault);
- des Pêcheurs Unis de Québec - Québec United Fishermen, demandant l'adoption d'une loi pour lui permettre d'émettre des obligations (M. Langlais);
- de la municipalité du village de Chute-aux-Outardes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);
- des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, demandant l'adoption d'une loi étendant et modifiant leurs pouvoirs (M. Tellier);
- de la corporation du village de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille dollars (M. Bernatchez);
- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de la Ligue des propriétaires de la cité de Sorel inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège des chiropraticiens de la province de Québec (M. Roche);
- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tellier);
- du Club Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Boudreau);
- de dame Anna-Marie Plante, veuve de J.-Émile Dubreuil, demandant l'adoption d'une loi rectifiant le testament olographe de feu J.-Émile Dubreuil (M. Poulin);
- de la ville de Mistassini, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marcotte);
- des président et syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie-Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, demandant l'adoption d'une loi conférant certains droits dans le cas d'expropriation (M. Roy);
- de Gérard Legault, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre à un immeuble situé à la Côte Saint-Jean (M. Blanchard);
- de la ville de Beauport, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chalifour);
- de l'hôpital Notre-Dame, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à la refonte de sa loi constitutive (M. Thibeault);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe spéciale (M. Roy);
- de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);
- des commissaires d'écoles de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant au paiement d'allocations auxdits commissaires (M. Thibeault);
- des exécuteurs testamentaires et les légataires de la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, demandant l'adoption d'une loi réglementant l'exercice du droit de demander le partage lors de l'ouverture de la substitution (M. Thibeault);

- de Raoul Latreille et son épouse, demandant l'adoption d'une loi concernant les dispositions testamentaires de feu Osmond Latreille (M. Thibeault);
- de dame Jeanne Brûlé, en religion mère Sainte-Marie-Consolatrice, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Marguerite-Bourgeoys (M. Johnson);
- de la ville d'Arthabaska, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);
- de la corporation du comté de Charlevoix-Est et Ouest, demandant l'adoption d'une loi les autorisant conjointement à construire et exploiter un aéroport (M. Auger);
- de dame Rosine Messier, en religion mère Marie-Saint-Paul, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège Saint-Maurice (M. Johnson);
- de dame Alice David, en religion mère Marie-Gustave, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège de Jésus-Marie d'Outremont (M. Johnson);
- du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa loi (M. Auger);
- de Roger Pérusse et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Congrégation du Très Saint-Sacrement (M. Thibeault);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la Côte de Notre-Dame-de-Liesse, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Thibeault);
- de la ville et des commissaires d'écoles pour la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Johnson);
- du Collège des chiropraticiens du Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Boudreau);
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la ville de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);
- de Horace Drolet, demandant l'adoption d'une loi déterminant les pouvoirs de vendre les biens-immeubles dans le contrat de mariage entre Benjamin Drolet et dame Rosanna Gauvreau (M. Johnson);
- de A. Carlyle Roy et W. Wallace Roy, demandant l'adoption d'une loi validant leur titre des lots 198 et 201 de la paroisse de Saint-Martin (M. Barrière);
- de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de la Corporation de téléphone de Québec et ses filiales, la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent limitée et The Bonaventure and Gaspé Telephone Company Limited, demandant l'adoption d'une loi leur accordant les pouvoirs d'acquérir par expropriation des terrains, droit de passage ou servitude (M. Dallaire).

Projets de loi:

Taxe de vente à Granby

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 autorisant la municipalité du canton de Granby à imposer une taxe de vente dans les limites de son territoire soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remarque que le député de Shefford (M. Ledoux)² n'est pas encore venu en Chambre depuis le début de la session. Serait-ce que la maladie l'en empêche?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On pourrait demander la même chose du député de Brome (M. Fox) que nous n'avons pas vu non plus. Est-il malade?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La comparaison n'est pas flatteuse pour le député de Brome.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Lachute

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 concernant la ville de Lachute soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Shaare Zedek Congregation

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 constituant en corporation Shaare Zedek Congregation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Westmount

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la charte de la cité de Westmount soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Serbian Orthodox Church-School

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 constituant en corporation The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Annexion à la Commission scolaire de Contreccœur

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 annexant, pour fins scolaires, le territoire de la Commission scolaire de Contreccœur ouest au territoire de la Commission scolaire du village de Contreccœur et changeant le nom corporatif de cette dernière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adoption de Joseph Léo Amédée Larose-Nadeau

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant l'adoption de Joseph Léo Amédée Larose-Nadeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier

pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Prêts agricoles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi a pour but de porter à \$130,000,000 les sommes mises à la disposition des agriculteurs de notre province depuis 1936.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, autoriser le ministre des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de neuf millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec, en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6, en tenant compte toutefois des modifications apportées par les lois 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 4.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année

pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

Ces explications seront courtes parce que les bienfaits du crédit agricole, fondé le 12 novembre 1936, sont trop connus pour qu'il faille les rappeler souvent longuement. Des statistiques établies au 31 décembre 1953 démontrent qu'à cette date le gouvernement avait prêté aux cultivateurs la somme de \$103,777,345³ à 40,658 cultivateurs. Sur cette somme globale \$31,492,339.07 ont été remboursés, de sorte qu'il reste environ \$73,000,000 dus au gouvernement. À la fin de novembre cette année, le montant total de prêts s'élevait à plus de \$112,000,000.

À cette date, l'Office avait déjà versé à même le crédit additionnel de \$15,000,000, voté en 1954, un montant de \$9,155,350 pour des prêts acceptés et réglés, et elle disposait de \$8,365,645 pour les prêts encore à l'étude. La perte subie depuis le commencement des opérations n'est que de \$300, soit environ 3 cents par \$10,000. Ces prêts sont garantis par des polices dans des sociétés d'assurance mutuelles, soit \$91,407,000 dans des sociétés mutuelles diverses et \$13,995,411 dans la Mutuelle de l'Union catholique des cultivateurs (UCC).

J'aime bien les libéraux, mais que mon amitié est mêlée de pitié, parce que ceux-ci semblent regretter de ne pas avoir fait eux-mêmes le crédit agricole. Le crédit agricole provincial a assuré la stabilité de la famille rurale, qui était jusqu'alors sérieusement compromise. L'inquiétude suivait autrefois le cultivateur menacé d'être dépossédé par ses créanciers. De 1919 à 1936, les cultivateurs étaient dans cette situation. Par son entremise, le gouvernement a protégé 40,700 familles; il leur a donné la propriété du sol et leur a assuré une sécurité constante, sans aucun doute à cause du long délai de remboursement de 39 et de 40 ans. Ce sont là des faits qui valent mieux que des paroles.

On dit qu'une période de remboursement de 39 ans et demi, c'est long. Sans doute, mais l'emprunteur peut toujours rembourser avant l'échéance. Je comprends que le crédit agricole n'a pas tout fait, il ne pouvait combler toutes les lacunes qui existaient. Le crédit agricole ne pouvait amener l'amélioration des terres, il ne pouvait donner la stabilisation de la production et de la mise sur le marché des produits. Il fallait d'autres politiques et nous les avons mises en œuvre. Il reste cependant que le crédit agricole a donné la stabilité aux familles

rurales. Même les cultivateurs qui n'ont pas emprunté de l'Office en profitent indirectement. Ils ont là une assurance sur laquelle ils peuvent toujours compter.

La famille rurale, si bonne et si précieuse qu'elle soit, n'est pas la seule famille de chez nous. Il y a aussi nos frères de la ville. Dans la province de Québec, quand on réclame la protection de la famille, on oublie qu'il y a deux organismes qui la protègent. Le gouvernement a greffé sur le crédit agricole sa politique d'aide à l'habitation qui favorise les gens des villes cependant que le crédit agricole favorise ceux de la campagne. Nous demandons la continuation d'une saine politique qui a fait ses preuves.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai constaté qu'il y avait une différence entre la note explicative et le bill lui-même. Il y a \$9,000,000 dans le projet de loi lui-même et \$10,000,000 dans les notes explicatives. Où est l'erreur?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a une erreur dans la note explicative. Il s'agit de \$9,000,000 et non de \$10,000,000 qu'il s'agit de voter.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement nous demande de voter \$9,000,000. Je soumetts la première question qui se pose, c'est de savoir quelles sont les conditions actuelles en vertu desquelles un prêt peut être octroyé. Présentement, l'Office du crédit agricole peut prêter un montant de \$7,000 et 75 % de la valeur des terres que l'on a l'intention d'hypothéquer. Or, à l'unanimité ou presque, toutes les associations agricoles considèrent que le plafond de \$7,000 est insuffisant et demandent que l'on hausse le maximum des prêts parce que la valeur des terres a augmenté. Depuis 1936, le crédit agricole n'a cessé de produire de dépréciation. À ce moment-là, la valeur moyenne à l'acre des fermes était de \$41 dans Québec et de \$42 dans l'Ontario. Mais la valeur nominale des terres a augmenté de façon considérable et l'argent a baissé de la même façon.

La valeur en 1940, alors que le plafond du prêt était de \$6,000, passe à \$44 l'acre dans Québec et à \$46 dans l'Ontario. En 1945, cette valeur était la même dans les deux provinces, soit \$57 l'acre. Malgré une augmentation de près de 50 %, le plafond demeure le même. En 1952, elle est passée à \$76⁴ dans Québec et à \$92 dans l'Ontario. Pourquoi cette valeur, que l'on avait réussi à établir sur le même pied entre les deux provinces en 1945, s'est subitement détériorée en ce qui regarde le Québec

par rapport à la valeur dans la province voisine? Quoi qu'il en soit, pour tenir compte de l'augmentation du prix de la terre avec les années, de la valeur nominale des fermes et pour donner au prêt agricole la même valeur économique qu'au début, il serait normal d'augmenter le prêt maximum. Le plafond du crédit agricole devrait s'établir aujourd'hui à \$11,100⁵ pour équivaloir à ce qu'il était en 1936. Toutes les associations agricoles, notamment l'Union catholique des cultivateurs (UCC), demandent un plafond de \$10,000 et c'est parfaitement bien fondé, puisque basé sur la valeur actuelle des terres dans la province.

En 1952, on a porté le plafond de \$6,000 à \$7,000. À la condition de ne pas dépasser ce maximum, on a autorisé l'Office à prêter jusqu'à 75 % de la valeur des fermes, au lieu de 65 % comme en 1936. Les associations agricoles ont continué à demander davantage. Que fait le gouvernement? Il prétend favoriser l'agriculture? Comédie que tout cela! Jusqu'à quand fera-t-on dans cette province une comédie sur le dos des cultivateurs? Les faits sont là pour démontrer que l'agriculture subit avec le gouvernement actuel une dépréciation considérable. Jamais dans cette province on ne s'est moqué d'une association comme l'UCC, comme le fait le gouvernement. Jusqu'ici la loi ne permet pas un prêt dépassant \$7,000 ou 75 % de la valeur des terres données en garantie. Je voudrais que l'Office prête non pas jusqu'à concurrence d'une somme correspondant à 75 % de la valeur réelle des immeubles offerts en garantie, mais d'une somme correspondant à un plus fort pourcentage.

La loi actuelle a deux effets: non seulement on réduit de \$7,000 à \$6,000 le plafond du prêt agricole cette année, mais en vertu du projet de loi, on ne prêtera plus que 65 %⁶ de la valeur de l'évaluation, jusqu'à concurrence de \$6,000. C'est la loi qui le dit. Le texte dit en effet que les \$9,000,000 à voter devront être employés "aux fins prévues par la loi du crédit agricole, en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6".

Le gouvernement n'a pas eu le courage de dire ouvertement aux cultivateurs qu'il réduisait le montant du prêt agricole, alors que les associations agricoles réclament une augmentation. Pourquoi, en 1954, alors que les organisations agricoles demandent \$10,000, le gouvernement répond par une baisse de \$7,000 à \$6,000 le plafond de 75 % à 65 % du pourcentage de l'évaluation?

On revient donc aux conditions de 1953. Il est bien beau de chanter que le gouvernement a attaché à l'agriculture une importance primordiale. Il a voulu lui consacrer trois ministres⁷ à l'agriculture; qu'est-ce qu'ils ont fait pour que les producteurs soient obligés de vendre leurs tomates de \$10 à \$15 la tonne? Pourquoi les cultivateurs d'Ontario ont vendu leurs tomates \$33 la tonne cette année? C'est la même chose dans tous les domaines: il en est de même pour le fromage qui s'est vendu 30¼ cents dans l'Ontario et 29 cents dans le Québec. S'imagine-t-on qu'il soit sain que les cultivateurs vivent à même les emprunts? Le gouvernement craindrait-il que les cultivateurs, avec leurs revenus actuels, ne soient plus capables de rembourser leurs prêts? Quand trouvera-t-on quelque chose pour aider le crédit agricole à remplir ses fins? Le crédit agricole ne peut tout faire, dit le ministre, il doit nécessairement être supplanté. Je comprends l'inquiétude manifestée par le ministre; elle se trouve chez les cultivateurs parce que les revenus de leurs fermes ne leur permettent pas de vivre convenablement. Les prix sur le marché sont ici moins élevés qu'ailleurs. Et le gouvernement continue de dire qu'il favorise la classe agricole. Je me demande si on continuera longtemps à berner les cultivateurs en vantant leur prospérité.

On devrait y ajouter une loi des conventions collectives, afin de mieux contrôler les prix de vente des produits agricoles. Grâce à une meilleure législation sur les marchés agricoles, les cultivateurs de l'Ontario vendent \$33 les tomates ne valant que \$10 à \$15 au Québec...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député est en dehors de la question en dressant dans le débat un tableau comparatif du prix des terres et des produits agricoles dans le Québec et l'Ontario. Nous discutons actuellement du prêt agricole, et non de convention collective. Il sera toujours temps, plus tard, de discuter cet aspect de la question. Pour le moment, le député devrait s'en tenir à l'objet du projet de loi et non en prendre prétexte pour étudier l'ensemble de la politique agricole du gouvernement. On entre là dans un tout autre débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux m'assurer que les cultivateurs qui empruntent de l'argent du gouvernement soient en mesure de rembourser. C'est le seul moyen de leur assurer un revenu raisonnable pour leur permettre de vivre. Le seul moyen par lequel ils auront des facilités de rembourser, c'est de leur assurer des prix raisonnables pour leurs produits.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice est en dehors du sujet. Qu'il reste dans les cadres du bill lui-même.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi le gouvernement décide-t-il, par la loi actuelle, de rebrousser chemin? Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de réduire de \$7,000 à \$6,000 le plafond du prêt agricole? C'est parce que le gouvernement sait que les cultivateurs, avec leurs revenus actuels, ne seront pas capables de rembourser davantage leurs prêts. Il le sait à cause de son inaction. La valeur des terres dans la province de Québec n'augmente pas proportionnellement aux autres provinces. Le gouvernement fait sa propagande en disant: Nous autres, nous avons aidé la classe agricole. On nous a demandé chaque année de voter des millions de dollars et l'Ontario a devancé le Québec de 50 %. Je proteste contre le gouvernement qui ne veut pas dire qu'il a réduit de 75 % à 65 % la proportion de l'emprunt, et le plafond, de \$7,000 à \$6,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve regrettables les paroles du député de Saint-Maurice. Le député a l'habitude de remplacer par des propos amers et violents et le dénigrement des arguments basés sur la logique et les faits. Pourquoi ne se rappelle-t-il pas la situation qui prévalait avant 1936? À ce moment-là, l'actuel ministre de l'Agriculture, qui était président de l'Union catholique des cultivateurs (UCC), réclamait partout le crédit agricole. Les libéraux répondaient qu'on n'en avait pas besoin, qu'ils souffraient d'une surabondance de crédit. Le premier ministre du temps, M. Taschereau, refusait le crédit agricole en disant que les cultivateurs n'avaient pas besoin de ces prêts et ne pourraient pas rembourser. Je l'ai entendu de mes yeux...

(Rires à gauche)

M. Hamel (Saint-Maurice) souligne l'erreur du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sais ce que je dis. Si les députés d'en face se donnaient la peine d'ouvrir les yeux au lieu des oreilles, ils verraient mieux la lumière; il y a bien des choses qu'ils verraient, notamment la politique agricole du gouvernement actuel. En 1936, les campagnes se vidaient, les cultivateurs venaient grossir, en ville, l'armée des chômeurs; les municipalités et les corporations scolaires rurales étaient aux portes de la faillite parce que les contribuables ne pouvaient plus payer leurs taxes.

Les fabriques subissaient le même sort et étaient dans une misère noire.

En établissant le prêt agricole, nous avons sauvé non seulement les cultivateurs, mais la classe agricole tout entière. Nous avons gardé sur la terre les contribuables essentiels, car nous avons permis aux municipalités de la campagne, aux corporations scolaires, aux fabriques de se procurer de l'argent, que nous remettions en circulation par le prêt agricole. Il a sauvé notre classe rurale de la faillite et a permis l'établissement de plusieurs dizaines de milliers de fils de cultivateurs sur leurs propres terres. Cette mesure est non seulement une œuvre familiale de portée sociale, mais de portée nationale. *Le Soleil*, journal libéral de Québec...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Combien reçoit-il du gouvernement⁸?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas un sou; du temps des libéraux, il recevait \$300,000 par année. Je voudrais que le député cesse d'imputer des intentions inavouables aux journaux qui expriment sainement leur opinion. *Le Soleil* est un journal libéral qui ne sacrifie pas la vérité à la partisanerie politique. Dans un seul comté rural, plus de 600 familles ont abandonné leurs terres: En 20 ans d'activités bienfaisantes, le crédit agricole, écrit en substance ce journal, a sauvé la classe rurale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Citez des chiffres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député devrait réfléchir et ne pas essayer de déprécier sa province. Il devrait commencer par citer les chiffres exacts et dire que l'évaluation en Ontario est sur une base de 100 %. Dans le Québec, l'évaluation municipale n'est que de 10 % à 20 % de la valeur réelle. On ne saurait comparer la valeur de nos terres avec celles de l'Ontario, car les barèmes d'évaluation ne sont pas les mêmes. Le député de Saint-Maurice dit que les cultivateurs empruntent trop et, du même souffle, il demande de porter de \$7,000 à \$10,000 le montant maximum que l'on peut prêter. Il a affirmé que les cultivateurs n'étaient pas capables de rembourser leurs prêts parce qu'ils n'ont pas les revenus nécessaires, à cause du bas prix de leurs produits agricoles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas dit cela. J'ai dit, au contraire, que le crédit agricole était insuffisant, que c'est le gouvernement qui, en s'obstinant à ne pas prêter davantage, semble n'avoir

point confiance dans la capacité de rembourser des agriculteurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député ne se rend même pas compte de ce qu'il dit. Les cultivateurs ont remboursé non seulement ce qu'ils devaient à l'échéance, mais encore \$14,700,000 par anticipation. C'est dire qu'ils n'ont pas de difficulté à rembourser. Le total des pertes depuis 1936 ne dépasse guère \$300, un exploit qui ne peut être égalé par aucune entreprise au monde. Il me semble que c'est une preuve qu'ils n'ont pas de difficulté à rembourser. Ce prêt a permis l'établissement d'au-delà de 17,300 jeunes gens sur des fermes. Trouvez-moi un organisme privé qui peut se vanter d'un pareil record? Le député, sous prétexte d'attaquer le gouvernement, s'ingénie à demander des faits et ne se livre qu'à un dénigrement systématique pur et simple de sa province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si, à chaque loi présentée, il n'était pas permis à l'opposition de dire qu'elle a besoin d'amélioration, que d'autres lois doivent ajouter à son effet, le rôle de l'opposition dans ce Parlement aussi bien que dans d'autres parlements devient complètement inutile. Nous n'avons nullement l'intention de nous opposer au crédit agricole. Seulement, nous trouvons qu'il a besoin d'améliorations. L'Union catholique des cultivateurs (UCC), qui est un organisme agricole qui a plus de compétence qu'aucun de nous en la matière, demande la même chose que nous. Les demandes de l'UCC, je pense que c'est bien au Parlement que l'on doit les produire et c'est ce que nous faisons. La loi présentée cette année est analogue à celle de l'an dernier, qui a reçu l'appui de l'opposition. Mais si nous voulons faire écho aux représentations des cultivateurs, il faut bien que nous prenions la parole.

Je voudrais m'attacher à deux faits: d'abord la déclaration du premier ministre qui nous a dépeint la situation en 1936. Mais j'aimerais aussi qu'on nous parle de celle de 1939, lorsqu'il a quitté le pouvoir. L'élection fédérale de 1930 a été faite sur la crise mondiale. On se plaignait alors que le beurre était à \$0.28 la livre; c'est là-dessus que le Parti conservateur fédéral a fait sa campagne. Dix ans après, en 1939, malgré la loi du prêt agricole, le beurre était encore à \$0.28⁹. La politique salvatrice de l'Union nationale n'avait pu empêcher cette chute. Il y avait alors de la misère à travers le monde. Il y avait une grave dépression et les fermiers, les travailleurs, les industriels et le monde entier en ont souffert. Soyons donc francs! Qu'est-ce qui a sauvé

la classe agricole, sinon la guerre de 1939-1945? Pendant que les nôtres se faisaient tuer en Europe, d'autres sur notre hémisphère faisaient de l'argent...

(Protestations à droite)

L'industrie de guerre a absorbé les chômeurs et les agriculteurs ont vu leurs produits monter. Est-ce pour nous l'occasion d'une critique contre le crédit agricole? Nullement. Et nous lui reconnaissons ses bienfaits. Ce n'est pas l'institution d'un crédit urbain qui seul contribuerait à régler tout le problème social en ville; pas plus que le crédit agricole n'a contribué à élever le salaire de l'ouvrier agricole. Le crédit agricole ne peut à lui seul stabiliser l'agriculture. On veut en faire une panacée universelle. Il faut nous ôter de l'idée qu'il ne faut pas d'autres mesures. Il nous faudrait, si possible, des lois qui permettent à l'agriculteur de ne plus avoir besoin du crédit agricole. Quand on parle de crédit agricole, on ne doit pas en parler comme d'une chose qui permet au cultivateur d'augmenter ses revenus pour une période de 20, 30 ou 40 ans. Autrement, il serait inutile de recourir à d'autres mesures pour aider le cultivateur.

Nous allons voter la loi, mais nous en profitons pour souligner les besoins de la classe agricole et pour dire qu'il nous faut, à côté, un complément de législation agricole. Le second point sur lequel je voudrais attirer l'attention de la Chambre est le suivant. Le député de Saint-Maurice a affirmé que l'on ramenait de \$7,000 à ce qu'il était avant 1940, c'est-à-dire \$6,000, le maximum du prêt. De deux choses l'une: ou bien on diminue le prêt, ou bien il y a un oubli dans la loi. Est-il vrai que l'on a l'intention de diminuer ce prêt maximum?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il convient de garder un ton poli dans cette Chambre, qui n'est pas une cabane de chantier. Ce n'est pas ce qu'a fait le député de Saint-Maurice (M. Hamel). Si l'opposition peut invoquer l'opinion de l'UCC et citer *La Terre de Chez Nous*, je peux aussi le faire. On a parlé de *La Terre de Chez Nous*, dans lequel on a écrit un article en faveur d'un prêt de \$10,000. Chacun est libre d'exprimer son opinion. Mais je me souviens d'avoir assisté à un congrès de l'UCC, où l'on m'a dit: "Nous vous faisons des demandes et nous nous fions à vous pour savoir si elles sont applicables. Nous avons confiance en vous". C'était leur droit de demander plus, mais ça ne signifiait pas qu'ils ne trouvaient pas le système actuel adéquat.

Soyons francs. Sans doute, le crédit agricole a guéri le mal principal qui existait en 1936, l'incertitude du lendemain, et nous avons ajouté à

cela des politiques qui ont complété l'œuvre que cette initiative a accomplie. Mais nous n'avons jamais prétendu que c'était une panacée universelle. Il est évident que le crédit agricole ne pouvait tout remplacer. On admettra cependant que l'Union nationale a commencé par l'essentiel, qui était de redonner aux cultivateurs la propriété du sol. Voilà 17 ans maintenant que le système fonctionne. Le député de Saint-Maurice déclare que les cultivateurs ne doivent pas vivre d'emprunts. Les statistiques du prêt agricole sont là pour démontrer qu'il ne fait pas vivre les cultivateurs d'emprunts. Des cultivateurs qui ont remboursé déjà plus de \$31,000,000 sur \$103,000,000¹⁰ de prêts, qui ont remboursé environ \$17,000,000 par anticipation, qui n'ont fait perdre que \$302 à l'Office peuvent être considérés comme de mauvais payeurs? Est-ce là vivre d'emprunts, comme l'a prétendu le député de Saint-Maurice?

Le devoir du gouvernement n'est pas de favoriser l'inflation. C'est probablement dans mon comté, Rouville, que l'évaluation des propriétés agricoles est la plus considérable. À propos des tomates qui furent vendues, on a pris la qualité en considération et ceux qui ont vendu des tomates à \$15 étaient peu nombreux. Dans mon comté, les coopératives ont payé aussi cher que \$40 la tonne pour des tomates. On n'a jamais vu ça en Ontario. Or, la plaie que nous avons à éviter, c'est précisément la fusion des terres. Ce n'est pas toujours la plus grande terre qui est la plus payante. De plus, nous administrons pour tout le monde, pas pour une partie de la province en particulier.

Le gouvernement de l'Union nationale ne peut tout faire du même coup. C'est notre politique de permettre d'avoir des revenus suffisants pour rembourser les emprunts. Il n'y a pas de terres libres. Le nombre des bonnes terres dans la province n'est pas assez considérable pour que nous favorisions la fusion des terres. Je reste d'opinion que nous ne devons pas exagérer sur le maximum de l'emprunt. Il n'a jamais été dans l'intention du gouvernement de le diminuer. Certains parlent de \$10,000 de maximum; mais je crois que c'est l'inflation bien plus que la déflation qui nous apporte des crises économiques... Nous, notre maximum est de \$7,000; à Ottawa, c'est \$10,000. Faisons alors des comparaisons.

M. Cournoyer (Richelieu): Est-ce \$7,000 ou \$6,000 le maximum?

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est \$7,000. L'erreur d'impression sera corrigée et, si

nécessaire, nous allons clarifier la loi. De toute façon, les statistiques montrent que, même si Ottawa peut prêter jusqu'à concurrence de \$10,000, la moyenne de ses prêts n'est que de \$3,291¹¹ alors que celle de Québec est de \$3,300. C'est dire qu'avec son maximum de \$10,000, Ottawa prête moins que nous avec notre maximum de \$7,000. Ici, nous avons un crédit agricole qui prête. Il a été chambardé une fois, en 1939, et les cultivateurs ont cessé d'emprunter, jusqu'à ce qu'il soit rétabli sur ses bases premières.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre de l'Agriculture a voulu me donner une leçon de politesse. Je me suis toujours gardé d'employer des expressions qui n'étaient pas parlementaires. Jamais ne n'ai utilisé des mots comme "pourceaux", "serpents"¹² au cours des débats. Jamais je ne me suis déchaussé dans cette Chambre pour frapper sur les pupitres pour applaudir. Ça s'est fait de l'autre côté. Avant de vouloir donner une leçon de politesse à quelqu'un, le ministre ferait bien de regarder de son côté de la Chambre.

Le ministre nous dit que sur \$108,000,000, un montant de \$31,000,000 a été remboursé. Mais d'après *La Terre de Chez Nous*, du 9 juin 1954, en 1937, la dette hypothécaire des cultivateurs dans les trois provinces des Prairies était de \$182,000,000 et, en 1953, elle n'était plus que de \$21,000,000. C'est dire qu'au Québec nous nous laissons dépasser de cent coudées. Le ministre de l'Agriculture n'a pas lieu de se réjouir de la réduction des hypothèques, car elle est considérablement inférieure à celle qui s'est manifestée dans les provinces des Prairies. Et si l'opposition n'avait pas protesté avec vigueur contre la diminution de \$7,000 à \$6,000 dans les prêts, on n'aurait pas changé la rédaction du projet de loi et la loi serait entrée dans les Statuts avec un prêt maximum réduit de \$1,000.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je félicite le député de Saint-Maurice...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. La présente loi ne comporte aucune diminution. Mais pour rendre la loi plus claire à l'intention de ceux qui ne veulent pas la comprendre, et pour faire disparaître tout doute possible à ce sujet, nous allons la préciser pour bien montrer que nous avons fait disparaître le taux d'intérêt de 5.75 % institué par M. Godbout, qui était même plus élevé que le taux fédéral. Nous rendons la loi encore plus claire, en y incluant une disposition à l'effet que le maximum reste de \$7,000¹³.

M. Noël (Frontenac): Pour répondre aux besoins des cultivateurs, le crédit agricole devrait permettre des prêts allant jusqu'à \$10,000. Dans certains cas, \$10,000 seraient absolument nécessaires. Mais je ne vois rien dans le bill pour les fils de cultivateurs qui ont besoin de prêts pour s'établir sur la terre; je ne vois rien qui ait trait à la désertion des campagnes. Et le nombre des cultivateurs de la province continue à diminuer. Le crédit agricole ne fait pas face à la situation. Je propose au gouvernement d'accepter, en garantie du remboursement des prêts, non seulement les biens immobiliers, les terres et les bâtisses, mais le matériel agricole, de permettre aux caisses populaires d'avancer des prêts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande qu'on s'en tienne à la loi.

M. Noël (Frontenac): Les suggestions ont trait à la loi. Si l'on ne nous permet de dire que "oui" ou "non", ce n'est pas la peine. Avouez qu'on veut mettre le bâillon à l'opposition.

M. l'Orateur: Les caisses populaires n'ont aucune relation quant à la question actuellement à l'étude.

M. Noël (Frontenac): Les prêts agricoles devraient permettre de garder sur la terre les fils de cultivateurs. Nous sommes pour le crédit agricole, mais nous voudrions le voir s'améliorer. Mais la limite de \$7,000 ne répond pas aux besoins actuels. L'Union nationale prétend que les cultivateurs sont les enfants gâtés du gouvernement, les faits prouvent le contraire. La présente loi n'empêche pas la désertion des campagnes.

M. Pinard (Drummond): Le ministre ne veut pas admettre que le revenu des cultivateurs est à la baisse. Sans doute que le prêt agricole a sauvé les cultivateurs en 1937, mais il faut aujourd'hui tenir compte des circonstances nouvelles. Il ne suffit pas de prêter aux cultivateurs pour faire monter leurs revenus. On ne m'a pas encore convaincu que le prêt agricole est capable, à lui seul, de sauver le cultivateur. Le pouvoir d'achat aujourd'hui n'est qu'à 87,4 % de ce qu'il était en 1951; le prix des produits agricoles a diminué de 18 %, alors que le prix des marchandises augmentait de 3 %. Le revenu net du cultivateur a diminué de 10 % depuis 1952 et de 25 % depuis 1951. Prêter aux cultivateurs, ce n'est pas assez pour augmenter les revenus du

cultivateur. Le gouvernement veut-il absolument que tous les cultivateurs empruntent?

Il dit au gouvernement de consulter l'UCC pour voir si elle est satisfaite de la situation actuelle pour trouver une solution au problème.

M. Bédard (Québec): Le crédit agricole ne constitue pas une mesure adéquate. Le prêt agricole de 1936 était une bonne affaire, mais les conditions ont changé depuis ce temps-là. Cela ne signifie pas qu'on doive reconnaître qu'il constitue encore une mesure adéquate aujourd'hui. La société agricole, dit-il, a évolué depuis. Aujourd'hui, les fermes doivent être mécanisées, et les prêts qui suffisaient, en 1936, ou même dans les années subséquentes, sont devenus complètement inadéquats. Cela exige une mise de fonds plus considérable. Le prix des terres également a varié. À l'heure actuelle, nous avons du chômage parce que les villes n'ont pas été capables d'absorber le surplus de la population rurale.

De l'aveu même du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Prévost), le dollar ne vaut plus aujourd'hui que \$0.38. Pourquoi empêcher nos fils de cultivateurs de pouvoir acquérir des fermes de \$12,000 à \$15,000? Sans compter qu'il existe toujours un second plafond, qui est de 75 % de la valeur de la terre. La loi, en fixant certains règlements d'emprunt, n'ouvrirait sûrement pas la porte à des abus. Mais il faudrait prévoir tout de même les cas où l'on pourrait prêter plus que le maximum prévu présentement. Il y aurait lieu d'établir une coopération plus intime entre l'agriculteur, le gouvernement et le consommateur. Cette coopération est nécessaire pour aider réellement la classe agricole.

M. Lemieux (Wolfe): Le crédit agricole n'est pas une invention de l'Union nationale, car le prêt agricole fédéral existait avant 1936. Les conditions actuelles ne sont pas celles de 1936 dans l'agriculture. On était alors dans une crise et il fallut passer une loi de moratoire. Dans le temps, le crédit agricole a bien servi non seulement les fermiers, mais aussi les citadins, les écoles, les municipalités et les églises...

Tous les députés de l'Union nationale commencent à frapper bruyamment sur leurs bureaux pour approuver ce discours.

M. Lemieux (Wolfe): ... Mais le montant du plafond à \$7,000 n'est plus suffisant parce qu'il ne

permet pas d'améliorer les fermes et d'y ajouter du cheptel, qui augmenterait les revenus du cultivateur. Le résultat, c'est que le prix des produits agricoles mis en vente est trop bas en face du coût de la production. Que l'Office soit autorisé à consentir un second prêt pour permettre au bénéficiaire de mécaniser sa ferme, d'améliorer son troupeau, d'augmenter le rendement de ses cultures. Pareille mesure aurait d'heureuses répercussions sur les revenus agricoles, qui sont à la baisse depuis deux ans.

Il ne faut pas permettre simplement aux cultivateurs de durer, de se maintenir. Il faut leur permettre aussi de se moderniser, de suivre le progrès moderne et de rencontrer la concurrence. Non seulement le gouvernement ne cherche pas à prêter davantage aux agriculteurs, mais le bill no 2, tel que rédigé, ramène de \$7,000 à \$6,000 le prêt maximum prévu par la législation! L'Office prêtait jusqu'ici jusqu'à concurrence de la somme correspondant à 75 % de la valeur réelle des immeubles offerts en garantie; le bill 2 réduit ce pourcentage en remplaçant les 75 % par 65 %. Le crédit agricole, une initiative prise d'abord sur le plan fédéral, imité à Québec, a tout sauvé, sauf le cultivateur.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Lemieux) déclare qu'il a terminé son discours...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Très bien.

M. Lemieux (Wolfe)¹⁴: On devrait élargir les portes du crédit agricole et augmenter non seulement le plafond, mais également le pourcentage de la garantie qui devrait dépasser 75 %.

M. Dupré (Verchères): Cette loi n'est encore qu'un mirage, une risée, une sorte de miroir aux alouettes, pour faire croire aux cultivateurs que le gouvernement s'occupe plus spécialement de leur sort. Cette loi ne vaut rien pour la classe agricole car, en 1955-1956, pas un traître sou des millions votés ne sera dépensé pour le cultivateur. Dans le rapport annuel de l'Office du crédit agricole, on ne peut jamais trouver combien a été dépensé, année par année. Et je suis prêt à parier que le crédit agricole fédéral a plus prêté que le crédit agricole provincial. Je suis certain, dit-il, que le ministre ne le sait pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Tous les mois, régulièrement, je donne les statistiques du crédit agricole.

M. Dupré (Verchères): Ce n'est pas dans les conférences de presse du premier ministre qu'on trouve les chiffres officiels. Moi, je ne les lis que pour trouver quel est le dernier qui a frappé une "job". Le rapport de l'Office ne dit pas quels montants ont été prêtés en 1953 et en 1952. Il ne donne que le total des prêts au 31 décembre 1953. Mais je puis affirmer que sur les \$15,000,000 votés l'an dernier, on n'a pas prêté \$9,000,000. Et l'on n'avait pas prêté non plus tous les crédits votés en 1952. Le ministre ne sait pas combien a été prêté. Moi je vais vous le dire. La loi actuelle porte le total des crédits à \$130,000,000 et le ministre lui-même nous dit tantôt qu'au 31 décembre 1953, on n'avait prêté que \$104,000,000.

Où se trouvent les \$26,000,000 qui restent? Qui va nous dire que cette loi n'est pas une farce? Vous demandez \$9,000,000 de plus pour porter à \$13,000,000 les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole; mais le 31 décembre 1953, l'Office n'avait prêté que \$104,000,000; vous allez ainsi avoir \$26,000,000 d'avance. Vous faites voter chaque année quelques millions de dollars de plus pour faire croire aux cultivateurs que vous vous occupez d'eux. Je suis prêt à parier que le crédit agricole fédéral a prêté plus que le crédit agricole provincial.

L'honorable M. Barré (Rouville): Cent quatre millions de dollars avaient été prêtés à la fin de 1953, mais d'importantes sommes additionnelles ont été engagées. Comme question de fait, l'Office a versé en 1954, \$9,155,350 sur des prêts qu'on avait commencé à négocier en 1953. Ce qu'il reste des \$15,000,000 votés l'an dernier va être engagé avant la fin de l'année actuelle.

C'est pourquoi nous avons voté \$15,000,000 au cours de la dernière session et nous en aurons besoin avant la fin de la présente année fiscale. Les demandes continues de prêt requièrent absolument de nouveaux crédits.

M. Dupré (Verchères): Le ministre peut faire danser les millions. Le seul chiffre essentiel est que le gouvernement a obtenu des crédits au total de \$130,000,000 et qu'il a dépensé \$104,000,000. Il lui reste donc \$26,000,000.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le reste est engagé.

M. Dupré (Verchères): Oui, mais il reste quand même \$26,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dénaturer les faits. En décembre 1953, il y a un an, nous avons dépensé \$104,000,000. Mais actuellement les sommes engagées sont augmentées de \$9,000,000, et cela ne comprend pas les prêts à l'étude.

M. Dupré (Verchères): Mais alors, il n'y a rien d'inexact dans ce que j'avais dit!

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est l'affirmation du député qui est fausse.

M. Dupré (Verchères): J'affirme qu'avec la présente loi, le crédit agricole, si l'on se reporte à 1953¹⁵, aura \$26,000,000 à son service. Il y a des milliers de demandes, sans doute, mais il est certain qu'on ne pourra les accepter toutes dans l'année qui vient. Si le ministre disait qu'il va doubler son personnel, d'accord, mais on m'informe que depuis qu'on a nommé un nouveau commissaire, on ne siège plus qu'une journée par semaine au lieu de deux. Et c'est le contribuable qui paie! On a encore \$14,000,000 en caisse. Et tout le monde sait qu'après le 1^{er} décembre, il ne se fait plus d'inspections pour le crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, oui.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre peut-il me nommer un seul endroit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député demandait un crédit agricole, lui, garagiste, j'avoue qu'il faudrait faire enquête!

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre oublie que j'ai une ferme. J'ai pensé à demander le crédit agricole, mais j'ai craint que la police provinciale ne vienne la chercher. Cette loi ne rapportera absolument rien aux cultivateurs en 1955.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, que le député vote contre!

M. Dupré (Verchères): Non, car je suis en faveur du crédit agricole et je voterai pour la loi. Mais les crédits supplémentaires demandés ne sont pas nécessaires, le gouvernement a déjà à sa disposition des montants suffisants, et s'il demande aujourd'hui \$9,000,000 et plus, c'est simplement pour fins de propagande, pour que l'on publie dans les journaux

"qu'il traite bien les agriculteurs". Cette loi ne sera d'aucune utilité aux cultivateurs en 1955. C'est une loi de mirage. Aux cultivateurs on dit: "Rincez-vous avec l'Union nationale".

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Après le régime libéral, ils avaient besoin de se rincer.

M. Dupré (Verchères) dit qu'il est prêt à interrompre son adresse à cause de l'ajournement. Je n'ai pas encore dit mon meilleur.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Prêts agricoles

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, autoriser le ministre des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de neuf millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec, en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6, en tenant compte toutefois des modifications apportées par les lois 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 4.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année,

payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

M. Dupré (Verchères)¹⁶: L'Office du crédit agricole aura \$26,000,000 à dépenser en deux ans en 1954 et 1955. Cela fait \$13,000,000 par année. Jamais il n'a dépensé autant. Je n'ai pas de reproche à faire aux administrateurs du crédit agricole malgré les lenteurs de la procédure lorsqu'il s'agit de consentir un prêt. Cette loi n'a qu'un but: jeter de la poudre aux yeux. Le gouvernement veut se faire de la réclame dans les journaux en disant qu'il a accordé \$130,000,000 pour le prêt agricole et \$9,000,000 cette année. La preuve que le solde de \$13,000,000 qui reste encore pour le prêt agricole est suffisant sans crédits additionnels, c'est qu'on n'a jamais prêté \$13,000,000 dans une année.

Mais les \$9,000,000 qu'on veut nous faire voter ne serviront pas du tout. Et je suis libéral en citant ce nombre; si j'avais été conservateur, j'aurais dit: Moins de \$7,500,000. Il en reste encore suffisamment qui n'est pas dépensé. Il n'y a qu'un but à cette loi: l'Union nationale entend créer un "pot" de millions avec les \$9,000,000 qu'on veut nous faire voter. Quand viendra l'année des élections, on va tirer sur la clenche de la "slot machine" et le "jack pot" va sortir.

Le premier ministre a reproché au député de Saint-Maurice (M. Hamel) de prendre des attitudes regrettables. Moi je le félicite de son exposé sur la valeur proportionnelle des terres dans le Québec et l'Ontario. Ce qui est regrettable, c'est que le premier ministre ne puisse répondre aux chiffres du député. Ce dernier a dit que l'augmentation de l'acre de terre en Ontario a dépassé de \$16 celle du Québec. Le premier ministre prétend que c'est parce que, dans la province de Québec, on n'évalue pas les terres à leur pleine valeur. Est-ce que le premier ministre veut dire que nos administrateurs municipaux et le ministère des Affaires municipales sont, au point de vue municipal, en arrière de 20 ans? Moi, je ne le crois pas. L'argument du premier ministre ne tient pas debout. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) doit s'apercevoir que le crédit agricole n'a pas suivi la valeur des terres: il ne vaut pas la moitié de ce qu'il valait autrefois.

Le premier ministre a dit qu'en 1936 les campagnes se vidaient, que la situation était désespérée, que les dettes des fabriques n'étaient pas payées, mais les dettes des fabriques sont encore plus grandes; et va-t-on dire que c'est à cause de la prospérité que le gouvernement fait voter des sommes toujours plus fortes pour le crédit agricole? On pouvait lire dans *Le Foyer rural* que 10,000 terres ont été abandonnées depuis 10 ans dans nos vieilles paroisses. Et il y en a bien 10,000 autres dans nos territoires de colonisation. C'est plus qu'en 1936. Il faut remonter à 1921 pour retrouver à peu près la même situation. Voilà les résultats de la politique de l'Union nationale.

Si l'on veut la prospérité pour l'agriculture, il faut une politique d'encouragement, sinon, dans 10 ans, on verra 20,000 terres abandonnées dans les seules vieilles paroisses. Le nombre des terres en culture diminue. Le ministre de l'Agriculture s'est dit opposé à ce qu'un cultivateur ait deux, trois terres, mais est-ce une erreur pour un père d'acheter deux, trois terres en vue de les donner ensuite à ses garçons? Je dis non. Ce ne sont pas des "gentleman farmers" qui viennent demander le crédit agricole. Un cultivateur doit avoir l'argent nécessaire pour placer ses garçons. D'ailleurs, en 1935, le ministre actuel n'était pas en faveur du crédit agricole gouvernemental.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'ai toujours été en faveur d'un crédit agricole financé par le gouvernement, toujours...

M. Dupré (Verchères): Mais les cultivateurs étaient contre. C'est le fédéral qui a doté le pays d'un crédit agricole. Le présent gouvernement a fait tout ce qui était en son pouvoir pour le détruire.

Le gouvernement libéral provincial, voyant que le taux d'intérêt fixé par Ottawa était trop élevé, fit voter une loi pour rembourser 2 % sur le taux d'intérêt de 5 % d'Ottawa. Et quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir en 1936, elle a dit nous allons faire un crédit agricole provincial de 2.5 %. Je suis pour un crédit agricole provincial, mais le seul changement pour le cultivateur a été une différence d'intérêt de 0.5 %. Le premier ministre a parlé de changements qui se sont produits en 1940. Je vais en parler moi aussi. La politique du gouvernement libéral a été d'augmenter les revenus des agriculteurs pour leur permettre de rembourser leurs dettes. Il y a eu des primes sur le beurre et sur le fromage, ce qui a donné plus d'un million de dollars et quelque chose. De 1946 à 1950, l'Office a

prêté environ \$5,000,000 par année; en 1951 et en 1952, on a mis \$10,000,000 annuellement à sa disposition; en 1953, \$15,000,000. Ça n'indique pas la prospérité.

Et aujourd'hui, le gouvernement provincial ne rembourse plus une partie de l'intérêt du crédit agricole fédéral. C'est le meilleur moyen pour empêcher des gens de s'adresser à Ottawa. Il ferme ainsi la porte à ceux qui auraient besoin de plus du maximum de \$7,000, car pour eux, l'intérêt devient trop élevé, s'ils recourent au prêt fédéral. Mais ça ne fait plus l'affaire depuis qu'Ottawa a porté son prêt maximum à \$10,000. Je veux demander au ministre de l'Agriculture de penser sérieusement à porter le prêt agricole maximum à au moins \$10,000 et de songer à prêter sur les fermes et le roulant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis le début de l'après-midi, nous discutons une loi en faveur de laquelle l'opposition va voter. L'opposition parle et parle encore. Nos amis d'en face semblent s'ingénier de façon regrettable à faire perdre le temps de la Chambre et l'argent de la province.

C'est un fait reconnu qu'il n'y a pratiquement pas de propriété évaluée à 100 % de leur valeur réelle dans la province de Québec. D'une façon générale, elles sont évaluées au tiers. Et je vais citer des exemples. La preuve c'est qu'après le feu de Rimouski¹⁷ et de Cabano¹⁸, pour faire bénéficier les sinistrés de montants convenables, nous avons dû hausser l'évaluation par trois à Rimouski et par douze¹⁹ à Cabano pour qu'ils obtiennent des prêts suffisants. Même chose après le feu de Saint-Urbain, il a fallu hausser l'évaluation par dix. Si l'opposition est contre la loi, qu'elle vote contre! Je dis que lorsqu'on prétend que l'évaluation ici est à sa pleine valeur, ou bien on n'est pas au courant de la situation, ou bien on veut tromper la Chambre.

M. Cournoyer (Richelieu): Merci pour cette gentillesse!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les cultivateurs de la province préfèrent le prêt provincial parce qu'ils obtiennent de l'argent à 2.5 % d'intérêt pour 39 ans. En y ajoutant 1.5 % d'amortissement, cela ne fait que 4 % d'intérêt, c'est-à-dire moins que le seul intérêt sur un prêt consenti par des particuliers et au seul intérêt du prêt fédéral. En 25 ans, de 1929 à 1954, l'Office fédéral a consenti 19,415 prêts dans tout le pays pour un montant de \$83,920,000, tandis qu'en l'espace de

17 ans, l'Office provincial a prêté \$104,000,000 dans la province, seulement. Au cours des 25 ans, l'Office fédéral n'a prêté que \$18,600,000 environ aux seuls cultivateurs québécois. Voilà des faits. C'est le gouvernement qui paie les frais de notaire, de recherche et d'enregistrement dans le Québec alors qu'avec le prêt fédéral, c'est le cultivateur qui débourse. À Québec, il ne paie que \$5 de frais d'inspection et on les lui rembourse si le prêt n'est pas consenti. À Ottawa, les frais sont de \$10, qui n'est jamais remboursé. En tout, nous consacrons à cela \$400,000 par année.

M. Cournoyer (Richelieu): La première automobile fut considérée comme quelque chose d'extraordinaire. Le premier prêt agricole provincial, bien qu'il existât déjà un prêt agricole fédéral, fut aussi considéré comme un peu extraordinaire. Mais ce premier prêt est demeuré tel qu'il était en 1936. Mais, chaque année, on revient avec une demande de nouveaux crédits. Il n'y a pas un Parlement au Canada où l'on revient aussi régulièrement sur les mêmes lois. C'est ma troisième session à Québec et, chaque année, on entend le même refrain sur le prêt agricole.

La loi revient chaque année devant la Chambre pour un "pèlerinage annuel". C'est tout simplement pour le gouvernement une occasion de se faire une publicité. Il ne s'agit pas ici de se prononcer sur la valeur du prêt agricole, mais tout simplement de mettre un nouveau crédit à la disposition de l'Office. Or, ce surplus de crédit qu'on nous demande est tout simplement inutile. Au 31 décembre 1953, il y avait au-delà de \$121,000,000 à la disposition de l'Office et on n'avait dépensé qu'un peu plus de \$103,000,000. Il reste tout près de \$18,000,000. La moyenne des prêts est de \$8,000,000 à \$10,000,000 par année. Il y a donc assez d'argent... La loi est parfaitement inutile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Votez contre.

M. Cournoyer (Richelieu): Les crédits demandés ne sont pas réellement nécessaires. Le gouvernement tente de faire croire qu'il s'agit réellement du prêt agricole, tandis qu'il s'agit de sa publicité. On voudrait essayer de faire croire que nous sommes contre le prêt agricole. On a perdu \$300 depuis 1936, grosse aide en effet aux cultivateurs. Le prêt fédéral, qui est plus complet et plus efficace que le nôtre, a mis \$15,000,000 à la disposition des cultivateurs. Nous voulons espérer

que le vote de ce projet par l'opposition amènera le gouvernement à proposer des mesures qui amélioreront la législation agricole. Nous sommes prêts à voter \$9,000,000, mais pas à faire l'éloge du gouvernement.

L'honorable M. Barré (Rouville): On nous accuse de faire un débat. Qui le fait, ce débat? On demande: Pourquoi cette loi? Parce que les députés ont le droit d'être renseignés sur les argents dépensés. De plus, nous ne voulons pas être un jour dans la situation d'avoir consenti des prêts aux cultivateurs et leur dire que nous ne pouvons les honorer, parce que l'on n'a plus d'argent. Le député de Richelieu (M. Cournoyer) m'a demandé des chiffres, dans le but évident de m'embarrasser. Il les avait sous le nez dans le rapport de l'Office. Faut-il qu'un parti soit pauvre en arguments pour en être rendu à faire perdre le temps de la Chambre, non pour critiquer la loi, non pour dire que la province a perdu de l'argent, mais pour prétendre que le gouvernement veut se faire de la publicité! Si, en 1953, on n'avait pas demandé de nouveaux crédits, on aurait manqué d'argent pour payer tous les prêts consentis: J'ai fait en sorte d'éviter un débat qui est une honte pour l'opposition...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis surpris d'entendre ce mot. À moins que le ministre n'ait dépassé sa pensée et ne soit prêt à le retirer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, non!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si on ne peut plus critiquer la législation ou faire des suggestions, si c'est une honte pour l'opposition de jouer son rôle, il ne restera aux députés qu'à se réunir, à élire un gérant et à s'en retourner chez eux! Pourquoi une loi spéciale quand on pourrait voter les mêmes montants dans les crédits? Le premier ministre passe son temps à dire que la province évolue. Si la province évolue, l'agriculture doit évoluer aussi. Il n'y a que le crédit agricole qui n'ait pas évolué. Est-ce une honte que de le dire? Est-ce une honte que de passer quatre heures sur une loi qui engage une somme de \$9,000,000? Ne vaut-il pas la peine d'en profiter pour faire des suggestions?

Nous passons à peine quatre heures à discuter un crédit de \$9,000,000 et on dit que c'est une honte. On s'insulte parce que nous étudions sérieusement les lois? Mais nous devrions passer des jours à scruter les millions qu'on nous demande! Serait-ce

par hasard faire perdre le temps de la Chambre si nous relisons ici les discours que le premier ministre prononçait quand il était chef de l'opposition? Pour des bagatelles, il parlait pendant des jours. Et quand nous employons quelques minutes pour discuter, on nous dit que c'est une honte! Nos suggestions ne faisaient que répéter celles de l'Union catholique des cultivateurs (UCC). Serait-il défendu de faire ici des suggestions que nous tenons des plus grands spécialistes de la question? Est-ce une honte pour l'UCC d'avoir réclamé ces choses? Nous allons voter pour la loi, mais l'an prochain, nous ferons encore des suggestions. Et si l'on veut pour cela nous considérer comme la honte du Parlement, nous n'en continuerons pas moins à faire notre devoir. Je me demande si le mot n'a pas échappé au ministre, pour lequel nous avons de l'estime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il est impossible de présenter ces crédits dans le budget, car il s'agit d'une loi spéciale avec des conditions spéciales. Nous avons laissé parler l'opposition. Mais c'est pénible de la voir critiquer sans fin un projet de loi, répéter toujours la même chose, et finir par voter en faveur de la loi. Cela n'est pas de nature à l'aider, et c'est cela qui nous fait de la peine, car nous ne voulons pas la mort de l'opposition. Nous voulons l'empêcher de se détruire complètement, pour qu'il en reste un peu. Nous trouvons tout de même sa manière d'agir regrettable et nous disons que c'est une façon honteuse de procéder.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre aime à dire qu'on ne peut comparer les évaluations foncières du Québec et de l'Ontario. Les statistiques que j'ai citées, au sujet de la valeur moyenne des fermes dans l'Ontario et le Québec, affirment en toutes lettres que les mêmes méthodes uniformes d'évaluation sont utilisées dans tout le pays pour les fins des statistiques agricoles. Elles sont toutes préparées d'après les mêmes barèmes. Le système fédéral est uniforme pour tout le Canada, comme on le dit d'ailleurs dans *L'Annuaire statistique de la province*, préparé par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Et je dis qu'avec les mêmes méthodes, nous arrivons à des comparaisons peu reluisantes pour la province. Je dis aussi que ce n'est pas en nous enfouissant la tête dans le sable que nous réglerons le problème. Le nombre des prêts augmente toujours, ce qui n'est pas un signe de prospérité. Faisons face à la situation, car il est temps de se placer en face des réalités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que cette résolution soit maintenant agréée. La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartrand, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Earl, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 70.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 2 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartrand, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Earl, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée,

Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 70.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartrand, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Earl, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 70.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Législature, démission écrite des députés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill évite certains ennuis que peut provoquer la loi actuelle. Avec le présent système, dit-il, des faux regrettables peuvent se produire, par suite de la difficulté de vérifier les noms des témoins. Il est déjà arrivé qu'une démission ait été envoyée à l'Orateur et que le siège ait été déclaré vacant, alors qu'il n'y avait pas eu, en réalité, de démission du député.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartrand, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 50.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Notre Code civil reconnaît comme pièce authentique tout acte reçu par un notaire ou commissaire désigné à cet effet. On peut alors se demander si le but du bill ne serait pas d'assurer un contrôle plus complet d'un chef de parti sur sa députation.

M. le président: Je dois rappeler le député à l'ordre. Les règlements ne lui permettent pas d'imputer ainsi des intentions inavouables...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je retire alors mes paroles. Je dis que ça permettra à un chef de mieux contrôler sa députation. C'est un bill antidémocratique, contraire à l'esprit du Code civil sur les dépositions authentiques, dont on ne voit pas bien l'utilité.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'amendement est pourtant bien simple. On veut

simplement qu'il y ait plus de proportion entre les conditions exigées pour la remise d'une démission en Chambre et une remise de démission en dehors de la Chambre. En Chambre, un député qui démissionne a ses 91 collègues comme témoins. On demande, s'il démissionne en dehors de la Chambre, qu'il prenne deux députés comme témoins. Il est ridicule d'y vouloir soupçonner une intention de contrôle de la part d'un chef de parti. Et si un notaire peut recevoir un acte authentique, pourquoi deux députés ne le pourraient-ils pas mieux encore?

Le député de Jeanne-Mance (M. Noël) voit des fantômes. Où va-t-il chercher sa suspicion? Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans. Deux députés, ça vaut mieux que deux témoins qu'on ne connaît pas et qu'on ne peut pas identifier.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a lieu de se demander si l'amendement ne restreint pas la liberté des députés, leur liberté de siéger ou de ne pas siéger. L'ancienne loi qui parlait simplement de deux témoins était raisonnable. Dans quelle position se trouvera le député qui devra faire signer sa démission par deux collègues? Dans quelle position se trouveront ceux-ci, s'ils savent que la démission contrarie leur chef?

Je le comprends, mais ce cas, ne serait-ce pas favoriser les actes de trahison? Je me demande pourquoi on apporte cette mesure à ce moment-ci. Que se passe-t-il du côté de la droite? L'an dernier, des journaux ont mentionné que le député de Brome avait démissionné. Récemment, on a fait écho à des rumeurs de démission du ministre de la Colonisation... Voici encore un bill du gouvernement auquel nous pourrions attacher des noms.

M. le président: Je dois rappeler le député à l'ordre. Il n'a pas le droit de prêter des intentions inavouables à ses collègues.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette mesure entrave la liberté des députés.

M. Bertrand (Missisquoi): On veut soulever une tempête dans un verre d'eau. On parle de liberté avec la même chaleur qu'aux jours de 1789 alors que s'organisait la Révolution française. Cette fois, c'est la liberté des députés qui serait en jeu. Il ne sied guère au député de Saint-Maurice de parler de trahison. Il devrait se rappeler ses nombreuses culbutes dans le monde de la politique pour savoir qu'il pourra toujours compter sur des signatures pour adresser sa démission.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une telle loi existe déjà à Ottawa. Elle est assez compliquée. D'après la loi fédérale, la démission doit se faire devant deux députés. Or, un député voulut démissionner un jour et pas un de ses collègues ne consentit à signer sa lettre de démission. Il lui répugnait de s'adresser à ses adversaires et renonça plutôt à son projet. Pourquoi introduire une disposition semblable dans notre loi? Y a-t-il des cas qui se sont présentés? Je ne vois rien qui puisse me convaincre de changer la loi actuelle. Je voudrais savoir ce qui a amené le gouvernement à modifier sa loi actuelle qui, il me semble, n'a pas provoqué de plainte. Des cas particuliers sont-ils à l'origine de cet amendement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'idée de l'amendement m'est venue quand M. George Marler a démissionné comme député de Westmount. La lettre portait la signature de deux témoins, mais sans mention d'adresse. Ces deux personnes étaient inconnues de l'Orateur. Impossible, en pareil cas, de contrôler l'authenticité de la démission. Le bill actuel n'a pas d'autre but que de protéger les prérogatives des députés et d'empêcher que des documents ne soient forgés.

L'ancien texte ne dit pas que les témoins doivent être sujets canadiens et n'oblige pas à mentionner les adresses. Nous ne faisons qu'appliquer ici un principe appliqué partout et reconnu en droit parlementaire britannique. Quand un député siège pour la première fois en Chambre, il doit être présenté par deux collègues.

On a d'ailleurs déjà le même principe pour la déclaration à faire à l'Orateur de la Chambre d'un siège vacant. N'importe qui, actuellement, peut forger la signature d'un député et de deux témoins. Quand l'honorable M. Marler a démissionné, ses deux témoins étaient des inconnus pour l'Orateur de la Chambre et moi-même. Il aurait pu y avoir faux. À Londres et à Ottawa, la démission doit aussi être signée par deux collègues. Nous faisons la même chose. Ça ne nuit aucunement à la liberté des députés. Si l'opposition a une meilleure méthode, je ne demande pas mieux. Il s'agit simplement de prévenir la fraude.

M. Bélanger (Lévis): (Avec ironie) On ne doit pas mettre fin à une tradition de 77 ans pour copier l'œuvre de gouvernements étrangers. Quand un député veut démissionner, c'est qu'il n'approuve pas la politique de son parti. Supposons que le ministre de la Colonisation voudrait démissionner, y

a-t-il un seul membre de la droite qui voudrait signer sa lettre de démission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement d'Ottawa n'est pas un gouvernement étranger. C'est la démission de M. Marler qui m'a mis la puce à l'oreille. Il (M. Duplessis) lit une lettre que l'Orateur a adressée à l'ancien député de Westmount-Saint-Georges pour lui demander les noms et adresses de ses témoins. Les noms étaient illisibles sur le document et aucun contrôle n'était possible parce qu'il n'y avait pas d'adresse. Tout ce que je veux, dit-il, c'est que la démission soit faite devant des témoins que l'on connaît et que l'on peut identifier.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ce sont les électeurs qui confient le mandat. Pourquoi ne demanderait-on pas à deux électeurs de signer la démission. Ce serait plus logique?

M. Bélanger (Lévis): D'une part le gouvernement nous dit que nos traditions sont en danger, et d'autre part, il veut imiter les Parlements de l'étranger, Londres et Ottawa. Mais le gouvernement pourrait-il sérieusement croire que si, par exemple, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) voulait démissionner, il trouverait, du côté ministériel, deux députés ayant le courage de signer sa démission. Le but de la loi, c'est d'augmenter le contrôle du chef de l'Union nationale sur ses membres. Pour ce qui est des signatures, celui qui est assez adroit pour en forger une le sera assez pour en forger trois. Et puis pourquoi ne pas asseoir les deux témoins devant la Cour supérieure?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement ne fait que reconnaître un principe appliqué partout. On a d'ailleurs déjà le même

principe pour la déclaration à faire à l'Orateur de la Chambre d'un siège vacant ou la présentation d'un député. Deux députés doivent le présenter et deux députés doivent aussi certifier son départ. Ce qui m'a incité à soumettre ce projet de loi, c'est la lettre de démission de M. Marler. Elle était signée par deux personnes que nous ne connaissons pas, l'Orateur de la Chambre et moi-même; et les signatures étaient illisibles. Il y aurait pu y avoir faux. Le problème est un problème d'identification. Je n'aurais pas d'objections à ce que l'identification se fasse devant le magistrat, le protonotaire ou un juge de la Cour supérieure, le greffier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le greffier de la Chambre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on cesse donc de prendre des attitudes qui sont inqualifiables. Dans ces circonstances, la loi va rester telle qu'elle est.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chartrand, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 50.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs

spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare ne pas avoir d'objection à la loi. Il se demande seulement ce qui serait advenu si toutes les municipalités s'en étaient prévaluées entièrement. Il pense qu'assez peu s'en sont prévaluées. Combien de municipalités se sont prévaluées de la loi à Montréal et à Québec par exemple?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Peu de municipalités s'étaient prévaluées de la loi, mais cela n'est pas une raison pour ne pas étendre le délai pour l'application de cette loi. Le bill en question a pour but de prolonger jusqu'au 1^{er} juin 1958 les pouvoirs accordés aux corporations municipales, en 1948, pour leur permettre de contribuer au règlement de la crise du logement. Cette loi s'intègre à trois législations adoptées que le gouvernement a présentées depuis 1948 pour remédier à la crise du logement, qui est un problème de la plus haute importance. Cette crise ne peut être réglée par le gouvernement seul.

Les municipalités et les individus doivent également y collaborer et prendre leur part de responsabilité personnelle, afin d'éviter de faire de chaque individu un pensionnaire de l'État. Il faut mettre en relief le sens de la responsabilité personnelle que trop d'appels aux appétits tentent aujourd'hui d'amoindrir.

Dans l'ensemble de la province, environ 300 individus, ce qui est suffisant pour justifier la loi, en ont profité. En vertu de la loi, les corporations municipales ont été autorisées à accorder des commutations de taxes et à céder des terrains à un prix nominal. Sans cette loi générale, il aurait fallu recourir à un bill privé chaque fois.

M. Hamel (Saint-Maurice) cite le cas d'une municipalité qui achèterait des terrains pour \$25,000

et demande si cette municipalité doit toujours vendre chaque lot à un prix nominal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas nécessairement. Mais si nous avons mentionné un prix nominal, c'est pour qu'on travaille efficacement au règlement de la crise du logement. La loi mentionne la vente de terrain au prix nominal de \$1 pour éviter aux municipalités de spéculer sur les terrains.

Le but de la loi est surtout d'aider les municipalités à utiliser leurs terrains vacants. Mais le prix nominal de \$1 n'est pas forcément un maximum. Les municipalités seront dédommagées par l'augmentation de la valeur foncière et les taxes qu'elles retireront.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que la première loi à l'étude demain sera celle de l'électrification rurale.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Ledoux (Shefford), selon le *Montréal-Matin* du 1^{er} décembre 1954, à la page 5; M. Fox (Brome), selon *La Presse* du 2 décembre 1954, à la page 33; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1. *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3, rapporte que M. Frank Hanley (Montréal-Sainte-Anne) fait sa première apparition de la session en Chambre.

2. Le journaliste de *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 15, explique que Duplessis fait cette remarque parce que "Granby fait partie du comté de Shefford". De là le lien avec M. Ledoux, le député absent.

3. Chiffre du *Soleil* du 1^{er} décembre 1954, à la page 1. *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 3, mentionne \$103,717,345.

4. Chiffre de *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 2. *Le Devoir* du 1^{er} décembre 1954, à la page 3, mentionne \$75.

5. Chiffre de *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 2. *Le Devoir* du 1^{er} décembre 1954, à la page 3, mentionne \$11,000.

6. Chiffre de *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 14. *La Presse* du 1^{er} décembre 1954, à la page 49, mentionne plutôt 63 %.

7. M. Barré, M. Élie et M. Labbé.

8. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 1^{er} décembre 1954, à la page 3, dit que M. Noël fait référence "to the honeyed 1951 editorial" du *Soleil*.

9. Chiffre de *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 14. *Le Soleil* du 1^{er} décembre 1954, à la page 27, écrit 23 cents la livre.

10. Chiffre du *Montréal-Matin* du 1^{er} décembre 1954, à la page 7. *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 14, avance plutôt \$108,000,000.

11. Chiffre de *La Presse* du 1^{er} décembre 1954, à la page 49. *Le Nouvelliste* du 1^{er} décembre 1954, à la page 16, mentionne \$3,289.

12. Lors de la séance du 4 février 1954, M. Duplessis avait ainsi qualifié le journaliste du *Devoir* Pierre Laporte qui avait écrit un article défavorable à l'endroit du gouvernement. Quelques années auparavant, M. Duplessis avait intercedé en faveur de M. Laporte dans une affaire de succession familiale. Pour plus de détails, voir Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1976, p. 539-540.

13. *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 14, écrit que "le premier ministre fait intercaler dans la loi une précision pour bien spécifier que le maximum des prêtres restait de \$7,000. On l'avait ajoutée à la fin du premier paragraphe de l'article 1 en tenant compte toutefois des modifications apportées par les lois 1-2 Élisabeth II, chapitre V et 2-3 Élisabeth II, chapitre IV".

14. Le *Chronicle Telegraph* du 1^{er} décembre 1954, à la page 37, ajoute "Mais M. Lemieux, pour agacer les députés de l'Union nationale, a continué de parler encore quelques minutes".

15. Donnée de *La Presse* du 1^{er} décembre 1954, à la page 49. *La Tribune* du 1^{er} décembre 1954, à la page 11, mentionne 1955.

16. Le journaliste de *La Patrie* du 1^{er} décembre 1954, à la page 13, écrit que M. Dupré "souleva, à plusieurs reprises, l'hilarité de la Chambre par des remarques à l'emporte-pièce, des réflexions inattendues, des répliques savoureuses".

17. La conflagration des 6 et 7 mai 1950 détruisit le tiers de la ville de Rimouski.

18. La conflagration du 9 mai 1950 détruisit la moitié du village de Cabano.

19. Chiffre de *L'Action catholique* du 1^{er} décembre 1954, à la page 14. *Le Soleil* du 1^{er} décembre 1954, à la page 27, mentionne qu'il faut multiplier par six à Cabano.

Séance du mercredi 1^{er} décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski (M. Gagnon, Matapédia);
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Barrière);
- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);
- de la Commission de transport de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thibeault);
- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Boudreau);
- de The Children's Memorial Hospital of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Roche);
- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de la corporation municipale de la paroisse de l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi érigeant ladite municipalité en ville et lui accordant certains pouvoirs plus étendus (M. Jeannotte).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 174 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Marie Joseph

Boyer de la Giroday à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 125 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau.

Et, sans amendement, le bill 111 concernant les testament et codicille de feue Lady Amy Redpath Roddick.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 modifiant la charte des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère;
 - bill 114 concernant l'adoption de Marie Françoise Blanchet;
 - bill 116 changeant le nom de Joseph André Maurice Boutet en celui de Joseph André Maurice Gravel;
 - bill 117 changeant le nom de Jules Prentovitch en celui de Jules Prentovitch-Desjardins.
- Et, sans amendement, les bills suivants:
- bill 121 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon;
 - bill 104 changeant le nom de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 122 constituant en corporation l'hôpital de l'Espérance de Saint-Laurent ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

J. M. J. Boyer de la Giroday

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Pont-Viau

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Lady Amy Redpath Roddick

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 concernant les testament et codicille de feu Lady Amy Redpath Roddick.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Grand'Mère

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 modifiant la charte des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adoption de Marie Françoise Blanchet

M. Bédard (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 concernant l'adoption de Marie Françoise Blanchet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Bédard (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joseph André Maurice Boutet

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 changeant le nom de Joseph André Maurice Boutet en celui de Joseph André Maurice Gravel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jules Prentovitch

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 changeant le nom de Jules Prentovitch en celui de Jules Prentovitch-Desjardins.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe d'éducation à Saint-Gabriel-de-Brandon

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joseph E. L. G. Clermont

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 changeant le nom de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont en

celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Noranda, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe de vente;

- de la corporation de la ville de Waterloo, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Edmond Kupfersmidt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire;

- de Georges-Émile Larouche, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Georges-Émile Bouchard;

- de Stanley A. Bardecki, demandant l'adoption d'une loi pour l'admettre au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, après examens;

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Collège des chiropraticiens de la province de Québec;

- de la municipalité de Chutes-aux-Outardes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville,

demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer et prélever une taxe de vente;

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la commission scolaire pour la municipalité de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Gérard Legault, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre à un immeuble situé à la Côte Saint-Jean;

- des légataires de la succession de feu Armand Bouvier, demandant l'adoption d'une loi autorisant lesdits légataires à céder, vendre les biens immobiliers de ladite succession;

- de la Société coopérative agricole du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de La commission scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Waterloo

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 concernant la ville de Waterloo et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Société coopérative agricole de Granby

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 modifiant la loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Edmund Kupfersmidt

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Edmund Kupfersmidt à l'exercice de l'art dentaire après examens.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Stanley A. Bardecki

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133

autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Stanley A. Bardecki à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Drummondville

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament d'Arthur Bouvier

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 concernant le testament d'Arthur Bouvier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Georges-Émile Larouche

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 changeant le nom de Georges-Émile Larouche en celui de Georges-Émile Bouchard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association des chiropraticiens¹

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Municipalité scolaire
de Chute-aux-Outardes**

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 érigeant la municipalité scolaire du village de Chute-aux-Outardes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Propriété
de Gérald Legault**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 validant et confirmant le titre de Gérald Legault à la propriété d'un immeuble dans la paroisse de Pointe-Claire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Shawinigan Falls**

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Noranda

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 modifiant la charte de la cité de Noranda et concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Noranda.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
d'Asbestos**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Boni de Noël
aux fonctionnaires provinciaux**

M. Savard (Québec-Ouest): Dans une conférence de presse tenue la semaine dernière, le premier ministre a donné certains espoirs aux fonctionnaires provinciaux. Il a donné avis aux employés civils que le gouvernement allait leur payer un boni de Noël pour une somme de \$225,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas une question de privilège. Pour parler sur une question de privilège, il faut que ce soit une chose qui nous concerne personnellement. Si le député veut simplement poser une question, je n'ai pas d'objection, pourvu qu'il ne fasse pas de discours.

M. l'Orateur: Le député pose-t-il une question?

M. Savard (Québec-Ouest): Oui, je vais poser une question, mais il faut auparavant que je lise ce qu'ont rapporté les journaux à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette façon de procéder est contraire aux règlements de la Chambre.

M. Savard (Québec-Ouest) cite les règlements qui, à l'article des questions de privilège, parlent des questions d'intérêt public. C'est une question d'intérêt public que je veux poser, dit-il.

M. l'Orateur demande au député de Québec-Ouest de reprendre son siège. Je prends l'affaire en délibéré, dit-il. Je rendrai jugement à une prochaine séance².

**Inspecteur des
compagnies de fidéicommiss**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 13 concernant le bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommiss.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que l'article 38 de la loi des compagnies de fidéicommiss (Statuts refondus, 1941, chapitre 284),

remplacé par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 67, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"38. Les frais du bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommiss, déterminés chaque année par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont à la charge des compagnies de fidéicommiss enregistrées dans la province.

"Le montant de ces frais est recouvré de chaque compagnie ainsi qu'il suit:

a. une partie suivant un minimum fixé chaque année par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b. le solde, dans la proportion, pour chaque compagnie, de ses revenus bruts provenant de ses opérations dans la province pendant l'année précédente par rapport au total des revenus bruts de toutes les compagnies provenant de leurs opérations dans la province pour la même année.

"Le certificat du ministre des Finances établit définitivement le montant que chaque compagnie doit payer en vertu du présent article."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous allons voter pour cette loi. J'ai essayé de trouver dans les *Comptes publics* les charges de la province à ce sujet. Reçoit-elle plus des compagnies qu'elle ne dépense pour les inspections? Est-ce qu'elle se trouverait déficitaire?

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est évident qu'elle l'est. La province dépense plus qu'elle ne reçoit dans certains cas, car il y a des compagnies qui ne font pas beaucoup d'affaires dans Québec et qu'il faut inspecter au même titre que les autres plus prospères.

Pour l'année qui se termine le 1^{er} avril 1954, les dépenses se chiffrent à \$9,000. Avec cette loi, le gouvernement veut ainsi répartir la charge des inspections de la façon la plus équitable possible.

Les compagnies qui font beaucoup d'affaires paieront un peu moins et les autres un peu plus. Les compagnies d'assurances sont généralement satisfaites de l'entente à ce sujet.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant le bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommiss soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'exploitation des forêts

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 16 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que l'article 12 de la loi 10 George VI, chapitre 25, modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 37, par l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 18, remplacé par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 33, et par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 24, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"12. Les arrêtés en conseil qui seront adoptés avant le 31 décembre 1956 pour donner effet aux articles 1 et 2 seront réputés faire partie de la présente loi."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, en vertu de la loi, peut réallouer

des concessions forestières quand l'intérêt public l'exige. Autrefois, on procédait sans plan d'ensemble, et des compagnies avaient des concessions forestières à des centaines de milles à leurs moulins. Des propriétaires de moulins de Trois-Rivières avaient des concessions près de l'Île d'Anticosti, et ceux de l'Île d'Anticosti en avaient près de Trois-Rivières. Pour remédier à cette situation, les compagnies ont demandé au gouvernement d'autoriser des échanges ou de faire des ventes de concessions, dans le but de favoriser ces industries qui ont besoin de bois pour leurs opérations.

Des modifications ont été apportées aux concessions forestières, afin de simplifier les opérations de coupe. Certaines compagnies se font garantir des limites sur les terres de la Couronne en échange de concessions de droits sur les propriétés foncières du Bas-Saint-Laurent. L'utilisation du bois sur les propriétés foncières vacantes revient aux petites entreprises.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les députés libéraux ont voté contre la loi à son origine. Combien d'arrêtés ministériels ont été adoptés en vertu des pouvoirs donnés par cette législation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour autant que ma mémoire soit fidèle, c'est environ une dizaine d'arrêtés ministériels: l'échange des concessions de la St. Lawrence Paper, sur l'Île d'Anticosti, avec celles de la compagnie de Dolbeau, et d'autres qui ont été demandés par la Howard Smith, l'Ontario Paper et l'Anglo Pulp. La loi donne aux arrêtés ministériels un effet législatif assurant la stabilité de l'industrie forestière si nécessaire au bien-être de la population forestière

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la prévention des incendies

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose: Que l'article 13 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1941, chapitre 151), remplacé par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 30, et par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 14, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, accorder aux corporations municipales de paroisse, de village et de ville des subventions pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies.

Ces subventions sont payables à même le fonds consolidé du revenu. Elles ne doivent pas excéder en totalité sept cent cinquante mille dollars par année."

Le bill à l'étude a pour effet d'augmenter de \$100,000 par année, en le portant de \$650,000 à \$750,000, le total des subventions qui peuvent être accordées aux corporations municipales pour les aider à se protéger contre le feu. Il ne se passe pas de semaine sans que les journaux ne nous rapportent

chaque jour des pertes cruelles, des sinistres ou des conflagrations aux conséquences désastreuses. Durant les 12 dernières années, dans la seule province de Québec, le feu a causé la mort de 1,200 personnes. Il y a eu 6,000 blessés et des pertes matérielles pour au-delà de \$300,000,000. C'est un triste bilan, et personne ne peut rester indifférent en face de ce grave fléau sans cesse plus dévastateur. Les corporations municipales s'en rendent compte et, chaque année, elles nous demandent de l'aide pour organiser des départements pour combattre les incendies.

Les demandes d'octrois se font donc de plus en plus pressantes et de plus en plus nombreuses. Les subsides que le gouvernement distribue aident énormément à sauver des vies et à protéger la propriété matérielle contre ce fléau. C'est la raison de cette augmentation. Les municipalités se rendent compte qu'elles ont à Québec un gouvernement du peuple dirigé par un grand homme d'État, l'honorable premier ministre, dont la sollicitude généreuse s'étend sur toute la province. Je remercie le premier ministre d'avoir consenti à cette augmentation de subsides et de m'avoir permis de présenter ce projet de loi. Il s'agit de la protection de la vie et de la propriété. J'ai confiance qu'en face des services signalés que cette loi rendra à notre population, tous les députés de cette Chambre la voteront unanimement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Nous ne sommes pas contre le fait d'aider les municipalités à se protéger contre les incendies, mais nous trouvons que le système qui préside à la distribution des octrois est mauvais. Cette augmentation des subsides de \$100,000 est discutable parce qu'on laisse au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir discrétionnaire de distribuer les octrois aux municipalités, un pouvoir discrétionnaire condamnable et surtout imbu d'électorisme. Les subventions, ça va, mais le système de redistribution des octrois est mauvais en soi. Antidémocratique est le système de l'administration de contrôler les subventions pour s'en servir pour favoriser telle ou telle municipalité à la veille des élections. Ces octrois sont donnés à la discrétion du ministre qui pourra les dépenser à son gré. Il n'y a aucun barème, de sorte que les conseils municipaux sont à la merci du bon vouloir du gouvernement, qui en profite pour essayer de les contrôler.

On affirme, dans les cercles ministériels, que jamais le gouvernement n'a fait de politique avec ces octrois. À ce sujet, une lettre du député de Rivière-

du-Loup (M. Gagné), à M. C.-E. Belzile, maire de Saint-Clément, l'avertit qu'il (M. Gagné) ne peut recommander l'octroi sollicité et déplore que certaines municipalités ne semblent pas partager les opinions soutenues par le premier ministre lors de la conférence fédérale-provinciale en 1946. Les octrois au bon plaisir du gouvernement mettent les municipalités sous une tente à oxygène, car ces subventions ont toujours le caractère d'un privilège, bien qu'elles proviennent des taxes payées par tous les citoyens. C'est toujours la même tente d'oxygène. On distribue les octrois sans barème, suivant les opinions de ceux qui les demandent, alors que l'on devrait mettre tout le monde sur le même pied. C'est injuste et antidémocratique. Les municipalités y ont droit ou non. Agir de toute autre façon constitue une injustice. On devrait procéder d'après des barèmes fixés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est un agréable devoir pour moi de féliciter l'honorable ministre des Travaux publics (M. Lorrain) pour l'impulsion qu'il a donnée au système de protection contre le feu dans cette province. On sait que, bien souvent, on ne peut réparer les désastres provoqués par le feu. Avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, les gouvernements libéraux octroyaient à peine \$200,000 par an à cette œuvre de salut public, et les octrois étaient mis à la disposition des municipalités par l'intermédiaire du conseil des ministres, comme la chose se passe maintenant. Et nos amis d'en face trouvaient ça excellent. Ils applaudissaient alors ce qu'ils critiquent aujourd'hui. Pour la distribution de tels octrois, il est impossible de procéder autrement que par le lieutenant-gouverneur en conseil. On ne peut faire une loi uniforme. Les conditions varient d'une municipalité à l'autre. Les dangers sont plus grands dans un endroit que dans un autre. Autrement dit, la situation n'est pas la même partout. À cause de cela, il est humainement impossible d'établir des barèmes comme le réclame l'opposition.

Il n'y aurait pas de régime démocratique si des lois prévoyaient tout, sans tenir compte des circonstances. Ce serait une politique antiparlementaire et antidémocratique. Nous portons l'octroi de \$200,000 à \$750,000, et l'opposition n'est pas encore satisfaite. Ces gens varient d'opinion suivant les sièges qu'ils occupent. L'opposition n'est jamais contente, mais ça ne nous fatigue pas. Et puis, mon gouvernement n'a pas été élu pour agir en automate, mais pour exercer sa discrétion, suivant les faits qu'on porte à sa connaissance. De toute façon, à

cause des efforts du gouvernement dans ce champ d'action, notre situation au point de vue des incendies s'améliore d'année en année, par l'aide du gouvernement et par l'électrification rurale, une autre mesure qui permet par la force motrice d'utiliser les puits pour combattre les incendies. On peut faire maintenant davantage pour la protection contre l'incendie.

M. Dupré (Verchères) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans 95 cas sur 100, ce sont les corporations municipales qui ont bénéficié de la loi, jamais des compagnies ou des particuliers. Je conseillerais à l'opposition de changer de tactique, de cesser sa campagne de critiques et de dire que le gouvernement achète tout le monde. Qu'elle garde cette attitude et elle restera longtemps dans l'opposition. Qu'on la laisse dans sa campagne de dénigrement et nous allons continuer à avoir le respect du peuple.

M. Bélanger (Lévis): Le discours du premier ministre serait de nature à faire rire s'il n'était pas si tragiquement cynique...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de qualifier de cynique un discours d'un membre de cette Chambre.

Une voix de l'opposition: Alors, qu'on n'en prononce pas.

M. le président: Le mot "cynique" n'est pas parlementaire et je prierais l'honorable député de bien vouloir le retirer.

M. Bélanger (Lévis): Je le retire. Alors je dirai tragique. La loi actuelle permet au gouvernement de distribuer les octrois selon son bon plaisir. On pourrait dire à quelles conditions un octroi sera accordé. Le gouvernement est pour les pouvoirs discrétionnaires. Il se sert de ces octrois pour sa propagande: il ne donne qu'à ceux qui approuvent sa politique. Comme conséquence, des octrois sont accordés à des municipalités qui n'en ont pas besoin et refusés à d'autres qui en ont besoin. Dans une lettre du maire Gaucher de la Rivière des Prairies, celui-ci dit que toutes les conditions avaient été remplies depuis 10 mois, sans que la municipalité ne puisse obtenir son octroi. On n'aurait pu, à cause d'un manque d'outillage dû aux lenteurs du ministère

à apporter son concours, éteindre plusieurs incendies qui ont causé de graves dommages. Est-il possible dans ce domaine d'instituer des octrois statutaires comme en Ontario?

Je voudrais maintenant insister sur un autre point: prouver qu'on refuse des octrois à certains qui y ont droit et qu'on en accorde à d'autres qui n'ont pas le droit de les recevoir. La loi est formelle: l'octroi ne peut être versé qu'aux municipalités rurales; toutes les cités et villes en sont exclues. Plusieurs municipalités rurales qui pourraient devenir cité ne demandent pas leur incorporation pour ne pas perdre leur droit à l'octroi en question. Or, on a donné des octrois à des cités et villes.

Il (M. Bélanger) fait une revue des Statuts concernant la protection des incendies et déclare qu'à la suite des amendements apportés en 1950, les cités n'ont plus droit aux octrois pour se protéger contre le feu.

Le gouvernement viole le Statut, lorsqu'il accorde des octrois en faveur de la prévention des incendies aux villes. Mais cela n'a pas empêché le gouvernement de donner des octrois à plusieurs cités, entre autres, Cap-de-la-Madeleine, Chicoutimi, Rouyn, Rivière-du-Loup, qui ont bénéficié de la loi sans y avoir droit. Le ministre m'a déjà déclaré dans une lettre que cette législation ne s'appliquait pas aux villes. Non seulement le ministre verse des octrois à sa discrétion, mais il prend la discrétion de violer la loi. Qu'on amende la loi si nécessaire pour que les paiements soient faits légalement. Si l'on passe par-dessus les lois, il n'y a plus de démocratie possible.

De quel droit le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il accordé des octrois à des cités alors qu'il les refusait à d'autres? Et le ministre des Travaux publics (M. Lorrain) ne peut plaider l'ignorance. Moi-même j'ai fait une demande au nom de la cité de Lévis, il y a deux ans, qui avait besoin d'une échelle aérienne. Le ministre m'a répondu que la loi ne s'appliquait pas aux cités, et que Lévis, étant une ville, ne pouvait bénéficier de cet octroi destiné aux municipalités rurales. J'ai fait des recherches qui m'ont montré que des octrois avaient été bel et bien affectés à des villes, et je l'ai écrit au ministre qui m'a répondu qu'il lui était impossible de modifier sa première réponse. Il ajoutait que, dans certains cas, il pouvait arriver que l'on donne des octrois aux villes, mais qu'il ne voulait pas généraliser le cas. Cette année-là, un octroi avait été accordé à la cité de Trois-Rivières et le ministre le savait.

M. Cournoyer (Richelieu): C'est un don personnel.

M. Bélanger (Lévis): Je n'ai pas d'objection à ce que l'on donne des octrois aux cités et villes, mais dans ce cas, qu'on amende la loi. Je voudrais que la loi s'applique de la même façon partout. Je comprends que, dans chaque cas, il ne s'agit pas de gros montants, mais nous retournons au temps de Machiavel qui disait que le prince était au-dessus des lois. Le premier ministre invoque la démocratie: n'est-ce pas la violer que de dépenser l'argent du peuple sans autorisation de ses représentants? Un gouvernement qui dépense sans autorisation et sans droit ne mérite pas la confiance du peuple. Le faire, c'est se moquer de la démocratie. Nous voterons contre la loi, parce qu'elle donne lieu à des abus.

M. Barrière (Laval) félicite le gouvernement et le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) pour les bienfaits accomplis par cette loi dans la province de Québec, et notamment dans le comté de Laval.

Dès que les conditions exigées par la loi ont été remplies, Rivière-des-Prairies a reçu son octroi sans délai, à la satisfaction des citoyens. Cet octroi fut de \$10,000.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je m'oppose au principe de laisser au gouvernement la discrétion de dépenser de l'argent. Je sais que nous sommes ici en présence d'une loi présentée par un gouvernement libéral. Mais cela ne m'empêche pas de le déplorer.

(Quelques députés libéraux applaudissent)

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je dis cela parce que je suis persuadé que l'on dira plus tard que la loi était mauvaise. Dans cette loi, cependant, il y avait à l'origine un certain contrôle que le gouvernement a fait disparaître peu à peu. Vous prenez par exemple le cas des travaux de chômage, que le gouvernement...

Des voix ministérielles: Hors d'ordre!

M. le président: Le député sait qu'il est hors d'ordre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il y eut un autre cas à Rivière-du-Loup. Le député (M. Gagné) a écrit une lettre...

M. Gagné (Rivière-du-Loup): Je n'étais pas député à ce moment. Je répondrai tout à l'heure...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Que le député réponde tout de suite, je lui laisse la parole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'attitude libérale serait ridicule si elle n'était pas si pénible. Ils osent parler de patronage. Ils font grief au député de s'occuper de ses électeurs; n'est-il pas élu pour les représenter et les défendre? Il est naturel qu'il fasse valoir les demandes de ses électeurs. Qu'un député s'occupe de ses électeurs, ce n'est pas faire du patronage, mais simplement son devoir. On a fait des comparaisons avec l'Ontario. Certains députés de l'Assemblée législative, de l'opposition libérale, ont abusé de ces comparaisons. Nous sommes au Québec, à présent!

Le député de Jeanne-Mance affirme que nous avons restreint le sens de la loi. Ces propos démontrent que le député ne connaît pas tellement bien la loi. Mais qu'il lise donc celle adoptée par ses amis; la loi était bien plus tracassière sous les libéraux. Sous les anciens régimes, on réglementait tout, jusqu'à la grosseur des boyaux. Le lieutenant-gouverneur en conseil dictait aux municipalités: "Si vous voulez un octroi, vous achèterez des boyaux de telle grosseur". C'était la mainmise jusque sur l'activité commerciale. C'était tout de même excessif. Aujourd'hui, le gouvernement accorde des octrois, après enquête, aux municipalités qui en ont besoin, mais sans leur dicter de conditions.

On nous dit d'autre part: vous avez payé des octrois aux cités et villes et la loi ne vous le permet pas. D'abord, la loi ne nous l'interdit pas. Mais il y a plus: lorsqu'il est arrivé que nous avons versé des octrois aux cités, c'était parce qu'elles se trouvaient au centre d'agglomérations rurales et que, mieux équipées qu'elles d'un meilleur matériel pour les protéger des incendies, nous leur avons donné l'octroi. C'était un cas de discrétion. Nous avons jugé qu'il était plus économique, plus avantageux et plus sage d'améliorer le service des incendies de la cité et de le faire desservir dans le voisinage que de traiter avec chacune des agglomérations rurales. Rien dans la loi ne défend d'accorder des octrois aux cités et que de tels octrois soient accordés quand ils servent à l'intérêt général. Il est extrêmement difficile d'établir un barème. Le système de protection n'est pas seulement mécanique; il y entre aussi pour une bonne part la personnalité de l'équipe des pompiers. Quand on a un organisme compétent, on s'en sert.

C'est ainsi qu'une cité bien organisée peut se trouver au centre de municipalités rurales. Prenez le cas de Montréal qui se plaint, et avec raison, d'avoir la responsabilité de protéger contre les incendies

toutes les municipalités de banlieue, il faut tout de même en tenir compte. Alors, on lui accordera un octroi qui lui permettra de s'organiser pour assurer la protection des municipalités rurales. Cela fait l'affaire des deux et sauve de l'argent aux deux. Dans cette affaire, la communauté rurale a évité des dépenses de construction d'une station, d'achat d'équipements et d'embauche de pompiers. Il ne s'agit que de coordonner le travail.

Il est en effet arrivé que des municipalités rurales sont venues nous demander des octrois; elles admettaient, cependant, qu'elles seraient mieux protégées contre les incendies par la ville voisine qu'elles ne pourraient le faire elles-mêmes. Nous leur avons dit: "Entendez-vous avec la ville la plus voisine de chez vous qui a un service efficace de lutte contre les incendies et nous lui verserons l'octroi que vous demandez à condition qu'elle s'engage à vous protéger". Et c'est ce que nous avons fait. L'octroi sert à la municipalité rurale et le but de la loi est atteint.

M. Bélanger (Lévis): Le ministre lui-même a invoqué l'impossibilité légale pour refuser un octroi à la ville de Lévis. Et c'est ce même ministre qui a accordé de tels octrois, illégaux à leur face même, à plusieurs cités, dont j'ai mentionné les noms tout à l'heure. Y aurait-il par hasard une loi pour les comtés ministériels et une autre loi pour les comtés libéraux? Et le ministre prétend qu'en aidant certaines cités, il se trouve indirectement à venir en aide aux petites municipalités qui les entourent. Va-t-il prétendre qu'il n'y a pas de petites municipalités autour de Lévis?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis surpris de voir que le premier ministre reproche à l'opposition d'enquêter sur la façon dont le gouvernement dépense l'argent des contribuables. Nous sommes en face de l'arbitraire, de la discrétion totale du gouvernement et l'on se surprend de nous entendre poser des questions! La province de Québec, à la vérité, est administrée d'une façon incroyable. On demande au ministre combien il a dépensé d'argent, combien il a accordé d'octrois, s'il lui reste encore des fonds et il répond: beaucoup, un grand nombre, passablement! Imaginez un seul instant qu'un ministre à Ottawa oserait répondre de la sorte.

Mais il serait taillé en pièces par l'opposition! Je suis surpris de voir le premier ministre reprocher à l'opposition d'être contre le système discrétionnaire et autoritaire de l'attribution des octrois. Le gouvernement préfère accorder des octrois sous

forme de subsides, à sa discrétion. C'est pourtant le premier ministre qui déclarait que les subsides, ce sont des menottes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Ce que j'ai déclaré, c'est que les subsides fédéraux qui remplacent les droits provinciaux sont des menottes. Les subsides provinciaux, accordés par le gouvernement dans les limites de sa juridiction, sont une bénédiction.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cela me rappelle une phrase connue: Vérité au deçà des Pyrénées, erreur au-delà³! Quarante-sept pour cent des dépenses ordinaires passent sous forme d'octrois. C'est inconcevable la façon dont la province est administrée. On demande de voter des millions de dollars, et lorsque les députés qui représentent le gouvernement demandent comment l'argent a été dépensé l'année précédente, on se contente de répondre évasivement: beaucoup, pas mal, ou encore: presque tout a été dépensé.

Nous nous opposons à cette loi, parce qu'elle est une entrave à la liberté des individus et des municipalités. Le premier ministre nous dit que le gouvernement tient compte de la population, des besoins, du perfectionnement des systèmes, etc. La vérité, c'est qu'on dit aux comtés libéraux: "Brûlez parce que vous ne pensez pas comme le premier ministre!" La lettre du député de Rivière-du-Loup (M. Gagné) en fait foi.

M. Gagné (Rivière-du-Loup): De quelle date, cette lettre?

M. Hamel (Saint-Maurice): De 1946. Le gouvernement n'était alors au pouvoir que depuis deux ans. Aujourd'hui, c'est encore bien pire. Ce que nous voulons de la part du ministre, ce sont des chiffres, des faits. Tant que nous aurons des réponses imprécises, il sera impossible de rendre compte au peuple.

M. Dupré (Verchères) dit qu'il en est à sa onzième session, qu'il a déjà vu le premier ministre en mauvaise posture, mais que jamais il ne l'a entendu utiliser des arguments aussi pauvres pour sortir d'une impasse.

M. Duplessis dit qu'il était ridicule d'imposer l'uniformité des boyaux et des accouplements. Au contraire, il est essentiel que cela existe, si nous voulons que les municipalités puissent s'entraider en cas de sinistre.

J'ai été heureux d'entendre le premier ministre dire que ce sont les députés qui représentent les électeurs, car dans mon comté, le candidat de l'Union nationale que j'ai battu se promène en disant que c'est lui et non pas le député qui est le représentant officiel du gouvernement. À McMasterville, dans le comté de Verchères, le candidat battu aurait reçu le chèque pour le remettre à la municipalité et l'aurait gardé dans ses poches pendant des mois, jusqu'à la veille des élections. La municipalité a été obligée d'emprunter de l'argent et a payé de l'intérêt pendant que le représentant de l'Union nationale se promenait avec le chèque.

Je serais prêt à voter \$1,500,000 par année si l'on veut, mais à la condition que les octrois soient distribués avec justice. La ville de Belœil, dont je suis maire depuis près de 20 ans, a demandé un octroi au ministre pour l'achat de boyaux. Nos pompiers sont très souvent demandés dans les paroisses environnantes et jamais nous ne refusons notre aide. Nous n'avons pas reçu un sou d'octroi. Est-ce parce que Dupré est maire? Je ne sais pas. Le gouvernement devrait établir une politique de justice et non pas une politique de génuflexions.

Du moment que l'octroi est recommandé par les inspecteurs du département, le gouvernement devrait automatiquement payer, disons 50 % du coût de l'installation du système de protection des incendies, quitte à se montrer plus généreux quand il y a des besoins particuliers. S'il veut donner plus, alors il usera de discrétion. Vous pourrez faire de la politique avec l'autre 50 % si vous voulez, mais seulement une fois que toutes les municipalités aient été couvertes.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): L'attitude de l'opposition ne surprendra personne. Le député de Lévis (M. Bélanger) a ri, tout à l'heure, d'une partie de la lettre que je lui adressais, et où je parlais de la nécessité de protéger les églises. Il est clair que la protection contre les incendies n'a jamais intéressé les administrations libérales. Il est étonnant de voir les libéraux prêts à faire aujourd'hui ce qu'ils ont négligé de faire lorsqu'ils étaient au pouvoir. En 1941, le gouvernement du temps s'est fait voter \$200,000 et il n'a donné que \$8,096.50⁴ aux 1,400 municipalités de la province. Ces gens veulent se prétendre sérieux!

On nous accuse également de cacher les dépenses. Mais où le député de Lévis a-t-il pris les chiffres qu'il a cités, sinon dans les *Comptes publics*? Tous les octrois accordés en vertu de cette loi comme des autres y sont inscrits dans les *Comptes publics*.

Le gouvernement actuel n'a pas honte de ses actions et, pour la première fois depuis la Confédération, les *Comptes publics* ont été déposés cette année dès le premier jour de la session et les députés peuvent en prendre connaissance. Il est facile de figurer, à partir de ces comptes, où va l'argent du peuple. Qu'ils ne cherchent pas à se faire de la publicité en prétendant que toutes les lois du gouvernement sont mauvaises. Nos adversaires posent aux grands administrateurs.

Or, du temps de la dernière administration libérale, de 1939 à 1944, et je suis persuadé que c'est leur dernière; ils ont octroyé en vertu de cette loi contre les incendies quelque \$180,000⁵. Savez-vous, M. le président, combien il en a coûté pour l'administration? Plus de \$375,000 exactement. Je défie qui que ce soit de prouver le contraire. C'est dire que ces super administrateurs dépensaient \$2 pour donner \$1. Chaque fois qu'on donnait \$1, il en coûtait \$3 au peuple. Aujourd'hui, sous l'Union nationale, il n'en coûte que 10 cents par dollar octroyé, ce qui veut dire que nous faisons 20 fois plus et que nous administrons 20 fois plus économiquement.

Depuis le 1^{er} septembre 1944, la somme faramineuse de \$4,500,000 a été consacrée par le gouvernement actuel à la protection contre les incendies. De 1939 à 1944, sous l'administration libérale, la moyenne a été de \$36,000 par année. Avec la loi actuelle, sous l'Union nationale, elle sera de \$750,000 par année. À ce compte, ça leur prendrait 20 ans⁶ pour faire ce que l'Union nationale fait en un an. Nous allons continuer à travailler consciencieusement dans le meilleur intérêt de la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre semble très content de son sort, mais il n'a pas répondu un mot relativement à cette intervention d'un personnage de l'Union nationale. Quand un homme comme le député de Rivière-du-Loup (M. Gagné) peut dire que telle municipalité n'aura pas d'octroi parce qu'elle n'a pas appuyé le premier ministre dans sa lutte en faveur de l'autonomie, on voit où cette discrétion peut conduire. Si de telles lettres sont connues, il en est peut-être beaucoup d'autres qui ne le sont pas. Nous ne pouvons pas découvrir toutes les lettres qui auraient pu être écrites dans le même sens.

Nous avons cependant démontré que beaucoup de petites tentes d'oxygène étouffent nos conseils municipaux. Le premier ministre du Québec a qualifié les subsides d'Ottawa de "tentes d'oxygène". On en trouve beaucoup de ces tentes d'oxygène dans

la province. Nous voterons contre cette loi parce qu'il s'agit d'une nouvelle autorisation statutaire en marge du budget. C'est rendu qu'une tranche complète du budget est dépensée selon la discrétion du gouvernement et se trouve ainsi soustraite au budget et au contrôle des députés. Nous sommes contre ce principe. Les crédits devraient être votés chaque année pour cette année et seulement cette année.

De plus, le ministre lui-même a avoué qu'il a pris quelquefois la discrétion de violer cette loi, et ce serait peut-être le désir du gouvernement qu'il n'y ait aucune loi; ainsi, il n'y aurait aucune violation. Le premier ministre a dit que les cités avaient droit à ces octrois. On aimerait savoir qui a raison ou qui a tort? Les libéraux mettraient 200 ans pour atteindre les réalisations du gouvernement actuel? Je suis persuadé qu'il nous en faudrait moins de 200 pour régler un déficit de \$21,000,000 comme celui dont la province écope cette année.

Il semble injuste de la part du gouvernement d'établir une comparaison à partir de ce que l'administration libérale a accompli avec moins que la moitié du revenu. Quand on parle d'établir, enfin, des barèmes pour la distribution de ces octrois, on prétexte que cette façon de procéder ne serait pas assez flexible, qu'il serait impossible d'établir un barème uniforme? Mais tous les gouvernements du pays en établissent.

Il n'y a que dans le Québec qu'il faut de la flexibilité à la discrétion du gouvernement. On préfère pouvoir punir les municipalités où l'on ne pense pas comme l'Union nationale. Qu'on nous présente une loi obligeant le gouvernement à donner la même mesure de justice à tout le monde et nous serons heureux de l'approuver.

M. Gagné (Rivière-du-Loup): En marge de la déclaration du député de Jeanne-Mance (M. Noël), je dirai que la lettre dont il a été question est datée de 1946, alors que je n'étais pas député. Depuis, le maire du temps a été mis à la porte de la municipalité, le député du temps a été battu, j'ai été élu en 1948 et réélu en 1952. Continuez à montrer la lettre et vous obtiendrez le même résultat.

M. Cournoyer (Richelieu): Le député de Lévis a cité une lettre qui était un pamphlet politique et il a donné des preuves de détournement de fonds. Il a signalé des cas de cités qui ont eu des octrois. Il y a eu aussi cette autre lettre envoyée par le député de Rivière-du-Loup...

Une voix ministérielle: Il n'était pas député.

M. Cournoyer (Richelieu): Il n'était pas encore député; mais c'était un thuriféraire de l'Union nationale. Tout cela prouve que la distribution des octrois se limite aux frontières de l'Union nationale. Et le député de Verchères (M. Dupré) a donné encore un autre exemple.

Les octrois servent à des fins politiques; ça ne se voit nulle part ailleurs au Canada. Il n'y a aussi que, dans le Québec, que l'argent est remis au candidat défait, celui-là même qui a perdu la confiance de la population et qui a été jeté dehors. Une loi comme celle qu'on nous demande de voter conduit à l'inégalité, au favoritisme, à l'injustice. Que le ministre soit contre les incendies, très bien, mais qu'il le soit également dans tous les comtés.

C'est ma troisième session. Dès la première, j'ai attiré l'attention du gouvernement à deux reprises sur le cas de Saint-Joseph-de-Sorel. J'attends encore une réponse du gouvernement. Les citoyens de mon comté ont autant que ceux des autres comtés le droit de bénéficier du produit de leurs taxes. Je voterai contre cette loi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, Thibeault, 58.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 6 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, Thibeault, 58.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond,

Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, Thibeault, 58.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission du régime des eaux courantes

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 12 concernant la Commission du régime des eaux courantes de Québec.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la loi qui accompagne la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer les conseillers, techniciens et spécialistes dont il juge les services utiles pour l'exercice des pouvoirs mentionnés à l'article 3 de ladite loi. Il fixera leur rémunération, qui sera payée à même le fonds consolidé du revenu.

La Commission des eaux courantes de Québec était administrée par un président, trois commissaires. Nous voulons l'abolir et confier ses pouvoirs au Service des ressources hydrauliques. La Commission et son personnel sont actuellement à

Montréal. Quand la commission sera abolie, une partie de son personnel déménagera à Québec où il travaillera avec le personnel du Service des ressources hydrauliques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il serait bon de faire l'historique de la Commission des eaux courantes. La commission a été créée pour éviter un courant de dissension. L'honorable Simon-Napoléon Parent⁷ avait été nommé membre de la Commission du pont de Québec par Sir Wilfrid Laurier⁸.

Il l'est resté assez longtemps, puisque le pont est tombé deux fois. Puis la Commission a disparu. On intervint alors auprès du gouvernement Gouin et celui-ci créa la Commission des eaux courantes dont M. Parent devint le président. L'honorable M. J.-A. Tessier⁹, de Trois-Rivières, succéda à M. Parent; puis l'honorable Honoré Mercier remplaça M. Tessier qui fut lui-même suivi de Me François Fauteux, c.r.¹⁰.

Nous avons créé le ministère des Ressources hydrauliques, et aujourd'hui, dans le but de coordonner les activités en matière de ressources hydrauliques, il s'agit de donner au ministère des Ressources hydrauliques les attributions de la Commission des eaux courantes qui va disparaître. La nouvelle loi permettra de coordonner toutes les mesures visant l'exploitation de notre houille blanche.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'article 3 du bill qui permet au gouvernement de nommer conseillers, techniciens et spécialistes ne vise-t-il pas les employés de la Commission des eaux courantes? Est-ce que ces employés ne tomberont pas sous la loi du service civil? Est-ce que ce pouvoir de recruter les employés, le ministre ne le possède pas déjà?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La clause sera utile parce que certains employés de la Commission ne voudront pas venir à Québec. Car à la suite du grand changement apporté par le bill, c'est à Québec qu'on s'occupera des ressources hydrauliques et ce ne sera plus la Commission. L'abolition de la Commission ne change rien, sauf que le personnel serait transféré à Québec. Il s'agit d'une question d'administration et de coordination.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je félicite le premier ministre qui nous a fait tout à l'heure un historique romancé de la Commission des eaux courantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je suis bien au courant de la question.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quoi qu'il en soit, la Commission des eaux courantes a rendu pendant de nombreuses années de grands services. À la lecture de l'*Annuaire statistique* de la province pour 1953, on le constate. Ces services sont d'autant plus méritoires qu'ils ont été rendus à une époque où la science n'était pas aussi développée qu'aujourd'hui.

L'exécution des travaux d'aménagement des chutes et cours d'eau était autrefois plus difficile qu'aujourd'hui. Je comprends que c'est un organisme appelé à disparaître et nous voterons en faveur de la loi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 concernant la Commission du régime des eaux courantes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

**Office de l'électrification rurale,
Rapport 1953**

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le neuvième rapport annuel de l'Office de l'électrification rurale, pour la période se terminant le 31 décembre 1953. (Document de la session no 10)

Travaux de la Chambre

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur les travaux de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que trois lois seront étudiées demain; celles de l'électrification rurale, des adjoints parlementaires et de la régie des loyers.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures¹¹.

6. Donnée de *L'Action catholique* du 2 décembre 1954, à la page 16. *Le Soleil* du 2 décembre 1954, à la page 8, écrit 10 ans et *Le Droit* du 2 décembre 1954, à la page 15, mentionne quant à lui 200 ans.

7. Premier ministre du Québec de 1900 à 1905.

8. Premier ministre du Canada de 1896 à 1911.

9. Joseph-Adolphe Tessier (1861-1928), député libéral de Trois-Rivières (1904-1921), ministre de la Voirie (1914-1921). Président de la Commission des eaux courantes de 1921 à 1928.

10. François Fauteux (1876-1978), dernier président de la Commission des eaux courantes (1945-1954).

11. Selon *Le Nouvelliste* du 2 décembre 1954, à la page 8, la séance a duré un peu moins de trois heures.

NOTES

1. *Le Chronicle Telegraph* du 2 décembre 1954, à la page 3, affirme que "Les libéraux ont froncé les sourcils, puis élevé la voix, lorsqu'un député de l'Union nationale déposa une motion proposant l'introduction d'un bill pour incorporer les chiropraticiens de la province."

2. Sur ce point, le journaliste de *La Presse* du 2 décembre 1954, à la page 33, écrit: "Nous avons appris du député, après la séance, que sa question avait simplement pour but de faire préciser au premier ministre les catégories d'employés civils qui auraient droit au boni".

3. Citation tirée des *Pensées* de Blaise Pascal (1623-1662).

4. Chiffre de *L'Action catholique* du 2 décembre 1954, à la page 16. *Le Devoir* du 2 décembre 1954, à la page 2, mentionne \$6,196 et le *Montréal-Matin* du 2 décembre 1954, à la page 7, \$6,096.

5. Chiffre du *Soleil* du 2 décembre 1954, à la page 8, \$181,000 selon *La Presse* du 2 décembre 1954, à la page 49.

Séance du jeudi 2 décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 131 constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis;

- bill 132 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis;

- bill 115 constituant en corporation la New Apostolic Church of North America;

- bill 120 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tibère Kallos à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 153 constituant en corporation Congregation Beth Aaron;

- bill 155 constituant en corporation Congregation Beth-El.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 163 changeant le nom de Alfred Bromirski *et uxor* en celui de Alfred Brome.

Votre comité recommande de prolonger au 15 janvier 1955 prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 25 janvier 1955 prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Monastère des Augustines
hospitalières de Lévis

M. Poirier (Bellechasse) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 131 constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Poirier (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôtel-Dieu
de Lévis

M. Poirier (Bellechasse) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Poirier (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

New Apostolic Church
of North America

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 constituant en corporation la New Apostolic Church of North America.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Tibère Kallos

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tibère Kallos à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Congregation Beth Aaron

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 constituant en corporation Congregation Beth Aaron.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Congregation Beth-El

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 constituant en corporation Congregation Beth-El.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la congrégation des recluses missionnaires de Jésus-Marie, demandant l'adoption d'une loi pour être constituée en corporation civile;
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Alphonsine Parent, en religion mère Marie-de-Sainte-Blandine, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Bon-Pasteur de Chicoutimi";
- de dame Marguerite Cesborn, en religion mère Marie-de-l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège du Sacré-Cœur";
- de dame Lilian Bock, en religion mère Marie-Liliane, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Marie-Anne";
- de dame Adrienne Hébert, en religion mère Marie-François-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Angèle-Mérici";
- de dame Jeanne Brulé, en religion mère Sainte-Marie-Consolatrice, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège de Notre-Dame de Bellevue";
- de dame Aline Piché, en religion mère Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Jésus-Marie de Sillery";
- de dame Emilia Sauriol, en religion mère Marie-de-Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Basile-Moreau";

- de dame Adrienne Hébert, en religion mère Marie-François-de-Sales, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Marie-de-l'Incarnation";

- de dame Maria Côté, en religion mère Sainte-Irène, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Notre-Dame de l'Assomption de Nicolet";

- de dame Jeanne Brulé, en religion mère Sainte-Marie-Consolatrice, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Marguerite-Bourgeoys";

- de dame Rosine Messier, en religion mère Marie-Saint-Paul, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Saint-Maurice";

- de dame Aline David, en religion mère Marie-Gustave, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Collège Jésus-Marie d'Outremont";

- de Alfred Delâge, demandant l'adoption d'une loi aux fins de permettre d'aliéner un certain immeuble;

- de la cité de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Votre comité recommande de prolonger au 15 janvier 1955, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 25 janvier 1955, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Reclus missionnaires de Jésus-Marie

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 constituant en corporation les reclus missionnaires de Jésus-Marie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Donation de François-Xavier Delâge

M. Bernatchez (Lotbinière) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant la donation de François-Xavier Delâge à Alfred Delâge.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège Marie-de-l'Incarnation

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 constituant en corporation le Collège Marie-de-l'Incarnation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège Jésus-Marie d'Outremont

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie d'Outremont.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège Basile-Moreau

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 constituant en corporation le Collège Basile-Moreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège Marie-Anne

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 constituant en corporation le Collège Marie-Anne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège Marguerite-Bourgeoys

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 constituant en corporation le Collège Marguerite-Bourgeoys.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège Jésus-Marie de Sillery

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège Saint-Maurice

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 constituant en corporation le Collège Saint-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège
Angèle-Mérici**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 constituant en corporation le Collège Angèle-Mérici.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège
Notre-Dame de Bellevue**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 constituant en corporation le Collège Notre-Dame de Bellevue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège
du Bon-Pasteur**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 constituant en corporation le Collège du Bon-Pasteur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège Notre-Dame-
de-l'Assomption**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 constituant en corporation le Collège Notre-Dame-de-l'Assomption.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Rouyn

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 modifiant la charte de la cité de Rouyn.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège
du Sacré-Cœur**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 211 concernant le Collège du Sacré-Cœur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux
personnes invalides**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 pour venir en aide aux personnes invalides.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code civil

M. Ross (Montréal-Verdun)² propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 99 modifiant le Code civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux
personnes invalides**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 concernant l'aide aux personnes invalides.

Adopté.

Georges-Émile Larouche

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 changeant le nom de Georges-Émile Larouche en celui de Georges-Émile Bouchard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Edmund Kupferszmidt

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Edmund Kupferszmidt à l'exercice de l'art dentaire après examens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Stanley A. Bardecki

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de

Québec à admettre le docteur Stanley A. Bardecki à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Association des chiropraticiens

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Waterloo

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 concernant la ville de Waterloo et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalité scolaire de Chute-aux-Outardes

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 érigeant la municipalité scolaire du village de Chute-aux-Outardes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Drummondville

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Noranda

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant la charte de la cité de Noranda et concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Noranda soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commissions scolaires dans Jacques-Cartier

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Propriété de Gérald Legault

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 validant et confirmant le titre de Gérald Legault à la propriété d'un immeuble dans la paroisse de Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société coopérative agricole de Granby

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament d'Arthur Bouvier

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 concernant le testament d'Arthur Bouvier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Électrification rurale

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 concernant l'électrification rurale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 48, modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 6, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 6, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 5, soit de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le montant total que l'Office est autorisé à dépenser pour l'exécution de la présente loi ne doit pas excéder trente millions de dollars."

Le bill a pour but de continuer une initiative de l'Union nationale qui a été bienfaisante pour la classe agricole. Elle a produit jusqu'à maintenant des fruits abondants et elle a contribué à stabiliser l'agriculture. Nous vivons dans une province où les pouvoirs d'eau sont nombreux, riches et bien situés. La province de Québec est la plus riche de toutes en fait d'électricité. La Providence nous a très bien servis à ce sujet. Nos pouvoirs d'eau sont placés à des endroits stratégiques pour servir à la population qui demeure dans ces régions. Dans le Québec nous avons 52 % ou 54 % de toute la houille blanche.

Chose extraordinaire, malgré cela, nous avons constaté que jusqu'à 1945, nos campagnes étaient privées des avantages énormes qui découlent de l'électrification. Le potentiel hydraulique n'a pas été découvert par l'Union nationale. Il a existé pendant les 45 ans de régime des libéraux, dont 40 années consécutives. Les cultivateurs ont été privés d'électricité jusqu'en 1945. Les régimes précédents ne faisaient rien. Quand les libéraux ont quitté le pouvoir, où ils s'étaient maintenus pendant 45 ans sur 48, la situation ne s'était pas améliorée à la campagne. Il y avait 19 % à peine des fermes qui bénéficiaient de l'électricité. En 1945, nous avons présenté une loi pour favoriser l'électrification rurale. L'opposition l'a combattue, disant qu'elle ne procurerait rien, qu'il s'agissait d'un pur camouflage électoral et toute la kyrieelle ordinaire.

On sait pourtant le rôle que joue l'électricité à la campagne. Peut-être que tout le monde ne réalise pas ce que l'électrification rurale signifie pour le fermier et pour sa famille. L'électrification rurale signifie beaucoup plus que des fils électriques, des poteaux et des centrales électriques. L'électrification rurale signifie que l'horizon complet du fermier est transformé.

Cela signifie que la femme du fermier ainsi que ses filles ne sont plus les esclaves qu'elles étaient sous les régimes libéraux antérieurs. Non seulement elle sert pour l'éclairage, mais elle facilite la tâche de la ménagère et de la fille du cultivateur; elle donne le moyen de rendre la campagne plus attrayante et facilite aussi le travail de l'agriculteur en répondant partiellement au problème de la main-d'œuvre agricole. Les fils et les filles des fermiers sont plus encouragés qu'ils ne l'étaient à demeurer sur la ferme et à poursuivre le travail accompli par leurs ancêtres travailleurs.

L'électrification rurale signifie que le cultivateur, avec les facilités de l'électricité mises à sa disposition, est capable d'exécuter les travaux de la ferme dans la moitié moins de temps qu'il ne pouvait le faire dans le passé, et peut passer plus de temps avec sa famille et jouir d'un plus long temps de repos, ce qui auparavant était réservé à ses compatriotes plus chanceux des villes. Tous savent que les jeunes de la campagne ne trouvent pas la vie sur la terre attrayante bien longtemps.

Nous savons tous que des milliers et des milliers de fils et de filles de cultivateurs se dirigent vers les centres urbains où ils grossissent les rangs des chômeurs car, à cause de leur nature et leurs expériences, ils ne sont pas qualifiés pour faire compétition aux jeunes des villes. Ce problème devenait sérieux, mais, avec l'électrification rurale, la désertion des campagnes par les jeunes a beaucoup diminué. Un autre facteur à prendre en considération, c'est que l'électrification rurale permet au cultivateur de cultiver ses produits à un prix beaucoup plus bas, ce qui est avantageux à long terme pour les habitants des villes.

L'électricité a non seulement rendu moins ardu le travail sur les fermes, mais elle a augmenté le confort et la joie d'y vivre. Elle contribue à moderniser l'agriculture et à rendre plus attrayante la vie à la campagne. Cette loi s'intègre dans l'ensemble de notre législation agricole. À notre arrivée au pouvoir, nous avons décidé de procéder par étapes. Nous avons d'abord assuré aux cultivateurs la propriété de leurs fermes, de leurs bâtiments par le prêt agricole et aidé leurs fils à s'établir. Ensuite nous avons pourvu à l'électrification rurale au moyen de coopératives. Nous avons ainsi fait deux bonnes choses en même temps: faciliter l'électrification et aider la coopération. Nous avons fait adopter une loi que les libéraux ont combattue violemment.

Ils ont dit, comme aujourd'hui, que cela n'améliorerait rien, que ce n'était qu'un mirage électoral. Nous avons procédé quand même, nous avons agi. Notre loi est entrée en vigueur en 1945 et n'a été vraiment appliquée qu'en 1946. On n'a qu'à regarder autour de soi pour voir les résultats accomplis. Au 31 décembre 1953, moins de huit ans plus tard, cette politique a eu les résultats suivants: de moins de 20 %, l'électrification des campagnes est passée à 86 %. Nous avons fait, en neuf ans, près de 400 % de plus que les régimes libéraux en 45 ans.

À la fin de 1953 la situation était la suivante grâce à la loi: il y avait 17,119.86 milles de plus de lignes électriques et 110,424 fermes de plus

d'électrifiées. Nous avons fait poser des fils sur une distance égale à six fois la distance qui sépare Halifax sur l'Atlantique, de Vancouver sur le Pacifique. Il n'y a plus d'écramage comme au temps des libéraux. Les compagnies d'électricité n'étaient pas intéressées à fournir l'électricité à des secteurs éloignés parce qu'elles prétendaient ne pas y trouver leur profit.

Elles étaient seulement intéressées à construire des lignes de distribution proches des sources d'électricité. Le gouvernement actuel a surmonté cette difficulté en mettant sur pied des coopératives qui se sont révélées très performantes. Les compagnies ne choisissent plus les parties les plus importantes de la campagne pour électrifier, et les coopératives de cultivateurs ont surgi partout pour ériger des réseaux de distribution. L'électricité pénètre jusque dans les rangs les plus reculés.

Ce fut non seulement une mesure de progrès, mais une mesure dont l'application a largement contribué à arrêter la désertion des campagnes. Cette électrification n'a pas apporté que des bienfaits d'ordre moral et matériel: en facilitant le travail, elle a aussi augmenté la valeur des terres, selon des experts, de \$60,000,000. Nous avons voté jusqu'ici \$25,000,000 à cette fin, nous demandons \$5,000,000 de plus. Un montant de \$25,000,000 avait déjà été mis à la disposition de l'Office de l'électrification rurale. Nous demandons par cette loi de voter un autre montant de \$5,000,000.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre ne nous a rien appris de nouveau puisqu'il n'a fait que rééditer la conférence de presse qu'il donne régulièrement tous les deux mois. Cependant, je n'ai pas l'intention de voter contre cette loi; j'entends déjà les "oh" et les "ah" des députés ministériels lorsque nous nous lèverons pour voter en faveur de la loi, après avoir néanmoins fait un débat. Et ce débat est pour nous la seule manière de dire ce que nous pensons de la façon dont le gouvernement a conçu et met en pratique l'électrification rurale. C'est notre droit et notre devoir de profiter de l'occasion pour dire ce que nous pensons du problème. Car, comme dans la fable de La Fontaine, le plumage de l'Union nationale ne ressemble pas au ramage de son chef.

Le premier ministre affirme que les libéraux furent opposés à l'électrification rurale. J'affirme que jamais le Parti libéral n'a été contre l'électrification rurale, bien que nous ne soyons pas d'accord sur la manière de procéder. Si nous ne nous sommes pas entendus sur la manière de le réaliser, cela ne veut pas dire que nous fûmes contre. À mon avis, le plus beau geste posé en faveur de l'électrification rurale

l'a été par l'honorable Wilfrid Hamel lorsqu'il a présenté sa loi sur Hydro-Québec. Et le premier ministre a voté contre. En 1944, M. Wilfrid Hamel, à ce moment ministre dans le cabinet Godbout, proposa une loi d'électrification rurale qui aurait eu pour résultat de faire payer par le gouvernement et non par les cultivateurs eux-mêmes le coût de cette électrification. Il a fait voter par la Chambre \$11,000,000. Il posait le principe que le coût de l'électrification ne devait pas être payé seulement par les cultivateurs, mais par tous les contribuables de la province.

En 1941, 19,8 % des fermes du Québec étaient électrifiées, ce qui nous plaçait au quatrième rang de la Confédération. Pendant la guerre, le régime libéral qui nous a précédés n'a pas pu réaliser plus de choses à cause de la période de la guerre où le fil et les autres équipements étaient rares. Depuis, toutes les provinces, et pas seulement la nôtre, ont fait des progrès énormes en ce domaine. En Saskatchewan, l'électrification rurale a triplé en deux ans. Au Manitoba, par exemple, la proportion des fermes électrifiées est passée de 7,3 % en 1941 à 80 % aujourd'hui. En Ontario, elle est passée dans le même temps de 37 %³ à 88 % aujourd'hui. L'électrification rurale du gouvernement s'est produite de façon beaucoup plus spectaculaire, là où il n'y avait pas la loi de l'Union nationale.

D'après le rapport de l'Office, de 1945 à 1952, 6,189 milles de lignes ont été construites par les coopératives et 10,152 milles par les compagnies. Le nombre des nouvelles familles desservies est de 35,222 pour les coopératives et de 68,330 par les compagnies. Voilà qui réduit déjà de moitié le crédit que le premier ministre cherche à se donner. Le nombre des usagers par mille de lignes est de 6,8 pour les compagnies et de 5,69 pour les coopératives. Donc, les compagnies conservent encore les lignes les plus payantes.

Mais le plus important, c'est que l'essor de l'électrification rurale dans la province de Québec est dû non pas au gouvernement, mais aux cultivateurs eux-mêmes. La loi permet de prêter aux coopératives qui remboursent en 30 ans sans intérêt. Le gouvernement ne paye donc que l'intérêt. Avec les frais d'administration, cela lui coûte moins d'un million de dollars par année. Quant aux taux, je les trouve extravagants à côté de ceux que demandent les grandes compagnies.

À toutes fins pratiques, dans le Québec, ce sont donc les cultivateurs qui payent les frais des vantarides gouvernementales. Ils le font en versant des taux exorbitants. Le minimum mensuel varie de \$1.13 à \$5 pour les coopératives, alors qu'il n'est que

de 70 cents à \$1 pour les compagnies. Pour une consommation de 500 kWh, les compagnies réclament entre \$5.50 et \$6.50 par mois, alors qu'il faut payer jusqu'à \$26.40 à certaines coopératives. Par ailleurs, bon nombre de coopératives risqueraient actuellement de faire faillite, ce qui n'est pas un succès. L'une d'elles fut prise dans l'alternative de baisser ses taux ou de faire faillite, parce que ses clients trouvaient les taux trop chers. L'Office lui a refusé de baisser ses taux. Je ne blâme pas l'Office, mais la loi. Il ne faut pas en blâmer les coopératives qui sont obligées de supporter tout le fardeau, mais plutôt le gouvernement qui, normalement, aurait dû assumer la plus grande partie de ce fardeau.

En 1944, le gouvernement libéral avait mis \$11,000,000 à la disposition d'Hydro-Québec pour l'électrification rurale. Si l'on avait appliqué cette loi, l'électrification coûterait moins cher à la campagne. L'Hydro ontarienne a consacré pour l'électrification rurale \$27,000,000 en 1947, \$33,000,000 en 1950 et \$63,000,000 en 1951. Voilà de l'argent réellement donné aux cultivateurs.

Je voterai pour, parce que nous n'avons rien de mieux; mais ça demeure un cadeau de Grec. Le gouvernement devrait faire bien davantage et donner aux cultivateurs en vertu de cette loi, et non pas seulement prêter. Je pense qu'il est temps que le gouvernement songe à réexaminer les taux qui se payent dans les campagnes et j'espère qu'il modifiera sa politique et contribuera réellement à aider les cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons là une nouvelle manifestation de la mentalité de l'opposition et de sa façon de procéder, une autre illustration de son manque de logique. Qu'elle continue dans cette voie, c'est son affaire. Quant à nous, nous allons continuer à servir les intérêts de la province. Le député de Lévis me reproche de dire toujours la même chose. J'aime mieux garder mon opinion que de faire comme l'opposition: changer d'idée tous les jours. Un homme manifeste plus de sincérité en répétant les mêmes choses qu'en changeant continuellement ses déclarations. Les gens qui nous attaquent aujourd'hui sont précisément les mêmes qui, à l'élection de 1944, à celles de 1948 et de 1952, se promenaient dans la province en disant qu'ils étaient des hommes nouveaux, qu'ils n'avaient aucune relation avec les anciens libéraux.

Le député de Lévis s'est contredit, comme d'habitude. Et voilà que nos amis d'en face passent leur temps à défendre le régime Godbout. Comment

se fait-il qu'avec la province la plus riche en pouvoirs d'eau, les libéraux n'ont rien fait pour l'électrification rurale? Ils ne veulent pas voir le bien qui se fait dans la province de Québec, ils ont les yeux constamment tournés vers l'Ontario. On dirait qu'ils sont jaloux des progrès de la province de Québec. Dans la province d'Ontario, en 1944, 37 % des fermes étaient électrifiées. Le député cite M. Frost⁴ qui déclare qu'on en est rendu à 82 %.

M. Bélanger (Lévis): Quatre-vingt-huit pour cent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Prenons 88 %. Il y a donc une différence de 51 % dans la province d'Ontario que nos amis trouvent progressive. Dans le Québec, nous avions 19 % en 1944, et actuellement, 88 % de nos fermes sont électrifiées. Quelle est la différence, M. le président? Soixante-sept pour cent dans Québec, au-delà des deux tiers. Et nos amis d'en face ne voient pas cela. Pour eux, cela ne vaut pas autant que 51 %. Qu'ils disent ce qu'ils voudront, nous allons rester avec nos œuvres.

Le député de Lévis, soi-disant homme nouveau qui reniait ses amis en 1952, se révèle aujourd'hui sous son vrai jour. Il parle de ramage et de plumage; il devrait parler de la fable qui fait mention des grands parleurs et des petits faiseurs. Il n'a pas contesté les chiffres que nous avons donnés. Il n'a pas contesté qu'en moins de neuf ans, nous avons fait plus que les libéraux en 40 ans. Il n'a pas contesté que nous avons construit 17,121 milles de lignes.

Il n'a pas contesté que nous avons apporté les bienfaits de l'électricité à 101,000 familles. Il y a actuellement plus de 400 % plus d'électrification rurale que sous les régimes libéraux. Aujourd'hui, nous avons plus de 101,000 nouvelles familles dans la campagne qui bénéficient de l'électrification rurale. Et le voilà qui commence à faire l'éloge des compagnies!

M. Bélanger (Lévis): Je soulève un point d'ordre. Je soumettais des chiffres. Qu'on ne me prête pas des intentions que je n'ai pas eues. Si les chiffres sont favorables aux compagnies, cela ne veut pas dire que je prends la part des compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne prendrai pas le risque de prêter quoi que ce soit au député. Au moment où il dit qu'il parle en faveur des compagnies, il dit qu'il ne parle pas en leur faveur.

M. Bélanger (Lévis): Il y a tout de même des limites, vos calembours ne sont pas drôles du tout. Cela ne veut pas dire que je défends les compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que je ne prête rien au député. Il ne s'aperçoit pas de ce qu'il dit. Il dit: je ne veux pas parler contre les compagnies et il parle en leur faveur. Il a parlé du projet de l'honorable Wilfrid Hamel. Pourtant, en 1952, le député de Lévis disait: Je ne connais pas cet homme. J'étais ici lorsque la loi de l'Hydro est passée.

Lorsque le gouvernement d'alors a présenté cette loi, je lui ai dit qu'elle était loin d'être applicable. C'est tellement vrai qu'une fois que la loi eut été passée, M. Raymond Latreille, commissaire de l'Hydro, a écrit une lettre au gouvernement d'alors pour lui dire qu'elle ne valait pas un sou et ne permettrait pas la construction d'un mille de ligne de distribution. Est-ce la vérité?

La vérité, c'est que, quand ces gens étaient au pouvoir, les compagnies existaient et ça ne marchait pas. Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, tout marche. Elles ont craint la concurrence que nous avons établie. Je leur rends le témoignage qu'elles n'ont pas fait seulement de l'écérage, mais qu'elles ont construit des lignes peu payantes et même des lignes qui leur faisaient perdre de l'argent. Depuis que la loi de l'électrification rurale est passée, nous avons construit des lignes longues de plus de cinq⁵ fois la distance entre Halifax et Vancouver. Une partie a été faite par les compagnies et une autre partie par les coopératives, mais le tout grâce à la loi de l'Union nationale.

Il cite une compagnie de Shawinigan qu'il remercie pour la collaboration qu'elle a apportée à l'électrification rurale. Un journal libéral (*Le Soleil*), dit-il, qui a pris le risque de publier la prose du chef de l'opposition, en 1953, dans des communiqués gratuits, écrivait le 21 décembre 1953⁶:

"La Législature a grossi d'une nouvelle somme imposante de \$5,000,000 le fonds de l'Office de l'électrification rurale, afin de combler les vœux de la classe agricole qui, dans les régions éloignées, pourra bénéficier des avantages des services de l'électricité. Depuis plusieurs années, l'Office exécute un travail bienfaisant dans les campagnes qui étaient jusqu'ici dépourvues de réseaux modernes d'électricité; ses équipes d'ingénieurs et de techniciens ont prolongé les lignes de distribution sur une étendue globale de 10,000 milles et desservi ainsi près de 70,000 cultivateurs dans des centaines de municipalités rurales."

"L'an dernier, les services d'électricité ont été accordés à sept mille cultivateurs dans les comtés éloignés de l'Abitibi, de Pontiac et de Papineau, de Matapédia, de Matane et de Rimouski. Bientôt, les villages de la Côte-Nord recevront le même bienfait de la part de la centrale électrique des Bergeronnes, en attendant que les aménagements des rivières Moisie, Bethsiamites, Manicouagan et des Outardes puissent desservir tout le territoire.

"Un grand nombre de coopératives d'électricité sont établies dans les paroisses d'une région, avec les contributions bénévoles des usagers qui se raccordent aux grands réseaux de la province; plusieurs d'entre elles manifestent plus d'indépendance en érigeant des barrages et en construisant des usines génératrices qui fournissent des milliers de chevaux-vapeur à l'usage de leurs membres; d'autres recourent volontiers à des installations de moteurs diesel pour produire l'électricité nécessaire.

"Le gouvernement vient en aide à tous ces organismes par l'intermédiaire de l'Office de l'électrification rurale qui dispose désormais de fonds plus abondants pour répondre à tous les besoins. Le montant global de ses disponibilités s'élève maintenant à \$25,000,000 dont près de \$20,000,000 se trouvent déjà engagés dans des travaux d'importance. Son but ultime est d'apporter à l'exploitation de la ferme une aide indispensable qui révolutionne toute l'économie rurale; l'électricité vient simplifier le travail de l'agriculteur et accroître en même temps son rendement; les fermes produisent davantage, avec un si puissant élément qui s'ajoute à la mécanisation des travaux des champs.

"L'électricité apporte le bien-être dans tous les foyers à la ville comme à la campagne; elle diminue les heures de travail de la ménagère qui n'est plus astreinte aux durs ouvrages d'autrefois; elle facilite à l'étable le soin des animaux et la traite des vaches, et elle contribue à promouvoir une meilleure production de l'industrie laitière. Bref, l'électrification rurale est le plus grand bienfait qu'une administration prévoyante puisse donner à l'agriculture du Québec".

M. Bélanger (Lévis): Malgré tout son flot d'éloquence, le premier ministre n'a pas répondu aux objections de l'opposition. Le premier ministre affirme que l'habitant du Québec ne doit pas payer son électricité plus cher que celui de l'Ontario. Ce fait ne peut pas être nié, car les chiffres sont là. À quoi sert à un cultivateur de faire partie d'une

coopérative s'il paie son électricité plus cher qu'ailleurs? Il n'y a aucune raison pour que l'électricité se paie plus cher dans Québec que dans l'Ontario. Le premier ministre préfère parler des régimes du passé pour éviter de parler du présent. Jusqu'à quand parlera-t-on des régimes du passé pour éviter de parler du présent? Cela n'avance pas la province de dire que tout est bien sous l'Union nationale et tout mauvais sous le régime libéral. Ce n'est pas de cette manière que nous allons régler nos problèmes.

M. Goulet (Témiscamingue): Il n'y a rien de contentieux dans la loi, mais le gouvernement ramène, chaque session, un bill de ce genre pour se faire de la publicité. L'Office de l'électrification rurale n'a pas besoin des \$5,000,000 qu'on propose de voter puisqu'il lui reste \$7,000,000.

Dans mon comté et ailleurs, les cultivateurs trouvent que les coopératives vendent leur électricité trop cher. C'est du moins ce qui se passe au Témiscamingue où ils doivent payer \$100 pour faire partie de la coopérative et on les oblige à donner gratuitement un droit de passage sur leur terre. La coopérative du comté a emprunté \$827,000 qu'il faudra rembourser en 30 ans avec \$100,000 de taxe à 2 % sur les factures d'électricité. Les taux sont de \$5.08 par mois, plus 3 cents pour les 100 premiers kwh, 2 cents pour les 100 kwh suivants, et 1 cent le kwh pour le reste. À ce moment, la lecture du compteur se faisait tous les six mois. On a réduit la charge fixe à \$3.58 par mois, mais on lit le compteur tous les trois mois. Le gouvernement a négligé de développer le pouvoir électrique de Notre-Dame du Nord, ce qui fournirait de l'électricité à meilleur marché que le taux de la coopérative qui achète son pouvoir pour le distribuer.

On a parlé d'écramage. Au Témiscamingue, c'est l'Hydro de l'Ontario qui écrème. C'est elle qui nous fournit l'électricité, alors que nous possédons des pouvoirs d'eau qui pourraient être développés avec avantage et à peu de frais. Si nous avions l'électricité à bon marché, nous pourrions songer à établir de petites industries. En vertu de la loi de l'Hydro de 1944, le gouvernement faisait voter \$10,000,000 pour construire des lignes et \$1,000,000 pour faciliter l'installation électrique sur les propriétés des nouveaux abonnés. Cette loi était plus avantageuse que celle que nous avons aujourd'hui, et c'est cette loi-là que voulaient avoir les cultivateurs.

Il (M. Goulet) demande au premier ministre de faire diminuer les taux de l'électricité vendue par les coopératives.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix):

Après les discours que nous avons entendus, je crois bon d'attirer l'attention de la Chambre sur les avantages retirés par le comté de Charlevoix de la loi de l'électrification rurale de 1945. Auparavant, les paroisses de Saint-Hilarion, Sainte-Agnès, Sainte-Anne, Saint-Fidèle, l'Île-aux-Coudres, Sainte-Catherine, qui n'avaient pas l'électricité, l'ont aujourd'hui. Toutes les paroisses de mon comté bénéficient maintenant des avantages de l'électrification rurale. L'opposition dira que ce ne sont pas les coopératives qui les ont électrifiées; c'est vrai; mais avant de passer la loi de l'électrification rurale, le gouvernement savait que le simple fait d'adopter cette loi forcerait les compagnies à donner l'électricité aux endroits les plus reculés, car elles craignaient la concurrence des coopératives; c'était un des buts de la loi.

On a inauguré dernièrement deux coopératives, l'une à l'Île-aux-Coudres, l'autre à Sainte-Catherine; et la population en est contente. C'est facile de se promener dans la province en prêchant le mécontentement, le socialisme et en disant que le gouvernement devrait faire tout, mais ce n'est pas rendre service à la province. Ces "grands sociologues" prêchent des doctrines frisant le socialisme, la surenchère et la démagogie, en demandant que le gouvernement fasse tout: c'est du socialisme pur et simple. Où irons-nous avec cette théorie que le gouvernement doit tout payer? Nos gens ont été aidés dans la proportion de 75 %. Et il est normal que l'argent emprunté soit remboursé. L'opposition a parlé de taux trop élevés. Notre coopérative a fixé un minimum de \$5 à \$6. Est-ce que c'est trop élevé?

M. Hamel (Saint-Maurice): Certainement.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix):

Non. Savez-vous ce que ça coûtait pour s'éclairer avant l'électrification? Un minimum de \$6.50 pour la lampe à l'huile, le générateur de radio, etc. Maintenant qu'ils ont l'électricité, aujourd'hui le minimum est fixé à \$5 par mois par famille. Le prêt à long terme a rendu des services immenses; et depuis la passage de la loi, 2,000 familles ont l'électricité qu'elles n'avaient pu avoir avant.

Au sujet du \$100 de dépôt demandé pour faire partie d'une coopérative d'électricité, toutes les coopératives demandent un dépôt: dans le cas actuel, l'installation de l'électricité exige une main-d'œuvre et l'on fait ainsi gagner par les usagers eux-mêmes une grande partie, sinon la totalité de leur dépôt. Les

cultivateurs membres des coopératives sont propriétaires de l'installation, tandis qu'avec les compagnies, ils ne font que payer pour le service.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Le gouvernement de l'Union nationale a pris des mesures bienfaisantes pour ma région. En 1937-1938, on a déposé un projet de loi destiné à construire l'Hydro provinciale et à construire un barrage au Rapide 7 sur la rivière Ottawa, à un endroit appartenant à l'époque au Témiscamingue. Je me rappelle que, alors, l'opposition avait combattu avec acharnement le bill. Les travaux du Rapide 7 devaient servir à l'électrification du Nord-Ouest du Québec, aux comtés de Rouyn-Noranda et du Témiscamingue. Car la Quebec Northern Power n'était plus capable de satisfaire la demande, ce qui entravait l'essor de nos mines et le commerce.

Mais, après l'avènement du gouvernement libéral en 1939, presque tout le matériel qui devait servir à l'installation des lignes de transmission, notamment de Cadillac à Rouyn-Noranda, a été vendu à la Gatineau Power ou bien a été volé à cause de la négligence de l'administration du temps. Si la région du Nord-Ouest québécois n'a pas été électrifiée plus tôt, ce fut à cause de la négligence des amis du député du Témiscamingue (M. Goulet).

Les électeurs de l'Abitibi-Ouest ne partagent pas le point de vue du député de Témiscamingue. Autrefois, avec LaSalle Power, qui n'avait que 2,000 chevaux-vapeur, cinq paroisses seulement sur 35 avaient l'électricité en Abitibi-Ouest. Il se trompe grandement, car, aujourd'hui, 34 paroisses sur 35 ont l'électrification rurale. Et tous les rangs de certaines paroisses de colonisation, Saint-Émile, Saint-Étienne, Saint-Eugène, sont électrifiés. L'Office de l'électrification rurale a avancé plus de \$1,000,000 à la Coopérative d'électricité d'Abitibi-Ouest, qui a maintenant 3,000 clients, dont la plupart des cultivateurs. S'il (M. Goulet) répète le même discours dans son comté, je ne lui donne pas cher pour sa réélection.

Nous avons même deux ou trois paroisses de colonisation ouvertes depuis quelques années seulement et dont tous les rangs sont électrifiés. Quant au barrage construit dans le Témiscamingue par le Quebec Northern Power, il date de 30 ans. Comment se fait-il que le comté n'ait pas été électrifié dès ce temps-là? Comment se fait-il que le gouvernement ait laissé alors construire un barrage au profit de la population de l'Ontario? La loi de l'électrification rurale a apporté la lumière jusque dans les plus humbles foyers de nos campagnes.

M. Goulet (Témiscamingue): Le député de l'Abitibi-Ouest a dit que les travaux du Rapide 7 étaient pour électrifier le Témiscamingue; il sait que jamais une ligne n'a été établie du Rapide 7 au Témiscamingue.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous l'avez vendue, et une partie a été volée.

M. Goulet (Témiscamingue): J'ai bien entendu dire qu'un petit rouleau de broche avait été volé, mais c'était sous le gouvernement de l'Union nationale.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous avons commencé les travaux d'installation au Rapide 7 sur la Rivière Ottawa en 1938; mais quand les libéraux ont pris le pouvoir, ils n'ont pas voulu continuer; et le fil a été volé, le matériel détérioré.

M. Pinard (Drummond): Si le député de Charlevoix (M. Leclerc) est sérieux, pourquoi le gouvernement fait-il voter \$5,000,000 avec l'intention de ne pas s'en servir? L'Union nationale remonte toujours à 40 ans en arrière chercher ce que le gouvernement d'alors n'a pas fait; mais elle ne tient pas compte des circonstances.

Le gouvernement du temps avait un budget 15 fois inférieur au budget actuel; et plus tard, le gouvernement Godbout a dû affronter les difficultés causées par la guerre. À sa place, l'Union nationale n'aurait pas fait mieux.

Quoi qu'il en soit, on nous demande aujourd'hui de voter une somme additionnelle de \$5,000,000. Or, depuis 1945, des crédits de \$25,000,000 ont été au total mis à la disposition de l'Office de l'électrification rurale et, à la fin de décembre 1953, l'Office n'avait utilisé que \$19,000,000; par ailleurs, les coopératives d'électricité ont remboursé une somme de \$1,000,000; si nous votons encore \$5,000,000, cela fera \$12,000,000 que l'Office aura d'avance. Pourquoi fait-il voter des sommes qu'il n'a pas l'intention de dépenser?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Drummond n'a pas le droit de dire que le gouvernement a l'intention de ne pas s'en servir. Vu les développements actuels, nous allons nous en servir.

(L'atmosphère de la Chambre est très lourde)⁷

M. Pinard (Drummond): Voilà une autre loi pour faire croire à la classe agricole que l'Union

nationale fait beaucoup pour la sauver de la crise économique. Cela devient une farce de faire voter chaque année des montants additionnels. Le premier ministre a dit tout à l'heure que l'électrification rurale avait augmenté de \$60,000,000 la valeur des fermes au Québec. Pourquoi, quand les cultivateurs ont voulu profiter du crédit agricole, ils n'ont pu bénéficier de cette augmentation de valeur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est inexact. L'Office agricole en a tenu compte.

M. Pinard (Drummond): La loi de l'Hydro, votée en 1944, prévoyait que le gouvernement consacrerait \$10,000,000 pour l'installation des lignes de transmission. Le chef actuel du gouvernement a voté contre cette loi qui aurait aidé la classe agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Lorsque la loi de l'Hydro a été présentée en Chambre, nous avons voté contre parce qu'on s'emparait de la propriété sans rien payer, sans rien offrir. C'était un procédé malhonnête.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre se lève et intercale un discours dans un discours. De tels procédés conduisent au désordre complet dans la discussion.

M. le président: On a l'habitude dans l'opposition de poser des questions. Quand un membre du gouvernement répond à ces questions, on soulève tout de suite un point d'ordre. Dans le cas présent, le premier ministre voulait simplement corriger une interprétation que l'on avait donnée de son attitude sur la loi de l'Hydro.

M. Pinard (Drummond): De toute façon, quand le premier ministre se lève ainsi, ça prouve que les arguments invoqués ont porté... Il passe son temps à contredire ses paroles, ses discours, ses conférences de presse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de dire d'un membre de cette Chambre qu'il passe son temps à se contredire. Il doit retirer ses paroles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre du Bien-être social ne devrait point demander au député de retirer ses paroles. Je me

souviens que je lui ai déjà demandé de le faire et qu'il ne s'est point exécuté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le chef de l'opposition devrait savoir qu'on n'a pas le droit de référer à un débat antérieur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Qu'il retire ses paroles.

M. Bélanger (Lévis): Quand du côté de la droite on nous répète que nous sommes ridicules, on ne peut leur faire rétracter leurs paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ils ne retirent pas leurs paroles non plus quand ils nous accusent de dire une chose ici et une autre chose là.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est bien beau de soulever un point d'ordre, mais le ministre pourrait peut-être citer le règlement sur lequel il base son point d'ordre. À moins que le président, en rendant son jugement, ne cite lui-même un règlement.

M. le président: Si le député insiste, je vais prendre l'affaire en délibéré et rendrai mon jugement, demain.

M. Pinard (Drummond): Si l'électrification rurale a augmenté la valeur des fermes dans les proportions mentionnées par le premier ministre, on devrait tenir compte de cette augmentation pour les fins du crédit agricole. Une baisse de taux de 10 % fut obtenue des compagnies par le gouvernement Godbout en 1943.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est plus la question et on devrait en revenir au bill.

M. Pinard (Drummond): Le gouvernement ne fait pas confiance au crédit des cultivateurs. Il devrait leur donner crédit pour l'électrification quand arrive pour eux le temps de s'adresser au crédit agricole.

Le député explique la baisse des revenus de la classe agricole, baisse de l'ordre de 18 %, et signale qu'une charge minimum de \$100 est exigée par la coopérative du cultivateur qui veut électrifier sa ferme. Tout cela grève son budget, dit-il. Quand l'opposition demande des améliorations, on crie au socialisme. On a parlé tout à l'heure des taux prohibitifs chargés par les coopératives, en rapport

avec ceux des compagnies. Le député cite le cas d'un M. Georges Tremblay de la coopérative de l'Abitibi-Ouest qui a dû payer des factures \$37.41, en décembre 1953, et de \$55 en janvier 1954, avec charge fixe dans le premier cas de \$14 et de \$18 dans le second. Il reproche au gouvernement de ne pas rendre un compte suffisant de l'emploi des deniers publics. Il demande au gouvernement ce qu'il a fait avec les millions déjà votés et ce qu'il veut faire de ceux qu'il demande aujourd'hui.

M. Hamel (Saint-Maurice): À entendre les discours de la droite, tout est fait en matière de l'électrification rurale. Il reste environ \$6,400,000 à la disposition de l'Office d'électrification rurale. Aujourd'hui, on nous demande d'en voter cinq autres; cela fera entre \$11,000,000 et \$12,000,000. Le gouvernement me fait penser à un enfant qui n'a pas encore fini de manger son dessert et qui jette déjà les yeux sur un autre. La mère est obligée de lui dire: "Mange d'abord ce que tu as dans ton assiette et on verra après."

On a \$6,000,000 et on en veut déjà cinq autres. La moyenne annuelle de dépenses de l'électrification rurale est, si on examine les chiffres, d'environ \$2,500,000; aujourd'hui, on en demande \$5,000,000 de plus. C'est incompréhensible; ce qui est plus incompréhensible encore, c'est l'attitude du gouvernement après les déclarations de ses députés. À les entendre, tout est fait; si tout est fait, on n'a pas besoin d'un autre \$5,000,000. Un gouvernement sérieux nous dirait ce qu'il a fait, ce qu'il a en vue de faire. On répond: on a fait beaucoup. Mais encore? Y a-t-il moyen de faire une motion pour détail avec ce gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est ridicule et de mauvaise foi⁸. J'ai dit que 84 % des fermes étaient électrifiées. Il reste donc 16 % à électrifier.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre m'accuse de mauvaise foi? Je soulève un point d'ordre et je demande qu'il retire ses paroles.

M. le président: Ce n'est pas la personnalité d'un député qui a été mise en cause, mais ses arguments. Les règlements de la Chambre protègent la personne du député et assurent son immunité; mais ils ne s'étendent pas aux arguments qu'il emploie, à sa phraséologie. Je pense donc que le point d'ordre doit être renvoyé.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur la résolution du bill 5, alors que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a la parole, l'honorable premier ministre intervient et dit "ce n'est pas de bonne foi". Le député de Saint-Maurice soulève un point d'ordre et demande que l'honorable premier ministre retire ses paroles comme non parlementaires. J'ai décidé que l'expression de l'honorable premier ministre ne s'applique pas à la personnalité du député, mais à son argumentation et, en conséquence, j'ai renvoyé le point d'ordre.

On en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures**Projets de loi:****Électrification rurale**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le projet

de résolution relative au bill 5 concernant l'électrification rurale.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-rivières (l'honorable M. Duplessis), et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 48, modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 6, par l'article 1 de la loi 15 16 George VI, chapitre 6, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 5, soit de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le montant total que l'Office est autorisé à dépenser pour l'exécution de la présente loi ne doit pas excéder trente millions de dollars."

M. Hamel (Saint-Maurice): Depuis 1945, une somme moyenne annuelle de \$2,500,000 a été engagée par l'Office. Et, pour 1955-1956, une année d'élection, on demande \$5,000,000 en plus des \$6,000,000 qui restent. On a électrifié 85 % des fermes avec seulement \$18,000,000. Pourquoi devons-nous lui assurer \$11,000,000 pour effectuer le dernier 15 %?

Je dis que le gouvernement a les yeux plus grands que la panse. Comment se fait-il que le gouvernement de la province qui possède le plus de sources d'électricité n'est pas capable de fournir cette électricité aux cultivateurs à un taux abordable, à un taux qui se comparerait avec celui que paient les cultivateurs des autres provinces qui sont moins favorisées que la nôtre au point de vue des sources d'énergie électrique?

Un membre de l'Office de l'électrification rurale⁹ est allé dans Compton organiser des élections au lieu de se pencher sur cette disproportion entre les taux. Il aurait mieux fait d'aviser aux moyens de fournir aux cultivateurs l'électricité à meilleur marché. Pour le service des fermes, le kilowatt-heure coûte en moyenne 1.8 cent en Ontario, 2.3 cents en Colombie, 2.9 cents au Manitoba et 3.3 cents dans le Québec, la province la plus riche en électricité. On nous reproche de faire des comparaisons avec l'Ontario et on dit que nous dénigrons la nôtre. À mon sens, c'est avec la province voisine qu'il faut faire des comparaisons et non pas avec le Zoulouland.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, avec l'Iran¹⁰.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement a failli à la tâche en ne donnant pas à nos cultivateurs du Québec de l'électricité à un taux abordable. Nous allons être en mesure d'établir que, dans presque tous les domaines de l'activité économique, la province de Québec n'a pas suivi l'élan des autres provinces.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Quand j'ai été élu en 1948 député de ce comté, l'un des plus éloignés de la province, abstraction faite des centres miniers, seulement trois paroisses sur 40 avaient l'électricité. En quatre ans, on a construit 425 milles de lignes et donné le courant à 2,600 usagers. Il n'est pas exagéré de dire que chacun de ces usagers représente cinq personnes. C'est donc 13,000 personnes qui bénéficient de l'électricité dans l'Abitibi-Est, et il y a actuellement 29 ou 30 paroisses qui ont le courant électrique. Et nous n'avons pas fini, mais nous voulons finir.

Le bill que le gouvernement présente actuellement nous permettra de conduire cette tâche à bonne fin dans un avenir rapproché. Non seulement le gouvernement a permis à l'Abitibi-Est d'avoir de l'électricité pour l'éclairage, mais également pour la force motrice. Tout cela est dû à la loi de l'Union nationale. Le courant est fourni aux coopératives de l'Abitibi par la centrale d'État du Rapide 7 contre laquelle les libéraux ont voté.

Le député de Verchères (M. Pinard) a parlé d'un compte de \$55 dans un mois reçu par un citoyen de Normetal. Il s'agit non pas d'un colon ou d'un cultivateur. Le député de Verchères n'a pas dit que cet homme, M. Georges Tremblay, est propriétaire d'un théâtre et d'une salle de danse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a même demandé une licence pour vendre de la boisson...

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Ce sont des gens comme cela que défendent les députés de l'opposition. La paroisse la plus au nord de mon comté, la colonie de Despinassy, établie depuis quatre ans seulement, a déjà l'électricité depuis deux ans. Voilà de la véritable justice sociale.

M. Pinard (Drummond): M. Tremblay, bien que propriétaire de théâtre et de salle de danse, est tout de même un coopérateur membre de la Coopérative de l'Abitibi-Est. À la quantité d'énergie

fournie à l'usager de Normetal au coût de \$55, il n'en aurait coûté que \$6.02, si on le calculait d'après l'échelle de taux du Québec Power.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): On ne peut pas comparer les taux d'une coopérative rurale avec ceux d'une compagnie qui dessert une population de 400,000 âmes dans un territoire restreint. Les taux de la coopérative d'Abitibi-Ouest sont plus bas que ceux de la compagnie La Sarre Power, qui pourtant ne dessert que les gros villages. S'il l'avait fait, le député de Drummond aurait constaté que les taux de la coopérative sont les plus bas.

M. Bélanger (Lévis): Le député d'Abitibi-Ouest vient de prouver ce que l'opposition affirme depuis le commencement du débat. Sous le régime libéral, c'était l'Hydro qui était chargé de cette électrification, de sorte que le coût en était porté par toute la population cependant que, dans les coopératives, c'est le cultivateur qui porte le fardeau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme d'habitude, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a affiché un ton acerbe. Il a tendance à tout critiquer pour tâcher d'attaquer le gouvernement et d'abaisser le niveau de la province. Il joue avec les statistiques comme un enfant jouerait avec l'algèbre, prenant les chiffres qui font son affaire et laissant les autres de côté. Tout ça, pour essayer de dénigrer les progrès réalisés dans la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de me prêter des motifs indignes, de dire que mon intention est de dénigrer ma province. Je demande que le premier ministre retire ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est plus à plaindre que je ne pensais. Il passe son temps à dénigrer sa province et dit qu'il n'en a pas l'intention. S'il n'en a pas l'intention, il devrait examiner ce qu'il fait. Je lui conseillerais d'ajuster ses paroles et ses actes à ses intentions.

M. Cournoyer (Richelieu): Je me lève sur un point d'ordre. Est-ce que le premier ministre a le droit de dire que le député a l'intention de dénigrer la province? Vaut autant dire que nous sommes de mauvaise foi.

M. le président: La remarque du premier ministre est à l'effet que le ton acerbe du député de

Saint-Maurice donne l'impression qu'il veut dénigrer sa province. Encore là, ce n'est pas la personnalité du député qui est en jeu, mais le ton acerbe que le député de Saint-Maurice emploie. Je renvoie le point d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avec beaucoup de déférence, M. le président, j'en appelle de votre décision.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur la résolution du bill 5, l'honorable premier ministre déclare que le ton employé par le député de Saint-Maurice (M. Hamel) "donne l'impression qu'il veut dénigrer sa province".

Le député de Saint-Maurice soulève un point d'ordre et demande que l'honorable premier ministre retire ses paroles.

Considérant que la remarque de l'honorable premier ministre ne se rapporte pas à la personnalité du député de Saint-Maurice, mais à l'impression qui découle de ses paroles, je rejette le point d'ordre.

On en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, 47.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le projet de résolution relative au bill 5.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je disais donc que le ton acerbe employé par le député de Saint-Maurice (M. Hamel), sa manière de présenter des statistiques incomplètes ne sont pas de nature à donner du crédit à la province et à faire constater ses progrès immenses. L'opposition n'a pas critiqué l'électricité, elle a tenté de détruire dans l'opinion publique les progrès immenses réalisés dans ce domaine. Pourquoi chercher toujours à détourner l'attention de la prospérité dont jouit la province et à amoindrir cette prospérité?

C'est un rôle qui peut convenir à l'opposition mais que, pour ma part, je ne voudrais pas jouer. J'ai dit que 85 % à 86 % des fermes sont électrifiées pendant qu'il n'y en avait que 19 % dans le temps de l'opposition. Celle-ci ne peut nier cela. Pourquoi essayer de détruire ce qui existe et fait honneur à la province? On a fait des insinuations, des déclarations qui ne sont pas conformes aux faits et qui ne sont pas fondées sur la bravoure. Par son attitude, l'opposition contribue à rabaisser le Québec dans l'esprit des autres provinces.

En septembre dernier, l'Office de l'électrification rurale avait engagé \$19,500,000. Dernièrement, nous avons voté un montant additionnel de \$500,000. C'est donc dire que \$20,000,000 sont engagés pour faire des avances aux coopératives, acheter du matériel revendu au prix du gros aux cultivateurs, acquérir des pouvoirs d'eau, etc. L'Office a vendu au prix du gros aux cultivateurs, et il a acquis des pouvoirs d'eau dans Bonaventure et dans la région du Saguenay pour donner de l'électricité aux paroisses qui n'en avaient pas. On a énormément fait et il reste encore énormément à faire.

Les développements nouveaux exigent des services nouveaux et des pouvoirs hydroélectriques nouveaux. Les crédits demandés sont donc nécessaires, d'autant plus qu'une autre clause du bill étendra l'activité de l'Office aux petites villes d'au plus de 5,000 âmes voisines d'une zone d'opération d'une coopérative d'électricité. Pour ceux qui veulent voir, il est évident que les développements mentionnés nécessitent des déboursés considérables. L'attitude des gens d'en face ne correspond pas beaucoup avec la largeur de vue qu'ils affichent.

La situation n'est pas la même ici qu'en Ontario. Dans le Québec, le territoire est immense. Dans l'Ontario, il y a des agglomérations populeuses

où il est plus facile de distribuer l'électricité. Quand vous avez une ligne entre Toronto et Niagara, vous traversez une population dense qui prend tout. Dans la province de Québec, les centres sont éloignés les uns des autres; de ce fait, les dépenses sont plus considérables. Ce sont des faits élémentaires. Si vous prenez un homme qui vend pour \$100,000, il fait plus de profits que celui qui a \$100,000 en magasin et qui vend pour \$50,000. Quand il s'agit de construire un système de distribution, on ne peut régler ça comme on règle le thermostat d'une fournaise. Il faut construire plus grand que moins grand. Quand on n'utilise qu'un cinquième du pouvoir, on ne peut charger les mêmes taux que quand on utilise tout le pouvoir.

Malgré cela, nous faisons des progrès énormes; on parle que le gouvernement a quelque chose à cacher. Ce n'est pas sérieux de réclamer des détails lorsque le rapport des *Comptes publics* les contient tous. Il y a là une reddition des comptes complets. Non seulement cela, mais du temps des adversaires, les comptes n'étaient produits qu'à la fin de la session. Cette année, pour la première fois depuis la Confédération, ils ont été présentés en premier. Nous n'avons rien à cacher, toutes les dépenses sont inscrites dans les *Comptes publics*. Que les gens prennent la peine de lire. Qu'on les lise intelligemment.

Quand on veut discuter d'une question convenablement et qu'on possède des qualités pour discuter, on doit tenir compte des faits. Les coopératives sont propriétaires, les cultivateurs sont propriétaires de leurs systèmes de distribution électrique. Jamais cela n'était arrivé avant l'Union nationale. Cela profite à la communauté en général et à tout le monde. N'importe qui peut se donner la peine de regarder sans partisanerie et peut se rendre compte que les cultivateurs ont presque tout gagné. Ils ont tout payé au prix du gros. Ils ont gagné, par leur travail, toutes les lignes de distribution et tout le matériel beaucoup plus que par leurs mises de fonds.

La réalisation de l'électrification rurale est une initiative féconde, patriotique et merveilleuse. Malgré tout, en dépit des insinuations de l'opposition, nous allons poursuivre notre œuvre. Avant longtemps, notre province sera la plus avancée dans ce domaine comme dans bien d'autres.

M. Dupré (Verchères)¹¹ demande au premier ministre de ne pas l'interrompre. Je l'ai laissé prononcer trois discours, dit-il, je lui demande donc d'avoir la même patience que celle que j'ai manifestée.

Le premier ministre a donc fait trois discours. Je vais en prendre un par un des points importants. Je soulignerai d'abord que l'an dernier, c'est le ministre de l'Agriculture lui-même qui présentait ce projet de loi; cette année, c'est le premier ministre. N'a-t-il pas confiance dans les qualités de son ministre pour défendre sa loi? Pourtant, d'après les rapports des journaux de l'an dernier, je trouve que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a fait très belle figure; aussi bonne figure que le premier ministre aujourd'hui.

Le premier ministre me demanda, à un moment, de rectifier une de mes déclarations au sujet du vote donné en 1944 contre la loi instituant Hydro-Québec. Le premier ministre vota contre cette loi, surtout parce qu'elle ne prévoyait rien pour indemniser les compagnies expropriées. Le premier ministre s'en est pris aux statistiques qu'a citées le député de Saint-Maurice (M. Hamel). Mais ces statistiques, il les a prises dans l'*Annuaire* de la province; elles ont été dressées par les fonctionnaires. Si le premier ministre trouve qu'elles ont comme résultat de baisser le niveau de la province, c'est donc la faute du gouvernement.

Il affirme, en outre, que la loi d'électrification rurale a assuré la stabilité de la classe agricole; drôle de stabilité, puisqu'elle les endette. Le chef du gouvernement nous a dit, cet après-midi: "Si l'opposition ne comprend pas, qu'elle se fasse expliquer". C'est ce que nous demandons. Les *Comptes publics* ne renferment que les dépenses faites il y a deux ans et qu'on chercherait vainement quel emploi on a fait des derniers millions votés pour l'électrification rurale.

Les coopératives sont propriétaires: c'est vrai! Mais combien de ces propriétaires ne voudraient plus l'être? Combien de coopératives courent après les compagnies pour se faire acheter? Les coopérateurs sont surtout propriétaires de leur dette. Ils préféreraient de beaucoup avoir un système d'électrification rurale appartenant aux compagnies. Nombreuses sont celles qui volontiers céderaient tous leurs biens et leurs dettes aux compagnies, à la condition d'obtenir des tarifs meilleurs. De plus, avec les compagnies, quand arrive un accident, par exemple, une chute de poteau ou de fils, les cultivateurs ne payent pas; s'ils sont membres d'une coopérative, ils se trouvent à payer.

Le gouvernement se vante d'avoir fait un cadeau aux coopératives. Il leur a fait cadeau d'une dette. Ils sont obligés de payer 25 % et il leur reste à se libérer d'un emprunt de 75 %. D'ailleurs, pas une coopérative ne vend son électricité aussi bon marché

que les compagnies. J'ai tout fait dans sa région pour empêcher la création de coopératives d'électricité et qu'on lui en sait gré aujourd'hui.

Le premier ministre revient toujours avec son argument que les administrations libérales n'ont rien fait en 40 ans pour l'électrification rurale. Mais en 1936 et même en 1942, dans bien des cas, de nombreux cultivateurs, dont les fermes étaient situées le long d'une ligne de distribution, ont refusé l'installation parce qu'ils avaient peur, soit de l'incendie, soit d'autres dommages inconnus. Même si on avait voulu les forcer, ils auraient refusé et on ne pouvait quand même pas les forcer.

Il (M. Dupré) déclare avoir eu beaucoup de peine à obtenir dans la matinée le rapport 1953 de l'Office de l'électrification rurale, un rapport pourtant daté du 8 mars. Il le compare avec les rapports annuels précédents et constate qu'il compte de moins en moins de pages de renseignements, de tableaux, de statistiques. Cette année, dit-il, il y a toutefois une page de plus d'éloges à l'adresse du gouvernement.

En comparant les rapports des deux dernières années, je constate que 482 milles de lignes électriques ont été posées en 1952 et seulement 444 milles en 1953, que les sommes engagées s'élevaient à \$16,935,000 en 1952 et n'ont pas dépassé \$18,600,000 en 1953.

Cela veut dire qu'en un an, on a dépensé un peu plus d'un million de dollars. Comme on a mis à la disposition de l'Office \$12,000,000 en 1945, \$3,000,000 en 1950, \$5,000,000 en 1951 et \$5,000,000 en 1952, ce qui fait en tout \$25,000,000, je dis et j'affirme qu'il restait \$6,400,000. En 1953, moins de \$2,000,000 ont été consacrés à l'électrification rurale. Si l'on se base sur les chiffres donnés par le premier ministre, les sommes engagées cette année pour les mêmes fins seront encore inférieures à celles de l'an dernier. En retranchant \$1,400,000 pour les dépenses de l'année et en ajoutant les \$5,000,000 qu'on nous demande, \$10,000,000 resteront à la disposition de l'Office.

Pourquoi donc veut-on avoir \$10,000,000 d'avance, puisque les sommes dépensées diminuent chaque année? Elles sont passées de \$2,000,000 à \$1,400,000 l'année suivante, soit cette année. De la même façon, l'Office a dépensé \$84,000 de moins en 1953 (\$323,000) qu'en 1952 (\$407,000) pour payer son personnel de techniciens, d'ingénieurs, de propagandistes. Si l'on a moins de techniciens, c'est qu'il y a moins à faire. Pourquoi alors réclamer \$5,000,000 de plus? C'est un autre indice du déclin de l'activité de l'Office.

La loi de l'Union nationale est contraire aux intérêts des cultivateurs. Elle ne surprend pas. Tout ce que j'ai dit sur toutes lois semblables, je pourrais le répéter. L'Union nationale ne tolère que les "slot machines" qui distribuent les millions qu'elle dépensera tout d'un coup. Elle met les cultivateurs dans une impasse... si bien que des coopératives sont prêtes à céder tous leurs biens et leurs dettes aux compagnies pour obtenir de meilleurs taux. Voilà la loi salvatrice de l'Union nationale.

Le député cite l'Ontario comme étant une province où les taux sont plus bas qu'au Québec et où le gouvernement paie 50 % du coût de pose des lignes. Au Québec, le gouvernement ne fait que prêter aux cultivateurs qui ne sont pas faits pour devenir marchands d'électricité et, avec ce système, les cultivateurs s'hypothèquent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça ne coûte pas un sou.

M. Dupré (Verchères): Quand on hypothèque une propriété, ça coûte toujours quelque chose. En plus de prendre eux-mêmes tous les risques, les cultivateurs payent des taux plus élevés que les autres usagers.

Le député formule l'espoir que le premier ministre changera sa politique dans l'intérêt des cultivateurs.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'avais pas l'intention de participer au débat, mais l'argumentation du député de Verchères (M. Dupré) m'y force. Je me demande si ce député n'est pas le vrai chef de l'opposition! L'opposition se défend de vouloir dénigrer la province, mais les députés libéraux répètent que tout ici est mauvais, est inférieur à ce qui se fait en Ontario, que nos coopératives sont mal administrées. La conclusion, c'est qu'ils dénigrent continuellement leur province.

Le député de Verchères a déclaré que les coopérateurs préféreraient ne pas être propriétaires des coopératives. Je me demande où il a pris cela! Ce qu'ils voulaient, c'était justement d'être propriétaires et c'est la chose que nous avons rendue possible. On a dit que cette loi avait une portée électorale. Mais comment peut-on dire pareille chose quand nous ne sommes qu'à la moitié de notre mandat et qu'il n'y a aucune probabilité d'élections avant deux ans?

Il (M. Barré) cite une lettre de M. Latreille, ancien commissaire de l'Hydro-Québec, pour établir que la loi de 1944 n'aurait profité qu'aux coopératives pouvant acheter le courant d'Hydro. Or,

à ce moment-là, dit-il, Hydro ne desservait que Montréal.

M. Cournoyer (Richelieu) demande la production de la lettre.

(Un débat s'engage)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il déposera copie de la lettre demain.

L'honorable M. Barré (Rouville): La question qui se posait aux cultivateurs avant 1945 n'était pas de savoir s'ils seraient ou non propriétaires des lignes, mais s'ils auraient ou non l'électricité. L'immense majorité des campagnes était privée d'électricité. Dans mon propre comté, on tentait vainement de convaincre les compagnies d'électricité de fournir le service à des conditions acceptables. Mais dès que la loi de l'Union nationale fut adoptée, les compagnies ont compris que mieux valait pour elles se mettre au pas. Nous n'avons jamais voulu imposer les coopératives. En bien des endroits, les compagnies ont décidé, en voyant venir les coopératives, de donner le service qu'elles refusaient auparavant. Elles ont même consenti des conditions de plus en plus avantageuses à mesure que les coopératives approchaient. Tant mieux pour ceux qui en ont profité. Mais c'est dire que la loi a servi les intérêts non seulement des cultivateurs qui sont membres des coopératives, mais aussi aux autres. Nous avons donc indirectement profité de la loi.

Le résultat le plus simple, c'est qu'avant 1945, à peine 20 % des fermes étaient électrifiées, et qu'aujourd'hui cette proportion a atteint 85 %. Les libéraux critiquent sans rien reprocher de sérieux: aucun gaspillage, aucune dépense inutile, rien. Alors que veut l'opposition, puisqu'elle a déclaré, dès le début, qu'elle voterait la loi? Ce débat est coûteux et ne conduit nulle part. Il est de nature à faire perdre le temps de la Chambre, puisque l'opposition votera finalement en faveur de la loi. L'opposition le regrettera.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) si la lettre qu'il a lue était signée.

L'honorable M. Barré (Rouville): Oui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La Chambre se compose de 92 députés, et l'opposition a fait un débat de cinq heures pour avoir des détails sur

une dépense de \$5,000,000, soit une heure de débat par million, et on lui reproche ce débat que la droite qualifie de coûteux et d'inutile. Voilà cinq heures que nous cherchons à savoir ce qu'on fera des \$5,000,000 qu'on nous demande de voter et l'on parle de débat coûteux et inutile! Le débat est inutile, oui, si le premier ministre et si le ministre de l'Agriculture ne nous donnent pas les renseignements que nous demandons pour savoir ce que l'on va faire avec ces millions. Quand nous demandons des détails, on nous répond: "Vous le saurez dans un an, quand ce sera dépensé".

De l'autre côté de la Chambre, c'est toujours la même façon de procéder. On nous dit: "Votez-nous des millions et, dans deux ans, vous verrez dans les *Comptes publics* ce que nous en avons fait". Ce n'est pas comme cela que l'on dépense l'argent du peuple. Le premier ministre nous parle souvent des luttes des ancêtres pour l'obtention du gouvernement responsable. Le sang des ancêtres a coulé dans le Haut et le Bas-Canada pour empêcher des choses comme il s'en passe ici ce soir. Nos ancêtres ont gagné le privilège de contrôler la dépense des deniers publics. Dans tous les Parlements du Canada, sauf ici, quand on vient demander de voter des millions, on procède de la même façon et quand on demande \$3,000,000, on a la franchise de dire ce qu'on en fera. Dans le cas présent, on ne sait même pas où sera posé un poteau. Si des experts d'une grande compagnie allaient demander \$5,000,000 au bureau de direction, sans avoir un plan préalable et des détails, on sait comment ils seraient reçus.

Aujourd'hui, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a demandé au gouvernement ce qu'il entend faire des \$5,000,000. On lui a répondu: de l'électrification rurale. On sait ou on ne sait pas ce qu'on entend faire avec les \$5,000,000. Si on ne le sait pas, c'est qu'on n'a aucun plan d'ensemble. Les membres de l'électrification rurale ont certainement présenté une forme quelconque de réquisition au gouvernement. Le gouvernement s'obstine à cacher ses projets et nous demande un chèque en blanc. On ne nous dit absolument rien. Que l'argent aille pour payer le personnel ou pour payer les matériaux, cela peut être une bonne chose. Mais nous n'en savons rien.

Que le gouvernement dise donc purement et simplement ce qu'il veut faire avec les \$5,000,000. Nous voulons des détails sur la dépense et cela n'a rien à voir avec le principe de la chose. Tout le monde est en faveur de l'électrification rurale sous une forme ou sous une autre. Nous admettons la flexibilité d'un budget, mais nous sommes opposés à

voter les \$5,000,000 sans savoir pourquoi. Si le gouvernement ne peut pas nous dire ce qu'il fera de ces millions, c'est qu'il n'a pas de plan d'ensemble.

On remarquera que, depuis le commencement du débat, je n'ai pris que 10 minutes du temps de la Chambre. Je veux simplement savoir ce qu'on va faire avec les \$5,000,000. Nous voulons contrôler l'argent qu'on veut y consacrer.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le chef de l'opposition a parlé du gouvernement responsable. Dans le gouvernement responsable, il y a les pouvoirs des députés et les pouvoirs de l'Assemblée législative. C'est le devoir et le droit de l'opposition d'examiner la façon dont le gouvernement a dépensé les argents votés et d'examiner la législation, mais il n'est ni du devoir ni du pouvoir de l'opposition de décider où sera dépensé l'argent. Je ne veux pas réduire les pouvoirs de l'opposition, mais il est temps qu'elle se rende compte du véritable rôle qu'elle a à jouer. Elle ne doit pas abuser de son rôle.

Pour ce qui est de l'électrification rurale, le chef de l'opposition sait, par les *Comptes publics*, ce que nous avons fait des montants déjà votés. Il aurait pu critiquer l'emploi que nous avons fait de ces montants. Il ne l'a pas fait. Aujourd'hui, nous demandons à l'Assemblée de voter \$5,000,000 pour continuer l'électrification rurale. L'opposition n'a pas reçu mandat pour administrer la province et il est temps que ses membres s'enlèvent cette idée de l'esprit. Elle peut voir par les *Comptes publics* l'emploi que nous avons fait des deniers votés. Il n'y a jamais eu de *Comptes publics* aussi détaillés que ceux que nous publions présentement.

Le chef de l'opposition sait très bien ce que nous avons fait dans le passé avec les argents votés pour l'électrification rurale. Il aurait pu critiquer l'emploi que nous avons fait de ces montants. Il ne s'est jamais levé en Chambre pour dire: telle ou telle dépense n'est pas acceptable par l'Assemblée législative. Aujourd'hui, nous disons: nous allons continuer à faire ce que nous avons fait. Nous allons dépenser les \$5,000,000 de la même façon que dans le passé, pour des fins d'électrification rurale.

Le chef de l'opposition dit encore: Vous devriez mettre ces argents dans le budget. Quelle différence cela ferait-il? Quand nous mettons dans le budget \$15,000,000 pour la Voirie, c'est pour construire ou améliorer des routes. Il n'appartient pas à l'opposition de fixer au gouvernement l'endroit où sera construite telle ou telle route. C'est la façon de procéder dans tous les Parlements. Si le chef de

l'opposition et le député de Richelieu (M. Courmoyer) avaient travaillé un peu plus à Ottawa, ils le sauraient. Tout est dans les *Comptes publics* et jamais les *Comptes publics* n'ont été aussi complets que sous l'Union nationale. Nous avons rendu compte des dépenses cent par cent. Le plus surprenant, c'est qu'après tout ce débat, les députés de l'opposition vont se lever pour dire absolument comme nous. Il y aura 70 ou 72 pour et 0 contre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je remercie le ministre de la Jeunesse de son aveu, qui me paraît d'une franchise brutale. Il a prouvé ce que l'opposition tente de prouver depuis des années. D'après lui, l'opposition n'est ici que pour examiner ce qui s'est passé l'année d'avant. La surveillance et le contrôle des deniers publics doivent être faits, si l'on en croit sa thèse, que quand l'argent est dépensé et que le mal est fait. Il a parlé d'Ottawa. Mais, à Ottawa, on a un budget et on met tout dans le budget. Et on a aussi un *Hansard*. Les députés savent ce qui se passe et la moindre loi est présentée avec des explications détaillées de la part du ministre qui est en cause.

Si l'Office de l'électrification rurale se propose de dépenser cinq autres millions à part l'argent qu'il a encore en main, il doit avoir des plans, des projets. Je ne peux pas croire qu'un organisme qui a la responsabilité d'administrer \$30,000,000 pense et agit au jour le jour et n'a pas d'experts à son service! Mais on ne veut rien nous dire de ce qu'on fera avec ces \$5,000,000.

On a parlé du vote. C'est extraordinaire comme on ne parle ici qu'en termes de votes, parce que nous allons voter pour la loi, est-ce que ça va coûter trop cher? Et s'il n'y aurait pas moyen de s'arranger pour que ça coûte moins cher à l'avenir. Or, au cours du débat, des chiffres ont été produits qui montrent que l'élément rural de la population qui a eu l'électricité par le moyen des coopératives paye plus cher que ceux qui la reçoivent des compagnies.

Il semble qu'on ne soit pas capable, dans cette atmosphère-ci, d'oublier la partisanerie politique. Nous mettons au moins 50 % de notre partisanerie de côté en disant que nous allons voter pour la loi. Pourquoi faut-il que nous ne puissions pas étudier un problème ensemble, sans nous traiter toujours en adversaire? Quand l'opposition tente de faire des discussions objectives, il semble qu'on a toujours la sensation d'être un adversaire politique.

La discussion a révélé une situation alarmante. Il ne semble pas qu'on ait réussi à donner l'électricité à bon marché ou à aussi bon marché

qu'ailleurs. Les députés ruraux ont démontré que les taux des coopératives sont plus élevés que ceux des compagnies. C'est pour cela que l'opposition tente d'avoir des détails, afin de voir s'il n'y aurait pas moyen de donner l'électricité aux cultivateurs au même taux que les compagnies.

Par contre, on a constaté qu'il restait un montant considérable entre les mains de l'Office. Qu'est-ce que ça a à faire avec le vote qui sera donné? Nous ne sommes toujours pas pour dire aux cultivateurs "Vous payez trop cher, nous allons vous couper le courant". Si le gouvernement prouvait qu'il a besoin de \$10,000,000 pour l'électrification rurale, il les voterait tout de suite. Mais il ne nous a même pas prouvé la nécessité des \$5,000,000 qu'il demande.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures¹².

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Fox (Brome), selon *Le Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 3; M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3, et M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 3 décembre 1954, à la page 12, "Il n'arrive pas souvent, a-t-on fait remarquer, qu'un député de l'opposition inscrive un bill au *Feuilleton*".

3. *Le Devoir* du 3 décembre 1954, à la page 11, dit 47 %, mais il y avait d'autres erreurs dans cet article.

4. Leslie Frost (1895-1973), premier ministre d'Ontario de 1949 à 1961.

5. *L'Événement* du 3 décembre 1954, à la page 8, dit six fois.

6. Nous reproduisons l'article en entier, car nous ne pouvons déterminer si M. Duplessis s'est contenté d'en citer quelques extraits. Voir "L'électrification des campagnes", *Le Soleil* du 21 décembre 1953, à la page 4.

7. *Le Nouvelliste* du 3 décembre 1954, à la page 11, écrit de façon humoristique: "Pour parler en termes d'électricité, il régnait réellement une atmosphère de "haute tension" parmi les députés de l'opposition et les ministériels même si, dès les débuts, les premiers ont déclaré qu'ils allaient finalement voter en faveur de la loi".

8. *La Patrie* du 3 décembre 1954, à la page 12, écrit que le premier ministre a prononcé cette phrase à voix haute.

9. Le député fait allusion à M. Albert Bouchard, nommé conseiller législatif le 25 novembre précédent. Voir *La Presse* du 22 novembre 1954, à la page 4, et la séance du 24 novembre 1954.

10. M. Sauvé fait allusion à une déclaration faite par M. Lapalme dans un discours à Victoriaville, le 26 août 1951. Parlant des ressources naturelles, M. Lapalme avait fait une comparaison entre la situation du Québec et celle de l'Iran, qui venait à cette époque de nationaliser son industrie pétrolière. Voir Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli*, tome 2, Ottawa, Leméac, 1970, Coll. "Vies et mémoires", p. 98-99.

11. Selon *L'Action catholique* du 3 décembre 1954, à la page 10, "le député libéral de Verchères se lève avec un carnet de notes".

12. Après le débat, le premier ministre a déclaré au journaliste du *Nouvelliste* du 3 décembre 1954, à la page 11, que "l'opposition offrait la pire obstruction systématique au gouvernement depuis nombre d'années. Le premier ministre a même laissé entendre qu'il n'avait jamais connu autant de résistance de la part des députés de la gauche depuis

les 28 ans qu'il siégeait en Chambre, soit comme député de Trois-Rivières, comme chef de l'opposition ou comme premier ministre".

Séance du vendredi 3 décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Reclus missionnaires
de Jésus-Marie**

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 constituant en corporation les reclus missionnaires de Jésus-Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Donation de
François-Xavier Delâge**

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la donation de François-Xavier Delâge à Alfred Delâge soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Marie-de-l'Incarnation**

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 constituant en corporation le Collège Marie-de-l'Incarnation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Jésus-Marie d'Outremont**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Basile-Moreau**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 constituant en corporation le Collège Basile-Moreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Marie-Anne**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 constituant en corporation le Collège Marie-Anne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Marguerite-Bourgeoys**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 constituant en corporation le Collège Marguerite-Bourgeoys soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Jésus-Marie de Sillery**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Saint-Maurice**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 constituant en corporation le Collège Saint-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Angèle-Méridi**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 constituant en corporation le Collège Angèle-Méridi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
Notre-Dame de Bellevue**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 constituant en corporation le Collège Notre-Dame de Bellevue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Collège du Bon-Pasteur

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 constituant en corporation le Collège du Bon-Pasteur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège Notre-Dame-
de-l'Assomption**

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 constituant en corporation le Collège Notre-Dame-de-l'Assomption soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
du Sacré-Cœur**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 constituant en corporation le Collège du Sacré-Cœur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Rouyn

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant la

charte de la cité de Rouyn soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

**Forces hydrauliques
de la rivière Bersimis**

Réponse à un ordre, en date du 4 février 1954, pour la production d'une copie de tous contrats accordés par le gouvernement de la province ou l'Hydro-Québec, depuis le 10 décembre 1952 jusqu'au 31 décembre 1953 inclusivement, relativement aux travaux se rapportant à la construction de barrages, d'usines hydroélectriques, de lignes de transmission d'électricité, de travaux de coupe de bois ou défrichement en rapport avec le développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, ainsi que copie de tous contrats et ententes en rapport avec la préparation des plans se rapportant aux susdits travaux. (Documents de la session nos 11, 12, 13, 14, 15)

**Commission hydroélectrique de Québec,
Lettre de M. Latreille à M. Thibodeau²**

Document lu à la séance de l'Assemblée législative du 2 décembre 1954, par l'honorable ministre de l'Agriculture. (Document de la session no 16)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-elle signée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je produis ce que j'ai.

Projets de loi:**Électrification rurale**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 5 concernant l'électrification rurale.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), jeudi le 2 décembre 1954, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 48, modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 6, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 6, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 5, soit de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le montant total que l'Office est autorisé à dépenser pour l'exécution de la présente loi ne doit pas excéder trente millions de dollars."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Hier soir, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (M. Sauvé) a fait une déclaration concernant le rôle qu'il appartient à l'opposition de jouer relativement à la discussion d'une loi comme celle-ci. L'argument qu'il a apporté - un argument que j'appellerai une nouvelle thèse parlementaire - était basé sur le fait que nous avions les *Comptes publics* pour nous renseigner. Comme les *Comptes publics* ne mentionnent que ce qui s'est fait l'année précédente, cela veut dire que nous devons voter des millions sur la foi pleine et entière de ce qui s'est passé l'année précédente.

Supposons une grande compagnie d'électricité, à laquelle des ingénieurs électriciens viendraient demander \$5,000,000 en disant simplement que c'est pour faire de l'électrification. Il est clair qu'ils essuieraient un refus des administrateurs. Quand bien même ces électriciens représenteraient que c'est pour faire la même chose que l'année précédente, les administrateurs exigeraient de plus amples détails avant de donner leur consentement. La thèse du ministre se résume à dire à l'opposition: "Vous êtes ici pour l'an dernier, pas pour ce qui se passe durant la présente session. Il n'est pas temps de demander

des comptes actuellement." La vérité est que nous sommes là pour connaître les raisons de la demande de \$5,000,000 de crédits supplémentaires aux représentants du peuple.

Si on accepte la thèse du ministre que l'opposition doit se renseigner dans les *Comptes publics* sur la dépense, on se trouvera en face de situations un peu originales. Quand on nous a demandé, par exemple, de voter des crédits l'an dernier dans le passé, le gouvernement ne nous a pas dit qu'on donnerait des chèques à des enfants de cinq ans³, pour des travaux de chemins. De toute façon, les *Comptes publics* de 1952-1953 ne sont certainement pas ce qu'il y a de plus édifiant pour nous renseigner. Les renseignements fournis sont très maigres.

Ce n'est certainement pas là-dedans que je vais trouver des renseignements sur lesquels je pourrai me baser pour prévoir ce qu'on va faire avec les \$5,000,000 qu'on nous demande de voter. Ainsi, le dernier volume ne contient pas de renseignements sur l'emploi de sommes se montant à \$63,000,000. Aussi, on ignore à quoi ont servi \$12,000,000 mis à la disposition de l'Office de l'électrification rurale. Et ce ne sont pas les seuls cas. Le premier ministre soutient que les *Comptes publics* n'ont jamais été si complets.

Pourtant, en 1940, alors que le budget n'était que de \$50,000,000, les *Comptes publics* avaient 100 pages de plus que ceux qu'on vient de produire et qui se rapportent à un budget de \$300,000,000⁴. C'est, me semble-t-il, une nouvelle théorie du rôle de l'opposition. Je ne crois pas qu'elle corresponde à l'interprétation du rôle de l'opposition ni à Ottawa ni en Angleterre. En Ontario, on ne craint pas de donner d'abondants détails sur la destination des argents qu'on fait voter. Toute la dépense à faire y est détaillée item par item.

On dit que le débat sur l'adresse est du temps perdu. Je suis prêt à admettre que le débat sur le discours du trône n'est pas si important que cela. Le premier ministre prétend que le présent débat est du temps perdu. À ce compte-là, pourquoi ne pas voter \$300,000,000 en bloc et retourner dans nos foyers en disant: "Au prochain budget!"? Est-ce là un principe d'affaires? À propos de temps perdu, la presse est si efficace qu'on a pu lire ce matin, dans un journal de Montréal, un discours ministériel qui n'a même pas été prononcé⁵.

Le gouvernement veut qu'on l'autorise à dépenser, sans dire ce qu'il fera précisément avec l'argent réclamé. Si nous avions eu les renseignements nécessaires, le débat aurait complètement changé. Nous aurions probablement

parlé quand même, mais alors pour discuter des besoins que nous aurions trouvés immédiats et de ceux qui auraient pu attendre à l'an prochain. Allons-nous, à cause du silence du gouvernement, faire souffrir ceux qui attendent l'électrification? Je ne le crois pas, mais il devrait quand même être possible d'obtenir des informations. Où le gouvernement entend-il faire de l'électrification rurale? À quelles coopératives veut-il prêter de l'argent?

Je sais que l'argent qu'on nous demande de voter sera dépensé pour rendre des services. Mais je voudrais au moins savoir quels sont ces services qu'on veut rendre. Je reconnais qu'un budget exige une certaine flexibilité, mais avant de voter \$5,000,000, on doit avoir au moins le droit de savoir ce qu'on va faire de cet argent. Si le gouvernement nous avait fourni des détails, la discussion n'aurait pas été la même. Avant de reprendre mon siège, je demande de nouveau au gouvernement: Est-il possible d'avoir une simple idée de ce qu'on va faire avec les \$5,000,000 que nous sommes prêts à voter, pourvu qu'on nous dise ce qu'on veut en faire? Qu'on nous dise ce que l'on a l'intention de construire. S'il a besoin de \$10,000,000 au lieu de \$5,000,000, c'est avec plaisir que nous voterons la loi. Avant de terminer, je demande une dernière fois au gouvernement de nous donner des précisions, des détails.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est évident que les gens de l'opposition ne savent pas ce qu'ils devraient savoir, ne se renseignent pas sur ce qu'ils devraient se renseigner et ne lisent pas ce qu'ils devraient lire. Notre loi n'a rien d'extraordinaire. Jamais somme d'argent n'a été demandée plus clairement et mieux expliquée. Nous demandons \$5,000,000 pour des fins précises, pour l'exécution d'une loi précise, celle de l'électrification et étendre ses avantages aux villes de 5,000 âmes, à caractère rural. Si l'opposition au lieu de parler pendant des heures avait lu cette loi de 1945, elle aurait épargné l'argent de la province.

Prenons cette loi. C'est un document clair et public que tous les grands parleurs devraient lire. Le Statut de 1945, qui a établi l'Office de l'électrification rurale, dit que l'Office possède les pouvoirs des corporations, qu'il peut acquérir et posséder tous les biens meubles et immeubles qui peuvent lui être utiles pour ses entreprises et son administration générale, qu'il peut consentir des prêts aux coopératives d'électricité jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur, telle qu'établie par l'Office, des biens affectés à leur garantie, qu'il peut engager du personnel, etc., et ce, si la densité moyenne des

usagers de la coopérative concernée est de six par mille de réseau ou plus et, jusqu'à concurrence de 85 % de cette valeur, lorsque cette densité est inférieure à six par mille de réseau; ces prêts sont garantis par hypothèques sur les immeubles des coopératives et par privilèges sur les biens meubles faisant partie de leur installation électrique. Voilà une des fins pour lesquelles nous demandons de l'argent. Cela veut dire que nous aidons surtout les endroits les moins peuplés, ceux qui en ont le plus besoin. Les coopératives peuvent se libérer en trente versements annuels de 3 % chacun sans intérêt. En somme, l'Office fait cadeau de l'intérêt aux emprunteurs. Voilà une autre des fins de notre loi.

Cette année encore, nous faisons davantage, nous étendons les bienfaits de l'Office, en lui permettant de prêter aux villes de 5,000 habitants ou moins. Ajoutons qu'il peut prendre à sa charge la radiation et l'enregistrement des hypothèques, etc. Cela ne prouve qu'une chose: que nous sommes des administrateurs consciencieux, que nous ne gaspillons pas l'argent. Du reste, le gouvernement a besoin d'argent pour faire face aux imprévus. D'ailleurs, l'argent n'est pas versé à l'Office au petit bonheur; il faut que les demandes que l'Office nous fait soient sérieuses et l'argent n'est accordé que sur approbation du Conseil des ministres, au fur et à mesure. N'importe quel enfant d'école peut savoir ces choses s'il se donne la peine de lire.

J'espère, d'un autre côté, qu'on ne met pas en doute l'honorabilité des membres de l'Office. Il nomme les membres anciens et présents de l'Office et dit que ce sont des gens honnêtes et compétents. Qu'on nous cite un seul fait, une seule erreur, une seule chose inacceptable de la part de l'Office depuis son établissement. Je défie l'opposition d'en citer un seul.

L'opposition nous demande encore: "Où allez-vous dépenser l'argent?" Mais dans le Québec évidemment! Certainement pas en Ontario, même si cela faisait plaisir à l'opposition, mais dans la province de Québec, pour le bénéfice de nos cultivateurs. Et d'ailleurs, les faits sont là. En 1945, il n'y avait que 20 % de nos campagnes d'électrifiées. Aujourd'hui, le total est passé de 20 % à 86 %; cela parle de lui-même et réfute complètement les accusations injustifiées proférées par l'opposition. Ce sont des bienfaits, des améliorations que nous devons à l'Office et à l'Union nationale.

Pourquoi voulons-nous des fonds additionnels? Parce qu'il reste beaucoup de travail à faire. Avec moins de \$20,000,000, vous avez donné l'électricité à plus de 60 % des fermes; vous allez

avoir \$10,000,000 pour électrifier les 15 % restants. Il reste encore 15 %, peut-être 16 % des fermes à électrifier, malgré l'énorme besogne déjà abattue. Le travail qu'il reste à faire est le plus ardu, car ces fermes sont situées dans les endroits les plus reculés où la construction de lignes s'avérera la plus difficile et coûteuse.

En Gaspésie par exemple, maintenant qu'il y a de l'électricité, il faudra créer de nouvelles coopératives, faire de nouvelles installations. Il y a aussi le Saguenay, l'Abitibi, le Témiscamingue, Rouyn, Labelle, Papineau, etc. La raison de la loi, c'est de pourvoir à ces besoins. L'opposition dit: Vous n'avez jamais dépensé plus que tel montant chaque année. Mais c'est un argument en notre faveur. Cela prouve que nous ne gaspillons pas.

Et dire que ceux qui nous critiquent aujourd'hui sont les héritiers des régimes qui n'ont rien fait, des régimes de misère et de noirceur! Ceux qui ont attendu pendant 50 ans à cause des libéraux pour avoir de l'électricité seront sans doute édifiés de constater que ce sont encore les libéraux qui, depuis deux jours, retardent l'adoption de la loi. Je ne me plains pas du présent débat. C'est une excellente affaire que la province sache ce que nous avons fait et ce que les libéraux n'ont pas fait. Par ses critiques stériles, l'opposition nous rend service. Merci beaucoup!

(Applaudissements à droite)

Quand la loi a été présentée, je me suis dit: "La Chambre va la passer rapidement. L'opposition n'a pas intérêt à ce qu'on dise ce que nous avons fait". En prolongeant le débat, d'autre part, l'opposition a permis au gouvernement d'étaler les œuvres admirables déjà accomplies par lui. À son insu, elle devient le meilleur auxiliaire de l'administration. Je me demande si les cultivateurs qui attendent vont apprécier l'attitude de l'opposition. La province comprendra. Merci donc à l'opposition!

Non seulement on retarde l'adoption de la loi, mais on injurie les cultivateurs. Le député de Verchères (M. Dupré), un soi-disant ami de la classe agricole, a déclaré que si les cultivateurs n'avaient pas l'électricité, c'est parce qu'ils avaient peur du feu, que leurs efforts pour instaurer les coopératives ont été menés de mauvaise façon. N'est-ce pas une injure à leur faire? Et plus tard, le député a affirmé que les poteaux posés par la classe agricole étaient à peine bons pour faire de la clôture. Je proteste contre ces déclarations, car nos cultivateurs sont progressifs, travailleurs. Ils sont intelligents et comprennent bien, et c'est pour cela que nous sommes ici et les

libéraux, dans l'opposition. Si l'opposition veut des informations, elle n'a qu'à les demander...

(Rires chez les libéraux)

Il y a des renseignements dans les *Comptes publics*. J'affirme même qu'il y en a plus que dans n'importe quels *Comptes publics* de n'importe quel autre gouvernement. D'ailleurs, ce n'est pas le gouvernement qui fait les *Comptes publics*, mais l'auditeur général, un homme qui n'entretient aucune filiation partisane. De plus, on peut toujours consulter le rapport de l'Office d'électrification rurale. Et il y a le comité des comptes publics. Convoquez-le donc, le comité des comptes publics!

(Longs applaudissements chez les ministériels)⁶

Qu'on me cite des irrégularités si on en a le courage. Le gouvernement n'a pas peur. Il est fier et orgueilleux, au contraire, de son œuvre. Bref, si l'opposition veut des renseignements qui sont clairs déjà, je suis prêt à fournir tous les renseignements raisonnables.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre affirme que l'opposition aide le gouvernement en poursuivant l'actuel débat, mais l'opposition n'avait pas encore dit un mot que, dès son premier discours, le chef du gouvernement s'en prit à elle, attaqua ses devanciers, parlant de 40 ans de régime d'obscurantisme. Ce n'est pas un exposé de l'électrification rurale qu'il fit, mais un éloge de son gouvernement sur toute sa politique agricole. Hier soir, le ministre de la Jeunesse (M. Sauvé) dit que l'opposition n'avait rien à voir dans l'administration de la province. Ce matin, le premier ministre répond à notre question sur l'utilisation des \$5,000,000 en citant des articles de loi.

Eh bien, nous persistons à demander: "En vertu des droits et pouvoirs que vous confère la loi de l'électrification rurale, qu'allez-vous faire des \$5,000,000 que vous nous demandez de voter? Il devrait y avoir moyen de le savoir; il devrait y avoir une liste de ses besoins dressée par l'Office de l'électrification rurale. Je comprends que le gouvernement a besoin d'un certain jeu pour les imprévus; mais qu'on nous dise au moins quels sont les besoins prévus. On doit le savoir s'il est vrai qu'on marche suivant un plan d'ensemble.

Il doit y avoir des projets définis dans telle ou telle région. Qu'on le dise donc, quels sont les besoins prévus. Que l'on nous réponde donc, au lieu de se cacher derrière des personnalités dont nous n'avons pensé à aucun moment à mettre l'honorabilité en doute. Une fois cette liste dressée, les besoins exposés, nous sommes tous prêts à

admettre que le gouvernement nous demande une certaine marge pour les imprévus; nous donnons raison sur ce point au chef du gouvernement, qu'il faut à l'administration de cette province un certain jeu dans l'utilisation des crédits; nous ne demandons pas un compte rendu jusque dans les moindres détails, mais ce que nous avons le droit de savoir, c'est ce qu'il a l'intention de faire effectivement en vertu de ces autorisations.

Ça fait deux jours que nous demandons les mêmes renseignements et on ne veut pas nous les fournir. Le premier ministre et les orateurs ministériels disent qu'il ne reste plus que de 14 % à 15 % des campagnes à électrifier. S'il restait 50 % ou 60 %, ce serait plus difficile de dresser un plan précis; mais avec 14 % ou 15 %, il me semble qu'il ne devrait pas y avoir d'obstacle. Cela devrait être très simple. Que l'Office nous précise quelques-unes des paroisses où doit se faire l'électrification, la région où il y a davantage à faire. L'Office le sait, et si l'on a besoin de plus d'argent pour des dépenses d'envergure. Nous ne demandons pas autre chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est la première fois que la chose est demandée et je vais donner le renseignement avec plaisir. Les attributions de l'Office sont claires, définies, précises. Il n'y a pas un budget qui ait donné des indications aussi claires. J'ai dit tout à l'heure que la Gaspésie n'avait pas de pouvoir d'eau parce que les rivières qu'elle renferme ne peuvent fournir un débit suffisant. C'est pourquoi nous devons aller prendre ces pouvoirs sur la rive nord. Toutes les régions qui en manquent vont en avoir. Dans le Saguenay, c'est la même chose.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Puis-je vous poser une question? Est-ce qu'il va se faire quelque chose?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si on lisait mes entrevues avec les journalistes, on le verrait. Je leur ai dit la situation qui existe à Rivière-Madeleine. On sait qu'en Gaspésie, il n'y a pas de rivières d'un débit assez important pour justifier l'installation de centrales. Des pouvoirs de 15,000 à 22,000 chevaux-vapeur ne fournissent pas un courant ferme, c'est-à-dire un courant qu'on a tout le temps. Il y a la rivière Madeleine qui pourrait fournir 20,000 chevaux-vapeur environ; mais pour la développer, il en coûterait autant que pour produire 200,000 chevaux-vapeur ailleurs. Il restait le moyen de développer l'électricité d'une manière artificielle.

C'est ridicule! Quand nous avons dans notre province autant de pouvoirs d'eau, de faire de l'électricité avec du charbon. Il restait aussi le moyen d'aller chercher l'énergie des pouvoirs d'eau sur la rive nord.

Le développement des mines de cuivre est une richesse pour la Gaspésie. Les 80,000,000 de tonnes de minerai seront raffinées à une raffinerie locale et une autre de Montréal. Il fallait fournir l'électricité à Murdochville. Il faut donner à l'Office les moyens et de compléter l'électrification de la Gaspésie. Nous avons donc fait le nécessaire pour amener en Gaspésie l'électricité qui existe en abondance sur la Côte-Nord. Il y aura du courant pour la mine de Murdochville, mais il y en aura aussi pour toutes les paroisses et les rangs qui ont besoin d'électricité. Nous allons donc compléter l'électrification de la Gaspésie. Nous avons dépensé jusqu'ici entre \$2,000,000 et \$2,500,000. Il va falloir encore \$1,000,000 à \$1,500,000. Il n'est pas question là-dedans du câble sous-marin, qui est payé par l'Hydro.

À Mont-Laurier, il y a aussi un problème. Il y a là une centrale, mais il n'y a pas d'eau. La pénurie d'électricité nuit à l'industrie et à tout. Il n'y a pas d'électricité pour les services religieux. C'est une compagnie à "cordeaux", attachée avec des cordes. À côté cependant, il y a des coopératives. Il (M. Duplessis) nomme ici une couple de localités des alentours de Mont-Laurier où il existe des coopératives d'électricité. Mais comme Mont-Laurier est une ville, la loi de l'électrification rurale ne s'y applique pas. Nous apportons donc un amendement, pour rendre la loi applicable aux villes de 5,000 âmes ou moins. L'Office pourra donc fournir l'électricité à Mont-Laurier. Il fallait que l'Office intervienne. Il fallait que l'Office fournisse directement aux coopératives ou à la population. Cela va coûter peut-être \$1,000,000, peut-être \$750,000⁷.

Une voix libérale: Pour le gaz, combien coûte-t-il?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas un sou. C'est l'Hydro qui le paie. Il y a dans chaque comté de la province des rangs qui n'ont pu être électrifiés dans tous les coins de la province. L'Office veut électrifier tous les rangs, dans la province, et des travaux importants sont projetés en Gaspésie, à Mont-Laurier, dans Rouyn-Noranda, dans le Témiscamingue, etc. Il étendra même ses services à d'autres localités. Ce qui reste, c'est précisément la partie la plus difficile parce que la

population y est moins dense qu'ailleurs. C'est pour cela que l'Office fournit jusqu'à 75 % des fonds là où la population est plus dense, et jusqu'à 85 % là où elle est moins dense. C'est pour cela que nous avons fait une distinction. Nous voulons électrifier toute la province. Nous devons électrifier aujourd'hui la partie la moins favorable et c'est pour cela que ça nous coûte plus cher. L'Office prête l'argent aux cultivateurs et ceux-ci remettent à 3 % pendant 30 ans. Nous achetons des dynamos et autre matériel; c'est là que l'argent va. Regardez avant 1944-1945 et regardez aujourd'hui, et vous allez voir où va l'argent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les renseignements fournis par le premier ministre ne sont pas suffisants. Il y a déjà assez d'argent dans la caisse pour les travaux mentionnés. Nos questions sont simples. La loi dit que l'Office a le droit de posséder des biens, meubles et immeubles. Nous demandons combien d'argent le gouvernement compte dépenser pour acquérir de tels biens. La loi autorise l'Office à prêter aux coopératives jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur des travaux. Nous demandons combien, sur les \$5,000,000 à voter doit servir à cette fin. La loi prévoit que l'Office pourra faire certaines avances d'argent aux coopératives. Nous demandons quelle somme sera consacrée à ces avances.

Il est inconcevable que le gouvernement n'ait aucun plan, aucun devis devant lui. À Ottawa, on donne beaucoup plus de détails: le budget des Travaux publics mentionne que telle ou telle somme doit être utilisée dans telle ou telle ville pour tel ou tel édifice. Ainsi, je lis dans ce budget que \$40,000 serviront à un édifice fédéral dans Bonaventure. Je vois d'autres sommes pour Chicoutimi, Joliette, Jonquièrre, etc.

Le premier ministre nous dit que ça va peut-être coûter \$750,000 pour Labelle et \$1,000,000 pour la Gaspésie. Mais même en tenant compte de ces chiffres, sur les sommes votées jusqu'ici pour l'Office, il lui reste encore au-delà de \$4,000,000 à dépenser. Pourquoi le gouvernement revient-il avec une demande de \$5,000,000? Il n'y aura pas de régime démocratique tant que le gouvernement fera voter des sommes aussi considérables pour les distribuer ensuite à son gré à la fourchette. Si le gouvernement a des projets, qu'il le dise! Est-ce qu'il aurait honte de ces projets? S'il en a pour tel ou tel comté, pour Matane ou Saint-Maurice, qu'il l'annonce! Nous sommes fatigués de voir le chantage qui se fait avec l'argent du peuple dans la province de Québec! Nous sommes fatigués de voir les sommes énormes que le gouvernement se fait voter!

Je comprends que le premier ministre a bonne mémoire. Mais imaginez que tout à coup il oublie pour quels comtés l'argent doit servir. Il a bien dit: il y a \$1,000,000 pour la Gaspésie. Mais sur cette somme, combien sera pour Murdochville? Nous avons le droit de savoir si c'est pour les cultivateurs ou pour les propriétaires de mines. Ce ne serait pas pour les cultivateurs, mais pour le développement des mines d'après ce que nous a dit le premier ministre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit que l'argent servirait pour les propriétaires de mines. Tout l'argent doit servir à électrifier les campagnes. Que le député continue à parler ainsi, il ne fera que confirmer la réputation détestable qu'il s'est acquise en posant des questions amères depuis qu'il siège dans cette Chambre... Il n'y a pas un sou pour Murdochville en vertu de cette loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Très bien, mais ce serait plus facile de discuter si on nous disait où on va dépenser l'argent. Le premier ministre a toujours trois discours à nous faire: celui qu'il a préparé, celui qu'il a fait et celui qu'il déclare le lendemain n'avoir jamais prononcé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas de trois discours dont il s'agit, mais de trois bourses d'études que je regrette d'avoir accordées⁸.

M. Hamel (Saint-Maurice): En acceptant des bourses d'études, je considère avoir pris envers ma province l'engagement de la défendre. Étant en paix avec ma conscience, je n'ai pas à demander l'absolution du premier ministre. On m'a reproché de prendre un ton amer. Ce n'est pas le ton de mon discours qui est amer, mais la situation de la province de Québec, et elle l'est plus encore aujourd'hui que quand l'Union nationale a pris le pouvoir. Pourquoi la province de Québec, qui est la plus riche en ressources hydrauliques, ne serait-elle pas capable d'avoir des taux convenables par exemple 1.5 cent le kwh comme en Ontario au lieu de 3.3 cents? Le premier ministre prétend qu'il est plus difficile d'électrifier le Québec parce que la campagne est moins peuplée...

M. le président: La question des taux a déjà été invoquée par l'opposition, mais elle ne peut faire le sujet d'un débat. Le problème à l'étude est différent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me conforme à votre décision. Mais je voudrais savoir combien le gouvernement entend dépenser sur les \$5,000,000 pour diminuer le coût de l'électricité? Le premier ministre tient l'immensité du territoire et la faible densité de la population responsables des hauts tarifs au Québec. Mais, en Ontario, la grandeur moyenne des terres est de 85 acres, alors qu'elle n'est que de 65 acres au Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce sont les statistiques officielles. Je préfère croire les statistiques officielles que le premier ministre.

M. le président: On ne doit pas chercher à faire indirectement ce qu'on n'a pas le droit de faire directement.

M. Hamel (Saint-Maurice) exprime le regret de l'opposition de ne pas pouvoir obtenir un minimum d'information sur l'emploi des fonds qu'on veut faire voter.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice veut couper les cheveux en quatre. C'est un homme qui parle si longuement, si fort et qui en dit si peu... Il vante certains estimés fédéraux, où l'on donne des précisions sur des réparations envisagées, pour prouver que nous sommes dans l'erreur. Mais nous faisons la même chose de ce côté-ci de la Chambre. Si je prévois une réparation de \$40,000 à l'École technique de Montréal, je le mentionne dans le budget. Quand il s'agit de réparations normales prévues, on les inclut dans les estimés. Mais quand on fait voter des millions à Ottawa pour les chemins de fer, jamais les estimés fédéraux ne mentionneront le nombre de pieds de rail qui vont être posés quand le C.N.R. se fait voter des millions.

On ne précise pas non plus quels seront les taux de fret. Quand on vote \$1,000,000,000 pour l'Angleterre, on ne précise pas en quel endroit de l'Angleterre ces montants seront dépensés. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) et le chef de l'opposition, quand ils siégeaient à Ottawa, n'ont jamais demandé à quel endroit de l'Angleterre le \$1,000,000,000 serait dépensé. Les libéraux ont été moins exigeants alors qu'ils le sont aujourd'hui, et ils n'ont pas proposé de motion pour détails. Le premier ministre a, il me semble, donné des détails assez

précis pour satisfaire l'opposition, si elle ne cherche pas chicane. Nous demandons \$5,000,000. C'est tout de même loin de \$1,000,000,000.

Le député de Saint-Maurice a souligné qu'il comprenait qu'il existe une différence entre l'administration privée et l'administration publique. Ce n'est pas si différent, au fait. Prenons un jeune directeur de banque qui demanderait aux administrateurs la liste des personnes à qui elle entend prêter les millions qu'elle veut se faire autoriser à prêter durant la prochaine année. On se moquerait tout simplement de lui. Les actionnaires, au contraire, jugeront, à la fin de l'exercice financier, si ces argents ont été judicieusement prêtés.

Nous mettons au budget les dépenses d'administration courante que nous connaissons. L'électrification des campagnes n'est pas une affaire routinière qui peut être évaluée des mois à l'avance. L'Office de l'électrification rurale, comme le C.N.R., est un organisme paragouvernemental. La loi lui permet de faire des prêts de \$500 à chaque cultivateur. Vouloir que le gouvernement, dans le cas présent, dise combien de pieds de ligne seront établis par les coopératives, combien de cultivateurs obtiendront des prêts, c'est aussi ridicule que lui demander, dans les cas du crédit agricole ou de la loi des pensions de vieillesse, une liste détaillée des personnes qui bénéficieront des argents demandés à la Chambre.

Je le répète, l'opposition oublie le résultat des élections de 1944, de 1948, de 1952. Elle se prend pour une autre. Sortez de la lune. Réalisez qu'en 1948 et en 1952, les électeurs nous ont choisis pour administrer. Ça ne veut pas dire que nous ne donnerons pas toutes les explications raisonnables; mais cessez donc de vous prendre pour d'autres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre vient de prétendre qu'il serait ridicule, quand on discute à Ottawa des crédits des chemins de fer, de demander des précisions sur le nombre de rails, de dormants, etc. Or, quand le gouvernement, le 26 mai 1954, a présenté une mesure pour l'établissement du chemin de fer Saint-Félicien-Chibougamau⁹, le projet de loi contenait justement, en annexe, des détails précis sur le nombre de rails, ponce par ponce, avec explications sur le coût moyen par mille, etc. On y mentionne le coût probable par mille et on y décrit le trajet que suivra la voie. Ce sont des détails comme ceux-là que l'opposition voudrait obtenir, et non pas le nombre de bouts de fil qui vont être posés. Le gouvernement pourrait vérifier dans les Statuts, s'il souhaite voir ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous avons assez de statues devant nous.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais ce n'est pas ce que nous demandons ici. On veut simplement que le gouvernement nous dise à quel endroit on veut construire des lignes nouvelles, dans quel coin de la province on entend dépenser ces argents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je veux que le document que vient de lire le chef de l'opposition soit déposé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est un document public que tout le monde peut se procurer.

M. Cournoyer (Richelieu): Il y a à Ottawa un comité parlementaire qui épluche tout le budget du C.N.R. Le premier ministre n'a pas demandé \$5,000,000 à la suite d'un rêve. Il y a certainement un rapport qui est venu devant lui.

M. le président: À l'ordre. On s'écarte du débat et l'on doit y revenir.

M. Cournoyer (Richelieu): Je parlerai d'abord du cas des banques soulevé par le ministre de la Jeunesse (M. Sauvé). Supposons que l'administration d'une banque dirait aux actionnaires: nous avons bâti, l'an dernier, une succursale à Vancouver, ça a coûté tant.

Cette année, nous demandons tant pour construire une autre succursale. Serait-il ridicule de lui demander à quel endroit elle entend édifier sa nouvelle succursale?

Dans le cas qui nous occupe, le premier ministre base sûrement ses demandes de nouveaux crédits sur un rapport que lui a présenté l'Office, rapport qui lui précise les besoins à satisfaire. Nous voulons savoir tout simplement où l'on veut dépenser ces \$5,000,000.

Dans une conférence de presse, le premier ministre a parlé de la possibilité de développer de l'énergie électrique sur la rivière Madeleine. Aujourd'hui, il dit que le coût en serait prohibitif. Mais, de toute façon, ce sont des renseignements de ce genre que nous désirons obtenir.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) commence un discours dont le principal argument repose sur l'article 2 du bill.

M. le président lui fait remarquer qu'il s'agit de la résolution du bill et qu'il doit attendre à plus tard pour parler de l'article 2.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Marquis), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"la résolution relative au bill 5 intitulé: Loi concernant l'électrification rurale soit renvoyée de nouveau au comité plénier avec instruction de la modifier de façon à diminuer le fardeau financier découlant pour les coopératives des avances consenties par l'Office de l'électrification rurale."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il a pour effet de changer l'affectation de deniers publics, contrairement aux dispositions de l'article 155 du Règlement, et que, de plus, il ne se rapporte pas directement au sujet de la résolution qu'il prétend amender (article 172).

Le député de Verdun est trop bon avocat pour ne pas savoir que cet amendement est irrégulier à sa face même. Il s'agit d'un "money bill" et seuls les ministres ont droit de proposer des amendements.

M. Ross (Montréal-Verdun) cite des articles du Règlement de la Chambre pour appuyer son amendement.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il s'agit bien d'un bill de finances qui ne peut être amendé sans la recommandation préalable du lieutenant-gouverneur, comme l'exige l'article 155 du Règlement, et il déclare l'amendement irrégulier et nul, se référant au surplus aux nombreuses décisions qu'il a rendues dans des cas semblables au cours des sessions précédentes.

M. Ross (Montréal-Verdun) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Lafrance (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"la résolution relative au bill 5 concernant l'électrification rurale soit renvoyée de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à ce que les noms des coopératives d'électricité auxquelles les argents votés sont destinés soient mentionnés."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ce deuxième amendement, alléguant qu'il est contraire, comme le précédent, aux dispositions de l'article 155 du Règlement, en entraînant des dépenses supplémentaires, et qu'il contrevient aussi aux dispositions de l'article 173 du Règlement en demandant de faire une chose qu'il est impossible de réaliser ou d'exécuter.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que ce deuxième amendement est irrégulier et nul pour les raisons mentionnées lors de la décision précédente et aussi pour celles mentionnées par l'honorable premier ministre.

M. Lafrance (Richmond) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, 53

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Savard (Québec-Ouest) se lève pour proposer un troisième amendement¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu des règlements de la Chambre, je demande le vote sur la résolution.

Trois députés libéraux se lèvent en brandissant les livres des règlements parlementaires.

Des voix de l'opposition: La motion est irrégulière!

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: La motion est-elle adoptée?

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): En vertu de quel article des règlements on procède ainsi?

M. l'Orateur: Article 211.

M. Dupré (Verchères) fait demande auprès de la Chambre pour que le député puisse envoyer son texte à la presse pour publication¹¹.

La motion principale "que la résolution relative au bill 5 soit maintenant agréée", est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Earl, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, 71.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 5 est, en conséquence, agréée.

Une voix ministérielle: Quelle farce.

À 1 h 05, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Projets de loi:

Électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 concernant l'électrification rurale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une clause dit qu'il pourra y avoir des coopératives d'électricité, même dans les villes de 5,000 âmes ou moins, si elles sont contiguës à des centres ruraux qui possèdent déjà des coopératives. A-t-on en vue plusieurs de ces petites villes où des coopératives pourraient être constituées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit de Mont-Laurier dans le comté de Labelle pour le moment, mais il pourra y en avoir d'autres. D'après la loi, pour que ces petites villes reçoivent de l'électricité des coopératives, il faut qu'elles soient contiguës à l'une de ces coopératives. Partout où il y aura moyen, ces coopératives se formeront en fédération pour exploiter une même source d'énergie électrique. Il va probablement se former une fédération de coopératives incluant Mont-Laurier. Comme il n'y a pas de chute économiquement exploitable dans la région, la fédération va acheter le courant des McLaren à Buckingham qui possèdent des sources considérables d'énergie. De Buckingham à Mont-Laurier, on va desservir en passant plusieurs paroisses.

M. Dupré (Verchères): Il vaudrait mieux faire une entente avec la compagnie McLaren que de former une coopérative. Ça coûterait meilleur marché et on éviterait de surcharger les gens de la région.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les McLaren exportent actuellement 40,000 à 50,000 chevaux-vapeur en Ontario. En tout, nous exportons présentement 900,000 chevaux-vapeur en Ontario. On a prétendu à un moment donné que nous leur vendions l'électricité trop cher et on a fait baisser le prix de \$15 à \$12.50 le cheval-vapeur. C'est une chose que nous n'oublierons pas. Avis aux intéressés. La province n'a pas de cadeau à faire aux grandes compagnies et l'argent du peuple doit plutôt servir à favoriser le peuple. Je ne donnerai pas de subsides aux millionnaires, car la Cie McLaren est très riche. J'aime mieux donner de l'argent aux cultivateurs et aux colons.

M. Dupré (Verchères): Les colons paieraient meilleur marché avec le système que j'émetts; ils vont payer le double avec la politique de l'Union nationale. L'Union nationale n'a pas donné aux cultivateurs, elle leur a prêté. Ce qui prouve, à propos d'une parole antérieure du premier ministre, que 2 et 2 font 4, et peut-être aussi 22. Le premier

ministre dit qu'on a avancé des sommes considérables; il dit qu'on a construit des lignes et il mentionne qu'il y a des coopératives à qui l'on a donné des lignes. Mais les cultivateurs sont obligés de les entretenir. Pourquoi on ne force pas la compagnie McLaren à fournir l'électricité aux cultivateurs plutôt que d'obliger ceux-ci à construire les lignes eux-mêmes et à prendre tous les risques?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La compagnie n'est pas intéressée à faire la distribution elle-même. Et tant qu'à donner des subsides, mieux vaut les donner aux coopératives qui resteront propriétaires des lignes, plutôt qu'aux compagnies. Le député aime mieux être locataire que propriétaire.

M. Dupré (Verchères): J'aime mieux être locataire dans une maison de \$10,000 où je serai capable de vivre que d'être propriétaire d'un château de \$125,000 et de ne pas être capable d'y vivre. Le cultivateur ne veut pas être propriétaire d'une ligne, mais avoir de l'électricité à meilleur taux. L'argent avancé est de l'argent donné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je pense bien que je vais renoncer à faire comprendre au député. Il ne paraît pas savoir ce qui est clair. Le château de \$125,000 est un éléphant blanc tandis que l'électricité est une source de lumière. Les experts ont dit qu'aujourd'hui la valeur des terres est augmentée de \$60,000,000 au moins. À l'heure actuelle, le système d'électrification rurale constitue un actif considérable qui appartient au peuple de la province. Donner cela aux compagnies, ce n'est pas logique. Mettons que l'Office achète pour \$10,000,000 de machinerie, celle-ci est vendue aux cultivateurs sans un cent de profit. Il est arrivé plus d'une fois où un pouvoir acquis par une coopérative a été développé. L'électrification est un immense bienfait et une initiative salvatrice pour les compagnies. Elle a augmenté d'ailleurs la valeur des exploitations agricoles.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre parle d'initiative du député, mais c'est des lignes que le député a vues, des poteaux d'électricité que les cultivateurs ne prendraient même pas pour faire des clôtures. C'est de la construction de lignes de broches à foin. C'est pour cela que les compagnies ne sont pas pressées à acheter. Le premier ministre n'a pas répondu à toute ma question. Il fait semblant de voir qu'il a tout donné et, quand on gratte un peu,

on s'aperçoit qu'il n'a rien donné. Je demande qu'on fasse essai des suggestions que j'ai mentionnées cet avant-midi à propos de la région de Mont-Laurier.

M. Pinard (Drummond): Dans certains cas, il est plus payant pour les cultivateurs de prendre leur électricité dans les compagnies. Il y a des coopératives qui sont allées se jeter dans les mains des compagnies parce que ça n'allait pas bien. Si réellement l'Union nationale a tant à cœur d'aider les cultivateurs, pourquoi le gouvernement, à même les \$5,000,000, ne paierait-il pas la mise de fonds exigée par les compagnies quand on demande d'électrifier un rang? Je voudrais que l'Office de l'électrification rurale prenne une entente avec les compagnies. Il me semble que ce serait là une saine politique. Le gouvernement devrait surveiller davantage ce qui se fait dans la province de Québec. Le gouvernement ne fait qu'une politique de façade.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lemieux (Wolfe) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "soit" par les suivants:

"renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à ce que ledit bill contienne une provision spéciale décrétant que les argents votés devront servir à diminuer les taux d'électricité actuellement payés par les membres des coopératives d'électricité de la province de Québec."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement qui, dit-il, est contraire aux dispositions de l'article 155 du Règlement qui exige une résolution préalablement recommandée par le lieutenant-gouverneur en matière de finances. M. l'Orateur, vous avez décidé le point clairement cet

avant-midi. L'attitude de l'opposition est une véritable provocation. L'amendement est évidemment irrégulier. D'abord, il s'agit d'un bill de finance; ensuite, la résolution est adoptée et ne peut être changée.

M. Ross (Montréal-Verdun) invoque un autre article qui énonce que l'amendement est parfaitement légitime tel que présenté.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare l'amendement contraire au principe du bill. Je le déclare hors d'ordre parce que contraire aux dispositions de l'article 155 du Règlement, pour les raisons déjà données lors des deux décisions déjà rendues au cours de la présente séance, et parce que l'on ne peut, de plus, changer le texte d'une résolution déjà adoptée par la Chambre.

M. Lemieux (Wolfe) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Tellier, Thuot, 50

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Bélanger (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 5 concernant l'électrification rurale soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à assurer aux employés des coopératives les bénéfices des lois ouvrières de la province, en ajoutant l'article suivant:

"L'article 60a de la loi 9 George VI, chapitre 48, et ses amendements, est aboli."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement. L'amendement ne se rapporte pas directement au bill, comme l'exige l'article 172 du Règlement.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'amendement est irrégulier et nul parce qu'il est étranger au sujet du bill, que les dispositions de l'article 172 du Règlement doivent être rigoureusement observées et que tout amendement doit toujours se rapporter directement au sujet du bill.

M. Bélanger (Lévis) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Tellier, Thuot, 50.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Et la motion principale: Que le bill 5 soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Earl, Élie, Gagnon (Matane),

Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, 71.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹².

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que la Régie continue d'être nécessaire et qu'il importe de la prolonger.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): L'opposition n'a pas l'intention de s'opposer à son adoption. La Régie provinciale, qui fonctionne depuis le 1^{er} mai 1951, et dont le coût annuel est d'environ un million de dollars, a sûrement eu des effets heureux; elle a protégé le locataire qui ne peut devenir propriétaire. Mais justement, ce prolongement que l'on sollicite est une preuve que le gouvernement ne s'est guère préoccupé d'aider les locataires à devenir propriétaires. On ne peut prévoir de déconstruire des loyers pour le moment. On ne peut que déplorer l'apathie du gouvernement vis-à-vis la propriété. C'est une politique de tente d'oxygène. Je sais qu'on ne peut enlever la Régie, mais on ne fait rien pour la rendre inutile.

Les contrôles pourraient éventuellement devenir permanents, puisqu'ils sont en vigueur depuis le 1^{er} mai 1951 et qu'ils ont été élargis à chaque année depuis. On préfère renvoyer la balle à Ottawa chaque fois qu'on lui demande de faire quelque chose pour améliorer le sort des locataires et multiplier le nombre des propriétaires. Québec devrait s'occuper davantage du problème du logement. Pourquoi, par exemple, ne mettrait-on pas

à la tête d'un ministère du logement un des ministres sans portefeuille actuels. Il y a sûrement une situation anormale quelque part quand on voit dans un comté ouvrier comme Jeanne-Mance des logements qui se louent à \$125 ou même à \$135 par mois.

M. Bélanger (Lévis): Je me demande si cette loi est rédigée en français ou en chinois...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes en deuxième lecture. Qu'on s'en tienne au principe de la loi!

M. l'Orateur: Si certains articles sont mal rédigés, le député pourra en parler au comité plénier.

M. Bélanger (Lévis) déclare qu'il ne parle pas du bill en particulier, mais de la loi des loyers en général. Il est en faveur d'une prolongation de la Régie. La loi, dit-il, avec les amendements successifs qu'on lui a apportés, ressemble beaucoup plus à du chinois qu'à du bon français. Une refonte serait nécessaire pour que le texte soit rédigé dans un français digne de la province de Québec. Il parle des dépenses et délais qu'occasionne l'application de la loi pour les gens qui y ont recours.

M. l'Orateur: À l'ordre. Que le député s'en tienne au principe de la loi!

M. Ross (Montréal-Verdun): Je crois qu'il est bon de prolonger la durée de la validité de la loi jusqu'au 30 avril 1956. Mais j'ai deux remarques à faire au sujet de son application: les administrateurs devraient procéder avec une plus grande diligence; car les retards sont une cause d'ennuis pour les propriétaires et pour les locataires; la Commission des loyers devrait établir un barème des loyers pour en arriver à une plus grande uniformité des loyers dans la province.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Earl, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska),

Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, 71.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20), telle que modifiée par les Statuts subséquents, est prolongée jusqu'au trente avril 1956."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a certains endroits dans la province où la situation se tasse et où le contrôle se fait naturellement de lui-même. Cela doit sans doute entraîner une diminution du personnel, du nombre des bureaux, etc. Il y a trois ans, il y avait 306 employés, les dépenses étaient de \$832,000; les bureaux, au nombre de 38; les requêtes, au nombre de 225,000; il y avait 28,000 causes; et 14,853 causes, en suspens. Quelle est aujourd'hui la situation? A-t-on diminué le personnel en certaines localités?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les dépenses annuelles s'élèvent à environ \$1,000,000 pour l'application de la loi au bénéfice des locataires, car c'est surtout les locataires qu'elle protège. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, il y a eu certainement une amélioration sensible de la situation. Les abus ont diminué. Toutefois, il y a encore 3,626 appels du 1^{er} janvier au 2 novembre. La Régie, dit-il, c'est un peu comme un corps de police. Sa seule présence aide à prévenir les abus. C'est une loi anormale, car il est anormal d'empêcher le

propriétaire de faire ce qu'il veut de sa propriété, pour faire face à une situation anormale.

À Montréal, du 1^{er} janvier au 26 novembre 1954, d'après le juge Régnier, il a eu 3,626 appels; et on a rendu 3,746 jugements, avec certaines causes d'avant le 1^{er} janvier. Généralement il y a 4,000 causes par an devant le Bureau d'appel à Montréal. De la date de l'entrée en vigueur de la loi au 2 novembre 1954, il y a eu 13,707 appels; 13,509 décisions ont été prises; les enquêtes et auditions ont atteint le nombre de 2,346. Le nombre des causes est bien plus grand, puisque toutes ne donnent pas lieu à des appels.

Dans certains petits centres, le nombre des causes a tendance à diminuer. C'est pourquoi nous offrons aux municipalités de renoncer à la loi. La présence d'un bureau dans une région est salutaire, car elle diminue les abus. Nous étudions la situation; et s'il y a lieu d'abolir certains bureaux, nous en supprimerons.

M. Bélanger (Lévis) demande le nombre des appels interjetés par des gens de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Environ 2,000 appels pour la région de Québec. La région, cela comprend tous ces petits coins, comme Lévis par exemple.

M. Bélanger (Lévis): Quand il y a appel d'une décision rendue à Québec, le dossier est transféré à Montréal. Des propriétaires et locataires de Québec, Lévis et des environs, qui, mécontents de telle ou telle décision prise par le personnel local de la Commission des loyers, sont obligés d'aller à Montréal soumettre à nouveau leur cas dans l'espoir d'obtenir gain de cause. Ils ont de fortes dépenses: frais de voyage, notes d'avocat, et le plus souvent l'affaire traîne. Et comme il en vaut rarement la peine de se rendre à Montréal avec les témoins, l'appel est jugé d'après le dossier, souvent après un retard de plusieurs mois.

Ne serait-il pas possible de faciliter les appels aux gens qui ne sont pas de Montréal? La loi permet, mais en pratique, la commission ne vient jamais. Les appels devraient être facilités de sorte à ce que les juges d'appel de Montréal puissent se rendre à Québec tous les deux ou trois mois pour entendre les causes régionales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a un nombre de causes suffisantes dans la région de Québec, il y aurait une solution: demander

au juge Régnier de venir siéger à Québec. Que le député fasse la demande. La Commission ne refusera sûrement pas de venir siéger à Québec si le nombre de causes le justifie.

M. Bélanger (Lévis) demande un barème pour éviter des frais de voyage, et des notes d'avocats aux locataires et aux propriétaires. Certains propriétaires, après avoir payé d'importantes notes d'avocat, se sont vu accorder une augmentation de loyer de 50 % par mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certaines personnes sont très obstinées, même parmi les propriétaires. Il est difficile d'avoir un barème pouvant donner satisfaction à tout le monde et adapté à toutes les circonstances. Des propriétaires peuvent ne pas faire leur devoir, mais on rencontre aussi des locataires qui n'agissent pas honnêtement.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 28c, le suivant:

"28d. Si le locataire est contraint, pour obtenir la location d'une maison, de louer aussi un garage, un hangar ou un autre local similaire, à un prix qu'il a lieu de croire abusif et exigé dans le but d'obtenir de lui un supplément déguisé de loyer pour la maison, il peut, dans les soixante jours de la passation du bail relatif à ce garage, hangar ou local, demander à l'administrateur d'en fixer le loyer et l'administrateur peut, s'il lui est démontré que le loyer exigé est abusif, le réduire à un juste montant."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 28c, le suivant:

"28d. Si le locataire est contraint, pour obtenir la location d'une maison, de louer aussi un garage, une bâtisse, un hangar ou un local similaire, à un prix qu'il a lieu de croire abusif et exigé dans le but d'obtenir de lui un supplément déguisé de loyer pour la maison, il peut, dans les soixante jours de la passation du bail relatif à ce garage, hangar ou local, demander à l'administrateur d'en fixer le loyer et l'administrateur peut, s'il lui est démontré que le loyer exigé est abusif, le réduire à un juste montant."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 29b, les suivants:

"29c. Si, lors de l'audition d'une demande faite par un locataire en vertu de l'article 29b, l'administrateur ne peut vérifier avec certitude le loyer que payait le locataire précédent et s'il constate que le loyer exigé du nouveau locataire est abusif, il fixe le loyer de ce dernier comme s'il s'agissait d'une demande ordinaire de fixation de loyer."

"29d. Lorsqu'un propriétaire a obtenu *ex parte* de l'administrateur, en vertu de l'article 29b, l'autorisation de louer une maison à un nouveau locataire pour un prix plus élevé que celui qui était exigible du locataire précédent, sans que le nouveau locataire ait été assigné ou convoqué devant l'administrateur pour assister à l'audition de la demande d'autorisation du propriétaire, le nouveau locataire peut, s'il a lieu de croire que le loyer autorisé en son absence, sur la preuve unilatérale du propriétaire, est excessif, en demander la réduction à l'administrateur, par demande formée dans les soixante jours de l'entrée en possession de la maison et l'administrateur peut, sur cette demande, réviser son autorisation précédente, la confirmer ou modifier et le loyer fixé après cette révision est le loyer légal exigible du nouveau locataire."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 29b, les suivants:

"29c. Si, lors de l'audition d'une demande faite par un locataire en vertu de l'article 29b, l'administrateur ne peut vérifier avec certitude le loyer que payait le locataire précédent et s'il constate que le loyer exigé du nouveau locataire est abusif, il fixe le loyer de ce dernier comme s'il s'agissait d'une demande ordinaire de fixation de loyer."

"29d. Lorsqu'un propriétaire a obtenu unilatéralement de l'administrateur, en vertu de l'article 29b, l'autorisation de louer une maison à un nouveau locataire pour un prix plus élevé que celui qui était exigible du locataire précédent, sans que le nouveau locataire ait été assigné ou convoqué devant l'administrateur pour assister à l'audition de la demande d'autorisation du propriétaire, le nouveau locataire peut, s'il a lieu de croire que le loyer autorisé en son absence, sur la preuve unilatérale du

propriétaire, est excessif, en demander la réduction à l'administrateur, par demande formée dans les trente jours de l'entrée en possession de la maison et l'administrateur peut, sur cette demande, réviser son autorisation précédente, la confirmer ou modifier et le loyer fixé après cette révision est le loyer légal exigible du nouveau locataire."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 32 de ladite loi, modifié par l'article 13 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, est remplacé par le suivant:

"À la demande de la majorité absolue du conseil d'une municipalité intéressée ou sur la recommandation de la Commission des loyers, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'application de la présente loi toute municipalité ou territoire soumis à ses dispositions."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au premier ministre si quelques municipalités ont déjà demandé à être soustraites à la régie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, mais il y a probablement des cas où des municipalités ne sont plus aux prises avec le problème du logement et pourraient demander la cessation des contrôles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il serait peut-être opportun que les villes soient avisées officiellement de cette nouvelle clause et de l'opposition qu'elle leur donne pour qu'elles puissent étudier la situation et prendre une décision en conséquence. S'il y avait des municipalités qui se soustrayaient à la régie, il en coûterait moins cher d'opération pour cette dernière.

L'article 5 est adopté.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. Subordonnement au deuxième alinéa du présent article et sous réserve des droits, pouvoirs, restrictions et recours prévus aux articles 23, 25, 26a, 29b, 29c et 29d de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, telle que modifiée par les Statuts

subséquents, y compris la présente loi, tout bail prolongé par un administrateur, ou par la commission, ou par l'effet de l'article 7 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 12, ou passé, renouvelé ou prolongé du consentement des parties ou par tacite reconduction, pour une période expirant le ou après le trente avril 1955, sera, à l'expiration de ce terme, prolongé automatiquement, aux mêmes conditions, jusqu'au trente avril 1956."

"Toutefois, cette prolongation n'aura pas lieu si, au plus tard le trente et un mars 1955, dans le cas d'un bail expirant le trente avril 1955, et au plus tard trente jours avant son expiration dans les autres cas, le locataire fait une nouvelle demande de prolongation de bail, avec ou sans modification de loyer, ou si le locateur ou le locataire donne, par écrit, à l'autre partie, avis de son intention de ne pas prolonger ce bail à son expiration."

"La prolongation automatique de baux stipulée par le premier alinéa du présent article n'a pas lieu dans le cas d'une maison louée par un employeur à son employé ou à une personne qui l'était lors de la passation du bail."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Des personnes ont été évincées parce qu'elles ont été avisées trop tard de quitter un loyer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En vertu de la loi, il n'y a rien de réglé après 1956. Il faut que tout le monde soit placé dans la même situation. À l'heure qu'il est, la loi arrête en 1955. Après cela, il n'y a plus rien.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. Dans le cas de tout bail consenti pour un terme commençant après le trente avril 1954 et se prolongeant au-delà du trente avril 1955, moyennant un loyer établi, quant à la période expirant le trente avril 1955, conformément à l'article 29b, à l'article 29c ou à l'article 29d de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, mais avec stipulation de paiement d'un loyer supérieur au-delà de cette période, le locataire peut, en faisant la demande à l'administrateur avant le quinze avril 1955, obtenir la réduction de ce loyer au niveau du précédent, sauf toutefois la discrétion de l'administrateur de fixer un loyer plus élevé ou de

maintenir le loyer accru, s'il juge le précédent insuffisant."

M. Bélanger (Lévis): Il faut lire ce texte quelques fois avant de le comprendre. Si l'an prochain, le gouvernement décide de prolonger la loi, au moins qu'elle soit écrite en français intelligible.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un des meilleurs avocats au pays qui y a mis la main, l'honorable Édouard Asselin¹³. C'est certainement clair, c'est un grand rédacteur!

M. Cournoyer (Richelieu): Il y a des accidents des fois.

L'article 11 est adopté.

L'article 12 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bélanger (Lévis): J'avais préparé un long discours avant la troisième lecture, mais je vais en dispenser la Chambre.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Earl, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot,

Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, 71.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain. Le premier ministre dit aux députés mariés qu'ils devront travailler mardi, même si le mercredi est fête religieuse.

(Protestations à gauche)¹⁴

Je suis ici à toutes les séances. Je sais que c'est un travail surhumain. Mais Québec est la place de l'Immaculée-Conception

M. Dupré (Verchères): Il y a des ordinations le 8 décembre et il y en a qui aimeraient demeurer dans leurs familles, surtout les gens mariés. Le premier ministre ne comprend pas que nous avons familles, femmes et enfants, parce qu'il est célibataire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et c'est parce que je suis célibataire que je veux que vous travailliez mardi. Cela donnera un congé à vos épouses, et elles méritent d'être seules parfois. Il importe de poursuivre avec le moins de retards possible le travail commencé.

Il (M. Duplessis) vante les charmes du Vieux-Québec et la beauté des cérémonies religieuses dans la ville.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question au premier ministre sur les travaux parlementaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'on commencera tout probablement mardi par la loi des adjoints parlementaires, la loi des tribunaux judiciaires et la loi électorale. La loi des accidents de travail, dit-il, sera référée, non devant le comité plénier de la Chambre, mais devant le Comité des relations industrielles, où les intéressés pourront se faire entendre.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Fox (Brome), selon *Le Soleil*, du 14 janvier 1955, à la page 3; M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3, et M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1.

2. Il n'est aucunement fait mention de cette lecture dudit document dans les *Journaux de l'Assemblée législative* de la séance du 2 décembre 1954. Conformément à l'article 214 du Règlement, la lecture suit immédiatement le dépôt du document; toutefois, si la version écrite n'est pas imprimée ou disponible, l'Orateur peut procéder à la lecture du document, sans attendre la version imprimée.

3. Sur cette question, voir Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli, mémoires*, tome 2, Leméac, 1970, Coll. "Vies et mémoires", p. 197.

4. *Le Soleil* du 4 décembre 1954, à la page 1, rapporte qu'en donnant son exemple, le chef de l'opposition montre deux volumes des *Comptes publics*: celui de 1940 et l'autre de 1953.

5. Il s'agit de M. Daniel Johnson (UN), qui n'a pu discourir la veille avant l'ajournement du débat à cause des nombreuses interventions libérales. Ce discours a été publié dans *La Voix de l'Est* du 3 décembre 1954 et possiblement dans d'autres journaux.

6. Le *Montréal-Matin* du 4 décembre 1954, à la page 7, et *L'Action catholique* du 4 décembre 1954, à la page 8, disent tous deux que ces applaudissements furent prolongés. Le *Quebec Chronicle* du 4 décembre 1954, à la page 1, ajoute: "aucune réaction n'est venue de la gauche".

7. *La Presse* du 4 décembre 1954, à la page 47, est la seule à écrire \$375,000 comme limite inférieure.

8. *L'Événement* du 4 décembre 1954, à la page 14, écrit que M. Duplessis fait "allusion à des bourses dont M. Hamel a bénéficié autrefois". À ce sujet,

Conrad Black rapporte que "Duplessis l'accusa d'ingratitude parce qu'il lui avait donné une bourse de \$23 en 1938 qui lui avait permis de terminer ses études de droit." Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, tome 2, Éditions de l'Homme, Montréal, 1977, p. 109.

9. *L'Action catholique* du 4 décembre 1954, à la page 12, écrit Beattyville au lieu de Chibougamau. Pour plus de détails, voir *Lois du Parlement du Canada*, 1ère session, 2e parlement, Ottawa, 1953-1954, p. 379-382.

10. *Le Soleil* du 4 décembre 1954, à la page 15, estime que M. Savard "se levait à ce moment pour proposer un troisième amendement". *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 1, écrit qu'à ce moment, "le premier ministre a bondi pour poser la question préalable qui a pour effet d'imposer le vote sans autre amendement sur la question principale".

11. Selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 4 décembre 1954, à la page 3, cette remarque fait allusion aux propos de M. Lapalme sur le discours que n'a pu prononcer Daniel Johnson la veille, mais qui a paru dans un journal.

12. Selon les divers journalistes, le débat sur l'électrification rurale fut le plus long depuis le début de la session. Il a duré plus de neuf heures et s'est étendu sur deux séances.

13. Édouard Asselin (1892-1975) fut procureur général adjoint de la province de Québec (1936-1939), bâtonnier du Barreau de Montréal et du Barreau de la province de Québec en 1950-1951. Conseiller législatif de la division de Wellington (1946-1968), leader du gouvernement de l'Union nationale au Conseil législatif (1947-1960), leader de l'opposition (1960-1966) et de nouveau leader du gouvernement jusqu'en 1968.

14. *Le Soleil* du 4 décembre 1954, à la page 9, et *La Presse* du 4 décembre 1954, à la page 47, estiment que "certains députés libéraux manifestent l'intention de passer une longue fin de semaine et de revenir à la session après le 8 décembre".

Séance du mardi 7 décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Condoléances
à M. Yvon Dupuis**

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait l'éloge de Mme Hector Dupuis², une dame de grande distinction et d'une très grande charité, et offre ses condoléances personnelles au député de Montréal-Sainte-Marie et aux membres de sa famille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La mort d'une mère est toujours une épreuve cruelle que l'on supporte plus facilement avec les consolations de la foi que nous avons héritée de nos bons parents. Une mère ne se remplace pas. Il offre ses condoléances personnelles et celles du gouvernement au député de Montréal-Sainte-Marie et à sa famille.

**Commission scolaire
de Kénogami**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami (M. Auger).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième

rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 119 concernant la ville de Waterloo et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo;

- bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville;

- bill 118 concernant l'adoption de Joseph Léo Amédée Larose-Nadeau;

- bill 113 concernant The Dominion Tar & Chemical Company Limited et le village de Delson, comté de Laprairie.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 101 autorisant la municipalité du canton de Granby à imposer une taxe de vente dans les limites de son territoire;

- bill 112 changeant le nom de Georges-Émile Larouche en celui de Georges-Émile Bouchard;

- bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Edmund Kupferszmidt à l'exercice de l'art dentaire après examens;

- bill 154 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Projets de loi:

**Taxe de vente
à Granby**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 autorisant la municipalité du canton de Granby à imposer une taxe de vente dans les limites de son territoire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Georges-Émile Larouche

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 changeant le nom de Georges-Émile Larouche en celui de Georges-Émile Bouchard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Edmund Kupfersmidt

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Edmund Kupfersmidt à l'exercice de l'art dentaire après examens.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 154 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adoption de Joseph Léo Amédée Larose-Nadeau

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant l'adoption de Joseph Léo Amédée Larose-Nadeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Waterloo

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 concernant la ville de Waterloo et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Drummondville

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dominion Tar & Chemical Co. Ltd.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 concernant The Dominion Tar & Chemical Company Limited et le village de Delson, comté de Laprairie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Mark Farrel et Henri Toussaint, demandant l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires concernant le testament de feu John Skillman O'Meara;

- des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, demandant l'adoption d'une loi étendant et modifiant leurs pouvoirs;

- des commissaires d'écoles de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant au paiement d'allocations auxdits commissaires;

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat concernant une vente par l'Aluminium Company of Canada;

- de l'Institut des petites filles de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la paroisse de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Roger Pérusse et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Congrégation du Très Saint-Sacrement.

Projets de loi:

Sainte-Geneviève

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 concernant la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Patrice de Rawdon

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, diocèse de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession

John Skillman O'Meara

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 concernant la succession de John Skillman O'Meara.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aluminium Company
of Canada Ltd.**

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 concernant l'Aluminium Company of Canada Limited et la ville de La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Congrégation du
Très Saint-Sacrement**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 constituant en corporation la congrégation du Très Saint-Sacrement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Saint-Jean**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Congrégation des petites filles
de Saint-Joseph**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 concernant la congrégation des petites filles de Saint-Joseph.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Saint-Laurent**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 223 modifiant la charte de la ville de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Coopératives
d'électricité**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 concernant les coopératives d'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital de l'Espérance
de Saint-Laurent**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que le bill 122 constituant en corporation l'hôpital de l'Espérance de Saint-Laurent ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Demandes de documents:**Forces hydrauliques**

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 16 décembre 1953 jusqu'au 30 décembre 1954, concernant la concession, la location, l'acquisition ou l'aliénation de forces hydrauliques dans la province, ou la construction, la réparation, l'agrandissement ou la reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par l'emménagement.

Adopté.

Projets de loi:**Adjoint parlementaire**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 7 concernant les adjoints parlementaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que, en outre de ses indemnités et allocations législatives, l'adjoint parlementaire, nommé en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, recevra un traitement annuel de trois mille dollars et une allocation de mille dollars pour frais de représentation, payables à même le fonds consolidé du revenu.

Il s'agit d'autoriser la nomination d'adjoints parlementaires. Dans le parlement-mère, à Westminster, il y a 68 députés qui sont adjoints parlementaires, et à Ottawa, il y en a 12 depuis 1943, et il est question d'en porter le nombre à 14. Ici, le Québec est en plein essor; la province se développe à pas de géant, les problèmes s'accroissent sans cesse en nombre et en importance et le travail du gouvernement provincial et des divers ministères augmente continuellement. Les ministres ont donc besoin d'aide non seulement en Chambre pour les aider à préparer le programme législatif du gouvernement, mais à leur bureau et pour représenter officiellement l'administration aux manifestations publiques qui se déroulent un peu partout dans la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les députés libéraux sont opposés à ce projet de loi qui autorise la nomination de huit adjoints parlementaires qui recevront un salaire additionnel de \$3,000 et \$1,000 pour leurs dépenses. Le rôle des adjoints parlementaires est un peu différent de celui qu'a expliqué le premier ministre. Il est vrai que la dépense additionnelle de \$32,000 sera minime par rapport à la dépense générale du gouvernement, mais elle s'ajoute aux dépenses d'une Législature qui, en 1952-1953, a atteint déjà \$736,000 par année comparativement à \$311,000 pour l'Ontario. C'est la Législature de Québec qui coûte le plus cher, au sein des 10 provinces de la Confédération, toutes proportions gardées, parce qu'elle est composée de l'Assemblée et du Conseil législatif, le seul système à deux Chambres du pays en dehors de celui d'Ottawa, et que l'administration peut facilement se faire avec les 21 ministres que nous avons présentement.

Les déclarations actuelles du premier ministre ne cadrent pas avec ce qu'il déclarait autrefois. Alors, il demandait de diminuer le nombre des ministres,

mais quand il a pris le pouvoir, il a augmenté le nombre des ministres. Non seulement il a porté à 21 le nombre des ministres, mais il veut nommer maintenant huit mandataires du peuple qui occuperont un rôle supérieur à celui de simple député. Cela voudra dire dans les faits que quelque 30 membres du gouvernement occuperont des positions administratives et retireront des montants supplémentaires du Trésor provincial.

Les dépenses de la Législature québécoise totalisent au moins le double de celles de l'Ontario et dépassent de beaucoup celles des autres provinces de la Confédération. Il est injuste de faire la comparaison entre le Québec et les petites provinces comme l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, mais une comparaison entre le Québec et l'Ontario est plus appropriée. En Ontario, une province plus grande que la nôtre, on trouve suffisant le nombre de 18 ministres pour administrer la province. Il n'y a pas d'adjoints parlementaires. À Ottawa, cette coutume des adjoints parlementaires est entrée au Canada par la Chambre des communes, à la fin de la Deuxième Guerre.

En ce qui regarde l'administration, on ne peut faire de comparaison entre Ottawa et Québec. Ici, les sessions durent trois mois, alors qu'à Ottawa où il y a 272 députés, elles durent six, sept et même neuf mois. Ici, le budget est de \$300,000,000, alors qu'à Ottawa, il est de plus de \$4,000,000,000. L'administration fédérale a un territoire très vaste à surveiller et les ministres sont obligés de s'absenter souvent. De plus, il y a à Ottawa des services diplomatiques et des délégations doivent être envoyées à des conférences internationales. En pleine session, des ministres doivent s'absenter et il est nécessaire qu'il y ait quelqu'un qui soit capable de les remplacer. Ici, la situation n'est pas la même. Si des ministres sont malades et incapables d'administrer leurs départements, ce que j'ignore, ce n'est pas une raison pour nommer des adjoints. Il n'y a qu'à les remplacer.

Je suis certain que les assistants parlementaires sont inutiles, car le premier ministre n'a pas l'habitude de déléguer ses pouvoirs. Le gros du travail parlementaire, à Québec, est accompli par le premier ministre lui-même, ce qui a fait dire l'an dernier au député de Verchères (M. Dupré) que le premier ministre était l'adjoint parlementaire de la plupart des ministres. Les ministres eux-mêmes ne présentent jamais de lois. Pourquoi alors leur nommer des assistants?

On se demande quels sont les ministres qui ont besoin d'adjoints. Pour ma part, je ne puis concevoir que le premier ministre consente à se faire

nommer un adjoint. La chose serait inconcevable. Le premier ministre ne saurait être remplacé.

Nous avons cinq ministres d'État, dont deux pour seconder le travail du ministre de l'Agriculture. Peut-on concevoir la nomination d'un adjoint parlementaire à l'Agriculture? Puis les ministres d'État pourraient facilement jouer le rôle qu'on destine aux adjoints parlementaires.

Il (M. Lapalme) demande s'il y a des ministres qui sont malades et qui ne peuvent plus administrer leurs départements. Dans l'affirmative, il vaudrait mieux les remplacer que de leur donner un adjoint. D'ailleurs, le premier ministre n'a invoqué ni la maladie ni l'incapacité d'aucun ministre.

Il y aura donc 29 députés qui auront le grade de colonel ou de général. Les simples députés risquent de tomber en minorité. Au train où vont les choses, l'Union nationale ressemblera avant longtemps à certaines armées sud-américaines où il y a plus de colonels que de soldats. Je suis peut-être hors d'ordre, en disant cela, mais si des dépenses additionnelles doivent être faites, on devrait les appliquer plutôt à créer de nouveaux comtés, particulièrement dans le district de Québec, si cela doit servir les fins de la représentation populaire et du parlementarisme. Cette dépense serait justifiée. Le premier ministre, lorsqu'il demandait de réduire le nombre de ministres, disait que la qualité devait remplacer la quantité. Est-ce qu'il croit maintenant plus à la quantité qu'à la qualité? Pour le présent, je suis contre la nomination d'adjoints parlementaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a exprimé son opinion et il a droit à son opinion. Dans son exposé, il a prononcé une phrase qui est un aveu lorsqu'il a dit: "Le premier ministre ne peut être remplacé". C'est ce que nous prétendons ici même. Je voudrais pouvoir faire le même compliment au chef de l'opposition, mais la vérité me le défend. Il a cité des statistiques; selon l'habitude de l'opposition, il s'est contenté de statistiques incomplètes et boiteuses. Les chiffres qu'il a cités pour les autres provinces ne comprennent pas toutes les dépenses administratives, comme dans le cas du Québec. Il a fait allusion au Conseil législatif; nous sommes heureux de le conserver. L'opposition, jadis, avait parlé de le supprimer; mais loin de le faire, elle a veillé sur lui avec un soin jaloux.

Il a parlé des 21 ministres du Québec. Quand j'ai formé mon cabinet, le gouvernement a été vigoureusement critiqué par la gauche. La position que j'ai prise était tellement bonne qu'Ottawa l'a

imitée. Ici, nous avons 21 ministres dont 5 sans portefeuille. Avec l'Union nationale nous avons à la fois et la qualité et la quantité. S'il y a des ministres sans portefeuille au Québec, c'est parce que le gouvernement doit connaître les réactions de la population, ici et là, pour pouvoir bien administrer les affaires de la province: les adjoints seront utiles à ce sujet. Mais ailleurs, on a 21 ministres avec portefeuille et ça coûte plus cher. Le chef de l'opposition a oublié de dire que, dans notre province, il n'y a pas de pension pour les députés et que les députés voyagent à leurs dépens, ce qui coûte cher. Ailleurs, les voyages sont payés par la princesse.

C'est faux que le gouvernement du Québec dépense plus que les autres à des fins administratives. Je n'hésite pas à dire que, toutes proportions gardées, c'est notre administration qui dépense le moins, si on examine attentivement la situation. L'administration de la province est aussi importante que celle du gouvernement fédéral. Mais nous avons bien le droit, mes collègues et moi, de nous faire aider par des adjoints parlementaires, car nous savons tout ce qu'exige de travail une province immense en plein développement. L'opposition n'a pas protesté quand nous avons augmenté l'indemnité des députés, à sa demande. Le travail a plus que triplé dans la province de Québec depuis quelques années. Il y a des assistants parlementaires en Angleterre et à Ottawa. Dois-je répéter que les besoins de la province sont immenses, que le gouvernement a besoin de connaître les réactions de toutes les régions pour bien administrer la chose publique?

Le Conseil des ministres est appelé à régler des problèmes de la plus haute importance et il importe d'avoir dans le cabinet des gens qui puissent apporter des conseils judicieux. Leur refuser ce privilège, c'est méconnaître les efforts qu'ils déploient pour soutenir les progrès extraordinaires du Québec; c'est méconnaître, en particulier, le travail surhumain que s'impose le premier ministre, chaque jour de la semaine, pour apporter à tous les problèmes de l'administration les solutions les plus pratiques et les plus efficaces. On me reproche parfois d'être dictateur et, aujourd'hui, on me reproche de vouloir m'entourer de conseillers, qu'on soit logique et qu'on tâche au moins d'être d'accord dans l'opposition. Le chef de l'opposition a dit qu'il y aurait plus de colonels que de soldats du côté du gouvernement. Je regrette d'être obligé de dire que dans l'armée de l'opposition, il n'y a pas même un colonel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La situation est la même à Ottawa qu'à Québec. Les dépenses de voyage sont payées quand un ou des députés font partie de délégations qui vont représenter le gouvernement. Il faut garder les proportions quand on veut comparer Québec à Ottawa. Les arguments que vient de répéter le premier ministre ne m'ont pas davantage convaincu; je dis et répète qu'une proportion de 29 députés sur 92 qui participent à l'administration de la province, c'est excessif. Sur la question du travail proprement dit, je ne conteste pas que le premier ministre pourrait avoir besoin d'aide. Mais je suis convaincu qu'il ne voudra jamais se faire remplacer par un adjoint parlementaire. Le mot adjoint parlementaire indique que ceux qui pourraient être appelés à un tel poste rempliront leur rôle en Chambre. Quel rôle pourront-ils jouer quand on sait que c'est le premier ministre qui voit à presque tout?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition pourrait être surpris. Je fais le travail qu'un homme peut faire et je ne puis faire davantage.

Le premier ministre déclare que personne ne sera surpris si un jour il s'adjoint un assistant parlementaire.

On verra que cette demande d'adjoints parlementaires est logique et répond aux besoins de la province. Le travail des ministres a tellement augmenté qu'il est devenu pratiquement impossible pour eux d'assister aux séances de la session et de faire en même temps leur travail ordinaire. Les adjoints parlementaires sont appelés à rendre des services et l'on verra que nous en avons besoin. Il y a quelques jours, un journal indépendant, *Le Droit*, d'Ottawa, trouvait rationnelle, convenable et logique la nomination d'adjoint parlementaire à Québec.

M. Cournoyer (Richelieu): Je pourrais citer un autre journal indépendant qui n'avait pas le même point de vue⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Indépendant de quoi?

M. Cournoyer (Richelieu): Pour ma part, je suis de moins en moins convaincu de la nécessité d'adjoints parlementaires et de plus en plus convaincu que la province de Québec n'est pas une province comme les autres. Lorsque le premier ministre a formé son cabinet, il a présenté ses ministres comme des espèces de surhommes.

Une voix ministérielle: Très bien! Très bien!

M. Cournoyer (Richelieu): Et aujourd'hui, on prétend que ces surhommes ont besoin d'adjoints. Si l'on ne juge pas à propos de nommer des adjoints parlementaires à la Législature d'Ontario, je ne vois pas pourquoi on en nommerait à Québec. Le premier ministre parle des développements gigantesques de la province; ces développements sont plus grands ailleurs. Les développements ici l'ont été malgré le gouvernement. Il s'agit d'une loi inutile pour chloroformer l'opinion publique. Le gouvernement passe par une crise d'orgueil, il veut avoir un gros cabinet dans l'*Almanach du peuple*.

L'attitude du gouvernement me rappelle un film, interprété par le grand comédien Raimu, de défunte mémoire: "Charlemagne". Raimu personnifiait Charlemagne⁵. Un groupe d'amis au nombre de 17 partaient en croisière sur un yacht de plaisance qui fait naufrage. Ils se réfugient sur une île perdue. On constitua un gouvernement. L'un d'eux, Charlemagne, qu'interprétait Raimu, se proclama roi. Les autres ont commencé à murmurer; pour les faire taire, il a commencé à les nommer ministres de ceci ou de cela, les uns après les autres. Seulement, quelqu'un fit remarquer qu'il fallait s'arrêter à 16 pour en garder un pour représenter le peuple.

Je me demande si, à l'Union nationale, il en restera un qui va représenter le peuple. Si l'on ne juge pas à propos de nommer des adjoints parlementaires à la Législature d'Ontario, il n'y a certainement pas lieu d'en nommer à la Législature de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les libéraux préfèrent s'inspirer des comédiens. Ce sont des sources d'inspiration qui leur conviennent. Il a cité ce film pour laisser entendre que les adjoints parlementaires sont nommés pour apaiser les mécontents. C'est une remarque blessante pour les administrateurs fédéraux. Je comprends sa situation. À Ottawa, il y a 32 postes de ministres et d'adjoints, sans compter les présidents et le vice-président de la Chambre, les présidents de comités, etc. En tout, une cinquantaine de postes. Là-dessus, ni le député de Richelieu, ni le chef de l'opposition n'a frappé la plus petite chose. Ça me fait de la peine pour lui, mais il n'a pas le droit de critiquer ses amis d'Ottawa.

M. Bélanger (Lévis) fait remarquer qu'on ne peut comparer Québec à Ottawa pour justifier le nombre de ses ministres. Il ajoute que pas une seule

province à part le Québec n'a d'adjoints parlementaires ou de conseillers législatifs... Il rappelle l'opposition du premier ministre à l'augmentation du nombre des ministres, citant particulièrement quelques-unes de ses déclarations faites en 1935 et 1936 par le premier ministre en faveur de la diminution du nombre des ministres. Le premier ministre promettait même, alors, l'abolition du Conseil législatif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Au contraire, je suis en faveur d'une Chambre haute. J'ai promis, cependant, de réformer le Conseil et nous sommes en voie de le faire.

M. Bélanger (Lévis): Il n'y a qu'un ministre d'État dans chacune des trois provinces suivantes: Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick, deux en Ontario et pas un seul dans les Parlements de l'Ouest. Les adjoints parlementaires émergeront au budget au chapitre des dépenses de voyage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils n'y auront pas droit.

M. Bélanger (Lévis): On le saura en prenant connaissance des *Comptes publics*. De toute façon, à l'heure actuelle, nous avons des ministres qui, par solidarité ministérielle, ne peuvent différer d'opinion avec le premier ministre. Il serait bon de savoir si les adjoints seront liés par la même solidarité.

M. Savard (Québec-Ouest) déclare que l'installation des adjoints parlementaires augmenterait les dépenses du gouvernement sans raisons suffisantes. Il suggère d'augmenter plutôt les salaires des députés. En présence d'une telle loi, dit-il, on ne peut s'empêcher de sourire. Autrefois on avait le trésorier provincial. Aujourd'hui, on a le ministre des Finances, on a même le solliciteur général.

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

Est-ce que le député sait que M. Mercier⁶ a été solliciteur général dans le temps des libéraux?

M. Savard (Québec-Ouest): Cela n'améliore pas la chose. Si le gouvernement de l'Union nationale veut créer de nouveaux salaires, je lui suggérerais d'améliorer plutôt ceux qui existent⁷.

M. le président rappelle le député à l'ordre et lui demande de s'en tenir aux articles inscrits dans le bill.

M. Savard (Québec-Ouest) lit le bill à l'endroit où il est question de traitements. Il cite ensuite plusieurs articles de journaux datant de 1936, où le premier ministre déclare que le nombre des ministres devrait être diminué, mais pas au point de réduire le cabinet à une seule tête. Il dit que le gouvernement devrait améliorer les salaires existants au lieu d'en créer de nouveaux. Les 22 candidats de l'Union nationale défaits au cours de la dernière élection provinciale, dit-il, devraient servir d'adjoints parlementaires aux quelques membres qui resteront simples députés, et cela, pour récompenser leur travail et la perte de temps qu'ils ont subie.

M. le président rappelle le député à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député, qui est avocat, devrait savoir qu'il vaut mieux s'en tenir à la résolution.

M. Savard (Québec-Ouest): Nous avons pensé que ces nominations occasionnent des dépenses, alors que les députés n'ont pas des salaires suffisants⁸.

M. Pinard (Drummond): Pour faire suite, je voudrais dire que le gouvernement n'a pas apporté de sérieux à l'adoption de cette loi. Il faudrait être capable d'expliquer pourquoi cette dépense, quel est le résultat qu'on prévoit et dans quel domaine les adjoints parlementaires pourront évoluer. Je crois que l'opposition a le droit de savoir, à cause du rôle qu'elle a à jouer, pourquoi les adjoints seront nommés. Le premier ministre n'a pas encore répondu à cette question. Le cabinet est composé de 21 ministres, dont cinq ministres d'État, et le gouvernement a l'audace de voter une loi créant des adjoints parlementaires. Cela peut être logique au fédéral, mais que ce ne l'est pas dans la province de Québec.

Est-ce que l'on donnerait plus d'importance aux adjoints qu'aux ministres d'État? Au lieu de nommer des assistants parlementaires, le premier ministre devrait plutôt rajeunir son cabinet, accepter les démissions des ministres qui veulent s'en aller et nommer à leur place les jeunes députés qui désirent avec raison obtenir de l'avancement. Les ministres devraient avoir le droit de donner leur démission. Je crois que l'opposition a le droit d'avoir des doutes là-dessus. Est-ce qu'il n'existe pas parmi certains députés de l'Union nationale du mécontentement? Les adjoints sont peut-être une certaine façon de satisfaire certaines de leurs exigences. D'ailleurs, il

est bien inutile de nommer des adjoints, puisque, dans l'Union nationale, c'est le chef du parti qui a tous les droits et tous les pouvoirs.

Pourquoi ne pas dire exactement ce qui se passe ici? Les raisons du premier ministre ne sont pas des raisons réelles, ou bien il se passe des choses anormales au sein de l'Union nationale. Il est temps qu'il y ait dans la province un gouvernement responsable. Cette loi est un autre indice que le chef de ce parti a tous les droits et tous les pouvoirs. Je me demande si le premier ministre n'est pas sur le point de quitter l'arène politique. Il a été le seul à se lever pour parler du projet. Devant un tel état de choses, je crois que l'opposition a le droit de protester.

M. Lafrance (Richmond): Si le premier ministre nous avait dit que le projet de loi est pour préparer la jeunesse, l'argument aurait peut-être pu me rendre favorable au bill. Si le premier ministre nommait un assistant procureur général pour faire observer la loi des liqueurs, peut-être que je voterais pour.

Mais il nous dit que les adjoints parlementaires remplaceront les ministres à leur bureau; or, je n'ai jamais trouvé un ministre à son bureau. Le premier ministre prétend que les adjoints aideront les ministres à prendre des décisions, mais il sait très bien que, quand il y a une décision à prendre, c'est lui qui la prend. Je voterai donc contre la loi, car j'ai bien peur que cette mesure ne serve, suivant l'expression du premier ministre, qu'à créer des appétits stériles.

M. Marquis (Québec-Est): Le projet de loi prévoit la nomination de huit adjoints parlementaires au salaire de \$4,000 par an; mais il ne définit que très vaguement leurs fonctions. Quatre mille dollars par adjoint, cela fait \$32,000 de dépenses annuelles pour la province, sans compter bien d'autres frais. Je ne vois pas l'utilité de ce bill, d'autant plus qu'il porte atteinte aux ministres avec portefeuille. Les adjoints seront-ils les valets de la cour ou les majordomes du palais?

Ces nominations d'adjoints parlementaires sont une insulte aux ministres; c'est une façon de leur dire: vous semblez fatigués, vous avez besoin de repos. Je ne suis pas de cet avis. Les ministres paraissent encore en assez bonne santé. Et je crois que mon devoir est de voter contre le projet de loi par respect pour les ministres actuels dont on attaque le prestige en laissant entendre qu'ils vieillissent, qu'ils ne donnent plus le même rendement et qu'ils ont besoin de béquilles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je crois que ce bill, plus que tout autre depuis le début de la session, a pour but de faciliter au gouvernement la préparation des élections. Aux nombreuses assemblées politiques pré-électorales, nous allons avoir la visite des huit nouveaux adjoints parlementaires qui feront valoir leurs titres de futurs ministres ou de représentants de ministre. De plus, le projet de loi est une autre de ces mesures visant à récompenser, aux frais de l'État, des services politiques. Cela fera \$32,000 par année pour récompenser les bons serviteurs du gouvernement.

Enfin, la nouvelle loi est injuste envers les sous-ministres qui ont une connaissance parfaite des affaires de leurs ministères. Est-ce que les adjoints parlementaires vont être là pour surveiller ministres et sous-ministres? Au lieu de nommer des adjoints parlementaires pour faire plaisir aux aspirants ministres, ne serait-il pas mieux de les nommer directement ministres? La loi est pour galvaniser l'Union nationale.

Il y a à Montréal une population d'un million et demi, qui n'est représentée que par 15 députés en Chambre et par un seul ministre et trois députés de l'Union nationale. Que le premier ministre fasse des élections dans la métropole, dit-il, il verra ce que les Montréalais pensent de sa loi. J'espère au moins qu'on nommera deux adjoints parlementaires parmi les députés de Montréal.

M. Dupré (Verchères): Les raisons données par le premier ministre se résument à bien peu de chose. Il nous a parlé des Parlements d'Angleterre et d'Ottawa. Il nous a dit: l'opposition a voté pour l'augmentation de l'indemnité parlementaire. Il nous a dit qu'il travaillait beaucoup. Je suis bien prêt à admettre que le premier ministre est un grand travailleur; et je dois aussi admettre que, si les autres ministres sont aussi travaillants que lui, ils n'ont pas grand chance de travailler, puisqu'il fait l'ouvrage. Je trouve curieux que le premier ministre aille chercher des exemples en Angleterre ou à Ottawa. Ça ne tient pas debout de comparer Québec à l'Angleterre ou à Ottawa. Un ministre qui administre un pays, a plus à faire qu'un ministre d'une province.

Le premier ministre nous a dit que les adjoints aideraient les ministres en Chambre. Mais n'a-t-on jamais vu un ministre manquer pour maladie ou pour toute autre cause? D'ailleurs, quand nous demandons des renseignements, ce n'est pas un ministre qui nous les donne. Lorsqu'on discute une loi, ou qu'on parle des crédits, c'est toujours le premier ministre qui donne des explications. Dans

ces conditions, je ne vois vraiment pas pourquoi nous aurions besoin d'adjoints parlementaires.

Les ministres actuels n'ont pas besoin d'adjoints, puisqu'ils sont toujours en Chambre, même s'ils ne parlent jamais et si toutes les mesures sont pilotées par le premier ministre. En 1936, le premier ministre voulait baisser de \$500,000 les frais d'administration; il disait qu'on pourrait diminuer le nombre des ministres et remplacer le nombre par la qualité. Or, le premier ministre a augmenté le nombre des ministres. Il faut croire que la qualité diminue, puisque le nombre augmente sans cesse.

C'est l'inverse qui s'est produit. Quand on consulte les *Comptes publics*, on s'aperçoit que les dépenses, au chapitre Législation, qui s'élevaient à \$344,000 en 1936, ont atteint \$764,000 en 1953. Au lieu de les diminuer, on veut encore les augmenter de \$32,000, les porter à \$796,000 sans compter les nouvelles dépenses: secrétaires, frais de bureau et de voyage. Ça coûte le double aujourd'hui à la province.

Le premier ministre vient de nous dire qu'il veut nommer des adjoints parlementaires; mais, chose curieuse, pas un seul de ses ministres ne s'est levé pour expliquer qu'il a besoin de l'aide, qu'il commence à vieillir. S'ils l'avaient fait, on aurait mieux compris le bien-fondé du projet de loi. Ce que nous a dit le premier ministre sur la loi nous force à voter contre. Aucune comparaison n'est possible entre Ottawa et Québec. Si un ministre part en Floride pendant la session, c'est son affaire; ce n'est pas une raison pour nommer un adjoint parlementaire. Si un ministre partait en Europe pour trouver un marché aux produits agricoles, ce serait différent.

Le premier ministre ne nous a pas donné les vraies raisons de la loi. Qu'il nous les dise? Qu'il ne soit pas gêné! Je vais dire ce que je pense qu'elles sont: d'abord les ministres vieillissent, la santé de certains ministres est peut-être chancelante; c'est peut-être qu'ils se sont trop dévoués sans que cela ne paraisse; peut-être que l'aide d'un adjoint leur ferait du bien! Mais est-ce que ce serait le meilleur moyen d'améliorer la situation? Je ne le crois pas.

Par ailleurs, je doute que la création de postes d'adjoints parlementaires résoudra le problème. Mais, d'un autre côté, le meilleur moyen de rajeunir le cabinet serait de remplacer les ministres vieillissants par de jeunes députés remplis d'ambition et d'énergie. Il y a des gens qui sont depuis quelques années dans cette Chambre et qui ont des ambitions. Je ne les en blâme pas. J'en rencontre parfois... Si vous faites le tour et si vous demandez à ces jeunes députés à quel ministère ils seront nommés adjoints

parlementaires, ils ouvrent de grands yeux étonnés. Naturellement, un jeune député de l'Assemblée législative qui n'aurait pas de telles ambitions ne serait pas considéré comme un bon représentant de son propre comté.

Le premier ministre voulait autrefois diminuer le nombre des ministres; il serait temps de le faire, de diminuer les dépenses de la province. Le premier ministre s'est toujours vanté d'avoir trois ministres de l'Agriculture qui ne répondent d'ailleurs pas aux questions. Ce sont trois honnêtes citoyens. Je pourrais faire des suggestions à ce sujet pour les récompenser. Voilà la vraie façon de remplacer le nombre par la qualité. Ainsi, les trois ministres de l'Agriculture pourraient être remplacés par un seul ministre. Il y a dans cette Chambre un bon gros et jeune agronome qui ferait l'affaire, comme le député de Lotbinière (M. Bernatchez) par exemple, qui n'aurait pas besoin, lui, d'adjoint parlementaire. L'agriculture ne s'en porterait pas plus mal. Il aurait à sa disposition un bon sous-ministre... S'il était mal pris à un moment donné, il trouverait toujours un excellent adjoint dans la personne du premier ministre.

Le député de Verchères ne voit pas comment l'on pourrait remplacer avantageusement le ministre de la Jeunesse (M. Sauvé). Le ministre des Affaires municipales (M. Prévost), lui, n'aurait pas besoin d'assistant parlementaire; c'est une des meilleures nominations de l'Union nationale. On pourrait remplacer le ministre de la Chasse et de la Pêche (M. Pouliot), dit-il, au lieu de lui adjoindre un assistant. Il mériterait aussi d'être récompensé et le député de Bagot (M. Johnson) le remplacerait volontiers sans avoir besoin d'assistant. Nul doute que son nom ferait très bien avec les Américains et les Canadiens français. Ou bien le député de Chambly (M. Roche), qui a également un nom anglais! Ainsi ça ne coûterait pas un sou de plus à la province!

Il (M. Dupré) dit qu'il est le premier à admettre que le premier ministre est le travailleur le plus acharné qu'il ait jamais vu... À cause de cela, je ne peux pas parler de changer le premier ministre parce que tout tomberait. Mais il y a aussi le ministre de la Colonisation (M. Bégin) qui est fatigué. Le ministre est peut-être encore jeune, mais un homme s'use vite à la colonisation et dans l'organisation politique. Je crois que si le gouvernement lui offrait de prendre sa retraite en emportant la moitié de la caisse électorale, il l'accepterait avec plaisir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce ne serait pas assez considérable pour le tenter.

M. Dupré (Verchères): Je suis convaincu que le député de La Prairie (M. Riendeau) le remplacerait avantageusement, sans demander d'adjoint parlementaire. Le député de Laprairie est parfaitement au courant des problèmes. Il sait combien il en coûte pour dépanner un bulldozer dans une savane, il ne se fera pas jouer par les contracteurs⁹. Voilà le vrai moyen de concilier l'ambition des plus jeunes avec la dépression des plus vieux.

Il demande de nouveau au premier ministre de donner les vraies raisons de la nomination des adjoints parlementaires. Il est d'avis que l'expansion de la province ne justifie pas cette mesure. Peut-être la diminution de santé de certains ministres est-elle une des causes du bill. La conduite du premier ministre, dit-il, qui répond à la place de ses ministres et qui administre seul les départements, détruit à mesure les raisons qu'il donne pour justifier ce projet de loi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 49.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 7 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 concernant les adjoints parlementaires soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 49.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert,

Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 49.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code civil

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois¹⁰.

Le Code civil du Québec maintient des notions du XVIIIe et du XIXe siècles selon lesquelles les femmes mariées sont inaptes à donner un consentement valide dans les transactions ordinaires. Les légistes de cette période croyaient que l'infériorité de la femme par rapport à l'homme relevait de la loi naturelle, et des dispositions en ce sens ont été incluses au Code civil québécois en 1867.

Le projet de loi a pour but de modifier deux dispositions du Code civil qui sont humiliantes pour la femme mariée. C'est ainsi qu'en vertu de l'article 188, la femme mariée est sur le même pied que son mari et peut demander la séparation de corps pour cause d'adultère de son mari. Jusqu'ici elle ne pouvait présenter cette demande que si le mari gardait sa concubine dans la maison commune... Le présent bill fait disparaître les mots: "lorsqu'il tient sa concubine dans la maison commune".

L'article 986 plaçait les femmes mariées au nombre des personnes qui sont incapables de contracter, sur le même pied, entre autres, que les mineurs, les interdits, les aliénés, etc. Le présent bill enlève de la liste les femmes mariées. En vertu de l'article 3, du même bill, un nouvel article est ajouté au Code civil, l'article 986a, qui déclare que la capacité de contracter des femmes mariées, comme leur capacité de tester en justice, est déterminée par la loi.

Il dit réaliser que ces amendements ne constituent pas une solution complète au problème

des droits des femmes au Québec, mais ils sont au moins un pas dans la bonne direction. Il remercie le premier ministre de lui avoir permis de présenter ce bill, et le chef de l'opposition de sa collaboration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

félicite le député de Verdun de son discours sur cette question. Il dit qu'il lui a fait plaisir d'inviter le député à présenter cette loi qui fait disparaître des "monstruosités" du Code civil, relativement au statut juridique de la femme mariée. On doit le féliciter (M. Ross) de ne pas avoir gaspillé le temps de la Chambre en critiques inutiles et en politicaille partisane, lors de sa participation au débat sur le discours du trône.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) félicite le député de Montréal-Verdun pour sa ténacité dans ses propos sur les droits des femmes au cours des trois dernières années à l'Assemblée, pour finalement remporter une victoire partielle cette année. Je me demande quel sera son sujet de prédilection l'année prochaine. Il espère que d'autres amendements accordant aux femmes leur plein statut juridique seront apportés au cours des prochaines années.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 99 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des tribunaux judiciaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 242 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 11 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et par l'article 13 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe c du paragraphe 1, le sous-paragraphe suivant:

"d. une pension de mille cinq cents dollars par année est payée à sa veuve, dans le cas de tout juge décédé après le premier avril 1954 et qui, lors de son décès, était en fonctions et l'avait été pendant plus de trois ans et demi."

2. Que l'article 289 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 12, par l'article 18 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 10 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, et l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Le nombre des juges de district ne doit en aucun temps excéder quarante-cinq, y compris le juge en chef de district et le juge adjoint de district."

La première partie du projet de loi vise un cas particulier, celui de la veuve du regretté juge Eugène Lafontaine¹¹, de la Cour des sessions de la paix, de Montréal. Le juge Lafontaine a eu une carrière extrêmement fructueuse et honorable, une carrière qui a contribué à faire cesser certains abus, à accroître la sécurité de la route particulièrement dans le district de Terrebonne. Il s'est usé à cette tâche, malheureusement.

Un troisième but du bill est d'augmenter de trois le nombre des juges de district. Le principe général de la loi des tribunaux judiciaires n'est pas changé, mais on veut prévoir le cas du juge

Lafontaine décédé récemment. Il y a aussi le cas des juges Langlois¹², Boivin¹³ et Gaudette¹⁴. Au lieu de nommer des personnes en particulier, nous faisons un cas général.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Y a-t-il des postes vacants à la Cour de magistrat?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Il y en a six. Le gouvernement veut aussi porter le nombre des juges de district de 42 à 45. Il s'agit là d'une mesure visant à décentraliser la justice, politique qui a été couronnée jusqu'ici de résultats efficaces. De plus, le gouvernement songe à donner le titre de juge au président de la Commission des accidents de travail, M. Joachim Grenier¹⁵, c.r., ainsi qu'aux présidents de la Commission des relations ouvrières et de la Régie des transports et communications. Ses successeurs accéderont à cette même fonction judiciaire. Nous devrions lui donner le prestige de la magistrature.

Son président actuel, Me Joachim Grenier, est un juriste de grande compétence. En vertu de la loi actuelle, un juge peut siéger à une commission sans perdre ses droits à sa pension. Le gouvernement songe à désigner des juges à la présidence de deux autres organismes, dont la Régie des transports et communications. Ces organismes remplissent¹⁶ des fonctions quasi judiciaires. La présence d'un juge à leur tête assurerait plus de stabilité aux décisions rendues et à la jurisprudence.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Loi des tribunaux judiciaires

La Chambre reprend le débat sur la motion du premier ministre proposant la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si c'est l'intention du gouvernement d'exiger qu'à l'avenir le président de la Commission des accidents du travail soit un juge?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Actuellement, on peut nommer le président de

cette Commission juge, mais il faudrait d'abord qu'il démissionne. Il pourrait ensuite être renommé président tout en étant juge. C'est pourquoi nous voulons présenter plus tard un projet de loi pour permettre qu'il puisse être nommé juge sans démissionner. Désormais, le président de cette Commission sera un juge. Le gouvernement veut aussi augmenter le nombre des magistrats de district parce que le travail s'est accru. Ce sont eux, maintenant, par exemple, qui doivent entendre les causes de naturalisation autrefois réservées à la Cour de circuit. On a créé une Cour de magistrat de district il y a quelques années, à Montréal; la juridiction de la Cour de magistrat a été portée de \$100 et \$200; le nombre des juges de la Cour supérieure a été augmenté de cinq et de nouveaux districts ont été créés.

Ces magistrats siègent aussi assez souvent sur des tribunaux d'arbitrage. Il faudrait nommer deux nouveaux juges de district à Montréal, où le nombre des causes est de 30,000 à 35,000 par année... Il y a des vacances à combler de même que des districts, comme ceux du Saguenay et de la Gaspésie, où il faudrait en nommer. Le gouvernement s'efforce aussi d'obtenir le moyen d'étendre la juridiction de ce tribunal. En décongestionnant grandement le rôle de la Cour supérieure, une amélioration très considérable a été enregistrée. Soyons francs. S'il y a parfois congestion des tribunaux, c'est que des juges ne veulent pas siéger et que des avocats ne sont jamais prêts.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi électorale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La modalité de l'énumération dans les villes est mauvaise et antidémocratique. Il affirme que l'article 64, tel qu'édicte dans la présente loi, n'a pas les éléments nécessaires pour garantir le droit de vote aux gens qui demeurent dans les hôtels ou les maisons de logements. Elle soumet l'existence du droit de vote au pouvoir discrétionnaire du gérant ou concierge qui pourrait oublier volontairement de mentionner les personnes dont les opinions politiques ne concorderaient pas avec les siennes. Le gérant de l'hôtel a trop de pouvoirs et il y aura sûrement deux poids et deux mesures.

Il (M. Noël) veut discuter le principe de l'énumérateur unique.

M. l'Orateur décide que ce principe adopté l'an dernier n'est plus en cause. Il s'agit simplement d'établir une méthode d'inscription pour les électeurs qui vivent en chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le meilleur moyen pour un électeur de voter, c'est de se faire inscrire lui-même sur la liste électorale au lieu de laisser ce soin à d'autres. On semble oublier qu'il y a également la révision de la liste électorale. L'amendement suggéré par M. François Drouin, président général des listes électorales, favorise au contraire l'exercice du droit de vote, puisque l'électeur lui-même ou quatre autres personnes qui le connaissent bien peuvent demander son inscription sur la liste. Et on aura toujours le recours de s'adresser au Bureau de révision où l'opposition est représentée.

On a déjà prétendu que le bill 34 avait été voté pour l'élection d'Outremont, qu'avec la loi électorale telle qu'elle existe aujourd'hui, les candidats de l'opposition ne pourraient jamais se faire élire. Cependant, il y a eu depuis des élections dans le comté d'Outremont et le chef de l'opposition a été élu par une majorité de 4,465 voix. C'est la meilleure réponse à ceux qui critiquent notre loi. La loi actuelle n'a qu'un but: empêcher les abus.

M. Bellemare (Champlain): La loi donne des garanties formelles. Elle donne par exemple à cinq personnes le droit de faire inscrire ces électeurs sur les listes.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15) est modifiée en y ajoutant, après l'article 63, le suivant:

"64. 1. Dans une section urbaine, l'énumérateur ne peut inscrire le nom d'un électeur domicilié dans un hôtel ou une maison de logement à moins que l'inscription ne soit demandée, à son domicile, par l'électeur lui-même ou, s'il est dans l'impossibilité de faire cette demande pour cause d'absence ou de maladie, par un membre majeur de sa famille demeurant avec lui; toutefois, en l'absence de l'électeur et à défaut de membre de sa famille demeurant avec lui, la demande d'inscription peut être valablement faite, par écrit et sous le serment prévu par la formule 9, par le propriétaire, l'administrateur ou le gérant de l'hôtel ou de la maison de logement.

"2. L'énumérateur est autorisé à recevoir ce serment."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut secouer la torpeur des gens, car la source du mal vient surtout de l'apathie de certaines personnes, qui ne prennent pas la précaution élémentaire de voir

si leur nom est sur la liste. C'est un devoir impérieux pour les électeurs de voir à ce que leur nom soit sur les listes au lieu de confier ce soin à d'autres... Il faudrait être au ciel pour faire une loi parfaite.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les mots "à son domicile" mentionnés dans l'article 64 de la loi prêtent à une double interprétation. Doit-on se demander s'il est fait mention du domicile de l'énumérateur ou de celui de l'électeur. Cela prête à confusion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'énumérateur, en vertu de la loi, fait tout. Rien n'empêche un électeur de se rendre dans un bureau où l'on prend les noms. On prend la peine de dire "dans un hôtel ou dans une maison à appartements, où l'énumérateur doit passer".

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Au milieu de l'article 64, "à son domicile", ça va. Mais on pourrait dire que l'électeur n'a pas le droit de se rendre dans un bureau de révision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va arranger cela et le mettre bien plus simple. On va mettre "au domicile de l'électeur".

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Vous voyez, on s'efforce d'améliorer la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait mieux d'améliorer le député.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Et si le nom n'est pas sur la liste...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'inscrire le nom d'un électeur. On donne même le droit à une autre personne de le faire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avec l'amendement, on restreint la possibilité pour l'électeur de se faire inscrire. Il ne peut pas aller au bureau de révision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a deux manières d'enregistrer son nom: que l'électeur lui-même l'inscrive ou qu'il l'inscrive à son domicile, où l'énumérateur doit passer.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"1. La loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15) est modifiée en y ajoutant, après l'article 63, le suivant:

"64. 1. Dans une section urbaine, l'énumérateur ne peut inscrire le nom d'un électeur domicilié dans un hôtel ou une maison de logement à moins que l'inscription ne soit demandée au domicile de l'électeur, par l'électeur lui-même ou, s'il est dans l'impossibilité de faire cette demande pour cause d'absence ou de maladie, par un membre majeur de sa famille demeurant avec lui; toutefois, en l'absence de l'électeur et à défaut de membre de sa famille demeurant avec lui, la demande d'inscription peut être valablement faite, par écrit et sous le serment prévu par la formule 9, par le propriétaire, l'administrateur ou le gérant de l'hôtel ou de la maison de logement.

"2. L'énumérateur est autorisé à recevoir ce serment."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) déclare qu'il veut améliorer la loi en y mettant un esprit plus démocratique. Par l'article 64, dit-il, on veut consacrer un principe: celui de se maintenir au pouvoir.

M. l'Orateur: Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je les retire. Cet article est incomplet. J'aimerais que le gouvernement le complète avec l'amendement suivant.

Il propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard) que la motion en discussion

soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 10 intitulé: Loi modifiant la loi électorale de Québec soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de le modifier en y ajoutant les dispositions voulues pour rétablir la confection des listes électorales par deux énumérateurs dans les sections urbaines et le droit pour chaque candidat d'avoir deux représentants dans chaque bureau de vote."

M. l'Orateur déclare cet amendement hors d'ordre parce qu'il critique une loi existante, qu'il est étranger au sujet du bill et n'en découle pas directement, contrairement aux dispositions de l'article 172 du Règlement; et aussi parce qu'il entraînerait des dépenses supplémentaires, ce que l'article 155 du Règlement ne permet pas de faire sans la recommandation au préalable du lieutenant-gouverneur.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lesage, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Sauvé, Talbot, Tellier, 39.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale proposant que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis,

Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lesage, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Sauvé, Talbot, Tellier, 39.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Immeubles gouvernementaux

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi 9 George VI, chapitre 8.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose: 1. Que l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 8, soit remplacé par le suivant:

"1. Pour les aménager et y loger des services administratifs du gouvernement ou pour des fins d'éducation ou d'hospitalisation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Travaux publics à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les immeubles situés dans la province et qu'il juge utiles à l'une de ces fins.

"Dans le même but, il peut aussi autoriser le ministre des Travaux publics à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains situés dans la province et à y construire et aménager des édifices pour les mêmes fins."

"2. Que l'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 50, et remplacé par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 40, soit de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Le total des emprunts contractés en vertu de la présente loi ne doit pas excéder vingt millions de dollars."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que le département de la Santé a besoin de quatre grands hôpitaux de 1,500 lits chacun pour les malades mentaux. Et le grand total des dépenses à faire atteindra sûrement le montant de \$50,000,000 mentionné plus haut.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si le gouvernement a des plans précis à exposer: à quels endroits il veut acquérir des terrains, acheter des édifices, en construire de nouveaux. En un mot, dit-il, le ministre peut-il justifier par des projets précis la demande de cette augmentation de crédits?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois qu'il est juste que je donne la réponse, parce que c'est moi qui ai suggéré la loi. Jusqu'ici les sommes prévues par cette loi se limitaient à l'administration. Il y a quelques années, le ministre des Travaux publics a soumis un projet en vertu duquel la province serait susceptible d'épargner des sommes considérables.

On fait la nouvelle demande de crédits parce qu'on s'est rendu compte qu'il valait mieux, au lieu de louer des édifices pour fins d'hospitalisation ou d'éducation, de les acheter quand les circonstances le permettent; avec le loyer tout à fait normal que le gouvernement paie, il pourrait solder les intérêts et le fonds d'amortissement et sauver de l'argent. Cette loi est susceptible de faire épargner à la province des centaines de mille, voire des millions de dollars.

Il rappelle ce qui a été fait depuis 10 ans dans le domaine de l'hospitalisation. Il annonce que le gouvernement s'intéresse à un projet des Clercs de Saint-Viateur de fonder à Québec une institution pour les aveugles.

On sait le travail admirable accompli à Montréal, dit-il, par les Clercs de Saint-Viateur, avec les sourds-muets. Ils ont intéressé le gouvernement à l'achat d'un édifice dans la région de Québec pour fonder cette institution pour les aveugles, qui seront éduqués par le système Braille. Avec la méthode Braille, qu'il ne faut pas confondre avec la méthode de l'opposition, on a fait des progrès considérables.

Nous avons en vue, près de Québec, un hôtel qu'ont vu les Clercs de Saint-Viateur et les experts du ministère de la Santé. Il serait convenable. Cet établissement vaut près de \$400,000; nous pourrions l'avoir pour \$310,000 à \$315,000 environ! Il explique que le gouvernement présente le bill parce qu'il en est venu à cette conclusion: au lieu de louer des édifices pour servir d'hôpitaux ou d'écoles, il est plus économique d'en acheter. Il déclare qu'il est question d'acheter pour \$300,000, au Lac-Saint-Joseph, un édifice qui en vaudrait \$400,000, établissement appartenant à un médecin de Québec.

Il est également question d'acheter l'hospice d'Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil, ou d'en construire un autre. On n'attend plus que le déménagement de l'hôpital Jeffrey Hale, à Québec, pour acheter cet édifice au coût d'environ \$750,000. Le gouvernement a acheté le Mont Providence, sur le boulevard Gouin, à Montréal, où l'on hospitaliserait les arriérés mentaux. Ces derniers ont été placés dans diverses institutions et l'édifice sera mis à la disposition des malades mentaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ainsi il y aurait un achat en vue au lac Saint-Joseph.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il en a été question.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a l'affaire de Mont Providence... Et à Huberdeau (Argenteuil) va-t-on acheter ou construire? Combien cela va-t-il coûter?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mgr Frenette¹⁷ propose de construire un nouvel édifice à Saint-Jérôme parce que les orphelins seraient à proximité de l'École des arts et métiers... Il y a aussi Saint-Jean... Il y a à faire un peu partout... Les millions demandés seront loin de suffire aux besoins actuels.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Et quels sont les projets du gouvernement pour les locaux de l'administration?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a d'abord l'hôpital Jeffrey Hale à Québec. On le reconstruit à un autre endroit. Il avait été question de le démolir, mais nous sommes intervenus. Ce n'est pas le moment de démolir.

M. Dupré (Verchères): Mais l'hôpital a été acheté l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Il a été décidé de l'acheter. Mais le gouvernement n'allait pas payer pour un édifice dont il ne pouvait se servir. Il n'allait pas payer \$750,000 avant que l'édifice ne soit libre... Depuis, nous avons dépensé \$3,000,000 à Beauport, \$1,000,000 à Mont Providence, \$750,000 à Saint-Ferdinand de Halifax, \$750,000 pour l'hôpital de Verdun... Pour répondre aux besoins actuels, il faut construire ou bâtir, c'est pour cela que nous demandons ces deux pouvoirs.

M. Bélanger (Lévis): Dans les *Comptes publics*, il y a une somme de \$43,000 payée au nom de O. Boivin. Jusqu'ici, la loi que le bill 11 vise à modifier autorisait le gouvernement à acheter uniquement des immeubles destinés à servir à l'administration provinciale. Or, je constate dans les *Comptes publics* que des sommes ont été dépensées illégalement puisqu'elles ont été utilisées, par exemple, pour un hôpital, l'hôpital Sainte-Justine (\$1,200,000).

L'honorable M. Lorrain (Papineau) explique que c'est pour l'unité sanitaire du Cap-de-la-Madeleine.

M. Bellemare (Champlain) précise que \$13,000 ont servi à acheter une maison et que le restant de la somme a permis de construire une annexe.

M. Bélanger (Lévis) déclare qu'en vertu de la loi 9 George VI, on avait le droit d'acheter des édifices jusqu'à concurrence de \$10,000,000; le gouvernement ne pouvait acheter d'édifices que pour loger des services administratifs. Il reproche au gouvernement d'avoir acheté ainsi la maison en question illégalement, car la loi 9 George VI, chapitre 8, autorisait le gouvernement à acheter seulement des bâtisses devant servir à ses services administratifs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Travaux publics pouvait acheter des bâtisses au coût normal des loyers. On a sauvé ainsi à la province des centaines de milliers de dollars.

M. Bélanger (Lévis): Le bill donne des pouvoirs d'emprunt au gouvernement; mais il ne fixe pas de limites aux sommes que le gouvernement pourra dépenser pour acheter. C'est encore un mandat en blanc que le gouvernement nous demande. Je suis donc opposé au projet de loi. Au lieu de voter \$20,000,000 pour l'achat d'édifices, n'y aurait-il pas lieu d'entreprendre pour \$20,000,000 de

travaux de construction? Cela donnerait du travail aux chômeurs. Les travaux de l'édifice de la Commission des accidents du travail ont fourni quelque ouvrage à des ouvriers. Mais le premier ministre n'a pas répondu à ma question au sujet des \$43,000. Le gouvernement n'avait pas le droit de faire l'achat.

Toujours en consultant les *Comptes publics*, je vois que \$1,200,000 ont été dépensés pour l'Hôpital Sainte-Justine; le gouvernement n'y était pas autorisé par la loi, puisque celle-ci ne lui permettait d'acheter des locaux que pour les besoins de l'administration. En vertu du bill 11, cela ne se passera plus comme quand le gouvernement accordait des octrois; le gouvernement fera l'acquisition d'immeubles. Je crois que c'est contraire à notre législation qui veut que nos écoles, nos institutions appartiennent aux communautés et que le bill semble changer ce principe. En somme, c'est un chèque en blanc de \$20,000,000 que demande le gouvernement par cette loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avant de porter ce montant à \$20,000,000, combien d'argent, sur les \$10,000,000 votés l'an dernier, a été dépensé ou engagé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, entre autres choses, a acheté l'Hôpital Sainte-Justine, au coût de \$3,000,000 et un montant de \$1,200,000 a été payé, vu que cet hôpital avait besoin d'argent pour sa reconstruction dans un autre endroit. On achètera aussi des instruments qui pourront servir à d'autres hôpitaux et qu'on paiera entre \$400,000 et \$500,000. Nous avons acheté Sainte-Justine pour y installer des bureaux du gouvernement. Maintenant, nous sommes à nous demander s'il ne serait pas préférable d'affecter cet édifice à d'autres fins. Le gouvernement doit faire face à la construction de quatre hôpitaux de 1,500 lits chacun pour y loger les malades mentaux. Le gouvernement a des projets qui atteignent presque les \$50,000,000. Si nous trouvons des édifices déjà construits comme à Roberval et au Mont Providence, cela hâtera le règlement du problème.

M. Hamel (Saint-Maurice): On parle du Mont Providence que le gouvernement a transformé en hôpital pour malades mentaux. Le gouvernement a peut-être agi trop rapidement, vu que cette institution n'est à l'œuvre que depuis trois ou quatre ans, car on faisait là une œuvre merveilleuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est avec l'acquiescement des plus hautes autorités

religieuses et médicales de Montréal que le déménagement des arriérés mentaux, hospitalisés au Mont Providence, a été effectué. D'après les experts qui ont fait enquête, entre autres les docteurs Grégoire et Larue, il est plus utile de transformer cette institution en hôpital pour malades mentaux, que de continuer à y recevoir des arriérés mentaux. Mais le principal problème est celui des maladies mentales. Nous avons déjà consacré beaucoup d'argent à cette fin; un octroi de \$3,000,000 a été accordé à l'institution du Lac Beauport; \$1,000,000 à l'hôpital pour les séniles de Roberval; une somme de \$750,000 a été payée à l'hôpital de Saint-Ferdinand de Halifax, une autre somme de \$750,000 a été versée à l'hôpital de Verdun; \$1,000,000 au Mont Providence à Montréal.

À cet endroit sont hospitalisés les arriérés mentaux: des experts ont montré qu'il n'y avait pas grand chance d'amélioration dans leur cas; 10 % seulement en sont susceptibles et sur ces 10 %, 10 % encore peuvent être complètement ramenés à la normale. Dans ces conditions, il semble préférable de concentrer les efforts sur le règlement du problème que posent les maladies mentales. Nous allons donc affecter cette institution au traitement des malades mentaux et placer les arriérés mentaux dans d'autres institutions.

C'est à la lumière de ce que nous avons fait, que nous allons voir ce que nous avons à faire. Dans la région de Montréal, qui est une ville immense, nous avons l'intention de faire quelque chose d'important. La solution de ce problème exige la dépense immédiate de \$40,000,000 au bas mot pour répondre aux besoins actuels. Il nous faut construire des édifices, en acheter lorsque ce sera possible, parce qu'ainsi nous les avons tout de suite, qui vont nous aider à résoudre les cas nombreux et différents que nous rencontrons. C'est ce que nous demandons à la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande quelles sont les dépenses faites sur les sommes déjà votées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On s'en servira peut-être pour loger des écoles spécialisées. Les besoins sont nombreux. Il y a actuellement des projets pour \$50,000,000, rien que pour les maladies mentales.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si le gouvernement projette de faire d'autres dépenses en vertu de cette loi pour fins d'éducation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a des projets pour plus de \$40,000,000 et il ira au plus pressé en achetant au lieu de construire, s'il trouve des édifices convenables pour les fins auxquelles on les destine.

M. Dupré (Verchères): Pour faire avaler ses mandats en blanc comme ses nouvelles taxes, le gouvernement se cache toujours sous le couvert de l'éducation et de l'hospitalisation.

Il demande ce que le gouvernement entend faire avec les \$15,000,000 qui resteront une fois la loi actuellement en discussion votée par les Chambres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement songe, entre autres choses, à construire deux hôpitaux à Montréal aussitôt que possible.

M. Bélanger (Lévis): En vertu de la loi, qu'amende le présent bill, tous les arrêtés ministériels adoptés par le cabinet en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 8, doivent être déposés en Chambre si celle-ci est alors en session ou dans les quinze premiers jours de la session suivante. Pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas conformé à la loi?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement ne répond pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Continuez à parler...

M. Bélanger (Lévis): On peut voir clairement ceux qui font perdre le temps de la Chambre. Si l'on répondait aux questions de l'opposition, les débats ne traîneraient pas tellement. Sous le régime actuel, le prince se croit au-dessus de la loi. Nous avons le droit d'obtenir les explications demandées. Nous avons droit de savoir, à titre de mandataires du peuple, ce qu'on veut faire des deniers publics tout autant que ce que l'on en a fait. C'est pour le contrôle des subsides que nos pères se sont battus. Le gouvernement viole continuellement la loi et le peuple doit le savoir.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette première séance: M. Fox (Brome), selon *Le Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 3; M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 3; M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine), selon *Le Devoir* du 4 décembre 1954, à la page 1; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1, et M. Côté (Montréal-Saint-Jacques), selon le *Chronicle Telegraph* du 10 décembre 1954, à la page 2.

2. Selon *La Voix de l'Est*, Mme Dupuis serait décédée le 5 décembre 1954.

3. *Le Soleil* du 8 décembre 1954, à la page 27, dit que c'est plutôt M. Daniel Johnson qui faisait office de président. Or, les initiales inscrites dans le projet de loi sont plutôt celles de M. Tellier.

4. Selon *La Presse* du 8 décembre 1954, à la page 30, M. Cournoyer faisait allusion au *Devoir*.

5. Charlemagne (France, 1934), film de Pierre Colombier mettant en vedette Raimu, de son vrai nom Jules Muraire (1883-1946).

6. Honoré Mercier, premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

7. *L'Action catholique* du 8 décembre 1954, à la page 2, mentionne que M. Savard fait cette suggestion "avec ironie".

8. Dans *L'Événement* du 8 décembre 1954, à la page 18, du 11 décembre suivant, M. Savard a vraisemblablement demandé au journaliste une

rectification sur cette intervention: "Les journaux de la province de Québec ont rapporté la semaine dernière que le député de Québec-Ouest, M. Jules Savard avait réclaté une augmentation de l'indemnité parlementaire des députés. M. Savard déclare qu'au lieu de cela, il a suggéré d'augmenter les traitements des fonctionnaires provinciaux".

9. *La Presse* du 8 décembre 1954, à la page 30, indique que M. Dupré fait "une allusion malicieuse à un débat d'il y a quelques années".

10. Nous tendons à croire que le débat qui suit se tient bien en deuxième lecture même si les journaux ne nous l'indiquent pas clairement. Nos sources ne font pas état d'une étude du bill article par article qui, normalement, se tiendrait en comité plénier.

11. Le juge Eugène Lafontaine (1893-1954) était le fils de Georges Lafontaine, député de Maskinongé à l'Assemblée législative de 1904 à 1912.

12. Édouard Langlois (1889-1952) est un des avocats associés à M. Duplessis lorsque ce dernier devient premier ministre en 1936. Premier juge de la Cour des sessions de la paix à Trois-Rivières de 1944 à 1952.

13. Eudore Boivin (1888-1948) est juge à la Cour de magistrat pour le district de Chicoutimi en 1943. De 1944 à 1948, il assume la présidence de la Commission des relations ouvrières.

14. Anatole Gaudette (1885-1950) est nommé en 1947 juge de la Cour de magistrat aux districts de Saint-François et de Bedford.

15. Joachim Grenier (1893-1970), avocat de métier, nommé président de la Commission des accidents du travail en 1950. Nommé juge en district (1955) tout en demeurant président de la Commission. Siège régulièrement à la Cour de 1960 à 1969.

16. *Le Soleil* du 8 décembre 1954, à la page 22, a dit que M. Duplessis avait répété cette phrase de nouveau.

17. Mgr Émilien Frenette (1905-1983), premier évêque de Saint-Jérôme (1951-1971).

Séance du jeudi 9 décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Frères
de la Charité**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des frères de la Charité, demandant l'adoption d'une loi amendement leur charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des frères de la Charité, demandant l'adoption d'une loi amendement leur charte (M. Thibeault).

Murdochville

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Murdochville demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Murdochville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Couturier).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 108 annexant, pour des fins scolaires, le territoire de la Commission scolaire de Contrecoeur ouest au territoire de la Commission scolaire du village de Contrecoeur;

- bill 157 modifiant la charte de la cité de Noranda et concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Noranda;

- bill 109 constituant en corporation les recluses missionnaires de Jésus-Marie;

- bill 123 concernant la succession de feu Gaston Gagnon.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 177 modifiant la charte de la cité de Rouyn;

- bill 160 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy;

- bill 171 constituant en corporation The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity;

- bill 103 constituant en corporation Shaare Zedek Congregation.

Projets de loi:

**Recluses missionnaires
de Jésus-Marie**

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 constituant en corporation les recluses missionnaires de Jésus-Marie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Gaston Gagnon

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 concernant la succession de feu Gaston Gagnon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Serbian Orthodox Church-School

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 171 constituant en corporation The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Shaare Zedek Congregation

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 constituant en corporation Shaare Zedek Congregation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Noranda

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 modifiant la charte de la cité de Noranda et concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Noranda.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Annexion à la Commission scolaire de Contrecoeur

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 annexant, pour des fins scolaires, le territoire de la Commission scolaire de Contrecoeur ouest au territoire de la Commission scolaire du village de Contrecoeur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rouyn

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 modifiant la charte de la cité de Rouyn.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Mabel Webber, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Mabel Webber Daniel;

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de la région de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des Pêcheurs unis de Québec - Quebec United Fishermen, demandant l'adoption d'une loi pour lui permettre d'émettre des obligations;

- de la ville de Beauport, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des exécuteurs testamentaires et les légataires de la succession de feu l'honorable Séraphin Rodier, demandant l'adoption d'une loi réglementant l'exercice du droit de demander le partage lors de l'ouverture de la substitution;

- de Carlyle Roy et W. Wallace Roy, demandant l'adoption d'une loi validant leur titre des lots 198 et 201 de la paroisse de Saint-Martin;

- de l'Association de la communauté d'Asbestos et l'Association athlétique amateur d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi pour demander une exemption de taxes scolaires et municipales;

- de la Commission scolaire de la ville de Lachute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Société Saint-Jean-Baptiste de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Centre récréatif et Association athlétique amateur d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 accordant une exemption de taxes à l'Association de la communauté d'Asbestos (Asbestos Community Association) et à l'Association athlétique amateur d'Asbestos).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pêcheurs Unis de Québec

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 concernant les Pêcheurs Unis de Québec - Québec United Fishermen).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mabel Webber

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 changeant le nom de Mabel Webber en celui de Mabel Webber Daniel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Propriété de A. Carlyle et W. Wallace Roy

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 198 confirmant le titre de A. Carlyle Roy et W. Wallace Roy à un certain immeuble de Saint-Martin, comté de Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Charles-Séraphin Rodier

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire catholique de Lachute

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 218 concernant la Commission scolaire catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Beauport

M. Chalifour (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 229 modifiant la charte de la ville de Beauport.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Achat d'immeubles pour bureaux administratifs

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre une liasse de six arrêtés ministériels passés entre le 5 novembre 1953 et le 2 septembre 1954, en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 8 et ses amendements. (Document de la session no 17)

Projets de loi:

Sainte-Geneviève

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Patrice de Rawdon

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, diocèse de Joliette, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession John Skillman O'Meara

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 concernant la succession de John Skillman O'Meara soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Aluminum Company of Canada Ltd.

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 concernant l'Aluminium Company of Canada Limited et la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Congrégation du Très Saint-Sacrement

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 constituant en corporation la Congrégation du Très Saint-Sacrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Saint-Jean

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congrégation des petites filles de Saint-Joseph

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 concernant La Congrégation des petites filles de Saint-Joseph soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Laurent

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 223 modifiant la charte de la ville de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Coopératives d'électricité

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant les coopératives d'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill vise à reconduire les privilèges accordés en vertu de l'ancienne loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Aucune objection.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les membres du nouveau comité parlementaire des relations industrielles tiendront leur première séance mardi prochain, soit le matin, soit dans la soirée, pour étudier une loi du gouvernement amendant la loi des accidents du travail. Le principal objet du bill qui est d'augmenter les indemnités payées aux ouvriers dans le cas d'un accident survenu durant le travail. C'est un bill qui ne doit pas soulever d'opposition. Il s'agit d'augmenter les indemnités. S'il y a des amendements à faire, nous pourrions les faire quand le bill reviendra en comité plénier de la Chambre. J'ai averti le ministre du Travail (M. Barrette) d'avertir les intéressés, notamment les organisations ouvrières, de se rendre au parlement mardi prochain dans l'avant-midi et le soir, si l'on ne peut rejoindre à temps les intéressés pour étudier la loi avec les législateurs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À quelle heure ce comité siégera?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sera à l'heure qui conviendra le mieux aux intéressés, soit le matin ou dans la soirée. La Chambre siégera dans l'après-midi.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des relations industrielles.

Immeubles gouvernementaux

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi 9 George VI, chapitre 8.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcam)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Papineau (l'honorable M. Lorrain), le 7 décembre 1954, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 8, soit remplacé par le suivant:

"1. Pour les aménager et y loger des services administratifs du gouvernement ou pour des fins d'éducation ou d'hospitalisation, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Travaux publics à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les immeubles situés dans la province et qu'il juge utiles à l'une de ces fins.

"Dans le même but, il peut aussi autoriser le ministre des Travaux publics à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains situés dans la province et à y construire et aménager des édifices pour les mêmes fins."

2. Que l'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 50, et remplacé par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 40, soit de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Le total des emprunts contractés en vertu de la présente loi ne doit pas excéder vingt millions de dollars."

L'honorable M. Lorrain (Papineau) affirme qu'avec le prix payé, c'est à peine le coût d'un loyer que le gouvernement débourse pour devenir propriétaire de plusieurs édifices importants.

M. Bélanger (Lévis): J'ai dit avant-hier que, en principe, nous nous opposons à ce bill parce qu'il autorise une dépense de \$20,000,000 sans que les députés ne puissent contrôler cette dépense. Il s'agit d'un mandat en blanc au gouvernement, et pareille procédure met en danger l'autonomie des maisons d'éducation et d'hospitalisation, puisqu'il va permettre au gouvernement de devenir propriétaire des bâtisses. Enfin, mardi j'ai attiré l'attention de la

Chambre sur le point suivant: d'après la loi, le ministre des Travaux publics doit déposer copie des arrêtés ministériels, concernant les édifices qu'il a achetés, sur la table de l'Assemblée législative, immédiatement si l'arrêté est émis pendant la session, pendant les 15 premiers jours de la session, si l'arrêté remonte à une date qui a précédé la session.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils sont là, sur la table du greffier³.

M. Bélanger (Lévis): On ne les produit qu'à 3 h 05 alors que le débat doit commencer à 3 h 07. Le ministre des Travaux publics n'a pas respecté la loi et n'a pas produit les arrêtés à temps. Aucun arrêté ministériel de cette nature n'a été produit en 1947 et en 1948. En 1949, à la suite d'une motion du député de Verchères (M. Dupré), un arrêté ministériel a été produit. Mais en 1950, 1951 et 1953, absolument rien, le ministre n'a rien produit. De toute façon, tous ces arrêtés ministériels ont été déposés après les délais prévus par la loi. Et voilà qu'on nous arrive aujourd'hui, en 1954, deux minutes avant la reprise du débat, avec des arrêtés remontant jusqu'au 5 novembre 1953 et qu'on nous dit: Consultez-les. Par ailleurs, la loi 9 George VI, chapitre 8, mentionnait que le gouvernement ne devait pas dépenser plus de \$300,000 pour un immeuble. En autant que je puis le voir par les chiffres que j'ai devant moi, le gouvernement n'a pas tenu compte de cette limitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est clair que le gouvernement n'a pas dépassé cette somme. Je ne vais pas pourtant faire la classe au député.

M. Bélanger (Lévis): Moi, je vais faire la classe au premier ministre. Avant de dire que nous sommes dans l'erreur, il devrait nous le prouver. On discuterait moins longtemps si on nous donnait les renseignements demandés. La loi 9 George VI, chapitre 8, modifiée à plusieurs reprises, notamment l'an dernier, contient toujours cet article qui fixe à \$300,000 la somme maximum que le gouvernement peut consacrer à un immeuble. Cet article ne semble pas avoir été changé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est le député qui devrait changer.

M. Bélanger (Lévis): C'est le gouvernement qui devrait changer. Il n'y a pas une maison d'affaires où l'on tolérerait la façon d'administrer du

ministre des Travaux publics ou du gouvernement provincial. En consultant les *Comptes publics*, on s'aperçoit que le gouvernement ne dépense pas, comme il le devrait, les crédits mis à sa disposition; et quand il dépense, c'est illégalement. On s'aperçoit que, pour l'application de la loi en question, le gouvernement a dépensé \$1,381,740 au cours des trois exercices financiers 1953-1954, 1947-1948 et 1946-1947. Or, le gouvernement a \$10,000,000⁴ à sa disposition...

Et voilà qu'il nous revient maintenant avec une demande de \$10,000,000 supplémentaires. Si le gouvernement a dépensé plus que \$1,381,740 pour l'application de la loi en question, pourquoi ne publie-t-il pas les sommes dépensées dans les *Comptes publics* à la page où ces chiffres devraient apparaître? De plus, en 1949, quand le député de Verchères (M. Dupré) a réclamé les arrêtrés, on a pu constater qu'une transaction au sujet de la propriété Grandmont à Grand'mère n'apparaissait pas dans les *Comptes publics*. Même remarque à faire au sujet d'un terrain de \$30,000 à Grand'Mère.

Le gouvernement ne rend pas compte de ses actes. Nous allons vers la dictature. On a enlevé au peuple le contrôle de l'emploi des deniers publics. Le gouvernement vient nous demander \$10,000,000, mais il n'a aucun plan à nous soumettre pour nous montrer à quoi ils serviront. Aujourd'hui, pour toute précision, le gouvernement nous parle bien d'un immeuble à acheter au lac Saint-Joseph, de \$1,200,000 pour l'hôpital Sainte-Justine, de \$43,000 pour la propriété Boivin au Cap-de-la-Madeleine... À cela, se bornent les renseignements qu'on nous donne. Et quand on nous fournit des renseignements, c'est à la dernière minute. Si le gérant se permettait d'agir de la sorte dans une entreprise privée, le patron ne tarderait pas à le mettre à la porte.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre a déjà exposé d'une façon magistrale le point de vue du gouvernement, mais le député de l'opposition crie au scandale et au gaspillage des deniers publics. Le député voudrait probablement revoir les troubles de 1837 et l'église de Saint-Eustache criblée de nouveau de boulets de canon... Il nous dit qu'il a trouvé tel ou tel montant dans les *Comptes publics* sous un item spécial relatif à l'application de la loi. Alors, qu'est-ce qu'on cache... Si le ministre des Travaux publics travaillait dans une entreprise privée, a dit le député, il serait mis à la porte. Si le député est logique avec lui-même, il prendra lui-même la porte lorsqu'il aura entendu ce que je veux lui dire...

L'argent dépensé jusqu'à maintenant en vertu de la loi a servi à mettre sur pied des unités sanitaires ainsi que divers types de bureaux gouvernementaux dans plusieurs coins de la province. Cette année, l'édifice Godin à Montréal a coûté \$126,000. Il contient 214,000 pieds cubes. Pour construire le même édifice à raison de \$1 le pied cube, nous aurions dû déboursier \$214,000. Ses planchers ont une superficie de 23,715 pieds carrés. S'il avait fallu le louer à raison de \$1 par pied carré, il nous aurait fallu payer un loyer de \$23,715. par an. C'est dire que même avec les \$74,000 de réparations qu'il a fallu faire, et qui portent à \$200,000 toutes nos dépenses, la bâtisse se paiera d'elle-même en moins de 10 ans. En 10 ans la province s'enrichira d'une propriété valant plus de \$200,000.

Prenons la propriété Jacques Galipeault, 136 Grande-Allée à Québec. Nous l'avons achetée \$45,000. Les réparations ont coûté au plus \$1,500. Elle nous est donc revenue au total à \$46,500. Cette propriété bien située, bien construite a un cubage de 80,500 pieds cubes. S'il avait fallu la faire construire à raison de \$1 par pied cube, cela aurait coûté \$80,500. La superficie de ses planchers est de 6,472 pieds. Si nous avons été obligés de la louer à raison de \$1.50 le pied carré ou de \$1.25, il nous aurait fallu payer un loyer de \$9,700 ou \$8,090 par an. Cela veut dire qu'avec ce que nous économisons sur le loyer, la propriété sera payée en six ans. Est-ce que c'est là de la mauvaise administration?

Le député a parlé de l'édifice Bordeleau à Grand'Mère. Nous l'avons payé \$30,200. Nous y avons fait de \$2,000 à \$3,000 de réparations. Nous y logeons une grande unité sanitaire, l'œuvre de l'Enfance sans Soutien de Mgr Bourgeois⁵, un médecin qui paie un loyer de \$50 par mois, et la Commission des liqueurs qui paie \$150 par mois. Bien qu'on y loge pour rien certains services, en moins de 14 ans, avec le produit de ces loyers, la propriété sera payée. À Tadoussac, il n'y avait pas de bureau d'enregistrement. Nous en avons construit un à l'épreuve du feu, pour conserver les documents des plus précieux. Il nous a coûté \$30,000, soit \$2.15 du pied cube; ce n'est pas cher si l'on considère l'éloignement de la région et le prix des matériaux dans les régions éloignées. Où est donc le scandale?

Au Cap-de-la-Madeleine, le gouvernement avait une toute petite bâtisse tout à fait insuffisante pour les besoins de l'unité sanitaire. Le ministre de la Santé réclamait la construction d'une annexe. Le gouvernement a décidé de la construire à l'épreuve du feu et de l'aménager au prix global de \$45,000, soit de \$1.75 du pied cube. Qu'y a-t-il de

répréhensible là-dedans? Nous avons acheté pour \$750,000⁶ le vieil hôpital Jeffery Hale, cinq grandes bâtisses, d'un cubage de 1,277,000 pieds cubes. Je n'ose guère parler de cette transaction, car j'ai peur que les autorités de l'hôpital n'aient trop sujet de regretter le marché que nous avons fait. Si nous avons fait construire de tels édifices à raison de \$0.75 le pied cube, ce qui à l'heure actuelle est impossible, cela nous aurait coûté \$958,000. Et il y a en plus un terrain de 300,000 pieds carrés à un mille à peine du parlement. À \$1 du pied carré, cela fait \$300,000, rien que pour le terrain. Or, dans le voisinage, le terrain se vend \$2, \$3 et même \$4 le pied carré. Bref, pour \$750,000, nous acquérons des biens-fonds d'une valeur réelle de \$1,250,000.

Pour l'hôpital Sainte-Justine, la province va payer \$3,000,000. Le cubage est de 1,850,000 pieds cubes; la superficie des planchers de 220,000 pieds carrés. Même en effectuant des réparations de \$500,000, ce qui portera tous les déboursés à \$3,500,000, c'est avantageux. Il nous aurait fallu payer un loyer de \$440,000 par an pour louer un tel édifice. C'est dire qu'en huit ans, tout sera payé grâce à l'économie de loyer réalisée... comme dans le cas de Jeffery Hale, tout en aidant une des institutions les plus méritantes de la province. Au no 59 Grande-Allée à Québec, nous avons acheté la propriété Patry pour \$19,000. La superficie de ses planchers est de 4,500 pieds carrés. S'il nous avait fallu louer une telle propriété, nous aurions dû payer un loyer annuel de \$3,825. La propriété se paiera en cinq ans grâce aux économies de loyer. À La Malbaie, nous avons acheté la propriété Dufour pour \$20,000; nous y avons fait pour \$25,000 de réparations. Nous avons maintenant là pour une valeur de \$70,000. La bâtisse abrite une unité sanitaire, la police, des bureaux administratifs, et tout un étage est libre.

Est-ce là un scandale, du gaspillage des deniers publics? Peu d'hommes d'affaires font des transactions aussi avantageuses. À Trois-Rivières, nous avons acheté une ancienne école protestante pour \$54,000; nous l'avons restaurée pour \$80,000, ce qui nous a coûté en tout \$134,000. Elle vaut \$317,000 et n'a coûté que \$134,000. Pour en construire une semblable, il faudrait dépenser \$2,709,000 et il nous reste un grand terrain inutilisé. Grâce aux économies de loyer réalisées, en neuf ans cette bâtisse sera entièrement payée. La province s'enrichit donc encore d'une bâtisse de \$300,000.

C'est comme ça que nous administrons l'argent du peuple. C'est à la gloire du gouvernement. Nous nous attendons à des

félicitations de la part de l'opposition. En ne dépensant pas l'argent tout d'un coup, nous avons évité le gaspillage. Nous avons acheté quand c'était le temps d'acheter. Pour faire nos transactions, nous prenons notre temps. Nous attendons d'avoir des occasions. Comme les actes passés du gouvernement garantissent ses actes futurs, la Chambre votera en faveur du bill et l'opposition nous félicitera. Si l'opposition insiste, je ferai des comparaisons qui lui seront défavorables, en montrant comment les gouvernements libéraux administraient les deniers publics. Je préfère pour le présent lui épargner cette humiliation. Mais nos amis d'en face auront eu le temps de réfléchir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les seuls renseignements fournis par le ministre des Travaux publics sur l'argent dépensé en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 8, ont trait à quatre propriétés. Si l'on met ensemble les achats mentionnés par le ministre des Travaux publics pour l'année 1954, on en arrive à un total de \$221,000. Quand la loi a été présentée, il aurait été facile au ministre de dire ce qui a été fait en vertu de la loi que l'on veut amender. Au contraire, on a produit les arrêtés ministériels seulement cet après-midi.

Pendant quatre ans, le gouvernement a omis de déposer les arrêtés ministériels, ce qui est une violation flagrante de la loi. Le devoir d'un ministre qui demande des millions à la Chambre, c'est de renseigner les députés sur ses projets. Il a fallu fouiller dans les *Comptes publics* où on ne trouve depuis 1946-1947 que des dépenses au montant de \$1,381,000 en vertu de cette loi. Avec les achats que vient de mentionner le ministre pour cette année, on en arrive à un total de \$1,600,000.

De toute façon, le gouvernement a déboursé à ce jour seulement une petite partie du \$10,000,000 originellement autorisé sous l'ancienne loi; rien n'a été payé à l'hôpital Jeffery Hale et une part de \$1,200,000 a été payée à Sainte-Justine. C'est tout ce que nous savons pour le passé. Cependant, les *Comptes publics* ne sont pas clairs. Et pourtant le gouvernement veut porter maintenant de \$10,000,000 à \$20,000,000 les emprunts pouvant être contractés grâce à cette loi. On parle bien de vagues projets au sujet des maladies mentales, mais il y a d'autres lois qui permettent au gouvernement de les réaliser.

Nous sommes obligés de fouiller dans plusieurs lois en même temps. Les dépenses se chevauchent. Et on est surpris que nous demandions des renseignements? Tant qu'on ne nous aura pas

renseignés raisonnablement sur ce qu'on a fait dans le passé et sur ce qu'on entend faire dans l'avenir, nous continuerons de demander des renseignements sur la dépense des deniers publics aussi longtemps qu'il le faudra. C'est à ça que se résume toute la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition parle non seulement pour rien dire mais aussi pour permettre de constater qu'elle ne sait rien de ce qui se passe. Elle se plaint de n'être pas renseignée et ce n'est pas étonnant, puisqu'elle n'est même pas capable de lire les lois et d'utiliser les renseignements contenus dans les documents officiels. Le député de Lévis (M. Bélanger) dit que nous sommes restreints à une dépense de \$300,000 par immeuble. Cette restriction apparaît dans la loi de 1945. Mais elle est disparue dans l'amendement de 1949 et le député ne s'en est pas aperçu.

Il dit être membre de la profession légale, mais ne semble pas être capable de comprendre les Statuts provinciaux. Un étudiant en droit saurait qu'en 1945 la loi a été amendée pour fixer la limite de la dépense à \$1,500,000, avec une limite de \$300,000 par bâtisse. Depuis 1949, la loi 9 George VI, chapitre 8, est modifiée de nouveau pour porter la limite à \$4,000,000 le prix maximum que le gouvernement a l'autorisation de payer pour l'achat d'un bâtiment et pour faire disparaître le \$300,000 attribué à chaque bâtisse.

Tout cela, c'est dans la loi, et le député ne le sait pas. Il prétend que nous tardons à produire les documents? Jamais un gouvernement n'a mis autant de célérité que nous à renseigner la Chambre comme nous le faisons. C'est le premier gouvernement à déposer ses lois le premier jour de la session et c'est aussi le premier qui ait produit les *Comptes publics* dès le premier jour de la session, comme cette année, comme nous le faisons. Il n'est pas étonnant qu'ils soient incapables de se servir des arrêtés ministériels et des *Comptes publics*. Les renseignements demandés sont dans les arrêtés ministériels des années précédentes et dans les *Comptes publics*. Il y a deux endroits où l'opposition peut facilement se renseigner.

Il nie que cet achat de propriétés par le gouvernement viole l'autonomie des communautés religieuses. Le gouvernement, donne ces propriétés aux communautés religieuses dans l'intérêt public.

La province fait des progrès énormes et les besoins se font de plus en plus nombreux. Le gouvernement doit se préparer à faire face à la situation. C'est ce que vise le gouvernement, c'est-à-

dire de coordonner les services dans tous les domaines. Nous avons besoin de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux, et si nous venons chercher par ce bill de nouvelles sommes, c'est parce que nous voulons être en état de profiter des occasions qui s'offrent et d'acheter des bâtisses dans les conditions mentionnées par le ministre. Dans le seul domaine des maladies mentales, la province devra sous peu faire face à une dépense de \$50,000,000 à \$60,000,000⁷. Au lieu de procéder par mandat spécial, le gouvernement demande l'autorisation à l'Assemblée législative.

Et l'opposition n'est pas contente. C'est congestionné partout et l'opposition le sait, puisqu'elle se plaint elle-même d'être à l'étroit dans ses locaux. Mais nous ne sommes pas pour annoncer d'avance sur quels immeubles nous avons les yeux. Les prix de ces édifices augmenteraient de façon complètement disproportionnée par rapport à leur valeur réelle. Ce ne serait pas le moyen de les obtenir aux conditions les plus avantageuses pour la province.

M. Bélanger (Lévis): Pour éviter de répondre aux accusations, qu'est-ce qu'on entend? Une longue série d'injures contre le député de Lévis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que le député est innocent.

M. Bélanger (Lévis): J'accuse le ministre des Travaux publics et le gouvernement de ne pas fournir de renseignements et de n'avoir pas produit les arrêtés ministériels en conseil tous les ans comme la loi l'y oblige. Pour toute réponse, le premier ministre injurie l'opposition. Qu'on réponde donc aux accusations, ce serait plus logique. Les arrêtés n'ont pas été produits en 1950-1951-1952-1953-1954, est-ce qu'on a répondu à cela? J'ai confessé mon ignorance au sujet du montant limite pour l'achat de propriétés. Si j'ai plaidé la cause du peuple sans avoir les renseignements requis, ce n'est pas ma faute, mais celle de ces gens-là. C'est à eux de donner les renseignements et de ne pas violer la loi comme ils font. Comment voulez-vous que le peuple sache ce qu'on fait de son argent quand on viole la loi pour ne pas renseigner l'opposition?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je suis en Chambre depuis 19 ans. Les arrêtés ministériels que le député nous accuse de n'avoir pas produits, c'est un coup d'épée dans l'eau. La raison est très simple. Il n'y a pas d'arrêtés ministériels en

1950, 1951 et 1952 pour l'excellente raison qu'aucun achat n'a été fait en vertu de cette loi. En 1953, les arrêtés ministériels n'ont pas été produits parce que le conseiller juridique du département était absent pour cause de maladie...

(L'Assemblée devient tumultueuse)

M. le président se lève et juge que le ministre a raison de rectifier la question des arrêtés ministériels.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le gouvernement n'a pas fait d'achats durant 1949 à 1952.

M. Bélanger (Lévis): Il y a eu un achat le 5 novembre 1953. D'après la loi, vous deviez émettre un arrêté ministériel dans les 15 jours. Il y a eu une session l'an dernier. Le 24 septembre 1953, on a acheté une buanderie...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une buanderie? Voyons, l'hôpital Sainte-Justine n'est pas une buanderie. Ridicule!

M. Bélanger (Lévis): Il y a eu des achats le 30 juillet 1953, le 2 septembre 1954, le 21 août 1954, le 5 novembre 1953 et on n'a pas produit d'arrêtés ministériels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député peut avoir l'opinion qu'il veut, mais il n'a pas le droit de dénaturer les faits. Le ministre vient de dire que chaque fois qu'il y a eu achat de propriété, un ordre en conseil a été donné. Pour les années 1953 et 1954, ce retard est dû à la maladie du conseiller juridique, Me Maxime Morin⁸. C'est à cause de cette maladie qu'on n'a rien produit. D'ailleurs, tout cela est produit dans les *Comptes publics*.

(L'Assemblée devient de nouveau tumultueuse)

Une voix de l'opposition: Le premier ministre profite d'une mise au point pour faire un discours!

M. le président se lève et déclare qu'il accorde la même latitude des deux côtés de la Chambre et que les règlements sont uniformes pour tous. Le ministre, dit-il, ne doit donc pas être empêché de donner ses explications.

M. Bélanger (Lévis): Ce n'est pas M. Morin qui est chargé de l'application de la loi, mais le ministre des Travaux publics. On est en retard et on n'a rien répondu sur ce point-là. On nous dit: regardez les *Comptes publics*. Le premier ministre essaie encore de nous tourner en ridicule. Ce n'est pas comme cela qu'on va régler la situation, mais c'est en regardant les faits. On nous dit: on a acheté beaucoup d'immeubles et on ne les a pas payés trop cher. Il n'est pas question de cela; il fallait qu'on nous prouve qu'on était autorisé à faire ces achats. L'administration de la province se fait en vase clos. Nous sommes en train de retourner au temps obscur d'autrefois. Voici ce que l'on constate dans les *Comptes publics*.

Il mentionne un crédit de \$200,000 et il se demande d'où cela vient.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je n'ai pas traîné tous mes dossiers avec moi, dit-il. Il se rappelle que ce crédit a été voté pour un bureau d'enregistrement et des cours de magistrat, mais il n'a pas encore été employé, et c'est pour cela qu'il n'apparaît pas dans les comptes. Ce montant était toutefois dans les estimés budgétaires.

M. Bélanger (Lévis): J'en reviens aux arrêtés en conseil. Le 5 novembre 1954, je vois \$30,000 pour un bureau d'enregistrement, le 24 septembre 1954, je vois un acompte de \$600,000 pour Sainte-Justine. Je n'ai pas eu le temps de tout examiner, cela nous arrive tellement en retard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a que quatre ou cinq arrêtés. N'importe quel bon avocat prendrait seulement trois minutes pour les lire.

M. Bélanger (Lévis): Mais ils concernent des dépenses de plusieurs millions de dollars.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons, le plus élevé est celui de Sainte-Justine avec \$600,000...

M. Bélanger (Lévis): Je soumets que le gouvernement ne renseigne pas la population comme elle le mérite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a prétendu que nous n'avons pas expliqué l'affaire de Sainte-Justine. J'ai dit et je le répète pour la cinquième fois. Nous avons acheté l'édifice pour

\$3,000,000 pour les deux raisons suivantes: d'abord pour en achever la construction et ensuite parce que nous avons besoin d'un édifice pour des bureaux administratifs. Aucun contrat de vente ne sera signé avant que l'hôpital ne soit entre les mains du gouvernement, mais afin d'aider la construction, le gouvernement a fait un acompte de \$1,200,000 sur l'éventuel prix d'achat de \$3,000,000. Nous avons payé par anticipation pour aider l'hôpital Sainte-Justine.

M. Dupré (Verchères): Le député de Lévis a donné un bon savonage au ministre des Travaux publics et au gouvernement. C'est une excellente chose. Les réponses du ministre et celles du premier ministre ont été bien peu convaincantes. On nous demande de voter encore des millions de dollars et on ne nous dit rien. Le gouvernement entoure ses projets de construction du plus grand secret. Le premier ministre se conduit comme s'il s'agissait de la bombe atomique. Par les *Comptes publics*, nous savons que, sur les \$10,000,000 votés il y a neuf ans, il y en a encore au moins \$5,000,000 de disponibles. Le ministre lui-même a admis candidement qu'en 1951 il n'a rien fait, qu'en 1952 il n'a rien fait et qu'en 1953, il a acheté l'immeuble de l'ancien hôpital Sainte-Justine, au coût de \$3,000,000.

Mais pourtant, les besoins se font sentir depuis de nombreuses années. Nous savons depuis longtemps qu'il y a des aliénés en liberté partout dans la province. On se demande même si le nombre n'augmente pas anormalement sous l'Union nationale. Nous devons conclure que le gouvernement a attendu à cette année pour constater qu'il y avait des besoins. Mais est-ce une raison aujourd'hui pour qu'on consente à lui voter des millions sans qu'il nous dise pourquoi? Le ministre pourrait au moins nous donner quelques explications, même s'il se limitait à quelques pauvres petits millions sur les quinze qu'il aura.

Le gouvernement avait déjà \$10,000,000 à sa disposition et le ministre vient d'avouer qu'il a été quatre ans sans rien faire malgré que, d'après le premier ministre, il y a des besoins urgents pour un montant de \$50,000,000 rien que dans le domaine des maladies mentales. Si je compile les chiffres donnés jusqu'à maintenant, les dépenses faites et les engagements pris en vertu de la loi se chiffrent en tout et partout à \$4,700,000. Il reste donc un montant inutilisé de \$5,300,000 sur lequel on ne donne aucune explication.

La vérité, c'est que le ministre a encore \$5,000,000 à sa disposition et qu'il en demande

aujourd'hui 10 autres. Mais nous voulons savoir ce qu'il a fait, ce qu'il n'a pas fait et ce qu'il entend faire. On a le droit de connaître son programme. Ce que le gouvernement nous demande aujourd'hui, c'est de voter à l'Union nationale un mandat en blanc. J'aime encore mieux les mandats spéciaux du gouvernement, car au moins ceux-là le gouvernement est obligé de les déposer au début de chaque session.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Que le député lise donc la loi!

M. Dupré (Verchères): On se fait voter des millions et, pour dorer la pilule, on met dans la loi des mots comme "éducation" et "hospitalisation". Nous sommes prêts à voter des millions, mais donnez-nous des explications. Où allez-vous construire? Quand? À quel coût?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On l'a dit fréquemment: le député dit que nous employons souvent les mots "éducation" et "hospitalisation"? Nous les employons chaque fois que cela est nécessaire. Il ne paraît pas se rendre compte que la province est le coin de terre d'Amérique où les progrès ont été les plus considérables depuis quelques années dans ces domaines. Pour faire face à ce progrès, nous avons dû construire 2,000 écoles, 51 écoles spécialisées et plus de 92 hôpitaux. Il reste encore beaucoup à faire; voilà pourquoi nous demandons des crédits additionnels.

La Commission d'enquête sur les problèmes de l'hospitalisation, instituée l'an dernier et composée de trois médecins compétents, les Drs Grégoire⁹, Larue¹⁰ et Lasalle¹¹, m'a déjà remis un rapport préliminaire. Ils doivent faire des suggestions, car malgré toute notre bonne volonté, nous n'avons plus le temps de voir à toutes ces choses. Le rapport préliminaire de la Commission est à mon bureau et je n'ai pas encore eu le temps de le lire.

J'ai déjà dit et je répète qu'il va falloir construire quatre hôpitaux pour des malades mentaux. Il y en aura un à Sherbrooke qui va coûter entre \$10,000,000 et \$15,000,000. Ce sera un excellent site pour une institution semblable, et l'occasion sera bonne pour régler en même temps le cas du centre de réhabilitation qui a coûté des centaines de milliers de dollars et qui est un véritable gouffre. Il nous faudra deux autres hôpitaux semblables dans la région de Montréal et un quatrième ailleurs au taux d'au moins \$15,000,000 chacun.

Il (M. Duplessis) souligne un octroi de \$3,000,000 à l'asile de Beauport, un octroi de \$1,000,000 à l'hôpital de Roberval pour les vieillards, un octroi de \$1,000,000 au Mont-Providence, un octroi de \$70,000 à l'hospice Saint-Ferdinand et un octroi de \$750,000 à l'hôpital de Verdun. Si l'opposition se donnait la peine de lire les lois au lieu de toujours répéter la même chose, nous aurions plus de temps pour étudier tous ces problèmes.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre n'a jamais dit où. Y a-t-il des plans de faits pour l'hôpital de Sherbrooke?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Ils sont en voie de préparation.

M. Dupré (Verchères): Par qui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Par des personnes compétentes.

M. Dupré (Verchères): Quel est le nom de l'architecte?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voulez-vous aussi son âge et son portrait? Et la couleur de ses cheveux? Nous sommes à faire les plans de quatre hôpitaux pour maladies mentales qui seront semblables autant que possible, de façon à éviter les dépenses inutiles. Malgré tout, ces quatre hôpitaux vont coûter entre \$50,000,000 et \$60,000,000. Par la loi actuelle, on ne demande que \$20,000,000, afin que nous soyons prêts, si par hasard nous trouvions un ou des immeubles à acheter. C'est qu'il peut arriver que nous trouvions des bâtisses appropriées où l'on pourrait loger par exemple 700 à 800 patients. Ce serait d'autant de logés. Nous voulons être prêts à faire face à un problème urgent.

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement pourrait alors passer un mandat spécial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un compliment qu'on nous fait d'avoir ainsi confiance en nos mandats spéciaux. Mais nous préférons consulter les députés, car nous voulons qu'on respecte les prérogatives de la Chambre.

M. Dupré (Verchères): J'ai demandé s'il y a des plans en préparation et des explications sur les dépenses prévues et l'on m'a répondu de façon très vague. Ça fait quatre ans que le premier ministre

nous parle de l'urgence de ce problème et je n'ai pas encore rien vu. Et pourtant, aucun solage n'a encore été coulé nulle part. Nous sommes prêts à voter les montants nécessaires, \$50,000,000 s'il le faut, mais qu'on nous donne des explications au lieu de nous demander un mandat en blanc. Autrement, nous croirons qu'on est en train de faire une autre accumulation de millions, car depuis neuf ans, on n'a dépensé que \$1,500,000 sur \$10,000,000 et que le total des engagements ne dépasse pas \$5,300,000. Le ministre a-t-il d'autres informations à nous donner?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je répète que le député devrait lire la loi. D'ailleurs les explications du premier ministre sont claires.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a dit que nous étions des ignorants. Je me demande où ils sont les véritables ignorants!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) voudrait plus de détails que ceux que viennent de fournir le chef du gouvernement et le ministre des Travaux publics. À la session de 1952, j'avais déjà attiré l'attention du premier ministre sur l'urgence du problème des malades mentaux à Montréal. Mardi, il a repris le même discours d'alors en annonçant qu'on allait construire deux hôpitaux dans la région de Montréal. Les journaux l'ont annoncé, mais il n'a pas donné plus de renseignements. En somme, ce que demande le gouvernement, c'est un autre mandat en blanc pour faire des dépenses en vue des prochaines élections. Seuls le premier ministre et les fournisseurs de la caisse électorale savent ce qu'on va faire de cet argent...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de retirer ses paroles...

M. le président: Je demande au député de retirer ses paroles...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je n'ai rien dit de nature à être retiré.

M. le président: L'article 285 est formel; le député n'a pas le droit d'imputer des motifs indignes aux autres membres de cette Chambre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'ai dit que seuls les fournisseurs de la caisse électorale savaient ce qu'on ferait de cet argent...

M. le président: Cela est visé par le Règlement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je retire mes paroles. Mais c'est révoltant! La procédure suivie actuellement par le gouvernement est de nature à nous conduire à la dictature.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)¹²: Je ne vois rien d'irrégulier dans ce bill. Les explications fournies par le gouvernement sont suffisamment précises pour qu'on puisse lui faire confiance. Dans l'administration municipale comme dans l'entreprise privée, la procédure est la même. Dans une grande compagnie, il arrive fréquemment que les administrateurs demandent aux actionnaires de voter de l'argent par anticipation. Si les actionnaires ne sont pas satisfaits de la manière dont cet argent a été dépensé, ils peuvent se donner une nouvelle administration.

De la même façon, si la population de la province de Québec n'est pas satisfaite, elle a le même recours. C'est ce qui se passe ici. Pour l'instant, il me suffit de savoir que le gouvernement veut faire quelque chose, construire ou acheter des édifices pour les fins qu'il nous indique. Il nous a parlé de la construction d'édifices à Montréal. Je suis assez satisfait de savoir que nos cas de maladie mentale quitteront les cellules de prisons pour être placés dans des institutions adéquates.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley,

Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 11 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi 9 George VI, chapitre 8, soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon

(Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des conditions de l'habitation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter aux fins de la présente loi une somme totale de soixante-cinq millions de dollars."

La loi de l'aide à l'habitation dont le gouvernement provincial demande la prolongation jusqu'au 1^{er} juin 1958 a rendu des services signalés à la population de la province de Québec. Il s'agit d'ajouter \$10,000,000 aux crédits de \$55,000,000 déjà votés, pour aider ceux qui veulent se construire des habitations familiales, et de porter ce montant de \$55,000,000 à \$65,000,000. Le problème du logement n'est pas un problème nouveau.

Le gouvernement a déjà passé une loi en 1948 pour aider à sa solution, loi que des observateurs impartiaux ont considérée comme la meilleure dans ce domaine, parce qu'elle implique que le gouvernement n'entend pas tout faire, tandis que l'individu n'aurait rien à faire de son côté. Cette loi respecte le véritable caractère de la propriété, qui suppose que l'individu a contribué par ses efforts à son acquisition. Le véritable statut de propriétaire n'est pas qu'une simple affaire de possession matérielle, c'est aussi la satisfaction spirituelle de savoir que ce qui est possédé a été gagné et non pas donné gratuitement par le gouvernement.

Quand nous avons passé la loi pour améliorer les conditions de l'habitation l'opposition s'est constituée un prophète de malheur. Un député rouge a même prétendu qu'aucune maison ne sera construite en vertu de cette loi et que les caisses populaires ne prêteraient pas en vertu de ses dispositions. Quels sont les faits aujourd'hui connus? Les chiffres constituent un démenti formel à ces prétentions. Comme on le sait, la province donne à celui qui emprunte un cadeau de 3 % d'intérêt. Cette loi qui ne devait rien produire selon l'opposition a permis, au 31 octobre dernier, 24,262 prêts qui ont été faits en vertu de la loi.

Le gouvernement autorise les unions syndicales et les compagnies à prêter de l'argent aux entrepreneurs à un taux d'intérêt de 6 %: 45 compagnies prêteuses avec l'autorisation de la province ont prêté \$141,013,198.96. Les caisses populaires qui ne devaient pas prêter ont prêté \$24,656,586.97. Cela fait un total de \$165,680,000. La province a contracté des engagements pour un montant de \$48,368,000. Ce remboursement constitue un cadeau moyen de \$1,983.57 à tout nouveau propriétaire bénéficiant de la législation.

La loi a permis la construction de 20,607 maisons familiales et de 3,659¹³ maisons à deux logements, soit un total de 24,262 nouvelles maisons.

Grâce à la nouvelle loi, 28,000 nouveaux logements ont été construits, et ces maisons unifamiliales ont permis de loger, en tenant compte des enfants et des personnes à charge, 101,182 personnes. Si l'on ajoute à cela les personnes logées dans les 3,655 maisons à deux logements, en basant le calcul sur une moyenne de quatre personnes par maison, le total atteint environ 115,000.

Les corporations municipales et scolaires, de même que les fabriques, ont trouvé également dans la construction de ces 24,262 maisons une source additionnelle considérable de revenus. L'évaluation foncière de ces nouvelles propriétés s'élève, en effet, à \$225,359,750.94. Le but du présent bill est d'autoriser le gouvernement à continuer de faire le bien, de distribuer à chaque emprunteur qui veut se construire un cadeau d'environ \$2,000. Si l'on jette un coup d'œil sur l'ensemble de la situation, c'est dans la province de Québec que le problème du logement a été réglé de la façon la plus juste et la plus raisonnable.

M. Dupré (Verchères) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) précise que sur les \$48,000,000 engagés en vertu de cette loi, un montant de \$10,500,000 a déjà été payé.

M. Lafrance (Richmond)¹⁴: Le gouvernement n'a jusqu'ici dépensé que \$7,348,486 en six ans, pour dégrever le fardeau des nouveaux propriétaires. La loi actuelle d'aide à l'habitation n'est qu'une demi-mesure. Elle n'a pas aidé les petits salariés à devenir propriétaires, 60 % des familles du Québec étant incapables de remplir les conditions exigées. Il se bâtissait à peu près autant de maisons dans le Québec, avant cette loi, et l'Ontario, qui n'a pas de telle loi, a construit 35,000 maisons de plus que le Québec dans les six dernières années.

M. Bédard (Québec): Le problème du logement remonte à plusieurs années. En 1945, une enquête faite dans le Canada révélait qu'il y avait déjà 400,000 logis surpeuplés. En 1953, il manquait déjà 500,000 logis, et ce nombre augmente en proportion des mariages dont le nombre atteint le chiffre de 35,000 par année. À Toronto, 75 % des chefs de famille sont propriétaires, tandis qu'à Montréal, ils sont 12 %. À Montréal, 200,000 personnes vivent dans des taudis. Ce problème prend de l'acuité chaque année à cause de la désertion des campagnes qui est une des causes principales en plus

du nombre des mariages. Nous assistons depuis 50 ans à un renversement de la population urbaine et rurale. En 1901, la population rurale était de 60 %. Elle est aujourd'hui de 30 %. La population urbaine est rendue à 70 % de la population québécoise. Même avec les lois existantes, le coût du logement continue à monter. Il faudrait une solution autre que celle qu'on tente d'apporter avec nos lois.

Il y a eu peu de coopération entre les divers gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. On ne construit pas suffisamment de logis pour les besoins de l'année et, au rythme actuel, on construira en 1980 les logis dont on aurait besoin en 1954. Le gros problème à l'heure actuelle réside dans le fait que les gens n'ont pas d'argent pour la mise de fonds initiale.

Le revenu moyen de l'ouvrier est de \$2,239. Avec un tel revenu, un père de famille ne peut se mettre de l'argent de côté pour payer sa mise de fonds initiale en vue de la construction d'une maison. La loi aide les gens qui ont déjà le moyen de se construire mais elle ne profite pas à ceux qui auraient le plus besoin d'assistance. Sur 16,800 prêts, seulement 2,270 ont été appliqués à des maisons de \$6,000 à \$7,000.

Le gouvernement a l'impérieux devoir de faciliter à la classe ouvrière l'accession à la propriété. Il y parviendra non pas en faisant des cadeaux à ceux qui gagnent des gros salaires, mais en instituant un véritable crédit urbain. Qu'on fasse pour les ouvriers ce qu'on fait pour les cultivateurs. Qu'on leur prête à un taux d'intérêt minime le montant dont ils ont besoin pour la mise de fonds initiale. Le gouvernement peut emprunter à 3 % et rien ne l'empêche ensuite de prêter au même taux aux ouvriers et autres qui veulent construire les logis. En prêtant ainsi 100 % du montant, le gouvernement permettrait au collet blanc et à l'ouvrier de garder ses petites économies pour meubler sa maison. Qu'on limite, si l'on veut, les prêts à \$3,000, le reste du capital pouvant être fourni par les institutions de finance.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1; M. Fox (Brome), selon *Le Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 3. Selon le *Chronicle Telegraph* du 10 décembre 1954, à la page 2, le secrétaire provincial Omer Côté est présent en Chambre aujourd'hui "après une opération et un long séjour à l'hôpital".
2. Au sujet de ce bill, le *Montreal Star*, à la page 23, mentionne que "l'Assemblée législative a probablement établi un record hier. Un bill du gouvernement du Québec a franchi le processus d'adoption législatif en quelque chose comme moins d'une minute". Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 10 décembre 1954, à la page 2, fait la même remarque.
3. *Le Soleil* du 10 décembre 1954, à la page 3, écrit que "le premier ministre montre les copies des arrêtés qui viennent d'être déposés sur la table de la Chambre".
4. Chiffre du *Soleil* du 10 décembre 1954, à la page 3. *La Presse* du 10 décembre 1954, à la page 33, mentionne "plus de \$8,000,000".
5. Mgr Charles-Édouard Bourgeois (1898-1990). Pour plus de détails sur les relations entre Mgr Bourgeois et M. Duplessis, voir Renée Joyal et Carole Chatillon, *Charles-Édouard Bourgeois et Gonzalve Poulin. Deux visions différentes des services à l'enfance dans le Québec des années quarante*, "Service Social", vol. 42, no 3, 1993, pp. 137-149.
6. Chiffres du *Soleil* du 10 décembre 1954, à la page 6. *Le Devoir* du 10 décembre 1954, à la page 3, écrit plutôt \$700,000.
7. Chiffre de *L'Événement* du 10 décembre 1954, à la page 25. La *Gazette* du 10 décembre 1954, à la page 1, écrit \$40,000,000.
8. Maxime Morin (1887-1958) fut officier en loi dans plusieurs ministères.
9. Jean Grégoire, sous-ministre de la Santé de 1937 à 1962 et reconnu spécialiste en hygiène publique en 1955.
10. Lucien Larue était le médecin personnel de M. Duplessis. Reconnu spécialiste en neuropsychiatrie en 1950. Il prit part à l'enquête sur les services de santé (1948) et fut un des fondateurs de la division du Québec de l'Association canadienne d'hygiène mentale en janvier 1955.
11. Gérard Lasalle (1915-1999), médecin admis à la pratique en 1940.
12. Le *Montreal Star* du 10 décembre 1954, à la page 23, note que M. Hanley a parlé en anglais.
13. Chiffre du *Soleil* du 10 décembre 1954, à la page 29. *L'Action catholique* du 10 décembre 1954, à la page 3, écrit 3,657 maisons.
14. *La Patrie* du 10 décembre 1954, à la page 13, spécifie que, durant le débat sur ce bill, "un seul député, M. J.-J. Bédard, député de Québec, avait eu le temps de prendre part au débat", ce que *La Presse*, à la page 57, dément en rapportant l'intervention de M. Lafrance.

Séance du vendredi 10 décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier;

- bill 213 concernant le testament d'Arthur Bouvier.

Projets de loi:

Commissions scolaires
dans Jacques-Cartier

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament
d'Arthur Bouvier

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 213 concernant le testament d'Arthur Bouvier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 213 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société Saint-Jean-Baptiste
de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pêcheurs Unis de Québec

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 concernant Pêcheurs Unis de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Propriété de
A. Carlyle et W. Wallace Roy

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 confirmant le titre de A. Carlyle Roy et W. Wallace Roy à un certain immeuble de Saint-Martin, comté de Laval, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession
Charles-Séraphin Rodier

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 concernant la

succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Centre récréatif et Association athlétique amateur d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 accordant une exemption de taxes à l'Association de la communauté d'Asbestos (Asbestos Community Association) et à l'Association athlétique amateur d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Mabel Webber

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 changeant le nom de Mabel Webber en celui de Mabel Webber Daniel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

(Éclats de rires et applaudissements)

Commission scolaire catholique de Lachute

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 concernant la Commission scolaire catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Beauport

M. Chalifour (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 modifiant la charte de la ville de Beauport soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Demandes de documents:

Emprunts par émission d'obligations

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est

(M. Marquis), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de cette province depuis le 14 janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, concernant des emprunts de la province par émission d'obligations, et de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province, relativement à tels emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts.

Adopté.

Travaux de drainage

M. Dupré (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement et la province de Québec et toute personne, société ou corporation, depuis le 14 janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance ou autrement.

Adopté.

Voirie et construction de ponts au Saguenay

M. Cournoyer (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 14 janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, pour l'exécution de travaux de voirie et de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

Projets de loi:

Loi des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

le projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), jeudi le 9 décembre courant, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter aux fins de la présente loi une somme totale de soixante-cinq millions de dollars."

M. Bédard (Québec): Le principal obstacle pour la plupart des gens, c'est le manque d'argent pour la mise de fonds initiale, car les compagnies prêteuses et les caisses populaires ne prêtent que jusqu'à concurrence de 65 % à 75 % de la valeur de la maison. Dans la plupart des cas, il y a un écart de \$1,200 à \$3,000 qu'il faut combler. Le problème du logement ne peut être réglé par le cadeau de \$1,983 ou \$2,000 que le gouvernement pourra faire en intérêts au futur propriétaire, mais par la suppression de la mise de fonds initiale. C'est là le grand obstacle et le seul moyen de le surmonter; c'est un crédit urbain à l'habitation.

Par ailleurs, le gouvernement provincial pourrait également emprunter à 3 % et prêter ensuite cet argent au même taux à ceux qui veulent se construire une maison. Il prêterait au futur propriétaire jusqu'à concurrence de la valeur de la maison à bâtir. En prêtant ainsi 100 % du montant, le gouvernement permettrait au collet blanc, au petit employé et à l'ouvrier de garder ses petites économies pour meubler sa maison, au lieu de verser la mise de fonds initiale et de s'adresser à des compagnies de finance qui lui réclament 2 % par mois d'intérêt.

Le député de Québec regrette l'absence de coopération entre le fédéral, la province et le municipal dans ce domaine. Une coopération efficace, dit-il, compléterait les deux lois, car la loi

fédérale atteint plus d'endroits que les compagnies qui prêtent en vertu de la loi d'aide à l'habitation. Présentement, le gouvernement ne reconnaît pas l'agence fédérale en tant qu'organisme autorisé à prêter de l'argent en vertu de la loi d'aide à l'habitation et il devrait changer sa politique à cet égard. Il demande que la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL) soit considérée comme une compagnie prêteuse par le gouvernement de Québec. Le travailleur de chez nous attend du gouvernement non un cadeau, mais la création d'un crédit urbain rationnel d'habitation.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) affirme qu'il connaît les besoins des ouvriers qui savent reconnaître, quoi qu'on puisse prétendre par ailleurs, ce que le gouvernement du Québec fait pour eux. J'ai soutenu ce gouvernement sur ces problèmes et j'ai été réélu en 1952. Il dit que ses électeurs l'ont autorisé à coopérer avec l'administration actuelle et il est en faveur du présent bill. Le fédéral, dit-il, n'aide d'aucune façon la province de Québec à régler le problème du logement et, jusqu'à date, c'est le seul gouvernement de l'Union nationale qui a fait quelque chose dans ce domaine. L'autorité provinciale n'est pas responsable du manque de logements, dit-il. La pénurie de logements actuelle doit être imputée au fédéral. Le problème a été causé par la guerre, par l'immigration, et par la population toujours croissante de la province.

Il n'est pas opposé à l'immigration, mais il croit que les responsables de l'admission des étrangers au Canada devraient aider, par une aide financière, à la construction de nouvelles maisons. Or, le gouvernement fédéral n'a pas dépensé un sou pour résoudre le problème du manque de logements dans la province, tandis que le gouvernement du Québec a donné aux constructeurs de maisons un cadeau de presque \$2,000 chacun. Il est temps que la classe ouvrière se rende compte que l'aide qu'elle reçoit lui vient du gouvernement de l'Union nationale.

Jusqu'à date, le gouvernement du Québec a dépensé \$48,368,000 pour aider les gens de notre province à se construire des maisons familiales. De son côté, le fédéral n'a rien fait. Contrairement à ce que l'on a dit, il y a eu collaboration entre la ville de Montréal et le gouvernement provincial. La cité de Montréal a, en vertu de la loi provinciale sur l'habitation, adopté certains règlements sur la commutation de 50 % de la taxe foncière accordée pendant 15 ans aux nouveaux propriétaires, qui étaient basés sur la loi provinciale. Il est temps que

les ouvriers se rendent compte de l'intérêt bienveillant que leur portent le gouvernement et le premier ministre actuel.

Et, à ce propos, il convient de féliciter le premier ministre et le ministre du Travail (M. Barrette) pour la coopération qu'ils ont manifestée à la ville de Montréal quand les représentants de celle-ci sont venus lui présenter le plan Dozois². Grâce au premier ministre, la cité de Montréal, qui a étudié pendant deux ans un projet pour faire disparaître les taudis et les remplacer par des maisons à loyer modique et des logements modernes, dont le loyer sera de \$18 à \$70 par mois, est devenue l'agent pour discuter et signer une première entente entre les autorités provinciales et fédérales pour la mise à exécution d'un projet d'habitation en faveur de la classe ouvrière.

Il a suffi de 30 minutes au premier ministre de la province pour étudier le projet de la cité de Montréal pour favoriser l'habitation et mettre la lumière verte. Nous avons obtenu ce que nous voulions. Je ne puis malheureusement en dire autant du gouvernement fédéral qui, après deux mois, n'a même pas encore répondu à la demande qui lui a été faite par la cité de Montréal. Le gouvernement a nettoyé les syndicats ouvriers indésirables.

Une voix de l'opposition: Utilisez du Spic and Span.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) mentionne que les interpellations des députés de l'opposition ne viendront pas à bout de sa patience. Avec de la patience, dit-il, on peut réaliser beaucoup plus de choses que les députés qui sont assis derrière moi³.

Il loue la loi provinciale d'aide à l'habitation qui profite surtout aux centres urbains et qui offre aux ouvriers des avantages qu'aucune autre loi ne leur apporte. C'est une loi d'ordre pratique. Quant à la suggestion de l'opposition, dit-il, à l'effet de donner des maisons aux chefs de famille sans qu'il ne leur en coûte un sou, il trouve qu'au point de vue électoral, elle peut avoir du bon.

Les députés de l'opposition cherchent surtout des avantages politiques, mais ils oublient le côté pratique du problème. En réalité, la suggestion de l'opposition constitue quelque chose de simplement fantastique et d'irréalisable. Si cela était fait, nous recevriions des millions de demandes. Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement provincial et les municipalités collaborent pour trouver une solution à la pénurie de logements, mais Ottawa n'a encore rien fait à ce sujet.

M. Lafrance (Richmond): Après le discours du député de Sainte-Anne, le gouvernement devrait le nommer adjoint parlementaire ou ministre du Logement. Le député de Sainte-Anne nous a dit qu'il nous faisait entendre la voix d'un indépendant. Mais à considérer l'attention avec laquelle le premier ministre l'a écouté, je crois que le député n'est pas aussi indépendant du gouvernement qu'il le dit.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je suis plus indépendant que tout autre membre de cette Chambre⁴, plus indépendant que n'importe quel député libéral, car je ne reçois de support ni des trusts ni des puissances financières qui supportent le parti libéral.

(Les deux députés sont debout, en dépit des rappels à l'ordre du président, et parlent en même temps)⁵

M. le président: Le député de Richmond s'est attaqué personnellement au député de Sainte-Anne. Ce dernier a droit de se défendre.

M. Lafrance (Richmond): L'exposé du premier ministre n'a apporté aucun élément nouveau. Mais il est curieux de constater qu'il s'est servi abondamment de chiffres et de statistiques, lui qui dit s'en défier quand des députés de l'opposition s'en servent. Voilà un homme satisfait. Pour lui, tout va bien. Pas surprenant alors qu'on ne résolve pas le problème. Avec une telle mentalité, le premier ministre se sauvera. Car c'est autant avec les bonnes intentions qu'avec les bonnes actions qu'on se sauve; mais en attendant, la province, elle, n'est pas sauvée.

Il (M. Lafrance) fait allusion à une déclaration du premier ministre disant qu'il faut que chacun fasse sa part et affirme que personne ne parle de se faire vivre par les autres. Pourquoi d'ailleurs, remarque-t-il, le premier ministre ne se sert-il pas de cet argument quand il s'agit d'aider les cultivateurs? Il demande que le gouvernement montre autant de compréhension envers l'habitant des villes qu'envers le cultivateur.

Le premier ministre a beaucoup parlé de cadeaux dans son discours et revient toujours sur ces cadeaux. Le premier ministre ne veut pas qu'on donne des maisons en cadeaux aux ouvriers! Mais qui lui demande des cadeaux? L'ouvrier ne veut pas de cadeaux, mais une aide qui soit réelle. D'après moi, il n'y a rien de plus malsain qu'une politique de cadeaux, surtout quand on sait de quelle façon ils sont donnés et comment ils constituent un instrument

de chantage et d'intimidation, surtout quand elle sert à faire du chantage en période électorale comme cela s'est vu dans Compton. C'est une politique de menottes.

M. Poulin (Beauce): C'est faux!

M. Lafrance (Richmond): Les statistiques montrent que ce ne sont pas les petits salariés qui ont profité jusqu'ici de la loi. En effet, plus de 61 % des prêts ont été faits à des gens qui avaient suffisamment d'argent pour une mise de fonds initiale de \$4,000; et pourtant, le gouvernement, dans son projet de loi, ne change rien à la situation. Il ne fait que prolonger la période d'application de cette loi et mettre \$10,000,000 supplémentaires à la disposition du gouvernement.

Pourtant, la crise du logement est un problème grave. À l'heure actuelle, y a-t-il dans la province une plus grande maladie sociale que celle de la pénurie de logements dont souffrent les familles du Québec? "Aucun problème ne dépasse en urgence et en gravité celui du logement" déclarait récemment devant la Commission Tremblay le conseil de la Coopération du Québec, la Fédération des Coopératives d'habitation, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), la Ligue ouvrière catholique (L.O.C.), la Jeunesse ouvrière catholique (J.O.C.). Le principal et unique avantage qu'offre la loi de l'habitation à ceux qui veulent se construire consiste à garantir et solder une portion de l'intérêt. Le gouvernement ne prête pas. Il n'a pas prêté un cent pour la construction de nouvelles maisons. Il est vraiment étrange que nous soyons obligés de faire cette mise au point.

Mais le gouvernement fait une propagande tendancieuse autour de la loi. Il est vraiment regrettable que nous soyons constamment obligés dans cette province, à cause d'une propagande mensongère, de rétablir les faits sous leur vrai jour. Je pourrais citer des dizaines de conférences de presse où il est dit d'une façon catégorique que le gouvernement a prêté tant de millions pour la construction de maison. Des publicistes de l'Union nationale sont allés jusqu'à dire que c'est le gouvernement de l'Union nationale qui a créé le crédit urbain. Je me demande parfois si certains politiciens ne finissent pas par être victimes de leur propre propagande.

Il conviendrait de rappeler que ce n'est pas seulement l'opposition qui a critiqué la loi, en 1948, mais également MM. Laurendeau⁶ et Chaulout⁷ ainsi que tous les principaux groupements organisés de la province, même le comité du logement de Trois-Rivières, la L.O.C. de Trois-Rivières, le bureau

confédéral de la C.T.C.C. Malgré cette opposition presque unanime des milieux les plus intéressés et les plus autorisés, le gouvernement a persisté à soutenir que c'était la loi la plus avantageuse et la meilleure au monde. Voyons ce qui s'est fait depuis six ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi existe. Le principe de la loi est admis. On ne peut critiquer cette loi. Le Règlement l'interdit. Il s'agit simplement de voter \$10,000,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans son discours le premier ministre a mêlé la question du principe et celui des résolutions. Le député de Sainte-Anne (M. Hanley) également. Le député de Richmond ne fait que suivre le premier ministre dans ses chiffres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut être assez large dans l'interprétation du Règlement; mais on ne doit pas faire de discours entièrement contraires au Règlement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au président de rappeler à l'ordre les députés de l'Union nationale parce qu'ils n'écoutent pas et bavardent entre eux. Il dit ne pas apprécier ce tapage.

M. Lafrance (Richmond): M. le président, pouvez-vous me permettre de répondre aux chiffres du premier ministre.

M. le président: Le débat a porté jusqu'ici sur le principe du bill. Si l'on met à tous moments le Règlement de côté, on ne sait pas où l'on va. Je veux bien donner une certaine latitude au député de Richmond mais s'il va trop loin, il se fera rappeler à l'ordre.

M. Lafrance (Richmond): Le 31 mars dernier, affirme le premier ministre, la loi a permis 20,993 prêts et la construction de 24,500 logements. Le gouvernement se vante d'avoir fait construire, grâce à la loi, 25,000 maisons nouvelles. Eh bien, peut-il se trouver dans la province une seule personne de bonne foi qui puisse affirmer en toute sincérité que 25,000 maisons nouvelles ont été construites uniquement à cause des avantages de cette loi? Je soutiens que ce serait fausser malhonnêtement les faits. Avant que cette loi ne soit adoptée, des centaines de milliers de maisons avaient été construites, étaient bâties chaque année dans la province, grâce aux prêts

que consentaient les caisses populaires et ces mêmes compagnies reconnues par l'Office. Chaque année ces mêmes institutions financières prêtaient tout ce que leurs réserves leur permettaient; et il est indéniable qu'elles auraient continué à le faire, même si la loi n'avait pas été passée.

Aujourd'hui, ces mêmes institutions doivent refuser, faute d'argent, des milliers de prêts. Quand le premier ministre dit que \$41,000,000 ont été souscrits, cela veut dire seulement que \$41,000,000 des revenus de la province, à venir, ont été engagés pour une période d'environ 30 ans. Le 31 décembre 1953, le gouvernement n'avait déboursé que \$7,348,486. Cette loi n'a coûté qu'une dizaine de millions de dollars jusqu'ici au gouvernement pour le paiement des intérêts. Ce n'est qu'une demi-mesure.

Et notons que les économiquement faibles, les véritables nécessiteux de l'habitation, ceux qui sont plus mal logés, n'ont pas pu profiter de la loi. Les familles nombreuses non plus n'ont pu en profiter, puisque la moyenne des familles qui habitent les nouveaux logements s'établit à quatre personnes, les parents et deux enfants. Jamais cette demi-mesure qu'est la loi actuelle ne réussira à corriger la situation présente. Qu'on cesse donc de leurrer la population. Sans avoir de loi semblable à celle du Québec, l'Ontario construit deux fois plus de maisons d'habitation de tous genres.

Le 1^{er} janvier 1954, 13,418 étaient en construction au Québec; et 24,134 en Ontario. Depuis que la loi est en vigueur au Québec, il y a eu 35,000⁸ nouveaux logements de bâtis de plus en Ontario que dans le Québec. Depuis 1948, quatre fois plus de maisons unifamiliales se construisent en Ontario que dans notre province. De janvier 1954 à juillet 1954, on a dépensé en Ontario \$200,981,000 de plus qu'au Québec pour la construction. En juillet seulement, il s'est dépensé \$41,000,000 de plus en Ontario.

Le gouvernement reconnaît lui-même qu'il s'agit là d'une mesure partielle, temporaire, comme le premier ministre l'a lui-même dit en 1948. Songe-t-il à faire autre chose? Elle ne va pas au fond de la question, qui est essentiellement une question de crédit et non pas une question d'intérêt, encore moins de cadeau. La mise de fonds initiale a toujours été la pierre d'achoppement à l'accession à la propriété: 60 % des familles du Québec sont incapables de remplir les conditions exigées par les prêteurs pour pouvoir profiter de la loi provinciale de l'habitation. Tant et aussi longtemps qu'on s'amusera à jongler avec les chiffres, tant et aussi longtemps qu'on se contentera des commencements de loi, la crise du logement ne s'améliorera pas.

Et ce qui est plus grave, c'est que ces cadeaux ne profitent pas aux petits salariés, aux pères de familles nombreuses, à ceux qui en auraient le plus besoin. Plus de 61 % des prêts sur lesquels le gouvernement paye une partie de l'intérêt sont de plus de \$6,000. Ce qui signifie des maisons d'une valeur de quelque \$10,000 avec la mise de fonds initiale. Ce ne sont pas les ouvriers qui ont les moyens de se bâtir des maisons de \$10,000 et de verser \$4,000 comptant. Pourquoi le gouvernement ne favorise-t-il pas des prêts hypothécaires pour activer et faciliter la construction de maisons unifamiliales? On semble croire que ce serait du socialisme!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas là le sens exact de la pensée des ministériels. Nous disons que les mesures réclamées par l'opposition conduisaient au socialisme et au désordre.

M. Lafrance (Richmond): Réclamer des crédits urbains, ce serait du socialisme? Réclamer un prêt hypothécaire à 100 % au gouvernement pour permettre aux petits salariés de loger leur famille dans un logement sain, comme l'a fait la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), ce serait du socialisme? Aucune personne renseignée n'osera soutenir une prétention aussi sophistiquée. Car rien ne serait plus contraire aux doctrines socialistes et communistes qu'une mesure favorisant l'accès à la propriété privée pour toutes les familles.

Il cite des encycliques des papes Léon XIII et Pie XI sur la doctrine du socialisme et du communisme: Pie XII entre autres déclare que "le logement est une des nécessités les plus vitales de l'homme". À plusieurs reprises, poursuit-il, l'épiscopat canadien est revenu à la charge pour réclamer une maison pour chacune des familles canadiennes. Peut-on trouver des déclarations plus claires. Quand il s'agit de doctrine sociale, où donc se trouve la vérité pour des gens qui s'affichent comme des gouvernants catholiques?

Où peut-on trouver dans le monde une autorité plus compétente, plus autorisée que celle de l'Église? Pour ma part, c'est là que j'ai toujours puisé mes directives dans les diverses activités. Il est extrêmement dangereux à l'heure actuelle où le monde cherche un ordre nouveau, de jeter ainsi avec une telle légèreté de la confusion dans les esprits. L'histoire nous enseigne que c'est l'inertie et l'incurie des gouvernants qui est le meilleur élément de succès pour la propagande révolutionnaire. Que l'on sache bien qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle,

d'arme plus effective entre le communisme et le socialisme que de faciliter par tous les moyens possibles et raisonnables l'accès à la petite propriété unifamiliale.

Il n'y a pas d'aspiration plus noble et plus légitime à entretenir dans le cœur d'un peuple que le désir d'être chez soi, de devenir propriétaire de la maison qu'il habite. Pour éviter toute confusion, est-il nécessaire de rappeler que personne en cette province n'a demandé qu'on donne pour rien une propriété à chaque famille. Ce que nous demandons, ce sont des facilités de crédit qui permettront à tous ceux qui le désirent de devenir propriétaires, de rembourser leur prêt hypothécaire en faisant des versements mensuels équivalents au montant qu'ils paient actuellement pour leur logement.

Évidemment, il y aura toujours des pauvres, mais il reste tout de même qu'un partage plus équitable des richesses s'impose. Tous les hommes ont le droit d'aspirer à la propriété. Il n'y a pas d'aiguillon plus efficace pour inciter l'homme au travail et à l'épargne que ce désir bien légitime de posséder un jour, bien à lui, sa maison, où il pourra bien abriter sa famille et vivre sans être menacé continuellement d'éviction. Quand un peuple se sent incapable d'accéder à la petite propriété, on lui enlève le plus puissant stimulant qui soit.

Le cardinal Léger affirme que "le jour où l'égoïsme des possédants et la démission de ceux qui sont constitués en autorité auront réussi à tuer l'instinct de la propriété, d'autres convoitises naîtront dans le cœur de la masse qui l'inciteront à prendre d'assaut la propriété des autres, comme on l'a vu dans certains pays". Voilà de bien graves paroles qui devraient faire réfléchir ceux qui ont des responsabilités publiques.

Qu'on ne me taxe pas de partisanerie aveugle ou de vouloir dénigrer ma province. Qu'on me permette d'apporter le témoignage de la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste. Il est dans le mémoire que cet organisme a présenté à la commission Tremblay que plus de 100,000 familles du Québec, dont la majorité à Montréal, ne peuvent songer à bénéficier des facilités d'accès à la propriété parce que leurs chefs gagnent moins que \$3,000 par année.

Les statistiques démontrent aussi que 40 % de la population québécoise touche un salaire inférieur même à \$2,000. Or, parmi cette masse de petits salariés, est-il dit dans le mémoire, des milliers et des milliers de familles sont logées dans des conditions généralement intolérables, voire inhumaines.

C'est vrai. La province de Québec, une des provinces les plus riches, est mal logée; ses familles, ses petits salariés vivent dans des conditions de vie inférieures à celles des autres provinces, en particulier dans le domaine du logement. Jamais la loi actuelle ne permettra à notre peuple de sortir du pétrin actuel. Ce qu'il faut, ce sont de plus grandes facilités de crédit. Des milliers de familles sont présentement logées dans des conditions intolérables, inhumaines.

À Montréal, seulement 3.5 %⁹ des familles ouvrières sont propriétaires de leurs maisons. C'est aussi dans le Québec que les logements sont les plus petits: 60 % des logements du Québec ont moins de cinq pièces. Dans la ville de Montréal, il manque 76,000 logis, ce qui oblige 64 % de la population ouvrière à vivre dans des logements surpeuplés et insalubres. Sur 30,504 familles canadiennes qui ont plus de neuf enfants, plus de 61 % sont dans le Québec; 182,370¹⁰ familles de notre province comptent plus de six personnes; 54 % des familles ouvrières de Montréal sont obligées de se servir du salon comme chambre à coucher, à Québec 32.5 %, à Trois-Rivières 33 %, à Sherbrooke 17.5 % et à Drummondville 28.6 %; plus de 17 % des familles ouvrières de Montréal sont obligées de loger avec un autre ménage, à Québec 8.3 %, à Trois-Rivières 14 %.

En plus d'être trop étroits, nos logements n'ont pas les commodités modernes essentielles: 39 % des logements occupés par les ouvriers de Montréal n'ont pas de bain, 68 % à Québec. Ce qui est encore plus grave, c'est qu'un grand nombre de ces logis sont insalubres. Combien de ces maisons n'ont même pas de chauffage central? À Montréal, seulement, il y a plus de 4,000 taudis; à ceux-là, il faut ajouter les logements exigus et étroits dans lesquels vivent des familles de plusieurs enfants. Il y a chez nous des gens qui meurent et même se tuent à cause de cette situation lamentable.

Il (M. Lafrance) déclare que le logement est le problème numéro 1 dans la province et, sans vouloir dramatiser les faits, il cite un article du *Droit* où il est question d'un père de neuf enfants qui se serait suicidé parce qu'il ne pouvait pas trouver de logement pour les siens.

Je ne tiens pas le gouvernement entièrement responsable de cette situation. Les responsabilités doivent être partagées. Il y a des causes diverses à cet état de choses, causes lointaines et prochaines: il y a eu la rapide industrialisation de la province depuis une vingtaine d'années; il y a eu ensuite la crise économique de 1932 à 1939, la pénurie de matériaux et de main-d'œuvre attribuable à la guerre pendant laquelle le nombre de logements construits était de

loin inférieur aux besoins. L'écart entre le nombre de logements et les besoins réels n'a fait que s'agrandir. On refuse des logements aux familles nombreuses. Il y a aussi un abus auquel il faudrait s'attaquer. En général, la pénible situation du logement dans la province provoque non seulement des maladies, mais elle ruine et brise des ménages. La situation intolérable que nous constatons dans le domaine du logement a largement favorisé les crimes de toutes sortes qui se commettent dans la province.

M. le président: Le député a épuisé son heure.

Des voix: Non! Non!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À Ottawa, les députés n'ont droit qu'à 40 minutes, à Québec ils ont droit à une heure.

M. le président: Je regrette d'avoir à appliquer des règlements dont je ne suis pas l'auteur.
///

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) dit que c'est à titre de représentant d'une des plus importantes circonscriptions ouvrières qu'il intervient dans le débat. Il affirme que le gouvernement ne fait pas tout ce qu'il devrait faire pour remédier à la crise du logement; la loi actuelle n'est pas suffisante, dit-il. Depuis 1948, on a commencé par faire voter \$3,500,000; aujourd'hui, on arrive à \$65,000,000. Mais cette année, on ne demande que \$10,000,000 alors que l'an passé, on avait fait voter \$15,000,000. Pourquoi l'on demande cette année \$5,000,000 de moins que l'an dernier? A-t-on contenté tous ceux qui veulent des logements?

Les ouvriers ne veulent pas de cadeaux, ils désirent simplement qu'on s'occupe de leur cas. Le gouvernement ne semble pas vouloir prêter à toute l'attention voulue à l'inquiétude manifestée par notre haut clergé.

(Protestations à droite)

M. Lafrance (Richmond) demande au président de rétablir le silence. Il demande l'ajournement.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Projets de loi:

Loi des conditions de l'habitation

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), jeudi 9 décembre courant, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter aux fins de la présente loi une somme totale de soixante-cinq millions de dollars."

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance)¹¹ déplore que la commission Gingras¹², qui a fait enquête sur le logement, n'ait absolument rien suggéré de pratique. Ce rapport, dit-il, n'a absolument rien suggéré de constructif pour hâter la solution du problème du logement. Nous avons payé \$125,000 pour un rapport de 185 pages; cet organisme nous a coûté \$175,000 et a étudié pendant quatre ans pour dire quoi? Que le crédit urbain n'est pas à conseiller parce que le problème du logement n'en est pas un de crédit, qu'il nuirait à l'entreprise privée et que

pareille mesure conduirait au socialisme d'État. On a fait de grands voyages, poursuit-il, des études prolongées pour nous dire finalement que, si la situation de l'habitation n'était pas normale, cela dépendait du gouvernement fédéral.

La vérité, c'est que la province refuse d'assumer ses obligations financières. Le gouvernement actuel, qui se vante toujours de ce qu'il fait pour encourager la construction, ne consacre pourtant en réalité que les 0.1 % de 1 %¹³ de son budget annuel à la solution du problème de l'habitation. Le bill et la publicité permettent au gouvernement de se vanter de consacrer \$65,000,000 à l'exécution de sa loi d'habitation et à la lutte contre la crise du logement.

Cela est faux, c'est une publicité mensongère. La vérité, c'est que le gouvernement n'a dépensé dans ce but que \$10,500,000, soit un peu plus de \$2,000,000 par année depuis la date de l'entrée en vigueur de la loi de l'habitation. On devrait créer un ministère provincial de l'Habitation avec à sa tête un des ministres d'État actuels. Plus que toute autre province, le Québec se distingue par le grand nombre de ses taudis et de ses locataires. Construisons des maisons, beaucoup de maisons. Nous aurons besoin de moins de prisons, d'hôpitaux et d'asiles!

En Ontario, bien que le gouvernement déteste ces comparaisons, 3 % du budget sert à l'habitation. Coopérant avec les autorités fédérales en vertu de l'article 36 de la loi nationale de l'habitation, la province voisine vient encore d'entreprendre la construction de 1,350 logements au coût de \$14,000,000. Le rapport Dozois préconise une collaboration semblable au bénéfice des familles de Montréal. Le premier ministre devrait nous dire ce qu'il entend faire pour donner suite au rapport Dozois. Il demande à l'Union nationale d'être plus libérale que conservatrice dans ses lois sur le logement. Nous avons besoin, à Montréal seulement, de 6,000 logements par année. Et pourtant, la construction va au ralenti.

À Toronto, en un an, il s'est construit 15,000 maisons. Il a fallu quatre ans ici pour atteindre le même résultat. En Ontario, pour le mois de juillet, la construction s'est chiffrée par \$68,900,000, alors que, dans le Québec, elle n'était que de \$27,600,000, soit la moitié moins. Ce qui manque le plus, c'est la mise de fonds initiale. On y gagnerait sûrement si, au lieu de payer l'intérêt, le gouvernement ferait mieux de prêter les \$10,000,000 que l'on demande à la Chambre de voter pour les prêter aux petits salariés, de façon à couvrir une partie au moins de la mise de fonds initiale. Québec devrait s'entendre avec Ottawa pour que la population puisse profiter à la

fois des avantages des lois fédérales et provinciales. Ceux qui habitent des châteaux et de grands hôtels ne peuvent s'intéresser aux taudis¹⁴.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Ce que le député affirme là n'est pas gentil pour ses amis libéraux d'Ottawa.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La loi actuelle a du bon, mais elle n'est pas suffisante. Le Parti libéral établira un système de crédit urbain quand il reprendra le pouvoir.

M. Pinard (Drummond): Il y a un gouvernement conservateur, en Ontario comme au Québec. Mais la politique du gouvernement de M. Leslie Frost¹⁵ en Ontario est 100 fois plus libérale que celle du gouvernement de la province de Québec. Depuis l'entrée en vigueur de la loi de l'habitation du Québec, le nombre des propriétaires s'est accru de 250,000 en Ontario en coopérant avec les autorités, alors qu'au Québec il y a eu à peine 25,000 nouveaux logements. En un an, soit en 1953, il s'est construit 36,504 nouveaux logements en Ontario, soit 10 fois plus que ce qui s'est fait en vertu de la loi de Québec depuis 1948. Ce qui se fait en Ontario devrait être possible dans notre province.

Il n'est pas douteux que c'est au chef de famille qu'incombe la responsabilité de se construire, mais il faut d'abord qu'on lui donne la possibilité de résoudre le problème qui se pose à lui. Le gouvernement provincial devrait agir pour permettre à la classe laborieuse de sortir de l'impasse où elle se trouve. Par son refus de conclure des arrangements avec les autorités fédérales, le gouvernement provincial ne punit pas le gouvernement fédéral, mais bien les salariés petits et moyens de la province de Québec qui paient toujours les pots cassés dans les chicanes politiques entre Ottawa et Québec. Dans la province de Québec, ce sont toujours les petits salariés qui paient pour les chicanes politiques des deux gouvernements.

Je suis surpris qu'au nom de l'autonomie provinciale, on sacrifie les intérêts de la classe ouvrière du Québec, car je ne vois pas comment des arrangements avec Ottawa, pour résoudre le problème du logement, mettraient en péril les droits sacrés de la population du Québec, sa religion, sa langue, ses traditions. En attendant, les 65 % des torontois sont propriétaires alors que 3 % seulement des Montréalais le sont. Les députés ont le droit de savoir ce que le gouvernement entend faire pour remédier à cette situation anormale.

Le gouvernement provincial ne pourrait-il pas faire servir les \$10,000,000 additionnels demandés à la résolution du problème de la mise de fonds initiale qui se pose à l'ouvrier ayant un salaire hebdomadaire de \$50, qui doit déboursier, comme mise de fonds initiale, une somme correspondant environ à 40 % de la valeur de la maison qu'il fait construire? Avec la loi fédérale, la mise de fonds initiale n'est que de 10 %.

C'est mal défendre la cause de l'autonomie que de laisser les choses ainsi; car les citoyens sont portés à aller faire affaire avec le gouvernement fédéral. En Ontario, en 1948, une compagnie de la couronne fut fondée pour prêter les sommes nécessaires aux mises de fonds initiales dans le cas de construction de maisons à coût moyen. La loi fondant cette compagnie était greffée sur la loi fédérale de l'habitation. Ainsi, des milliers de personnes ont pu se faire construire. Le gouvernement provincial du Québec devrait imiter celui de l'Ontario et faire administrer les \$10,000,000 demandés par une compagnie de la couronne, qui ferait des prêts à un taux d'intérêt peu élevé, peut-être 4 %. Ce serait une façon d'aider les petits salariés gagnant \$50 par semaine et ce système pourrait s'appliquer aux chefs de famille gagnant entre \$2,800 et \$4,800 par année. Les \$10,000,000 demandés dans le bill constitueraient un octroi amplement suffisant pour fonder une compagnie de prêt à l'intention des ouvriers et des petits salariés, en vue de résoudre le problème de l'habitation. L'Ontario a déjà appliqué un système semblable qui a donné d'heureux résultats.

Il reproche au gouvernement d'agir sous l'impulsion d'un esprit de provincialisme étroit dans le domaine de l'habitation. Il lui conseille de s'inspirer des mesures qui ont été prises ailleurs et qui ont eu de bons résultats.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il y a lieu, en face du problème de l'habitation, d'en considérer à la fois la nature et l'ampleur. Dans son mémoire soumis au gouvernement provincial, le 18 mars de cette année, on lit "qu'une des caractéristiques du problème du logement, c'est d'être universel et de faire partout l'objet des préoccupations de ceux qui s'occupent du bien commun". En somme, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) admet que ce problème n'est pas spécifique au Québec, mais se pose à tous les gouvernements. Si ces constatations sont exactes, le discours qu'a prononcé plus tôt, aujourd'hui, dans cette Chambre, le député

de Richmond (M. Lafrance), devrait être prononcé dans tous les Parlements du monde. D'autre part également, si l'on admettait pour un instant que ce même député avait dépeint la véritable situation, cela équivaldrait à dire que pas un gouvernement ne se préoccupe de l'habitation.

M. Lafrance (Richmond): M. le président, je tiens à faire une mise au point. J'ai dit que le problème était général, mais que pendant qu'on améliorerait ailleurs la situation, ici on reculait.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le problème de l'habitation est universel et je ne crois pas que ce soit avec des discours pessimistes et alarmistes comme celui qu'a prononcé le député de Richmond, que ce soit avec des paroles amères qu'on va résoudre le problème auquel nous avons à faire face. N'importe qui peut définir un taudis, décrire une situation tragique, arracher les larmes, mais ce n'est pas suffisant. Quand bien même on ferait cela dans tous les Parlements du monde, on ne réglerait pas le problème.

Mais il serait peut-être dans l'ordre de dire d'abord ici un mot de la loi actuelle, loi de l'habitation qui remonte à 1948, et que ne semblent pas comprendre les membres de l'opposition. Ce problème n'est pas confiné au Québec. C'est un problème mondial qui intéresse toutes les administrations, et il reste universel malgré les efforts de tous les gouvernements du monde. Ce n'est pas une loi commerciale, ni une loi pour encourager la spéculation. Elle a, au point de vue social, une portée beaucoup plus considérable que les députés libéraux l'ont laissée entendre. Si l'opposition avait compris cela, elle aurait compris pourquoi le gouvernement veut donner au lieu de prêter. Dans d'autres lois de l'habitation, on trouve un aspect économique et commercial.

Cette loi ne vise pas seulement à augmenter le nombre des propriétés: elle a pour but d'augmenter le nombre des logements en augmentant le nombre des propriétaires qui veulent rester propriétaires pendant des années, qui vont enfin avoir un foyer où ils pourront vivre selon les traditions chrétiennes de chez nous. L'opposition semble n'avoir jamais compris cet aspect très important de la loi. C'est pour assurer la stabilité du foyer familial, que nous avons envisagée, que nous avons passé cette législation. C'est pour leur permettre de demeurer propriétaires et faire de ces nouvelles maisons de véritables foyers que la loi voit à diminuer leurs charges.

Quand le gouvernement de l'Union nationale est arrivé au pouvoir, il a trouvé des problèmes

accumulés, une situation critique dans le domaine du logement, une situation créée par l'imprévoyance et l'impéritie des administrations précédentes. Nous avons sur les bras des problèmes arriérés et non réglés. Les campagnes se vidaient parce que les régimes antérieurs n'avaient pas eu de politique agricole arrêtée. Ces gens venaient s'entasser dans les villes: c'était l'exode massif. L'Union nationale est allée d'abord au plus pressé, en adoptant une politique agricole susceptible de garder les fils de cultivateurs et les cultivateurs à la campagne. Le gouvernement a commencé par appliquer une saine politique agricole pour améliorer le sort du cultivateur et stabiliser la situation de la famille rurale. Comme question de fait, l'exode des campagnes a été enrayé et le cultivateur s'est attaché au sol.

Mais il restait le problème urbain. Après avoir assuré la stabilité de la vie rurale, ayant fait disparaître cet élément qui aggravait le problème du logement, le gouvernement s'est attaqué directement à celui-ci. Le gouvernement l'a d'abord envisagé au point de vue social et familial. L'Union nationale a toujours compris que son devoir dans ce domaine était supplétif et non tout faire. C'est une utopie et un non sens que de demander au gouvernement de tout régler. C'est irréalisable et cela n'a pas de bon sens. C'est admis par les meilleurs sociologues.

Il cite le mémoire de la C.T.C.C. dans lequel on dit que la première responsabilité du problème de l'habitation repose sur le chef de famille qui doit loger et nourrir les siens. Viennent ensuite les municipalités puis le gouvernement provincial, poursuit-il, qui doit seconder les efforts de l'entreprise privée et des municipalités.

En l'occurrence, et les résultats le prouvent, le gouvernement actuel a apporté au pénible problème de l'habitation une solution qu'il faut être aveugle pour ne pas voir. Il y en a qui l'admettent. Des expériences heureuses ont été tentées dans la province sous diverses formules. La Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) parle de la formule coopérative par exemple, grâce à laquelle le futur propriétaire peut épargner de l'argent sur la main-d'œuvre et les matériaux. Cette dernière a donné de bons résultats et on a obtenu des maisons qui coûtaient moins cher. Cela est très bien. Mais on oublie de parler de l'initiative privée qui fait que des ouvriers à revenus modestes ont réussi à se construire une maison confortable, avec l'aide du gouvernement qui paie une partie importante de l'intérêt. Personne n'en parle du côté de l'opposition.

Si l'on tient compte de l'ampleur des problèmes existants, je trouve que le gouvernement,

en aidant les futurs propriétaires, sous forme de don plutôt que sous forme de prêt, a adopté la meilleure formule qui soit, la formule la plus équitable et la plus pratique pour ceux qui veulent avoir une propriété pour eux-mêmes et leur famille et la garder. Il existe donc un moyen de réussite, et le gouvernement est prêt à aider ceux qui veulent s'aider; il n'y a pas de formule plus conforme aux besoins réels de l'emprunteur qui veut garder sa maison. Par cette loi, le gouvernement a conscience de remplir son rôle supplétif, qui est d'aider ceux qui veulent s'aider.

Nous savons que notre politique n'est pas bien accueillie par ceux qui veulent utiliser les fonds du gouvernement pour acheter des maisons un jour et les revendre le lendemain avec un profit. Ce n'est pas ce que nous essayons d'encourager avec cette loi. Le gouvernement a adopté la législation la plus sage qui soit et la plus appropriée aux besoins de l'heure.

Il dit que, dans son comté, à Beauré par exemple, plusieurs ouvriers à salaire modeste ont construit des maisons confortables avec l'aide de la loi provinciale. Il se dit convaincu que, partout ailleurs, les ouvriers peuvent faire de même. J'ai la certitude, dit-il, que le nombre de propriétaires augmenterait considérablement si les avantages de notre loi étaient plus largement diffusés.

M. Marquis (Québec-Est) déclare qu'il a été heureux d'entendre le premier ministre parler avec émotion de ce que représente pour nous la maison ancestrale. J'ai écouté, dit-il, avec beaucoup d'intérêt le premier ministre nous parler de la vieille maison ancestrale. Pour sa part, il ne se rend jamais au pays des aïeux sans vivre une vie nouvelle.

Ce que nous demandons, c'est que le gouvernement fasse davantage pour multiplier le nombre de ces maisons qui ont une histoire et une âme et qui rattachent le passé à l'avenir. Le gouvernement devrait aider plus qu'il ne le fait à la construction de logements à bon marché. À Québec-Est, la situation ne s'améliore pas sensiblement. Je ne prétends pas que la loi du gouvernement est tout à fait inopérante, mais elle ne parvient pas à corriger la situation comme devrait le faire une loi qui tiendrait davantage compte des réalités.

On pourrait faire beaucoup mieux. Les familles nombreuses n'arrivent pas à se loger convenablement. Elles sont dans le cas de tous ceux qui n'ont pu profiter de la loi. Voici que les familles nombreuses ont toutes les peines du monde à se loger convenablement et doivent payer entre \$60 et \$90 par mois de loyer. C'est une situation qui fait que l'enfant n'a plus sa place dans la société.

L'habitation, c'est le problème numéro 1 dans la province. La loi à l'habitation a rendu service à ceux qui ont pu s'en servir. Pour les autres, c'est-à-dire ceux qui sont incapables de fournir la mise de fonds initiale, cette loi est nulle et sans aucun effet. J'ai entendu le premier ministre dire que, grâce à cette loi, il s'est construit plus de 20,000 logements; j'aimerais mieux l'entendre dire que cette loi a profité à 20,000 chefs de famille dans la province. Le problème est universel, soit. Mais, ce que nous avons la responsabilité de régler, c'est le problème tel qu'il se pose chez nous. Les remèdes suggérés par les députés de Richmond et de Québec-Comté sont vraiment salutaires et sérieux.

Une voix: Laxatifs.

M. Marquis (Québec-Est) n'aime pas beaucoup le terme de "crédits urbains"; il aimerait mieux entendre dire "crédits à l'habitation". Ce qu'il nous faudrait, dit-il, c'est un système de crédit à l'habitation qui profiterait aux ouvriers des campagnes comme à ceux des villes.

Il y a aussi ce problème qui, je crois, se résoudra dans les années à venir: celui de la collaboration entre les gouvernements fédéral et provincial au point de vue logement. C'est aussi une plus grande collaboration avec Ottawa. Évidemment, la loi nationale du logement n'est pas parfaite, mais elle contient du bon dont nous pouvons nous servir. Les autres provinces s'en servent. L'Ontario s'en sert. Pourquoi pas nous? Pourquoi s'obstine-t-on toujours à refuser cette collaboration avec le gouvernement du pays quand cette collaboration a du bon sens?

Quand le chef de famille n'a pas de quoi se loger, il convient au gouvernement de lui venir en aide. Actuellement, d'une part, les loyers sont trop cher; d'autre part, les propriétaires ne peuvent louer à meilleur marché. Nous nous trouvons dans une impasse. La situation du logement dépasse les cadres de l'initiative privée.

Si cela continue, et à moins que le gouvernement provincial ne prenne des mesures convenables, il est à craindre que les petits propriétaires ne se voient obligés de vendre et que nous allions vers une situation où la petite propriété va tomber entre les mains de chevaliers de l'industrie au lieu du propriétaire unique. Si l'opposition a fait des solutions heureuses, prenez-les et nous n'en serons pas jaloux.

M. Noël (Frontenac): Ce que je trouve curieux, c'est que notre loi de l'habitation est

administrée par le crédit agricole et qu'on refuse de l'appliquer aux ouvriers de nos villages. Nous avons dans chacune de nos paroisses de petites industries qu'il faut encourager. Un des obstacles que nous rencontrons, c'est que la loi de l'habitation n'opère pas comme elle devrait le faire. C'est une chose primordiale pour l'ouvrier de la campagne que de lui donner un logement convenable et ceci ne représente pas un item considérable. Dans mon comté, seulement une quinzaine de paroisses pourraient profiter de cette loi.

Je crois que nous n'avons aucune raison de ne pas attirer l'attention du gouvernement sur ce problème. Les ouvriers des campagnes ont des droits égaux à ceux des villes. Dans les campagnes, les salaires sont inférieurs à ceux des villes. Ces gens peuvent-ils réellement se bâtir une maison? Je ne le crois pas. Le salaire de l'ouvrier de la campagne ne dépasse pas \$2,000 actuellement, et je suis généreux. Donc, impossible de se faire un capital pour se bâtir une maison familiale. Je crois qu'il y a dans les campagnes un organisme tout prêt à faire ce genre de prêts. Je veux parler de nos caisses populaires. Alors, pourquoi ne pas en profiter? Cela demanderait un déboursé assez minime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quelques mots seulement pour rétablir les faits. On m'a fait dire que cette loi par laquelle nous demandons \$10,000,000 pour le logement n'était qu'un commencement. Je n'ai jamais dit cela, ce n'est pas la déclaration que j'ai faite. J'ai dit que la présente loi faisait partie d'un plan d'ensemble destiné à régler petit à petit, en autant que la chose est possible, non seulement ce problème particulier, mais tous les différents problèmes de la province de Québec qui lui sont connexes. La loi de l'habitation n'est qu'un des instruments dont les autorités provinciales se servent dans la lutte contre la crise du logement.

Car cette loi a été présentée en même temps que deux autres: l'une donnant aux municipalités le pouvoir de faire certains travaux et d'accorder des exemptions de taxes; l'autre donnant aux compagnies le pouvoir de faire des prêts d'habitation à leurs employés. Certaines municipalités ont coopéré; d'autres beaucoup moins. Cette loi a accordé le paiement de l'intérêt sur les prêts, ce qui a été un cadeau pour les constructeurs de maisons; elle a permis aux corporations municipales de réduire de 50 % les taxes sur les nouvelles maisons pour une période de 15 ans et elle a permis aux compagnies de prêter de l'argent à leurs propres employés.

Plusieurs compagnies ont rempli leur devoir et ont prêté des sommes considérables pour le logement de leurs employés. L'Hydro-Québec, une corporation de la couronne, a fait beaucoup pour régler le problème. La Législature a autorisé les municipalités et les compagnies à faire leur part. Si toutes ne coopèrent pas, ce n'est pas la faute du gouvernement. L'industrie et les individus doivent faire leur part et, si le gouvernement entreprenait de tout faire, nous nous retrouverions tôt ou tard avec un gouvernement socialiste au pouvoir au Québec.

Il reproche à l'opposition de ne pas citer en entier certains textes ou certaines statistiques qui ne tiennent pas compte de la véritable situation. Les statistiques de l'opposition libérale sont injustes et inexactes, dit-il.

Ainsi, les orateurs libéraux ont parlé de l'exode de la population rurale vers la ville, ce qui accentue la crise du logement; or, ils ont omis de dire que plus de 18,500 jeunes cultivateurs n'ont pas déserté la campagne parce que, grâce au gouvernement de l'Union nationale et au prêt agricole, ils sont propriétaires de leurs terres, grâce au plan d'ensemble du gouvernement provincial. Cet exode a été arrêté en stabilisant l'agriculture et en la rendant plus agréable, améliorant d'autant la situation du logement dans les villes.

Nous considérons que le problème du logis doit être réglé en même temps que progresse le règlement des autres problèmes, en vertu du plan d'ensemble. Pour aider à construire des habitations, le gouvernement a formé, sous la direction du ministre du Travail (M. Barrette), d'excellents centres d'apprentissage qui ont multiplié le nombre des personnes capables de bâtir. Cela aide à la construction et les ouvriers qui sortent de ces centres sont tous prêts à apporter leur concours à la construction de maisons. Ainsi, le bâtiment ne manque pas d'ouvriers compétents.

Nous avons dit déjà et nous répétons qu'il est plus facile de créer des appétits que de régler les problèmes, et l'opposition joue un rôle que personnellement je ne voudrais pas assumer. Pour sa part, le gouvernement ne veut pas créer d'appétits et il apporte toutes les réformes qu'il peut.

Je suis le représentant d'une ville composée en grande partie d'ouvriers. Chez nous, parce que les gens s'aidaient, il s'est bâti plusieurs centaines de logements. Ces ouvriers, même avant le passage de la loi d'aide à l'habitation, ont construit leurs maisons, parce qu'ils avaient le sens social et s'entraidaient. En citant toujours des chiffres du gouvernement de l'Ontario, un gouvernement

conservateur, l'opposition donne son appui à un parti que les libéraux de l'Ontario combattent avec acharnement.

Je demande à l'opposition de cesser de dénigrer sa province et de chercher des exemples en Ontario, quand c'est l'Ontario qui au contraire devrait prendre exemple dans la province de Québec en bien des domaines. Le Québec n'a rien à envier à l'Ontario. Déjà plus de 20,000 maisons nouvelles ont été érigées. Nous faisons notre part et nous comptons que les intéressés, les municipalités et même les compagnies feront aussi leur part.

Les statistiques démontrent que l'Ontario est en avance dans le nombre des nouveaux logements, mais plusieurs d'entre eux font partie de grandes maisons à appartements logeant des centaines de personnes. Ce système n'est pas recommandable dans la province de Québec pour bien des raisons que l'on comprend facilement. Pour toutes ces raisons, si on étudie objectivement l'ensemble de la situation, je ne crains pas de dire, en terminant, que c'est dans la province de Québec que le problème du logement a été réglé de la façon la plus sociale, la plus juste et la plus raisonnable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je crois que la population doit se réjouir de l'importance que la Chambre donne aujourd'hui à ce problème. Je sais que, sans doute, ce problème existe ailleurs et affecte les États-Unis et le Canada tout entier, mais il est singulier que ce soit dans la province de Québec où il est le plus aigu. Et je ne vois pas pourquoi nous tiendrions toujours la queue, pourquoi nous n'aborderions pas ce problème avec autant de réalisme et de succès qu'ailleurs. Les libéraux ont trois raisons pour la dénoncer: parce que personne ne conteste l'importance de la question, parce que trop de familles sont obligées d'élever des enfants dans des conditions impossibles, parce qu'en 1952 le Parti libéral a placé la justice sociale à la tête de son programme.

Nous ne demandons pas que l'on place d'emblée la province de Québec à la tête de la Confédération, mais qu'on la maintienne au moins dans la moyenne. Comment se fait-il que les anglo-protestants des autres provinces font plus et mieux que nous dans ce domaine? Comment expliquer que nous, Canadiens français et catholiques, nous ne soyons pas capables d'aborder le problème d'une manière réaliste, avec succès? Quand le gouvernement affirme que nous sommes à la tête de la Confédération, j'affirme que c'est faux, que c'est du vent! Je ne reproche pas au gouvernement de ne

pas nous avoir placés ou maintenus à la tête de la Confédération, mais je lui reproche de ne pas nous avoir maintenus dans la moyenne.

Et on ne peut pas prétendre que le gouvernement actuel a hérité d'une situation défavorable. La situation est loin de s'améliorer: En 1931, la proportion des chefs de famille qui étaient propriétaires de leur logement dans le Québec se situait entre 50 % et 51 %. En 1941, elle était passée à 53.9 %. Et, en 1951, après huit ans de régime de l'Union nationale, elle était descendue à 48.5 %. Or, pendant cette période de 1941 à 1951, la proportion des propriétaires a augmenté de 7.9 % dans l'ensemble du pays.

La population est en droit de demander pourquoi le pourcentage des chefs de famille propriétaires a diminué au Québec pendant le même temps. Dans les autres provinces les chiffres, en 1951, étaient les suivants: Nouvelle-Écosse, 4.5 % de plus; Nouveau-Brunswick, 4.3 %; Alberta 5.9 %; Saskatchewan 9.5 %; Manitoba 6.4 %; Colombie-Britannique 11 %; Ontario 13.1 %. Et dans Québec? Diminution de 5.4 %. Il n'y a que dans le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard qu'elle a diminué. Quelle explication a-t-on à donner à ce fait social? Je défie les ministres et les députés de justifier cette diminution.

Une voix ministérielle: L'immigration est responsable de cette situation!

M. Hamel (Saint-Maurice): On parle d'immigration. Mais qu'on soit donc sérieux. L'Ontario a reçu beaucoup plus d'immigrants que le Québec. Quand la situation s'améliore partout ailleurs et qu'elle se détériore chez nous, il est temps de se demander si notre loi est à la page. Cette loi n'est pas mauvaise, mais insuffisante. Elle doit être perfectible. Ce crédit urbain est réclamé depuis 15 ans par la Ligue ouvrière catholique (L.O.C.) qui a fait sa devise, de cette phrase magnifique: "À chaque famille, sa maison". Pourquoi refuser toute collaboration avec Ottawa, pourquoi se refuser à regarder la situation bien en face? Il y aurait moyen encore de collaborer avec le fédéral. Je préfère cette collaboration...

(Murmures de la droite)

... je préfère cette collaboration que l'existence de taudis où s'entassent enfants, pères et mères de famille. La loi actuelle contient évidemment du bon, mais elle ne convient pas au petit salarié qui doit faire vivre une famille. L'État devrait ici jouer son rôle supplétif et prêter aux gagne-petit à des conditions plus faciles. De toute

façon, il est assez pénible de voir le gouvernement se glorifier de consacrer 70 cents par \$100,000 de son budget à améliorer les conditions de l'habitation. La loi confère des droits et non pas des privilèges.

Il cite le cas d'une coopérative où la loi a été appliquée pendant un an, puis les membres de la coopérative entrés par la suite dans le mouvement n'ont pas reçu la part d'intérêt payée par le gouvernement. Il reproche aux commissaires de l'aide à l'habitation d'avoir refusé à un emprunteur le bénéfice de la loi et il termine en disant que le gouvernement n'a pas fait assez pour régler le problème de l'habitation.

M. Bélanger (Lévis)¹⁶ demande quelles sont les compagnies, parmi celles qui sont autorisées à prêter, celles qui prêtent effectivement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il n'est pas d'intérêt public de fournir ce renseignement, car ce serait fournir des renseignements sur les affaires personnelles des emprunteurs.

M. Bélanger (Lévis) propose de rapporter progrès parce qu'il est six heures moins vingt minutes¹⁷.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 concernant l'électrification rurale;
- bill 9 prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;
- bill 12 concernant la Commission du régime des eaux courantes de Québec;

- bill 13 concernant le bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Il annonce que, dès vendredi prochain, la Chambre tiendra deux séances, la deuxième jusqu'à l'ajournement. L'opposition, dit-il, pourra donc siéger aussi longtemps qu'elle le voudra¹⁸ parce qu'on inaugurerait le régime des deux séances par jour, que l'ordre du jour sera celui des séances du vendredi et que le soir, la clôture de la séance se fera à l'ajournement. C'est dire que la Chambre pourra siéger après 11 heures et toute la nuit, si cela lui plaît. La clôture de la séance se fera à la motion d'ajournement.

Il annonce également que, mardi prochain, le comité des relations industrielles de l'Assemblée législative entendra les représentants des grandes organisations ouvrières sur la loi qui amende la loi des accidents du travail. Ce comité, dit-il, siégera le matin et peut-être dans la soirée.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Plusieurs députés étaient absents à cette séance: M. Fox (Brome), selon *Le Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 3, et M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 11 décembre 1954, à la page 1.

2. Paul Dozois (1908-1984), membre du comité exécutif du conseil municipal de Montréal (1947-1956) et directeur de l'Union des municipalités de la province (1954-1955). Député unioniste de Montréal-Saint-Jacques (1956-1969) et ministre dans les cabinets Sauvé, Barrette, Johnson et Bertrand.

3. Le pupitre de M. Hanley était à gauche de l'Orateur, à l'avant, à la jonction entre les libéraux et les unionistes.

4. *Le Devoir* du 11 décembre 1954, à la page 1, rapporte que la précédente remarque de M. Lafrance "lui a valu des protestations de vierge offensée de la part de M. Hanley".

5. Selon *La Patrie* du 11 décembre 1954, à la page 46, cet incident "provoqua un certain tumulte".

6. André Laurendeau, député du Bloc populaire à l'Assemblée législative de 1944 à 1948.

7. René Chaloult, député unioniste (1936-1939), libéral (1939-1944), puis finalement indépendant (1944-1952).

8. Chiffre du *Soleil* du 11 décembre 1954, à la page 10. *La Gazette* du 11 décembre 1954, à la page 18, écrit "34,290 maisons".

9. Chiffre de *L'Action catholique* du 11 décembre 1954, à la page 21. *La Tribune* du 11 décembre 1954, à la page 13, avance 5.5 %.

10. Chiffre du *Soleil* du 11 décembre 1954, à la page 10. *La Tribune* du 11 décembre 1954, à la page 13, avance plutôt 182,730 familles.

11. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 11 décembre 1954, à la page 3, rapporte que "quand la Chambre se réunit de nouveau, la plupart des députés et des spectateurs ont porté plus attention à une ampoule électrique qui clignotait pour finalement s'éteindre qu'aux discours répétitifs de l'opposition. Certains étaient plus absorbés par les mouvements de la lumière qui se balançait que par le débat monotone".

12. Le rapport de cette commission, présidée par M. Joseph Gingras, fut déposé le 30 avril 1952. Voir le *Rapport de la Commission chargée de faire enquête sur le problème du logement*, Montréal, 1952, II, 178 p.

13. Chiffre du *Soleil* du 11 décembre 1954, à la page 10. *L'Événement* du 11 décembre 1954, à la page 19, et *La Presse* du 11 décembre 1954, à la page 75, mentionnent 0.7 % de 1 %.

14. Le député fait allusion à M. Duplessis qui habitait le château Frontenac.

15. Premier ministre conservateur d'Ontario de 1949 à 1961.

16. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 11 décembre 1954, à la page 3, écrit: "En essayant de garder son

temps de parole pendant 15 minutes hier soir, M. Bélanger parla de tout et de rien, mais n'apporta aucun argument nouveau, et ce, jusqu'à l'ajournement de 6 heures de l'Assemblée législative. Ceci signifie qu'il aura tout le loisir d'exprimer tous ses arguments pendant les 45 minutes qui resteront à sa disposition. Si M. Bélanger ne s'était pas levé pour prendre la parole, on aurait appelé le vote sur la mesure du gouvernement qui était sur la table et le débat aurait pris fin".

17. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 11 décembre 1954, à la page 3, mentionne que "plusieurs députés de la Chambre basse qui viennent de l'extérieur ont exprimé leur mécontentement envers M. Bélanger pour avoir fait traîner le débat et leur avoir fait manquer le train de 6 heures qui les ramène de Québec à leur résidence".

18. Cette décision de Duplessis est plus qu'une simple manœuvre pour accélérer le travail de la Chambre. Dans ses mémoires, Georges-Émile Lapalme explique toute la portée de cette décision: les députés, dont une majorité avait une famille, désiraient rentrer chez eux le plus tôt possible le vendredi. En permettant la mesure de prolongation des débats, Duplessis, un célibataire, faisait planer sur l'opposition la menace de manquer les départs de trains de 14 heures et 18 heures vers Montréal. Après, seule restait la possibilité de prendre le train de minuit prenant sept heures à rejoindre Montréal. Lapalme explique bien comment Duplessis utilisait cette mesure vexatoire pour démontrer à l'opposition qu'il n'était pas à son avantage de prolonger outre mesure les débats et l'amener ainsi à voter les lois qu'il proposait. Voir Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli. Mémoires*, tome 2, Montréal, Leméac, Coll. "Vies et mémoires", 1970, p. 246-248.

Séance du mardi 14 décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission scolaire
de Cap-Chat**

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Cap-Chat et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Monts village, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Cap-Chat et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Monts village (M. Couturier).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 189 modifiant la loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby.

Projets de loi:

**Société coopérative agricole
de Granby**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant la loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Bertrand (Missisquoi): J'ai l'honneur, à titre du président *pro tempore*, de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 140 constituant en corporation le Collège Marie-de-l'Incarnation;
- bill 141 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie d'Outremont;
- bill 142 constituant en corporation le Collège Basile-Moreau;
- bill 143 constituant en corporation le Collège Marie-Anne;
- bill 144 constituant en corporation le Collège Marguerite-Bourgeoys;
- bill 145 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie de Sillery;
- bill 146 constituant en corporation le Collège Saint-Maurice;
- bill 147 constituant en corporation le Collège Angèle-Mérici;
- bill 148 constituant en corporation le Collège Notre-Dame de Bellevue;
- bill 149 constituant en corporation le Collège du Bon-Pasteur;
- bill 150 constituant en corporation le Collège Notre-Dame-de-l'Assomption;
- bill 211 constituant en corporation le Collège du Sacré-Cœur.

Projets de loi:**Collège
Marie-de-l'Incarnation**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 constituant en corporation le Collège Marie-de-l'Incarnation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Collège
Jésus-Marie d'Outremont**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie d'Outremont.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège Basile-Moreau

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 constituant en corporation le Collège Basile-Moreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège Marie-Anne

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 constituant en corporation le Collège Marie-Anne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège Marguerite-Bourgeoys

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 constituant en corporation le Collège Marguerite-Bourgeoys.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Collège
Jésus-Marie de Sillery**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège Saint-Maurice

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 constituant en corporation le Collège Saint-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège Angèle-Mérici

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 constituant en corporation le Collège Angèle-Mérici.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège Notre-Dame de Bellevue

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 148 constituant en corporation le Collège Notre-Dame de Bellevue.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège du Bon-Pasteur

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 constituant en corporation le Collège du Bon-Pasteur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège Notre-Dame-de-l'Assomption

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 constituant en corporation le Collège Notre-Dame-de-l'Assomption.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège du Sacré-Cœur

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 constituant en corporation le Collège du Sacré-Cœur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 211 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Stanley A. Bardecki à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Projets de loi:

Stanley A. Bardecki

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Stanley A. Bardecki à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des relations industrielles.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 15 modifiant la loi des accidents du travail.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville d'Alma, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de l'hôpital Notre-Dame, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à la refonte de sa loi constitutive;

- de la ville de Côte Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du président et syndics de la commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, demandant l'adoption d'une loi conférant certains droits dans le cas d'expropriation;

- de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Société Saint-Jean-Baptiste de Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commune de la Seigneurie de la Baie-du-Febvre

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 conférant aux président et syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, certains droits et pouvoirs dans le cas d'expropriation pour fins d'utilité publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 modifiant la charte de la ville d'Alma

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de l'hôpital Notre-Dame

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant total des bons du Trésor de la province en cours le 30 octobre 1954?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il est notoire que les bons du Trésor atteignent, en règle générale, leur point le plus élevé au cours des mois d'octobre (date mentionnée), novembre et décembre. Il convient de noter que les revenus provenant de la taxe sur les corporations (profits et capital) ne sont, en grande partie, payés qu'en janvier, mars et mai.

Lorsque le gouvernement actuel a pris l'administration de la province, au mois de septembre 1944, il a dû s'occuper de payer des bons du Trésor émis par le gouvernement Godbout pour un montant de \$35,250,000 avec, en plus, une somme de \$2,010,000 représentant des chèques soutirés, c'est-à-dire des chèques donnés par le gouvernement Godbout sans dépôt correspondant à la banque.

Le 30 octobre 1954, les bons du Trésor en cours s'élevaient à \$25,500,000 pour l'administration courante. Il y avait, en plus, \$12,000,000 de bons du Trésor représentant des octrois payés, à même le fonds consolidé, en anticipation du revenu mentionné au chapitre 17, 2-3 Elizabeth II, loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements, et conformément à l'article 171 de ladite loi.

Taxe du chômage

M. Pinard (Drummond): Relativement à la taxe dite "taxe du chômage" décrétée par l'article 1, du chapitre 32, des Statuts de Québec, 22 George V, et reproduite au chapitre 255 des Statuts refondus de Québec, 1941, article 31, quel montant total le gouvernement a-t-il perçu depuis le 1^{er} avril 1945 jusqu'au 31 mars 1954?

L'honorable M. Gagnon (Matane): La taxe du chômage a été imposée par le gouvernement Taschereau en vertu de la loi 22 George V, chapitre 32, sanctionnée le 19 février 1932. Ladite loi déclare que le produit de cette taxe est affecté au remboursement, en capital et intérêts, des emprunts faits ou à faire aux fins de venir en aide aux chômeurs. Les dépenses occasionnées à la province par l'aide aux chômeurs se chiffrent à \$120,192,985.95, dont \$857,992.90 de dépenses ordinaires et \$119,334,993.09 de dépenses de capital.

Les revenus provenant de ladite taxe du chômage, et qui sont d'ailleurs mentionnés aux *Comptes publics*, de 1945 à 1954 inclusivement, se chiffrent à \$13,738,516.95, c'est-à-dire à moins de \$1,600,000 par année, lequel montant de \$1,600,000 par année représente moins que la moitié de l'intérêt sur le capital au taux de 3 % annuellement. Bref, les revenus de cette taxe ne remboursent rien sur le capital et représentent même moins que la moitié de l'intérêt au taux annuel de 3 %.

Demandes de documents:

Chèques émis aux enfants dans Bonaventure

M. Cournoyer (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un document montrant:

1. Quel est le montant total que le ministre de la Voirie a fait rembourser au gouvernement, à la suite des chèques qui avaient été émis irrégulièrement au nom de jeunes enfants du comté de Bonaventure, au cours de l'année 1952.

2. Quels sont les noms et prénoms de chacun desdits enfants du comté de Bonaventure auxquels les chèques avaient été ainsi émis par le ministère de la Voirie, avec en regard de chaque nom la date, le numéro et le montant de chacun de ces chèques, et la date à laquelle chaque montant a été subséquemment remboursé au ministère de la Voirie.

Adopté.

Questions et réponses:

Route vers Gaspé Copper Mines

L'ordre du jour appelle la question du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) demandant:

1. Quel montant d'argent le gouvernement a-t-il dépensé, depuis le 1^{er} avril 1952 jusqu'au 30 novembre 1954, relativement au chemin de la Gaspé Copper Mines Limited, dans la Gaspésie?

2. Quel est présentement l'estimé du coût des travaux pour terminer cette route?

3. Quel montant la compagnie Gaspé Copper Mines Limited a-t-elle versé au gouvernement, depuis le 1^{er} avril 1952 jusqu'au 30 novembre 1954, comme contribution à ces travaux de chemin minier,

suivant l'entente qui avait été conclue à ce sujet entre le premier ministre de la province et la compagnie?

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) déclare retirer ladite question.

Demande et dépôt de documents:

Route vers Gaspé Copper Mines

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, relativement à la route conduisant à la Gaspé Copper Mines, dans le canton Holland, en Gaspésie, y compris toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 18)

Adopté.

Projets de loi:

Commission des accidents du travail, président

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 concernant le président de la Commission des accidents du travail de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre tienne, à l'avenir et jusqu'à nouvel ordre, deux séances le vendredi de chaque semaine: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois heures de l'après-midi jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner, avec suspension de six à huit heures du soir; et qu'à chacune de ces deux séances, l'ordre des

affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement qui ont trait aux séances du vendredi.

Même avec cette motion, la Chambre ne siégera que quatre jours pleins par semaine, soit le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi, alors qu'ailleurs, à Londres, à Ottawa, dans d'autres provinces, on siège tous les jours de la semaine, même parfois les jours de fête religieuse ou légale. La Législature joue un rôle vital dans l'économie de la province et le maintien de ses traditions. À l'Assemblée législative, il y a la droite et la gauche. Tous deux ont des droits qui doivent être respectés. La droite est l'écho du sentiment populaire. C'est elle qui a reçu le mandat d'administrer et de décider.

L'opposition joue également un rôle important, elle a aussi des droits et des obligations et nous entendons respecter ses prérogatives. Mais la session ne doit pas être considérée comme une simple occasion de discourir. À certains députés, on pourrait appliquer l'adage: "grands parleurs, petits faiseurs". Quant à nous, nous sommes ici pour agir et réaliser un programme et nous entendons le réaliser.

Il est évident que les députés ont des prérogatives et que le gouvernement entend les respecter. Notre gouvernement les respecte si bien qu'il a dérogé aux anciennes traditions en faisant imprimer un grand nombre de projets de loi pour l'ouverture de la session, de même qu'en déposant les *Comptes publics* à l'ouverture des Chambres. Mais, on ne doit pas abuser. Dans les autres Législatures, les sessions sont moins longues qu'à Québec. Même à Londres, les grandes questions internationales se discutent en deux jours. Ici, il y a des députés qui tuent le temps. Ce n'est pas aussi grave que de tuer des gens, mais c'est grave quand même parce que le temps coûte de l'argent.

Tuer le temps est une offense grave, parce qu'il s'agit des deniers de la province. La session comporte des dépenses nécessaires, mais elles ne doivent pas être exagérées sans raison. Il est certain que, sur certains projets de loi, l'opposition fait de l'obstruction clairement et sciemment. Elle en a fait, en particulier sur le projet de loi actuellement en discussion². Cela a été fait dans un but partisan et les députés n'ont pas été élus pour se comporter ainsi. Nous allons quand même la laisser discourir et nous allons continuer à agir. Et c'est précisément pour que chacun puisse parler à satiété que nous demandons une semaine de quatre jours de travail durant la session.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il est assez amusant de nous entendre accuser par le

premier ministre de faire de l'obstruction, comme si dans le passé il n'y avait pas eu dans l'opposition des gens qui parlaient beaucoup plus longtemps que nous. Jamais nous n'avons forcé la Chambre à siéger pendant un grand nombre d'heures d'affilée toute la nuit, comme la chose est arrivée jadis. Si cette motion du premier ministre a pour objet de punir l'opposition, le jeu est enfantin. C'est un fait que nous faisons ici des semaines plutôt courtes et je suis parfaitement d'accord pour que la Chambre siège au besoin le vendredi matin, le vendredi après-midi et le vendredi soir. Le premier ministre a souligné que le Parlement anglais siégeait moins longtemps qu'ici. Je dois dire que ce Parlement siège pratiquement toute l'année.

Si les sessions sont plus courtes dans les autres Législatures, c'est peut-être parce que les premiers ministres y parlent moins souvent. Sur le projet de loi relatif à l'habitation, le chef de l'opposition n'a pas encore dit un mot et le premier ministre a trouvé le moyen de faire trois discours. Si la motion a pour objet de lui permettre de parler encore plus longtemps, nous n'y voyons pas d'objection. Nous sommes en faveur de la mesure et nous sommes prêts à siéger tout le temps qu'il faudra pour terminer la besogne. La seule chose qui m'intéresse, c'est d'accomplir le travail qu'il y a à accomplir. Il ne reste que deux lois; l'agenda est donc pratiquement terminé. Encore une fois, nous sommes prêts à nous rendre à la demande du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a prétendu que la motion était proposée pour punir l'opposition. Est-ce vrai qu'elle peut être punie pour siéger seulement quatre jours par semaine, une partie du temps que l'on siège à Ottawa? Il a prétendu que je parlais longtemps dans le temps que j'étais dans l'opposition. Il y a tout de même une différence: dans le temps, au moins, nous parlions pour dire quelque chose. On se rappelle que, dans cette période, nous étions seulement onze et le Parlement n'était jamais prêt avec ses lois, ni avec les *Comptes publics*.

Nous dépendions du bon vouloir du gouvernement, pour avoir copie des mesures déposées et des rapports officiels. Une fois, nous avons siégé de 8 heures du soir jusqu'à 1 heure le lendemain. Et mes paroles ont eu leur écho chez le peuple. Je suis content que la motion soit adoptée unanimement. Le gouvernement va continuer d'agir. Puisque tout le monde est heureux, mettons-nous à l'ouvrage.

La motion est adoptée.

Projets de loi:**Loi des
conditions de l'habitation³**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) jeudi le 9 décembre courant, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter aux fins de la présente loi une somme totale de soixante-cinq millions de dollars."

M. Bélanger (Lévis): (Au premier ministre) Combien la Sun Life a fait de prêts en 1954?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) ne voit pas bien l'utilité de la question mais va répondre quand même. Durant l'année 1954, dit-il, la Sun Life a fait 454 prêts et elle en a 145 à l'étude.

M. Bélanger (Lévis) veut une liste complète des compagnies qui ont prêté en 1954 à des citoyens de Québec, avec le bénéfice de la loi provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond au député de Lévis de poser une question au *Feuilleton*, s'il veut avoir les renseignements en question.

M. Dupré (Verchères) veut traiter cette question sans partisanerie politique, afin de collaborer avec ceux qui dirigent les destinées de la province de Québec.

Dans le domaine de l'habitation, toutes les autres provinces, sauf l'Île-du-Prince-Édouard, ont pris une avance sur la province de Québec. Pendant que les autres provinces augmentaient le pourcentage des propriétaires, la province de Québec ne suivait pas les autres dans ce domaine. Dans les autres parties du Canada il y a eu augmentation de 50 % à 70 % dans la construction des maisons d'habitation.

Dans la province de Québec, malgré le remboursement d'une partie des intérêts, il est regrettable de voir que la construction est passée de 5,239 prêts en 1951 à 4,553 en 1953⁴. Le pupitre de M. Hanley était à gauche de l'Orateur, à l'avant, à la jonction entre les libéraux et les unionistes.

Pendant les trois dernières années, il y a eu 2,000 emprunteurs de moins dans Québec et, pendant cette progression descendante de 24 % en 1952 et de 13 % en 1953, Ottawa double ses prêts qui passent de 27,752 à 43,166. Cette augmentation représente 67 % sur 1953, pour les prêts, et 60 % pour les logis, en 10 mois de 1954. Pourquoi cette diminution, comparée avec l'augmentation des prêts consentis en vertu des lois et ententes fédérales? Il est urgent que Québec fasse quelque chose pour amender ses lois de l'habitation.

Dans les années antérieures, les compagnies d'assurance prêteuses qui avaient leur siège social dans Québec étaient reconnues par l'Office du prêt agricole; les caisses populaires étaient aussi acceptées.

Le résultat fut que plusieurs compagnies ont consenti des prêts en vertu d'une loi qui leur permettait d'accepter 25 % des déboursés du gouvernement fédéral et 75 % par la compagnie prêteuse, avec garantie des pertes.

Cette régression dans Québec s'explique par le fait que notre loi ne permet plus à ceux qui empruntent en vertu de la loi fédérale de bénéficier du remboursement du 3 % de l'intérêt prévu par la loi provinciale.

Le fait que le gouvernement élimine comme non éligibles tous les cas de prêts faits par la Société centrale d'hypothèques, par les compagnies prêteuses qui coopèrent avec certaines lois fédérales, telles que les compagnies d'assurance et les banques, élimine tous ceux qui pourraient emprunter s'ils avaient le bénéfice de la loi provinciale, mais qui sont incapables d'emprunts, parce que leur salaire ne leur permet pas de profiter de ces lois. Le gouvernement, en refusant de verser une partie de l'intérêt aux compagnies qui font affaire avec le fédéral, empêche un grand nombre de pères de famille de construire leur propre logement.

Le résultat de ce refus de coopération, c'est que les compagnies prêteuses, dont les prêts ne sont pas garantis par le fédéral, ne prêtent qu'à peu près 60 % à 65 % de la valeur de la construction et que seuls les emprunteurs de cette catégorie peuvent devenir propriétaires et bénéficier de "cadeaux". Je vais faire des suggestions pour remédier à cet état de choses.

La loi fédérale ne peut pas aider le petit salarié alors qu'il serait aidé par les deux lois combinées. L'augmentation du coût de la construction et le manque d'argent disponible des caisses populaires est une des raisons de la diminution du nombre de prêts pour l'habitation. Pour remédier à la situation faite aux petits centres par les grandes compagnies qui ne veulent pas aller prêter dans ces municipalités, il (M. Dupré) demande que le gouvernement devienne le banquier des caisses populaires.

Comme le gouvernement peut emprunter de l'argent à 3 %, il pourrait racheter des caisses populaires, au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir, les prêts déjà consentis, tout en laissant aux caisses le soin de l'administration⁵. Les caisses populaires rembourseraient l'intérêt au gouvernement provincial, qui ne débourserait pas un sou, et les caisses auraient une nouvelle provision d'argent pour prêter à d'autres petits salariés dans les petits centres. Et cela permettrait peut-être aux caisses d'augmenter la proportion de leurs prêts. Les caisses populaires ont, en quelques années, prêté tout l'argent dont elles pouvaient disposer. Le montant des prêts est limité, dans leur cas, par le montant des dépôts. Le prix de la construction ayant augmenté, il s'ensuit que, pour une somme donnée, on diminue le nombre des prêts.

Je suis l'un de ceux qui croient que la question du logement dans la province de Québec n'est pas une chose qui appartient seulement au gouvernement provincial, mais qui concerne tout le pays. S'il était possible de conclure des ententes entre le gouvernement de notre propre pays et celui de la province de Québec, je crois que ce serait le meilleur remède pour régler cette situation. Tout le monde sait que la chose la plus difficile, surtout pour un jeune homme qui commence, c'est la mise de fonds initiale. Il serait possible, par des ententes, de régler ces prêts, en demandant à l'emprunteur de fournir 10 % du coût de la construction, y compris le terrain. Dix pour cent serait garanti par le fédéral et 10 % par le provincial. Ces argents prêtés à des termes assez prolongés, basés sur l'âge de l'emprunteur, à un taux raisonnable, permettraient à un grand nombre d'ouvriers de se construire à raison de paiement mensuel proportionné au salaire.

Le gouvernement provincial, dit-il, devrait venir en aide aux municipalités en leur fournissant des argents pour les travaux publics, canaux d'égout, aqueduc, pavages, etc. Il (M. Dupré) ne connaît pas une seule municipalité, où des développements quelque peu considérables se sont faits, qui ait diminué ses taxes.

Le contraire est souvent arrivé: Actuellement, les taxes augmentent dans les municipalités, au lieu de diminuer. Pour stabiliser les finances municipales, il y aurait lieu de négocier avec Ottawa pour obtenir une entente en vertu de laquelle le fédéral pourrait contribuer jusqu'à concurrence de 60 %, la province et les municipalités 20 % chacune. Cela permettrait de stabiliser les finances municipales. Les argents fournis par les gouvernements pourraient être à échéance assez longue, 40 ans, par exemple.

Si le gouvernement juge que toute la question du logement doit tomber sur les épaules du provincial, il devrait créer un crédit de l'habitation. On pourrait prêter jusqu'à 90 % de la valeur de la propriété. Le loyer des prêts, capital, intérêts et taxes, ne devrait pas dépasser 24 % du salaire mensuel de l'emprunteur. Ce qui constituerait un certain contrôle pour éviter l'exagération dans la construction. Cela permettrait aux pères de famille d'avoir un logis convenable. Le gouvernement provincial devrait venir en aide aux municipalités en leur fournissant des argents pour les travaux publics, canaux d'égout, aqueduc, pavages, etc.

Si l'on veut renforcer le principe que le propriétaire doit rester propriétaire et non faire de la spéculation, il faudrait mettre dans chaque prêt une clause disant que l'emprunteur devra rembourser tous les argents qui lui ont été remis en cadeau sur sa propriété à moins que les raisons invoquées pour la vente ne soient valables et acceptées par l'Office. Je n'ai qu'une ambition: coopérer pour l'amélioration ou la création de lois pour rendre le plus grand nombre d'ouvriers propriétaires de leurs demeures. Nous assurerons ainsi la stabilité de notre nation⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition s'accroche à des comparaisons qui sont incomplètes, boiteuses, et établit des proportions non pas dans le but de construire ou de grandir, mais dans le simple but de détruire et de diminuer. Il est bien évident que le gouvernement ne peut et ne doit pas tout faire; ce qu'il paye, il le paye à même l'argent du peuple. Il faut y aller prudemment. Il ne peut donc pas dépenser de l'argent en faveur de ceux qui ne veulent même pas s'aider et qui pourraient s'aider. Par sa loi d'aide à l'habitation, le gouvernement fait

à ceux-là qui veulent s'aider un cadeau de \$1,993 avec l'argent du peuple.

Mais il y a plus: depuis 1948, nous avons fait voter par la Chambre trois lois pour venir en aide à l'habitation. Ces lois ont donné de bons résultats, des résultats sensibles partout dans la province. On a voulu, chez l'opposition, tenter de faire croire que nous n'avons contribué que de 7/10 de 1 % à aider à la construction de nouveaux logements? Je n'ai jamais vu une façon aussi systématique de dénaturer les faits. C'est un massacre de statistiques. La vérité, c'est que nous avons voté \$65,000,000 que le gouvernement a mis jusqu'ici à la disposition des habitants des villes qui veulent se construire. Et quand \$65,000,000 sont déjà engagés dans cette œuvre, on est malvenu de parler d'une proportion de 7/10 de 1 %, somme à laquelle il faut ajouter les \$130,000,000 du prêt agricole prêtés aux cultivateurs pour leur permettre de demeurer sur leurs terres; soit en tout une somme de \$195,000,000.

On a également voulu, à l'aide de citations incomplètes, tenter de démontrer que le nombre des propriétaires diminuait dans la province. Quelle hérésie! Au 4 décembre, grâce à la loi d'aide à l'habitation, on avait construit un total de 28,521 nouveaux logements depuis 1948. Est-ce là une diminution? Ce n'est rien pour l'opposition, cela. Il suffit d'être de bonne foi pour se rendre compte que c'est tout de même une réussite qui vaut la peine d'être signalée.

Au 4 décembre encore, le nombre de personnes logées dans des maisons à un seul logement atteignait 103,469; si on y ajoute celles qui sont logées dans les 3,688 maisons à deux logements, on peut dire sans exagérer que cette loi a fourni des logements nouveaux à 120,000 personnes. Et les maisons qu'elle a aidé à bâtir sont évaluées à \$209,559,202. Tout cela, pour l'opposition, c'est une diminution, une régression, du fait qu'il y a 120,000 personnes de plus que celles qu'il y avait avant la loi, logées dans des maisons dont elles sont propriétaires. Il est injuste de dire que le nombre des propriétaires diminue dans la province.

La loi d'aide à l'habitation a été sanctionnée en mars 1948; il a quand même fallu un certain laps de temps avant qu'elle fonctionne avec efficacité; période d'organisation, de mise en branle, etc. Car il s'agissait bien de quelque chose de nouveau dans la province. En 1949, la première année où nous pouvons fournir des statistiques, le gouvernement, en vertu de cette loi, a fait cadeau aux nouveaux propriétaires d'un montant de \$159,030 en ristournes du 3 % d'intérêt que le gouvernement s'est engagé à

combler. Et voici les chiffres pour les années suivantes: \$598,715 en 1950; \$1,452,368 en 1951; \$2,315,743 en 1952; \$2,831,527 en 1953 et \$3,384,492 au 4 décembre 1954; soit en tout \$10,732,979. Il y a donc eu augmentation constante d'une année à l'autre.

Pour l'opposition, c'est un recul, une régression. Mais pour tout homme de bon sens, ça ne peut être qu'un progrès, une constante progression. C'est dire qu'en moins de six ans, le gouvernement a payé, pour aider la construction, une somme de près de \$11,000,000. C'est une somme versée en cadeau à ceux qui ont voulu se construire.

De plus, à cette somme déjà payée, il faut ajouter les engagements pris à date par le gouvernement. Le gouvernement s'est obligé à payer, aux mêmes individus pour les constructions déjà en cours une autre somme de \$49,740,337.06 pour payer les 3 % d'intérêt ces prochaines années. Et l'opposition continue de prétendre que nous n'avons rien fait.

Elle nous parle de prêt municipal. Mais elle ne veut donc pas tenir compte des expériences du passé: les théories de l'opposition ont été mises à l'épreuve dans le passé. La ville de Québec y a englouti des millions et paye encore des taxes pour une tentative de ce genre; la ville d'Aylmer a frôlé la faillite et elle se trouve sous le régime de la tutelle de la Commission municipale pour la même raison. Est-ce que l'opposition désire la ruine et la faillite de toutes les municipalités de la province pour ouvrir les yeux?

À Trois-Rivières, grâce à la mise sur pied d'une coopérative due à l'initiative d'un pasteur admirable, le chanoine Chamberland⁷, il s'est construit, avant même la loi, sans aide d'aucune sorte, 400 logements pour des ouvriers. Nous avons trouvé l'œuvre tellement admirable que nous avons voulu aider cette entreprise. À Hull, M. Bisson nous a rendu le témoignage que, grâce à la loi provinciale d'aide à l'habitation, une personne pouvait devenir propriétaire de sa maison à des conditions qui ne se voient nulle part ailleurs, non seulement au Canada, mais dans toute l'Amérique du Nord.

Nous avons le témoignage du président de la Coopérative de Jonquière, une coopérative qui groupe des ouvriers du comté de Chicoutimi. Le 6 juin 1954, lors d'une assemblée publique, ce président M. Philippe Boily, a dit: "Je me dois de déclarer que l'application de cette loi nous permet, comme à tous les citoyens de payer nos constructions avec plus de facilité..." Et M. Boily formula au nom des coopérateurs: "Toute notre reconnaissance aux instigateurs de cette législation et à ceux qui l'ont votée..."

Il (M. Duplessis) cite un autre témoignage, celui de M. François Ménard, trésorier de la Coopérative de Granby: "Neuf sur dix de nos membres n'auraient pu devenir propriétaires s'ils n'avaient pu profiter de la portion d'intérêt que paie l'administration". Sous ce plan, 100 maisons ont été construites pour les ouvriers. À Chicoutimi, M. Paul Caron⁸, président de l'Habitation familiale de Chicoutimi, a dit que 45 maisons ont été construites pour les ouvriers.

Sans la loi provinciale, disait M. Caron, les maisons n'auraient pas pu être construites. Il cite des lettres du secrétaire et du président Victor Barbeau, de la Familiale de Montréal, du secrétaire de la Société nationale de fiducie, M. André Ouimet. M. Ouimet a déclaré, dit-il, que grâce à la loi, cette société a pu prêter plus de \$3,000,000 à la Ligue ouvrière catholique et permettre ainsi la construction de 501 logements, et cela, grâce à la loi provinciale de l'habitation.

Et l'on va prétendre que la loi n'a pas aidé l'ouvrier; je pourrais pourtant multiplier les témoignages. Les orateurs libéraux voudraient que la loi provinciale de l'habitation s'applique dans le cas de prêts fédéraux. La loi fédérale que l'on vante ne donne rien. Elle prête à 5.5 %. Je ne veux pas critiquer, mais Ottawa retire 77 cents sur chaque dollar payé en taxes et Québec ne retire que 13 cents par dollar. Et l'on voudrait que celui qui a 13 cents alimente celui qui a 77 cents. Inconcevable. Il ne serait pas juste d'exiger que la province qui ne touche que 13 % paie une partie de l'intérêt fixé par le gouvernement fédéral.

On parle toujours de l'exemple de la province d'Ontario. Mais M. Leslie Frost⁹ défend toujours sa province. C'est un exemple que l'opposition aurait avantage à suivre au lieu de dénigrer le Québec. Par ailleurs on a construit d'immenses maisons à appartements en Ontario et une telle politique n'est pas à recommander dans notre province. Ce n'est pas un exemple à citer au Québec. Ces maisons à logements multiples ne conviennent pas à notre mentalité et, d'ailleurs, il suffit d'ouvrir un journal de Toronto pour constater, par exemple, toutes les protestations dont Regent Park fait l'objet.

Et d'autres lois ont permis au gouvernement de lutter contre la crise du logement. Le crédit agricole a permis à plus de 18,000 fils de cultivateurs de s'établir sur des terres et à plus de 44,000 cultivateurs de rester propriétaires de leurs terres, ce qui a empêché l'exode vers les villes. D'autre part, une autre loi du gouvernement de l'Union nationale a permis aux compagnies de bâtir des logements pour

leurs ouvriers. Il y a l'exemple de l'Hydro qui a aidé quelques centaines d'employés à se bâtir. Et ce n'est pas tout; l'Hydro a construit tout un village à Bersimis. De nombreuses compagnies ont construit des centaines de maisons pour leurs employés. C'est ce qui s'est fait à Labrieville, à Chibougamau, à Shefferville, à Sept-Îles, à Murdochville et ailleurs. Toutes ces maisons ont été bâties à l'intention des ouvriers grâce à la législation de l'Union nationale. Nos lois ont imprimé un essor considérable à la construction de nouveaux logements par le biais des coopératives.

En d'autres mots, le gouvernement donne un essor considérable au logement à une époque où d'autres problèmes sont urgents. La province prospère et nous allons continuer à construire, tout en abandonnant l'opposition à son rôle de destruction qu'elle a entrepris avec des tactiques que le Règlement ne me permet pas de qualifier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous venons d'entendre le troisième discours du premier ministre sur l'habitation. Je n'ose pas affirmer qu'il fait de l'opposition à sa propre législation, mais il en retarde sûrement l'adoption. Ce troisième discours ne nous a rien donné, si ce n'est un petit voyage dans l'Ungava, à la Bersimis et en Gaspésie. Le premier ministre nous a donné raison quand il a mentionné qu'un montant de \$10,000,000 avait été payé depuis l'entrée en vigueur de la loi.

Il a tenté de ridiculiser le chiffre de 0.7 % à 1 % donné par un député libéral, mais il a fini par admettre qu'il était exact quand il a déclaré que le gouvernement n'avait jusqu'ici payé que \$10,000,000 depuis l'adoption de la loi. Cela fait \$2,000,000 par année, soit sept dixièmes de 1 % du budget de la province pour les six années concernées. Sans doute que \$45,000,000 sont engagés, mais le reste des \$65,000,000 ne sera payé que dans une période de trente ans par le gouvernement.

Le premier ministre a déclaré que nous avions prétendu que le nombre des propriétaires avait diminué. Je dis que c'est un exemple frappant de déformation de statistiques. Quand nous avons dit qu'il y avait diminution, nous n'avons jamais prétendu que le nombre des propriétaires a diminué dans la province de Québec. Nous avons déclaré que le nombre des propriétaires a sans doute augmenté, mais que leur proportion a diminué par rapport à la population. Ce qui arrive, c'est que le nombre de maisons n'augmente pas aussi vite que la population. Ailleurs, il a augmenté, tandis que chez nous il a diminué.

Le premier ministre a cité six ou sept témoignages sur les 27,000 personnes qui ont reçu de l'argent. Nous aurions pu nous aussi en citer de fort nombreux. Mais si on citait les témoignages de ceux qui n'ont pas été capables de se construire avec cette loi, on n'en finirait jamais. En fait, plusieurs personnes nous ont écrit pour nous dire qu'il y a du bon sens dans cette loi, mais il faudrait l'améliorer de façon à atteindre une plus grande partie de la population.

Sait-on, par exemple, que la ville qui possède le plus grand nombre de maisons à appartements, ce n'est pas Toronto, mais Montréal? Il y a dans cette ville 480,000 appartements, contre 212,000 à Toronto. Cela n'est pas surprenant quand on sait qu'il y a seulement 15 % de propriétaires à Montréal, alors que, pendant ce temps, Toronto est en train de se déprolétarianiser. L'individu qui est propriétaire de sa maison est vite imbu d'un civisme nécessaire. Est-il possible d'avoir 100 % de propriétaires? Non. Et 50 %? Sans aucun doute. Et 75 %? Probablement, puisque cela s'est fait ailleurs dans certaines villes importantes.

L'initiative privée ne saurait par elle-même atteindre ce résultat, et aujourd'hui, ici comme ailleurs, il faut recourir à l'aide gouvernementale; et la province, comme le fédéral, ont une responsabilité. Jusqu'ici, on nous dit que seulement 300 personnes ont bénéficié de la loi. Le premier ministre vante sa loi, trouve que tout va bien et proclame que le problème est réglé de la façon la plus juste et la plus raisonnable. Cela me rappelle le mot célèbre: "La paix règne à Varsovie!" Moi, je suis convaincu que les locataires des 4,000 taudis de Montréal ne pensent pas comme le premier ministre. Eux diront qu'il y a un problème aigu de logement partout.

À Montréal, il faudrait entre 75,000 et 100,000 nouveaux logements. D'après le rapport Dozois, seulement entre les rues Saint-Denis, Saint-Urbain, Sainte-Catherine et Ontario, on trouve 1,567 logements construits dans des conditions insalubres. Peut-on dire que, dans ce coin, le problème est réglé de façon juste et raisonnable? Même si la loi actuelle donnait 200 % de ce qu'elle donne aujourd'hui, ce ne serait pas encore assez pour régler le problème.

En 1941, il y avait 201,000 logements à Montréal. On en a construit 95,000 autres depuis, mais on constate que 20,000 logements insalubres sont toujours habités. La population qui a vécu dans les taudis vit toujours dans des taudis. On ne parvient pas à dépasser une certaine moyenne dont nous aurions besoin. Même si la loi accordait 200 % de ce qu'elle donne, il n'y aurait pas encore assez pour

régler le problème du logement. Le mémoire de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) s'intéresse en premier lieu à la question du logement; c'est donc que le problème n'est pas encore réglé. On a cité le mémoire de la Saint-Jean-Baptiste: on y dit encore que le problème est crucial. Ce n'est pas l'opposition qui dit cela: ce sont ceux qui touchent à ce problème tous les jours. Nous ne pouvons pas admettre que ce problème, par la présente loi, soit réglé de façon juste et raisonnable. Chaque fois que le gouvernement présente une loi importante, on dirait que l'opposition est obligée de s'incliner. Ce n'est pas parce que l'opposition va voter pour la loi qu'elle ne peut demander son amélioration.

Nous n'entendons pas contrecarrer l'application de cette loi, nous allons voter pour, mais nous ajoutons que si vous en mettiez encore plus, si elle était plus généreuse, nous voterions encore davantage en sa faveur.

Nous devons permettre au plus grand nombre de gens de construire le plus grand nombre de logements. Mais au lieu d'en étendre la portée, on la restreint sans cesse. On a commencé par priver du bénéfice de la loi ceux qui empruntent de la Société centrale d'hypothèques. Le gouvernement ne donne plus de ristourne aux banques qui prêtent de l'argent pour la construction d'habitation et il mentionne encore que l'intérêt de 5.5 % du fédéral n'est pas aussi fastidieux qu'on le pense, si l'on se rend compte que le gouvernement provincial peut exiger jusqu'à 6 %. Qu'on se tourne du côté du gouvernement provincial ou du gouvernement fédéral, on n'est pas capable, dans les petites villes, d'obtenir ce que l'on demande. Je crois que l'on devrait laisser filtrer quelque chose dans les petits centres.

Puis on a exclu tous ceux qui empruntent des banques pour obtenir de l'argent. La loi provinciale comporte un taux aussi exorbitant. Si l'on n'a pas d'argent, si l'on ne peut offrir de garantie, on n'est pas capable de bâtir. Ils sont légion ceux qui ont des enfants, qui possèdent un peu d'économies et qui ne peuvent bénéficier des avantages de cette loi. C'est pour eux que nous parlons. Comme l'a dit le ministre des Affaires municipales, cette loi aide à garder la maison acquise. Elle n'intervient qu'une fois l'argent trouvé et la maison bâtie. Elle a du bon, mais elle ne règle pas le problème du logement. Un jour ou l'autre, il nous faudra adopter une autre législation.

La plupart de ceux qui ont construit une maison en vertu de la loi provinciale auraient pu le faire sans elle. Mais même en prenant pour acquis que les 28,000 logements nouveaux ont été érigés grâce à la loi provinciale, cela est bien minime.

Depuis sa mise en vigueur, cela représente environ 4,000 maisons par année. En supposant que cette loi ait eu réellement pour but de bâtir de nouveaux logis, que serait ce chiffre depuis sept ans en regard de la population et de ses besoins? C'est une goutte d'eau dans l'océan. Ce n'est qu'une infime proportion de ce dont nous avons besoin.

À raison de \$2,000 par emprunteur pour la période couverte par la loi, cela ne représente que \$68¹⁰ par année. Le premier ministre n'a pas démenti les chiffres de l'opposition. Ce n'est pas avec cela qu'on se construit une maison. Comme résultat, même si la présente loi est bonne, je dis qu'elle ne répond pas à nos besoins et qu'elle est insuffisante. Ce n'est pas de cette façon que nous allons régler le problème du logement. D'ailleurs, j' imagine que la plupart des maisons qui ont été construites l'auraient été quand même sans la loi. Tout de même, l'opposition n'a pas l'intention d'en empêcher l'application.

L'entreprise privée a lamentablement échoué quand elle a tenté de régler le problème du logement. Pour régler ce problème, il faut de la coopération. Ce sont les divers gouvernements au Canada et aux États-Unis qui se sont groupés pour régler partiellement le problème. Le principal moyen de régler le problème, c'est un crédit à l'habitation qui serait bon à la fois dans les villes et dans les campagnes.

On trouve très bien le crédit agricole et on taxe de mesure socialiste le projet de crédit à l'habitation ou de crédit urbain. S'il existe une loi socialisante, c'est bien celle du crédit agricole en vertu de laquelle on prend l'argent des uns pour le distribuer aux autres.

Et qu'on ne dise pas que cette proposition est entachée de socialisme. La Chambre, en 1946, a adopté à l'unanimité une motion de M. André Laurendeau, ancien député de Laurier, demandant "la mise en train d'un système convenable de crédit urbain". Aucun des membres de l'Assemblée législative d'alors ne voudrait se faire étiqueter de "socialiste", pas plus que la Ligue ouvrière catholique (L.O.C.) qui revendique une telle mesure depuis des années. La Chambre, le premier ministre en tête, a voté cette motion. Qui sont les socialistes? La Chambre de 1946, alors que le premier ministre était le même qu'aujourd'hui, ou l'opposition actuelle?

Je suis d'avis que, s'il y avait dans la province un crédit à l'habitation, les ouvriers rembourseraient aussi bien le gouvernement que les cultivateurs le font pour le crédit agricole. De même que la lutte a été longue pour obtenir le crédit agricole dans cette

province, de même le crédit urbain ou le crédit à l'habitation doit venir et, un jour, il existera dans la province de Québec. Il faut enlever les restrictions qui frappent ceux qui empruntent de la Société centrale d'hypothèques et de logement, car on ne réglera pas le problème avec les restrictions actuelles et il faudra nécessairement en venir aux ententes, comme on le fait dans d'autres provinces, avec d'excellents résultats.

Il (M. Lapalme) cite une chronique de M. Gérard Morin, correspondant parlementaire du *Soleil* à Ottawa, qui parle d'un projet à Toronto où les trois gouvernements, fédéral, provincial et municipal, vont dépenser \$14,000,000 pour construire 1,350 logis destinés exclusivement aux salariés dont le salaire ne dépasse pas \$2,800 par année. C'est une aubaine pour le petit salarié, dit-il, et si cela peut se faire à Toronto, c'est faisable ici. Il se demande s'il y a dans la province de Québec des gens qui pensent comme cela?

Il faudrait nécessairement en venir à une entente avec Ottawa comme cela s'est fait dans d'autres provinces avec succès pour régler le problème du logement. La Chambre de Commerce de la province l'a d'ailleurs recommandé au gouvernement. Ce ne serait que la 18^e entente de Québec et d'Ottawa après la 17^e, qui concerne les invalides. Et personne n'en mourra. Pourquoi le gouvernement ne lancerait-il pas un emprunt du logement comme Ottawa a lancé un emprunt de la Victoire dans le pays pendant la guerre?

Les autorités provinciales pourraient ainsi prêter à un taux d'intérêt peu élevé aux gens qui, actuellement, n'ont pas suffisamment d'argent pour bâtir. Le premier ministre est persuadé, tout comme moi, que le problème du logement n'est pas réglé. S'il y a une rencontre des autorités fédérales-provinciales, assez prochainement, n'y aurait-il pas moyen d'en profiter pour s'entendre au sujet du logement? Pourquoi n'en parle-t-on pas?

Des débats comme le débat en cours ne sont pas stériles; il en sort toujours quelque chose. Bref, la loi de l'habitation a fait du bien, mais, par sa nature, elle ne fait pas tout le bien qu'elle devrait faire. On ne doit pas laisser le peuple sous l'impression que la loi actuelle constitue une panacée universelle. Il importe de ne pas fermer les yeux sur nos responsabilités. Il faut faire de notre peuple un peuple de propriétaires. Nous ne voulons pas laisser se prolétarianiser la population québécoise; il faut qu'elle soit propriétaire de sa maison.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

(On appelle les députés pour prendre le vote sur les résolutions. En attendant que tous soient arrivés...)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelle sera la prochaine loi mise à l'étude?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Probablement la loi des accidents de travail.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Êtes-vous pour?

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait un signe affirmatif de la tête.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans ce cas, si vous êtes pour, le débat sera long.
(Rires à droite)¹¹

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 80.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 3 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 80.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "soit" par les suivants:

"renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à y inclure une disposition décrétant que toutes les personnes empruntant des banques et des compagnies en vertu des dispositions de la loi fédérale sur l'habitation, puissent bénéficier du rabais de 3 % d'intérêt décrété par la loi provinciale pour améliorer les conditions de l'habitation."

M. l'Orateur: L'amendement est irrégulier parce qu'il comporte une dépense d'argent. Or, seul un ministre peut proposer un tel amendement sur recommandation préalable du lieutenant-gouverneur, comme l'exigent les articles 155, 538 et 548 du Règlement de la Chambre.

M. Ross (Montréal-Verdun) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 61.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale proposant que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-

Mance), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 80.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Dépôt de documents:

Ministère de l'Agriculture, Rapport 1953-1954

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1954. (Document de la session no 19)

Ministère des Mines, Rapport 1953-1954

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1954. (Document de la session no 20)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;
- bill 4 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;
- bill 6 modifiant la loi de la prévention des incendies;

- bill 8 modifiant la loi de la Législature;
- bill 10 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 16 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;
- bill 17 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Projets de loi:

Loi des accidents du travail¹²

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 15 modifiant la loi des accidents du travail.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Tous les amendements adoptés depuis 10 ans signifient déjà \$3,000,000 de plus par année. Les ouvriers du Québec auront une somme additionnelle de \$3,000,000 par année à leur disposition, et le sort des veuves et des orphelins sera amélioré considérablement. Cela fait donc une amélioration de \$6,000,000 par année, sous le présent gouvernement. Voilà, certes, une aide efficace à l'ouvrier.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre peut-il me fournir le nombre d'ouvriers que ces nouveaux amendements avantageront?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le seul fait de porter de \$3,000 à \$4,000 le maximum du salaire en dessous duquel l'indemnité pourra être payée, avantagera un million de personnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le salaire maximum auquel un ouvrier avait jadis le droit de toucher une indemnité était de \$2,000. Par étapes successives, le ministre du Travail (M. Barrette) a porté ce maximum à \$3,000. La loi actuelle le porte à \$4,000. Il est clair que le nombre d'ouvriers qui seront avantagés augmentera considérablement. Mais il est bien difficile de

l'établir exactement. On veut espérer, néanmoins, que le nombre d'accidentés sera aussi bas que possible.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas mon intention de féliciter le gouvernement. Ces amendements viennent trop tard et ne sont pas suffisamment généreux. Il est incompréhensible et inacceptable que la province de Québec, l'une des plus riches et des plus industrialisées, fasse si peu pour les victimes des accidents. La situation ouvrière dans la province de Québec est encore une honte. J'ai ici une brochure publiée par le gouvernement fédéral sur la répartition des accidentés du travail au Canada.

En 1953, d'après les statistiques du ministère du Travail d'Ottawa¹³, on constate que, dans des provinces pauvres, l'indemnité accordée pour chaque enfant devenu orphelin par suite d'un accident de travail était de \$12 par mois à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick, \$12.50 à l'Île-du-Prince-Édouard, de \$20 par mois en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et en Colombie-Britannique; de \$25 par mois en Saskatchewan, en Alberta et en Ontario. Or, dans Québec, elle était jusqu'ici de \$10 seulement. Et le gouvernement se vantait d'avoir une politique sociale et familiale. Nous faisons moins que toutes les autres provinces.

L'Union nationale se vante d'avoir une politique familiale, ce qui est faux. C'est de tous les gouvernements du Canada celui qui est le moins soucieux du progrès social et du bien-être du peuple. La loi actuelle remédie à la situation, mais nous serons encore à peine dans la moyenne. Il restera encore trois provinces qui feront mieux que nous. Dans le cas où l'accidenté gagnait \$2,700 par année, une veuve avec six enfants reçoit \$225 par mois en Ontario et \$210 en Saskatchewan. Dans le Québec, elle ne recevra encore que \$157.50 avec les amendements. C'est mieux qu'avant, mais qu'on ne se vante pas d'avoir une politique familiale.

Avec les amendements proposés, la loi actuelle remédie à la situation; mais elle nous maintient encore à la moyenne, alors que nous aurions pu prendre la tête. On constate, par exemple, que la moyenne des indemnités versées à nos familles nombreuses est inférieure dans bien des cas. En vertu de la loi ontarienne, une femme et six enfants, quand son mari avait un salaire de \$2,700, touche \$225 par mois; en Saskatchewan: \$210; dans le Québec: \$157.50. C'est mieux, mais que le gouvernement ne se vante pas d'avoir une politique sociale et familiale tant qu'il n'aura pas pris la tête.

Dans le cas d'une femme et trois enfants l'Ontario verse \$150; la Saskatchewan, \$135; l'Alberta, \$125 et Québec, \$115.

Les pensions des veuves du Québec ayant plusieurs enfants resteront inférieures à celles que reçoivent les veuves d'autres provinces. L'Ontario continue à nous damer le pion dans cette affaire. De plus, la province de Québec devrait démontrer son caractère social et familial en faisant disparaître le plafond de 70 % du salaire de l'accidenté. En vertu de ce plafond, la femme de l'accidenté ne peut toucher plus de 70 % du salaire que touchait son mari. Il y a aussi le cas du transport de la dépouille; si la Commission des accidents de travail paye le transport de la dépouille, pourquoi ne pas l'indiquer dans la loi? Tout ce qui se fait ailleurs et est mieux que chez nous, je suis prêt à l'emprunter.

Il réclame une indemnité pour ceux qui ne se trouveront pas à bénéficier de la loi.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice a discuté de façon générale. Il a fait des comparaisons avec la province d'Ontario relativement aux indemnités payées dans les diverses provinces, mais il a oublié de dire que l'augmentation que nous accordons par les nouvelles indemnités, quant aux veuves et aux orphelins, aura un effet rétroactif. Il a oublié de dire également que, dans la province de Québec, l'indemnité payée aux enfants l'est jusqu'à l'âge de 18 ans, alors que dans toutes les autres provinces, sauf le Nouveau-Brunswick, la limite reste à 16 ans. Le gouvernement du Québec se montre plus généreux envers les veuves et les orphelins de la province que le gouvernement de l'Ontario s'est montré généreux envers ses veuves et ses orphelins. Si nous avions voulu imiter l'Ontario, qui a amendé sa loi l'an dernier, il aurait été plus facile de ne pas donner la rétroactivité, d'augmenter les indemnités et de payer les mêmes allocations qu'en Ontario, et il en aurait coûté moins cher aux contribuables. La loi de l'Ontario n'avait pas la rétroactivité. De sorte que les amendements édictés en 1953 ne s'appliquent qu'à environ 5 % des veuves et des orphelins, alors que dans le Québec, nos amendements vont affecter 100 % des accidentés et leurs familles. Nous avons voulu aider tous ceux qui sont dans le besoin.

Voilà de la vraie sécurité sociale. Une veuve avec un enfant recevra \$75 par mois. Une veuve avec deux enfants recevra un minimum de \$95 par mois. Il est relativement facile de s'engager pour l'avenir, mais payer des rétroactivités, c'est vraiment de la sécurité et de la justice sociale. La loi accorde des

rétroactivités qui coûteront bien plus cher qu'une augmentation des taux. J'affirme qu'en vertu de cette rétroactivité, nous allons payer \$500,000 de plus par année aux accidentés et à leurs dépendants. Si nous avions voulu, comme l'Ontario, nous engager pour l'avenir seulement, nous aurions pu faire mieux que la province voisine, tout en déboursant moins d'argent. C'est vraiment de la justice sociale.

Le député de Saint-Maurice a déclaré précédemment que le gouvernement n'a pas bougé depuis 1931 dans le domaine de l'indemnité aux accidents du travail. Les indemnités ont été doublées depuis 1944, sous le gouvernement actuel. Et nous ne nous contentons pas de verser des indemnités. Nous nous occupons aussi de la prévention des accidents, de la prévention des maladies industrielles et de la réhabilitation au travail. Nous avons une clinique de réhabilitation qui a été établie et qui a donné des résultats merveilleux. Depuis sa fondation en 1947, on y a donné 1,500,000 traitements, avec le résultat que sur 5,430 ouvriers traités, 577 ont eu une amélioration de 25 % à 50 %, 2,181¹⁴, une amélioration de 50 %, et 1,516, une amélioration de 100 %.

Ces traitements de physiothérapie comprennent l'électrothérapie (électricité), l'actinothérapie (rayons infra-rouges et ultraviolets), la diathermie (chaleur), la massothérapie (massages), la mécanothérapie (mécanique), l'hydrothérapie (eau) et la kinésithérapie (gymnastique). La durée moyenne des traitements est de 28 jours, à raison de huit traitements par jour. Les traitements sont gratuits. Les frais de transport et séjour sont payés. Et la victime reçoit 70 % de son salaire pour toute la durée de son traitement. Une fois ainsi réhabilité par la clinique de réhabilitation, l'ouvrier réhabilité est retourné au travail par le service de réhabilitation. Depuis sa fondation, le service a retourné au travail au-delà de 5,500 handicapés.

Sans contredit possible, notre clinique de réhabilitation à Montréal est l'une des mieux organisées du monde entier, d'après le témoignage des plus grands spécialistes comme le Dr André Salmont¹⁵, de Paris, qui nous a dit que notre clinique de réhabilitation était ce qu'il y avait de mieux au monde entier. On vient de partout pour prendre des informations et voir ce qui se passe ici.

Nous travaillons aussi à la prévention des accidents. De 1945 à 1953, le nombre des accidents a augmenté de 10,000, mais le nombre des salariés assujettis à la loi a augmenté de 126,000¹⁶. De sorte que, toute proportion gardée, il y a eu diminution réelle de 14 % des cas d'accidents, parce que la

prévention des accidents a été organisée et encouragée par la Commission. La prévention des maladies industrielles a également été organisée sur une base efficace et des cliniques ont été ouvertes dans les régions minières pour prévenir les maladies des mineurs. Celles de Noranda et de Bourlamaque ont effectué au-delà de 36,000 examens médicaux depuis 1950: à Noranda, par exemple, 18,176 ouvriers ont été examinés en quatre ans.

Dans le district de l'amiante, les compagnies ont aussi ouvert, à notre demande, des cliniques à Thetford, en 1946, et à Asbestos, en 1948, où se font 6,000 examens par année. Cette tâche utile a produit des résultats heureux. Le Dr Paul Cartier, directeur de la clinique de Thetford, a déclaré il y a quelque temps qu'aucun nouveau cas d'amiantose n'a été relevé dans la région de l'amiante depuis cinq ans. L'industrie de l'amiante a dépensé environ \$25,000,000 pour poser des systèmes de ventilation ou d'aspiration des poussières, de façon à assainir les conditions de travail. Il en a coûté \$1,200 par mineur dans le nord-ouest de la province et \$1,900, un montant encore plus considérable, dans le district de l'amiante.

Le député de Saint-Maurice semble dire que nous n'avons presque rien fait pour améliorer le sort des accidentés et de leurs dépendants. Au nombre des améliorations apportées par le gouvernement Duplessis au sort des accidentés, il convient également de mentionner que le libre choix du médecin a été remis à l'accidenté dès 1936, lequel choix libre lui avait été enlevé par le régime libéral en 1933. Un ouvrier a été nommé membre de la Commission des accidents du travail avec le titre de vice-président; en 1938, la silicose a été reconnue comme maladie industrielle couverte par la loi. Elle avait été retranchée de cette liste par le régime libéral en 1933.

Sous l'administration de l'Union nationale, \$2,850,000 ont été payés aux victimes de cette maladie et de l'amiantose alors que les libéraux n'avaient payé que \$300,000. En 1945, nous avons augmenté les allocations et créé un service de réhabilitation. L'allocation de funérailles a été portée de \$125 à \$175; cette même année, le montant de la compensation minimum a été porté de \$12.50 à \$15 par semaine. En 1947, une clinique de réhabilitation a été établie et la base du salaire pour le calcul de l'indemnité a été portée de \$2,000 à \$2,500, ce qui donnait \$1,100,000 de plus aux accidentés.

En 1949, nous avons donné un deuxième représentant aux ouvriers au sein de la Commission. En 1950, nous avons établi des cliniques médicales de prévention. En 1952, la base du salaire pour le

calcul de l'indemnité a été augmentée de nouveau de \$2,500 à \$3,000, ce qui représentait dans les deux cas une augmentation d'indemnités de plus de \$1,100,000 de plus pour les ouvriers blessés au travail; le pourcentage de l'indemnité a été porté de 66 % à 70 %. Tous les amendements adoptés depuis 10 ans signifiaient déjà \$3,000,000 de plus par année. Les amendements actuels signifient encore \$3,000,000, soit en tout \$6,000,000 par année.

En 1947, la pension payable à la veuve a été portée de \$40 à \$45 par semaine. La pension minimum payable à la veuve avec un enfant est portée de \$50 à \$55 par mois et de \$54.16 à \$65 par mois, si la veuve avait deux enfants. Ceci représentait \$300,000 de plus par année. De 1944 à 1954, le nombre des employeurs gouvernés par la Commission des accidents du travail a augmenté de 13,314 à 18,838, soit de 41 %, ce qui prouve le prodigieux essor industriel de la province de Québec sous l'Union nationale.

De 1945 à 1953 la Commission a versé au-delà de \$105,000,000, soit une moyenne de \$11,000,000 par année aux victimes d'accidents de travail. Ces blessés du travail reçoivent, outre le salaire qu'ils gagnent, une indemnité proportionnelle à leur degré d'incapacité. Je crois qu'il était impossible de faire plus en si peu de temps. Voilà en substance l'œuvre accomplie entre 1944 et 1954, c'est-à-dire en l'espace d'une seule décade, par l'administration Duplessis pour la réparation et la prévention des maladies industrielles.

Il (M. Barrette) rend hommage aux médecins qui ont collaboré gratuitement avec son ministère.

Voilà une aide efficace à l'ouvrier. Voilà de la véritable justice sociale mise en pratique, à effet et en vigueur par le gouvernement de l'Union nationale. Voilà des faits et non pas des paroles, des promesses.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien y a-t-il de veuves et d'orphelins qui bénéficieront de la nouvelle loi?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Deux mille veuves et 3,000 orphelins.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien ne recevront pas l'augmentation?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il est impossible de répondre à cette question.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai l'impression qu'un grand nombre de veuves espéreront beaucoup en lisant le compte rendu du discours du ministre. Elles seront grandement déçues. Elles penseront recevoir une augmentation d'indemnité, mais ne recevront rien du tout, car la limite du 70 % jouera contre elles. Qu'on supprime la limite de 70 % et qu'on augmente les indemnités de ceux qui ne bénéficient pas de la loi. Les économiquement faibles ne bénéficieront pas de la loi. Le Parti libéral continuera de réclamer la justice sociale.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député, commente-t-il, semble me reprocher d'avoir dit ce que j'ai dit. Il parle de scandale lorsque nous décidons d'augmenter les indemnités. J'ai prouvé qu'on faisait ici beaucoup plus qu'ailleurs. Autrefois, la loi s'appliquait seulement sur les deux tiers de \$2,000. C'est-à-dire que l'on ne pouvait recevoir que \$1,333. Aujourd'hui, le maximum a été porté à \$4,000 et l'on peut recevoir jusqu'à \$2,800. Pour cela, aussi, c'est le double. Si c'est un scandale que d'augmenter les indemnités de \$3,000,000, je me demande ce que c'est que la démagogie!

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Montpetit (Maisonnette): Le gouvernement actuel est presque toujours en retard pour mettre à exécution des lois salvatrices ou pour améliorer celles déjà existantes. Dans ce bill, il est question d'améliorer la loi des accidents du travail. On y porte à \$4,000 le montant maximum du salaire annuel qui peut être pris en considération dans la fixation des indemnités. Si je ne me trompe, je crois que ce maximum était de \$2,000 en 1939. Alors, si l'on tient compte de la dépréciation de la monnaie depuis 1939, ce n'est pas en 1954 qu'on aurait dû le porter à \$4,000 mais plutôt en 1951, comme l'a fait l'Ontario. Comme cette loi n'est pas rétroactive, les ouvriers de cette province, qui ont été victimes d'accidents du travail depuis 1951, subissent donc une perte.

Il en est de même pour l'augmentation de l'allocation pour frais funéraires, portée à \$200. Ici encore, on est trois ans en retard sur la province voisine. Dans le cas de la rente de la veuve de l'accidenté, qui est haussée à \$55, c'est encore beaucoup moins que ce qu'Ontario accorde depuis 1953, soit \$75. En ce qui regarde les enfants des accidentés décédés, on prévoit \$20 par enfant si la mère vit encore et \$30 dans le cas contraire, tandis qu'en Ontario, on accorde \$5 de plus dans chaque cas. Pour ce qui est de l'allocation de \$200 à la veuve que comporte le bill, nous sommes en retard de trois ans également sur l'Ontario qui l'a fixée à ce montant depuis 1951. Faute de mieux, les représentants des ouvriers, qui ont rencontré les membres du comité parlementaire des relations industrielles dans la matinée, ont accepté ce qui leur était présenté. Mais je suis sûr qu'ils auraient apprécié davantage une loi qui aurait été l'équivalent de celle de l'Ontario, tel que je l'ai mentionné.

M. Lemieux (Wolfe) fait quelques remarques au sujet de la silicose et des autres maladies du poumon attribuables à la poussière qui se dégage des minerais. Il connaît très bien la clinique d'Asbestos. Dans ce domaine, dit-il, les améliorations sont loin d'être ce qu'elles devraient être, et nombre de mineurs ne jouissent pas des avantages de ceux qui travaillent dans la région de Thetford Mines. Je demande, au ministre du Travail, les mêmes avantages pour les mineurs et les casseurs de pierres des Cantons-de-l'Est. Je demande pour eux les mêmes soins médicaux et un changement de leurs conditions de travail.

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame la formation d'un comité tripartite¹⁷.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre, vu que sa demande n'a rien à faire avec la présente loi.

M. Savard (Québec-Ouest): Autrefois, les indemnités accordées étaient basées sur l'âge et le salaire moyen des deux dernières années de travail. En vertu de quel article de la loi, à la suite du décès d'un célibataire ne soutenant pas ses parents, une indemnité a été payée à ses parents?

M. l'Orateur: À l'ordre. Cela ne doit pas entrer dans le débat sur le bill no 15.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis), que la motion en discussion soit

amendée en ajoutant tous les mots après "que" et en les remplaçant par les suivants:

"que le bill soit retourné au comité plénier avec instruction de faire disparaître la disposition qui limite l'indemnité des bénéficiaires de la loi des accidents de travail à 70 % du salaire moyen."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il ne découle pas du bill et ne se rapporte pas directement à son sujet, le tout contrairement aux dispositions de l'article 172 du Règlement. L'opposition, dit-il, s'ingénie à produire des motions hors d'ordre pour les inscrire dans les procès-verbaux. Il demande à l'Orateur de déclarer la motion hors d'ordre et d'ordonner qu'elle ne soit pas inscrite au procès-verbal.

M. Ross (Montréal-Verdun) conteste cette interprétation donnée aux règlements par le premier ministre.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare l'amendement irrégulier et nul, parce qu'il est informe, impossible d'exécution et ne découle pas du bill, le tout contrairement aux articles 172 et 173 du Règlement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion proposant que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Ledoux, Lemieux, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demande et dépôt de documents:

Concessions forestières

M. Goulet (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 16 décembre 1953 jusqu'au 30 novembre 1954, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 21)

Acquisitions de territoires agricoles

M. Goulet (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis

(M. Rochon), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 19 décembre 1951 jusqu'au 30 novembre 1954, se rapportant à la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (15-16 George VI, 1951-52, chapitre 38).

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 22)

Projets de loi:

Aide aux personnes invalides

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 19 pour venir en aide aux personnes invalides.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Que les dépenses occasionnées à la province par l'application et l'administration de la loi, qui accompagne la présente résolution, y compris le versement des allocations d'assistance, seront payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature; s'il n'en est pas voté ou s'ils sont insuffisants, elles seront payées, jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire à même le fonds consolidé du revenu.

Je demande au comité de voter l'argent nécessaire pour l'application de la loi visant à aider les invalides. Cette loi va s'ajouter à plusieurs autres

mesures législatives qui existent déjà et qui viennent en aide à différentes catégories de personnes.

(Applaudissements à droite)

Il y a d'abord des lois à haute portée sociale, comme la loi du crédit agricole, qui concourent à maintenir la stabilité sociale. Il y a ensuite ces lois qui touchent plus spécialement au domaine du bien-être social, comme les trois lois instituant les pensions de vieillesse, les pensions des aveugles et les pensions des mères nécessiteuses.

Je n'ai pas l'intention de placer la discussion sur le terrain politique avec cette question, mais je dois noter certains faits. Ce n'est pas par pure coïncidence si les quatre lois que je viens de mentionner n'ont jamais existé dans la province avant l'arrivée au pouvoir du premier ministre actuel et de son gouvernement. C'est la preuve que ceux qui nous accusent de ne rien faire ne sont que de mauvaise foi. J'ai entendu un de mes collègues de cette Chambre dire qu'il est sans doute très beau de voir quelqu'un exprimer son désir de venir en aide aux invalides, mais que ce qui compte, c'est d'agir, de faire quelque chose pour eux. C'est la raison pour laquelle nous présentons cette loi.

Je dois relever certaines déclarations que j'ai lues dans certains journaux. Certes, jusqu'ici, il est vrai qu'il n'y avait pas de loi pour verser des pensions aux invalides et aux infirmes du Québec jusqu'à présent; mais cela n'a pas empêché le gouvernement actuel de faire énormément dans la province pour cette catégorie de personnes qui n'était pas oubliée. Il faut que les membres de cette Chambre sachent les efforts du gouvernement de Québec dans ce domaine. Certains ont fait des comparaisons avec l'Ontario et avec d'autres provinces et ont laissé entendre que les infirmes et les invalides ont été négligés au Québec. Rien n'est aussi éloigné de la vérité. Je puis l'affirmer; il n'y a aucune province au Canada qui fait autant que la province de Québec pour venir en aide aux infirmes et aux invalides à la date de la présentation de cette loi.

J'ai entendu à la radio et lu dans des journaux que le Québec et une autre province étaient les seules provinces à avoir refusé de profiter de la loi fédérale concernant les invalides. C'est faux. Il n'y a aucune province où cette loi ait été déjà appliquée, pour l'excellente raison que la loi n'est pas encore en vigueur. Elle a été sanctionnée au mois de juin. En novembre 1954, elle est entrée en vigueur sur proclamation et il a été décidé qu'elle prendrait effet en janvier 1955. On ne peut donc dire que nous sommes en retard sur les autres provinces dans ce domaine, puisque la loi fédérale n'entre en force que

le 1^{er} janvier 1955. Par surcroît, l'Union nationale n'a pas attendu cette loi pour aider plusieurs catégories d'invalides du Québec. Il s'est même montré très généreux à leur égard, car il a déjà dépensé des millions de dollars en leur faveur. Dans ce domaine, Québec est en avance sur toutes les autres provinces.

Actuellement, même sans loi concernant ces invalides, le gouvernement de la province de Québec, sous des formes diverses, paie des allocations à environ 30,000 personnes invalides et infirmes. D'après les dernières statistiques complètes, il y avait en 1951, au Québec, 25,784 personnes invalides qui ont reçu cette année-là pour \$7,932,119.54 d'allocations, sans compter les accidentés du travail recevant des pensions en vertu de la loi des accidents du travail, sans compter les aveugles et les vieillards pensionnés en vertu des lois des pensions de vieillesse et des aveugles.

Sur les 25,784 personnes invalides qui ont reçu \$7,932,119.54 en 1951, il y avait 8,905 mères nécessiteuses, partiellement ou définitivement invalides, qui ont touché \$2,315,645, et 3,240 colons invalides qui ont eu \$340,383 en vertu de la loi pour secourir les colons nécessiteux, ainsi que des personnes des classes "B" et "C" de la loi de l'assistance publique. La nouvelle initiative du gouvernement n'est que la suite logique de ses réalisations du passé. Nous arrivons avec cette nouvelle loi; et nous espérons que tous les membres de cette Chambre la voteront sans hésitation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Lors de l'adoption de la loi fédérale d'aide aux invalides, l'honorable M. Martin¹⁸ a mentionné que de 25,000 à 30,000 personnes seraient couvertes par cette législation dans tout le pays. De ce nombre, combien se trouvent dans le Québec?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le nombre de ceux qui souffrent d'invalidité totale permanente dans la province et qui bénéficieraient de la loi que présente actuellement le gouvernement provincial s'élève présentement à près de 6,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): D'après ce que prévoyait l'an dernier le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, la présente loi s'appliquerait à environ 8,000 personnes. La dépense que le gouvernement veut être autorisé à faire sera d'environ \$1,600,000 sans compter les frais d'administration, cela en tenant compte du fait que chaque personne recevra \$20 par mois de Québec. Les autres \$20 de la pension mensuelle viendront

d'Ottawa. Je voudrais savoir quel sera le coût probable de la loi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il y a évidemment beaucoup d'invalides qui ne tomberont pas sous le coup de la loi. En nous basant sur l'expérience de l'Ontario et sur les catégories de personnes qui seront touchées par la loi, nous anticipons que le nombre des bénéficiaires, pour la première année, se situera entre 5,000 et 6,000, probablement plus près de 6,000, et augmentera graduellement ensuite jusqu'à environ 8,000 vers 1965. Pour la première année, l'application de la loi devrait coûter entre \$1,300,000 et \$1,500,000 à part les frais d'administration. Ceux-ci sont difficiles à établir, car il est possible que les inspecteurs agissant pour le compte de la Commission des allocations sociales du Québec puissent agir pour l'application de la présente loi, ce qui réduirait les dépenses d'administration.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Ledoux, Lemieux, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 19 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 pour venir en aide aux personnes invalides soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) se prononce en faveur du principe du bill. Il dit que l'opposition a réclamé à plusieurs reprises une semblable mesure, que le sort des invalides est vraiment digne d'attention et qu'il votera avec plaisir en faveur du projet de loi en deuxième et en troisième lecture. Il rappelle qu'il manquait une loi sociale à la série des lois actuellement en vigueur dans la province. Il formule l'espoir que les règlements seront suffisamment larges pour couvrir tous les cas de misère et suggère qu'on insère dans le bill une disposition comme celle qui existe dans le cas des pensions de vieillesse et qui permet de couvrir certains cas spéciaux, même quand ils ne rencontrent pas strictement les exigences de la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) offre au premier ministre de finir l'étude de la loi dès ce soir.

M. Ducharme (Lavolette) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Fox (Brome), selon *Le Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 3; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1, et

M. Courmoyer (Richelieu), selon *Le Devoir* du 17 décembre 1954, à la page 3.

2. Le premier ministre fait allusion au bill sur l'aide à l'habitation.

3. *Le Nouvelliste* du 15 décembre 1954, à la page 1, estime que, depuis le début de la session, le débat sur cette loi fut le plus long en durant "une dizaine d'heures". Le débat sur l'électrification rurale, qui avait dépassé neuf heures, détenait le record jusqu'à présent.

4. Chiffre du *Soleil* du 15 décembre 1954, à la page 12. *La Presse* du 15 décembre 1954, à la page 42, mentionne 4,535 prêts.

5. *L'Action catholique* du 15 décembre 1954, à la page 22, indique que M. Dupré avait déjà fait cette suggestion par le passé.

6. *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 2, rapporte que M. Dupré lisait son discours: "cela ne lui arrive presque jamais. Il a jugé préférable de le faire en traitant de l'habitation, car il avait beaucoup de statistiques à citer. Les règlements interdisent de lire les discours, mais on tolère".

7. Nommé en 1925 curé de la paroisse de Sainte-Marguerite de Cortone dans le diocèse de Trois-Rivières, l'abbé Louis-Joseph Chamberland a contribué à résoudre la crise du logement dans cette paroisse nouvellement érigée. En 1949, il a formé une coopérative d'habitations qui a construit 50 maisons dans la première année. Le premier ministre Duplessis se serait inspiré du succès de cette coopérative pour élaborer son projet de loi sur le logement en 1948. Voir Albert Tessier, *Le miracle du curé Chamberland*, Trois-Rivières, Les Éditions du Bien Public, 1950, 118 p.

8. *The Sherbrooke Daily Record* du 15 décembre 1954, à la page 10, mentionne le nom de François Caron.

9. Premier ministre conservateur de l'Ontario entre 1949 et 1961.

10. Chiffre du *Soleil* du 15 décembre 1954, à la page 14. *Le Devoir* du 15 décembre 1954, à la page 3, mentionne \$66.

11. *Le Montréal-Matin* du 15 décembre 1954, à la page 3, rapporte que, après toute l'obstruction de la

part des libéraux depuis deux séances, "l'enregistrement du vote a provoqué des rires ironiques, à droite, lorsque tous les membres de l'opposition se sont levés afin d'appuyer le projet de loi".

12. *Le Nouvelliste* du 15 décembre 1954, à la page 1, estime que le débat sur cette loi a duré moins de deux heures. *La Presse* du 15 décembre 1954, à la page 42, affirme plutôt que la discussion "n'a guère duré plus d'une heure".

13. Voir le *Workmen's compensation in Canada. A comparison of provincial laws*, Department of Labour of Canada, 1953-1955, p. 38-39.

14. Chiffre de *L'Action catholique* du 15 décembre 1954, à la page 11. Le *Montréal-Matin* du 15 décembre 1954, à la page 12, indique 2,818 patients.

15. André Salmont, médecin français spécialisé dans l'organisation de la sécurité du travail et l'amélioration de l'hygiène industrielle.

16. Chiffre de *L'Action catholique* du 15 décembre 1954, à la page 11. *Le Soleil* du 15 décembre 1954, à la page 6, indique pour sa part 127,000.

17. *Le Soleil* du 15 décembre 1954, à la page 8, mentionne que M. Hamel avait déjà fait cette suggestion devant le comité parlementaire des relations industrielles qui siégeait le matin.

18. M. Paul-Joseph-James Martin (1903-1992), ministre fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social dans le cabinet Saint-Laurent de 1946 à 1957.

Séance du mercredi 15 décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun (M. Ross).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 167 concernant l'Aluminium Company of Canada Limited et la ville de La Tuque;

- bill 107 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 199 constituant en corporation la congrégation du Très Saint-Sacrement;

- bill 201 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean;
- bill 223 modifiant la charte de la ville de Saint-Laurent.

Projets de loi:

Sainte-Geneviève

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Aluminum Company
of Canada Ltd**

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 concernant l'Aluminium Company of Canada Limited et la ville de La Tuque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Congrégation du Très Saint-Sacrement

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 constituant en corporation la congrégation du Très Saint-Sacrement.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Jean

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Laurent

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 223 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 223 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société Saint-Jean-Baptiste de Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 de la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commune de la Seigneurie de la Baie-du-Febvre

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 conférant aux président et syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, certains droits et pouvoirs dans le cas d'expropriation pour fins d'utilité publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de l'hôpital Notre-Dame

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 concernant la

Commission des écoles catholiques de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 modifiant la charte de La ville d'Alma soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 modifiant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Demandes de documents:

Permis de la Commission des liqueurs

M. Lafrance (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste de tous les établissements auxquels la Commission des liqueurs de Québec a émis, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, des permis pour la vente de liqueurs alcooliques.

Adopté.

Forces hydrauliques de la rivière Bersimis

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats accordés par le gouvernement de la province ou l'Hydro-Québec, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, inclusivement, relativement aux travaux se rapportant à la construction de barrages, d'usines hydroélectriques, de lignes de transmission d'électricité, de travaux de coupe de bois ou défrichement, en rapport avec le développement des

forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, ainsi que copie de tous contrats et ententes en rapport avec la préparation des plans se rapportant aux susdits travaux.

Adopté.

Décès de M. Pierre-Auguste Lafleur²

M. Ross (Montréal-Verdun) déplore la mort de M. P.-A. Lafleur, qui a représenté le même comté à la Législature pendant plusieurs années. Il rappelle la brillante carrière de M. Lafleur, comme échevin de Verdun et comme député de cette même circonscription de 1923 à 1939.

Ce fut l'une des plus belles et des plus grandes figures dans l'histoire de Verdun. Il a été un homme politique d'une grande intégrité. Sa droiture était proverbiale et il laisse le souvenir d'un grand philanthrope et d'un grand chrétien. Je sympathise avec le premier ministre, dont M. Lafleur était un ami intime, et j'offre à la famille en deuil mes plus sincères condoléances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie le député de Verdun de sa délicate pensée. Il y a peu de chose à ajouter au témoignage que vient de rendre à M. Lafleur un ancien adversaire. J'y vois de la part du député de Verdun une manifestation de la courtoisie et de la largeur d'esprit qui devraient toujours exister entre adversaires politiques. M. Lafleur fut certainement un excellent député et il a beaucoup contribué à la création du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Il (M. Duplessis) loue l'esprit de travail du disparu et s'associe au député de Verdun pour offrir officiellement les condoléances du gouvernement à sa famille.

Code du travail

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion du représentant de Lévis (M. Bélanger) proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Une copie de tout projet de Code du travail remis au gouvernement de cette province, à un de ses fonctionnaires ou officiers, par le Conseil supérieur du travail, ou un de ses comités ou officiers, au cours de l'année 1953.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le document en question ne sera pas produit parce qu'il n'est pas d'intérêt public³.

M. Bélanger (Lévis): Je ne comprends pas l'attitude du premier ministre sur cette question. Il s'agit d'un document émanant d'un organisme créé par la Législature en 1940. Le Conseil supérieur du travail est un organisme provincial formé à la demande de toutes les organisations ouvrières et patronales. Il comprend 24 membres représentant à la fois les patrons, les ouvriers et les sociologues. Ces 24 membres, qui donnent le meilleur d'eux-mêmes à l'étude des questions qu'on leur soumet, se sont entendus sur un projet de code. En 1950, cet organisme s'est chargé de préparer un projet de code qui a fait l'unanimité et qui a ensuite été rédigé en termes légaux par des experts en droit. Pour une fois, nous avions l'unanimité entre tous les groupes intéressés à la paix sociale...⁴

M. l'Orateur: D'après l'article 686 du Règlement, le refus de répondre à une question de la part d'un ministre, pour des motifs d'intérêt public, ne peut être discuté ou donner lieu à un débat.

M. Bélanger (Lévis): Il s'agit non pas d'une question, mais d'une motion pour production de documents.

M. l'Orateur déclare qu'il réserve sa décision sur le sujet⁵.

Projets de loi:**Aide aux
personnes invalides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 14 décembre courant, sur la motion du représentant de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) proposant que le bill 19 pour venir en aide aux personnes invalides soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare que cette mesure est accueillie avec joie par celui qui, pendant près de 10 ans, a réclamé cette aide aux invalides de sa province, bien que la date de son application ne soit encore décidée ni à Québec, ni à Ottawa. Si je pouvais voter des deux mains, dit-il, je le ferais dans ce cas. La loi fédérale a été votée à

l'unanimité et il en sera de même ici, ce qui prouve que ceux qui ont parlé en faveur des invalides avaient raison. Si on doit féliciter quelqu'un pour avoir appuyé ce projet, c'est bien Lionel Bertrand, député libéral de Terrebonne aux Communes. Il est le premier à l'avoir proposé à la Chambre fédérale.

Il m'est arrivé, en réclamant cette mesure, de me faire traiter de démagogue, mais les monceaux de lettres que j'ai reçues et dans lesquelles les invalides racontaient leurs misères me démontrent que cette loi répond vraiment à un besoin. Le Parti libéral a fait de la pension aux invalides un article de son programme en 1950. Nous étions alors d'avis que les provinces devaient devancer Ottawa. Comme question de fait, deux ou trois provinces ont établi l'aide aux invalides avant la loi fédérale. La législation sociale relève des provinces. Celles qui veulent profiter de la loi fédérale se trouvent en quelque sorte à abandonner une partie de leur souveraineté en faveur des invalides.

Malheureusement, la loi fédérale n'a pas une portée très large. Elle ne définit pas l'invalidité, sauf qu'elle mentionne qu'il devra s'agir d'une invalidité totale et permanente. Pour avoir une définition plus précise, il faudra attendre les conventions qui seront conclues entre les provinces et Ottawa. Mais le ministre fédéral de la Santé (l'honorable M. Martin)⁶ nous a donné une idée de ce qu'il entendait par invalidité totale et permanente au sens de la loi. C'est cette invalidité qui ne peut être guérie dans un avenir prévisible et qui fait que celui qui en est atteint ne peut pas vaquer à ses occupations ordinaires, ni subvenir à ses propres besoins.

Et si la loi fédérale ne donne pas de définition précise, elle mentionne par contre plusieurs catégories de personnes auxquelles la loi ne s'appliquera pas. Elle exclut, par exemple, ceux qui ont moins de 18 ans et ceux qui sont recueillis dans un hôpital, un hospice ou une autre institution de bienfaisance. La vraie portée de la loi fédérale n'est donc pas très considérable. C'est malheureusement le plus grand nombre qui en est exclu.

Le grand oublié, dans la loi fédérale, c'est l'enfant. Jusqu'à 16 ans, l'enfant n'a droit qu'aux allocations familiales et constitue une charge très lourde, et c'est aux parents qu'il incombe de suppléer aux allocations familiales dans ces cas. Celui qui est invalide entraîne nécessairement plus de dépenses que celui qui est constitué normalement, et je trouve étrange que la loi fédérale ne donne rien entre 16 et 18 ans.

Environ 30,000 personnes y seraient éligibles au Canada et environ 6,000 au Québec. Il va falloir que nous utilisions nos pouvoirs provinciaux pour

compléter ce qui manque dans la loi fédérale, de façon que tous les invalides soient mis sur le même pied et que chacun ait sa part de justice, en vertu de la loi provinciale qui affirme les droits du Québec dans ce domaine.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare qu'il a quelques remarques à ajouter en marge des discours du député de Verdun (M. Ross) et du chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition vient de déclarer que la législation sociale est du domaine provincial. Il a raison. Je n'ai pas à revenir sur les affirmations de principe qui ont été faites énergiquement par le chef du gouvernement. C'est ce que nous avons toujours prétendu. Et c'est parce que nous voulons réaffirmer ce principe que nous mettons dans le préambule: "Attendu que la Constitution canadienne reconnaît aux provinces le droit exclusif de légiférer en matière de propriété et de droits civils qu'il est opportun, dans les circonstances actuelles, de conclure une entente avec le fédéral au sujet du paiement d'allocation aux invalides". Dans la loi fédérale, on ne mentionne pas le cas des enfants. On ne sait pourquoi. Je ne sais pas plus que le chef de l'opposition pourquoi la loi n'est faite que pour ceux qui ont moins de 18 ans. Mais je voudrais qu'on comprenne qu'il s'agit d'une allocation aux invalides affectés d'une invalidité complète et permanente.

Il (M. Sauvé) fait la nomenclature des cas qui ne sont pas prévus par la loi fédérale, soit les personnes dans les institutions, les enfants en bas de 18 ans.

C'est pour le gouvernement provincial une charge nouvelle. Cette législation vient s'ajouter aux allocations déjà données à une trentaine de milliers de personnes invalides dans la province par les organismes qui distribuent présentement des allocations aux invalides. Pour l'année courante, nous paierons \$10,000,000, si nous ne dépassons pas ce montant. C'est une mesure du gouvernement qui vient compléter une législation sociale déjà très avancée, qui vient s'ajouter à la trilogie des allocations déjà payées aux mères nécessiteuses, aux aveugles et aux vieillards.

Nous nous trouvons présentement dans une situation que je veux discuter franchement. Le chef de l'opposition condamne certaines restrictions contenues dans la loi fédérale. C'est toujours la même chose chaque fois que nous venons pour accepter une offre du fédéral. D'après la loi fédérale, Ottawa et Québec paieront chacun 50 %, mais en réalité, la province de Québec paiera presque tout. Depuis des années, la province paie des millions aux

invalides de toutes catégories dans le Québec. Il y a maintenant une législation fédérale qui vient d'être sanctionnée. Il est du devoir du gouvernement de collaborer ici avec le gouvernement d'Ottawa.

La législation fédérale étant appliquée dans tout le Canada, si la province de Québec ne prenait pas avantage de cette situation, nous paierions notre quote-part pour les invalides de tout le Canada, sans que ses propres invalides bénéficient des deniers qu'elle envoie à Ottawa, tout en continuant à payer 100 % pour les invalides de la province de Québec.

Le député de Verdun (M. Ross) dit que cette loi est un article du programme libéral. Je dis que ce n'est pas un article politique, mais une réalisation du gouvernement actuel, ce qui est certain.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 82.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est important et nécessaire de mettre en relief

certaines vérités inébranlables, qui paraissent être oubliées. Il faut établir un fait essentiel. On a discuté de la paternité du bill de l'aide aux invalides. Cette paternité est vieille comme l'arrivée de celui qui l'a prêchée. Elle est un sentiment de philanthropie établi sur le monde il y a des siècles et des siècles. Ceux qui discutent sur la paternité de l'aide aux invalides⁷ oublient des vérités fondamentales, entre autres, la législation éminemment féconde donnée par le Christ lui-même: "Aimez-vous les uns les autres".

Voilà une vérité fondamentale qui date de loin. C'est là tout le principe de la loi. C'est dans les prescriptions du Code civil que c'est un devoir de s'entraider. C'est une paternité plus importante que les paternités temporaires et humaines. Ce sont là des vérités qui ne changent pas. Je crois que nous devons avoir tous l'œil ouvert sur les désastres que peut produire l'étatisation de la charité et de la philanthropie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les vérités rappelées par le premier ministre sont tellement vraies qu'il n'est pas même nécessaire de les mentionner. Nous ne cherchons nullement à étatiser la charité ou la philanthropie, mais tout simplement de pourvoir notre législation des moyens d'aider les infirmes, à rapprocher l'État de la santé et à donner à la loi une portée aussi large que possible. D'ailleurs, tout le monde s'accorde sur l'opportunité de la présente mesure.

M. le président: Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi,

a. "allocation d'assistance" signifie un versement fait par le gouvernement de la province, à une personne invalide, en vertu de la présente loi;

b. "commission" désigne la Commission des allocations sociales du Québec;

c. "Loi sur les invalides" désigne la loi 2-3 Elizabeth II chapitre 55, ainsi intitulée, adoptée par le Parlement du Canada, sanctionnée le vingt-six juin 1954 et qui entre en vigueur à une date que le gouverneur en conseil fixe par proclamation".

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre (l'honorable M. Sauvé) si ce n'est pas le temps de parler des définitions.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) réfère l'opposition aux règlements publiés dans la *Gazette du Canada* et prévoyant les cas couverts par la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'avais cru comprendre que les règlements seraient édictés, après entente avec les autorités provinciales.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai participé aux discussions qui ont eu lieu à Ottawa et il fut question de modalités qui pourraient être acceptées par Ottawa, si les provinces l'exigeaient. Les règlements pour l'attribution de la pension ont été arrêtés par les autorités fédérales. Ces règlements ont été, en principe du moins, préparés à la suite de consultations avec les provinces. Selon ces règlements, une personne sera considérée comme invalide et sera éligible à la pension lorsqu'elle sera atteinte d'une infirmité majeure constatée par examen médical; lorsque cette infirmité aura été jugée incurable et qu'en raison de cette infirmité elle ne pourra prendre soin d'elle-même.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'allocation d'assistance mensuelle payable en vertu de la présente loi sera le double de la contribution la plus élevée que le gouvernement fédéral payera à la province en vertu de l'article 3 de la loi sur les invalides. Cette allocation sera payée à toute personne résidant dans la province et remplissant les conditions prévues par ladite loi sur les invalides et par la convention conclue sous l'empire de l'article 3".

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La province paiera \$40, et \$20 lui seront remboursés par le fédéral. Je dis cela à dessein, car ce sont les provinces qui ont la charge de l'administration de la loi, ce qui entraînera pour celle-ci des frais considérables. L'initiative de l'émission des pensions demeure au gouvernement provincial: les demandes devront être adressées à la Commission des allocations sociales du Québec et pourvues d'un certificat de médecin. La Commission pourra exiger un examen médical, lorsqu'elle jugera insuffisant le certificat produit par le postulant. Le gouvernement fédéral, à son tour, pourra exiger un examen médical devant une commission médicale fédérale. Cet examen se fera dans des centres aussi rapprochés que possible du domicile du postulant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) veut savoir quand le gouvernement commencera à payer les pensions.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Aussi tôt que possible. Je crois qu'un projet d'entente a été préparé par le gouvernement fédéral. Il est possible que des clauses de l'entente soient reformulées afin de garantir les principes des droits des provinces. Dans ces cas-là, on échange de la correspondance. Je ne peux dire à quelle date précise du mois de janvier ces allocations seront payées, mais nous nous occuperons de cette question avec rapidité.

Il (M. Sauvé) déclare que, pour sa part, il n'a nullement l'intention de retarder ce délai. C'est l'intention du gouvernement, dit-il, de tenter de mettre la loi en application dans la province, sans augmenter le personnel actuel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) comprend que les postulants qui sont malades auront à passer un examen de leurs ressources. Est-ce que ce sont des médecins du gouvernement provincial ou fédéral qui examineront les personnes souffrant d'invalidité permanente avant d'approuver leur demande?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Ce sont des médecins d'une commission fédérale qui procéderont aux examens médicaux.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande s'il existe des dispositions pour les cas limites. Dans les allocations aux aveugles et aux mères nécessiteuses, il y a des dispositions spécifiques qui autorisent le ministre provincial de la Santé à rendre une décision finale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il est préférable de ne rien changer à l'entente fédérale-provinciale qui est proposée pour aider les personnes invalides. On peut modifier la loi plus tard si jamais des injustices survenaient.

M. Dupré (Verchères) pose une question.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande en français à M. Sauvé s'il peut avoir la traduction anglaise des clauses lues par le ministre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Est-ce que le député de Saint-Louis désire qu'on lui lise les clauses dans sa langue maternelle?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Non.

(Le débat se poursuit)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

fait la même remarque.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je pense que je parle assez bien le français.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il est raisonnable de commencer par appliquer la loi générale. Plus tard, ajoute-t-il, nous verrons aux cas d'exception, si nécessaire.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. Pour assurer le bon fonctionnement de la présente loi et en déterminer les modalités d'application, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à adopter des règlements conciliables avec la présente loi et avec la convention qui pourra en résulter."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

propose un amendement. Cet amendement, dit-il, permet au gouvernement d'édicter des pénalités contre ceux qui tenteraient d'obtenir l'allocation sans en avoir droit.

Il découle des règlements fédéraux qu'ils laissent aux provinces l'administration de la loi. C'est le gouvernement provincial qui en paye tous les frais; le gouvernement fédéral ne remboursera que la part de l'allocation qu'il s'est engagé à payer, soit dans le cas présent \$20 par cas.

Nous ne tenons pas à édicter des pénalités, mais, dans la loi fédérale, on exige que la province édicte des pénalités. C'est le pourquoi de l'amendement.

Cet article est amendé et le mot "et" est supprimé et on ajoute "et édicter les pénalités requises" entre les mots "application" et "le lieutenant-gouverneur".

L'amendement est adopté.

L'article 10 ainsi amendé est adopté.

Les articles 11 et 12, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est important et nécessaire de mettre en relief certaines vérités inébranlables qui paraissent être oubliées. Il faut établir un fait essentiel. On a discuté de la paternité du bill de l'aide aux invalides. Cette paternité est vieille comme l'arrivée de celui qui l'a prêchée. Elle est un sentiment de philanthropie établi sur le monde il y a des siècles et des siècles.

C'est dans les prescriptions du Code civil que c'est un devoir de s'entraider. C'est une paternité plus importante que les paternités temporaires et humaines, car l'étatisation de la charité peut produire des désastres. Ce sont là des vérités qui ne changent pas. "Aimez-vous les uns les autres", voilà une vérité fondamentale qui date de loin.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, Thuot, 82.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des accidents du travail, président

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 concernant le président de la Commission des accidents du travail de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le but de la loi est de donner le prestige judiciaire de la magistrature au président de la Commission sur recommandation du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette).

M. Grenier⁸ est un des membres les plus éminents du Barreau du Québec. Ses hautes qualifications, admises par tous, ainsi que l'importance que comporte la charge de président de la Commission des accidents du travail, réclamaient sa nomination comme juge de district. Me Grenier remplissait ses importantes fonctions d'une manière particulièrement remarquable.

M. Bélanger (Lévis): Je crois comprendre qu'avec cette loi le président de la Commission des accidents du travail aura droit à son traitement de président et à son traitement de juge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non. M. Grenier ne touchera que son traitement de président de la Commission, mais il sera considéré comme juge pour les fins de la pension. C'est d'ailleurs ce qui se passe normalement quand un juge se voit confier des fonctions du genre. Le traitement de président serait de \$11,000.

Nous avons présenté ce bill simplement pour éviter une longue procédure, éviter de le faire démissionner comme président, pour le nommer juge, puis recommencer président, ce qui est une nécessité sous la présente loi.

M. Bélanger (Lévis): Le bill n'a-t-il pas un autre but?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour donner à la Commission le prestige judiciaire. Ce n'est pas un précédent. Il existe déjà plusieurs cas du genre. M. Grenier remplit ses fonctions de président d'une manière particulièrement remarquable. Il est compétent, juste, sympathique. Quand j'ai connu M. Grenier, je me suis demandé pourquoi il n'était pas venu au monde à Trois-Rivières, car c'est un homme tellement sympathique.

M. Bélanger (Lévis): M. Grenier ne pourra pas remplir les fonctions de juge de district?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si, si, du jour au lendemain. Si M. Grenier quittait son poste de président après sa nomination à la magistrature, il pourrait siéger immédiatement comme juge de district. Il sera juge comme tous ses collègues. Ce n'est pas la première fois qu'un juge dirigera une commission ou un organisme du genre.

Il cite l'exemple de MM. Boivin et Brassard⁹ qui ont dirigé des commissions et qui ont été dans le même cas que M. Grenier.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Ledoux, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon,

Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Thuot, 82.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement¹⁰

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement. Nous allons attendre, dit-il, que le Conseil législatif termine l'étude des lois. Il y aura ensuite une sanction. Nous tenons à ce que la loi concernant les invalides, en particulier, soit sanctionnée tout de suite. Après la sanction, les membres de l'opposition pourront s'en retourner chez eux pour préparer leurs discours en vue de la seconde partie de la session. J'espère que leurs discours seront alors moins longs et plus substantiels que ceux que nous avons entendus jusqu'à maintenant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que la Chambre pourrait s'ajourner au 7 janvier¹¹.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée avant 6 heures.

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1; M. Courmoyer (Richelieu), selon *Le Devoir* du 16 décembre 1954, à la page 3, et M. Fox (Brome), selon *Le Soleil*, du 14 janvier 1955, à la page 3. Par ailleurs, *L'Action catholique* du 16 décembre 1954, à la page 25, nous rapporte qu'une tempête de neige s'est abattue sur Québec pendant la nuit du 14

au 15. Le lendemain, "l'honorable Maurice Duplessis est au nombre de ceux que la tempête d'aujourd'hui n'a pas épargnés. D'abord, le chef du gouvernement a dû se rendre à son bureau, en voiture, au lieu de faire à pied, comme d'habitude, le trajet entre le Château et le Parlement. Ensuite, l'électricité faisait défaut ce matin, au parlement, entre 9 heures et 9 h 30. M. Duplessis, qui est entré par l'édifice de la rue Sainte-Julie, où se trouve son bureau, a été forcé de monter les escaliers jusqu'au troisième étage. Les ascenseurs étaient momentanément en panne."

2. M. Pierre-Auguste Lafleur (1872-1954) est décédé le 14 décembre. Il fut échevin de la municipalité de Verdun (1921-1933), député conservateur dans Montréal-Verdun en 1923, 1927, 1931, 1935 et, en 1936, en tant que député de l'Union nationale. Candidat défait en 1939, 1944 et 1948. Voir le *Dictionnaire des Parlementaires, 1792-1992*, Québec, PUL, p. 412-413.

3. Le journaliste du *Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1, estime qu'il s'agit là d'une "façon réglementaire de se débarrasser d'une question embarrassante".

4. *Le Soleil* du 16 décembre 1954, à la page 1, indique que "le député de Lévis allait continuer à décrire le fonctionnement du Conseil supérieur, quand l'Orateur de la Chambre, l'honorable Alexandre Taché, l'a interrompu".

5. Sur cette question, voir la séance du 1^{er} février 1955.

6. M. Paul-Joseph-James Martin (1903-1992), ministre fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social (libéral) de 1946 à 1957.

7. *La Patrie* du 16 décembre 1954, à la page 13, rapporte que M. Duplessis fait allusion ici à MM. Ross et Lapalme qui avaient affirmé que cette loi était d'inspiration libérale.

8. Me Joachim Grenier (1893-1970), nommé président de la Commission des accidents du travail en 1950. Nommé juge en district (1955) tout en demeurant président de la Commission, il siège régulièrement à la Cour à partir de 1960 et prend sa retraite en 1969.

9. Me Eudore Boivin (1888-1948), maire de Rivière-du-Moulin (1928-1935), juge à la Cour de magistrat

pour le district de Chicoutimi (1943) et président de la Commission des relations ouvrières de 1944 à 1948.

10. La présente séance se termine plus tôt parce que, selon *L'Action catholique* du 16 décembre 1954, à la page 1, "il ne restait plus aucun projet de loi à l'ordre du jour. On ne pouvait pas commencer l'étude des crédits, puisque le budget n'est pas encore déposé. Le premier ministre proposa alors l'ajournement à cet après-midi". Toutefois, les journaux n'ont pas pu nous indiquer à quelle heure la séance fut levée.

11. *L'Action catholique* du 16 décembre 1954, à la page 1, rapporte que le ton de Duplessis "était plutôt celui de la taquinerie. On croit généralement que la session reprendra le 11 janvier". Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 16 décembre 1954, à la page 3, précise que les députés "se demandaient s'il ne faisait que les taquiner étant donné que cette date tombe un vendredi et que la Chambre ne pourrait siéger qu'une fois avant la fin de semaine".

Séance du jeudi 16 décembre 1954

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 202 concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir accepter leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Succession
Charles-Séraphin Rodier**

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que le bill 202 concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier, ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 181 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos;
- bill 218 concernant la Commission scolaire catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil;
- bill 128 modifiant la charte de la cité de Westmount;

- bill 197 changeant le nom de Mabel Webber en celui de Mabel Webber Daniel.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 concernant la ville de Lachute;
- bill 229 modifiant la charte de la ville de Beauport.

Projets de loi:

**Commission scolaire
d'Asbestos**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Asbestos.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire catholique
de Lachute**

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 218 concernant la Commission scolaire catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 218 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Westmount

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la charte de la cité de Westmount.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mabel Webber

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 changeant le nom de Mabel Webber en celui de Mabel Webber Daniel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lachute

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant la ville de Lachute.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Beauport

M. Chalifour (Portneuf) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 229 modifiant la charte de la ville de Beauport.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 229 sans l'amender.

M. Chalifour (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des frères de la Charité, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de The Children's Memorial Hospital of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Société Saint-Jean-Baptiste de Rimouski

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Frères de la Charité

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 modifiant la charte de Les frères de la Charité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 215 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Children's Memorial Hospital

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 239 concernant The Children's Memorial Hospital.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Kénogami

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 241 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Décisions de l'Orateur:

Déclaration faite hors de la Chambre

M. l'Orateur: Il y a quelques jours, le 1^{er} décembre, au commencement de la séance, l'honorable

député de Québec-Ouest (M. Savard) s'est levé sur ce qu'il a prétendu être une question de privilège.

Il a référé à une déclaration faite par l'honorable premier ministre, en rapport avec la gratification accordée aux employés civils, à l'occasion des Fêtes. Cette déclaration de l'honorable premier ministre a été faite par la voie des journaux, hors de cette Chambre. J'ai consulté Campion dans son travail *An Introduction to the Procedure of the House of Commons*. D'après Campion, une telle déclaration ne peut faire le sujet d'une question de privilège.

Il (l'Orateur) promet de rendre une décision concernant le député de Lévis (M. Bélanger).

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire 1954-1955

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1955, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 16 décembre 1954
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Subsides:

Budget supplémentaire 1954-1955

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général: honoraires des vétérinaires à temps partiel et dépenses de matériel divers (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-huit mille dollars soit ouvert à sa Majesté pour "Subventions pour la prévention de la délinquance juvénile: dépenses occasionnées par l'incendie des dépendances de l'Orphelinat d'Huberdeau (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-dix mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs Nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconstruction de l'entrepôt de La Sarre détruit par un incendie (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais divers: dépenses occasionnées par le développement du service d'examens des chauffeurs d'automobile, etc. (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Plaques: véhicules-moteurs et colporteurs (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions cinq cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Journaux d'éducation (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers: travaux municipaux d'aqueducs et d'égouts à Chibougamau (dépenses remboursables par le fonds municipal) (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de bateaux (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions diverses pour aider à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'apprentissage en pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux divers de construction (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté

provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, archives et services culturels divers: Commission des monuments historiques ou artistiques (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-neuf mille sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique, y compris aménagement du nouvel immeuble de l'École des beaux-arts de Montréal (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire: augmentation du nombre des classes (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts, y compris salaires et main-d'œuvre (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reboisement et pépinières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-routes (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagement et loyers d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont de Valleyfield-Coteau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1955.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1954-1955

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1955, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$13,794,650.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce budget supplémentaire est en grande partie consacré à des fins d'éducation et de santé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) consent à ce que le budget soit voté séance tenante avec l'entente qu'il pourra être discuté lors du débat général sur le budget.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1954-1955

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 octroyant

à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1955, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- bill 15 modifiant la loi des accidents du travail;
- bill 18 concernant le président de la Commission des accidents du travail de Québec;
- bill 19 concernant l'aide aux personnes invalides;
- bill 99 modifiant le Code civil;
- bill 111 concernant les testament et codicille de feu Lady Amy Redpath Roddick;
- bill 115 constituant en corporation la New Apostolic Church of North America;
- bill 160 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 concernant les adjoints parlementaires;
- bill 11 modifiant la loi 9 George VI, chapitre 8;
- bill 20 concernant les coopératives d'électricité;
- bill 101 autorisant la municipalité du canton de Granby à imposer une taxe de vente dans les limites de son territoire;

- bill 104 changeant le nom de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet;

- bill 108 annexant, pour des fins scolaires, le territoire de la Commission scolaire de Contrecoeur ouest au territoire de la Commission scolaire du village de Contrecoeur et changeant le nom corporatif de cette dernière;

- bill 112 changeant le nom de Georges-Émile Larouche en celui de Georges-Émile Bouchard;

- bill 114 concernant l'adoption de Marie Françoise Blanchet;

- bill 117 changeant le nom de Jules Prentovitch en celui de Jules Prentovitch-Desjardins;

- bill 118 concernant l'adoption de Joseph Léo Amédée Larose-Nadeau;

- bill 120 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tibère Kallos à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 123 concernant la succession de feu Gaston Gagnon;

- bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Edmund Kupferszmidt à l'exercice de l'art dentaire après examens;

- bill 157 modifiant la charte de la cité de Noranda et concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Noranda;

- bill 171 constituant en corporation The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity;

- bill 174 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 177 modifiant la charte de la cité de Rouyn.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 103 constituant en corporation Shaare Zedek Congregation, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est remplacé par ce qui suit:

"5. Ladite corporation pourra avoir, détenir et posséder, et aura le pouvoir d'acquérir par achat, don, testament ou autrement, et posséder des propriétés immobilières dans la cité de Montréal, district de Montréal, qui pourront être requises pour une synagogue ou lieu de culte ou pour une résidence

pour le rabbin ou le ministre officiant, ou pour toutes fins de ladite corporation, et partout dans le district de Montréal pour un cimetière ou lieu de sépulture; et en tout temps vendre lesdites propriétés ou partie d'icelle, et acquérir d'autres propriétés immobilières en ses lieu et places, pourvu toutefois, que l'usage dudit terrain pour un cimetière soit régi par les lois concernant les cimetières, et les dispositions de la loi de l'hygiène publique de Québec; et pourvu en outre que les propriétés immobilières détenues par ladite corporation n'excèdent en valeur, en aucun temps, la somme de cinq cent mille dollars.

Cependant, la corporation ne devra pas établir un cimetière ou lieu de sépulture dans les limites d'une municipalité, sans avoir obtenu au préalable le consentement de ladite municipalité, exprimé par règlement."

2. L'article 9 est modifié en remplaçant les trois dernières lignes qui commencent par le mot "valeur" et finissent par le mot "dollars", par ce qui suit:

"valeur de sa propriété immobilière n'excède, en aucun temps, la somme de cinq cent mille dollars".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 105 modifiant la charte des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

a. en biffant dans la deuxième ligne du paragraphe 2 le mot "trois":

b. ce qui suit est ajouté à la fin dudit paragraphe 2, comme sous-paragraphe 5:

"5. Le territoire qui a été annexé par arrêté ministériel en date du 2 août 1940 et qui se décrit comme suit par référence au plan dressé par J.-Henri Valiquette, arpenteur-géomètre, le 2 août 1939, savoir: partie des lots nos 98, 99, 100, 101, 131 à 135 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Flore, ledit territoire borné au nord-est par le résidu desdits lots nos 101, 100, 99, 98; au sud-est, par les nos 97 et 136; au sud par la partie de la rivière Welsh qui traverse lesdits lots nos 135, 134, 133 et 132; au nord-ouest par le lot no 130 et par le résidu dudit lot no 131."

2. L'article 4 est modifié en biffant dans la deuxième ligne les mots "dans le comté de Lavolette".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 109 constituant en corporation les recluses missionnaires

de Jésus-Marie, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté comme article 9:

"9. Nonobstant l'article 3 de la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte, la corporation peut:

a. recevoir, acquérir et posséder tous immeubles pour des fins religieuses, sociales et charitables, quelle qu'en soit l'étendue;

b. recevoir, acquérir et posséder des immeubles pour fins de revenu, pourvu que le revenu annuel de tels immeubles situés dans la province n'excède pas cent mille dollars."

L'article 9 devient l'article 10.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 113 concernant The Dominion Tar & Chemical Company Limited et le village de Delson, comté de Laprairie, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a. en biffant le premier paragraphe qui se lit:

"1. La résolution du conseil municipal de la corporation du village de Delson, en date du 20 avril 1954, décrétant que:"

b. Le deuxième paragraphe commençant par les mots:

"Si ladite Dominion Tar & Chemical Company Limited" devient premier paragraphe.

Le Conseil législatif aussi voté le bill 119 concernant la ville de Waterloo et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est amendé en remplaçant le paragraphe 68a par le suivant:

"68a. Le conseil est autorisé à constituer un comité pour aider au développement de l'industrie dans la ville.

Ce comité sera composé de trois membres nommés par le conseil et restant en fonction durant bon plaisir.

Ses fonctions consisteront à étudier les moyens d'amener de nouvelles industries dans la ville et de développer celles qui y existent et à servir d'agent de liaison entre le conseil et toute personne ou compagnie désireuse d'y établir une nouvelle industrie ou de développer une industrie existante.

Le comité devra faire rapport de son travail au conseil chaque fois qu'il en sera requis et lui soumettre avec diligence toute proposition qui lui

sera faite relativement à l'établissement d'une nouvelle industrie.

Le comité ne devra prendre aucun engagement au nom de la ville sans l'autorisation expresse du conseil."

2. L'article 7 est modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du sous-paragraphe 2, les mots "de l'article 4" par les mots "des articles 4, 5 et 6";

3. L'article 8 est modifié en remplaçant dans la cinquième ligne du deuxième paragraphe les mots "de l'article 4" par les mots "des articles 4, 5, et 6".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 121 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 1, comme article 2:

"2. Les commissaires d'écoles des municipalités scolaires du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon sont également autorisés à prélever des personnes résidant ou faisant affaires dans les limites de la municipalité et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, une taxe d'usage ou de consommation sur tous biens mobiliers apportés dans ledit territoire pour usage ou consommation par elles-mêmes. Cette taxe est du même montant que si cette personne avait acheté ledit bien dans le territoire. Elle doit, dès que le bien est apporté dans le territoire assujéti, en faire rapport aux commissaires en leur transmettant ou en produisant la facture d'achat avec tous renseignements que ces derniers pourront exiger, et payer en même temps à ces derniers le montant de la taxe susdite."

2. L'article 2, qui devient l'article 3, est modifié en remplaçant dans les quatrième et cinquième lignes les mots "de l'article 4" par les mots "des articles 4, 5 et 6";

3. Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 2, devenu article 3, comme article 4:

"4. Les mêmes infractions, poursuites, peines et pouvoirs que ceux prévus aux articles 17 à 22 inclusivement de la loi de la taxe de vente (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), et aux articles 39*k* de la loi modifiant la loi du contrôle du revenu (14 George VI, chapitre 19, et ses amendements), s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la taxe de vente et de consommation imposée par les commissaires d'écoles des municipalités scolaires du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon.

"Advenant une convention entre les commissions scolaires du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon et le ministre des Finances pour la perception de la taxe autorisée par la présente loi, ce dernier ou le contrôleur du revenu de la province auront le droit de poursuivre en justice en leur qualité respective, pour recouvrer l'impôt scolaire en même temps que la taxe de vente provinciale."

4. Les articles 3, 4, 5 et 6 deviennent les articles 5, 6, 7 et 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 125 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 14 est modifié:

a. en ajoutant à la fin du paragraphe 1 du sous-article 526*a*, après les mots: "loi de l'impôt sur la vente en détail" les mots "et ses amendements";

b. en remplaçant dans les première, deuxième et troisième lignes de la page 7, les mots "de l'article 4 de ladite loi de l'impôt sur la vente en détail" par ce qui suit:

"des articles 4, 5 et 6 de ladite loi de l'impôt sur la vente en détail et ses amendements."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant dans la cinquième ligne les mots "de l'article 4" par ce qui suit: "des articles 4, 5 et 6";

2. L'article 5 est modifié en remplaçant le premier paragraphe par ce qui suit:

"5. Le revenu annuel perçu par les commissaires et provenant de ladite taxe sera, après déduction faite des dépenses encourues par les commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu partagé tous les trois mois par les commissaires entre la corporation scolaire de la cité de Drummondville et les corporations scolaires catholiques et protestantes des villes et municipalités mentionnées à l'article 1 de la présente loi, en proportion du nombre des enfants dans chacune des municipalités scolaires ci-dessus mentionnées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'Instruction publique qui décidera en dernier ressort."

3. L'article 6 est biffé.

4. L'article 7 devient l'article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 153 constituant en corporation Congregation Beth Aaron, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est remplacé par ce qui suit:

"5. Ladite corporation pourra avoir, détenir et posséder, et aura le pouvoir d'acquérir par achat, don, testament ou autrement, et posséder des propriétés immobilières dans la cité de Montréal, district de Montréal, qui pourront être requises pour une synagogue ou lieu de culte ou pour une résidence pour le rabbin ou le ministre officiant, ou pour toutes fins de ladite corporation, et partout dans le district de Montréal pour un cimetière ou lieu de sépulture; et en tout temps vendre lesdites propriétés ou partie d'icelle, et acquérir d'autres propriétés immobilières en ses lieu et place; pourvu toutefois que l'usage dudit terrain pour un cimetière soit régi par les lois concernant les cimetières, et les dispositions de la loi de l'hygiène publique de Québec; et pourvu en outre que les propriétés immobilières détenues par ladite corporation n'excèdent en valeur en aucun temps la somme de quatre cent mille dollars.

Cependant, la corporation ne devra pas établir un cimetière ou lieu de sépulture dans les limites d'une municipalité, sans avoir obtenu au préalable le consentement de ladite municipalité, exprimé par règlement."

2. L'article 7 est modifié en biffant tous les mots dans les trois dernières lignes qui se lisent:

"Elle aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite loi aux ministres détenant tel permis".

3. L'article 9 est modifié en remplaçant tous les mots dans les trois dernières lignes par ce qui suit: "valeur de sa propriété immobilière n'excède en aucun temps la somme de quatre cent mille dollars."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 154 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 11 est modifié en ajoutant après les mots "premier juillet", dans la septième ligne du troisième alinéa du sous-article "484", les chiffres "1954"

2. L'article 15 est modifié en biffant dans la neuvième ligne du dernier paragraphe les mots "s'engager de".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 155 constituant en corporation Congregation Beth-El, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est remplacé par ce qui suit:

"5. Ladite corporation pourra avoir, détenir et posséder, et aura le pouvoir d'acquérir par achat, don, testament ou autrement, et posséder des propriétés immobilières dans la ville de Montréal, district de Montréal, qui pourront être requises pour une synagogue ou lieu de culte ou pour une résidence pour le rabbin ou le ministre officiant, ou pour toutes fins de ladite corporation, et partout dans le district de Montréal pour un cimetière ou lieu de sépulture; et en tout temps vendre lesdites propriétés ou partie d'icelle, et acquérir d'autres propriétés immobilières en ses lieu et places, pourvu toutefois que l'usage dudit terrain pour un cimetière soit régi par les lois concernant les cimetières et les dispositions de la loi de l'hygiène publique de Québec; et pourvu en outre que les propriétés immobilières détenues par ladite corporation n'excèdent en valeur en aucun temps la somme de cinq cent mille dollars.

Cependant la corporation ne devra pas établir un cimetière ou lieu de sépulture dans les limites d'une municipalité, sans avoir obtenu au préalable le consentement de ladite municipalité exprimé par règlement."

2. L'article 9 est modifié en remplaçant tous les mots dans les trois dernières lignes par ce qui suit: "valeur de sa propriété immobilière n'excède en aucun temps la somme de cinq cent mille dollars".

Projets de loi:

Shaare Zedek Congregation

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 constituant en corporation Shaare Zedek Congregation.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Grand'Mère

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 modifiant la charte des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Recluses missionnaires
de Jésus-Marie**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 109 constituant en corporation les recluses missionnaires de Jésus-Marie.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Dominion Tar
& Chemical Co. Ltd.**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 113 concernant The Dominion Tar & Chemical Company Limited et le village de Delson, comté de Laprairie.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Waterloo

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 concernant la ville de Waterloo et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Taxe d'éducation à
Saint-Gabriel-de-Brandon**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Pont-Viau**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 125 modifiant la charte de la ville de Pont-Viau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Commission scolaire
de Drummondville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Congregation Beth Aaron

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 constituant en corporation Congregation Beth Aaron.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte de
Shawinigan Falls**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 154 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Congregation Beth-El

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 constituant en corporation Congregation Beth-El.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;

3 Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

4 Loi modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;

5 Loi concernant l'électrification rurale;

6 Loi modifiant la loi de la prévention des incendies;

7 Loi concernant les adjoints parlementaires;

8 Loi modifiant la loi de la Législature;

9 Loi prolongeant et modifiant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

10 Loi modifiant la loi électorale de Québec;

11 Loi modifiant la loi 9 George VI, chapitre 8;

12 Loi concernant la Commission du régime des eaux courantes de Québec;

13 Loi concernant le bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis;

15 Loi modifiant la loi des accidents du travail;

16 Loi modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

17 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

18 Loi concernant le président de la Commission des accidents du travail de Québec;

19 Loi concernant l'aide aux personnes invalides;

20 Loi concernant les coopératives d'électricité;

99 Loi modifiant le Code civil;

101 Loi autorisant la municipalité du canton de Granby à imposer une taxe de vente dans les limites de son territoire;

103 Loi constituant en corporation Shaare Zedek Congregation;

104 Loi changeant le nom de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont en celui de Joseph Ernest Lucien Gilles Clermont-Drolet;

105 Loi modifiant la charte des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère;

108 Loi annexant, pour des fins scolaires, le territoire de la Commission scolaire de Contrecoeur ouest au territoire de la Commission scolaire du village de Contrecoeur et changeant le nom corporatif de cette dernière;

109 Loi constituant en corporation les recluses missionnaires de Jésus-Marie;

111 Loi concernant les testament et codicille de feu Lady Amy Redpath Roddick;

112 Loi changeant le nom de Georges-Émile Larouche en celui de Georges-Émile Bouchard;

113 Loi concernant The Dominion Tar & Chemical Company Limited et le village de Delson, comté de Laprairie;

114 Loi concernant l'adoption de Marie Françoise Blanchet;

115 Loi constituant en corporation la New Apostolic Church of North America;

117 Loi changeant le nom de Jules Prentovitch en celui de Jules Prentovitch-Desjardins;

118 Loi concernant l'adoption de Joseph Léo Amédée Larose-Nadeau;

119 Loi concernant la ville de Waterloo et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo;

120 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tibère Kallos à l'exercice de la profession d'avocat;

121 Loi autorisant l'imposition d'une taxe d'éducation dans les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon;

123 Loi concernant la succession de feu Gaston Gagnon;

124 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Edmund Kupferszmidt à l'exercice de l'art dentaire après examens;

125 Loi modifiant la charte de la ville de Pont-Viau;

138 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville;

153 Loi constituant en corporation Congregation Beth Aaron;

154 Loi modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls;

155 Loi constituant en corporation Congregation Beth-El;

157 Loi modifiant la charte de la cité de Noranda et concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Noranda;

160 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Foy;

171 Loi constituant en corporation The Serbian Orthodox Church-School Congregation Holy Trinity;

174 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean Marie Joseph Boyer de la Giroday à l'exercice de la profession d'avocat;

177 Loi modifiant la charte de la cité de Rouyn.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

21 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1955, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans quelques jours, nous allons bientôt célébrer la grande fête de Noël, suivie des grandes fêtes du jour de l'An. Ce sont toujours d'excellentes et très agréables occasions pour exprimer des vœux selon la tradition. Aux députés de l'Union nationale et à mes collègues du cabinet, je souhaite une santé florissante et l'immense bonheur que leur mérite la réalisation de l'immense bien auquel ils coopèrent. À l'opposition, je souhaite l'immense bien qui viendra et le bonheur qu'elle connaîtra le jour où elle s'ouvrira les yeux à la lumière.

(Applaudissements de la Chambre)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En vous offrant, M. l'Orateur, à vous-même et à tous les députés de cette Chambre, de joyeuses vacances et nos meilleurs vœux, je dirai que, si l'opposition croit qu'il est nécessaire de prier, ses prières seront plus

longues cette année, parce que la charité chrétienne nous oblige à prier pour le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Avec humour) Dans ce cas-là, si l'opposition est bien disposée à prier plus longtemps, nous allons lui en fournir tout l'avantage possible et ajourner les travaux de la Chambre au 11 janvier prochain.

Il enjoint les membres de l'opposition de rentrer à la maison et de profiter du long congé pour songer à des discours plus intelligents, mais plus courts... Il leur souhaite de joyeuses et heureuses vacances et leur demande de transmettre ses souhaits à leurs familles.

Des voix de l'opposition (À la blague) demandent un vote sur la résolution.

(MM. Duplessis et Lapalme échangent une cordiale poignée de main, de même que les députés avant de se séparer)

Adopté.

La séance est levée à 4 h 55².

NOTES

1. Plusieurs députés sont absents à cette séance: M. Fox (Brome), selon *Le Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 3; M. Jolicoeur (Bonaventure), selon *Le Devoir* du 18 décembre 1954, à la page 1; M. Cournoyer (Richelieu), selon *Le Devoir* du 17 décembre 1954, à la page 3, et M. Hanley (Montréal-Saint-Anne), selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 17 décembre 1954, à la page 6.

2. *La Presse* du 17 décembre 1954, à la page 49, souligne que "c'est dans une atmosphère de cordialité que les députés se sont quittés". Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 17 décembre 1954, à la page 6, rapporte que "Paul Sauvé a convié les membres de la galerie de la presse à son traditionnel banquet annuel, hier soir... La vingtaine de personnes présentes est arrivée à 6 heures du soir et n'a pas quitté le Café du Parlement avant 10 h 30 du soir.

Séance du mardi 11 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 188 concernant Pêcheurs Unis de Québec - Quebec United Fishermen;

- bill 137 conférant aux Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, certains droits et pouvoirs dans le cas d'expropriation pour fins d'utilité publique;

- bill 164 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, diocèse de Joliette.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 158 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec;

- bill 206 modifiant la charte de La ville d'Alma;

- bill 178 modifiant la charte de la cité de Lachine;

- bill 207 concernant la congrégation des petites filles de Saint-Joseph.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 225 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Projets de loi:

Pêcheurs Unis de Québec

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 188 concernant Pêcheurs Unis de Québec - Quebec United Fishermen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commune de la Seigneurie de la Baie-du-Febvre

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 conférant aux Président et Syndics de la commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, certains droits et pouvoirs dans le cas d'expropriation pour fins d'utilité publique.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Patrice de Rawdon

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, diocèse de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Alma

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 modifiant la charte de La ville d'Alma.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Congrégation des petites filles de Saint-Joseph

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 207 concernant la congrégation des petites filles de Saint-Joseph.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 207 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 concernant la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 158 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Fiducies de Irving Louis Paul

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Hébert), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Irving Louis Paul et autres, demandant l'adoption d'une loi validant une convention concernant deux fonds de fiducie de Irving Louis Paul, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Irving Louis Paul et autres, demandant l'adoption d'une loi validant une convention concernant deux fonds de fiducie de Irving Louis Paul (M. Jeannotte).

Projets de loi:**Commission d'enquête
sur les problèmes constitutionnels**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

La Commission a reçu plus de 200 mémoires, et la ville de Montréal et un autre organisme important doivent lui en soumettre chacun un. Mais la période des auditions publiques est terminée et la prolongation du délai est uniquement accordée pour permettre à la Commission de préparer son rapport. Le travail a été retardé lorsque les audiences publiques ont été suspendues au cours de la période électorale fédérale pour des raisons évidentes. Les pouvoirs de la commission seront prolongés jusqu'au 15 octobre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ministère des Finances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant la loi du ministère des Finances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des mines

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)**², propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 concernant les valeurs mobilières.

Il s'agit d'une question complexe. Le but des changements est de protéger l'épargne populaire, sans paralyser le fonctionnement de l'entreprise privée bien comprise. Le gouvernement veut surtout aider ceux qui veulent s'aider, car il est entendu qu'aucune loi humaine ne peut être efficace dans le cas de ceux qui ne veulent pas s'aider. Nous voulons que notre loi soit la meilleure du genre, et nous croyons qu'elle le sera. Le gouvernement a décidé de donner aux commissaires le statut de juges. Ils seront nommés à vie, recevront un bon salaire et ils recevront une pension, tout comme leurs veuves, comme c'est le cas pour les juges. Le gouvernement est ouvert aux suggestions des parties intéressées concernant la future nomination d'un comité permanent composé de trois membres chargés d'étudier les amendements apportés à la loi concernant les valeurs mobilières du Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quand le texte de la loi sera-t-il disponible?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'entend pas brusquer les choses. Par-dessus tout, le remède ne devrait pas être plus douloureux que la maladie. La rédaction de cette mesure a été entourée de tout le soin possible, et le gouvernement a consulté à ce sujet tous ceux qui étaient en mesure de lui faire les meilleures suggestions. Avant d'être déposé en Chambre, le texte du projet de loi sera soumis aux intéressés. Il espère obtenir une large publicité et une vive réaction à cette mesure.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

District judiciaire de Mégantic

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 constituant le district judiciaire de Mégantic.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne des explications sur le bill.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Preuve photographique de documents

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 modifiant la loi concernant la preuve photographique de certains documents.

Adopté. Le bill est lu une première fois³.

Loi des mines

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) se tourne vers le premier ministre pour savoir s'il doit se lever et lui fait un signe quelconque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Voyant ce signe) Le ministre souffre d'un mal de gorge et je vais le remplacer.

M. Dupré (Verchères): Mais il a un adjoint. L'adjoint du premier ministre pourrait le remplacer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'adjoint du chef de l'opposition qui essaie de remplacer le chef de l'opposition.

M. Dupré (Verchères): Le chef de l'opposition a nommé un adjoint qui parle. Si le premier ministre laissait ses ministres travailler, il n'aurait pas eu besoin de se nommer un adjoint.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 modifiant l'article 79 de la loi des mines de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Affaires judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 pour faciliter l'expédition des affaires judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

District judiciaire de Haute-riive

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 établissant le district judiciaire de Labrie.

Une autre loi établira un district judiciaire à Labrieville et une nouvelle division d'enregistrement à Sept-Îles. Ce dernier bureau sera conjoint avec celui qui existe déjà à Tadoussac, à l'autre bout du comté.

Il décrit l'immensité du comté de Saguenay, disant qu'il s'étend jusqu'au détroit de Bering.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le détroit de Belle Isle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous ai seulement donné l'occasion d'apporter un amendement important.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Division d'enregistrement de Sept-Îles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 constituant la division d'enregistrement de Sept-Îles.

M. Dupré (Verchères) veut savoir si le député du Saguenay (M. Ouellet) occupera le poste d'employé du bureau d'enregistrement à Sept-Îles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Il fera comme vous, il se mêlera de ses affaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École polytechnique de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 concernant l'École polytechnique de Montréal.

Le premier ministre rappelle qu'il lisait dans un journal, dernièrement, que les États-Unis ont actuellement 18,000 ingénieurs nouveaux et qu'ils en auraient besoin de 40,000.

Avec le développement formidable actuel de la province, la fonction d'ingénieur prend de plus en plus d'importance. L'École polytechnique joue un rôle considérable pour l'enseignement scientifique. Cette institution occupe encore l'immeuble où elle se trouvait lorsque j'étais étudiant, dit-il, à l'Université de Montréal. Le temps est venu de remédier à cette situation. Afin de faciliter l'établissement des jeunes, leur permettre de s'emparer des postes-clés dans le

développement industriel de la province et contribuer à la diffusion de l'enseignement scientifique, nous demandons dans ce projet de loi très important d'être autorisés à dépenser jusqu'à concurrence de \$6,000,000 pour aider à la construction d'un nouvel immeuble qui permettra à l'École polytechnique de répondre aux besoins du présent et de prévoir ceux de l'avenir. Nous sommes sûrs ainsi de contribuer à l'avancement de notre jeunesse. Le montant sera pris à même les fonds de l'impôt provincial sur le revenu, en vertu de la loi que nous avons présentée pour affirmer les droits de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 11 janvier 1955
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Projets de loi:

Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

Adopté.

Loi des mines

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Valeurs mobilières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 25 concernant les valeurs mobilières.

Adopté.

Loi des mines

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 28 modifiant l'article 79 de la loi des mines de Québec.

Adopté.

École polytechnique de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 concernant l'École polytechnique de Montréal.

Adopté.

Société Saint-Jean-Baptiste de Rimouski

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Children's Memorial Hospital

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 concernant The Children's Memorial Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Kénogami

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 241 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Frères de la Charité

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la charte de Les frères de la Charité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante et un mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-il opportun d'avoir un *Hansard*⁴ à l'Assemblée législative de Québec? On devrait, comme dans d'autres Parlements, faire enregistrer les discours des députés.

Il demande que le gouvernement étudie les voies et moyens de doter l'Assemblée législative d'un *Hansard*. Je ne sais pas ce qu'il en coûte ailleurs, dit-il, mais il me semble que la transcription des débats, en tout ou en partie, est une chose importante, tout en évitant certains items non nécessaires que l'on trouve dans le rapport du greffier. Il suggère que le gouvernement recherche des informations précises sur le coût de divers équipements à cet effet. Même si les journalistes produisent des comptes rendus précis et font du bon travail, ils doivent résumer les débats à cause du manque d'espace dans les journaux. Il y a à Québec, dit-il, des débats importants qui doivent être conservés. Un compte rendu officiel des débats constituerait un document de consultation et permettrait au public d'obtenir un rapport complet des discussions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les remarques du chef de l'opposition sont intéressantes. Mais le projet qu'il soumet a des avantages et inconvénients. Il ne faut pas oublier qu'avec les innombrables besoins nouveaux qui se présentent à l'attention du gouvernement provincial,

une somme de \$50,000 par année, ce qui pourrait être le plus bas coût d'un *Hansard*, peut servir à bien des œuvres sociales. Il est plus important de concentrer ses efforts sur les besoins innombrables d'une province qui progresse à pas de géants. Il n'existe actuellement aucun *Hansard* dans les autres provinces et le système qui prévaut à Ottawa s'est avéré trop dispendieux. Il serait encore plus dispendieux au Québec que partout ailleurs à cause des deux langues officielles et de la nécessité de traduire les textes. Les autres provinces ne possèdent que des systèmes boiteux et insuffisants. De plus, il est difficile de croire qu'un *Hansard* puisse être précis.

Le *Hansard* d'Ottawa ne rapporte pas toujours fidèlement les débats parce que les députés ont le droit de corriger leurs discours avant la publication. Le rapport écrit ne donne pas une idée exacte de certaines déclarations faites dans une atmosphère, et les expériences tentées ailleurs ne sont pas encore concluantes. Ce qui est écrit ne sera pas ce qui aura été prononcé. Les mots prennent un sens différent suivant l'emphase, selon qu'ils sont prononcés sérieusement, sarcastiquement ou sur le ton de la blague.

C'est dangereux d'enregistrer des remarques qui sont faites de façon sarcastique ou en plaisantant. Il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de rendre dans un texte sténographié, la pensée d'un orateur avec toutes ces nuances. Il n'a donc pas le caractère d'authenticité nécessaire pour remplir son but. Malgré cela, la suggestion du chef de l'opposition est intéressante et nous allons faire examiner la question.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On pourrait se contenter d'un rapport donnant l'essentiel et ne pas tout publier, comme à Ottawa. Celle-ci pourrait omettre les procédures des débuts de séance que l'on retrouve dans les procès-verbaux de la Chambre. On pourrait, en se fondant sur ce qui se fait à Ottawa, obtenir une idée assez juste du coût de réalisation d'un tel journal des débats. Le gouvernement devrait faire étudier la question pour nous donner une idée approximative d'un tel *Hansard*. Si la dépense n'était que de \$50,000 ou \$60,000, nous pourrions songer sérieusement à adopter cette mesure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le *Hansard* présente des avantages et des inconvénients. Je suis persuadé que le coût en serait prohibitif. Même s'il n'était que de \$50,000, nous

avons tant d'œuvres importantes à réaliser dans tous les domaines que ce serait encore trop.

Il (M. Duplessis) ne voit que des avantages à faire enregistrer les discours, surtout ceux des membres de l'opposition, au strict point de vue électoral, mais il croit, pour diverses raisons, qu'une telle dépense, alors que les besoins de toutes sortes sont si grands, n'est pas justifiée.

M. Bélanger (Lévis): L'an dernier également, le premier ministre a trouvé la question intéressante mais il n'a pas encore pris une décision. Il y a des *Hansards*, en résumé, dans les provinces d'Ontario, Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et Saskatchewan.

La province d'Ontario publie un résumé des discours. Dans nos tribunaux, les sténographes sont payés une dizaine de piastres l'heure, pour renseigner le public. La Saskatchewan possède le meilleur système: la Saskatchewan a 53 députés et son système de *Hansard* est très bien fait: le gouvernement a agi et il a fait poser des microphones devant chaque pupitre. Cette installation ne coûte pas plus de \$1,000. Des fils relient les microphones à cinq machines enregistreuses, placées dans une salle voisine qui coûtent \$200 chacune. C'est un système encore plus fidèle que celui de la sténographie. Les discours sont enregistrés sur des bobines, miméographiés, copiés sur du papier paraffiné bon marché et distribués aux intéressés. C'est la méthode idéale, et tout cela ne coûte que \$7,000⁶ par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'étonne que le coût ne dépasse pas \$7,000.

Je ne demande pas mieux qu'on donne de la publicité aux discours du chef de l'opposition. Cela nous dispenserait de l'obligation de tenir des assemblées. Il est impossible d'obtenir un rapport absolument fidèle d'un discours, car les notes sténographiques les plus complètes ne peuvent pas donner le ton du discours enregistré et prendre en note les discours de certains députés dont le débit est particulièrement rapide. C'est très important. Le gouvernement, vers 1945 ou 1946, a tenté une expérience dans ce sens en installant un microphone en Chambre alors qu'un enregistrement des discours ministériels et oppositionnistes était fait dans le bureau du ministre de la Colonisation⁷. Vous vous rappelez les protestations véhémentes de l'opposition d'alors. On est allé jusqu'à demander de faire expulser de la Chambre ceux qui étaient responsables d'un tel enregistrement. Si nous avons eu une tempête pour un seul microphone, que serait-il arrivé si nous en avions eu 90?

M. Dupré (Verchères): C'est parce que, comme les octrois, le microphone ne servait qu'à l'Union nationale. C'était le premier ministre qui décidait quels discours devaient être enregistrés. Nous serions en faveur d'un enregistrement, à condition que les deux partis puissent contrôler son fonctionnement. La présente demande est pour tous les députés, et les suggestions du chef de l'opposition et du député de Lévis sont sensées et intéressantes. Nous voulons faire connaître au public ce qui se dit ici.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) rappelle qu'il réclame sans succès un *Hansard* depuis 1952, 1953 et 1954. Le premier ministre, dit-il, donne toujours les mêmes explications. Il soutient que le peuple trouverait avantage à payer jusqu'à \$100,000 pour être bien renseigné sur ce qui se passe en Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les œuvres de l'Union nationale n'ont pas besoin de mégaphones pour être connues du public. Il n'y a pas de *Hansard* dans les Législatures provinciales. Il y a des problèmes plus importants que celui-là à régler.

Il dit être lui-même intéressé à ce que tout ce qui se passe en Chambre soit rapporté. Il rend hommage à la probité intellectuelle des journalistes, tout en faisant remarquer que leur travail, qui consiste à résumer, condenser les débats, est extrêmement difficile.

Les estimations données par le député de Lévis (M. Bélanger) ne s'appliquent pas à la situation, parce qu'il faudrait faire face ici aux salaires de nombreux sténographes, de traducteurs et aux frais d'impression. Ceci coûterait, au bas mot, entre \$75,000 et \$80,000 pour la teneur d'un tel journal des débats, pour rapporter les contradictions et les excès de langage de l'opposition. Le gouvernement ne craint pas un *Hansard*. Au contraire, il serait content que le public sache à quel point les libéraux sont de grands parleurs et de petits faiseurs. Notre gouvernement a des réalisations pour appuyer son élection, tandis que les libéraux ont seulement des mots.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Avec un *Hansard*, on ne pourrait plus parler, comme on l'a fait sous un régime ou l'autre, de la prétendue influence du gouvernement sur la presse en général.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Je déteste, dit-il, entendre

quelqu'un dire que la presse est contrôlée par le gouvernement. Il est inexact de dire que la presse du Québec est sous le contrôle du gouvernement. Vous ne pouvez pas attaquer les journalistes de cette façon. Ce sont des gentilshommes qui sont respectueux et respectés.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Ce n'est pas du tout ce que je disais. Je disais que, dans l'histoire de la province de Québec, on a déjà parlé du contrôle de la presse. Je parlais par hypothèse.

Il dit qu'il ne remet pas en question la liberté de la presse dans la province.

Si l'on avait un *Hansard*, on n'aurait pas peur que la presse rapporte textuellement les paroles que j'ai prononcées. La tactique du premier ministre est déloyale et condamnable. Lorsque l'opposition réclame un *Hansard*, c'est signe qu'elle a foi à la démocratie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami a l'air de croire que l'ouvrage se fait en parlant. Il se fait surtout en réalisant. Pour mettre en lumière les œuvres de l'Union nationale, nous n'avons pas besoin de mégaphone. Nous aurions même tout avantage à ce que la population de la province puisse entendre les discours des députés de l'opposition. On a parlé de systèmes de *Hansard* dans d'autres provinces. Il ne s'agit que d'essais dans ce domaine. Quant au *Hansard* proprement dit, il aura toujours le désavantage de ne pas donner des garanties qu'il s'agit bien de ce que le député a dit en Chambre, puisqu'il peut toujours corriger son discours et qu'un rapport écrit ne reflète pas les nuances et la physionomie exacte de la situation. Avec les \$50,000 qu'on pourrait appliquer à l'établissement d'un *Hansard* quelconque pour rapporter les discours des députés, nous pourrions donner des bourses d'études, améliorer des services de santé et accomplir bien d'autres œuvres plus importantes.

M. Ross (Montréal-Verdun) parle des indemnités des adjoints parlementaires et remarque qu'il y a au budget \$32,000 à ce sujet, soit les frais occasionnés pour huit d'entre eux, alors qu'il n'y en a que six qui soient nommés actuellement⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le conseil des ministres qui nomme les adjoints parlementaires. Ils ont été accueillis favorablement par l'opinion publique. Il en reste encore deux à nommer. Nous prendrons des gens compétents comme ceux qui sont déjà nommés.

M. Cournoyer (Richelieu): Vous n'avez pas pu en nommer huit?

M. Lafrance (Richmond): Le gouvernement n'a pas pu trouver huit députés qui possédaient assez d'intelligence pour combler ces postes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond n'a pas été capable d'occuper aucun des 52 postes-clés qui étaient disponibles à Ottawa lorsqu'il était député au Parlement.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le premier ministre ne comprend pas la question. Quand les deux autres seront-ils nommés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas à moi de faire une suggestion aux ministres. Le premier ministre fait simplement écho aux *desiderata* de ses collègues.

M. Ross (Montréal-Verdun): Les adjoints parlementaires ont un rôle spécial de législation à remplir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est naturel que l'opposition soit bien renseignée. Elle a été surprise lorsque j'ai proposé moi-même la nomination de mon adjoint.

M. Dupré (Verchères): C'est le premier ministre qui nomme les adjoints parlementaires. J'espère que le premier ministre aura l'occasion de s'en servir. Cela lui permettra de se reposer.

M. Ross (Montréal-Verdun) félicite ceux qui ont déjà été nommés à ce poste. Je me réjouis vivement de leur nomination, dit-il.

M. Dupré (Verchères) déclare qu'il a été approché par quelques députés de l'Union nationale qui voulaient connaître son opinion sur les pensions des députés.

Je leur ai répondu que, s'ils étaient pour, je voterais en faveur et que, s'ils étaient contre, je voterais contre. (Au premier ministre) Vous riez.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas surprenant. C'est parce que vous parlez.

M. Dupré (Verchères): Mais je vois que vos collègues ont arrêté de rire, parce qu'ils ont peur de ne pas recevoir de pension.

Il demande (avec une pointe d'humour) si le gouvernement avait l'intention d'accorder une pension aux adjoints parlementaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À certains endroits, on accorde des pensions aux députés qui siègent depuis 10 ans. Si je comprends bien, l'opposition me demande si je veux considérer l'opportunité d'appliquer une pareille mesure?

M. Dupré (Verchères): Je suis prêt à l'admettre. Il est plus difficile pour un professionnel qui a été député de revenir à la vie normale. Il n'est que juste que des hommes qui consacrent les meilleures années de leur vie à leur province soient protégés pendant leur vieillesse. Ceux-ci n'ont pas de pension au terme de leurs années consacrées à la chose publique. Des députés de l'Union nationale m'ont dit qu'ils étaient en faveur de la pension aux députés. Je leur ai fait remarquer que s'ils étaient favorables à une telle mesure, je les appuierais.

Il ne faut pas oublier que nombre de professionnels, qu'ils soient avocats ou médecins, ont été entraînés dans la politique et ont négligé une clientèle susceptible de leur rapporter d'importants bénéfices. Ils ont été remplacés par d'autres lorsqu'ils ont dû quitter la politique.

Il y en a qui se sont trouvés complètement dans le chemin après leur mandat. Je crois qu'une pension serait bien vue des deux côtés de la Chambre. Qu'est-ce que ces personnes vont faire lorsqu'elles devront quitter la politique? Les députés méritent de l'avoir.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) déclare qu'il n'a pas honte de donner son opinion sur le sujet.

Pour ma part, quand on est venu me demander de briguer les suffrages à l'échevinage, je travaillais depuis 25 ans à la Bourse de Montréal. J'ai été élu échevin de Montréal en 1934 et j'ai occupé ce poste pendant 20 ans. L'année dernière, après une vaine tentative pour décrocher le mandat de maire, je n'étais pas plus riche quand je suis sorti que lorsque je suis entré.

Lors des dernières élections, on n'a rien trouvé à me reprocher. L'an dernier, on a passé une loi pour accorder une pension au maire de Montréal et je n'ai rien trouvé à redire, j'ai trouvé juste que l'on donne une pension au maire de Montréal. J'ai été l'un des instigateurs de l'augmentation du traitement des députés dans cette Chambre avec le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault).

Les députés ont droit d'avoir des salaires. On pense qu'ils peuvent vivre avec ce qu'ils gagnent. Je dis qu'un homme qui donne sa vie dans le domaine politique et qui donne le meilleur de lui-même pour défendre les intérêts de ses concitoyens a droit à une pension. Une pension pour un député, c'est logique et juste. Un homme qui sacrifie tout pour servir ses concitoyens, qui abandonne une situation lucrative et risque d'être un jour sans ressources, dans le seul but d'être utile aux siens, a droit à ce qu'on reconnaisse ses services. Je suis 100 % en faveur de la pension des députés et je n'ai pas peur de le dire. La majorité des députés en cette Chambre sont en faveur d'une pension. J'espère que, dans un avenir rapproché, le premier ministre et son gouvernement seront en faveur de ce projet à 100 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition a-t-elle un montant à me suggérer?

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement peut étudier cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pense que partout où il y a des pensions, je crois que c'est un système contributoire. À Ottawa par exemple, on paie des pensions jusqu'à \$3,000 ou \$3,500. Les futurs pensionnés commencent par faire des versements dans une caisse des pensions.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): La pension pourrait être basée sur le nombre de termes. Ainsi, on pourrait donner \$1,000 de pension à un député qui a exercé tout un mandat; \$2,000 à celui qui a eu deux mandats, \$3,000 après un troisième terme et le maximum à celui qui en a eu davantage. Il aurait alors le montant d'une pension raisonnable.

M. Dupré (Verchères): Un homme qui a donné 15 ans de sa vie comme député est comme s'il avait passé 25 ans de vie normale. Il devrait recevoir un dédommagement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et comme 50 ans de dépenses. Je suis député depuis 28 ans et à côté du député de Verchères, j'ai encore l'air d'un jeune homme.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les crédits n'ont pas été augmentés cette année, c'est qu'on a fait de la coordination. C'est ainsi qu'il y avait autrefois 82 employés et qu'il y en a aujourd'hui 138. Jadis, le bibliothécaire recevait \$3,000. Aujourd'hui, il reçoit \$6,000. Des augmentations considérables ont été accordées. Pendant une certaine période, la bibliothèque provinciale possédait plus d'employés que de livres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si la Bibliothèque est à l'épreuve du feu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Bibliothèque renferme environ 200,000 volumes. La Bibliothèque contient des livres qui sont excellents, d'autres qui sont bons et d'autres moins bons, incluant ceux qui contiennent les discours des anciens chefs libéraux. Elle n'est que partiellement à l'épreuve du feu, c'est-à-dire que s'il y a des planchers en béton et des classeurs en acier, il y a aussi une partie en bois, tout comme dans l'édifice principal, où siègent les députés et les conseillers législatifs.

Le gouvernement tente de remédier à la situation au fur et à mesure qu'on lui signale des choses à corriger. Mais un peu partout, des systèmes de protection contre l'incendie ont été installés, et quelques-uns ont été bien construits.

Il dit que l'édifice où son bureau est situé est une caisse à piano...¹⁰

M. Dupré (Verchères): C'est pourquoi la musique n'est pas accordée.

M. Bélanger (Lévis): Durant la session, la Bibliothèque est fermée au public. Il semble que les députés n'ont pas besoin de tous les volumes et qu'il y aurait moyen de faire un choix qui favoriserait à la fois les législateurs et le public.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y aurait probablement lieu d'amender les règlements de la Bibliothèque, afin que le public puisse y avoir accès et emprunter certaines catégories de livres pendant les sessions. Cette mesure s'appliquerait surtout aux chercheurs qui ont un réel besoin de recourir aux volumes rares que renferme la Bibliothèque, et qui sont particulièrement utiles à certains étudiants et à certains groupes d'intellectuels.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le montant de \$12,000 pour achat de livres était-il suffisant?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est peut-être pas un gros montant, mais il a tout de même été doublé.

M. Bélanger (Lévis) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement continue d'encourager les auteurs canadiens par l'intermédiaire du secrétariat provincial qui subventionne un concours littéraire et achète des volumes. Il n'est pas question pour le présent de publier un répertoire complet des quelque 200,000 volumes de la Bibliothèque.

Il est impossible de nommer le député libéral de Richmond (M. Lafrance) au comité de la Bibliothèque parce que ce poste exige une certaine culture.

M. Lafrance (Richmond): Le comité ne siègera jamais si le premier ministre n'en est pas membre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Codifications des lois municipales (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Une voix de l'opposition: Où en est rendu le projet de refonte du Code municipal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour l'honorable M. Prévost (Montmorency)¹¹:

Le projet de refonte des lois municipales commencé il y a quelques années progresse normalement. On a déjà jeté les bases de la compilation à faire et on a terminé la rédaction de 45 % à 50 % des articles. C'est un travail considérable, si l'on tient compte qu'il n'est peut-être pas de livre de lois où les contradictions sont plus nombreuses que dans le Code municipal.

Le Code actuel, refondu en 1916 et souvent amendé depuis, est un monument de contradictions et un nid à procès. C'est aussi l'avis de l'opposition qui demande que le travail se poursuive le plus rapidement possible. Le projet de refonte est préparé par un comité qui comprend le ministre, le sous-ministre Jean-Louis Doucet¹², Me Charles de L. Mignault¹³, président de la Commission municipale et Me Louis Dussault¹⁴. Celui-ci est le seul qui reçoit un salaire.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): (Étant de retour) La refonte du Code municipal, commencée il y a quatre ou cinq ans, est très

avancée. On terminera probablement cette année la première rédaction du nouveau Code. Il faudra ensuite réviser l'ensemble du projet avant de le soumettre aux Chambres. C'est un travail considérable, car un grand nombre d'articles doivent être refaits en entier. Si le ministère ne demande que \$5,000 pour ce travail, cette année, c'est que le plus dur de la besogne a été accompli et que l'on a pu simplifier les tâches. Nous avons dépensé jusqu'ici quelque \$15,000 pour ce travail, ce qui est beaucoup moins que ce que l'on avait consacré au travail de refonte effectué en 1916. Le plus gros de la besogne a déjà été accompli. Plusieurs sections sont déjà complètement rédigées.

M. Bélanger (Lévis) s'enquiert de la possibilité de publier des rapports préliminaires du travail accompli.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

La chose serait difficile, car les commissaires doivent souvent retourner en arrière dans leur rédaction. La rédaction d'un article dans une nouvelle section oblige parfois à modifier celle d'un article d'une section précédente. Le premier jet de cette refonte pourra probablement être terminé au cours de l'année. Il faudra le reprendre ensuite en deuxième jet. Ce deuxième jet pourrait contenir des suggestions finales. Mais nous n'avons pas l'intention de précipiter indûment ce travail, de procéder avec une vitesse excessive qui pourrait nuire à la qualité de l'œuvre entreprise. On se rappelle que la refonte de 1916 terminée en vitesse a laissé beaucoup d'imprécisions et d'incohérence. Nous voudrions faire une œuvre plus solide, une rédaction plus cohérente.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si les membres de la commission de refonte s'occupent également de la loi des cités et villes.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

On doit d'abord terminer la rédaction du Code municipal, mais le travail que l'on est à faire sera d'une aide précieuse lorsqu'on abordera la loi des cités et villes. L'édition actuelle du Code municipal remonte à 1867.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande que l'on refonde aussi la loi des cités et villes, de façon à établir les règles générales et à éviter cette procession de conseils municipaux qui viennent chaque année devant la Législature pour faire réviser

certaines dispositions de leur charte et demander des pouvoirs additionnels. Certains de ces pouvoirs sont toujours accordés, ceux qui concernent par exemple l'imposition d'une taxe de vente, le mandat de trois ans et la rémunération des membres du conseil. Il faudrait réviser la loi des cités et villes pour y inclure tous les pouvoirs que les municipalités viennent séparément demander à l'Assemblée législative: tels les cas de la taxe scolaire, taxe sur les ventes au détail, l'impôt foncier au profit des écoles, l'urbanisme, etc. Il n'y a pas une seule de ces demandes qui ne soit accordée. Pourquoi ne pas les accorder dans la loi générale, de façon à éviter les quémandages, à respecter l'autonomie des corporations municipales et scolaires et à leur éviter des frais considérables?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est impossible de faire une loi générale pour ce qui a trait à la taxe de vente, car les besoins diffèrent de ville en ville et de cité en cité. Il faut prévoir pour chaque cas l'établissement de zones économiques que l'on ne peut établir dans une loi générale. Nombre de ces problèmes sont locaux, différents de municipalité à municipalité. Essayer de faire appliquer des lois qui sont trop globales et trop générales, c'est agir comme le père qui achète un habit du dimanche pour toute sa famille, même s'il a des enfants de différentes grandeurs.

M. Hamel (Saint-Maurice) se dit convaincu qu'il y a moyen, dans certains cas, d'établir des règlements généraux. Les maires et conseillers en question toucheraient un salaire proportionnel au budget de la ville, dit-il. Le problème est identique pour les commissaires d'école. Il veut une loi générale pour que toutes les cités et villes soient égales devant la loi.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Une fois le Code municipal rebâti, il sera plus facile de faire le même travail pour la loi des cités et villes, qui d'ailleurs demande moins de retouches. Certaines suggestions du député de Saint-Maurice sont inapplicables. Si, par exemple, on établissait un pouvoir général pour l'imposition d'une taxe de vente, certaines municipalités pourraient l'imposer sans discernement et risquer de ruiner l'économie de la ville voisine où les conditions sont différentes. Une taxe sur les ventes pourrait être désastreuse en certains endroits! Il est impossible de poser des règles générales en ce qui concerne l'imposition d'une taxe de vente, car c'est là un problème qui

intéresse toute une zone économique et qui ne peut pas être résolu dans une municipalité sans tenir compte des territoires avoisinants. Il faut nécessairement établir des zones économiques, et ce pouvoir doit demeurer aux mains de la Législature. Quant à la rémunération des maires et échevins, c'est aussi un cas d'espèce qui doit être laissé à l'appréciation de la Législature.

Il (M. Prévost) ne pense pas que l'on doive se baser sur la population ou le budget d'une ville.

Prenons deux villes de population à peu près égale: il peut arriver que l'une soit en plein développement, alors que l'autre a beaucoup moins de problèmes parce que ses cadres sont déjà remplis. Deux villes qui ont la même population n'exigent pas fatalement le même travail de leur conseil municipal: celle dont l'évolution économique est avancée demande forcément moins de travail de la part de son conseil qu'une autre où elle est à l'origine de son développement. La besogne des maires et des échevins est loin d'être la même dans les deux cas. La population ou le budget d'une ville ne peut servir de barème pour établir le salaire de conseillers municipaux.

Une loi sera probablement soumise aux Chambres avant la fin de la présente session pour porter à trois ans, au lieu de deux, le terme d'office des maires et des conseillers municipaux. Quand un nouveau conseil est élu, il doit généralement administrer pendant la première année suivant le budget voté par l'administration précédente. Et dès l'année suivante, il doit songer aux élections qui s'en viennent. De sorte qu'avec un terme de deux ans, il peut difficilement réaliser le programme qu'il a fait approuver par le peuple. Avec un mandat de trois ans, il sera plus facile pour le nouveau maire d'accomplir des choses pour le peuple avant la fin de cette période.

M. Dupré (Verchères) relève une déclaration du ministre des Affaires municipales, disant que le travail est exécuté par lui-même, par son sous-ministre et par M. Louis Dussault, qui est le seul à recevoir une rétribution spéciale. Si vous aviez un homme de plus pour faire le travail, demande-t-il, est-ce que vous ne pourriez le hâter?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le travail est déjà avancé. Il faudrait mettre cet homme au courant de ce qui a été fait; et ce serait une importante perte de temps.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qu'est-ce que cela a coûté jusqu'ici?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): De \$15,000 à \$16,000 depuis le début.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'urbanisme (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) suggère qu'on prévienne certains problèmes pour les régler d'un coup dans toute la province. Il y a des questions d'urbanisme communes à toutes les municipalités.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) souligne le beau travail fait par le personnel du service de l'urbanisme en aidant les administrateurs municipaux à respecter les préceptes de l'urbanisme, cette science aussi utile au point de vue esthétique qu'au point de vue économique.

Les urbanistes de ce service sont de plus en plus occupés. Ils reçoivent des demandes de directives de toute la province. Ici, c'est une demande concernant un règlement de construction; là, une demande pour un règlement de zonage ou un projet de cadastration. Les municipalités prennent conscience de la valeur des plans directeurs qui permettent d'appréciables économies et offrent d'autres avantages; et elles consultent le service pour ces plans. Nos officiers sont débordés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quand on vient de l'Île de Montréal par la rive nord, sur l'autoroute de Québec, on s'aperçoit que le paysage est entièrement défiguré par toutes sortes de bicoques. Le paysage est enlaidi par une multitude d'horreurs telles que de grandes pancartes et des baraques à moitié démolies. Est-ce que le service de l'urbanisme, pour qui un crédit de \$30,000 apparaît au budget, ne pourrait pas intervenir au moins dans les endroits historiques, pour empêcher que certaines localités ne laissent enlaidir leur paysage territoire par toutes sortes de réclames publicitaires et de bicoques?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Depuis un an et demi, notre service d'urbanisme, par

des causeries, des conférences à la radio et autres moyens, a prêché l'application de la science de l'urbanisme. En diverses occasions, notamment au congrès de l'urbanisme et à la radio, le sous-ministre des Affaires municipales, M. Doucet et moi-même cherchons à attirer l'attention des administrateurs municipaux sur les avantages de suivre les règles de l'urbanisme; il est de l'intérêt de chacun de les appliquer.

Quand on nous fait une demande, nous y répondons. Les Travaux publics, la Voirie, l'Instruction publique s'efforcent de respecter les préceptes de l'urbanisme, de tenir compte des conditions locales pour ne pas défigurer un paysage où, par exemple, peuvent se trouver des maisons datant de deux ou trois cents ans. Les municipalités comprennent de mieux en mieux l'importance de dresser un plan directeur et les conseils des urbanistes provinciaux sont de plus en plus recherchés.

Il s'agit là toutefois d'un organisme purement consultatif. Il fait un gros travail de propagande, mais c'est aux conseils municipaux qu'il appartient de prendre les décisions.

M. Dupré (Verchères) suggère au gouvernement de faire examiner par un urbaniste les plans que les municipalités adressent aux Terres et Forêts en cas de subdivision de terrain. Cet urbaniste pourrait être attaché à ce dernier ministère.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
15. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil¹⁵

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Relativement à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42), et ses amendements, quelles sommes la compagnie concessionnaire a-t-elle versées annuellement au gouvernement de la province, depuis le 17 avril 1946 jusqu'au 30 novembre 1954:

a. pour l'obtention de permis spécial de recherches minières?

b. à titre de redevances annuelles en rapport avec ledit permis spécial de recherches minières?

c. à titre de rente annuelle pour le permis d'exploitation?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

a. et *b.* Les sommes en question payables à la province en vertu de la loi 10 George VI, chapitre 42, et ses amendements, et qui ne représentent qu'une partie des obligations imposées à la compagnie par ladite loi, ont été régulièrement payées à la province;

c. De plus, quant à la rente annuelle de \$100,000 payable à la province le ou avant le 1^{er} juillet 1958, la province a retiré à date, - parce que les travaux de développement minier ont été exécutés avec beaucoup de diligence, - une somme de \$200,000.

Il est juste de noter que les autres obligations imposées à la compagnie par ladite loi sont multiples; entre autres et sans restriction: la compagnie devra établir à la satisfaction du ministre des Mines l'existence, la nature et l'étendue des gisements miniers dans les terrains faisant l'objet du bail; elle devra payer, en outre, à la couronne, sur les profits annuels provenant de l'exploitation des terrains miniers compris dans le bail, les droits prévus par la section III de la loi des mines de Québec, et des modifications qui pourront y être apportées.

En outre, la compagnie a été obligée de construire un chemin de fer, payé en entier par la compagnie, sans un sou de subsides de la part de la province. Ce chemin de fer, parcourant une distance d'environ 360 milles entre Sept-Îles et Schefferville et construit au milieu d'énormes et d'innombrables difficultés au coût d'environ \$125,000,000, ouvre à la prospection, aux recherches et à l'exploitation minière, le vaste territoire de l'Ungava d'une

superficie d'environ 250,000 milles carrés. Il convient en outre de remarquer que ladite entreprise a occasionné, à date, à la compagnie des dépenses de plus de \$230,000,000 et que le territoire sur lequel des droits de recherches ont été accordés à la compagnie ne représente qu'environ 1/100 du territoire de l'Ungava, et que le territoire sur lequel des concessions minières ont été accordées à la compagnie ne représente qu'environ 1/1000 du territoire de l'Ungava.

Dépôt de documents:

Forces hydrauliques

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 7 décembre 1954, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 16 décembre 1953 jusqu'au 30 novembre 1954, concernant la concession, la location, l'acquisition ou l'aliénation de forces hydrauliques dans la province, ou la construction, la réparation, l'agrandissement ou la reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par l'emmagasinement. (Document de la session no 23)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures¹⁶.

NOTES

1. M. Fox (Brome), selon *Le Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 3, est absent de la Chambre à cette séance.

2. *La Presse* du 12 janvier 1955, à la page 53, rapporte que M. Cottingham était absent de la

Chambre au moment de la présentation de ce bill. Toutefois, même si l'adjoint parlementaire du ministre des Mines (M. Langlais) était présent à ce moment, M. Duplessis a préféré présenter et expliquer lui-même le bill.

3. *La Presse* du 12 janvier 1955, à la page 53, mentionne que M. Duplessis a donné des explications à tous les nouveaux bills gouvernementaux, sauf à celui de M. Gagnon.

4. *Le Soleil* du 12 janvier 1955, à la page 3, estime que c'est la troisième fois que la question du *Hansard* est évoquée en Chambre (voir la séance du 20 janvier 1954 à ce sujet). Quant à la pension des députés, le journaliste rapporte que c'est la première fois que la Chambre en discute.

5. Chiffre du *Soleil* du 12 janvier 1955, à la page 3, et de *L'Action catholique* du 12 janvier 1955, à la page 22. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 12 janvier 1955, à la page 3, mentionne six machines enregistreuses.

6. Chiffre de *L'Action catholique* du 12 janvier 1955, à la page 22, et du *Quebec Chronicle Telegraph* du 12 janvier 1955, à la page 3. *Le Soleil* du 12 janvier 1955, à la page 3, parle de \$10,000 par année.

7. Cette affaire éclate le 20 janvier 1948. Les libéraux y feront allusion tout au long de cette session pour se moquer du gouvernement Duplessis.

8. *La Presse* du 12 janvier 1955, à la page 53, indique que "la loi en prévoit un maximum de huit" adjoints parlementaires.

9. M. Lafrance n'a jamais été député à Ottawa. Il semble que M. Duplessis ait fait une erreur sur ce point.

10. Le premier ministre fait allusion à l'édifice Sainte-Julie, aujourd'hui appelé Honoré-Mercier. Georges-Émile Lapalme rapporte la même expression utilisée par Duplessis au sujet de cet édifice. Voir Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli. Mémoires*, tome 2, Ottawa, Leméac, Coll. "Vies et mémoires", p. 153.

11. *Le Soleil* du 12 janvier 1955, à la page 7, rapporte que "comme le ministre, l'honorable Yves Prévost, était absent au début de l'étude de ses

crédits, c'est le premier ministre qui répond d'abord à la gauche".

12. Me Jean-Louis Doucet, sous-ministre adjoint des Affaires municipales de 1947 à 1950, puis sous-ministre à partir de 1950.

13. Me Charles de la Broquerie Mignault est nommé président de la Commission municipale à partir de 1945.

14. Me Louis-T. Dussault est le fils de Bona Dussault, ex-ministre de l'Agriculture (1936-1939) et des Affaires municipales (1944-1953) dans le gouvernement Duplessis. Il a exercé le droit à Québec avec le ministre des Affaires municipales, l'honorable Yves Prévost. Il fut nommé juge de la Cour provinciale en 1967.

15. Le *Montréal-Matin* du 12 janvier 1955, à la page 3, rapporte que le débat sur le budget a duré environ 1 h 30.

16. Le *Nouvelliste* du 12 janvier 1955, à la page 1, affirme que "la première séance de 1955 s'est déroulée dans le grand calme, dans une atmosphère de taquineries entre les ministériels et les députés de l'opposition plutôt que dans des discussions acerbes".

Séance du mercredi 12 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 198 confirmant le titre de A. Carlyle Roy et W. Wallace Roy à un certain immeuble de Saint-Martin, comté de Laval, le titre ayant été modifié.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 165 concernant la succession de John Skillman O'Meara, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Propriété de

A. Carlyle et W. Wallace Roy

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 confirmant le titre de A. Carlyle Roy et W. Wallace Roy à un certain immeuble de Saint-Martin, comté de Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 198 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Anne-Marie Plante, veuve de J.-Émile Dubreuil, demandant l'adoption d'une loi rectifiant le testament olographe de feu J.-Émile Dubreuil;

- de Raoul Latreille et son épouse, demandant l'adoption d'une loi concernant les dispositions testamentaires de feu Osmond Latreille;

- du sanatorium Prévost, demandant l'adoption d'une loi le constituant en corporation sous le nom de l'Institut Albert Prévost;

- de La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi ayant pour effet de réduire son capital-action;

- de Horace Drolet, demandant l'adoption d'une loi déterminant les pouvoirs de vendre les biens-immeubles désignés dans le contrat de mariage entre Benjamin Drolet et dame Rosanna Gauvreau;

- du Club de Shawinigan, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation du comté de Charlevoix-Est et Ouest, demandant l'adoption d'une loi les autorisant conjointement à construire et exploiter un aéroport;

- du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa loi;

- de la ville de Tracy et de la ville de Saint-Joseph-de-Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du Collège des chiropraticiens du Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;

- de la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation du village de Macamic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:**Macamic**

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 constituant en corporation de ville le village de Macamic.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Greenfield Park

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tracy et Saint-Joseph-de-Sorel

M. Cournoyer (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph-de-Sorel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession J.-Émile Dubreuil

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 concernant la succession de feu J.-Émile Dubreuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament de Osmond Latreille

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 concernant le testament de Osmond Latreille.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**La Solidarité,
Compagnie d'Assurance**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 concernant La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 217 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Institut Albert Prévost

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 219 concernant l'Institut Albert Prévost.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège des chiropraticiens

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 221 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Aéroport de Charlevoix

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 accordant à la corporation du comté de Charlevoix-Est et à la corporation du comté de Charlevoix-Ouest certains pouvoirs pour construire et opérer un aéroport.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession Benjamin Drolet
et Rosanna Gauvreau**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 232 concernant la succession de Benjamin Drolet et de dame Rosanna Gauvreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Le Club Shawinigan

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 234 modifiant la charte et définissant les pouvoirs de Le Club Shawinigan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi médicale de Québec

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 235 modifiant la loi médicale de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Chicoutimi

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 238 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège apostolique
Saint-Alexandre**

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que les promoteurs du bill 106 modifiant la charte du Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau ayant déclaré désirer abandonner l'étude de ce projet de loi, les droits ordinaires qu'ils ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Commission d'enquête
sur les problèmes constitutionnels**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 22 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose:

Attendu que les importantes questions qui doivent être soumises à l'étude et à la considération de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels nécessitent un travail minutieux et très considérable;

Attendu que la commission a tenu de nombreuses audiences publiques à travers la province;

Attendu que l'étude et l'analyse des multiples mémoires et documents soumis à la commission entraînent naturellement un long travail;

Attendu que, pour éviter toute possibilité d'équivoque quant au caractère de cette enquête, la

commission a suspendu ses séances durant toute la période de la dernière élection fédérale;

Attendu que les corps publics qui ont suggéré cette enquête, et la commission elle-même, représentent au gouvernement qu'il sera impossible à celle-ci de faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil le 1^{er} mars 1955 et demandent que le délai pour faire ce rapport soit prolongé jusqu'au 16 octobre 1955;

Attendu qu'il convient, dans les circonstances, d'accorder cette prolongation de délai;

Qu'il soit en conséquence résolu,

Que l'article 3 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 4, modifié par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 24, soit de nouveau modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"La commission doit, dès sa formation, procéder à cette enquête et la compléter avec toute la diligence raisonnable; elle doit faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil le ou avant le 16 octobre 1955 et lui remettre en même temps toute la documentation recueillie au cours de cette enquête."

Le gouvernement se rend à la demande de la Chambre de commerce de la province de Québec et à la demande des commissaires eux-mêmes. Ce délai est justifié par l'ampleur de la besogne confiée à ces experts. Depuis novembre 1953, soit depuis le commencement de son activité, la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels a reçu jusqu'à maintenant 246 mémoires comprenant un total de 11,264 pages.

Elle doit en accueillir au moins deux autres, ceux de la ville de Montréal et de la Coopérative fédérée. Elle a tenu, depuis novembre 1953, 97 séances publiques et 270 séances d'étude.

Il va falloir probablement traduire une partie des mémoires, car la province est bilingue, et vu l'ampleur des problèmes à l'étude et le travail considérable que signifie l'analyse de tous ces mémoires, la Chambre de commerce et l'honorable juge Thomas Tremblay¹, président de la Commission, ont demandé que le délai prescrit pour la présentation du rapport, qui devait expirer le 1^{er} mars, soit prolongé jusqu'au 16 octobre, comme le propose ce bill. Cette date serait définitive.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare que les libéraux vont voter cette loi sans opposition. Il suggère au premier ministre de profiter de la traduction des documents pour en faire la classification, car il s'agit de papiers excessivement importants et demande que la documentation

recueillie par la Commission soit mise à la disposition de ceux qui voudraient en faire l'étude.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement étudiera cette suggestion. Un comité sera constitué pour décider ce qui, dans cette masse de documentation, mérite d'être imprimé dans les deux langues, par polygraphie ou autrement, en plus du rapport lui-même. Non seulement le rapport que présentera la Commission Tremblay, mais encore tous les mémoires qui lui auront été soumis et toute la documentation qu'elle aura compilée constitueront des documents publics et pourront être consultés par tous les intéressés à la question.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ministère des Finances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi du ministère des Finances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 11 de la loi du ministère des Finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71 implicitement modifié par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 46) est remplacé par le suivant:

"11. Le bureau de la trésorerie, sur rapport de l'auditeur, peut adopter des règlements ayant trait au système de comptabilité qui doit être suivi dans les départements et dans les organismes dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi qu'à l'émission des mandats de paiement et aux comptes à rendre des deniers publics dans ces départements et organismes, et il peut amender ou révoquer ces règlements."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'une loi de concordance et que ce *proviso* aurait dû, depuis longtemps, être mis dans la loi du ministère des Finances.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande de préciser mieux, car les membres des commissions scolaires de Montréal et de Québec sont nommés par le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

consent à clarifier ce point en plaçant un alinéa décrétant que cette loi ne s'applique pas aux commissions scolaires.

L'article 1 est amendé et les mots "Cet article ne s'applique pas aux commissions scolaires" sont ajoutés. Il se lit désormais comme suit:

"1. L'article 11 de la loi du ministère des Finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71 implicitement modifié par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 46) est remplacé par le suivant:

"11. Le bureau de la trésorerie, sur rapport de l'auditeur, peut adopter des règlements ayant trait au système de comptabilité qui doit être suivi dans les départements et dans les organismes dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi qu'à l'émission des mandats de paiement et aux comptes à rendre des deniers publics dans ces départements et organismes, et il peut amender ou révoquer ces règlements.

"Cet article ne s'applique pas aux commissions scolaires."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des mines

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 24 modifiant la loi des mines de Québec.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose: Que l'article 51 de ladite loi soit remplacé par les articles suivants:

"51. Lorsque le ministre décide, en vertu de l'article 50, de révoquer des concessions minières ou des droits de mines, il fait signifier au propriétaire un avis à cet effet. Si le propriétaire ne réside pas dans

la province ou est inconnu ou ne peut être retracé, le ministre donne cet avis en le faisant publier dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle du Québec* et, pendant la même période, deux fois dans un journal français et dans un journal anglais publiés à Montréal, à Québec et, s'il en est, dans tout district judiciaire où sont situés, en totalité ou en partie, les droits de mines concernés.

"51a. Après l'expiration des soixante jours suivant la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut prononcer la révocation prévue par l'article 50, à moins que le propriétaire n'ait établi, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que ces mines lui sont nécessaires comme réserves pour assurer la continuité d'entreprises minières qu'il exploite dans la province.

"51b. Lorsqu'il y a révocation de concessions minières ou de droits de mines en vertu des articles 50, 51 et 51a, les mines concernées retombent dans le domaine public de la couronne et ne peuvent être ouvertes à l'exploration ou à l'exploitation qu'en vertu de permis spéciaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine.

"51c. Pour toutes les substances minérales qu'exploite le porteur d'un tel permis spécial, le propriétaire des droits de mines à la date de la révocation a droit, à titre de compensation, à une redevance annuelle de quatre pour cent des profits nets résultant de cette exploitation. Cette redevance est établie par le ministre sur le montant des profits tel que déterminé selon les dispositions de la section III de la présente loi.

"Cette redevance est payable par l'exploitant, mais perçue par le ministre en même temps que le droit sur les profits payable à la couronne.

"51d. Le ministre verse aux propriétaires intéressés les redevances perçues pour leur compte en vertu de l'article 51c.

"Si plusieurs propriétaires sont intéressés dans les mêmes droits de mines et ne s'entendent pas quant au partage des redevances versées à titre de compensation, le montant en est déposé, pour valoir comme dépôt judiciaire, entre les mains du ministre des Finances de la province, avec le même effet que s'il s'agissait d'un dépôt effectué en vertu des articles 46 à 67 de la loi du ministère des Finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71, implicitement modifié par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 46); et toute personne prétendant avoir des droits à cette compensation peut, après ce dépôt, s'adresser à la

cour compétente, suivant le montant réclamé, par requête signifiée au ministre des Finances de la province, pour faire reconnaître ces droits et, sur production du jugement rendu, obtenir la remise, à même ce dépôt, du montant adjugé en sa faveur.

"Les dispositions du deuxième alinéa du présent article s'appliquent également aux cas de propriétaires inconnus de droits de mines ou n'ayant pas de domicile connu dans la province".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'article 1 du bill prolonge de dix années la période d'inactivité requise pour qu'une telle révocation puisse avoir lieu, en fixant cette période à 15 ans à compter du 1^{er} mars 1934. L'article 2 assure à l'ancien propriétaire une compensation de 4 % des profits réalisés par le nouveau concessionnaire². Le but principal de la loi est de forcer l'utilisation des richesses minières qui sont jusqu'ici inutilisées au profit de la province en général. Il n'est pas juste qu'on les laisse enfouies dans le sol. On veut remplacer l'inaction par le progrès et l'action.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le bill ne s'applique pas uniquement aux compagnies minières, mais à tout propriétaire de terrain concédé par lettres patentes avant le 24 juillet 1880. Cette loi a une plus grande portée que ne l'admet le premier ministre. Il y a danger de spoliation dans le cas des cultivateurs, par exemple, qui ne soupçonneraient pas la présence de l'huile et de minerais exploitables dans le sous-sol de leurs fermes. Supposons que l'on trouve de l'huile dans ce terrain.

Le propriétaire n'a pas pu en faire l'exploitation avant le 1^{er} mars 1949, parce qu'il ne savait pas qu'il y avait là de l'huile. Ce ne sera pas de sa faute, et il va donc être exposé à voir ses droits miniers révoqués et concédés par le ministre à une compagnie qui ne paiera que 4 % des profits réalisés, sans lui donner la chance de faire des représentations. On ne peut taxer cet individu de négligence ou d'entrave à la pleine exploitation des richesses naturelles de la province. La loi pourra être appliquée à leur détriment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

De toute évidence, l'opposition libérale n'a pas compris le but de la loi. Il ne s'agit pas de spoliation. Ils ont beaucoup parlé d'expropriations, mais ce qu'ils n'ont pas mentionné, c'est que sous l'ancienne loi, telle qu'on la retrouve dans les livres des Statuts, le gouvernement détenait les mêmes pouvoirs. L'ancienne loi, qui date de 1925, n'accordait aucun

dédommagement à celui auquel on enlevait le droit de mine. Aujourd'hui, on lui accorde 4 % du profit réalisé même si elle est exploitée par le nouveau propriétaire des droits miniers. L'amendement constitue une amélioration considérable sur ce qui existait auparavant. On n'a pas le droit de laisser inutilisées des richesses naturelles. Le principe est posé depuis longtemps que celui qui n'exploite pas un droit minier ne peut pas s'opposer au progrès en empêchant les autres de l'exploiter. Mais aucune indemnité n'était fixée. Grâce à l'amendement, le propriétaire du terrain qui ne veut pas mettre à profit les richesses qu'il recèle aura droit à 4 % des profits, sans aucun déboursé de sa part et sans qu'il n'ait à assumer le moindre risque. Il faut faciliter le progrès de la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On va déposséder le propriétaire de ses droits; la compagnie va s'installer chez lui, et si elle ne trouve pas d'huile, elle n'aura qu'à s'en aller sans rien payer. S'il est vrai qu'il y a de l'huile dans la province de Québec, bien rares sont les cultivateurs qui le savent. La présente loi empêche une entente de gré à gré entre les cultivateurs et les compagnies minières. Les cultivateurs seront dépossédés et on leur donnera 4 % des profits qui n'existeront peut-être pas.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le chef de l'opposition, c'est évident, parle de cas hypothétiques dans des territoires organisés, comme la chose s'est produite dans mon comté, à Oka. Mais il faut rester réaliste et ne pas pousser l'hypothèse jusqu'à l'absurdité. Il y a probablement de l'huile dans la province de Québec. Encore faut-il que quelqu'un se charge de la chercher. Si on laisse au cultivateur le soin de trouver les richesses naturelles dans le sol, dans 100 ans nous serons au même point, parce que les cultivateurs n'ont pas les ressources nécessaires pour entreprendre des travaux de prospection. Ils ne s'occuperaient donc pas des richesses souterraines. Si les richesses naturelles de la province doivent être exploitées, il est nécessaire de donner aux compagnies l'opportunité de faire ces explorations.

Les compagnies compenseront les propriétaires fonciers pour tout dommage causé à la surface du sol. Le propriétaire du terrain n'est pas dépossédé du tout. Il reste propriétaire. Seuls les droits miniers sont visés par cette législation. Si la compagnie cause des dommages, elle devra indemniser le propriétaire. Si en plus elle réalise des profits, elle devra lui en remettre 4 %. De sorte que

le propriétaire du terrain ne peut rien perdre et peut gagner beaucoup sans encourir lui-même aucune responsabilité. Le propriétaire pourra quand même bénéficier du développement des ressources qu'on pourrait trouver dans le sous-sol. La loi rend donc justice à tous et elle permet le développement plus poussé de nos ressources naturelles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette loi met le cultivateur en face du fait accompli. Sa propriété, par décision du ministre des Mines, retourne à la couronne. Qu'advient-il, par exemple, des droits accordés depuis 1949?

M. Lafrance (Richmond): La loi affecte les droits de propriété foncière. Les cultivateurs n'hésiteront pas à exploiter les richesses qu'ils trouveront sur leur terre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-il juste de laisser inexploitées des richesses enfouies dans le sous-sol? La nouvelle loi est bien claire et ne spolie aucun droit, bien au contraire. Dans la propriété, il y a deux choses: la propriété de la surface et la propriété des richesses qui sont dans le sol. La loi ne touche pas du tout à la propriété de la surface du sol et le cultivateur reste maître chez lui; on doit lui demander la permission et payer les dommages si on lui en cause. En cas de refus, si l'on y entre avec la permission des autorités, on doit l'indemniser. Non seulement le droit du propriétaire est très respecté, mais on force le concessionnaire à lui payer 4 % sur les profits. Dans le cas de l'huile, par exemple, cela représentera une somme considérable.

M. Cournoyer (Richelieu): Le 28 juillet 1954, un arrêté ministériel a été adopté pour soustraire au piquetage un vaste territoire dans lequel est inclus le comté de Richelieu. Il y a certainement des cas qui sont visés. Il y a quelque chose de louche qui se passe. On a enlevé au piquetage certains comtés et il y a des gens qui connaissent de quoi tout cela retourne. Si le cultivateur sait qu'il y a de l'huile et des richesses minières dans le fonds de sa terre, il n'abandonnera pas ses droits pour 4 %.

Ce qu'on nous propose, c'est un système d'expropriation pure et simple, dont le prix est fixé par l'expropriant, en l'occurrence le gouvernement de la province de Québec. Si le cultivateur ne sait pas qu'il y a de l'huile sous sa terre, il n'a qu'à s'incliner quand le ministre lui retirera les droits de mines. Avec ce bill, il ne pourra empêcher que ces richesses

soient exploitées par des étrangers pour une minime compensation de 4 %. En donnant à une tierce personne le droit de pénétrer sur la propriété d'autrui, malgré le propriétaire, c'est une loi d'exception qui est un accroc au droit de propriété. C'est une spoliation pleine et entière, moins 4 %, par arrêté ministériel.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'arrêté ministériel dont a parlé le député de Richelieu a été adopté, en attendant la présentation de cette loi, tout simplement pour protéger les propriétaires de fonds de terrains sur lesquels des recherches étaient faites et qui étaient effarés par l'envahissement dont ils souffraient. Le bill n'apporte que deux changements à la loi, étendant la période de non-exploitation de 1939 à 1949 et garantissant un pourcentage de 4 % des profits aux expropriés qui n'existaient pas auparavant. C'est dans l'intérêt des propriétaires. La plupart des cultivateurs de la province de Québec possèdent des terres ayant fait autrefois partie des seigneuries, et seul le gouvernement a le droit d'exploiter les richesses du sous-sol ou de charger des concessionnaires de cette exploitation.

Le député parle de spoliation; mais à part les deux changements en question, la loi restera la répétition de la loi ancienne. Pourquoi ne pas parler de spoliation pour la loi ancienne? Il y avait spoliation, mais pas de 4 %. Si on doit parler de spoliation, c'est par rapport à l'ancienne loi, non à propos du bill actuel. C'est en attendant la nouvelle loi que le gouvernement a décidé d'arrêter par décret le piquetage. Les propriétaires s'inquiétaient en effet de ce qui se passait. Bref, le bill accorde des droits nouveaux aux propriétaires, sans rien leur retirer.

M. Bélanger (Lévis): Avec l'ancienne loi, le propriétaire avait des droits absolus. Personne ne pouvait les lui enlever, pas même le conseil des ministres. Avec le bill actuel, le propriétaire est à la merci des ministres et du gouvernement. On tombe dans l'arbitraire.

L'article 51a stipule en effet que le lieutenant-gouverneur en conseil peut prononcer la révocation recommandée par le ministre, à moins que le propriétaire n'ait établi, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que ces mines lui sont nécessaires, etc. Les cultivateurs de l'Alberta négocient individuellement avec les compagnies minières avant de concéder leurs terres. La même chose pourrait se produire ici. Les éléments de justice qui existaient autrefois disparaissent.

M. Dupré (Verchères): Comment peut-on accuser un propriétaire de négligence quand il ne savait pas que le sous-sol contenait de l'huile? On devrait au moins donner au propriétaire un délai de deux ou trois ans pour lui permettre de prendre ses dispositions pour se charger d'exploiter lui-même des gisements minéraux du sous-sol de sa ferme, s'il le juge à propos. On pourrait lui accorder un délai de deux à cinq ans.

Et dans le cas où le propriétaire ne voudrait pas exploiter, il aurait droit au 4 % des bénéfices du concessionnaire. À Sarnia, en Ontario, il y a une raffinerie où les cultivateurs transportent leur huile par camion, de la même manière que font les cultivateurs de Québec pour transporter leur lait vers les industries laitières. Ces puits sont de moindre importance, mais sur certaines fermes, on a trouvé des centaines de barils.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): On semble croire qu'un bon matin, un propriétaire peut apprendre qu'il y a une mine dans son terrain. Des possibilités existent partout. Mais avant de savoir s'il y a possibilité d'aménager une mine quelque part, il faut faire un travail de prospection considérable. Le cultivateur ne peut se lancer dans ces travaux de prospection qui coûtent très cher et qui sont toujours hasardeux. Il est beaucoup plus avantageux pour lui d'avoir les 4 % que de consentir des déboursés qui atteignent jusqu'à \$200,000.

Aucune compagnie ne sera intéressée à faire ces travaux, si on ne lui donne pas l'avantage d'exploiter elle-même sa découverte. C'est à propos de l'ancienne loi qu'on devrait parler de spoliation. Imaginez ce que représentent 4 % des profits, quand une mine rapporte \$1,000,000 par année, ce qui arrive tous les jours; cela fait \$40,000 par an pour le cultivateur. Pour savoir s'il existe un gisement il faut prospecter, dépenser parfois \$100,000, parfois \$200,000. De tels travaux ne peuvent être entrepris que par des compagnies sérieuses.

M. Dupré (Verchères): Un sondage, qu'est-ce que ça coûte! Un cultivateur peut décider de dépenser \$5,000 pour trouver un puits d'huile. Un autre ne dépensera que \$500 et en trouvera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons! Voyons! Savez-vous qu'il s'est déjà dépensé \$10,000,000 dans la province de Québec jusqu'ici rien que pour trouver de l'huile? Et on n'en a pas encore trouvé en quantité et en qualité commercialement exploitable.

M. Dupré (Verchères): Il serait plus juste d'accorder un délai au propriétaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien de plus risqué que les recherches et l'exploitation dans le domaine minier. Sans l'amendement contenu dans le bill, le propriétaire n'a rien du tout. Avec l'amendement, il a 4 %. Des recherches, il s'en fait dans toute la province. Il n'y a rien de plus incertain. Des gens veulent faire des recherches dans les Cantons-de-l'Est. Ils ne savent pas ce qu'ils trouveront, mais il y a des possibilités qu'ils trouvent quelque chose qui soit à l'avantage de la province de Québec. Allons-nous les empêcher de faire ces recherches? Ils sont prêts à risquer de l'argent. Et même trouver du minerai ne suffit pas, il faut trouver des quantités suffisantes de minerai. Quand ces quantités existent, il faut qu'elles soient situées à proximité d'un marché.

Dans la province, on a découvert de l'huile minérale, mais pas en quantités suffisantes. Avec la loi actuelle, le cultivateur aura les 4 % sans risque avec l'argent des autres, alors qu'avec l'ancienne loi, le cultivateur n'avait rien et ses droits de mines pouvaient être confisqués sans compensation. Et ils devront payer pour tous les dommages qu'ils causeront au propriétaire. L'exploitation des mines augmenterait la production et générerait des emplois pour plusieurs.

La plupart des cultivateurs et autres propriétaires fonciers, s'ils apprenaient qu'il y a sous leur terre de l'huile ou du minerai, ne s'occuperaient même pas d'investir les centaines de milliers de dollars nécessaires pour effectuer des tests, afin de vérifier si les ressources sont en quantité et en qualité suffisante pour l'exploitation. Certains ne se soucieraient même pas de les exploiter, s'ils apprenaient qu'il y a suffisamment de minerai ou d'huile, parce qu'ils seraient incapables d'en financer l'exploitation. Le 4 %, c'est une mine d'or. Et le gouvernement favorise la mise en valeur de ce qui se perdait.

Cela sera particulièrement vrai dans les cas où les explorations s'avèreraient fructueuses. Le cultivateur reste protégé par l'article 88 de la loi des Mines (Statuts refondus, 1941), qui stipule que l'on ne peut pénétrer sur un terrain sans obtenir la permission du propriétaire. Si le propriétaire refuse, les autorités compétentes peuvent accorder la permission, moyennant l'octroi d'une indemnité au propriétaire qui reste maître de sa terre qu'il peut continuer à exploiter. Si l'on trouve des mines, en vertu du bill actuel, le propriétaire peut continuer à

cultiver. On le dédommage pour les ennuis causés par le concessionnaire et, sans risque, il touche 4 % des profits. En un mot, on aide ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas s'aider.

M. Dupré (Verchères): Qu'on accorde un délai pour donner au cultivateur le temps de se retourner à partir du moment où une compagnie vient prospecter. Le propriétaire pourrait vouloir exploiter le sous-sol de sa terre lui-même. Qu'on amende le projet de loi dans ce sens!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): De toutes les lois présentées par le gouvernement depuis le début de la session, celle-ci est la plus dangereuse. Avec sa clause des 4 %, cette loi s'inspire d'un socialisme avancé que le gouvernement ne cesse pourtant toujours de dénoncer.

C'est une mine d'or pour l'Union nationale. Avec ce bill, c'est d'autre part la spoliation du droit de la petite propriété que le premier ministre veut légaliser actuellement au profit de certaines grandes compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de retirer ses paroles. C'est absolument inexact et injuste.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'ai dit seulement que cette loi est de nature à s'emparer de la propriété privée en passant par le truchement du gouvernement de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que le député retire purement et simplement ses paroles.

M. le président: Le député sait très bien qu'il n'a pas le droit d'imputer des motifs à un membre de cette Chambre. Il l'a prouvé en déformant sa première déclaration.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) Il y a deux poids, deux mesures à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Celui-là...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) dit que la décision du président est injuste et il prétend qu'il n'y a aucune démocratie. Il cherche à faire rappeler à l'ordre le premier ministre qui a employé à son adresse l'expression "Celui-là".

M. le président déclare que le député de Montréal-Jeanne-Mance ne peut procéder ainsi, et se basant sur le Règlement, il exige du député qu'il retire ses paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) déclare qu'il votera contre le présent bill parce qu'il est condamnable et contient des éléments qui visent à socialiser le bien privé dans la province de Québec.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) approuve le projet de loi et dit que les recherches de notre sous-sol devraient appartenir à l'État et être contrôlées par lui.

Les amendements que désire apporter le gouvernement à la loi des mines constituent une plus grande protection pour les citoyens de la province. On a tort de croire que seuls les cultivateurs peuvent être propriétaires de terrains miniers non exploités. Plusieurs milles de terre susceptibles d'être exploités, au point de vue minier, sont en possession des cultivateurs et ceux-ci ne sont pas en mesure d'exploiter les richesses naturelles du sous-sol.

M. Hamel (Saint-Maurice): On nous demande de voter une loi modifiant la loi des mines. Selon l'Union nationale, il s'agit d'une loi bonifiante. Plutôt que de me fier aux discours, j'aime mieux examiner les faits. Les amendements sont loin d'améliorer la loi. Dans la loi que l'on veut réviser, l'article 51 dit que lorsque le ministre se propose de révoquer une concession minière, il fait signifier au propriétaire un avis de 60 jours. Aujourd'hui, on révoque le droit minier sans avis préalable. Quel homme sérieux va prétendre, du moins pour le propriétaire des droits miniers, qu'il y a avantage d'être pris par surprise? Mais on va plus loin. Aujourd'hui, si le ministre décide qu'il y a lieu de révoquer la concession minière, il fixe une indemnité de 4 cents dans la piastre selon la manière prévue par la loi d'expropriation.

Mais avec la nouvelle loi, on enlève au propriétaire, et nous avons vu des exemples, le droit de se plaindre et même le droit d'en appeler. On fixe aujourd'hui une indemnité de 4 cents dans la piastre et le gouvernement de Québec a fait des scènes parce que celui d'Ottawa ne lui laissait que 13 cents dans la piastre pour les taxes. Aux propriétaires de terrains miniers, il n'offre que 4 cents dans la piastre, et cela, s'il y a des profits. Et comment sera établie cette indemnité?

La section III de la loi établit des profits de la façon suivante: de la valeur brute de la production

annuelle de la mine, il sera déduit les montants suivants, à savoir le coût des matériaux explosifs, le coût d'exploitation, le coût des travaux faits pour creuser les puits, etc. Avant d'accorder 4 cents dans la piastre, il faudra soustraire huit sources de déboursés³. Je crois que ce sont les cultivateurs qui seront le plus affectés par la loi. Comment pourront-ils savoir si on leur accorde leur 4 cents dans la piastre?

La loi actuelle est la plus socialisante que j'aie jamais rencontrée; elle consiste à une exploitation des petits en faveur des gros. Je crois que le régime actuel constitue un danger effroyable pour la province jusqu'au jour où les petits prendront leur revanche pour une exploitation des gros en leur faveur!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Bondissant de son siège) Si je voulais nuire au député de Saint-Maurice, je me contenterais de faire imprimer son discours peu sérieux et le diffuserais aux quatre coins de la province. Ses paroles, sa manière de voir et d'agir ne concordent pas avec l'intérêt public, ni avec le sens général de ses responsabilités. De plus, un avocat ne devrait pas dénaturer une loi ni, encore moins, en fausser le sens.

Le député de Saint-Maurice dit que la loi constitue un changement considérable. Il a prétendu que le texte que nous avons devant nous donnait au ministre des Mines un droit arbitraire et ne permettait plus aucun recours de la personne concernée. Que dit l'article 51: "Lorsque le ministre décide, en vertu de l'article 50, de révoquer des concessions minières ou des droits de mines, il fait signifier au propriétaire un avis à cet effet."

Il y a donc, contrairement à ce qu'ont prétendu certains députés de l'opposition, envoi d'un avis. L'article 51a donne au propriétaire d'une concession un délai de 60 jours. Cet article ajoute qu'à l'expiration de ces 60 jours "le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut provoquer la révocation prévue par l'article 50, à moins que le propriétaire n'ait établi, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que ces mines lui sont nécessaires comme réserve pour assurer la continuité d'entreprises minières qu'il exploite dans la province".

Le député de Saint-Maurice fait preuve d'un manque absolu de compréhension. Il n'a pas lu attentivement ou compris la nouvelle mesure lorsqu'il a dit qu'on laisse au seul ministre des Mines le soin de révoquer des droits miniers qui n'ont pas été utilisés.

Voici les faits: le bill fait disparaître l'arbitrage; car c'est dans l'ancien texte de la loi que cette décision appartenait au ministre des Mines seul, alors qu'aujourd'hui, avec la nouvelle loi, le ministre doit soumettre chaque cas au lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire tout le gouvernement.

Quant au gouvernement, la loi ne l'oblige pas à révoquer la concession: il peut, mais n'est pas obligé de suivre les recommandations du ministre. Lorsque le député de Saint-Maurice a parlé du 4 cents dans la piastre, il a fait des appels qui se rapprochent dangereusement de la démagogie la plus évidente.

L'attitude du député n'est donc pas basée sur le désir de servir l'intérêt public. Les déclarations du député de Saint-Maurice ne peuvent pas être interprétées comme un appel à la raison.

M. Hamel (Saint-Maurice): (Se levant) Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de prêter des intentions injurieuses à un député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis et je répète que les paroles du député de Saint-Maurice ne peuvent certainement pas être interprétées comme un appel à la raison, mais qu'elles se rapprochent davantage de la démagogie pure et simple.

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de me prêter ces intentions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut prêter à un homme ce qu'il a. J'ai dit et je répète que les déclarations du député dépassent une discussion de la loi à son mérite et ne peuvent être considérées comme un appel à la raison, mais se rapprochent de la démagogie quand il vient affirmer ici qu'une loi tend à encourager l'exploitation des petits par les gros, jusqu'au jour où les petits prendront leur revanche pour une exploitation des gros en leur faveur.

M. le président: J'ai déjà rendu une décision sur un point d'ordre analogue. Les remarques du premier ministre ne se rapportent pas à la personne du député, mais à une argumentation qu'il a faite. Il n'a pas à retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur la résolution du bill 24, l'honorable premier ministre analysant le discours du député de Saint-Maurice dit que son argumentation se rapprochait étrangement de la démagogie. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) soulève un point d'ordre et demande que l'honorable premier ministre retire ses paroles. J'ai décidé que les paroles de l'honorable premier ministre se rapportaient à l'argumentation du député de Saint-Maurice et non à sa personnalité et je renvoie le point d'ordre. L'on en appelle maintenant à la Chambre de ma décision.

M. l'Orateur: Qu'on fasse entrer les députés.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 21.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue⁴.

La Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le projet de résolution relative au bill 24.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est malheureux qu'on entende en Chambre des

paroles comme celles qu'a prononcées le député de Saint-Maurice (M. Hamel), lorsqu'on discute des lois d'intérêt public. Le projet de loi n'a pas la portée que l'opposition lui attribue; elle vise seulement à protéger les petits, ceux qui n'ont pas les moyens de mettre en valeur leur sous-sol. Les paroles malheureuses du député de Saint-Maurice sont de nature à discréditer celui qui les prononce. Nous avons le droit de conclure qu'elles sont l'écho de sentiments que la Chambre et l'opinion publique condamnent.

Dans la province, le devoir de chacun est de travailler dans l'intérêt commun à la bonne entente, en s'inspirant des leçons de celui qui a déclaré malsain de vouloir soulever les classes les unes contre les autres. L'entente des races et des classes est indispensable à la paix sociale. La loi actuelle, loin d'avoir la portée qu'on veut lui prêter, est présentée dans le but de protéger les petits, ceux qui n'ont pas les moyens de bénéficier de leur concession ou terrain minier. Elle nous a été suggérée par le sous-ministre des Mines.

Cette loi a été suggérée par le sous-ministre des Mines, M. A.-O. Dufresne⁵, dont le renom de géologue s'étend à tout le continent. C'est un homme honnête et sincère que seul inspire l'intérêt de la province, mais que nous n'avons pas nommé à ce poste, mais dont la compétence et l'intégrité sont reconnues dans la province comme en dehors de la province, comme nous en avons eu la preuve récemment. Il passe pour l'un des plus grands géologues en Amérique. C'est pour faire écho à des suggestions de M. Dufresne que nous avons présenté la loi en discussion.

Dans l'opposition, on devrait cesser cette tactique qui consiste à dénigrer soit le premier ministre, soit la province, soit les deux à la fois. Quant à moi, cela me laisse indifférent, mais on devrait s'occuper de discuter les lois au mérite plutôt que de dénigrer sans cesse. Un Canadien qui aime sa province a autre chose à faire qu'à dénigrer, surtout lorsque le plus petit sentiment de reconnaissance, qu'on rencontre même chez les enfants, incite à adopter une autre ligne de conduite. Cette loi est présentée à la suggestion d'un homme dont personne ne discute le patriotisme et la compétence en vue de l'intérêt public.

Pendant 15 ans, on a tenté des moyens qui n'ont guère donné de résultats. Nous voulons tenter d'autres moyens, conformément aux recommandations de ceux qui s'y connaissent en la matière. Encore, si l'opposition nous était arrivée avec des suggestions d'intérêt public! Mais nous ne sommes pas prêts à

favoriser une campagne de dénigrement et d'insultes. La loi qui nous occupe est une loi claire et inspirée par le seul intérêt public. Si on avait des suggestions constructives à faire, nous sommes prêts à les accepter et à les étudier. Mais qu'on se limite à étudier la loi au mérite. Le gouvernement est prêt à accepter des suggestions, pourvu qu'elles soient constructives.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre, au début de la présente discussion, nous a dit que cette loi était sa loi, que c'était lui qui avait fait cette loi. Maintenant, il déclare qu'elle est l'œuvre du sous-ministre des Mines. Ce n'est pas, de toute façon, un argument additionnel que de dire que c'est un sous-ministre compétent et intègre qui a suggéré le bill.

S'il fallait accepter tous les projets de loi parce qu'ils ont été suggérés par des fonctionnaires, si compétents et intègres soient-ils, le rôle de la députation deviendrait à peu près inutile. Au fait, c'est la rédaction de la loi que nous n'aimons pas. Nous voudrions quelque chose de plus clair, de plus précis.

Le premier ministre ne peut pas dire que l'opposition ne lui a pas fait de suggestions. C'est ainsi que le député de Verchères (M. Dupré) a réclamé un délai avant l'expropriation. Y a-t-il à cela une objection en fait et en droit? Ceux qui n'ont pas les moyens d'exploiter eux-mêmes leurs gisements miniers n'auront qu'à laisser la loi suivre son cours, mais ceux qui sont en mesure de le faire ne seront pas privés de leurs droits. Il n'y a pratiquement pas de propriétaires de terrains miniers dans la province qui soient au courant des dispositions de la loi fixant un délai de 15 ans, pour leur mise en valeur.

Nous ne voyons pas pourquoi le gouvernement ne veut pas accepter les suggestions constructives que nous avons faites. Nous voudrions que les propriétaires de terrains sur lesquels peuvent se trouver des mines aient l'occasion de pouvoir les exploiter eux-mêmes s'ils en ont les moyens, et s'ils peuvent le faire dans un délai raisonnable, disons dans un délai de deux ou trois mois avant de révoquer les concessions minières. Nous voudrions aussi que l'on accepte le droit absolu d'un propriétaire à une mine qu'il garde en réserve pendant qu'il en exploite une autre. Si l'on acceptait ces deux suggestions, la loi perdrait son caractère de spoliation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aucune loi ne contient de telles dispositions, parce

que cela va de soi. Le gouvernement pourra juger lui-même si le propriétaire est réellement en mesure de se livrer d'une manière efficace à cette exploitation. Le but de la loi est d'empêcher que nos ressources naturelles demeurent en friche.

Il (M. Duplessis) se déclare alors prêt à amender la loi pour dire que lorsque le ministre "désire commander la révocation des concessions minières ou des droits des mines", au lieu de "décide de révoquer" et pour fixer un délai de 90 jours. Il déclare que l'article 51a de la loi, tel que modifié par le présent bill, accorde déjà un délai de 60 jours. Il se dit prêt à accepter la suggestion du chef de l'opposition d'un délai de 90 jours.

M. Dupré (Verchères): Le délai dont avait parlé le chef de l'opposition s'applique à l'exploitation, tandis que le délai de 60 jours dont parle la loi se réfère simplement au pouvoir de procéder à l'expropriation des terrains.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se dit prêt à apporter certains amendements au bill et propose aussi d'apporter un amendement à l'article 51.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) veut avoir plus de précisions au sujet des amendements projetés.

On pourrait profiter de la suspension de la séance pour en préparer la rédaction.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Dépôt de documents:

Ministère de la Colonisation, Rapport 1953-1954

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Colonisation, pour l'année finissant le 31 mars 1954. (Document de la session no 24)

Demande et dépôt de documents:**Aide aux pêcheurs**

M. Marquis (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant, en autant qu'il s'agit d'items dépassant \$100:

1. Quels sont les nom, prénom et adresse de chacune des personnes auxquelles ont été payés les subsides et subventions au montant total de \$166,186.62, mentionnés à la page 9 de l'état C-12 (Pêcheries) des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier clos le 31 mars 1953, sous la rubrique "Agrès de pêche et embarcations, aide aux pêcheurs".

2. Quel montant a été payé à chacune de ces personnes.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre ledit état. (Document de la session no 25)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15**Projets de loi:****Loi des mines**

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 24 modifiant la loi des mines de Québec.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis ce jour par le représentant d'Argenteuil (l'honorable M. Cottingham)⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une grande partie de la discussion qui s'est déroulée dans l'après-midi a porté à faux parce que le gouvernement n'a jamais reçu de demande de la part de gens intéressés dans les puits d'huile. Le seul qui

a demandé quelque chose est un Canadien français, M. Pierre Beauchemin⁷, qui fait des recherches en vue de trouver du lithium, métal à la fois très léger et très résistant. Rien n'empêche le gouvernement de redonner la concession à celui qui vient de la perdre si celui-ci offre des garanties sérieuses que l'exploitation des richesses naturelles sera entreprise et continuée. Ce que le gouvernement veut, c'est que cela marche.

Pour éliminer les doutes que l'opposition pourrait avoir, il propose d'ajouter un amendement portant que "la présente résolution ne s'applique pas directement ni indirectement aux mines produisant de l'huile, du pétrole ou du gaz".

M. Dupré (Verchères): Nous avons parlé de pétrole seulement à titre d'exemple. Si nous avons parlé de cuivre, d'or, d'encens⁸, est-ce que le premier ministre présenterait un amendement pour exclure les mines de cuivre? Il est aussi bien d'enlever ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a parlé de pétrole tout l'après-midi. On a laissé entendre que nous voulions protéger l'Imperial Oil. Nous apportons une précision et l'opposition n'est pas encore contente? Tant pis, l'amendement va rester.

M. Dupré (Verchères) Le premier ministre s'améliore...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) Non, ce n'est pas le cas. C'est simplement ma patience qui augmente.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) intervient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte d'augmenter de 1 % le bénéfice du propriétaire de la surface du sol, et de porter de 4 % à 5 % le bénéfice que le concessionnaire devra payer sur ses profits.

M. Bélanger (Lévis) demande au premier ministre de laisser le choix à l'intéressé entre l'acceptation du 5 % sur les profits et l'expropriation pure et simple.

La résolution est amendée aux articles 51, 51a, 51c qui se lisent comme suit:

"51. Lorsque le ministre désire recommander de révoquer des concessions minières ou des droits de mines, il fait signifier au propriétaire un avis à cet effet. Si le propriétaire ne réside pas dans la province

ou est inconnu ou ne peut être retracé, le ministre donne cet avis en le faisant publier dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle du Québec* et, pendant la même période, deux fois dans un journal français et dans un journal anglais publiés à Montréal, à Québec et, s'il en est, dans tout district judiciaire où sont situés, en totalité ou en partie, les droits de mines concernés.

"51a. Après l'expiration des quatre-vingt-dix jours suivant la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut prononcer la révocation prévue par l'article 50, à moins que le propriétaire n'ait établi que ces mines lui sont nécessaires comme réserves pour assurer la continuité d'entreprises minières qu'il exploite dans la province.

"51c. Pour toutes les substances minérales qu'exploite le porteur d'un tel permis spécial, le propriétaire des droits de mines à la date de la révocation a droit, à titre de compensation, à une redevance annuelle de cinq pour cent des profits nets résultant de cette exploitation.

Cette redevance est payable par l'exploitant, mais perçue par le ministre en même temps que le droit sur les profits payable à la couronne.

"51e. Les articles ci-dessus ne s'appliquent pas directement ou indirectement aux mines produisant de l'huile, du pétrole ou du gaz."

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais,

Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 24 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 50 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) est modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du cinquième alinéa, les mots "cinq années qui ont précédé le 1^{er} mars 1939" par les mots "quinze années qui ont suivi le 1^{er} mars 1934".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose d'augmenter de 15 à 21 ans la période de temps pendant laquelle il faudra qu'une mine ait été inactive pour que le gouvernement puisse révoquer des droits miniers.

L'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 50 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196) est modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du cinquième alinéa, les mots "cinq années qui ont précédé le 1^{er} mars 1939" par les mots "vingt et une années qui ont suivi le 1^{er} mars 1934".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"[[2. L'article 51 de ladite loi est remplacé par les articles suivants:

"51. Lorsque le ministre décide, en vertu de l'article 50, de révoquer des concessions minières ou des droits de mines, il fait signifier au propriétaire un avis à cet effet. Si le propriétaire ne réside pas dans la province ou est inconnu ou ne peut être retracé, le ministre donne cet avis en le faisant publier dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle du Québec* et, pendant la même période, deux fois dans un journal français et dans un journal anglais publiés à Montréal, à Québec et, s'il en est, dans tout district judiciaire où sont situés, en totalité ou en partie, les droits de mines concernés.

"51a. Après l'expiration des soixante jours suivant la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut prononcer la révocation prévue par l'article 50, à moins que le propriétaire n'ait établi, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que ces mines lui sont nécessaires comme réserves pour assurer la continuité d'entreprises minières qu'il exploite dans la province.

"51b. Lorsqu'il y a révocation de concessions minières ou de droits de mines en vertu des articles 50, 51 et 51a, les mines concernées retombent dans le domaine public de la couronne et ne peuvent être ouvertes à l'exploration ou à l'exploitation qu'en vertu de permis spéciaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine.

"51c. Pour toutes les substances minérales qu'exploite le porteur d'un tel permis spécial, le propriétaire des droits de mines à la date de la révocation a droit, à titre de compensation, à une redevance annuelle de quatre pour cent des profits nets résultant de cette exploitation. Cette redevance est établie par le ministre sur le montant des profits tel que déterminé selon les dispositions de la section III de la présente loi.

"Cette redevance est payable par l'exploitant, mais perçue par le ministre en même temps que le droit sur les profits payable à la couronne.

"51d. Le ministre verse aux propriétaires intéressés les redevances perçues pour leur compte en vertu de l'article 51c.

"Si plusieurs propriétaires sont intéressés dans les mêmes droits de mines et ne s'entendent pas quant au partage des redevances versées à titre de compensation, le montant en est déposé, pour valoir comme dépôt judiciaire, entre les mains du ministre des Finances de la province, avec le même effet que s'il s'agissait d'un dépôt effectué en vertu des articles 46 à 67 de la loi du ministère des Finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71, implicitement modifié par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 46); et toute personne prétendant avoir des droits à cette compensation peut, après ce dépôt, s'adresser à la cour compétente, suivant le montant réclamé, par requête signifiée au ministre des Finances de la province, pour faire reconnaître ces droits et, sur production du jugement rendu, obtenir la remise, à même ce dépôt, du montant adjugé en sa faveur.

"Les dispositions du deuxième alinéa du présent article s'appliquent également aux cas de propriétaires inconnus de droits de mines ou n'ayant pas de domicile connu dans la province."]]

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"[[2. L'article 51 de ladite loi est remplacé par les articles suivants:

"51. Lorsque le ministre désire recommander de révoquer des concessions minières ou des droits de mines, il fait signifier au propriétaire un avis à cet effet. Si le propriétaire ne réside pas dans la province

ou est inconnu ou ne peut être retracé, le ministre donne cet avis en le faisant publier dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle du Québec* et, pendant la même période, deux fois dans un journal français et dans un journal anglais publiés à Montréal, à Québec et, s'il en est, dans tout district judiciaire où sont situés, en totalité ou en partie, les droits de mines concernés.

"51a. Après l'expiration des quatre-vingt-dix jours suivant la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut prononcer la révocation prévue par l'article 50, à moins que le propriétaire n'ait établi que ces mines lui sont nécessaires comme réserves, pour assurer la continuité d'entreprises minières qu'il exploite dans la province.

"51b. Lorsqu'il y a révocation de concessions minières ou de droits de mines en vertu des articles 50, 51 et 51a, les mines concernées retombent dans le domaine public de la couronne et ne peuvent être ouvertes à l'exploration ou à l'exploitation qu'en vertu de permis spéciaux autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine.

"51c. Pour toutes les substances minérales qu'exploite le porteur d'un tel permis spécial, le propriétaire des droits de mines à la date de la révocation a droit, à titre de compensation, à une redevance annuelle de cinq pour cent des profits nets résultant de cette exploitation.

"Cette redevance est payable par l'exploitant, mais perçue par le ministre en même temps que le droit sur les profits payable à la couronne.

"51d. Le ministre verse aux propriétaires intéressés les redevances perçues pour leur compte en vertu de l'article 51c.

"Si plusieurs propriétaires sont intéressés dans les mêmes droits de mines et ne s'entendent pas quant au partage des redevances versées à titre de compensation, le montant en est déposé, pour valoir comme dépôt judiciaire, entre les mains du ministre des Finances de la province, avec le même effet que s'il s'agissait d'un dépôt effectué en vertu des articles 46 à 67 de la loi du ministère des Finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71, implicitement modifié par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 46); et toute personne prétendant avoir des droits à cette compensation peut, après ce dépôt, s'adresser à la cour compétente, suivant le montant réclamé, par requête signifiée au ministre des Finances de la province, pour faire reconnaître ces droits et, sur production du jugement rendu, obtenir la remise, à même ce dépôt, du montant adjugé en sa faveur.

"Les dispositions du deuxième alinéa du présent article s'appliquent également aux cas de propriétaires inconnus de droits de mines ou n'ayant pas de domicile connu dans la province.

"51e. Les articles ci-dessus ne s'appliquent pas directement ou indirectement aux mines produisant de l'huile, du pétrole ou du gaz."]]

Les amendements sont adoptés.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 24 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill tel qu'amendé soit agréé.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thellier, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill amendé est, en conséquence, agréé.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 21.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter⁹.

Preuve photographique de documents

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi concernant la preuve photographique de certains documents soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 sans l'amender.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bélanger (Lévis): Lorsque la Chambre se réunit en comité des voies et moyens, il est temps de parler de questions intéressant l'administration de la province. Je veux parler aujourd'hui du service civil. Nous aurons, au cours de l'étude des crédits, l'occasion de revenir sur le sujet, mais la motion actuelle donne l'occasion de proposer des moyens propres à améliorer la situation du service civil. Cette question est très importante, je ne veux pas faire de démagogie ni de petite politique, mais être objectif et servir les intérêts de la province de Québec.

La Société Saint-Jean-Baptiste, dans son mémoire devant la Commission Tremblay, a attiré l'attention sur l'importance d'un bon service civil. Elle a fait allusion au service civil fédéral à Ottawa qu'elle considère basé sur des fondations plus solides et plus stables que dans le service civil provincial. Je veux prendre la situation telle qu'elle est et dans les conséquences qu'elle peut avoir. Je crois que la première condition requise pour le fonctionnarisme intéressé, compétent et dévoué, c'est d'avoir des salaires convenables.

Si les fonctionnaires reçoivent en groupe \$10,000,000 de plus qu'en 1945, c'est que leur nombre a augmenté et le coût de la vie également. La deuxième, c'est d'assurer des conditions de travail adéquates. La province a besoin de \$200,000,000 de plus qu'en 1944 pour s'administrer. Le problème qui se pose pour la province se pose également pour les employés civils.

Tous les jours, un député ou un ministre a l'occasion de recevoir des doléances d'un fonctionnaire civil, aucune loi ne garantissant à chaque employé des augmentations de salaires conformes à leurs compétences et à leurs états de service.

Ici, le seul barème qui existe dans la province, c'est le favoritisme politique. En 1953, il y avait plus de 17,000 listes d'éligibilité. La Commission du service civil n'est composée que d'un seul homme et, en pratique, c'est le ministre du département qui décidera si l'employé a droit à une augmentation. Il n'y a pas, dans la province, un droit garantissant un salaire égal à travail égal.

On se plaint également que les employés civils n'ont pas droit au chapitre quand il s'agit de faire valoir leurs revendications. Ils n'ont pas d'organisme pour faire valoir leurs demandes, comme c'est le cas des ouvriers dans l'industrie. Les lois permettent certaines associations, mais ces associations n'ont pas le pouvoir qu'ont celles qui représentent les ouvriers dans les industries. Le problème est complexe, mais nous avons le droit de nous inspirer sur ce qui se fait ailleurs. En Saskatchewan, le gouvernement a accordé des conventions collectives à ses employés. Tout le monde est sur le même pied. Aucune influence politique ne peut s'exercer.

Ici, rien ne garantit un traitement indépendant de la politique et qui est susceptible d'assurer la sécurité de l'emploi. C'est ce qui manque dans la province de Québec, une association de fonctionnaires qui ait le droit de faire valoir leurs revendications. Il manque aux employés civils des garanties légales pour un traitement indépendant de politique et assurant la sécurité de l'emploi. Je crois qu'il serait temps que les employés civils aient droit de faire valoir leurs revendications comme telles.

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires à l'administration de la province, regrette que le gouvernement au pouvoir n'ait apporté aucune législation de nature à assurer à tous les employés civils de cette province des conditions de travail et des salaires basés sur leur compétence, leur expérience et l'augmentation du coût de la vie, plutôt que la discrétion du gouvernement."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député de Lévis vient de faire un débat sur les salaires et l'opposition n'aurait plus conséquemment le privilège de revenir sur cette question. Il s'agit de salaires, donc de dépenses, et ce privilège est réservé aux ministres de la couronne, et non à un député sur résolution préalable, recommandée par le lieutenant-gouverneur, comme l'exigent les articles 155, 538 et 548 du Règlement. L'amendement est illégal parce qu'il comporte des dépenses et qu'on exprime des vœux qui ne sont pas conformes à la loi. Au cours d'un précédent débat, il a été question du salaire des employés civils et une motion comme celle du député de Lévis est hors d'ordre, parce que prévoyant une dépense d'argent.

M. l'Orateur: À l'avenir, nous ne pourrions pas revenir sur ce point. L'amendement est irrégulier parce qu'il comporte des dépenses d'argent.

M. Bélanger (Lévis): La motion est dans l'ordre selon l'article 377, paragraphe 2 du Code. Le débat a porté uniquement sur le fait de savoir si la Chambre devait aller en comité des subsides.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne relève pas du point d'ordre.

M. l'Orateur: Il ne peut y avoir deux points d'ordre. Le débat au sujet des salaires ayant eu lieu, il ne peut être question qu'il revienne. La motion est irrégulière parce qu'elle comporte des dépenses d'argent.

M. Ross (Montréal-Verdun): La motion est parfaitement légale; en vertu du paragraphe 2 de l'article 155, le député de Lévis (M. Bélanger) a émis une motion abstraite, qui ne tombe pas sur l'application du paragraphe 1 du même article.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Lévis dit que cette Chambre regrette tout simplement que le gouvernement n'ait aucune législation pour protéger les employés civils. Non seulement on constate qu'une législation n'est pas apportée, mais on exprime des regrets. L'expression d'un regret n'entraîne pas une dépense d'argent et ne peut être assimilée à une motion comportant une augmentation de dépenses. Même si la motion était votée à l'unanimité de la Chambre, il n'y a aucune obligation de la part de la province d'encourir à une dépense d'argent. La Chambre fait un vœu pour que la Législature, à l'avenir, prenne des mesures concrètes.

M. l'Orateur: À première vue, la motion me semble irrégulière, mais je réserve ma décision et je la rendrai par écrit au cours d'une prochaine séance.

La motion proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil est mise aux voix et adoptée.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission

municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères) soulève le cas de ville Jacques-Cartier. Il fait allusion aux emprunts contractés par cette municipalité de la rive sud, en 1951 et 1954, et à son état financier général.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le gouvernement de la province a contribué à établir le crédit de la ville de Jacques-Cartier, dans le comté de Chambly, en se portant à l'aide de cette municipalité. En 1951, ville Jacques-Cartier était dans une situation pénible, par suite de l'accroissement rapide de sa population et des services nombreux à créer. C'est pourquoi, à la demande du député du comté (M. Roche), le premier ministre avait décidé de lui venir en aide. Sans la garantie du gouvernement, il est douteux que la municipalité eût pu trouver prêteur. Grâce à cette garantie, les \$5,000,000 ont pu être obtenus à un coût net de 4.23 %. L'emprunt de \$5,500,000¹⁰ fait l'automne dernier, par cette municipalité, après les approbations requises, n'a pas été garanti par la province, même si la ville était alors en défaut. Lors de l'emprunt de \$5,000,000 contracté en 1951, la ville n'était pas en tutelle, mais son crédit n'était pas établi.

C'est pourquoi, faisant exception à la règle générale, le gouvernement avait décidé de garantir cet emprunt. Par suite de cet emprunt, on a commencé les travaux d'établissement de ses services d'aqueduc et d'égout qui ont permis à la municipalité d'établir, péniblement peut-être, mais sûrement, son crédit. C'est parce que ce crédit était né que le gouvernement n'a pas garanti l'emprunt de l'automne dernier.

Cette garantie, nécessaire il y a quatre ans, ne l'était plus cette fois-ci, car la ville était parvenue, grâce précisément à ce premier emprunt, à établir son crédit. Le gouvernement a remboursé le capital et les intérêts de cet emprunt, cela en exécution de la garantie donnée par lui, la ville étant incapable de faire elle-même ces remboursements pour le moment. Actuellement, le montant remboursé s'élève à environ \$500,000.

Depuis lors, Jacques-Cartier a continué à organiser ses services et son crédit n'a fait que s'améliorer, si bien que la ville prévoit de pouvoir boucler son budget en 1955. La situation va toujours en s'améliorant, l'assainissement des finances va bon train dans cette municipalité et, avec ce second emprunt, la ville a pu poursuivre les travaux de construction de son aqueduc qui seront terminés d'ici peu. Les services publics, tels que ceux de la voirie, de la protection des incendies, s'organisent efficacement. Mais ce dernier emprunt non garanti

par la province a été fait à un coût net de 5.99 % comparativement à 4.23 % pour celui de 1951.

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement aurait été encore plus justifié de garantir le dernier emprunt, la ville étant maintenant en défaut.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): La municipalité était en mesure de rencontrer ses obligations sur cette émission.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): L'intérêt de 5.99 % payé par ville Jacques-Cartier pour le second emprunt n'est pas prohibitif, car un emprunt coûte en général 6 % dans la province, quand ce n'est pas davantage.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) explique la procédure suivie par les corporations en tutelle pour la vente d'émissions de débentures. Il souligne que la politique générale du gouvernement n'était point de garantir de tels emprunts.

Il ne reste plus que 63 corporations dont 35 municipales, 25 scolaires et 3 de syndics, sous le contrôle de la Commission municipale de Québec. Sur les 63 corporations en défaut, 61 sont présentement réorganisées, mais restent, pour diverses raisons, sous le contrôle de la Commission municipale. Celles qui demeurent sous la tutelle, quoique réorganisées, le font de leur initiative ou sur l'initiative de créanciers obligataires qui exigent la continuation de la tutelle pour un certain nombre d'années. Bientôt, 23 seront relevées de ce contrôle.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) déclare qu'il n'y a pas de ville fermée dans la province.

La résolution est adoptée¹¹.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Demandes de documents:

Plan rural et maritime

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant, en autant qu'il s'agit d'items dépassant \$100:

1. Quels sont les nom, prénom et adresse de chacune des personnes auxquelles ont été payés les subsides et subventions au montant de \$40,500 mentionnés à la page 10 de l'état C-12 (Pêcheries) des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier clos le 31 mars 1953, sous la rubrique "Plan rural et maritime".

2. Quel montant a été payé à chacune de ces personnes.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Thomas Tremblay (1895-1988) a été admis au Barreau en 1919 et occupa de nombreuses fonctions durant sa carrière: citons, entre autres, qu'il fut juge des sessions de la paix (1938-1968), juge en chef de cette Cour (1948-1968), président de l'Office de l'électrification rurale (1945-1950), président de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (1953-1955). Il prit sa retraite en 1968.

2. Le *Montréal-Matin* du 13 janvier 1955, à la page 5, mentionne que le premier ministre a piloté "le bill à la place de M. Cottingham qui souffre d'un mauvais rhume, mais qui était présent en Chambre".

3. De l'énumération de M. Hamel, tous les journaux ne mentionnent que trois des huit éléments qui enlèvent de l'argent au bénéficiaire du 4 %.

4. *L'Action catholique* du 13 janvier 1955, à la page 3, rapporte que, suite à la nomination de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) comme adjoint parlementaire, c'était la première fois que les nouveaux whips du gouvernement durent rassembler les députés ministériels pour un vote: "Les whips n'ont pas eu de difficulté à recruter les députés de la droite." Le nouveau whip en chef est M. Bellemare (Champlain) et ses adjoints sont M. Hébert (Beauharnois), M. Dallaire (Rouyn-Noranda) et M. Gagnon (Matapédia).

5. Alphonse-Olivier Dufresne, sous-ministre des Mines, de 1941 à 1960.

6. Pour prendre connaissance de la résolution, il s'agit de référer à la partie de séance tenue ce jour en après-midi.

7. Le géologue Pierre Beauchemin (1892-1968) était une figure dominante du monde minier du Québec. Actifs dans l'industrie du bois à Amos, ses frères et lui achetèrent, à partir de 1927, des lots potentiellement aurifères à Val-d'Or. En 1934, la Sullivan Consolidated Gold Mine entre en production. En 1944-1945, il découvre d'autres gisements de cuivre et de zinc à East Sullivan et met sur pied la Québec Lithium qui fut la première et seule mine de lithium au pays. Il reçut un doctorat honorifique de l'Université Laval et de l'Université de Montréal. Il sera élu à titre posthume au Canadian Mining Hall of Fame en 1988.

8. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 13 janvier 1955, à la page 3, raconte que M. Dupré, "encore dans l'esprit des Fêtes [...], pensait aux cadeaux des mages".

9. *L'Action catholique* du 13 janvier 1955, à la page 3, rapporte que "le débat s'est ouvert de façon très calme. Tout semblait indiquer que le bill subirait rapidement ses trois lectures. Mais la discussion est devenue de plus en plus vive et la fin de séance a été houleuse". La *Gazette* du 13 janvier 1955, à la

page 26, estime que le débat sur la loi des mines a duré près de trois heures. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 13 janvier 1955, à la page 3, pour sa part mentionne "près de quatre heures".

10. Chiffre de *La Patrie* du 13 janvier 1955, à la page 12. Le *Montreal Daily Star* du 13 janvier 1955, à la page 8, et *La Presse* du même jour, à la page 33, mentionnent le montant de \$6,500,000.

11. *L'Action catholique* du 13 janvier 1955, à la page 3, rapporte que, "rencontré après la séance de la Chambre, l'honorable Prévost a déclaré que les deux seules municipalités non réorganisées sont celles de Jacques-Cartier et de Québec-Ouest. Quant à Québec-Ouest, en défaut depuis 1933, un projet de règlement a été préparé par la Commission municipale et sera soumis très prochainement. Tout indique qu'il sera adopté et que la municipalité cessera d'être sous le contrôle de la Commission. Si l'on tient compte que la Commission municipale a été créée en 1932, la ville de Québec-Ouest est certainement l'une de celles qui ont été le plus longtemps sous son contrôle". Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 13 janvier 1955, à la page 3, mentionne quant à lui que: "La dette de la municipalité est de \$722,000, soit \$272,000 en débentures échues, \$200,000 en intérêts sur les débentures et un montant de \$250,000 dû au gouvernement pour assistance publique. Le budget de la ville n'a pas été équilibré depuis 1933, alors qu'elle était la première municipalité en graves difficultés financières à requérir l'aide de la Commission. Les dépenses, en 1953, étaient de \$167,000 pour des revenus de \$152,000".

Séance du jeudi 13 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions de privilège:

**Aménagement
des quartiers insalubres**

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): J'ai été un peu surpris d'apprendre que le sénateur L.-D. Tremblay de Québec aurait déclaré au Sénat hier qu'il aurait déploré que la province de Québec n'ait pas conclu d'entente avec le gouvernement fédéral pour la disparition des taudis. C'est vrai que les membres du Sénat ne sont pas toujours au courant de tout ce qui se passe à Ottawa, et encore moins de ce qui se passe à Québec, comme le démontre la déclaration du sénateur Tremblay qu'on m'a rapportée.

Il n'y a que quelques mois, le 17 septembre 1954, une délégation du comité exécutif de la ville de Montréal a rencontré le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et a soumis au chef du gouvernement du Québec un projet d'aménagement des quartiers insalubres selon les dispositions fédérales. Il n'a fallu que 30 minutes au premier ministre pour examiner le plan et l'approuver. La prochaine étape était de communiquer avec les autorités à Ottawa, ce que nous avons fait aussitôt. Le 17 novembre suivant, les représentants de Montréal rencontraient les autorités fédérales pour leur soumettre le même plan. Ceci se passait il y a environ deux mois et, depuis lors, aucune nouvelle n'est venue d'Ottawa.

Je crois que le sénateur de Québec rendrait davantage service à la population de Montréal si, au lieu de formuler des critiques injustifiées contre le gouvernement de Québec, il cherchait à découvrir pourquoi le gouvernement fédéral retarde l'approbation d'un projet d'aménagement des quartiers insalubres au coût de \$18,798,000, à Montréal. Par ce retard, Ottawa empêche la ville de Montréal d'aller de l'avant avec un projet d'aménagement des quartiers insalubres qui a été approuvé à la fois par le gouvernement du Québec et par les citoyens de Montréal. Le sénateur devrait

comprendre aussi que Québec est désireux de coopérer avec Ottawa, mais que la coopération n'est pas une voie à sens unique.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 134 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Projets de loi:

**Charte de
Côte-Saint-Luc**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Commission de transport de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de Hâvre-des-Maisons, Îles-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à acquérir le terrain nécessaire pour la construction d'une piste d'atterrissage;
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de Téléphone de Québec et ses filiales, la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent limitée, et The Bonaventure and Gaspé Telephone Company Limited, demandant l'adoption d'une loi leur accordant les pouvoirs d'acquérir par expropriation des terrains, droits de passage ou servitude;
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation du village de Bois-des-Filion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale de la paroisse de l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi érigeant ladite municipalité en ville et lui accordant des pouvoirs plus étendus;
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;
- de la ville de Murdochville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville et des commissaires d'écoles pour la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Sainte-Thérèse, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la paroisse de Petite-Rivière, demandant l'adoption d'une loi l'érigeant en corporation sous le nom de ville de Petite-Rivière.

Projets de loi:

Charte de LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mot de bienvenue à M. C. W. Fox

Les députés saluent la présence du député de Brome (M. Fox) qui fait sa première visite à la Chambre de la session.

Charte de Drummondville

M. Pinard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Murdochville

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 concernant la ville de Murdochville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173

concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Mackayville

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 modifiant la charte de la ville de Mackayville et lui accordant certains pouvoirs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 modifiant la charte de la ville de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Pointe-Claire

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Petite-Rivière

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 constituant en corporation de ville la corporation de la Petite-Rivière, comté de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Thérèse et Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd.

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 concernant la ville de Sainte-Thérèse et Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Piste d'atterrissage de Hâvre-aux-Maisons

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 214 accordant à la corporation de Hâvre-aux-Maisons, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs spéciaux concernant une piste d'atterrissage.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 216 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Île-Perrot

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 érigeant en corporation de ville la municipalité de l'Île-Perrot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Acton Vale

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 231 concernant la ville d'Acton Vale et les commissaires d'écoles de la ville d'Acton Vale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Bois-des-Filion

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 233 modifiant la charte de la corporation du village de Bois-des-Filion.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Québec-Téléphone et la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent Itée

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 237 concernant le droit d'expropriation par la Corporation de téléphone de Québec, la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent limitée et The Bonaventure and Gaspé Telephone Company Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission de transport de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 240 concernant la Commission de transport de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 242 concernant la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Décisions de l'Orateur:

Amendement à la motion portant formation du comité des subsides

M. l'Orateur: Sur la motion de l'honorable député de Matane (M. Gagnon) que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Bélanger (Lévis) a proposé, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel):

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires à l'administration de la province, regrette que le gouvernement au pouvoir n'ait apporté aucune législation de nature à assurer à tous les employés civils de cette province des conditions de travail et des salaires basés sur leur compétence, leur expérience et l'augmentation du coût de la vie, plutôt que la discrétion du gouvernement."

L'honorable premier ministre a soulevé un point d'ordre alléguant que cet amendement est irrégulier et contraire aux règlements.

Après avoir étudié la question, j'en arrive aux conclusions suivantes: Il y a des doutes au sujet de la régularité de l'amendement qui a l'apparence d'un pamphlet politique, ce qui est contraire aux règlements, en vertu de l'article 150, mais je donne le bénéfice du doute à l'opposition. En outre, l'amendement contient des affirmations qui semblent contredites par les faits. Il appartient à la Chambre de décider en l'occurrence, et je sou mets l'amendement au vote de la Chambre.

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 19.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fox, French, Gagnon (Matane) Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, Thibeault, 58.

Ainsi, la motion d'amendement est rejetée.

Projets de loi:

Macamic

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 constituant en corporation de ville le village de Macamic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Collège des chiropraticiens

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Greenfield Park

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Aéroport de Charlevoix

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 accordant à la corporation du comté de Charlevoix-Est et à la corporation du comté de Charlevoix-Ouest certains pouvoirs pour construire et opérer un aéroport soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Chicoutimi

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 238 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Tracy et Saint-Joseph-de-Sorel

M. Cournoyer (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph-de-Sorel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession J.-Émile Dubreuil

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 concernant la succession de feu J.-Émile Dubreuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de Osmond Latreille

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 concernant le

testament de Osmond Latreille soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Solidarité, compagnie d'assurance

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 concernant La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Institut Albert Prévost

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 219 concernant l'Institut Albert Prévost soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Benjamin Drolet et Rosanna Gauvreau

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 concernant la succession de Benjamin Drolet et de dame Rosanna Gauvreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Le Club Shawinigan

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 234 modifiant la charte et définissant les pouvoirs de Le Club Shawinigan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi médicale de Québec

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 235 modifiant la loi médicale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Affaires judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 pour faciliter l'expédition des affaires judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie le bill article par article.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 43 du Code de procédure civile, remplacé par l'article 1 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 74, par l'article 1 de la loi 10 George V, chapitre 79, et modifié par l'article 7 de la loi 19 George V, chapitre 85, par l'article 2 de la loi 1 Édouard VIII (deuxième session), chapitre 41, par l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 18, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 33, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du sous-paragraphe c du paragraphe 1, les mots "quatre cents dollars" par les mots "cinq cents dollars".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de se rendre à la demande du juge en chef de la Cour d'appel, l'honorable Antonin Galipeault², du juge en chef de la Cour supérieure, l'honorable Albert Sévigny³, et du juge en chef adjoint W. B. Scott⁴, à Montréal. Il arrive souvent que des gens et plusieurs grosses compagnies se servent de la Cour d'appel pour éviter de payer les jugements rendus en Cour supérieure.

Ce sont des tactiques de nature à décourager les plaideurs et que nous voulons réprimer en haussant le montant de l'intérêt en jeu pour se prévaloir de l'appel. Cet amendement a été demandé par les juges en chef de la Cour d'appel et de la Cour supérieure et a pour objet de faciliter encore davantage l'expédition des affaires judiciaires en en haussant le montant de l'intérêt en jeu pour éliminer les appels purement dilatoires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le Barreau a-t-il été consulté à ce sujet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, quand nous avons fixé à \$400 l'intérêt requis pour aller en appel, le Barreau ne s'est pas prononcé comme tel. Certains de ses membres étaient pour, d'autres étaient contre. Mais ce qui importe, c'est l'intérêt des plaideurs en premier lieu. Il y a ensuite les juges, et enfin les avocats.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On comprend plus facilement l'intervention du juge en chef de la Cour d'appel que celle des deux juges de la Cour supérieure. Ces deux derniers n'ont rien à gagner. Pourquoi intervenir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils sont intéressés à l'expédition plus rapide des affaires judiciaires. La congestion existait il y a quelques années à la Cour supérieure. Le gouvernement provincial est intervenu et les changements qu'il a apportés ont diminué de près de 4,000 causes les rôles encombrés. Cela a eu pour effet d'améliorer également la situation à la Cour d'appel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans un cas comme celui-ci, est-ce que ce sont les besoins des justiciables ou ceux de l'administration judiciaire qui doivent entrer en ligne de compte? Je doute pour ma part qu'on doive tenter de remédier à un état de choses en enlevant des droits aux citoyens. C'est un principe dangereux. Ou nous avons l'organisation judiciaire suffisante, ou nous ne l'avons pas. Si l'organisation n'est pas suffisante, qu'on la développe pour faire face aux besoins. Voici qu'on retranche des droits d'appel année après année. Bien sûr qu'il y a des appels dilatoires et c'est regrettable. Mais il y a aussi des actions qui se prennent dans un but purement dilatoire en Cour de magistrat et en Cour supérieure. Est-ce à dire qu'il faudrait enlever aux justiciables le droit d'intenter des actions en Cour supérieure et en Cour de magistrat à cause de cela?

Je suis convaincu que la très grande majorité des avocats est contre cette proposition. On ne punit pas toute une catégorie de gens pour la faute d'un petit nombre. Si réellement il faut décongestionner la Cour d'appel, il y aurait peut-être lieu d'augmenter le dépôt à \$1,000. Bien des avocats proclament que c'est une mauvaise chose et que ces restrictions au droit d'appel créent un grave problème pour les justiciables. Il faut prendre des mesures pour que l'organisation judiciaire puisse faire face aux besoins

de la population. Pour ma part, je ne puis pas approuver cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les juges de la Cour d'appel n'ont rien à gagner en faisant cette demande. Ils ne considèrent que l'intérêt public, à la lumière de leur vaste expérience. Ce qu'il faut servir, ce ne sont pas les avocats, ni les juges, mais les fins de la justice. Et les fins de la justice ne sont pas servies quand on va en appel pour retarder de payer ce qu'on doit. Il s'agit de protéger les plaideurs contre des délais injustifiables, car il ne peut pas y avoir de véritable justice sans qu'on puisse exécuter rapidement ses décisions. Il ne faut pas oublier que l'appel n'est pas un droit: c'est une faveur.

M. Cournoyer (Richelieu): C'est une théorie qui doit être enseignée à l'université de Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand j'ai plaidé, moi, j'ai gagné mes causes.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): S'il y a un retard dans le traitement des cas à la Cour supérieure, c'est la faute du gouvernement actuel, parce qu'il n'a pas recommandé la nomination de juges supplémentaires à la Cour civile. Ce bill est contraire aux droits des citoyens, aux traditions de la justice française et à l'opinion du Barreau. Sous prétexte d'améliorer l'administration de la justice, on rogne les droits des justiciables. Je blâme le gouvernement de n'avoir pas consulté le Barreau et je proteste au nom du Barreau de la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il est membre du Barreau depuis 41 ans, qu'il a pratiqué activement sa profession pendant 31 ans, qu'il y a, du côté de la droite, trois députés qui ont été bâtonniers de la province, et qui doivent avoir intérêt à défendre le Barreau. Mais ils ont été élus ici pour légiférer dans l'intérêt du peuple et ils comprennent que toute loi doit être subordonnée à cet intérêt public. Nous sommes ici pour servir non pas un groupe, mais l'intérêt public. Et les juges en chef sont très bien placés pour voir l'intérêt public. Il n'y a pas un avocat consciencieux qui va conseiller à son client d'aller en appel pour moins de \$500 quand il sait qu'il risque \$800⁵ de frais. Ça n'a pas de bon sens. C'est le simple bon sens et notre loi fait passer ce bon sens en action.

M. Cournoyer (Richelieu): Il est inconcevable qu'un homme, qui a occupé des positions aussi importantes, énonce des opinions comme celles-là. C'est très bien de s'inspirer d'un tel ou d'un tel. Mais il y a tout de même quelque chose d'important dans la province: c'est le citoyen du Québec. Le premier ministre est allé jusqu'à dire que l'appel ce n'est pas un droit mais une faveur. Voilà où on en est rendu dans la province: le droit d'appel, c'est une faveur comme le crédit agricole, les pensions de vieillesse et l'électrification rurale. La vérité, c'est qu'on recourt à des moyens anormaux pour régler une situation anormale.

C'est à la Cour supérieure qu'il y a congestion. On veut venir à son secours en diminuant le nombre des causes de la Cour d'appel. Ce n'est pas une façon de régler le problème de la congestion des tribunaux que de supprimer les causes. On pourrait tout aussi bien supprimer les rôles et les avocats. Pour modifier le Code, on devrait consulter tous les intéressés, non seulement les juges, mais les membres du Barreau et les justiciables.

M. Bélanger (Lévis): Quand le premier ministre explique la façon dont il entend décongestionner les rôles, son raisonnement est un peu comme celui de qui, n'ayant que neuf chapeaux pour dix personnes, déciderait de couper la tête à la dixième personne, afin de régler son problème.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une histoire qui a dû arriver au député. Il a dû se faire couper la tête.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre parle à travers son chapeau. Il parle plus souvent qu'à son tour.

Il (M. Bélanger) donne lecture d'une série d'articles du Code civil.

Le Code civil dit qu'il y a appel à la Cour du Banc de la Reine de tout jugement de la Cour supérieure, sauf les exceptions prévues par la loi. Le droit d'aller en appel est un droit normal et général; ce n'est donc pas un droit d'exception.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ce que disent les députés de l'opposition, quand ils prétendent que le droit d'appel est accessible à tous les citoyens, n'est pas exact. Tout le monde a accès aux tribunaux, mais le Code ne prévoit pas qu'ils peuvent entendre toutes les causes. À part la Cour supérieure, toutes les cours sont restreintes dans leur juridiction. On ne peut leur soumettre n'importe

quelle cause. Quand un plaideur va en appel, il doit avoir un intérêt qui vaille la peine de prendre un tel risque.

Le droit d'un citoyen de porter sa cause devant la Cour suprême est un droit restreint. Pour aller à la Cour suprême, il faut que le montant en jeu soit de \$2,000. Le projet de loi à l'étude stipule que pour en appeler d'un jugement de la Cour supérieure il faut que l'intérêt en jeu soit de \$500. C'est que cela ne vaut pas la peine d'en appeler dans le cas où l'intérêt en jeu est moindre; car les frais d'appel sont élevés. Les juges nous ont représenté qu'étant donné les conditions de vie actuelles, il serait bon de porter l'intérêt en jeu à \$500 pour aller devant la Cour d'appel, afin d'empêcher des risques inutiles. Ce n'est sûrement pas exorbitant. Il n'est pas dans l'intérêt de l'administration de la justice de permettre à une personne impliquée dans une poursuite de risquer une couple de milliers de dollars pour porter en appel une cause dans laquelle le montant en jeu n'est seulement que de quelques centaines de dollars.

Par ailleurs, le bill doit aider à décongestionner les tribunaux, notamment la Cour supérieure où, ces derniers temps, il y a eu déjà une grande amélioration comme le juge Scott l'a lui-même remarqué. Le gouvernement a déjà fait beaucoup pour remédier à la congestion des affaires judiciaires à Montréal mais, en dépit des réformes appliquées depuis la loi de l'an dernier, il y a encore des causes qui sont en retard d'un an devant la Cour d'appel.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Une des conséquences de la loi à l'étude est d'empêcher que l'on porte certaines causes destinées à faire jurisprudence devant une instance supérieure. Il arrive très souvent que, même si le montant en jeu est minime, le principe impliqué puisse affecter les droits des citoyens d'une façon très sérieuse. Si l'on veut décongestionner les rôles dans le district de Montréal, que le gouvernement provincial permette de nommer trois ou quatre autres juges de la Cour supérieure dans la région. Il refuse de le faire par partisanerie politique. Il a peur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Que le député abandonne ces excès de langage!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je n'ai pas à recevoir de leçon de politesse du premier ministre.

Des voix ministérielles: Oh! Oh!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): On manque de juges à la Cour supérieure à Montréal.

M. le président rappelle le député à l'ordre parce qu'il a déplacé l'objet de la discussion. Il ne doit pas être question de nomination de juges, mais de changer un montant.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 541 dudit code est remplacé par le suivant:

"541. Le jugement doit être susceptible d'exécution. S'il y a eu contestation, le jugement doit en outre contenir les motifs de la décision et le nom du juge qui l'a rendue."

Plusieurs membres de l'opposition soumettent que la clause est mal rédigée et que si on la prenait au pied de la lettre, un jugement, dans une instance non contestée, pourrait être valable sans même contenir le nom du juge.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) compare l'article 541 encore en vigueur avec le nouvel article qui doit le remplacer. Ce dernier dit notamment: "S'il y a eu contestation, le jugement doit en outre contenir les motifs de la décision et le nom du juge qui l'a rendue". Or, on fait disparaître de la loi, après le mot "contenir", les mots "le sommaire des points de droit et de fait". Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est à la demande du juge en chef. La loi contenait beaucoup trop de redondances, de répétitions. Il est évident que, quand on fait imprimer la même chose quatre fois, ça coûte plus cher qu'une seule fois. Ce qui importe, c'est de reproduire les considérants et le dispositif. Il est inutile de répéter les plaidoyers. Cette mesure fera épargner beaucoup d'argent.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): On veut faire aussi disparaître le nom du juge dans le cas de jugement par défaut.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le juge Scott a déclaré, à plusieurs reprises publiquement, que jamais le département du procureur général n'a autant facilité l'expédition des affaires de la justice.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare ne pas comprendre pourquoi on veut simplifier la procédure de pareille façon. On peut admettre une telle simplification pour la grande majorité des cas,

mais non pour tous. Certaines causes qu'on élimine mériteraient d'être entendues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui importe, ce n'est pas le nom du juge, mais les considérants et le dispositif. Le projet de loi a pour but de simplifier la procédure pour que, chaque année, des milliers et des milliers de causes ne soient pas retardées. Personne n'en souffrira.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les changements qu'on veut apporter à la législation sont mauvais et le bill reviendra du Conseil législatif qui l'aura amendé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste sur les améliorations apportées dans l'administration des affaires judiciaires à Montréal.

À deux ou trois reprises, le juge en chef adjoint de la Cour supérieure, le juge W. B. Scott, a remercié le département du procureur général de sa coopération. La clause a été rédigée de A à Z par l'honorable W. B. Scott, juge en chef suppléant de la Cour supérieure. Ce qui est important dans un jugement, ce sont les considérants et le dispositif. Le nom du juge, ce n'est qu'un incident.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Travaux de drainage

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 10 décembre 1954, pour la production d'une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement et la province de Québec et toute personne, société ou corporation, depuis le 14 janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance ou autrement. (Document de la session no 26)

Emprunts par émission d'obligations

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 10 décembre 1954, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de cette province depuis le 14 janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, concernant des emprunts de la province par émission d'obligations, et de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province, relativement à tels emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts. (Document de la session no 27)

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lévis (M. Bélanger) a, hier soir, cité en exemple le gouvernement C.C.F. (Cooperative Commonwealth Federation) de la Saskatchewan. On cite ce qui nous convient; mais nous n'irons pas prendre nos exemples auprès du parti C.C.F. De plus, je trouve surprenant que l'amendement du député de Lévis n'ait pas été présenté par un député de Québec, puisque le problème du salaire des employés civils intéresse au premier chef les députés de la ville de Québec où résident le plus grand nombre des employés civils. A-t-on pensé du côté de l'opposition que les députés de Québec-Est (M. Marquis) et de Québec-Ouest (M. Savard) manquaient de compétence

pour le faire, vu qu'on a confié cette tâche au député de Lévis; est-ce qu'ils ne peuvent pas plaider leur cause aussi bien que le député de Lévis? Il me semble que cette manière de procéder n'est pas juste pour les deux députés de Québec: ils ne méritent pas cela, d'autant plus qu'ils auraient beaucoup mieux plaidé que le député de Lévis.

On veut parler du salaire des employés civils. On nous reproche du côté de l'opposition de les avoir négligés. Mais les affirmations du député de Lévis sont contredites par les faits. Je puis affirmer de nouveau, faits à l'appui, que jamais les employés civils n'ont été aussi bien traités qu'ils le sont actuellement sous le gouvernement de l'Union nationale. Les 15,000 fonctionnaires du Québec reçoivent chaque année en salaire seulement \$12,000,000 de plus qu'il y a 10 ans. Nous avons amélioré leurs conditions sociales en instituant un système d'assurance...

M. Bélanger (Lévis): Je soulève un point d'ordre. Comment se fait-il que le premier ministre peut parler sur une motion déclarée hors d'ordre. La motion que j'ai présentée hier a été rejetée. L'affaire est classée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que l'opposition ignore les règlements. J'ai le droit de présenter une motion pour aller en comité des subsides.

M. Cournoyer (Richelieu): L'amendement à cet effet présenté par le député de Lévis a été rejeté. Le premier ministre lui-même a dit que l'affaire était réglée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je persiste à prétendre que j'ai le droit de présenter une motion pour aller en comité des subsides. La Chambre a disposé de l'amendement, mais cela ne veut pas dire que le débat ne peut se continuer. J'ai parfaitement le droit de répondre au député de Lévis (M. Bélanger). Mais si l'opposition ne veut pas que je parle de ce problème, je suis prêt à m'asseoir... Mais je présume que tel n'est pas le cas. Aussi, nous allons vider la question.

Je disais donc que nous avons amélioré les conditions sociales des employés civils, que nous avons amélioré les conditions quant aux pensions. Grâce à la mesure que nous avons passée, nous avons garanti leurs salaires en mettant à leur disposition le fonds consolidé de la province, afin que ne se répètent plus les événements regrettables

comme ceux qui se sont produits sous le régime Godbout où les salaires des employés civils furent suspendus parce qu'il n'y avait plus d'argent pour les payer. On parle de favoritisme; mais nous ne fournissons plus à donner des situations à des anciens députés libéraux abandonnés par leurs amis. On veut des noms? J.-A. Beaulieu⁶, ancien député de Témiscouata à qui nous avons donné une situation au moment où il se trouvait dans la misère. Jos Fillion⁷, ancien député libéral, lui aussi du Lac Saint-Jean, qui est venu nous trouver aux portes de la famine pour que nous lui donnions du pain...

(Protestations à gauche)

... son parti l'avait complètement abandonné lui aussi. Est-ce ça du favoritisme? La meilleure preuve qu'il ne se glisse pas de favoritisme dans le service civil provincial, c'est que, dans l'administration de la province, d'anciens adversaires politiques occupent des postes de commande; plusieurs sous-ministres nommés par les libéraux n'ont pas été inquiétés tout comme d'anciens fonctionnaires libéraux, occupant des fonctions importantes, sans compter tous ceux qui n'ont pas été déplacés. Il y a même parmi eux d'anciens ministres libéraux. Peut-on réellement parler de favoritisme devant de telles attitudes de notre part? Non!

C'est une bonne chose que ces faits soient connus. Nous ne nous laissons guider que par la justice, et les employés civils n'ont pas à subir les tracasseries auxquelles ils étaient en butte sous les régimes libéraux. Sans doute, y a-t-il encore des améliorations à faire. Il y en aura toujours à accomplir. Mais nous nous efforçons de traiter tout le monde avec justice et sans nous occuper de la couleur politique. Il y a de la justice et non du favoritisme dans le gouvernement de l'Union nationale. Nous avons fait beaucoup mieux que n'importe quel régime libéral et nous allons continuer dans cette bonne voie.

M. Bélanger (Lévis) demande la parole.

M. l'Orateur lui fait remarquer qu'il a déjà exercé son droit de parole sur le sujet.

(Protestations à gauche)

M. Bélanger (Lévis): Il s'agit d'une motion nouvelle, dit-il, et par conséquent, je peux intervenir à nouveau.

M. l'Orateur déclare que le député de Verchères (M. Dupré) était déjà debout au moment

où le député de Lévis s'est levé, et que, de plus, ce dernier ayant déjà parlé sur le sujet actuellement débattu, a épuisé son droit de parole.

Il (M. l'Orateur) demande si on en appelle de sa décision.

M. Bélanger (Lévis) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

(Trois députés libéraux se lèvent)

Une voix ministérielle: Vous n'êtes que trois; ce n'est pas suffisant pour demander le vote⁸.

(Cinq ou six députés libéraux se lèvent alors)

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Fox, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, 59.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ross, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La Chambre poursuit l'étude de la motion.

M. Dupré (Verchères): Il y a eu depuis le début de la session amélioration dans le comportement du premier ministre. Je regrette cependant qu'il ait aujourd'hui fait des personnalités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Je n'ai pas fait de personnalité. Comme on nous a accusés de favoritisme, j'ai tout simplement voulu rétablir les faits par la citation de

quelques noms. J'ai attiré l'attention sur le cas d'anciens députés libéraux abandonnés par leur parti et que nous avons aidés parce qu'ils n'avaient rien à manger et montrer que l'opposition était de mauvaise foi en nous accusant de favoritisme.

M. Dupré (Verchères): Je trouve quand même cela honteux, malheureux et très répréhensible d'entendre de telles paroles de la bouche d'un premier ministre. Ce n'est pas un secret que les fonctionnaires québécois sont les plus mal traités au Canada. Qu'il y ait eu amélioration dans le traitement des employés civils, soit; mais ces améliorations ne concordent pas avec l'augmentation du coût de la vie. Je persiste à dire que les employés civils de la province de Québec sont les plus mal payés du Canada. D'une façon, nous ne pouvons blâmer le premier ministre. Étant célibataire, il n'a pas la conception des besoins d'une famille. Il est nécessaire que l'Union nationale accorde des augmentations aux employés civils.

Le député de Verchères demande au premier ministre de s'inspirer du mandement des évêques. Il cite quelques passages d'une lettre pastorale où, notamment, les évêques disent que le devoir des employeurs est d'assurer à leurs employés une honnête subsistance et de rendre aussi possible l'épargne.

Ce n'est pas le cas dans la province: la majeure partie des employés civils ne peuvent se mettre de l'argent de côté. C'est un mauvais exemple. Le premier ministre parle des assurances; mais les fonctionnaires payent eux-mêmes une partie de leurs primes. Il est même arrivé que, pour afficher un surplus, le gouvernement ait fait entrer dans son actif le fonds des assurances. De nouveaux employés civils sont mieux payés que d'anciens employés. Dans certains ministères, le gouvernement a placé certains de ses favoris, qui gagnent plus après six mois que de vieux employés. Les ministres ne peuvent garder leurs techniciens précisément parce qu'ils sont trop mal payés.

Si le gouvernement a gardé à son service d'anciens députés ou ministres libéraux, c'est qu'il les jugeait compétents. Peut-on être surpris de cette situation dans la province? Non! Car un homme qui ne sait pas son âge peut difficilement classer et diriger les employés civils⁹. On ne peut s'attendre à ce qu'il donne un bon rendement. En 1951, il nous a fourni un rapport de 10 pages avec deux tableaux. En 1952, le rapport n'avait plus qu'une page et demie. En 1953, il comprenait deux pages, mais tout aurait pu être inscrit dans une seule page. Il en dit encore

assez long pour qu'on puisse y voir clair. J'espère que le premier ministre a déjà regretté les déclarations qu'il a faites au début de son discours et qu'il demandera à la Commission du service civil d'agir.

Je regrette les déclarations du premier ministre; j'ai livré bataille, depuis quelques années, pour des augmentations que les employés civils n'ont pas encore eues. Il est beau de ramasser quelques rouges pour leur rendre service, mais il est encore plus beau de rendre service à ceux que l'on a sous ses pieds près de soi. Qu'on commence enfin par donner un salaire juste et raisonnable aux employés civils. Il y a des chouchous de l'Union nationale qui reçoivent 60 % de plus que les autres. Je réclame pour chaque classe un salaire juste et raisonnable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je conseillerais aux gens de l'opposition de se renseigner. Ce que j'ai dit et répété pour répondre au député de Lévis (M. Bélanger), qui prétendait que nous faisions du favoritisme, c'était notre devoir de le dire. C'est notre devoir de dire la vérité. D'ailleurs, je n'ai dévoilé aucun secret. Les *Comptes publics* font mention de ce que j'ai affirmé. Il n'est pas bien brave d'un autre côté de s'attaquer à M. Laforce, parce qu'il n'est pas en Chambre pour se défendre.

Je souhaite au député de Verchères de garder son intelligence aussi lucide que M. Laforce lorsqu'il aura son âge. Nous refusons chaque année de trois à quatre mille demandes d'emploi au fonctionnarisme ce qui prouve que, si l'on n'était pas bien traité, l'on ne viendrait pas formuler de telles demandes. Je sais que les conditions actuelles de nos employés civils ne sont pas parfaites. Nous avons fait beaucoup, et nous allons continuer à améliorer encore.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)¹⁰: Le premier ministre n'a pas lieu d'être fier de ses remarques concernant les députés de Québec-Ouest (M. Savard) et de Québec-Est (M. Marquis). Il manque son coup en parlant de cette chose. Il doit savoir que, si le député de Québec-Ouest est absent pour seconder l'amendement du député de Lévis, c'est qu'il est allé aux funérailles de sa belle-sœur, ce matin. Il est compréhensible qu'il n'ait pu venir à la Chambre.

Par ailleurs, le problème à l'étude est un problème d'envergure provinciale. Il n'appartient pas à celui-ci plutôt qu'à celui-là de le discuter: tout le monde peut discuter. Dans le même ordre d'idées, je me demande pourquoi les députés de l'Union nationale, qui représentent des circonscriptions de la

ville de Québec, ne viennent pas proclamer que les employés civils sont très bien payés. Nous disons que le fonctionnarisme n'est pas assez payé. Même si c'est dit par le député de Lévis, cela ne veut pas dire que c'est moins bon que par ceux de Québec-Ouest et de Québec-Est. On vient essayer de nous faire croire, en se contredisant, que le fonctionnarisme est le refuge des misères politiques.

Les libéraux étaient au pouvoir aussi il y a quelques années. Dans ce temps-là, le parti conservateur n'était rien. Depuis 10 ans, mon parti n'a pas à donner de positions. Il y a eu des moments où, au temps où nous étions au pouvoir, d'anciens députés conservateurs sont venus nous demander de les sauver parce qu'ils avaient des difficultés. Pensez-vous que je vais nommer ceux qui sont venus nous trouver et auxquels j'ai rendu service? Non! Jamais, je ne donnerai pas de noms. Un grand principe de charité veut que la main gauche ignore ce que donne la main droite¹¹. C'est un principe aussi ancien que la civilisation elle-même.

Le gouvernement se défend de faire du favoritisme. Cela ne l'empêche pas, dans un but de propagande politique, d'étaler le nom des libéraux qu'il a pu aider. On sort des noms de libéraux, pourquoi? Pour faire de la propagande. Ce qu'il veut, c'est de la publicité dans les journaux. On sort les *Comptes publics*; on les connaît. Il est encore venu quelqu'un aujourd'hui à mon bureau pour me demander la charité. Pour ma part, je ne garde pas de billet promissoire, quand quelqu'un vient me demander de lui faire la charité.

Dans l'Union nationale, tantôt on fait état d'une bourse qui a été donnée, tantôt, on cite le nom d'un député qui a reçu de l'aide. Ce n'est pas grandir le fonctionnarisme ni se montrer charitable que de faire de la propagande avec ceux qui sont tombés dans la misère et que l'on a secourus. Tout ce que nous soutenons, c'est que les fonctionnaires ne sont pas assez payés. Nous parlons encore sur un sujet rejeté par la Chambre.

Il n'y a pas de barème, nous sommes à la merci de ceux qui sont au pouvoir. Il devrait y avoir des augmentations statutaires dans la province, au lieu que chaque cas soit un cas de démarches personnelles pour obtenir quelque chose aujourd'hui. C'est là le premier vice que nous déplorons!

L'an passé, nous avons profité de la discussion des crédits d'à peu près chacun des ministères pour soulever la question des salaires des fonctionnaires. Nous n'avons pas l'intention de revenir continuellement sur le sujet à cette session, mais puisque le débat est soulevé, nous pourrions en

parler une fois pour toutes avec l'espoir que le gouvernement améliorera enfin la situation.

Il (M. Lapalme) déclare qu'au début de la session, lorsqu'il a eu l'occasion de rencontrer le premier ministre pour discuter diverses questions concernant les travaux parlementaires, il a profité de l'occasion pour réclamer certains avantages en faveur des employés de son bureau.

Ma demande a été accordée, mais on devrait prendre des mesures pour éviter de pareilles démarches. Nous devrions avoir des normes et des barèmes en vertu desquels justice serait rendue à tout le monde, sans intervention quelconque. Ce que nous regrettons, en plus du fait que les salaires sont tellement inférieurs à ceux de l'industrie privée, c'est qu'il n'y ait pas de classification ni augmentations statutaires, que des salaires différents soient payés pour le même travail dans un même département, selon qu'il est accompli par des fonctionnaires qui sont ou ne sont pas des amis du gouvernement.

Dans le système actuel, un fonctionnaire doit solliciter individuellement chaque augmentation de traitement. Le fait que l'on doive refuser de 3,000 à 4,000 demandes d'emploi par année n'est pas un argument sérieux, ce n'est pas une raison de caractère bien humanitaire. Le chômage affecte un grand nombre de gens dans la province et ils se cherchent du travail là où ils peuvent en trouver. Certaines gens aussi entrent dans le fonctionnarisme, même s'ils sont conscients que ça ne paie pas beaucoup, parce qu'ils croient pouvoir faire jouer des influences qui leur permettront ensuite d'améliorer leur sort. Il peut y avoir aussi le caractère de permanence des emplois administratifs qui les attire soit dans le service municipal, soit dans le service provincial.

Mais on ne peut invoquer de telles raisons pour payer des salaires de famine, pour ne pas payer selon la compétence, selon les années de service. Un employé doit être payé ce qu'il vaut. Le premier ministre a dit que la province garde des gens qui ne font pas grand-chose. Je suis contre le renvoi du vieil employé, pour bien des raisons. Je suis porté à croire que, dans bien des cas, il en coûterait plus cher s'il fallait confier le règlement de leur cas à des services sociaux. Les fonctionnaires doivent être tous sur le même pied au point de vue des traitements, et les augmentations devraient être automatiques. Si la province est si riche qu'on le dit, elle devrait être capable de payer des salaires raisonnables à ses employés.

Pourquoi tant d'ingénieurs, d'agronomes, de techniciens sont-ils obligés de passer au service

privé? C'est qu'ils n'ont rien à attendre de notre service de classification des augmentations statutaires. Quand toute l'histoire d'un fonctionnarisme comme le nôtre est contenue dans une page de papier dactylographiée, comment voulez-vous que les employés civils aient des garanties de sécurité? Le gouvernement est le plus gros employeur qu'il y ait dans la province et il a certainement les moyens de payer ses employés. Je suis convaincu qu'au besoin, le gouvernement pourrait peut-être économiser sur des petits bouts de rues, sur l'achat de dactylographes, pour améliorer le sort de bien des fonctionnaires.

En somme, il devrait y avoir moyen d'instaurer un fonctionnarisme ordonné, classifié avec une échelle graduée d'augmentations statutaires accordées aux employés selon leurs compétences, l'importance de leurs fonctions et leurs années de service. Un fonctionnarisme établi sur des bases solides qui connaisse ce que c'est qu'une hausse de salaires statutaires. Il semble qu'il y aurait moyen d'établir enfin un système dans lequel l'employé se sentirait l'employé de la province plutôt que l'employé d'un parti politique.

À moins qu'on préfère continuer d'aller au petit bonheur, de laisser se continuer un climat où le fonctionnaire reste à la merci des changements politiques. Qu'on mette la partisanerie de côté, je suis persuadé que c'est réalisable dans une proportion de 60 % à 70 %. Ce que nous voulons, ce n'est pas un fonctionnarisme qui dirigera la province, mais un service civil où les employés n'auront pas l'impression d'être les employés de l'Union nationale ou du Parti libéral, un service civil avec des normes, avec des barèmes, un service civil, comme le fait remarquer mon ami de Verchères (M. Dupré)¹², dont les membres puissent sans crainte acheter n'importe quel journal¹³.

Est-ce que le président de la Commission du service civil peut envisager la possibilité d'esquisser une classification des emplois, un système en vertu duquel les demandes de hausses de salaires ne seraient plus individuelles, mais globales? La chose doit être possible; autrement, à quoi sert d'avoir une Commission du service civil? Elle a été créée depuis quelques années, mais tout s'y passe comme si elle n'existait pas. Les fonctionnaires ne peuvent être satisfaits d'une telle situation. Je n'ai aucun pouvoir d'ordonner que le salaire de tel ou tel employé soit augmenté. Tout de même, à titre de député, je participe à l'administration et j'ai le droit et le devoir de réclamer une amélioration de la situation qui est faite aux employés civils.

M. Marquis (Québec-Est) demande l'ajournement du débat.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

La Chambre poursuit le débat sur la motion du premier ministre à l'effet que l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Marquis (Québec-Est) reproche aux députés de l'Union nationale de n'avoir pas pris parti en faveur des fonctionnaires provinciaux dans ce débat.

Ils savent pourtant mieux que nous dans quelle situation sont ces employés, car ils reçoivent beaucoup plus de demandes d'augmentations de salaires que de demandes d'emplois. D'après les *Comptes publics* de la province de Québec, il se paye pour \$5,638,923 de salaires annuellement à des employés civils qui gagnent moins de \$1,500 par année. C'est le tiers des employés civils, soit environ 5,000, qui ne gagnent pas plus de \$1,500 par année. Un trop grand nombre gagne moins de \$2,000.

Et ce chiffre ne tient pas compte des journaliers, ni des femmes de peine, mais seulement des employés permanents qui ont passé les examens du service civil. C'est une situation indigne d'un gouvernement qui dit respecter la famille et les individus. Le gouvernement provincial est capable de verser aux fonctionnaires des traitements leur permettant de faire vivre leur famille convenablement.

Il n'y a pas une industrie, pas un petit commerce dans la province qui paye des salaires aussi bas, au point que beaucoup de fonctionnaires sont obligés de travailler le soir pour boucler leur budget. Dans les paroisses de mon comté, et je l'affirme de mon siège de député, des organisations charitables sont obligées de payer des suppléments à bon nombre d'employés civils pour leur permettre d'arriver. Beaucoup de fonctionnaires deviennent des agents électoraux en temps d'élections.

À Ottawa, la Commission du service civil ne fait pas de discrimination politique. Il n'y a pas un député fédéral ou provincial qui peut arriver à placer quelqu'un par patronage politique à la Commission fédérale du service civil. Les augmentations de salaires sont déterminées pour chaque catégorie, sans

considération de personnes ou d'allégeance politique. Le gouvernement provincial devrait modifier sa Commission du service civil pour assurer une classification plus rapide et de meilleurs salaires aux employés. Une commission véritablement indépendante ferait la classification des employés suivant le rendement qu'ils donnent.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les dernières élections provinciales ont montré ce que les employés civils pensent du gouvernement. Le député de Saint-Sauveur (M. Boudreau), qui compte un grand nombre de fonctionnaires dans son comté, a été réélu par une majorité accrue. Le nouveau député de Québec-Centre, (M. Cloutier) a obtenu, lui aussi, une majorité plus considérable que celle de 1948. Et c'est un comté qui renferme le plus grand nombre d'employés civils. Les employés civils de la province aiment ceux qui agissent, qui leur apportent des améliorations qu'ils n'avaient jamais connues.

Ils se souviennent de ceux qui sont passés avant nous, qui ont voulu se présenter ici comme des hommes nouveaux, en disant qu'ils n'avaient rien à voir avec leurs devanciers et qui se disaient une édition nouvelle, en peau de chagrin ou en peau de veau, particulièrement soignée. Le peuple n'a pas cru en eux et nous voyons ici aujourd'hui leurs successeurs, qui ont du mal à porter la lourde succession des erreurs passées des anciens régimes. Le peuple ne recommencera pas avec eux.

Le député de Québec-Est (M. Marquis) a dit que les employés civils ne doivent pas faire de politique; il a la mémoire courte. A-t-il oublié, que l'ancien organisateur en chef de son parti était, autrefois, un fonctionnaire important de la province et qu'il tenait bureau dans le cabinet de travail du sous-ministre de la Voirie? Le député de Québec-Est a dit aussi que les députés fédéraux n'ont rien à voir avec le service civil fédéral. Quant à la Commission du service civil d'Ottawa dont parle le député de Québec-Est, si aujourd'hui, dans le service civil d'Ottawa, la province de Québec et les Canadiens de langue française n'ont pas la part qui leur revient, c'est principalement dû à une petite clique, une petite chapelle qui s'est créée au sein de la bureaucratie fédérale et qui exerce une autorité désastreuse pour notre groupe ethnique. Le chef de l'opposition a parlé sur cette question au cours de l'après-midi avec une violence à laquelle il n'avait pas habitué la Chambre.

Il (M. Rivard) déclare (avec ironie) qu'il a du mal à reconnaître en lui (M. Lapalme), depuis son entrée en Chambre, l'homme qui parlait autrefois à la radio uniquement.

Le premier ministre a su repousser les accusations de favoritisme, au cours de l'après-midi, à l'effet qu'il n'y a de promotion et d'avancement dans le service civil provincial que par le moyen des influences politiques. Le premier ministre, comme c'était son devoir pour repousser cette accusation, a nommé les noms de deux anciens députés libéraux qui avaient été abandonnés par leur parti et qui ont été protégés par le gouvernement, après l'avoir combattu. Non seulement nous ne faisons pas de politique, mais nous aidons nos adversaires politiques. N'est-ce pas la meilleure réponse à certaines gens qui se sont promenées dans la province en lançant toutes les médisances, toutes les calomnies? D'autres anciens députés libéraux ont été bien traités par l'administration actuelle, qui sait reconnaître les compétences, même si cela favorise des adversaires politiques.

Au cours de l'année qui vient de se terminer, nous avons eu besoin de nommer quelqu'un comme greffier du Conseil exécutif. Avons-nous choisi pour ce poste l'un des premiers du service civil, un ami politique? Non! Nous avons nommé celui qui avait été choisi comme assistant procureur général par le régime Godbout, et dont nous avons reconnu la valeur, Me Léopold Désilets¹⁴. Pour le remplacer comme assistant procureur général, le premier poste de sous-ministre, sommes-nous allés chercher un avocat de nos amis? Non! Nous avons nommé l'ancien député libéral de Saint-Sauveur, M. Charles-Édouard Cantin¹⁵. Est-ce cela, du favoritisme? Ce n'est certainement pas agir avec partisanerie. La province de Québec a appris à connaître, lors des dernières élections, ceux qui lancent des accusations à la légère et qui sont ensuite incapables d'endurer la réponse parce qu'ils la trouvent dure.

À ceux qui affirment qu'il n'y a pas de classification, elle est terminée depuis au moins quatre ans dans les départements du procureur général, de la Sûreté provinciale, du Travail, de l'Industrie et du Commerce, du Bien-être social et de la Jeunesse, pour ne nommer que ceux qui me viennent à la mémoire. Les augmentations statutaires existent et les employés savent ce qu'ils recevront chaque année jusqu'au maximum de leur classe.

Il cite, année par année, la somme des augmentations de salaires aux employés civils: 1945-1946: \$565,567; 1946-1947: \$1,478,464; 1947-1948: \$1,093,425; 1948-1949: \$949,983; 1949-1950: \$728,157; 1950-1951: \$1,062,911.76; 1951-1952: \$2,516,536; 1952-1953: \$1,698.51; 1953-1954: \$1,771,731; soit, en tout depuis 1945: \$11,584,044 donnés en augmentations de salaires aux employés civils.

Le député de Verchères (M. Dupré) a réclamé pour les employés civils des salaires capables de leur permettre l'accès à la propriété. J'invite l'opposition à visiter l'emplacement des propriétés érigées par la Coopérative des employés civils. Il y a, le long du boulevard Laurier, tout un développement où, depuis 1948, il s'est construit là 125 maisons à un seul logis, avec l'aide du gouvernement et du premier ministre de la province. N'est-ce pas là agir et gouverner suivant les prescriptions de la lettre des évêques de la province? Les employés civils qui savent s'aider et qui le veulent peuvent accéder à la propriété s'ils sont prêts, comme tout le monde, à faire les sacrifices nécessaires.

Le gouvernement de l'Union nationale a apporté au service civil des améliorations qu'il n'avait jamais connues auparavant. Les employés civils n'ont jamais été aussi bien avec des augmentations de salaires au total de \$11,000,000, ils ont des conditions de travail améliorées, un fonds de pension, des assurances, une aide à leur coopérative, à leur mutuelle d'assurance et à leur union. Tout n'est pas parfait, ainsi que l'a mentionné le premier ministre, mais le gouvernement a l'intention de continuer les améliorations au rythme imposant de celles qu'il a réalisées depuis qu'il est au pouvoir, pour le plus grand bien du service civil et de la province tout entière.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): À titre de député d'un comté où se trouvent de nombreux fonctionnaires fédéraux, il est faux que les employés provinciaux sont bien traités. J'ai l'honneur d'avoir de nombreux fonctionnaires provinciaux dans mon comté. Ces employés gagnent en moyenne \$36.23¹⁶ par semaine. C'est une moyenne qui fait pitié, qui ne constitue pas de quoi se glorifier et qui fait honte à la province de Québec.

Cet après-midi, le premier ministre s'est vanté d'avoir fait la charité à deux pauvres libéraux dans le besoin. Il devrait relire ce passage de l'Écriture: "Sois charitable, ô homme, que ta main gauche ignore ce que donne ta main droite". Contrairement au conseil évangélique, le premier ministre, non seulement veut que sa main gauche sache ce que donne sa main droite, mais que la presse le sache, que tout le pays le sache. Il préfère parler de deux cas de charité que des mille autres où il a enlevé le pain, quand il a pris le pouvoir. Voilà la charité du premier ministre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. D'abord les affirmations

du député sont fausses et elles ne relèvent pas du débat. S'il veut parler de destitutions...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Que le premier ministre sorte du cercle de ses intimes, où on ne cesse de lui répéter que tout va à merveille et qu'il vienne dans mon comté rencontrer ces employés, par exemple, de la Commission des liqueurs qui ne gagnent que \$35 ou \$36 par semaine. Et que le solliciteur général (M. Rivard) laisse la période de nos ancêtres pour revenir au temps présent.

Ils constateront qu'au moins 95 % des employés civils sont mécontents et n'ont pas des salaires qui conviennent à leurs responsabilités: les employés de la prison de Bordeaux, ceux du palais de justice de Montréal, les membres de la Sûreté provinciale, etc.

De nombreuses classes d'employés civils, tant à Montréal qu'à Québec, m'ont demandé de réclamer pour une rémunération plus convenable. La ville de Montréal paye ses employés 40 % plus cher que les fonctionnaires provinciaux. Les traitements des employés fédéraux a augmenté de 77,4 % depuis 1944.

Il cite aussi le cas d'un employé de la Régie des loyers qui gagne \$3,000 par année et qui est président de l'Association de l'Union nationale de Sainte-Marie.

En 1951, les employés civils mécontents de leurs salaires ont tenu une réunion au Palais Montcalm. On sait que le premier ministre s'est servi de son influence et qu'il y a eu de nombreux congédiements à la suite de cette réunion. On appelle ça du service civil bien contrôlé, indépendant de la politique. On devrait plutôt parler du scandale de la Commission du service civil. Il y aurait de 3,000 à 4,000 demandes d'emplois chaque année? Si tant de personnes sollicitent des emplois à \$25, \$30 et \$35 par semaine, c'est que les choses vont bien mal dans la province de Québec.

J'ai lu dans la revue *Contact*, la revue de l'Association des employés civils de Québec que l'assistant-directeur de la province, M. Gustave-E. Tremblay¹⁷, signale que de nombreux fonctionnaires négligeaient d'aller porter la partie saisissable de leur salaire à la loi Lacombe et qu'on allait adopter un système de déduction à la source pour que les choses marchent plus rondement. Désormais, les fonctionnaires auront le privilège - car tout est privilège sous le gouvernement actuel - de voir une part de leur salaire envoyé à la loi Lacombe sans qu'ils n'aient à se déranger.

En consultant les *Comptes publics*, on se rend compte que certains fonctionnaires, qui ont aidé à la campagne de l'Union nationale, ont reçu par la suite des hausses de salaires. Quelques amis de l'Union nationale reçoivent plus que les autres parce qu'ils ont travaillé aux dernières élections. C'est que, comme l'affirment nos amis d'en face, il y a bel et bien une classification. C'est probablement à cela que pensait le solliciteur général (M. Rivard), quand il disait tout à l'heure que la classification existait déjà dans plusieurs départements. Les fonctionnaires sont en effet divisés en deux classes: ceux qui ont aidé aux élections et ceux qui n'ont pas aidé. Quoi qu'en dise le solliciteur général, les fonctionnaires qui ne gagnent qu'une trentaine de dollars par semaine ne peuvent accéder à la propriété de leurs maisons.

M. Bédard (Québec) dit qu'au palais de justice de Québec, où il est quotidiennement en contact avec eux, de nombreux fonctionnaires se plaignent de ne pas gagner suffisamment pour vivre. Il y a de nombreux salaires inférieurs à \$1,600 par an. La plupart des employés civils sont obligés de faire du travail en dehors de leurs heures de bureau pour s'assurer un revenu suffisant. Il prétend qu'à la ferme-école d'animaux à fourrure de son comté, il y a des employés qui retirent un salaire sans fréquenter l'école.

L'honorable M. Barré (Rouville) lui demande de donner des noms, afin qu'il puisse rectifier la situation, si vraiment l'accusation est fondée.

M. Bédard (Québec): Certains sont mieux traités parce qu'il s'agit d'amis du gouvernement. Dans bien des cas, il se trouve que de nouveaux employés, après un an ou deux, gagnent plus que d'autres qui sont à l'emploi du gouvernement depuis de nombreuses années. Les employés ont droit, non pas seulement à un salaire de pitance, mais à un salaire qui leur permette de vivre convenablement. Mais, en général, le gouvernement n'a pas augmenté les salaires dans des proportions convenables à la hausse du coût de la vie.

Il est même arrivé qu'il les ait diminués, jusque, comme en 1936, jusqu'à \$1 par année; il a agi de la sorte contre des employés qui n'avaient rien à se reprocher et avaient toujours servi fidèlement la province. Qu'on vienne donc, après cela, nous parler de justice et de charité! On n'a pas le droit d'invoquer la justice et la charité devant de telles situations.

Il souhaite que le gouvernement comprenne son devoir et se décide à donner aux fonctionnaires un salaire juste et raisonnable.

La motion proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil est mise aux voix et adoptée.

La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière (cours) (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) demande des renseignements au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) sur l'éducation hôtelière qui entraînera \$15,000 de dépenses.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) répond qu'il y a La Sapinière, que ces cours durent un mois, que 60 élèves peuvent les suivre à la fois, que chacun des hôtels de la province est représenté par un élève. Chaque élève peut choisir entre les cours d'administration, les cours d'art culinaire, les cours d'entretien des chambres ou les cours de couture.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Il n'y aurait pas lieu de fonder une école de l'hôtellerie.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Dans l'état actuel des choses, une École d'hôtellerie

n'est pas nécessaire dans la province. Il n'y aurait pas suffisamment d'élèves pour justifier sa fondation. Les cours d'hôtellerie, donnés périodiquement sous l'égide du ministère de l'Industrie et du Commerce à La Sapinière, et pour lesquels le gouvernement dépense \$15,000 par an, répondent aux besoins de l'heure.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) constate l'absence, à Londres et Paris, de représentants de la province de Québec pour promouvoir les intérêts de notre industrie et de notre commerce.

Nous devrions avoir des bureaux au moins dans ces deux capitales du monde au moment où, par la force des choses, l'Amérique du Nord devient le grand centre industriel du monde. L'Ontario a fondé à Londres l'"Ontario House" et elle en est bien récompensée, puisque des centaines d'industries britanniques vont s'établir chez elle chaque année. Cette dernière s'efforce de développer le commerce avec l'Europe, d'inciter les capitalistes à investir leur argent en Ontario; son activité est très grande et s'exerce non pas seulement dans les îles britanniques, mais sur le continent européen jusqu'en Allemagne occidentale. Nous avons des agences à New York et à Ottawa. Le coût n'est pas prohibitif. Nous dépensons \$2,000 aux Antilles. Pourquoi ne serions-nous pas représentés en Europe?

Une agence du Québec à Paris serait une excellente chose, d'autant plus que *Le Soleil* rapportait, le 26 septembre 1953, que le premier ministre invitait les capitalistes français à investir leurs capitaux dans notre province. Pour nous tenir en contact avec eux, il vaudrait la peine d'installer une agence à Paris, soit sur place.

Il serait très intéressant d'y faire entendre la voix de la province de Québec qui malheureusement, d'après les touristes qui nous reviennent de France, n'est pas assez connue là-bas. Une autre agence à Londres serait d'autant plus importante qu'on y trouve déjà l'Ontario House. M. George Marler¹⁸ a exposé l'an dernier à la Chambre les avantages obtenus par l'Ontario grâce à cette institution, notamment pour l'écoulement de la production de fromage ontarien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Se levant à la place du ministre de l'Industrie et du Commerce) C'est là un problème qui relève de la politique générale du gouvernement. Depuis que le ministère du Commerce et de l'Industrie a été fondé, le ministre (M. Beaulieu) est allé en Europe, au Mexique, aux Antilles; il y a établi des contacts heureux qui ont amené dans la province de Québec des industries étrangères comme, par exemple, celles de Braun-Boveri, société suisse au capital de \$12,000,000 et de Petrofina, société belge au capital de \$20,000,000 à \$25,000,000.

Il (M. Duplessis) a rencontré des industriels européens, notamment français, auxquels il a vanté les avantages de la province de Québec et a cherché à obtenir des investissements de capitaux européens.

Le gouvernement de Québec possède des moyens de contact très efficaces qui lui permettent d'attirer de nouvelles industries. Mais le problème n'est pas de convaincre les capitalistes européens. Ils veulent bien venir chez nous, mais les obstacles qu'ils rencontrent sont d'un autre ordre. À cause des lois de leurs pays, il leur faut d'abord obtenir de leur propre pays la permission d'exporter de l'argent. La valeur du numéraire est, de plus, régie par des conventions internationales qui mettent souvent des entraves à la circulation des capitaux. Les Européens se plaignent aussi du contrôle exercé par les Américains sur le change. Les industriels européens peuvent donc difficilement venir s'installer au Québec. Autant d'obstacles sur lesquels nous n'avons aucun contrôle.

Une agence de la province en Europe ne changerait pas la situation. De plus une telle agence serait paralysée du fait que la province de Québec n'a pas de standing au point de vue international. L'agent d'une province n'a pas de rang diplomatique. Une agence de la province en Europe ne changerait pas la situation. Par ailleurs, une agence à Londres ne serait pas capable de rivaliser avec l'Ontario House. Si l'Ontario House a obtenu des succès, c'est dû sans doute beaucoup au fait que les Anglais ont un faible pour l'Ontario, comme les Français ont une prédilection pour le Québec.

Par ailleurs, les Américains ont tellement d'argent et cherchent tellement à placer cet argent au Canada, en Ontario et au Québec qu'au point de vue pratique, actuellement, sans avoir à dépenser pour entretenir des agences en Europe, nous avons les mêmes résultats que si nous avions de telles agences. Ce ne sont pas les capitaux étrangers qui manquent au Québec. Nous avons fait mieux. Le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) y est allé lui-

même. Nos agents de New York et d'Ottawa s'y sont rendus aussi. J'ai moi-même conféré avec M. Auriol¹⁹, M. Mendès-France²⁰ et M. Faure²¹.

Tout cela a donné des résultats. Les Français et les capitalistes européens sont en général très désireux d'établir des industries dans le Québec, mais les obstacles qu'ils rencontrent le plus souvent touchent aux relations internationales sur lesquelles le gouvernement de la province n'exerce aucune juridiction. C'est pourquoi je ne crois pas qu'il soit opportun dans le moment d'établir des bureaux de la province en Europe.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): En dépit des difficultés décrites par le premier ministre, 156 industries européennes se sont établies dans le Québec de 1951 à 1954. Le département reste en relations constantes avec le Board of Trade de Londres et l'ambassade canadienne à Paris. Les visites outre-mer, de 1951 à 1954 seulement, ont apporté dans le Québec 156 industries nouvelles, ce qui doit être considéré comme très satisfaisant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En ce qui concerne l'agent de Londres, même un homme seul, avec de l'annonce et des contacts, paierait son propre salaire en peu de temps. Pour exporter des capitaux, il peut avoir des accommodements avec les pays. Là-dessus, je peux citer des cas personnels. Je connais 85 compagnies qui, l'an dernier, ont obtenu du gouvernement anglais l'autorisation de transporter des fonds. Je me demande s'il n'y a pas intérêt pour l'économie anglaise de se transporter de la sorte, au cas où il y aurait de nouvelles bombes. Les industriels n'ont pas le statut international, mais ils font des affaires quand même. Les Anglais sont installés partout, même en Chine. Ce ne sont pas les affinités de race qui les empêchent de s'installer où ils veulent. L'expérience d'une agence à Londres, pendant un an seulement, en vaudrait la peine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'est pas en position de rencontrer ce qu'un homme au pouvoir peut rencontrer. Il est naturel et incontestable que les Anglais soient portés vers les provinces anglaises. Avec leur attachement à leur pays, ils ont réussi à se faire, avec leur petite île, les maîtres du monde pendant un certain temps.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) demande des explications au sujet des \$2,000 accordés à l'item des Indes Occidentales.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Cet argent sert aux visites que l'agent général de la province à New York, M. Charles Chartier, va y faire tous les ans. Il agit en somme comme un quasi-consul aux États-Unis et le gouvernement est bien renseigné sur tous les projets en voie d'organisation, tant en Angleterre qu'en France.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les statistiques démontrent que, depuis 10 ans, les trois quarts des faillites sont dans la province de Québec. Je ne veux pas en rejeter le blâme sur le gouvernement, mais n'y aurait-il pas lieu de se demander si une campagne ne devrait pas être entreprise pour tenter de diminuer le mal? Il devrait être temps que nous abandonnions ce record.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ce que dit le député est peut-être vrai, mais une enquête nous a révélé que 90 % des faillites sont dues au fait que des personnes se sont lancées dans les affaires sans expérience et sans capital suffisant. Ce sont surtout de petits commerçants qui ont fait faillite, pas des industries. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a des experts pour conseiller ceux qui n'ont pas assez d'expérience en affaires. Au service de la petite industrie, il n'y a pas 1 % de ceux qui sont venus demander les conseils de nos techniciens qui ont fait faillite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'on parle de faillite, il ne faut pas se laisser influencer par le nombre, mais considérer le montant de la faillite. Dans la province de Québec, ces montants sont généralement minimes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): L'inventaire des ressources naturelles de la province est complété dans 58 comtés et devrait être terminé cette année.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Dépôt de documents:

Ministère du Travail, Rapport 1953-1954

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1954. (Document de la session no 28)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Un député est absent à cette séance: M. Savard (Québec-Ouest), selon *Le Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 12.

2. Antonin Galipeault (1880-1971) fut bâtonnier de Québec en 1921 et bâtonnier de la province en 1923. Député libéral de Bellechasse à l'Assemblée législative de 1909 à 1930. Orateur de la Chambre en 1916, ministre des Travaux publics et du Travail (1919-1930), il a été nommé juge de la Cour du banc du roi (1930), puis juge en chef de la province en 1950.

3. Albert Sévigny (1880-1961) fut admis au Barreau en 1905. Il devint député de Dorchester aux Communes (1911-1918), adjoint de l'Orateur de la Chambre (1915), Orateur de la Chambre (1916), ministre du Revenu dans le cabinet Borden en 1917. Nommé juge de la Cour supérieure (1921), promu juge en chef adjoint suppléant (1933), puis juge en chef en 1942.

4. William Bridges Scott (1888-1967) fut conseiller du Barreau (1929), conseiller municipal de Westmount (1937-1943) et bâtonnier de Montréal (1951). Nommé juge en chef associé de la Cour supérieure en novembre 1952 et juge en chef le 1^{er} mars 1961.
5. Chiffre du *Soleil* du 14 janvier 1955, à la page 6. La *Gazette* du 14 janvier 1955, à la page 15, mentionne \$850.
6. Joseph-Alphonse Beaulieu (1891-1955), député libéral dans Témiscouata (1935-1936 et 1939-1944). Candidat défait en 1944 et 1948.
7. Joseph-Ludger Fillion (1895-1971), député libéral dans Lac-Saint-Jean de 1931 à 1935 et de 1939 à 1948.
8. Selon *La Patrie* du 14 janvier 1955, à la page 12, il faut un minimum de cinq députés pour en appeler d'une décision de l'Orateur.
9. M. Dupré fait allusion à M. Joseph-Ernest Laforce, sous-ministre de la Colonisation (1936-1939).
10. *Le Nouvelliste* du 14 janvier 1955, à la page 9, rapporte que M. Lapalme "entre dans la mêlée avec la plus grande vigueur qu'on lui ait connue depuis le début de la session".
11. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 14 janvier 1955, à la page 1, mentionne qu'à ce moment, M. Lapalme "devient rouge de colère".
12. *La Tribune* du 14 janvier 1955, à la page 10, mentionne qu'ici "M. Lapalme ne fait que répéter tout haut ce que lui souffle M. Arthur Dupré".
13. M. Dupré fait probablement allusion au *Devoir*, qui n'était pas sympathique à Duplessis. Sur cette question, voir Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, tome 2, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 533-546.
14. Me Léopold Désilets, sous-chef du Conseil exécutif de 1954 à 1965.
15. Charles-Édouard Cantin fut élu député libéral dans Saint-Sauveur en 1927. Défait en 1931. Conseiller juridique au ministère de la Justice et assistant-procureur général. Sous-ministre de la Justice à Québec de 1942 à 1966.
16. Chiffre de *L'Action catholique* du 14 janvier 1955, à la page 9. *La Voix de l'Est* mentionne \$36.20.
17. Gustave-E. Tremblay, assistant-auditeur de la province de 1945 à 1960.
18. George C. Marler (1901-1981) a été élu député libéral à l'Assemblée législative le 23 mars 1942. Il a démissionné le 30 juin 1954 pour être élu à la Chambre des communes le 8 novembre 1954 au sein du cabinet Saint-Laurent.
19. Vincent Auriol (1884-1966), premier président de la IV^e République française (1947-1954).
20. Pierre Mendès-France (1907-1982), président du Conseil en 1954-1955.
21. Edgar Faure (1908-1988), président du Conseil en 1952 et 1955-1956.

Séance du vendredi 14 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Lauréat F. Martel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Corporation de Prêt et Revenu - Savings and Investment Corporation;
- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Ligue des propriétaires de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation du village de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter une somme n'excédant pas \$60,000;
- de la Ligue des propriétaires de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Mistassini, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville d'Arthabaska, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Cap-Chat et des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Monts village, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

Projets de loi:

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commissions scolaires d'Arthabaskaville, Princeville et Warwick

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 modifiant la charte de la ville d'Arthabaska

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Annexion à Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne à la ville de Terrebonne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sorel**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 modifiant la charte de la cité de Sorel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
N'ont-ils pas un député de ce comté qui pourrait introduire leur bill?

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Hull**

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporation
de Prêt et Revenu**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 concernant la Corporation de Prêt et Revenu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Plessisville

M. Bernatchez (Lotbinière) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 concernant la corporation du village de Plessisville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Association de bienfaisance et de retraite
de la police de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 212 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Buckingham**

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 220 refondant la charte de la ville de Buckingham.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Courville**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 224 modifiant la charte de la ville de Courville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente
à Mistassini**

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 228 autorisant la ville de Mistassini à imposer une taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Montmagny**

M. Lizotte (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 230 concernant la commission scolaire de la ville de Montmagny.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Cap-Chat**

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 243 concernant la

Commission scolaire du village de Cap-Chat et la Commission scolaire de Saint-Anne-des-Monts village

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 244 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Drummondville

M. Pinard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 modifiant la charte de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Mackayville

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la charte de la ville de Mackayville et lui accordant certains pouvoirs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant la charte de la ville de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Pointe-Claire

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Île-Perrot

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 érigeant en corporation de ville la municipalité de l'Île-Perrot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Acton Vale

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 231 concernant la ville d'Acton

Vale et les commissaires d'écoles de la ville d'Acton Vale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Bois-des-Filion

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 233 modifiant la charte de la corporation du village de Bois-des-Filion soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission de transport de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 240 concernant la Commission de transport de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 concernant la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Murdochville

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 concernant la ville de Murdochville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Petite-Rivière

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 constituant en corporation de ville la corporation de la Petite-Rivière, comté de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sainte-Thérèse et Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 concernant la ville de Sainte-Thérèse et Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Piste d'atterrissage de Hâvre-aux-Maisons

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 accordant à la corporation de Hâvre-aux-Maisons, dans les Îles-de-la-Madeleine, des pouvoirs pour acquérir un terrain pour une piste d'atterrissage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Québec-Téléphone et la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent Itée

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 concernant le droit d'expropriation par la Corporation de téléphone de Québec, la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent limitée et The Bonaventure and Gaspé Telephone Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**District judiciaire
de Mégantic**

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 constituant le district judiciaire de Mégantic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le nouveau district aura juridiction concurrente pour Plessisville, Notre-Dame-de-Lourdes et une partie du canton de Dosquet.

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose d'amender la loi pour y ajouter la municipalité de Saint-Méthode d'Adstock qui relève du district de Beauce et qui n'est qu'à 15 milles de Thetford, et dont la population a manifesté le désir de faire partie du nouveau district judiciaire, au lieu d'aller dans la Beauce. Le comté de Lotbinière ne sera pas soumis à la juridiction du nouveau district judiciaire, mais demeurera sous la juridiction de Québec.

M. Pinard (Drummond): Quelle population sera soumise à la juridiction nouvelle ainsi créée à Thetford?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est environ 40,000 à 50,000 personnes.

L'honorable M. Labbé (Mégantic): Le nouveau district desservira un territoire dans lequel on trouve 50,000 habitants.

M. Bélanger (Lévis): Pourquoi on inclut dans la juridiction du nouveau district une partie de la municipalité de Dosquet?

L'honorable M. Labbé (Mégantic): Il y a dans Dosquet vingt-deux lots qui appartiennent au comté de Mégantic. C'est pourquoi on inclut ces lots dans le district judiciaire de Thetford.

M. Pinard (Drummond) demande si le Barreau de la région a été consulté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que, bien qu'il soit lui-même avocat et ancien bâtonnier de la province de Québec, il est à la tête du gouvernement pour administrer les affaires publiques et légales dans l'intérêt des justiciables.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité propose le nouvel article 5.

"5. Les tribunaux, les juges de ces tribunaux, les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Mégantic ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Beauce, suivant la compétence respective, sur le territoire de la municipalité de Sainte-Méthode d'Adstock, comté de Frontenac, dans les affaires tant civiles que criminelles."

Le nouvel article 5 est adopté et le dernier article du projet de loi est renuméroté article 6.

L'article 6 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

District judiciaire de Haute-riève

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 établissant le district judiciaire de Labrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi mentionne le nom de "Labrie" comme désignation du nouveau district dont le chef-lieu est à Baie-Comeau. Depuis lors, pour éviter toute confusion S. E. Mgr N.-A. Labrie², évêque du golfe Saint-Laurent, et dont le siège épiscopal est à Hauterive a suggéré au gouvernement de donner plutôt le nom de Hauterive au nouveau district, afin que cette désignation coïncide avec le nom du diocèse, Hauterive, qui remplacera bientôt le nom du Golfe Saint-Laurent, et avec le nom de la ville épiscopale.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Celui qui sera appelé O'Keefe?

Une voix: Hauterive.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Oh, je croyais que vous vouliez lui donner un nom irlandais.

Le titre du projet de loi est amendé et le mot "Labrie" y est remplacé par "Hauterive" ainsi que dans tout le reste du projet de loi.

Adopté.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 14 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 16, par l'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 10, et par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du bill numéro 30*), est de nouveau modifié:

"a. En remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"14. Les trente districts judiciaires de la province sont nommés et composés comme suit:";

"b. en insérant, après le paragraphe 12, le suivant:

"12a. Hauterive, Chef-lieu: Baie-Comeau.

"1. Le district électoral de Saguenay;

"2. Les territoires d'Ashuanipi et du Nouveau-Québec";

"c. en y retranchant le paragraphe 6 de la description du district judiciaire de Québec (paragraphe numéro 18);

"d. en remplaçant la description du district judiciaire de Saguenay (paragraphe numéro 22) par la suivante:

"22. Saguenay, Chef-lieu: La Malbaie.

"Le district électoral de Charlevoix."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

souligne le développement fantastique de la région du Saguenay et déclare que l'établissement d'un district judiciaire est devenu une nécessité.

Le chef-lieu du nouveau district sera Baie-Comeau et il couvrira une partie du territoire qui s'étend de Forestville à l'ouest. Toutefois, l'on créera une juridiction concurrente avec La Malbaie dans le comté de Charlevoix pour la partie du comté partant de Forestville, en direction de l'ouest.

Il profite de la circonstance pour rendre un bel hommage au député du Saguenay à Québec (M. Ouellet).

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. La loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) est modifiée en y ajoutant, après l'article 142c, édictée par l'article 3 de la loi 3 4 Elizabeth II, chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du bill numéro 30*), le paragraphe et l'article suivant:

"§ 11. Dispositions spéciales concernant les districts de Hauterive et de Saguenay

"142d. Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Saguenay ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Hauterive, suivant leur compétence respective, sur la partie du district électoral de Saguenay qui comprend les cantons Albert, Chauvin, Pontgravé, Tadoussac, Bergeronnes, Escoumins, Iberville, Laval et la seigneurie de Mille-Vaches."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le nouveau district n'aura pas de juridiction concurrente avec Rimouski ou Kamouraska, de l'autre côté du fleuve. Certains avocats de Rimouski s'opposent à la création d'un district judiciaire à Saguenay, car ils perdraient ainsi plusieurs causes qui se trouvent à être plaidées dans leur ville. Le gouvernement n'adopte pas les lois uniquement dans le but de faire plaisir à certaines classes de la société.

Pour ainsi dire, les causes de Sept-Îles et Baie-Comeau doivent être transportées à Rimouski, ce qui entraîne des coûts élevés de transport. D'autres causes de moindre importance sont entendues uniquement à Sept-Îles et Baie-Comeau.

M. Pinard (Drummond) demande s'il ne serait pas pratique d'établir un district judiciaire à Drummondville même, avec la possibilité d'annexer à ce district le district de Nicolet. Il n'y a actuellement que deux avocats qui pratiquent là-bas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte à ce qu'on discute cette question en même temps que celle de Haute-riève.

M. Ouellet (Saguenay) remercie le gouvernement de la création de ce district judiciaire au nom des électeurs de son comté. Il déclare qu'à cause des développements énormes, qui ont lieu dans son comté, la création du nouveau district est absolument nécessaire.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 9 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 30 après en avoir amendé le titre.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Division d'enregistrement de Sept-Îles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 constituant la division d'enregistrement de Sept-Îles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 16 de ladite loi est modifié:

"a. en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"16. Les quatre-vingt-une divisions d'enregistrement de la province sont nommées et composées comme suit: "

"b. en remplaçant la description de la division d'enregistrement de Québec (paragraphe 58) par la suivante:

"58. Québec, bureau à Québec.

"Les districts électoraux de Québec-Est, Québec-Centre, Québec-Ouest et Saint-Sauveur et le district électoral du comté de Québec. "

c. en remplaçant la description de la division d'enregistrement de Saguenay (paragraphe 63) par les suivantes:

"63. Saguenay, bureau à Tadoussac.

"La partie du district électoral de Saguenay située à l'ouest de la méridienne 65° 42' 53", moins les cantons Arnaud, Letellier, Moisie et Blanche qui appartiennent à la division d'enregistrement de Sept-Îles."

"63a. Sept-Îles, bureau à Sept-Îles.

"1. La partie du district électoral de Saguenay située à l'est de la méridienne 65° 42' 53", ainsi que les cantons Arnaud, Letellier, Moisie et Blanche;

"2. Les territoires d'Ashuanipi et du Nouveau-Québec."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si je comprends bien, cette nouvelle division sera formée à même les divisions d'enregistrement de Québec et du Saguenay.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nouveau bureau d'enregistrement sera situé à Sept-Îles, parce qu'on y règle un nombre important de contrats immobiliers. Il était ridicule que l'Ungava tombe sous la juridiction du bureau du Saguenay. Il existe un bureau à Tadoussac, mais

Sept-Îles est à 250 milles de Tadoussac, et Schefferville est encore beaucoup plus éloignée. Nous établissons un bureau à Sept-Îles. Cependant, dans l'ouest de Sept-Îles, le comté demeurera sous juridiction du bureau de Tadoussac qui s'étendra jusqu'à Clarke City. Le territoire à partir de Clarke City dépendra de Sept-Îles. Il n'y a que huit milles entre la cité de Clarke City et Sept-Îles, mais les résidents du comté doivent faire un détour de 20 milles, rendus à ce point, pour traverser un cours d'eau.

M. Ouellet (Saguenay) corrige les estimations du premier ministre de huit milles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quoiqu'il en soit, j'étais assez près.

Des voix de l'opposition: Encore, encore³!

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

M. Bélanger (Lévis): Comment se fait-il que le dernier article stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera par proclamation la date d'entrée en vigueur du bill, alors que généralement cette entrée en vigueur coïncide avec la sanction?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La raison est que, pour ouvrir un nouveau bureau d'enregistrement, il y a des formalités à remplir et que ces formalités ne peuvent être remplies du jour au lendemain. De plus, il faut nommer des employés.

L'article 5 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 31 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) interroge le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Beaulieu) sur les ventes à crédit.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Depuis l'application de la loi réglementant ces ventes, le gouvernement n'a plus reçu de plaintes.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) pose une question.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): L'inventaire économique est terminé dans 464 agglomérations de la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pour 1953-1954, la Chambre avait voté \$340,000. Et \$321,000 seulement ont été dépensés. Combien d'établissements bénéficient de ces octrois et subventions?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Depuis 1945, soit depuis que je suis ministre, 860⁴ industries en ont bénéficié; les octrois qu'on leur a accordés se montent à \$700,000. Au cours de l'an dernier seulement, 207 industries ont reçu \$264,000.

Le chef de l'opposition parlait hier de dépenser \$200,000 par an pour des agences en Europe; mais nous ne dépensons pas en moyenne une telle somme pour aider 200 compatriotes dans une situation difficile.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai jamais parlé de \$200,000, mais de \$50,000 tout au plus. La Chambre a voté \$315,000 pour 1954-1955. Sur cette somme combien le ministre a-t-il dépensé?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Jusqu'à ce jour, environ \$200,000.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Quelle procédure doit-on suivre pour obtenir un octroi?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): L'industriel doit en faire la demande au ministère du Commerce et de l'Industrie, où existe un commissariat industriel, ayant un comité de six⁵ personnes. On vérifie la raison sociale, la nature et l'importance de l'établissement, le sérieux de l'entreprise et l'effectif de son personnel. On fait une enquête. Le comité recommande au ministre le paiement d'un octroi s'il juge la demande acceptable. S'il y a lieu, le ministre décide ensuite d'accorder un octroi avec l'approbation du vérificateur des comptes publics de la province qui examine tout le dossier pour savoir si la procédure est régulière. Je ne pense pas qu'il y ait un cas où un octroi ait dépassé \$5,000. La moyenne des octrois est de \$800. Cette aide financière modique bénéficie surtout aux industriels par le prestige qu'elle leur vaut auprès des créanciers.

Il (M. Beaulieu) cite le cas d'une personne aidée par le ministère en 1951; maintenant l'établissement qu'elle dirige paie \$50,000 de taxes sur les ventes en un an.

Jamais nous n'avons aidé ou refusé d'aider une industrie pour des raisons politiques, et je défie qui que ce soit de me prouver le contraire. Nous avons toujours rendu service quand les gens avaient besoin d'aide. Nous avons réglé une faillite de \$100,000 et nous avons ainsi remis sur pied une industrie qui emploie 100 personnes et qui paie annuellement \$50,000 de taxes provinciales. Cette politique du ministère vise à aider nos compatriotes à maintenir leurs industries. Ce n'est pas le montant que nous donnons qui compte le plus, c'est plutôt le crédit qui en résulte pour l'industrie vis-à-vis ses créanciers ou les banques. Nous n'aidons par les gros capitalistes, qui sont capables de se débrouiller tout

seuls. Les montants ainsi investis dans la petite industrie rapportent à la province de Québec des sommes plus élevées que ces montants. C'est un excellent placement. Les octrois en question sont aussi importants que des bourses d'études.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) pose une question.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Environ sept à huit cents demandes parviennent chaque année au ministère, mais nous n'aidons que les petites industries. L'an dernier, il en a accordé 200; les autres n'étaient pas recevables. Les octrois industriels ne sont accordés qu'après enquête minutieuse dans les cas, par exemple, où il manquerait à une petite industrie quelques milliers de dollars pour éviter la faillite.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Sur quelle base est établie la distribution de ces octrois?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Dans plusieurs localités qui n'ont pas de commissaire industriel, les chambres de commerce s'efforcent de remplir ce rôle pour aider les petites industries locales; il arrive que la municipalité ne puisse les aider et, dans ce cas, elles s'adressent au ministère. C'est pourquoi des octrois sont accordés aux chambres de commerce, mais le but de l'octroi reste le même, à savoir aider la petite industrie locale, particulièrement dans les cas où il suffit de quelques milliers de dollars pour éviter une faillite. Environ de 30 à 40 chambres de commerce ont été ainsi aidées.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) condamne le système des octrois; il les qualifie de "moyen à la disposition du gouvernement pour s'assurer du crédit". Un certain nombre, dit-il, sont accordés sans nécessité et sans avoir été demandés.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) soulève un point d'ordre et met au défi le député de Montréal-Sainte-Marie de citer un seul cas où un

octroi a été accordé sans qu'il ne soit sollicité; il répète que les octrois ne sont accordés que sur demande, après enquête et que jamais la couleur politique n'a joué en faveur du demandeur. Certes, dit-il, nous ne pouvons donner suite à toutes les demandes. Nous soumettons ces cas au conseil des ministres.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Dans le cas d'un octroi pour envoyer des cuisiniers représenter la province de Québec à la grande exposition "Hospes" à Berne⁶, on s'est laissé guider par la préférence politique. L'octroi a été refusé à la Corporation des cuisiniers du Canada, parce qu'il avait été demandé par un M. Gaby Richard⁷, que le ministre n'aime pas.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)⁸: L'octroi a été accordé à l'Association des cuisiniers et pâtisseries de la province de Québec affiliée à l'Association hôtelière, dont Me Gérard Delage⁹ est secrétaire général, parce qu'il s'agissait d'une association à caractère strictement provincial. L'autre, la Corporation des cuisiniers du Canada et à l'échelle canadienne: il est logique que, pour se faire représenter, le gouvernement pense d'abord à une association à caractère provincial. Les délégués ont été choisis par l'ensemble des chefs cuisiniers des grands hôtels et le gouvernement n'a rien eu à voir dans leur choix. Ils étaient au nombre de quatre et le tout n'a coûté à la province que \$1,500; ce sont les hôteliers qui défrayaient la majeure partie des frais.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): La revue *L'Hôtellerie*¹⁰, organe de l'Association hôtelière de la province de Québec qui reçoit une subvention de \$7,000 par année du gouvernement, a vanté les succès des délégués québécois aux concours d'art culinaire de Berne. Elle a annoncé que la délégation de la province de Québec en Suisse s'était classée au premier rang des nations du monde, alors qu'elle s'est classée onzième dans le cas des concours nationaux et deuxième avec une pièce murale, une pièce artisanale sans doute. En réalité, nos délégués officiels ont été classés au dernier rang. Ils ont été accueillis chaleureusement à leur retour à Montréal par le département. Champagne: rien de moins.

Par contre, on ne mentionne pas l'organisation rivale de M. Gaby Richard, à qui le gouvernement avait refusé un octroi, qui s'est classée quatrième. La publication donne l'impression que le groupe appuyé a remporté de grands honneurs, mais ne mentionne pas l'autre équipe. La revue a dénaturé les faits pour faire la louange du groupe appuyé par

le ministre. C'est ainsi que les octrois payés à même l'argent du public servent à vanter le gouvernement et ses amis, même au détriment de la vérité. L'influence du gouvernement de l'Union nationale est responsable "de ce mensonge patent".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Laissez-le aboyer¹¹.

M. Bélanger (Lévis): Conseil de père.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): La délégation de Québec s'est fait remettre 11 prix lors de la compétition en Suisse, dont une médaille d'or. L'association a été choisie par l'industrie hôtelière de Québec.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Contribution à la construction d'un centre d'apprentissage à Montréal (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bélanger (Lévis) cite le rapport des *Comptes publics* de la province pour souligner que seule des trois grands organismes ouvriers de la province, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) n'a point reçu d'octroi du ministère du Travail pendant l'exercice financier 1953-1954.

Les deux autres, le Congrès canadien du travail et la Fédération du travail, ont obtenu respectivement des octrois de \$500 et \$800.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les fédérations affiliées à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) ont reçu des subventions à l'occasion de leurs congrès régionaux.

M. Bélanger (Lévis): La Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) comme telle, a-t-elle fait une demande d'octroi?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je ne saurais le dire pour le moment, mais je le pourrai après consultation des dossiers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Il annonce¹² deux ou trois nouvelles lois du gouvernement que la Chambre basse pourra étudier la semaine prochaine.

L'une d'elles modifiera le Code de procédure civile, notamment quatre articles. Les avocats doivent élire un domicile légal dans un rayon d'un mille du palais de justice pour que les procédures y soient signifiées.

Le Code sera changé pour porter le rayon à deux milles. Certaines suggestions auraient été faites pour que le rayon soit de cinq milles. Par ailleurs, une liste des causes sommaires et non contestées existe dans l'article 1150 du Code. Cette liste est incomplète. Nous ajoutons les mots "et les autres causes déclarées sommaires par les lois spéciales", dit-il.

Autre modification du Code: quand il y a appel ou contre-appel, il n'y aura qu'un mémoire pour les deux parties. Chacune paiera sa part, mais le fait qu'il n'y aura qu'un seul mémoire évitera des dépenses.

Un deuxième projet de loi du gouvernement sera pour autoriser la constitution d'un comité de trois membres, chargés d'étudier les problèmes de voirie, notamment dans la région de Montréal.

Un député de l'opposition: Qui seront les membres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il ne le sait pas encore.

Une voix de l'opposition: Probablement des entrepreneurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à ce comité que sera confiée l'étude du problème des autostrades. Un troisième projet de loi portera sur l'érection d'une nouvelle école polytechnique. Cette loi amendera la charte scolaire pour l'adapter aux besoins présents et futurs de l'institution.

Les prévisions budgétaires qui seront examinées la semaine prochaine seront celles du département de la Colonisation.

M. Dupré (Verchères): N'a-t-il pas démissionné¹³?

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 1 heure.

NOTES

1. Selon le *Chronicle Telegraph* du 15 janvier 1955, à la page 3, Duplessis fait cette remarque parce que la ville de Sorel est située dans le comté de M. Courmoyer (Richelieu), mais que c'est M. Roche (Chambly) qui a pourtant présenté le bill.

2. Mgr Napoléon-Alexandre Labrie (1893-1973), premier évêque du diocèse de Golfe Saint-Laurent (1938-1956).

3. Le *Chronicle Telegraph* du 15 janvier 1955, à la page 3, rapporte que les libéraux étaient contents de voir le premier ministre être repris par un de ses députés parce qu'il avait mentionné "quelque chose comme 250 milles" dans sa précédente intervention.

4. Chiffres du *Soleil* du 15 janvier 1955, à la page 3. *Le Temps*, du 21 janvier, à la page 2, mentionne 868.

5. Chiffre de *La Presse* et *Le Soleil* du 15 janvier 1955 aux pages 48 et 3. Le *Montréal-Matin* du 15 janvier 1955, à la page 8, et *L'Action catholique* du 15 janvier 1955, à la page 8, mentionnent que le comité est composé de cinq membres.

6. Cet événement se tint en juillet 1954.

7. Gaby Richard, chef de l'Hôtel Pennsylvanie et initiateur de la revue *Industrie Hôtelière*. Pour plus de détails sur l'animosité entre M. Richard et le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), voir Henri-Paul Garceau, *Chronique de l'hospitalité hôtelière du Québec de 1940 à 1980*, Montréal, XYZ Éditeur, 1995, p. 29-30.

8. *La Presse* du 15 janvier 1955, à la page 48, mentionne que "le ministre proteste vivement contre cette façon d'interpréter les faits".

9. Gérard Delage (1912-1991), président de l'Union des artistes (1941-1954) et personnage très impliqué dans le monde de la gastronomie québécoise.

10. "Après leur triomphe à Berne, les chefs délégués reçoivent un accueil chaleureux", *L'Hôtellerie magazine*, août 1954, p. 12-15.

11. Le *Chronicle Telegraph* du 15 janvier 1955, à la page 3, rapporte que "Paul Lemieux, ministre de l'Industrie et du Commerce, était tout près de bouillir lorsque Yvon Dupuis s'est mis à attaquer de manière insistante son département".

12. *Le Devoir* du 15 janvier 1955, à la page 12, rapporte que le premier ministre aurait fait cette annonce plus tôt dans la séance, sans préciser davantage à quel moment.

13. Au début de la session en novembre, une rumeur avait circulé concernant le ministre de la Colonisation (M. Bégin) laissant entendre qu'il démissionnerait pour accéder au Conseil législatif à la place de J.-T. Larochelle, récemment décédé. *L'Événement* du 19 novembre, à la page 20, rapporte que cette rumeur fut démentie énergiquement par le député de Dorchester.

Séance du mardi 18 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Visite de l'honorable John Smith McIvor¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
(Se levant) (Applaudissements)²

Il (l'honorable M. Duplessis)³ lui souhaite une cordiale bienvenue. Il note que le Québec et la Nouvelle-Écosse ont beaucoup d'intérêts en commun, notamment dans le domaine constitutionnel, toutes deux ayant été au nombre des quatre provinces-mères pionnières qui ont formé la Confédération canadienne. Il souligne le fait que la province de Québec renferme les représentants de deux grandes races qui, en unissant leur culture et leurs réalisations, ont contribué à faire du Canada l'un des plus grands pays au monde. Il ajoute que les ancêtres de M. McIvor et sa propre grand-mère étaient d'origine écossaise. Il exprime l'espoir que la visite que fait actuellement l'Orateur de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en nos murs soit si agréable qu'il sente le besoin d'y revenir bientôt.

(Applaudissements de la Chambre)⁴

Projets de loi:

Charte de Rivière-du-Loup

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Lizotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gagné).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 161 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski;

- bill 241 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi;

- bill 239 concernant The Children's Memorial Hospital;

- bill 186 accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph-de-Sorel.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 127 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield;

- bill 162 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières.

M. Ducharme (Lavolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 226 accordant à la corporation du comté de Charlevoix-Est et à la corporation du comté de Charlevoix-Ouest certains pouvoirs pour construire et opérer un aéroport;

- bill 217 modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

- bill 182 changeant le nom de l'Association de la communauté d'Asbestos (Asbestos Community Association) en celui de Centre récréatif d'Asbestos (Asbestos Recreation Centre) et accordant une exemption de taxes à cette corporation de même qu'à l'Association athlétique amateur d'Asbestos;

- bill 175 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park;

- bill 238 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi. Le titre a aussi été amendé: Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi et concernant la municipalité du canton de Chicoutimi;

- bill 196 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières. Le titre a aussi été amendé: Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières et concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 184 modifiant la charte de "Les frères de la Charité", ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Société Saint-Jean-Baptiste de Rimouski

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine de Rimouski.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Kénogami

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 241 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Kénogami, comté de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 241 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Children's Memorial Hospital

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 239 concernant The Children's Memorial Hospital.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 239 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Tracy et Saint-Joseph-de-Sorel

M. Cournoyer (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 accordant certains pouvoirs à la ville de Tracy et à la ville de Saint-Joseph-de-Sorel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

M. Cournoyer (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société Saint-Jean-Baptiste de Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Valleyfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société Saint-Jean-Baptiste de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Aéroport de Charlevoix

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 226 accordant à la corporation du comté de Charlevoix-Est et à la corporation du comté de Charlevoix-Ouest certains pouvoirs pour construire et opérer un aéroport.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 217 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 217 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Centre récréatif et Association athlétique amateur d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 changeant le nom de l'Association de la communauté d'Asbestos (Asbestos Community Association) en celui de Centre récréatif d'Asbestos (Asbestos Recreation Centre) et accordant une exemption de taxes à cette corporation de même qu'à l'Association athlétique amateur d'Asbestos.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Greenfield Park

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Chicoutimi

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 238 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi et concernant la municipalité du canton de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 238 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 196 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières et concernant la commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 196 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Plan rural et maritime

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 janvier 1955, pour la production d'un état montrant, en autant qu'il s'agit d'items dépassant \$100:

1. Quels sont les nom, prénom et adresse de chacune des personnes auxquelles ont été payés les subsides et subventions au montant de \$40,500 mentionnés à la page 10 de l'état C-12 (Pêcheries) des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier clos le 31 mars 1953, sous la rubrique "Plan rural et maritime".

2. Quel montant a été payé à chacune de ces personnes. (Document de la session no 29)

Loi de l'impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) (Se levant) (Applaudissements)⁵

Je dépose la correspondance échangée entre le premier ministre du Canada et moi-même, au sujet de l'impôt. J'en ai remis une copie au chef de l'opposition⁶. (Document de la session no 30)

Messages du Conseil législatif:

Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

18 novembre 1954

Ordonné: Que les honorables M.M. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Tardif forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette et Rivard, et MM. Bélanger, Bertrand, Blanchard, Caron, Ducharme, Hébert, Jolicoeur, Johnson, Kirkland, Poirier, Riendeau, Roche et Ross constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

**Comité mixte des
impressions législatives****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant, que les honorables MM. Barrette et Leclerc, et MM. Bellemare, Bertrand, French, Gérin, Marcotte, Marquis, Ross, Thibeault et Thuot représenteront l'Assemblée dans ledit comité mixte; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Projets de loi:**Congregation Beth Aaron**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que le bill 153 constituant en corporation Congregation Beth Aaron, ayant pour objet une fin de culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Code de procédure civile**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Voirie provinciale

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 relatif aux problèmes de la voirie provinciale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 relatif aux problèmes de la voirie provinciale.

Adopté.

**Charte
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de
Laval-des-Rapides**

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commissions scolaires
d'Arthabaskaville, Princeville et Warwick**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 modifiant la charte de la ville d'Arthabaska soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Annexion à Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne à la ville de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sorel**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la charte de la cité de Sorel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Hull**

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sainte-Foy

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 modifiant la loi constituant en corporation la ville de Sainte-Foy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Association de bienfaisance et de retraite
de la police de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Buckingham**

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 refondant la charte de la ville de Buckingham soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Courville**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 modifiant la charte de la ville de Courville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe de vente
à Mistassini**

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 autorisant la ville de Mistassini à imposer une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Montmagny**

M. Lizotte (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 230 concernant la commission scolaire de la ville de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Corporation de Prêt et Revenu

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 concernant la Corporation de Prêt et Revenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Plessisville

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 concernant la corporation du village de Plessisville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Cap-Chat

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 concernant la Commission scolaire du village de Cap-Chat et la Commission scolaire de Sainte-Anne-des-Monts village soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des mines

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 28 modifiant l'article 79 de la loi des mines de Québec.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que l'article 79 de la loi des mines de

Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196), modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 57, et par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 57, soit de nouveau modifié:

a. en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. Un permis de mise en valeur minière est accordé sur paiement d'honoraires de \$10 et d'une rente annuelle de vingt-cinq cents par acre, et sur déclaration attestée sous serment de l'accomplissement des travaux requis:

b. en remplaçant, dans les vingtième et vingt et unième lignes du paragraphe 2, les mots "Cour supérieure" par les mots "Cour de magistrat du district judiciaire de Québec";

c. en remplaçant, dans la quatorzième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 4, les mots "une journée" par les mots "une demie journée";

d. en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 5, les mots "cinquante cents" par les mots "trois dollars";

e. en remplaçant le paragraphe 7 par le suivant:

"7. Quand des terrains adjacents sont en partie sous concession minière et en partie sous permis de mise en valeur ou sous claim minier au nom de la même personne, société ou compagnie et qu'ils peuvent être considérés comme une seule et même exploitation, il est loisible au ministre de permettre que les travaux requis pour l'émission ou le renouvellement du permis soient faits sur les terrains couverts par la concession minière.";

f. en abrogeant l'avant-dernier alinéa dudit article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) donne quelques explications.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant l'article 79 de la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Ministère de la Santé, Rapport 1953

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre le dixième rapport du ministère de la Santé pour l'année 1953. (Document de la session no 31)

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bélanger (Lévis): Le nombre des inspecteurs pour les édifices publics et commerciaux est absolument insuffisant dans la province.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il y a 236 inspecteurs qui relèvent de son ministère, dont 198 possèdent leur propre automobile. Le nombre des inspecteurs d'édifices publics, d'établissements industriels et commerciaux est de 45. Il existe déjà, depuis quelques années, une classification des fonctionnaires au sein de son ministère.

Il y a des taux uniformes de salaires pour les diverses catégories d'emplois. Chaque inspecteur reçoit un salaire uniforme pour son travail. Il en est ainsi du moins dans 90 %⁷ des cas environ. Les salaires versés sont ceux recommandés par la Commission du service civil.

M. Bélanger (Lévis): Il y a trois classes d'inspecteurs au service du ministère: les inspecteurs de la plomberie, de la tuyauterie et ceux des édifices publics. Quarante-cinq inspecteurs seulement doivent faire, en ce domaine, la visite de 1,200 édifices chacun par année pendant 200 jours de travail. Chaque inspecteur doit ainsi visiter six bâtisses par jour. Il est impossible qu'ils soient capables de faire leur travail. Leur nombre est donc absolument insuffisant pour assurer la mise en vigueur des règlements de sécurité des édifices publics et commerciaux contenus dans la loi. Un surcroît de travail leur est imposé et, à la fin de leur journée, ils sont obligés de faire rapport. Cette loi date de plusieurs années, et d'année en année, le travail augmente. Ne serait-il pas possible d'étudier des modifications à la loi pour préciser la tâche de ces gens-là?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Pour éviter des pertes de temps, les chefs de service ont précisément instruction de diviser le travail. Dans bien des cas, il s'agit simplement de visites de contrôle. Il n'y a en somme à envisager que des mesures de sécurité et les conditions sanitaires. L'inspection se fait relativement vite s'il n'y a pas de construction nouvelle. Dans le cas d'inspections de nouveaux édifices, nous demandons la collaboration des entrepreneurs et des constructeurs. Nous avons maintenant établi un nouveau système: les constructeurs doivent avertir lorsqu'ils sont prêts, et c'est à ce moment que les inspecteurs vont faire leur travail. C'est à ce moment que se fait le véritable travail d'inspection. Tout cela demande de la coordination. Nous augmentons le nombre des inspecteurs au fur et à mesure que le directeur des services nous représente qu'il y a lieu de le faire.

M. Bélanger (Lévis): Il est impossible que la loi soit appliquée dans l'esprit avec lequel elle a été passée. La loi existe pour prévenir les accidents. Si un inspecteur doit examiner 1,200 bâtisses dans son année, il est impossible qu'il remplisse parfaitement sa tâche. Quelles sont les personnes en charge des bureaux de placement à Montréal et à Québec?

L'honorable M. Barrette (Joliette): M. Roland Guilbault est surintendant à Montréal et il

est assisté de M. Roger Bergeron, de Mlle Rosette Carier et de M. Émile Simard. À Québec, M. L.-P. Gagnon est en charge du bureau local. Il est aidé par Mme Boudreau et M. François Roy. Ce dernier assume le service des anciens tuberculeux. La province de Québec est la seule qui ait conservé ses bureaux de placement. Elle en possède trente. Dans les autres provinces, ces bureaux ont été absorbés par le Service fédéral de placement. La province a institué, depuis quelques années, un service de placement pour les anciens tuberculeux.

M. Bélanger (Lévis): Existe-t-il une certaine collaboration avec le fédéral?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Dans certains cas, oui.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quels sont les salaires des surintendants?

L'honorable M. Barrette (Joliette): \$2,900 pour Québec et \$3,000 pour Montréal.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il existe dans la province une situation alarmante. Québec possède la peu enviable réputation de tolérer le plus grand nombre de jeunes de 14 à 16 ans dans les usines et les établissements commerciaux au lieu d'aller à l'école. Il y en a beaucoup plus que dans toutes les autres provinces. Une enquête de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) datée du 1^{er} avril 1953, laisse entendre que 4,582 fillettes de 14 à 16 ans ont obtenu des permis de travail dans les usines et les établissements commerciaux, et qu'il y avait 5,675 jeunes garçons dans le même cas. Les autorités provinciales ne devraient pas permettre à autant de jeunes de travailler à l'atelier. Il y a des jeunes qui ne savent ni lire ni écrire et abandonnent définitivement l'école. Il faut trouver des solutions pour remédier à cette situation.

Dans bien des cas, la loi favorise la désertion des écoles. Il faudrait améliorer cette loi pour que nos jeunes continuent à étudier pendant des périodes plus longues. À Montréal, par exemple, des permis sont octroyés à des enfants de 14 à 15 ans. Ceci ouvre la porte à la criminalité juvénile. Le rapport de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) mentionne encore que, dans la confection des vêtements, se trouve le plus grand nombre d'enfants qui travaillent. Le ministère du Travail devrait aider et protéger les parents. Je déplore cet état de choses. Nous avons dans le

Québec le record d'avoir le plus grand nombre de gens qui abandonnent l'école entre 14 et 16 ans. Ce n'est pas général, mais leur nombre est encore trop élevé.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Au contraire, le nombre des jeunes qui obtiennent des permis de travail a considérablement diminué. Le total des permis accordés ne représente pas une image fidèle de la situation, parce que le même enfant peut demander et obtenir deux ou trois permis temporaires à des époques différentes. Nous avons même aujourd'hui créé une section de placement juvénile pour assurer un contrôle plus efficace, où nous avons accordé 4,028 permis de travail pour deux à six semaines seulement, soit le temps des vacances; sur environ 9,583 permis, 42 % de ces demandes concernaient des emplois de vacances.

Ces permis sont absolument contrôlés par le service de placement juvénile et l'emploi également est contrôlé. On sait qu'un enfant ne fait pas un travail au-dessus de ses forces. Quant au petit nombre des jeunes travaillant durant l'année scolaire, on a aussi pour eux un contrôle. Ils travaillent parce qu'ils n'ont pas d'aptitude pour l'école ou à cause des besoins familiaux. On tient compte également de leur condition physique. En dépit des prétentions du député de Jeanne-Mance (M. Noël), le nombre des emplois chez les jeunes est sévèrement contrôlé et leur travail est l'objet d'une surveillance sévère.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Est-ce qu'il existe des sanctions pour les employeurs qui embauchent des enfants sans permis?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Certainement. Le service fonctionne le mieux possible.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Combien y a-t-il de plaintes et de poursuites?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je ne saurais le préciser. Il n'y en a peut-être pas eu une seule.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) trouve cette affirmation étrange et se demande si cette absence de plaintes ne dénote pas justement qu'on ne s'occupe guère de contrôler la situation.

Il y aurait certainement lieu à améliorer la procédure. Le ministère n'a pas porté une seule plainte contre un seul employeur qui a transgressé la loi. On encourage cet état de choses.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'est pas juste de dire cela.

M. Bélanger (Lévis): Le ministère du Travail manque un peu de confiance. On ouvre la porte à la criminalité.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si ces jeunes avaient travaillé, ils ne seraient certainement pas là. Il est très important, dans bien des cas, de faire travailler les jeunes pendant les vacances. Pour ma part, je suis en faveur du travail pendant les vacances, parce qu'il permet aux enfants de mieux occuper leurs loisirs et, surtout, d'aider leurs parents.

Il (M. Barrette) rappelle son propre cas en disant qu'il a commencé à travailler à l'âge de 13 ans et à gagner sa vie.

Cela occupe les jeunes, cela leur fait gagner de l'argent et cela leur donne le sens des responsabilités et de l'économie. Cela développe la personnalité et donne le goût du travail. J'encourage de toutes mes forces le travail durant les vacances en le contrôlant le plus possible. Je ne peux pas faire la police.

S'il y a des cas d'irrégularité, qu'on me les rapporte, je m'en occuperai. Un bon nombre de jeunes ont des permis sur la recommandation de membres du clergé, de services et autres personnes bien placées pour donner une direction éclairée.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Avez-vous des statistiques?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Oui. Nous avons émis, dans le dernier rapport que nous possédons, 9,593 permis à des jeunes, dont 4,028⁸ pour du travail de vacances et 525 pour du travail de deux à six semaines. Chaque permis doit être émis à chaque enfant en particulier.

M. Bélanger (Lévis): La majorité des permis sont émis pour du travail permanent et c'est pour aider au travail durant les vacances. Une enquête de la Jeunesse ouvrière catholique et de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) révèle que 43 % des jeunes quittent la classe chez nous avant d'avoir atteint l'âge de 14 ans.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'agit là d'une mauvaise interprétation du rapport en question. Ce pourcentage n'est pas général. Ce rapport établit plutôt que 43 % de ceux qui quittent l'école avant 14 ans proviennent de la classe ouvrière ou agricole.

M. Ledoux (Shefford) demande s'il y a des cas où les permis ne sont pas accordés individuellement.

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond dans la négative. Il admet, toutefois, qu'il peut y avoir eu des cas où le contrôle n'a pas été ce qu'il aurait dû être.

M. Ledoux (Shefford) connaît le cas d'une entreprise qui a obtenu de ces permis, en série pour les jeunes employés, sans que ceux-ci n'aient à les demander personnellement. Des industries emploient des jeunes sans permis et les mettent à la porte après trois mois, quand vient le temps d'accorder des augmentations.

L'honorable M. Barrette (Joliette) demande au député de Shefford de lui citer des noms.

M. Ledoux (Shefford) dit qu'il n'en donnera pas en Chambre. Il promet de lui faire tenir privément le nom de cette entreprise.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La surveillance du gouvernement n'est pas assez stricte, puisqu'il n'a poursuivi en justice aucun employeur depuis des années.

L'honorable M. Barrette (Joliette) reconnaît qu'il doit certainement y avoir des cas où des jeunes de 14 à 16 ans travaillent sans permis, mais il est parfaitement impossible d'exercer un contrôle absolu. Qu'on me cite des cas, dit-il, et j'y verrai. Ce qu'il y a de certain, c'est que nous avons créé un service spécial de placement pour les jeunes, afin de mieux les contrôler, et que le nombre de ceux qui travaillent au lieu d'aller à l'école a considérablement diminué. Il (M. Barrette) ne peut agir lui-même comme police, mais est prêt à prendre des mesures pour sévir contre les coupables dans tous les cas qu'on pourra lui signaler.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil supérieur du Travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bélanger (Lévis): Pourquoi le gouvernement continue-t-il à se faire voter des crédits chaque année

pour le maintien du Conseil supérieur du travail quand on sait le peu de cas qu'il fait de ses recommandations? Pendant 20 ans, les unions ouvrières ont réclamé l'institution d'un Conseil supérieur du travail. Or, pour le gouvernement en effet, les opinions du Conseil ne comptent pratiquement pas aujourd'hui. Il n'a tenu que quatre réunions en 1953-1954, et je me demande s'il en a tenu en 1954-1955. C'est devenu un organisme fantôme. Au mois de décembre 1953, il déposait un projet de Code du travail. Pour la première fois, un organisme du genre, composé de représentants ouvriers, de représentants patronaux et de sociologues, avait fait l'unanimité sur un sujet aussi important. On n'a pourtant pas encore pu obtenir copie de ce projet de Code⁹.

Je ne blâme par les membres du Conseil, qui sont des compétents dans leur domaine, mais l'Assemblée législative, qui vote l'argent nécessaire à cet organisme, n'est pas capable de savoir ce qu'il fait. Elle devrait avoir le droit de connaître ses opinions. Le gouvernement nous le refuse. Ses recommandations sont tenues cachées comme s'il s'agissait de secrets d'État. Malgré cette unanimité plutôt rare, le gouvernement n'en a pas tenu compte. Au fait, cet organisme n'a plus de pouvoir. Mais si le gouvernement n'en veut plus, qu'il ait la franchise de l'abolir officiellement!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il m'est arrivé à deux reprises de convoquer le Conseil supérieur du travail, mais le plus souvent, il se réunit sans que j'en sois avisé. Il a siégé quatre fois l'an dernier. C'était pour le consulter sur les bills 19 et 20. Il peut siéger tant qu'il veut et sans m'en avertir. Au fait, le seul gouvernement qui ait fait un peu, et même très grand cas de ce Conseil, c'est celui de l'Union nationale. L'ancien gouvernement libéral, qui a créé le Conseil supérieur, l'a ridiculisé aux yeux de tout le monde. Chaque fois qu'il y a eu des projets de loi de relations entre patrons et ouvriers, le Conseil a été convoqué. Nous lui soumettons toute notre législation ouvrière. Nous avons accepté nombre de ses recommandations au sujet de ces deux mesures.

Mais, quand il propose un amendement qui ferait disparaître tout l'effet d'une loi, nous ne pouvons pas l'accepter. Ce sont les membres eux-mêmes qui ont décidé que leur travail devait être confidentiel. L'an dernier, lorsque l'on a remis le projet de code de travail au ministère, le plus important groupe syndical de la province, la Fédération provinciale du travail, a demandé de considérer ce travail comme un document devant

servir de base, tout en recommandant que, à l'avenir, ces questions soient référées à un comité parlementaire spécial. Nous avons créé le comité parlementaire réclamé, le comité parlementaire de relations industrielles de l'Assemblée législative. Nous avons constitué ce comité et conservé le Conseil supérieur du travail.

Il dit que cette idée est plus sa propre invention qu'un projet que le gouvernement considère.

Malgré son existence, ce comité parlementaire ne détruit pas le Conseil supérieur du travail. Et le ministère continuera à consulter le Conseil supérieur, quand il le jugera opportun. Je ne fais cependant que me rendre au désir des membres du Conseil en ne rendant pas publiques leurs délibérations.

M. Bélanger (Lévis): En 1943, soit un an avant que les libéraux ne perdent le pouvoir, la C.T.C.C. se déclarait satisfaite du Conseil supérieur. Son sentiment a beaucoup changé depuis. On ne demande pas au gouvernement, de ce côté-ci de la Chambre, d'accepter les conclusions de cet organisme, mais on lui rappelle que cet organisme a été créé pour l'information non seulement du gouvernement, mais de toute la Chambre. L'opposition n'est pas nécessairement intéressée à ses délibérations, mais elle désire connaître ses recommandations. Il est évident que nous ne sommes pas obligés d'accepter ses recommandations. Encore faut-il que nous en soyons saisis. On nous répond que l'on a fondé le comité des relations industrielles. Le rôle du comité des relations industrielles n'est pas le même que celui du Conseil supérieur du travail. L'idée de ce comité a été lancée par le député de Saint-Maurice (M. Hamel). On dépense de l'argent pour maintenir le Conseil supérieur du travail, on devrait tenir l'Assemblée législative au courant de son travail.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut rappeler à la Chambre quelques faits qu'on a trop tendance à oublier.

Il y a, dans la province, trois centrales syndicales qui représentent la classe ouvrière. Il est possible qu'il soit arrivé que certains chefs ouvriers

se soient montrés radicaux; mais cela n'infirme pas le fait que, dans l'ensemble, ces trois centrales méritent l'attention du gouvernement. Nous n'avons pas de statistiques provinciales pour l'effectif syndical; pour l'ensemble du Canada, ces trois centrales représentent 1,219,734 employés syndiqués; ces trois centrales sont le Conseil des métiers et du travail, représenté dans le Québec par la Fédération américaine du travail; le Congrès des métiers et du travail, représenté ici par la Fédération des unions industrielles du Québec, et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) Ces trois groupes représentent l'immense majorité des travailleurs organisés.

Chaque année, ils font des congrès et soumettent des mémoires au gouvernement provincial aussi bien que fédéral; ils soulignent pour le législateur des problèmes sociaux d'importance sur lesquels ils attirent leur attention. On ne peut donc pas écarter dédaigneusement ces représentations; je ne dis pas que ces centrales syndicales aient toujours raison, mais nous sommes en présence de spécialistes qui se rendent compte des conditions de travail et des difficultés qu'ils rencontrent dans l'application des lois. Je ne dis pas non plus que toutes leurs recommandations devraient être appliquées; il faut aussi tenir compte des autres classes; mais elles devraient être examinées et quand on les rejette, en dire les raisons.

Ces centrales tiennent des congrès annuels; elles étudient sérieusement les problèmes avec lesquels elles se trouvent aux prises, dépensant de l'argent pour donner aux chefs ouvriers des cours de législation sociale ou d'économie. Leurs mémoires sont préparés par des gens qui connaissent à fond les difficultés rencontrées dans l'application de la législation ouvrière. Leur rapport annuel n'est donc pas fait à la légère. Les recommandations qu'ils contiennent devraient être l'objet d'une étude sérieuse; et quand le gouvernement les repousse, il devrait en donner la raison.

Après avoir rappelé qu'il avait demandé la création du comité des relations industrielles, le député demande que l'on examine à leur mérite les suggestions faites par les députés de l'opposition, sans tenir compte de la sympathie ou de l'antipathie que l'on peut avoir à son égard.

Je voudrais maintenant attirer l'attention de la Chambre sur les injustices que renferment certaines lois. Quand une loi se montre injuste, peu importe qu'elle ait été adoptée par les libéraux ou l'Union nationale, peu m'importe, je trouve qu'on doit le dire...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député n'a pas le droit de critiquer une loi sans en demander le rappel. Cela ne relève pas de l'item en discussion, qui ne concerne que les honoraires et dépenses payés aux conseils d'arbitrage.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre du Travail nous a soumis son rapport, c'est pour qu'on l'étudie avec son budget.

M. Bélanger (Lévis): On peut dire qu'il y a des lacunes dans la législation sans demander le rappel d'une loi.

M. le président: On ne peut critiquer une loi, même indirectement, sans en demander le rappel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais on peut dire que des réformes s'imposent. Est-ce que nos lois ouvrières reconnaissent la parfaite égalité envers les patrons et les ouvriers?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si les relations entre patrons et ouvriers se détériorent, c'est que les salaires des ouvriers sont au Québec inférieurs à ceux qui sont payés dans les autres provinces, et particulièrement en Ontario. C'est une des raisons fondamentales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! À l'item à l'étude, il n'est pas question des salaires des ouvriers, mais il est question de dépenses d'arbitrage. Tout ce que le député de Saint-Maurice a le droit de savoir, c'est si les personnes auxquelles les sommes ont été payées ont fait leur travail.

M. Hamel (Saint-Maurice): Une telle interprétation du Règlement réduit considérablement le champ de la discussion. Je crois que nous avons le droit de discuter des causes des conflits du travail.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) intervient.

M. Bélanger (Lévis): L'item concerne l'application de la loi des relations ouvrières. Le député de Saint-Maurice ne fait que démontrer que l'application de la loi par le gouvernement n'est pas satisfaisante.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

À la page 98 du budget 1955-1956, le député trouvera le détail de l'item "relations patronales ouvrières". On n'y voit que ces trois choses: honoraires, dépenses de voyage et divers. C'est clair. Ce que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) veut dire, il peut le dire en d'autres occasions en se conformant au Règlement, par exemple pendant le débat sur l'adresse, pendant le débat sur le budget. S'il veut faire modifier les lois existantes, il peut le demander avec une motion. À l'heure actuelle, tout ce que le député de Saint-Maurice peut faire, c'est de demander à quoi vont servir les fonds destinés aux honoraires, aux dépenses de voyage et aux fins diverses. Le Règlement s'applique depuis 1867. Il est encore bon aujourd'hui.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Lorsqu'on nous demande de voter \$110,000 pour les relations patronales ouvrières, nous avons le droit de savoir la façon dont l'argent sera dépensé.

M. le président: Au moment du point d'ordre, le député de Saint-Maurice faisait une comparaison entre les salaires payés dans la province de Québec et à l'extérieur de la province. Cela sortait de l'objet du débat. Le Règlement de la Chambre est peut-être sévère, mais il a été voté alors que le gouvernement actuel n'était pas au pouvoir. Or, le Règlement dit expressément qu'on n'a pas le droit de faire directement ou indirectement la critique des lois existantes.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de cette décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'item 5 du ministère du Travail, intitulé "Relations patronales ouvrières", le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a voulu, à quelques reprises, entreprendre de discuter la cause des différends ouvriers en référant aux lois existantes et aux différences des salaires payés dans cette province et dans d'autres provinces.

L'honorable premier ministre a soulevé un point d'ordre à l'effet qu'il n'était pas permis de critiquer les lois existantes sans en demander le renvoi ou la modification par procédure appropriée.

Me basant sur le paragraphe 10 de l'article 285 du Règlement, j'ai décidé qu'à l'occasion de l'étude des crédits, il ne pouvait être question que d'analyser l'administration de la loi en rapport avec les crédits à l'étude, mais non pas de critiquer la loi ou d'en suggérer des modifications, et qu'il n'était pas davantage permis de faire indirectement ce que les règlements défendaient de faire directement.

En conséquence, j'ai maintenu le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

Le député de Saint-Maurice en appelle à la Chambre de ma décision.

M. l'Orateur: Faites entrer les députés.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

La Chambre poursuit l'étude de l'item proposant: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Hamel (Saint-Maurice): À quoi ont servi les sommes dépensées: \$71,670 d'honoraires: \$22,856 de dépenses de voyage: et \$1,115 pour divers.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Soixante et onze mille six cent soixante-dix dollars ont été versés en honoraires aux arbitres et les dépenses de voyage des arbitres et des greffiers se sont élevées à \$22,856 pour la dernière année financière. Les montants ont considérablement diminué depuis trois ou quatre ans. Si on nous le demande, nous pouvons produire le détail n'importe quand.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les membres de la Commission des relations ouvrières sont-ils payés avec l'argent des honoraires?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les honoraires ne sont pas des salaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et le service de conciliation?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Moitié par le service civil, moitié par la Commission du salaire minimum. En 1953-1954, il y a eu 741 conciliations et 186 arbitrages, ce qui fait près de 1,000 conciliations et arbitrages en tout à l'item Honoraires. Nous ne pouvons énumérer tous ces petits montants dans les *Comptes publics*.

M. Bélanger (Lévis): Par qui est payée la Commission des relations ouvrières?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le président, comme les commissaires, par la Commission du salaire minimum.

M. Bélanger (Lévis): Cela devrait être indiqué dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a eu des années comme 1942, 1943 où il n'y a, même pas eu de rapport du ministère du Travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis des années, les auditeurs jugent qu'il n'est pas nécessaire de faire figurer dans le volume des *Comptes publics* les dépenses de moins de \$1,000. À Ottawa, c'est de moins de \$5,000. Cela évite des frais d'impression. Mais si on nous demande des détails sur l'utilisation de tel ou tel montant, nous sommes prêts à les fournir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement laisse supporter par les patrons et les ouvriers certains frais des arbitrages. Cela représente un montant infime pour le gouvernement, mais c'est de nature à empêcher les petits syndicats de faire valoir leurs droits. Le total annuel de ces dépenses serait une goutte d'eau dans le budget de \$360,000,000. C'est ce que j'appelle une économie de bouts de chandelles. D'après la Fédération des unions industrielles du Québec, le premier ministre et le ministre du Travail leur ont promis un représentant dans la Commission des relations ouvrières. Pourquoi le gouvernement ne nomme pas un de ses membres dans la Commission?

En 1942, la loi a été amendée pour autoriser la nomination de deux autres commissaires. Rien n'a été fait. On devrait assurer l'indépendance complète des commissaires, car les ouvriers sont sous l'impression que leurs représentants dans la Commission ne sont pas libres. Ils sont nommés suivant bon plaisir et ils ont souvent peur de rendre des décisions contraires à ce que désire le gouvernement. Je suis pour l'entreprise privée, mais pour qu'elle subsiste, il faut l'entourer d'organismes qui aient tout le prestige nécessaire. C'est le seul moyen d'avoir la paix sociale si on donne aux institutions sur lesquelles cette entreprise privée fonctionne tout le prestige dont elles ont besoin pour remplir leur rôle.

Il (M. Hamel) insiste sur la nécessité, pour la Commission, d'avoir un prestige indiscutable. Il regrette qu'on ne soumette pas au comité des relations industrielles les mémoires que viennent présenter les organisations ouvrières, afin que tous les députés puissent être bien renseignés. Il demande que l'on se hâte de désigner deux autres commissaires à la Commission des relations ouvrières, qui a maintenant droit à sept membres au lieu de cinq.

L'honorable M. Barrette (Joliette) réplique que c'est lui-même qui a suggéré, après avoir consulté les intéressés, que les arbitres ne soient pas payés dans les cas de griefs soulevés durant la durée d'un contrat et que de tels griefs soient soumis, plutôt, à des juges impartiaux.

Ces cas devraient plutôt être soumis à des arbitres impartiaux ou à un tribunal qui déciderait tout de suite du bien fondé du grief. On pourrait assainir le climat des relations patronales-ouvrières en transmettant tous les cas d'interprétation d'un article d'un contrat à un tribunal. Plusieurs unions ouvrières consultées à ce sujet ont approuvé cette

manière de voir. Lorsque la Commission des relations ouvrières a été instituée, sous un régime libéral, le chef de l'opposition du temps, aujourd'hui le premier ministre, a réclamé sans succès la nomination de représentants ouvriers.

Dès son retour au pouvoir, en 1944, le gouvernement actuel a rendu justice aux ouvriers et s'est empressé de donner deux représentants aux ouvriers dans la Commission: l'un désigné par la C.T.C.C. et l'autre par la Fédération provinciale du travail. Nous n'avons pas, cependant, de représentants patronaux dans la Commission. Mais si nous portions le nombre des commissaires de cinq à sept, il nous faudrait en nommer, car la plupart des associations patronales réclament un représentant. Je suis d'avis, quant à moi, que la Commission peut fonctionner plus efficacement avec cinq commissaires qu'avec sept.

Si on veut se rendre compte du climat du travail dans la province, on n'a qu'à consulter les statistiques relatives aux grèves qui viennent d'être publiées. Les chiffres officiels démontrent que le Québec représente actuellement un tiers de toute la force ouvrière du pays, et nous n'avons que 11 % des grèves, tandis qu'il y en a 48 % en Ontario. Le nombre des grèves au Québec et en Ontario est en raison directe du nombre des arbitrages. Quand il y a eu peu d'arbitrages, comme en 1942-1943 et 1943-1944, le nombre de grèves a monté à 150 et à 131, respectivement, au Québec. En 1953-1954, alors que le nombre des conciliations et des arbitrages était très élevé, le nombre des grèves fut de 22 seulement, intéressant 22,600 ouvriers. Dans ces conditions, il est impossible de ne pas conclure que l'atmosphère est claire et le climat est sain dans notre province, au point de vue ouvrier, et c'est ce qui m'importe comme ministre du Travail. Les ouvriers peuvent ainsi jouir dans le calme de la prospérité apportée à la province par l'Union nationale.

Enfin, il (M. Barrette) ajoute qu'il ne peut, à ce stade, traiter de la question des salaires. Mais il invite ses amis de la gauche à l'extrême gauche à soulever la question lors du débat sur le budget.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures¹⁰.

NOTES

1. John Smith McIvor (1913-1957), député de Cap-Breton-Sud (Nouvelle-Écosse) de 1945 à 1956, Orateur de l'Assemblée législative de 1954 à 1956. Le *Montréal-Matin*, à la page 4, rapporte qu'"on lui avait installé un fauteuil sur le parquet à la droite du trône de l'Orateur."

2. *La Patrie* du 19 janvier 1955, à la page 12, explique que ces applaudissements se firent entendre parce qu'on croyait que M. Duplessis allait "exprimer son point de vue sur la prise de position fédérale envers les propositions que lui fit, en novembre, le gouvernement provincial (sur la question de l'impôt), mais ses premières paroles furent pour souhaiter la bienvenue au président de la Chambre des députés de la Nouvelle-Écosse" M. John Smith McIvor.

3. Le *Montréal-Matin* du 19 janvier 1955, à la page 4, affirme que M. Duplessis s'est adressé à M. McIvor en anglais. Par ailleurs, le *Quebec Chronicle Telegraph* du 19 janvier 1955, à la page 3, rapporte que "M. Duplessis parlait à son invité à voix basse et les courriéristes parlementaires assis à l'arrière de l'Assemblée n'ont pu comprendre tout ce qu'il disait".

4. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 19 janvier 1955, à la page 3, mentionne que "M. McIvor, qui souriait pendant les mots de bienvenue, s'inclina et sourit aux députés de l'Assemblée qui l'applaudissaient". *La Presse* du 19 janvier 1955, à la page 37, rapporte

que "le distingué visiteur a ensuite assisté à une partie de la séance, notamment à l'étude des premiers items des crédits du ministère du Travail".

le premier ministre, l'honorable Maurice Duplessis, adressait la parole hier soir à l'Association des constructeurs."

5. *L'Événement* du 19 janvier 1955, à la page 1, rapporte que "depuis le début de la session, jamais un public aussi nombreux ne s'était pressé dans les tribunes de l'Assemblée législative; mais il ne devait pas "en avoir pour son argent". [...] M. Maurice Duplessis, chef du gouvernement, dont on attendait une déclaration sur les négociations entre Québec et Ottawa à propos de l'impôt sur le revenu, s'est contenté de déposer sur la table du secrétaire une copie des lettres échangées. [...] M. Duplessis n'a prononcé aucun mot, fait aucun commentaire". Le *Montréal-Matin* du 19 janvier 1955, à la page 15, ajoute que "les galeries et les sièges du parquet réservés aux visiteurs étaient remplis à déborder. Pour ceux qui s'attendaient à des commentaires sur la réponse d'Ottawa en matière fiscale, ce fut une déception complète". Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 19 janvier 1955, à la page 3, rapporte que le consul de France, M. François de Vial, était assis dans la galerie de presse parce que les tribunes étaient trop pleines.

6. Le document contient la correspondance échangée depuis le 5 octobre 1954. Dostaler O'Leary, le journaliste de *La Patrie* du 19 janvier 1955, à la page 12, mentionne que, contrairement au public, "les journalistes savaient que le premier ministre ne ferait aucune déclaration; il leur avait déclaré un peu plus tôt qu'il désirait consulter ses ministres auxquels il voulait laisser le temps de la réflexion".

7. Chiffre de *La Tribune* du 19 janvier 1955, à la page 12. *La Presse* du 19 janvier 1955, à la page 37, mentionne 95 %.

8. Chiffre du *Soleil* du 19 janvier 1955, à la page 3. *La Patrie* du 19 janvier 1955, à la page 12, mentionne 4,038 permis.

9. Lors de la séance du 11 janvier 1955, M. Bélanger s'est vu refuser le dépôt de ce projet de Code civil par M. Duplessis qui alléguait "que la production du document n'était pas d'intérêt public". C'était la quatrième fois que le député de Lévis tentait d'en obtenir la publication. Voir *La Presse* du 12 janvier 1955, à la page 53.

10. *Le Soleil* du 19 janvier 1955, à la page 8, rapporte que la séance fut levée au souper "parce que

Séance du mercredi 19 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Compagnie
E. & A. Leduc Limitée**

M. Marcotte (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Alfred Leduc, fils, demandant l'adoption d'une loi concernant la Compagnie E. & A. Leduc limitée, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Alfred Leduc, fils, demandant l'adoption d'une loi concernant la Compagnie E. & A. Leduc limitée (M. Marcotte).

**Propriété de
Joseph et René Duhamel**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Roche), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Joseph Duhamel, demandant l'adoption d'une loi concernant Duhamel & Fils Enrg., et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Joseph Duhamel, demandant l'adoption d'une loi concernant Duhamel & Fils Enrg. (M. Thibeault).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 237 concernant le droit d'expropriation par Québec-Téléphone et la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent limitée;

- bill 234 modifiant la charte et définissant les pouvoirs de Le Club Shawinigan;

- bill 192 constituant en corporation de ville la corporation de la Petite-Rivière, comté de Québec;

- bill 170 concernant la ville de Murdochville;

- bill 210 concernant la ville de Sainte-Thérèse et Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd.;

- bill 219 concernant l'Institut Albert Prévost;

- bill 235 modifiant la loi médicale de Québec.

Et, sans amendement, le bill 208 concernant La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie.

M. Ducharme (Lavolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 156 constituant en corporation de ville le village de Macamic;

- bill 139 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 176 modifiant la charte de la ville de Mackayville et lui accordant certains pouvoirs;

- bill 231 concernant la ville d'Acton Vale et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Acton Vale, dans le comté de Bagot;

- bill 240 concernant la Commission de transport de Montréal.

Projets de loi:

**Québec-Téléphone et
la Compagnie de téléphone
du Golfe Saint-Laurent Itée**

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 237 concernant le

droit d'expropriation par Québec-Téléphone et la Compagnie de téléphone du Golfe Saint-Laurent limitée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 237 sans l'amender.

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Le Club Shawinigan

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 234 modifiant la charte et définissant les pouvoirs de Le Club Shawinigan.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 234 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Petite-Rivière

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 192 constituant en corporation de ville la corporation de la Petite-Rivière, comté de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Murdochville

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 concernant la ville de Murdochville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 sans l'amender.

M. Couturier (Gaspé-Nord) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Institut Albert Prévost

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 219 concernant L'Institut Albert Prévost.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 219 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi médicale de Québec

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 235 modifiant la loi médicale de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 235 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**La Solidarité,
compagnie d'assurance**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 concernant La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 208 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Macamic

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 constituant en corporation de ville le village de Macamic.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Mackayville**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la charte de la ville de Mackayville et lui accordant certains pouvoirs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission de transport
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 240 concernant la Commission de transport de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 240 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Sainte-Thérèse et Blackwood
Morton & Sons (Canada) Ltd.**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 concernant la

ville de Sainte-Thérèse et Blackwood Morton & Sons (Canada) Ltd.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 210 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Acton Vale

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 231 concernant la ville d'Acton Vale et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village d'Acton Vale, dans le comté de Bagot.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 231 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mégantic

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 concernant la ville de Mégantic, dans le district électoral de Frontenac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Frères de la Charité

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que le bill 184 modifiant la charte de Les frères de la Charité ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient

remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Succession John Skillman O'Meara

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que le bill 165 concernant la succession de John Skillman O'Meara ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 86 du Code de procédure civile modifié par l'article 2 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 45, et par l'article 19 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 18, est de nouveau modifié en y remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa les mots "un mille" par les mots "deux milles".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) explique qu'il faut tenir compte des circonstances. Les avocats demandaient de porter à cinq milles ce rayon, mais il croit que deux milles est suffisant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare avoir causé de la chose avec des avocats. Je me demande, dit-il, s'il n'y aurait pas lieu d'allonger cette distance de deux milles à trois milles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La distance de deux milles est raisonnable. Il faut penser aux clients.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) croit qu'il faut penser aux clients et qu'il faut également penser aux difficultés que rencontrent les avocats aujourd'hui. Les bureaux coûtent cher et il est difficile de circuler dans le centre des villes. Il est pratiquement impossible de laisser les automobiles en stationnement, dit-il. Il croit qu'un mille de plus apportera des accommodements sans causer trop d'inconvénients.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande que la distance soit plus considérable dans le district judiciaire de Montréal. Il invoque la situation particulière du district de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte de faire une exception pour la métropole et on accorde trois milles au lieu de deux.

M. Bélanger (Lévis) dit qu'il voudrait qu'on améliore les choses pour les avocats de Lévis et veut obtenir trois milles pour Québec. Il dit qu'il est plus long d'aller à Lévis, en partant du palais de justice de Québec, que d'aller dans les autres districts judiciaires de la cité de Québec.

Une voix: Pourquoi ne pas construire un tunnel pour permettre d'accélérer les choses?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Quant à moi, je n'ai aucune objection à ce qu'on s'entende pour 25 milles¹!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation n'est pas la même à Montréal qu'à Québec, et l'amendement n'a pas été demandé par le Barreau du Québec, alors qu'il a été réclaté par le Barreau de Montréal. Voyons tout d'abord ce que donnera cette amélioration, et si elle s'avère insatisfaisante, s'il faut faire des changements plus tard, la Législature les fera en temps opportun. Nous sommes ici encore pour 15 ans de toute façon.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"1. L'article 86 du Code de procédure civile modifié par l'article 2 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 45, et par l'article 19 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 18, est de nouveau modifié

en y remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa les mots "un mille" par les mots "deux milles" sauf dans le district judiciaire de Montréal où la distance sera de trois milles."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voirie provinciale

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 34 relatif aux problèmes de la voirie provinciale.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, pour l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution, une somme n'excédant pas cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Il (M. Talbot) rappelle la nécessité d'une bonne voirie dans la province. Aucun gouvernement, dit-il, n'a fait autant pour améliorer notre réseau routier que celui de l'Union nationale. À l'heure actuelle, ce réseau comprend 41,000 milles de routes dont 26,000 sont entretenus par la province. En ces dernières années, nous avons augmenté le réseau de 8,500 milles. Le ministère en entretient entièrement au-delà de 35,000 milles. Le développement de la province soulève de grands problèmes de voirie, spécialement aux abords des grandes villes, tout particulièrement Montréal. Nous avons cru qu'il serait sage de faire étudier ces problèmes par un comité d'experts spécialement nommé à cette fin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je regrette qu'on n'ait pas donné plus d'explications relativement à cette dépense de \$100,000. Sur cet item, je ne crois pas que ce soit le moment de discuter le bill en entier. Nous voudrions attendre d'avoir plus de renseignements. Nous nous opposons à ce bill, et nos raisons ne peuvent être exposées à ce stage-ci. Il s'agit, je présume, de salaires, de dépenses de voyage.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous demandons la permission d'établir un comité d'experts. Nous devons les payer. Combien? Nous ne savons pas encore quelle est la dépense que cela entraînera, quels seront les salaires payés aux membres du comité et à leurs aides. Mais il faudra tout de même que nous soyons en mesure de les payer. Voilà pourquoi nous demandons un montant de \$100,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les problèmes de voirie ont pris beaucoup d'importance, en ces dernières années, dans toute l'Amérique. On réalise que les routes, dans l'économie d'une province, sont un peu comme les artères pour le corps humain. Aux États-Unis, on a tenté de régler le problème de la circulation en créant les "through-ways", des artères plus larges qui permettent d'éviter les grands centres. Plusieurs États sont entrés dans le mouvement. Les résultats semblent avoir été bons.

Dans Québec, nous voulons faire une étude complète des problèmes de voirie. Il existe à Montréal une situation quasi inextricable. Nous les envisageons non seulement au point de vue des grandes villes, mais encore des campagnes, car celles-ci ont également besoin de routes. Nous voulons aussi trouver les meilleurs moyens de les

résoudre. Ceci nécessite une connaissance technique, et les membres du comité devront voyager pour se renseigner sur place, de façon à ce que la province ait le meilleur système de voirie possible, sans qu'il n'y ait trop de dépenses. Il y aura nécessairement des dépenses considérables à faire.

Quelles seront alors les meilleures méthodes à adopter? C'est précisément pour avoir les suggestions les plus profitables que nous avons décidé de créer un comité d'étude qui fera rapport de ses conclusions et recommandations au cabinet dans les 12 mois suivant la sanction de la loi. Si nous tenons compte de l'importance du problème, le montant de \$100,000 que nous demandons - et nous ne le dépenserons probablement pas en entier - n'est pas un gros montant. Nous voulons donner à la province le meilleur réseau routier possible, sans occasionner de dépenses injustifiées. Le problème a assez d'envergure pour ne pas lésiner.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, 58.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 34 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 relatif aux problèmes de la voirie provinciale soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Cournoyer (Richelieu): Le premier ministre a déclaré que la voirie est d'importance vitale. Le seul mal, ce sont les déclarations impressionnantes disant qu'aucun gouvernement n'a autant fait que l'Union nationale pour la voirie. C'est vrai, mais je vais corriger cela en disant qu'au lieu de se vanter d'avoir fait plus que tout autre gouvernement, l'Union nationale devrait plutôt admettre que pas un gouvernement n'a reçu autant que l'Union nationale pour régler les problèmes de voirie. Durant les trois sessions que j'ai passées ici, je n'ai pas été sans remarquer que le gouvernement passe son temps à administrer au moyen de commissions. Le gouvernement expose en toutes circonstances des principes ronflants. Ils valent à peu près le papier sur lequel ces lois sont imprimées. Ce sont des lois inutiles qui ne servent qu'à la propagande d'un parti politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre pour dire qu'à ce stage, en deuxième lecture, il faut s'en tenir au principe du bill et non pas commenter le préambule de la loi. Il demande au député de Richelieu de retirer ces dernières paroles.

M. l'Orateur: Il est défendu de prêter au gouvernement de tels motifs inavoués.

M. Cournoyer (Richelieu): Le préambule énonce le principe de la loi; le principe du bill énonce la création d'une commission pour répondre aux besoins extraordinaires de la voirie.

M. l'Orateur avertit le député de Richelieu qu'il ne pourra discuter le préambule qu'en comité plénier.

M. Cournoyer (Richelieu): Je dis que le comité projeté est inutile parce qu'il n'y a rien dans la loi générale qui empêche le gouvernement de faire ce qu'il veut faire à ce sujet. Dès 1950, on a passé une loi permettant de faire un plan d'ensemble, afin de parer aux besoins de la voirie. Le gouvernement a déjà tous les pouvoirs qu'il réclame en vertu de la loi

générale. C'est une loi inutile comme la plupart des autres lois sur le sujet. Il y a un ministre de la Voirie et jamais il n'a dit qu'il ne connaissait pas les besoins de la voirie. Il y a un ingénieur en chef de la voirie qui a le temps d'aller faire des discours à Toronto. Le ministre de la Voirie (M. Talbot) a à son service tous les techniciens dont il a besoin. Il a d'excellents ingénieurs à son service. Pourquoi alors former un comité? Encore une fois, on veut faire de la propagande.

M. l'Orateur: J'ai déjà dit au député qu'il n'avait pas le droit de prêter de tels motifs.

M. Cournoyer (Richelieu): C'est bon une commission qui étudie. Tout cela a commencé en 1945. On n'entend jamais parler des rapports d'aucune commission. On a voté en 1945 une loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires. Cette commission n'existe plus et elle a coûté \$99,780. On a constitué un comité de classification des salaires qui a coûté \$92,000 et ce comité n'a pas fait rapport. On a passé une loi pour aider à l'établissement d'aqueduc et de systèmes de drainage dans les campagnes, et ceci a coûté \$140,952. On a institué une commission agricole qui, comme dit Victor Hugo, est partie joyeuse pour des courses lointaines, mais elle ne revient pas souvent. On a passé une loi pour enquêter sur les besoins du logement; elle a coûté \$125,000. On en a passé une autre pour les produits agricoles saisonniers, pour l'entretien des chemins d'hiver (\$65,000)². On a encore institué, en 1949, une commission des lois d'assurance qui a nécessité des dépenses de \$106,688; en 1950, une loi concernant les syndicats coopératifs. Ce sont toutes des commissions d'étude. Celle-ci coûte \$18,000 par année. On a passé une loi pour améliorer le Code de procédure civile, depuis 1946. Toujours pas de rapport en dépit qu'elle ait coûté \$25,000.

Il y eut la loi autorisant la création d'une commission pour étudier l'institution d'une radiodiffusion provinciale; la loi pour la formation d'une commission pour étudier les moyens d'assurer la progression et la diffusion de l'instruction et de la santé; la loi pour former une commission chargée de la refonte des lois de la province; une loi instituant une commission chargée d'étudier les problèmes agricoles. Toutes ces commissions nous ont coûté jusqu'à aujourd'hui la somme de \$1,402,750; et l'on arrive avec une quatorzième commission. Il est temps que le peuple sache ce que font ces commissions; le genre d'étude qu'elles font. Ce sont

de véritables cours classiques, puisqu'il y en a qui étudient depuis six, sept, huit et même 10 ans. Les membres sont toujours aux études. Dans la plupart des cas, il n'y a même pas eu de rapports.

Ces commissions ne servent qu'à payer des salaires à certains individus. Si le ministre de la Voirie veut étudier les problèmes routiers, il a ses techniciens à sa disposition; il peut se servir d'eux et de leur expérience du passé. Nous serions en faveur d'une commission d'étude sérieuse, mais comment voulez-vous que nous ayons confiance dans la présente commission alors que celles du passé n'ont jamais servi l'intérêt public?

Déjà plus de \$1,500,000 ont été dépensés maintenant en commissions d'étude, et voilà qu'on nous demande de voter en faveur d'une autre commission pour la voirie, alors que le ministre a déjà tous les pouvoirs qu'il réclame. Trop de commissions ont été instituées sans résultat pratique, depuis des années, pour que nous soyons justifiés d'attendre de bons effets de celle-ci. Nous sommes contre le bill.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'oppose au principe de la formation d'une nouvelle commission et, aussi, au fait que l'on veut mettre à sa disposition de très grandes sommes d'argent sans préciser les détails de son utilisation pour des dépenses futures qui excèdent certainement le temps prévu pour la remise de son rapport.

Il y a dans la province un problème de voirie qui crève les yeux. Le problème de la voirie n'est pas neuf. De l'aveu même du ministre, il y a énormément à faire. Nous n'avons pas besoin de comité pour le savoir. Tout le monde peut d'ailleurs s'en rendre compte. Jadis, quand nous discussions ce problème, le ministre et le premier ministre ont affirmé que le gouvernement possédait un plan d'ensemble pour l'exécution des travaux de voirie. Il est même question de ce plan d'ensemble dans le rapport du ministère.

Il y a contradiction entre les déclarations antérieures du ministre de la Voirie et la demande actuelle de la formation d'une commission. Si véritablement il y a un plan d'ensemble de tracé, et je ne mets pas en doute les déclarations du ministre, il est inconcevable que le ministère ne sache pas ce qu'il y a à faire pour régler un problème aussi urgent que celui que l'on nous soumet, qu'il soit nécessaire d'instituer une commission à cette fin. Si ce plan existe et si on y conforme le travail du ministère, pas besoin de comité. C'est un aveu d'ignorance que l'on nous fait question.

A-t-on eu besoin d'un comité d'experts pour la construction de la route de Chicoutimi? A-t-on besoin d'un comité d'experts pour savoir que les routes qui relient Montréal à Québec sont insuffisantes; que la route sur la rive nord de Sainte-Anne-de-la-Pérade à Pointe-du-Lac est nettement insuffisante; que la route no 9, appelée couramment route Trans-Canada, est, entre Drummondville et Lévis, dans un état lamentable? La route de Chicoutimi a été construite sous la direction des ingénieurs du département. Est-ce que le ministre n'en est pas satisfait? Que le ministère étudie lui-même les besoins au lieu de confier l'ouvrage aux autres. Et si le personnel n'est pas assez nombreux, qu'on le complète.

On doit savoir au ministère de la Voirie qu'il faut faire quelque chose de ce côté et qu'il y aura pas mal d'argent à dépenser. Je suis convaincu que les hauts fonctionnaires du ministère de la Voirie, que ses ingénieurs sont des experts, qu'ils doivent avoir des plans tracés à cet effet. A-t-on besoin d'un comité d'experts pour savoir que les routes de Montréal, tant par le nord que par le sud du fleuve, sont insuffisantes? Tout le monde sait ça.

Un autre problème que voit tout le monde, c'est l'embouteillage indescriptible des routes du nord de Montréal en fin de semaine. Le 26 septembre 1953, le premier ministre a déclaré qu'il faudrait songer à construire une route au nord de Montréal. Va-t-on engager un comité pour nous dire ce que le premier ministre connaît depuis un an et demi et que les ingénieurs du département doivent savoir encore mieux que lui?

Je suis convaincu, là aussi, qu'il y a des plans dans les cartons du ministère de la Voirie pour remédier à cette situation.

Si j'étais convaincu que, contrairement à ce que nous a maintes fois affirmé le ministre, il n'y avait pas de plan d'ensemble, je voterais en faveur de la formation d'un comité d'étude, s'il devait en faire un.

On a parlé des autostrades. Je pensais que la présente loi avait pour but la formation d'une commission chargée d'étudier la construction de ces routes; mais ce n'est pas cela. C'est pour étudier des problèmes que tout le monde est censé connaître. Il n'y aurait que le ministère de la Voirie et la Chambre qui ne seraient pas au courant. Il y a un an et demi, le premier ministre a déjà parlé d'autostrades; il en a, sinon envisagé leur construction, du moins attiré l'attention sur les services qu'elles pouvaient rendre. On savait déjà cela et on veut instituer un comité d'étude.

Les techniciens dont parle la loi seront peut-être les ingénieurs de la Voirie eux-mêmes; alors, qu'y a-t-il besoin d'une commission. Le problème des autostrades n'est pas nouveau et les experts du ministère de la Voirie sont sûrement en mesure de renseigner le gouvernement. Le ministère est au courant et il a dans ses dossiers des projets d'améliorations. Il devrait faire en sorte de le réaliser lui-même.

Pendant que notre comité va étudier, les États-Unis et le reste du continent vont continuer à se couvrir d'un réseau d'autostrades à péage presque complet qui essaime tout le continent, des "parkways", de "turnpikes", des "expressways". Il y en a dans le Maine, État voisin du Québec, comme aux autres États américains. Alors que Québec est en train d'étudier cette possibilité, les américains songent déjà à doubler la dimension de leurs "expressways". Tous ces travaux sont financés et dirigés par des commissions dont on connaît le fonctionnement, qui publient des chiffres et des plans à la portée de tout le monde.

On doit avoir des exemplaires de ces plans au ministère de la Voirie; et si on ne s'en satisfait pas, on peut prendre contact avec les ingénieurs de ces différents États qui ont dressé ces plans. On doit savoir que ça a été un succès partout. Sur le "turnpike" du New Jersey, par exemple, le volume de la circulation atteint 25,000,000 de véhicules par année, quand on s'attendait à 12,000,000. L'amortissement se fait à un rythme qu'on n'aurait jamais osé espérer.

Nos automobilistes, qui vont aux États-Unis, empruntent tous les autostrades et paient volontiers les tarifs exigés. Ils sont familiers avec ces voies de transport rapide. Les problèmes de ces routes nous sont familiers et, le premier ministre disait, avec raison, il y a quelque temps, qu'il ne faut pas s'occuper uniquement des villes, mais aussi des villages et des campagnes. Les ingénieurs de la Voirie le savent. Il est certain que s'ils présentaient des plans, disons pour la construction de routes entre Québec et Montréal par la rive sud ou la rive nord, qui ne tiendraient point compte des sites historiques ou des belles terres en culture, ces plans ne seraient pas acceptés par le ministère.

On nous dira peut-être que ce sont les ingénieurs du ministère qui ont demandé cette commission. Si tel est le cas, ils auraient mieux fait de ne pas parler en public. De toute façon, la route de Chicoutimi réalisée par les ingénieurs du ministère a semblé satisfaire le gouvernement. On n'a pas eu recours à une commission d'experts.

On a déjà entendu bien des vantardises de la part du ministère de la Voirie. À entendre quelques-unes d'entre elles, même, on aurait pu croire qu'il existait déjà des autostrades chez nous. Le ministre ne peut certainement pas venir dire aujourd'hui qu'il ne connaît pas les problèmes en question. Il ne peut pas dire non plus qu'il les connaît, mais qu'ils sont trop vastes pour leur apporter une solution. Ce serait admettre qu'il les a laissés s'accumuler. Le ministre ne peut prétendre qu'il n'a pas assez de monde dans son ministère ou que les experts qu'il nommera sur la commission sont les seuls qui existent dans la province. Non, le ministère doit être en mesure d'agir par lui-même, sans avoir à se décharger de ses problèmes sur une commission.

M. Bélanger (Lévis): Le no 34 semble être un numéro prédestiné dans la liste des bills présentés chaque année par le gouvernement. Un bill 34, présenté il y a deux ans, constituait un certificat de vertu à l'endroit du gouvernement³; le bill actuel, qui porte le même numéro, est, par ailleurs le plus beau certificat d'incompétence que le gouvernement ne se soit jamais décerné. Ces gens sont au pouvoir depuis 10 ans, ils devraient connaître à fond tous les problèmes de voirie. En 10 ans, ce gouvernement a dépensé plus d'argent que tous les autres gouvernements depuis le début de la Confédération. Ils ont recueilli des contribuables des montants records, en promettant de résoudre tous les problèmes. Et voilà qu'ils viennent dire aujourd'hui qu'ils ne connaissent pas assez les problèmes pour les résoudre.

Ces problèmes sont pourtant bien connus des automobilistes, ces grands tondu du régime actuel qui payent en moyenne chacun \$135 de taxes à la province de Québec, quand ceux des autres provinces payent beaucoup moins. En fait, il n'est pas d'automobiliste au pays qui doive payer aussi cher le droit de se promener sur les grandes routes. Il y avait dans le Québec, en 1952, 574,000 automobilistes, contre 160,000 en 1935. Inutile de nommer une commission pour l'apprendre, puisque c'est dans l'*Annuaire statistique*. On a recueilli beaucoup d'argent, et combien de routes qui ne sont pas encore terminées. Les deux routes entre Québec et Montréal sont loin d'être satisfaisantes. Dans les conditions actuelles, cela prend au moins six heures pour faire le voyage entre la capitale et la Métropole.

On devrait utiliser les millions mis à la disposition de la Voirie, non seulement à la veille d'élections, mais chaque année. Ce n'est pas ce que l'on constate en parcourant les *Comptes publics*. Le

budget du département de la Voirie a considérablement diminué, en 1953, suite aux élections. Après 10 ans d'administration, le gouvernement serait censé connaître les problèmes de la Voirie. Il n'est pas nécessaire d'être un expert pour savoir que si l'on avait un plan d'ensemble, on saurait où l'on va. Si l'on ne connaît pas les problèmes après tant d'années d'administration, l'on ferait mieux de démissionner.

M. Pinard (Drummond) veut parler du nombre des accidents d'automobile dans la province.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre.

M. Pinard (Drummond): La population se demande pourquoi le gouvernement ne prend pas avantage des offres fédérales au sujet de la Route Trans-Canada.

M. l'Orateur: Il ne s'agit pas de la Route Trans-Canada, mais de créer un comité.

M. Pinard (Drummond) s'assoit.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Vous avez entendu trois députés de l'opposition s'opposer à la loi. Le député de Richelieu (M. Cournoyer) a dit que la loi actuelle donnait au gouvernement le droit de constituer le comité et que le bill est inutile. Je ne comprends pas l'attitude du député. Si nous avions procédé comme il nous le suggère, si nous avions formé un comité sans présenter une loi spéciale à cette fin, on nous aurait accusés de procéder à la cachette, ou d'être des dictateurs. Combien de fois nous a-t-on accusés de dictature et de tyrannie!

Aujourd'hui, nous demandons des conseils et on n'est pas encore content. On nous demande maintenant de tout décider nous-mêmes. Le cabinet a l'autorité de procéder sans demander l'avis de l'Assemblée, mais nous préférons agir ouvertement en respectant les principes démocratiques.

Le député de Richelieu a parlé du comité chargé de l'entretien des chemins d'hiver. Je connais l'œuvre accomplie par ce comité. Ce comité a fait une œuvre splendide et a fait sauver beaucoup d'argent à la province. En 1944, il n'y avait rien. La province entretenait quelques cents milles de chemins et donnait des subventions de misère. En tout, 3,517 milles de chemins étaient entretenus au Québec. Nous avons formé le comité qui, par la suite, a soumis un rapport détaillé; et plus de 27,000 milles de chemins ont été entretenus l'an dernier.

M. Pinard (Drummond) veut faire rappeler à l'ordre le ministre de la Voirie.

M. l'Orateur: Le ministre de la Voirie ne fait que citer des exemples pour montrer l'utilité du comité.

M. Dupré (Verchères): Quels étaient les membres du comité?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y avait, je crois, M. Ernest Gohier, ingénieur en chef de la Voirie, ainsi que le président de la Chambre de commerce de la province, et M. Laframboise qui représentait les cultivateurs.

Et le chef de l'opposition s'est ingénié à démontrer qu'il y a des milliers et des milliers de problèmes à résoudre. C'est justement à cause de la multiplicité de ces problèmes que, quand se présente une situation particulière, nous voulons être bien éclairés. C'est pour cela que nous demandons à la Chambre de nous donner un organisme capable de les étudier. Il s'agit bien ici d'une situation spéciale. Ces problèmes résultent du développement prodigieux de la province ces dernières années, ce développement que l'opposition ne veut pas reconnaître.

Il ne s'agit pas d'étudier la situation de la voirie en général, mais des problèmes particuliers qui, pour les résoudre, demandent des connaissances techniques et financières particulières. C'est pourquoi nous voulons les faire étudier par des spécialistes. Les experts peuvent faire beaucoup pour le département et à un coût minime. Nous en avons assez des problèmes généraux que comportent l'entretien et l'amélioration de notre immense réseau routier. On n'a pas le temps d'envisager ces problèmes spéciaux. Il faut des spécialistes pour des problèmes spéciaux.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau,

Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 58.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à constituer un comité de trois personnes pour étudier les divers aspects des problèmes résultant des besoins de la circulation et inhérents à l'expansion du réseau routier de la province.

"Il nomme les membres de ce comité, au nombre desquels il désigne un président, et détermine la rémunération de chacun d'eux.

"Il peut aussi nommer et adjoindre à ce comité un secrétaire et les techniciens et autres personnes dont il juge les services utiles pour mener ce travail à bonne fin."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. Ernest Gohier, ingénieur en chef du ministère de la Voirie, fera-t-il partie du comité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il appartiendra au lieutenant-gouverneur en conseil de le décider. Et même si nous le savions, la Constitution, la loi et le serment nous empêcheraient de le révéler.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me demande quels seront les trois grands personnages de la province qui seront choisis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les problèmes de la voirie se sont aggravés du fait du développement de la province. Le personnel du ministère est absorbé par les problèmes courants.

Nous avons besoin d'un comité spécial qui pourra se consacrer entièrement à l'ouvrage. Un représentant du ministère pourra peut-être en faire partie, et communiquer ce qu'il sait des problèmes de la voirie. Mais il y a bien des points à éclaircir qui posent un problème particulier, par exemple pour les chemins qui doivent passer dans les terres en culture.

Rien ne sert de faire un chemin entre Sainte-Thérèse et Sainte-Adèle si les gens de Montréal ne peuvent y accéder. On ne peut dépenser tous les fonds de la province au même endroit. Les problèmes sont plus ou moins urgents selon les régions. De toute façon, le gouvernement s'occupera de la voirie rurale. Bref, la complexité des problèmes à résoudre nécessite des connaissances dans les domaines les plus divers. Autant de questions variées économiques, agricoles, financières, techniques, qui rendent nécessaire un comité.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre a nommé un adjoint au ministre de la Voirie, mais il fait son travail. Le gouvernement devrait augmenter le personnel de la Voirie pour que son travail puisse toujours être à date. Il ne le fait pas et voilà qu'il demande \$100,000 pour une commission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principe de la loi a été voté. Le député doit se borner à l'étude des articles.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Le comité doit rechercher les meilleurs moyens de résoudre les problèmes que comporte l'exécution des travaux qui s'imposent dans les régions de circulation dense et aux abords des villes peuplées."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement procède comme s'il voulait faire disparaître complètement le ministère de la Voirie derrière le comité, transformer ce ministère en "rubber stamp", bref comme s'il était en train de donner un certificat d'incompétence au ministère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le comité étudiera des cas extraordinaires que le personnel du ministère de la Voirie n'a pas le temps de régler, non plus que le gouvernement.

Il (M. Duplessis) parle des travaux de la route du Saguenay, de la route de ceinture de la Gaspésie, et les autres travaux exécutés depuis 1945.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministère de la Voirie est là pour régler les problèmes de voirie. Je suis convaincu que le gouvernement a, dans ses dossiers, des plans pour les travaux de la route Québec-Montréal sur les deux rives, ou de la route de péage entre Montréal et Saint-Jérôme dont on parle depuis plus d'un an. On en évalue le coût à quelque \$35,000,000. Pourquoi alors un comité, d'autant plus que c'est le gouvernement qui, à la fin, décidera des travaux à faire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien le gouvernement qui décidera, mais il décidera en connaissance de cause. Le gouvernement est parfaitement au courant des problèmes qui se posent. C'est sur le choix des remèdes qu'il demande à être éclairé. La canalisation du Saint-Laurent va poser des problèmes de voirie extraordinaires en ce qui concerne particulièrement les communications entre Montréal et la rive sud. Le personnel du ministère qui a à s'occuper de l'entretien de 26,000 milles de routes n'a pas le temps de les régler. Ils méritent une étude toute particulière, surtout en ce qui concerne les répercussions économiques du tracé de nouvelles routes.

Les problèmes de voirie soulèvent des aspects économiques qui méritent d'être étudiés. Lorsqu'il est question d'un projet de route à un endroit donné, on a besoin de savoir quelles répercussions il aura. Grâce à ce comité, le gouvernement pourra décider en connaissance de cause. D'une façon générale, je suis opposé à ce qu'une route traverse une terre parce que cela est de nature à déraciner les cultivateurs.

La situation particulière du district de Montréal est telle, en fin de semaine, que l'on prend parfois deux heures à aller de Sainte-Rose à Cartierville. À l'heure actuelle, pas un premier ministre, pas un député n'a le temps d'étudier à leur mérite tous les problèmes que provoquent de telles situations et que des experts pourront examiner attentivement. C'est notre intention de nommer des gens compétents dans la commission.

(Applaudissements à gauche)

Je suis content de voir que l'opposition se rend compte que ce n'est pas de cela que je parle quand je parle de compétence. On me traite de dictateur et quand je veux m'entourer de conseillers, on me critique encore. Lorsqu'une personne tombe malade, on appelle le médecin de famille. Mais si la maladie affecte le cœur ou les poumons, d'une façon particulière, ou s'il se produit une complication, on appelle un spécialiste. On fait appel à un spécialiste de ces maladies sans, pour cela, mettre en doute la

compétence du médecin de famille. Le comité jouera ce rôle de spécialiste. C'est ainsi que nous voulons procéder pour régler les problèmes de voirie.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 7, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 34 sans l'amender.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 58.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bélanger (Lévis): L'application des relations ouvrières n'est pas conforme à l'esprit dans lequel la loi a été passée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. On ne peut, sans en demander le rappel, critiquer une loi et une telle critique, au surplus, ne peut se faire lorsque la Chambre est appelée à voter les appropriations budgétaires.

M. le président maintient le point d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut analyser certaines décisions des comités d'arbitrage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Il déclare que la même question s'était soulevée hier et qu'elle avait été réglée par une décision de la Chambre. Il avertit le député de Saint-Maurice qu'il s'expose à être nommé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche à l'opposition de se moquer des décisions de la Chambre.

M. le président maintient le point d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision du président du comité.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur l'item 5 des crédits du ministère du Travail se rapportant aux "Relations patronales ouvrières", le député de Saint-Maurice (M. Hamel)

analyse certaines décisions de la Commission relativement à l'objet de ces arbitrages.

L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre et, référant à une question semblable que le même député a soulevée hier sur le même item, soumet qu'il n'est pas permis de discuter ou d'analyser les décisions des arbitres, mais bien l'administration en rapport avec les crédits votés par la Chambre.

Me basant sur le paragraphe 10 de l'article 285 du Règlement, je décide qu'à l'occasion de l'étude des crédits, il ne peut être question que d'analyser l'administration de la dépense de l'argent voté et non de critiquer ou analyser les décisions des arbitres, et référant au même principe décidé par la majorité de cette Chambre, hier, je maintiens le point d'ordre.

Le député de Saint-Maurice en appelle à cette Chambre de ma décision.

M. l'Orateur avertit le député de Saint-Maurice qu'en vertu des règlements, un membre de la Chambre qui se moque des décisions rendues peut être rappelé "nominativement" à l'ordre par l'Orateur.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, 50.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 20.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Avec la permission du conseil des ministres, tous les salaires des inspecteurs de colonisation seront révisés sous peu. Il y en a environ 150 et ils bénéficieront d'augmentations qui nécessiteront des déboursés d'à peu près \$225,000. Ce montant va être bien employé.

M. Lemieux (Wolfe) demande que chacun des inspecteurs dépende directement du ministre et non pas du député local. Il a remarqué des améliorations de ce côté, mais il soutient que c'est loin d'être la perfection.

M. Noël (Frontenac): L'inspecteur de la colonisation devrait se sentir employé par la province et non l'employé d'un parti politique ou du député local, au détriment de la colonisation et de certaines familles. C'est le devoir de l'inspecteur de voir à ce que les colons soient bien protégés. Dans le passé, certains inspecteurs ont fait de la politique. On devrait hausser les salaires au-dessus de la politique partisane.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Frontenac): Il y a encore augmentation sur l'an dernier.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): On a augmenté les allocations pour les automobiles. On ne pouvait rester à un niveau inférieur aux autres départements. On nous donne \$5,000 de plus; je ne

sais comment on va arriver. Il va nous manquer d'argent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Noël (Frontenac): Combien de nouvelles paroisses ont été établies au cours de l'année dernière?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous n'avons pas ouvert de nouvelle paroisse dans l'année, mais nous avons essayé de consolider les paroisses existantes, surtout dans l'Abitibi et le Témiscamingue. Nous avons une couple de cantons où les chemins sont prêts et où les lots sont même partiellement défrichés, mais nous n'y avons pas encore envoyé de colons. Nous attendons que les demandes se fassent plus nombreuses. Pour le moment, nous croyons préférable de diriger les nouveaux colons là où existe déjà une organisation paroissiale et scolaire.

M. Noël (Frontenac): Avec un budget de \$10,000,000, il devrait y avoir moyen de faire une colonisation active et progressive. La politique de colonisation devrait viser à faire progresser le colon pour qu'il devienne cultivateur le plus vite possible. Il est vrai qu'il y a eu des rumeurs à l'effet que le ministre avait donné, ou avait l'intention de donner, sa démission, mais il ne faudrait pas avoir en matière de colonisation une politique démissionnaire. Qu'on aide les colons. C'est la misère qui les chasse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Frontenac est prêt à changer de parti, si on lui promet une position.

M. Noël (Frontenac) nie cette affirmation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je n'ai pas donné ma démission et je n'ai pas l'intention de démissionner. Si le premier ministre veut m'endurer, vous allez me voir encore longtemps à mon siège en Chambre.

M. Noël (Frontenac): La colonisation est à la baisse dans la province de Québec, et c'est bien malheureux. Les jeunes gens de la campagne se dirigent vers les États-Unis, l'Ontario ou les grandes villes de la province, au lieu d'aller s'établir sur des terres. C'est la misère des colons. C'est signe que la politique de colonisation du gouvernement n'est pas populaire. On leur donne des lots pillés sur lesquels ils ne peuvent trouver les revenus nécessaires pour faire vivre leurs familles.

M. Lemieux (Wolfe): Vers quel comté se dirige le mouvement de colonisation? On pille les lots sans permission du gouvernement.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Ce mal dure depuis longtemps. Il y avait des pilleurs de lots sous les gouvernements libéraux, et c'est avec de la difficulté que le ministre tente de remédier à cette situation. Il faudrait un plus grand nombre d'inspecteurs. Les gens sont visiblement réfractaires à la colonisation. Il est évident que nos efforts pour attirer et maintenir des colons sur des terres neuves ne sont pas couronnés du succès que nous désirions. Les candidats sont peu nombreux et je suis le premier à le déplorer.

Mais quand on considère le travail fait par le gouvernement et les sociétés de colonisation, quand on songe que le gouvernement accorde, en somme, un montant global d'environ \$4,000 en subventions diverses à chaque colon, on se demande ce que l'on pourrait faire de plus pour en arriver au plein succès désiré.

Nous cherchons au moins à encourager ceux qui restent sur leurs lots et nous les aidons à agrandir leur domaine cultivé dans les paroisses de colonisation plus avancées, en attendant que le mouvement des colons augmente. Et le ministère paie des primes plus généreuses, afin d'inciter les jeunes à prendre des lots. Au cours de l'année, 86,623 acres ont été essouchées. Au coût moyen de \$12.95 l'acre, alors que les colons n'ont eu à payer que \$5.25 l'acre. C'est 70,000 acres de plus qu'en 1944.

Nous sommes, sous ce rapport, bien en avant des colons. Nous payons aussi trois fois plus de

primes qu'en 1944. Ceux qui veulent travailler sur leur lot n'ont pas à se plaindre. Dans une colonie récente de 75 familles, on a vu 68 autos à la porte de l'église le dimanche matin. Ce n'est donc pas la misère qui les chasse. Le ministère met aussi à la disposition des colons des tracteurs qui les aident dans l'essouchement, le drainage, etc. Je regrette, comme tout le monde, que les colons ne soient pas plus nombreux.

Il (M. Bégin) déclare ne pas recevoir une plainte par mois d'un colon qui lui dit que l'État ne le traite pas bien.

Je défie le député de Frontenac de trouver 20 familles dans son comté désireuses de s'établir sur des lots en Abitibi ou au Témiscamingue.

M. Noël (Frontenac): Il serait difficile de trouver ces 20 familles. Cela prouve que la politique de colonisation du gouvernement n'est pas populaire.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il faut trouver une autre explication, car jamais un gouvernement ne s'est montré aussi généreux envers ceux qui veulent s'établir sur des terres neuves.

M. Goulet (Témiscamingue) attaque le ministre de la Colonisation pour le paiement des primes aux colons nécessiteux.

Il y a du favoritisme, car il y a 995 colons dans Témiscamingue, et 440 dans Dorchester. Cependant, les colons nécessiteux de Dorchester ont reçu, depuis 1951, \$68,075.75 en primes contre \$5,503 dans Témiscamingue. La même situation existe dans les autres comtés représentés par des libéraux. Les gens ne s'intéressent plus à la colonisation parce qu'ils ne sont pas traités également par le gouvernement. Le ministre traite mieux son comté que les autres comtés où il se fait de la colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Évidemment, le député n'est pas venu dans Dorchester et ne connaît pas la situation. Ce qu'il affirme n'est pas correct. Les primes aux colons nécessiteux sont plus élevées dans Dorchester parce qu'il y a plus de colons nécessiteux que dans Témiscamingue qui est devenu un comté agricole prospère.

Dans le comté de Gatineau représenté par un député de l'Union nationale (M. Desjardins), la prime aux colons nécessiteux n'a été que de \$112 en un an. Cela dépend des circonstances.

M. Dupré (Verchères): Pourquoi, devant l'insuccès des méthodes employées jusqu'ici, insuccès reconnu par le ministre, celui-ci ne semble point songer à modifier considérablement sa politique en ce qui a trait à l'aide aux colons? En comparant les montants octroyés en secours divers, au cours des dernières années, on ne se montre guère plus généreux d'une année à l'autre, alors qu'il en coûte plus cher au colon pour vivre comme tout le monde.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Si les crédits réclamés pour les primes de défrichement, de labour ou d'ensemencement ne sont pas sensiblement plus élevés que l'an dernier, c'est que l'on ne doit pas se trouver trop en avance sur les colons en ce qui a trait au défrichement. Si les subsides aux travaux domestiques ont même diminué, c'est que la demande a diminué.

M. Noël (Frontenac): Comment aide-t-on le colon nécessiteux?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): M. le chanoine Bergeron⁴ s'en occupe, fournit linge, poêles, etc.

M. Noël (Frontenac): Le ministre se réfugie derrière les membres du clergé pour cacher les déficiences de son ministère.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le ministre et le ministère de la Colonisation sont capables de se défendre eux-mêmes, sans se cacher derrière qui que ce soit. Le député de Frontenac les a lui-même défendus il y a quelques années. En 1948, le député actuel de Frontenac (M. Noël) parlait à mes côtés, à Sainte-Hénédine de Dorchester. Il m'adressait des éloges qui me gênaient. Il vantait l'œuvre de mon ministère et disait que le régime libéral faisait mourir les colons. Il a donc changé d'idée!

M. Noël (Frontenac): À l'heure actuelle, la colonisation périlite.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Et le père du député continue à voter pour moi.

M. Noël (Frontenac): Nous avons chacun la liberté d'agir à notre guise. Les primes distribuées aux colons de Frontenac ne sont pas attribuées d'après le mérite, mais d'après les opinions politiques.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Que le député me donne des noms! Je ferai une enquête pour régler leur cas immédiatement.

M. Lemieux (Wolfe): Il se fait de la petite politique autour de l'inspecteur de colonisation. Si la colonisation se fait dans toute la province comme dans Wolfe, il n'est pas étonnant que les fils de cultivateur partent pour la ville.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien le ministère a-t-il établi de colons sur les terres pendant l'année en cours?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Mille quatre cent soixante et un en 1953-1954. Et cette année, c'est à peu près la même chose.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): A-t-on fondé de nouvelles paroisses?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Oui, une en Abitibi-Est.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les journaux nous ont appris que des gens du Saguenay, 440 ruraux en trois ans, sont partis pour l'Ontario et l'Alberta. D'autres sont partis du Saguenay. Comment se fait-il qu'il soit si difficile d'obtenir que des gens de chez nous s'installent sur nos terres alors qu'il y en a tant qui s'en vont dans l'Ouest?

Fait-on à ces derniers de meilleures conditions que celles qu'ils auraient trouvées dans notre province?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le chef de l'opposition parle de 440 départs pour l'Ontario et l'Ouest en trois ans... 440 personnes en trois ans, si l'on suppose qu'une famille compte cinq membres, ne représentent pas un pourcentage très élevé. Pendant ce temps, le ministère a pu établir quelque 6,000 nouveaux colons. Ce n'est d'ailleurs pas la même classe de gens que ceux qui partent pour l'Ouest.

Ces derniers généralement partent avec le produit de la vente de leurs terres et vont consolider les paroisses canadiennes-françaises existantes en Ontario ou dans la prairie canadienne. Ils ne sont pas attirés par l'appât d'une terre ou de primes comme le colon à qui le ministère de la Colonisation du Québec donne un lot. Ils désirent acheter une grande terre. Nous, nous établissons sur des terres de colonisation des gens qui ne possèdent rien.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelles sont les possibilités d'établissement de nouveaux colons au Québec?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): D'après le classement actuel, nous pourrions établir entre 150,000 à 250,000 personnes, notamment dans la région du lac Matagami.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avec toutes nos possibilités de colonisation, nous assistons à un mouvement qui se réduit à presque rien. Envisage-t-on quelque chose de nouveau?

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Le chef de l'opposition demande quelles méthodes on emploie pour attirer des colons du Québec en Ontario. Mon comté voisine les comtés du nord de l'Ontario. Je dois dire que le gouvernement de Toronto a envoyé il y a quelques années en Abitibi une délégation très représentative pour étudier nos méthodes de colonisation.

À son départ, les visiteurs ont été enthousiasmés et ont déclaré vouloir appliquer le même programme chez eux en Ontario. Le ministre actuel de la Colonisation a fait plus que n'importe qui pour la colonisation, dans notre province; on lui doit l'essor qu'elle a pris depuis quelques années.

Il mentionne le succès qu'il a remporté en Abitibi et invite les députés de l'opposition à aller s'en rendre compte sur les lieux.

Aujourd'hui même, en plein mois de janvier, contrairement à ce qui se faisait autrefois, des machines agricoles font des labours profonds en Abitibi. Qu'on vienne se renseigner sur place et l'on ne passera pas toute une soirée à discuter les crédits de la colonisation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne me lèverais pas s'il ne venait pas de se passer un événement mémorable. C'est le premier adjoint parlementaire à prendre la parole. Et il nous a parlé de choses tout à fait étrangères à ce que je venais de demander.

Ce qui me frappe, c'est que ce ne sont pas les gens de l'Ontario qui viennent s'établir au Québec, mais des Québécois qui partent pour l'Ontario. Quelles méthodes le ministre emploie pour activer la colonisation?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) répond que c'est aux sociétés de colonisation qu'incombe la tâche de la propagande et du recrutement; beaucoup

d'entre elles admettent qu'elles ne font pas tout ce qu'elles devraient faire. Il cite le cas d'un évêque à qui le gouvernement avait versé \$5,000 pour la colonisation, mais il n'avait même pas de missionnaire-colonisateur. Il a soutenu qu'il en avait plusieurs sans succès, puis qu'il avait confié la tâche à un curé. Mais la propagande ne marchait pas. Entretemps toutefois, le travail se poursuit pour consolider les vieilles paroisses.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On pourrait peut-être changer de méthodes.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): C'est un travail bien difficile. Le gouvernement fait tout ce qui est humainement possible dans le domaine de l'établissement des colons. En dépit de tous les efforts de propagande du ministère, le recrutement des colons est très difficile. Les jeunes préfèrent souvent aller dans les chantiers ou les usines que vers les centres de colonisation, malgré toutes les offres qu'on leur fait.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Goulet (Témiscamingue) suggère d'augmenter la prime pour ceux qui tuent des loups, afin de réduire les ravages de plus en plus grands de ces carnassiers. Bientôt, dit-il, si la situation ne change pas, nous n'aurons même plus de chevreuils.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lafrance (Richmond) pose une question.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le gouvernement verse, chaque année, de \$75,000 à \$100,000 aux 17 ou 18 sociétés diocésaines de colonisation, pour faire la publicité et le recrutement en vue de la colonisation. Le ministère leur donne entre \$4,000 et \$8,000 par année pour payer un missionnaire qui fera de la propagande et choisira les meilleurs colons. En outre, le ministère dépense lui-même entre \$75,000 et \$100,000 de publicité dans les journaux. Il y a aussi, de temps à autre, des excursions organisées dans les territoires de colonisation.

Incidemment, c'est encore la presse qui est le meilleur médium de propagande en faveur de la colonisation. Mais en dépit de tous ces efforts, la Fédération des sociétés de colonisation est forcée d'avouer son peu de succès et de dire que les gens se font tirer l'oreille pour aller s'établir en pays neufs. Nos efforts pour attirer et maintenir des colons sur des terres neuves ne sont pas couronnés de succès.

M. Lafrance (Richmond): La publicité de la colonisation se confond quelquefois avec celle du gouvernement.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) s'inscrit en faux à cette suggestion. Il dit que son département a vu à faire répandre d'excellents livres ou brochures sur la colonisation, dont certains ouvrages dus à la plume de M. Gérard Ouellet⁵, publiciste du ministère, qui est très habile, très compétent et qui a rédigé plusieurs brochures qui ont été distribuées à travers la province et dans les écoles. Il y a aussi, de temps à autre, des excursions organisées dans les territoires de colonisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 20 janvier 1955, à la page 17, explique cette boutade de M. Rochon par le fait qu'il n'est pas avocat.

2. Chiffre du *Soleil* du 20 janvier 1955, à la page 3. *La Tribune* du 20 janvier 1955, à la page 2, et *Le Devoir* du 20 janvier 1955, à la page 3, mentionnent \$63,000.

3. Il s'agit de la "Loi modifiant la loi électorale de Québec" adoptée durant la session 1952-1953.

4. Le chanoine Jean Bergeron (1868-1956), missionnaire-colonisateur dans Chicoutimi-Lac-Saint-Jean (1918-1931), directeur provincial du service des missionnaires (1931-1936) et chef de la section des secours et fins culturelles (1931-1956).

5. Gérard Ouellet, propagandiste au ministère de la Colonisation, de 1945 à 1958.

Séance du jeudi 20 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 209 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame;
- bill 193 concernant la succession de feu J.-Émile Dubreuil;
- bill 173 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine;
- bill 172 concernant le titre de Gérald Legault à la propriété d'un immeuble dans la paroisse de Pointe-Claire;
- bill 126 concernant la succession de Romain Joron.

Projets de loi:

Charte de l'Hôpital Notre-Dame

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 209 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession J.-Émile Dubreuil

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 concernant la succession de feu J.-Émile Dubreuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 193 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propriété de Gérald Legault

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 concernant le titre de Gérald Legault à la propriété d'un immeuble dans la paroisse de Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 172 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de Romain Joron

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant la succession de Romain Joron.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

Comité mixte des impressions législatives

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

19 janvier 1955

Ordonné qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Boulanger, Bovey, Brillant, Connors,

Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Raymond, Renaud et Tardif, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session;

Et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Projets de loi:

Loi de la chasse

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 modifiant la loi de la chasse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des parcs nationaux

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 concernant la loi des parcs nationaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À la demande de l'honorable Jacob Nicol et du journal *La Tribune*, cette loi amendera la loi des parcs nationaux de façon à permettre au gouvernement de louer une partie du mont Orford pour l'établissement d'un poste de télévision.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 concernant la loi des parcs nationaux.

Adopté.

École polytechnique de Montréal

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 32 concernant l'École polytechnique de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que, afin d'assurer la construction et l'aménagement de nouveaux immeubles pour y loger l'École polytechnique de Montréal, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à accorder à la corporation de l'École polytechnique, aux conditions et de la manière qu'il déterminera, une aide financière n'excédant pas six millions de dollars.

2. Que le montant de cette aide sera pris à même les revenus provenant de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements, 2-3 Elizabeth II, chapitre 17.

Il s'agit d'une législation qui constitue une amélioration considérable dans le domaine de l'instruction publique. Le but de cette législation est de faciliter l'accès aux carrières scientifiques avantageuses pour les jeunes de chez nous et qui contribuera à l'avancement des jeunes dans le domaine scientifique. On manque un peu partout d'ingénieurs. L'an dernier, aux États-Unis, par exemple, il n'en est sorti que 18,000 des écoles, alors qu'on en aurait eu besoin de 40,000.

La province de Québec connaît actuellement un essor considérable, essor qui signifie l'ouverture de carrières nombreuses pour notre jeunesse pour lesquelles ils doivent avoir une formation technique spéciale. Le besoin d'ingénieurs se fait également sentir. Il faut pourtant que celle-ci soit prête à y accéder. L'École polytechnique fait partie de la chaîne de nos écoles scientifiques. On y forme des ingénieurs professionnels, des ingénieurs électriciens, chimistes, miniers, mécaniques, etc. Mais ses locaux sont les mêmes que lorsque j'étais étudiant en droit à Montréal il y a environ quatre ou cinq ans.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il a obtenu son diplôme après le premier ministre et qu'il a lui-même commencé ses études de droit il y a 30 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand j'étudiais le droit à Montréal il y a quatre ou cinq ans¹ ... Mais ses locaux, qui n'ont pas été agrandis depuis près de 40 ans, sont devenus tout à fait insuffisants, car de plus en plus, les jeunes veulent se lancer dans les carrières scientifiques. C'est pourquoi le gouvernement est désireux de souscrire généreusement à la construction d'une nouvelle bâtisse pour cette école. Cette bâtisse, dont la construction est déjà commencée, s'élèvera sur le terrain universitaire, en vertu d'un accord avec l'Université de Montréal. L'édifice actuel de la rue Saint-Denis sera désaffecté.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'École polytechnique a été fondée en 1873...

L'honorable M. Gagnon (Matane) précise que l'édifice actuel, toutefois, date de 1876.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'École polytechnique de Montréal s'est appliquée depuis à atteindre les buts qu'elle s'était assignés. En 1952, par exemple, elle a fourni 79 nouveaux ingénieurs civils. Pendant des années, dans notre province, le mot d'ordre a été: Emparons-nous du sol. C'est ce que nous avons fait. Et dans les collèges classiques, on s'emparait des professions libérales, au lieu de se diriger vers les carrières scientifiques. On a été trop lents à s'éveiller chez nous aux carrières scientifiques. Nous avons brillé trop longtemps par notre absence dans ce domaine. Nos jeunes doivent cesser de regarder, comme sommet de la vie, la médecine, le droit ou le notariat.

Il cite le cas d'un de ses camarades de collège que l'on regarde comme un phénomène, parce qu'il avait décidé d'étudier la chimie.

Dans le domaine technique, certains d'entre nous ont certainement réalisé des progrès, mais que nous sommes encore loin d'avoir repris le temps perdu. Nous ne fournissons pas encore la proportion d'ingénieurs qu'on attend de nous. Les statistiques les plus récentes prouvent que nous avons du chemin à parcourir. Des statistiques, publiées par un journal, révèlent, en effet, que depuis 1946-1947, les Canadiens français n'ont fourni que 306² des 3,695 nouveaux ingénieurs civils au Canada; aucun des 3,398³ ingénieurs mécaniciens; 103 des 3,252 ingénieurs électriciens; 84 des 1,957 ingénieurs chimistes; aucun des 791 ingénieurs physiciens; 56 des 658 ingénieurs miniers; 40 des 526 ingénieurs géologues; aucun des 355⁴ diplômés en génie administratif; aucun des 227 diplômés en génie aéronautique; aucun des 136 diplômés en génie agricole, aucun des 96 diplômés en génie céramique et seulement 202 des nouveaux ingénieurs en électromécanique.

Il (M. Lapalme) n'a pas le chiffre total des ingénieurs en électromécanique, qui est l'une des sciences de l'avenir. Il ne peut donc établir la proportion. Il sait seulement que les Canadiens français sont au nombre de 202.

Le pourcentage des diplômés en génie, chez les Canadiens français, n'est que de 5.1 %. On compte 812 Canadiens français sur un total de 15,582 diplômés.

La fonction d'ingénieur est devenue capitale et il faut à tout prix favoriser l'éclosion de vocations scientifiques. C'est à cette condition que l'on pourra réellement s'emparer des forces techniques. Pour cela aussi, il faudrait dans notre enseignement une ambiance différente de celle que nous avons connue. Il existe encore, chez nous, une certaine répulsion pour les carrières scientifiques. Nous restons en marge des développements de notre province. Ceux qui ont des enfants aux études peuvent leur conseiller sans crainte, avant la fin de leur cours, les carrières scientifiques. Aujourd'hui, nous pouvons dire: Emparons-nous des postes techniques et scientifiques qui sont, plus que le droit et la médecine, des postes d'avenir. On peut difficilement faire œuvre plus patriotique qu'en fournissant aux nôtres la chance de se lancer dans ces carrières.

Voilà pourquoi il est tout à fait en accord avec le premier ministre, au sujet des besoins de l'École polytechnique. Il espère que le futur immeuble sera en mesure de répondre même aux

besoins de l'avenir. Il demande quel mode de paiement serait adopté pour le versement de cette subvention et dans combien de temps l'on prévoyait pouvoir terminer les travaux de construction. Il exprime l'espoir que la nouvelle bâtisse sera en mesure de suffire non seulement aux besoins du présent, mais également à ceux de l'avenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que les possibilités sont quasi illimitées dans le domaine scientifique. Nos compatriotes ont, en effet, tardé à réaliser les possibilités quasi illimitées du génie scientifique. Le gouvernement de l'Union nationale a fait beaucoup pour développer les carrières scientifiques. En 1936, il n'y avait même pas d'École des mines à Québec. C'est à l'actuel ministre des Finances (M. Gagnon), à ce moment-là ministre des Mines, qu'on la doit. Sous son impulsion, le gouvernement de l'Union nationale a fondé cette école qui a connu le plus grand succès. Le ministère des Mines a également institué un système de bourses pour les étudiants en génie scientifique.

À l'Université Laval, la Faculté des sciences, qu'il ne faut pas confondre avec la Faculté des sciences sociales, s'est considérablement développée. Aujourd'hui, Québec est devenu un centre idéal d'enseignement scientifique. De nombreux philanthropes, étrangers à notre nationalité, ont mis à la disposition de notre enseignement supérieur des bourses pour développer l'enseignement scientifique. C'est ainsi que le président de l'Algoma Steel Sir James Dunn a donné \$250,000 pour attribuer à une école de son choix.

Il (M. Duplessis) lui a conseillé de l'attribuer à l'École des mines.

Un grand philanthrope canadien, dont je suis obligé de taire le nom, mais qui s'intéresse à toutes les œuvres de progrès humain ainsi qu'aux œuvres charitables, a mis également à notre disposition une somme de \$75,000 pour des bourses d'études à distribuer à nos jeunes riches en talents, mais pauvres en argent. Je l'ai confiée à l'Université Laval; grâce à cette bourse, de nombreux jeunes gens peuvent poursuivre leurs études sans tracas d'argent.

On a, quelques jours avant Noël, attiré mon attention par une lettre d'un directeur d'école concernant le cas pathétique d'un jeune homme en troisième année de génie civil, forcé d'abandonner ses études parce qu'il n'avait plus d'argent. Il avait gagné ses études en travaillant comme débardeur pendant ses vacances, mais l'argent qu'il avait gagné, il dut l'employer à payer les frais d'hôpitaux. Son

père avait été frappé par une grave maladie. Il dut renoncer à poursuivre son cours de génie civil, alors qu'il comptait déjà près de deux années et demie d'études.

Grâce à cette bourse, nous avons pu le tirer d'embarras et verser un peu de soleil dans son foyer attristé à cette époque des Fêtes où tout le monde est dans la joie. Grâce aux philanthropes que j'ai mentionnés, nous avons pu lui permettre de terminer son année et nous lui avons garanti ses deux autres années d'études. Il pourra terminer ses études sans inquiétude. Un autre philanthrope, M. James Murdoch⁵, a versé \$10,000 pour l'attribution des bourses. À ces bourses privées, le gouvernement en ajoute chaque année des centaines.

Mais le problème demeure quand même important. À la Faculté des sciences de Laval, il y a tellement d'élèves que les locaux actuels sont insuffisants et qu'il va falloir agrandir. Nous avons déjà commencé à nous occuper du problème. Mercier⁶ avait dit: "Emparons-nous du sol". C'est ce que nous avons fait. Il faut à tout prix que la province de Québec garde son emprise sur les professions libérales et scientifiques, car elle a, dans le domaine de l'éducation, des droits exclusifs qu'elle doit conserver. Si jamais nous perdons ces droits, ce sera une époque bien sombre dans notre histoire. Nous aurons laissé partir les clefs du succès. Il faut, dans les provinces, un ralliement de pensée et d'action, afin que le contrôle des professions s'affirme de plus en plus.

Le chef de l'opposition nous a demandé comment sera distribué l'argent que nous allons voter pour la construction de la nouvelle École polytechnique. L'entente n'est pas encore définitive avec l'Université de Montréal et les conditions de paiement ne sont pas réglées. Un projet de loi concernant le nom légal de l'École polytechnique sera présenté un peu plus tard par la corporation de l'École polytechnique qui présentera un "bill". On communiquera alors les conditions de paiement. Il faudra tenir compte de l'entente avec l'Université de Montréal au sujet du terrain sur lequel la nouvelle école sera érigée.

Dans les plans de la nouvelle école, nous avons aussi pensé au futur sans pour cela construire un édifice aux proportions gigantesques. Les plans prévoient des agrandissements qui pourront se faire facilement. Si c'est nécessaire, nous verserons immédiatement tout le montant; mais je crois que l'on en disposera au fur et à mesure des besoins. Ce qui est urgent, c'est de finir le plus tôt possible l'édifice.

M. Pinard (Drummond): Les études de génie scientifique sont longues et coûteuses. Dans bien des cas, des jeunes gens capables renoncent à les entreprendre. Le gouvernement devrait réviser sa politique envers nos jeunes gens. Si le gouvernement payait de meilleurs salaires à ses ingénieurs, il forcerait l'industrie à en payer aussi de meilleurs et provoquerait un attrait plus grand pour la carrière scientifique. Le gouvernement fédéral paye davantage...

M. le président: Le député de Drummond est hors d'ordre: il n'est pas pour l'instant question des salaires, mais de la construction de l'École polytechnique. En vertu des règlements de la Chambre, on ne peut revenir sur un sujet qui a déjà été discuté.

M. Pinard (Drummond) tente de revenir mais sans plus de succès sur le sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) regrette que le député de Drummond n'ait pas tenu le débat au niveau élevé où le chef de l'opposition et lui-même l'avaient placé. Un grand essor fut donné aux écoles spécialisées: le gouvernement a construit ou agrandi 58⁷ écoles techniques et d'arts et métiers où l'enseignement est gratuit. Des philanthropes ont permis d'augmenter le nombre des bourses. Il souligne également que le gouvernement a versé et continue à verser de nombreuses bourses pour les jeunes gens de talent sans fortune qui veulent s'instruire.

M. Marquis (Québec-Est): L'aide apportée à l'enseignement scientifique par la construction de la nouvelle École polytechnique sera considérable; mais il faudrait aussi un enseignement scientifique poussé au cours primaire pour permettre aux jeunes gens, selon l'expression du premier ministre, qui sont riches en talents, mais pauvres en moyens financiers, d'entrer dans les institutions comme l'École polytechnique, l'École des mines, sans avoir passé le baccalauréat. Je suis en faveur du cours classique, mais je suis aussi en faveur d'un cours primaire scientifique où l'enseignement des sciences sera plus poussé⁸.

On n'a pas jusqu'ici apporté d'attention suffisante à cet aspect du problème. On n'attache pas assez d'importance dans nos cours secondaires aux disciplines scientifiques. À la Faculté des sciences, nous avons des élèves de ce cours et ils se tiennent généralement à la tête de leur classe. Ils font honneur

à la Faculté. Comme nous avons beaucoup de talents dans la province, je demande qu'on favorise de plus en plus le cours primaire scientifique. Je recommande donc au gouvernement de diriger son attention de ce côté.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 32 concernant l'école polytechnique de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 32 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions huit cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bélanger (Lévis): Le 5 février 1954, soit à la dernière session, l'opposition a présenté une motion pour obtenir du ministre de la Colonisation des renseignements concernant le nombre des contrats relatifs aux travaux de colonisation et le nombre des contrats qui ont été précédés de demandes de soumissions. Il (M. Bélanger) révèle le nombre des contrats signés, sans qu'il n'y ait eu de demandes de soumissions. Les documents demandés n'ont pas été produits. Quand le ministre compte-t-il les produire?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je crois que nous les avons déposés. Peut-être le député de Lévis n'en a-t-il pas pris connaissance? Pour 95 % des contrats, nous avons demandé des soumissions à cinq ou six entrepreneurs qualifiés. Les ordres ont été donnés pour que les documents soient produits. Ils peuvent être produits tout de suite. Si cela n'a pas été fait ou si le député n'a pas eu la liste, nous pouvons la déposer sur la table de la Chambre dès demain.

M. Noël (Frontenac): En 1953-1954, le gouvernement n'a dépensé que \$3,001,000 pour les travaux de colonisation. Pourquoi réclame-t-il des crédits de \$3,840,000 pour 1955-1956? Est-ce à cause de l'approche des élections?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous avons demandé \$3,640,000 pour 1954-1955. Cela ne fait que \$200,000 de plus. Nous avons l'intention de dépenser cette somme pour le drainage des terres. Il arrive que nous dépensions dans l'année les crédits obtenus. L'an dernier, la saison a été mauvaise et des travaux n'ont pu se faire.

M. Noël (Frontenac): Les dépenses du ministère de la Colonisation augmentent au cours de chaque année d'élection. Le nombre des nouveaux colons ne justifie pas cette augmentation remarquée en 1948, 1952.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): La longueur des chemins à entretenir augmente d'une année à l'autre comme le coût de l'entretien.

M. Noël (Frontenac): Le gouvernement profite des travaux de colonisation pour faire de la petite politique. En 1952, année d'élections, on avait dit qu'une somme de \$4,000 serait dépensée à Sainte-Cécile (Frontenac); cette somme a servi à autre chose depuis les élections. Je remarque que l'an dernier, le ministre n'a fait des travaux que pour \$20,000 dans mon comté alors qu'il en a fait pour \$332,000 dans celui de Dorchester qu'il représente.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le député de Frontenac a tort de se plaindre du traitement reçu par son comté. Le gouvernement libéral a dépensé \$10,000 en 1943 et \$4,000 en 1944 pour ce comté. Nous avons dépensé \$20,000 en 1953-1954 pour ce même comté, soit deux fois plus que les libéraux en 1943 et cinq fois plus qu'en 1944, dernière année du régime libéral.

M. Noël (Frontenac): Mais \$20,000, ça ne se compare pas avec les \$332,000 qui ont été dépensés en 1953-1954 dans Dorchester. Le ministre devrait répartir d'une façon plus équitable ses fonds. Il donne la part du lion à son comté et néglige les autres comtés.

M. Goulet (Témiscamingue): Dans Dorchester, il y a 444 colons. Dans Témiscamingue, il y en a 1,000. Seuls les comtés de l'Abitibi-Est et de l'Abitibi-Ouest, qui comptent chacun quelque 4,000 colons, ont reçu autant que Dorchester avec seulement 444 colons. Pour les travaux de colonisation, Dorchester a reçu \$13,000 et Témiscamingue \$37,000 en 1951; Dorchester, \$54,000 et Témiscamingue \$54,000 en 1952; Dorchester \$300,000 et Témiscamingue \$46,000 en 1953; Dorchester \$332,000, Témiscamingue \$24,000 en 1954. Au total, pour les travaux de colonisation, Dorchester avec 444 colons a reçu \$549,917 de plus que Témiscamingue avec 1,000 colons. Pour la construction des chemins de colonisation, Dorchester a reçu \$276,000 et Témiscamingue \$63,000 en 1951; Dorchester \$181,000 et Témiscamingue \$29,000 en 1952; Dorchester \$93,000 et Témiscamingue \$56,000 en 1953; Dorchester \$19,000 et Témiscamingue, rien en 1954.

Or, en travaux de colonisation et de voirie, le grand total montre qu'en quatre ans, Témiscamingue a reçu \$940,596 de moins que Dorchester. Le ministre dira qu'il n'y a plus de chemins à faire dans le Témiscamingue. En 1952, j'ai demandé de terminer un chemin commencé en 1945. Rien n'a été fait. Dieu sait pourtant que ce ne sont pas les besoins

qui manquent dans mon comté. Le Témiscamingue ne reçoit pas assez pour ses 1,000 colons.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le député de Témiscamingue, qui se plaint de ne pas recevoir de renseignements du ministère, montre bien au contraire que le ministère le renseigne. (Ironiquement) Le député vient de me faire la plus belle propagande pour mon comté. Avec une telle propagande, je serai bien encore pendant 20 ans député de ce comté. Je remercie les députés de Frontenac et de Témiscamingue de l'excellente propagande qu'ils me font auprès des électeurs de mon comté.

M. Noël (Frontenac): Le ministre ne nie pas avoir donné beaucoup plus à son comté qu'aux autres. Il avoue même qu'il compte là-dessus pour se faire élire. Dirige-t-il le ministère de "l'Organisation" ou celui de la Colonisation?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le gouvernement actuel est généreux envers le Témiscamingue. Le député de ce comté était déjà en Chambre en 1943 et 1944; et du gouvernement libéral, il obtenait moins alors que ce que le gouvernement actuel lui donne chaque année.

M. Goulet (Témiscamingue) énumère une longue série de comtés qui ont moins reçu que Dorchester.

M. Noël (Frontenac): Non seulement le ministre a dépensé \$332,000 dans Dorchester, mais la répartition de l'argent n'a vraiment profité qu'à trois ou quatre paroisses, et elle a été faite dans un but électoral. Le ministre vient d'avouer que ces dépenses vont lui aider considérablement en temps d'élections.

Dans le comté de Frontenac, qui a pourtant deux fois et demie la superficie de Dorchester, où il y a de plus longs chemins à construire, il ne s'est dépensé que \$20,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voilà que le député de Frontenac nous reproche de donner des octrois à son comté. Le député de Frontenac devrait être content de voir que son comté natal, Dorchester, est bien traité. Si le ministre de la Colonisation ne rendait pas justice à son comté, l'opposition serait la première à nous le reprocher avec raison. Les gens de l'opposition donnent l'impression d'être jaloux.

C'est clair: l'opposition est jalouse. Elle ne nous dit pas que l'argent a été mal dépensé, mais que Dorchester en a eu une grande part. Il faut noter aussi qu'on a consolidé les paroisses de Dorchester. Discutons donc d'une manière sérieuse! Dans mon comté, je n'ai pas reçu un sou du ministère de la Colonisation et je ne m'en plains pas.

(Rires de la Chambre)

M. Noël (Frontenac): Je trouve inadmissibles les déclarations du premier ministre et du ministre de la Colonisation. Elles ne sont pas de nature à donner crédit au gouvernement. En vertu de son serment d'office, le ministre doit s'occuper des besoins là où ils existent. J'ai longtemps vécu dans Dorchester: j'y ai des parents et des amis. Je connais Dorchester. J'éprouve le meilleur sentiment qui soit pour ce comté.

Que ses colons soient bien traités, très bien! Mais je veux aussi que les colons de mon comté soient traités de la même façon. Tout le monde devrait être traité de la même façon. Or, sur un budget de \$3,000,000 pour les travaux de colonisation, 10 % de la somme va dans le comté du ministre. Il faudrait changer cette façon d'agir. Si le premier ministre approuve cette façon de procéder, je ne partage pas son point de vue.

M. Lemieux (Wolfe) rapporte ensuite certaines paroles du premier ministre à l'effet que les paroisses pauvres devraient être les premières servies.

Or, dans Dorchester, d'après le rapport des caisses populaires, ce comté occupe le cinquième rang de la province, au point de vue épargne. Les épargnes totalisées en 1952 indiquent un montant global de \$118,956,377. Comment se fait-il que ce comté, qui n'est pas à proprement parler un comté de colonisation, a reçu plus de \$300,000 alors que d'autres comtés n'ont obtenu que \$10,000 ou \$20,000? Les colons qu'il y a là doivent être des colons de luxe. Hors de l'Union nationale, il n'est point de salut ni d'octrois.

M. Lafrance (Richmond) demande au ministre de la Colonisation s'il ne pourrait pas faire quelque chose pour drainer un certain ruisseau de son comté qui inonde 800 acres de terre. On rendrait un immense service aux colons, si l'on votait un montant sur cet item, dit-il.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) fait part de l'intention de son ministère d'augmenter les

travaux de drainage, si possible, et il fait remarquer que le gouvernement paie 50 % du coût de ces travaux.

M. Noël (Frontenac): Les niveleuses et les pelles mécaniques ne fonctionnent pas plus de 1,000 heures par année. Comment se fait-il qu'on ne fasse pas travailler davantage ces machineries?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous n'avons pas les machineries suffisantes pour faire des travaux de drainage. Le gros du travail se fait par contrat.

M. Noël (Frontenac): Comment se fait-il que 47 tracteurs n'aient fait que 46,000 heures d'ouvrage en un an?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): C'est parce que nous travaillons seulement durant la belle saison.

M. Noël (Frontenac): Il serait facile que chaque tracteur fournisse 5,000 heures par année. Pourquoi le ministère ne le fait-il pas? C'est la plainte continuelle, ceci n'est pas de nature à améliorer la colonisation. Le colon ne peut obtenir les services du gouvernement en temps opportun. C'est un mirage que cette politique. On devrait au moins tripler les heures de travail de la machinerie. Le ministère devrait comprendre ce problème et aider les colons dans ce domaine. Ceux-ci n'ont pas le moyen de payer des frais de \$3 à \$4 l'heure. Ils devraient payer un maximum de \$2 l'heure et l'on devrait travailler plus de terres dans le cours d'une année.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): En 1954-1955, nous avons défriché 86,000 acres de terre, 63,000 en 1950-1951. Autrefois, on n'en défrichait que 10,000. On a fait cette année 80 fois plus que nos amis d'en face en faisaient en 1940. Nous travaillons durant cinq mois par année. Nous ne pouvons faire plus que 200 heures par mois. C'est du moins presque impossible à cause des jours de pluie, etc. Nous marchons à la pleine capacité de nos tracteurs. Il nous en coûte environ \$12.95 l'acre pour effectuer les divers travaux et nous ne faisons payer que \$5.25.

M. Noël (Frontenac): Il s'agit d'agrandir le territoire de la province. Je comprends que cela coûte cher. Nous disons que le ministère ne fait pas

suffisamment. Chaque année, on pourrait établir de 8,000 à 9,000 colons de plus. Si la province de Québec veut tenir le rang qu'elle occupe, il faut utiliser tout le territoire possible. La colonisation ne va pas de l'avant. Les tracteurs devraient travailler 24 heures par jour. Cela se fait dans les travaux de la Voirie. Sur un budget de \$12,000,000, il n'y a peut-être que 10 % de cette somme que l'on utilise pour la colonisation.

M. Goulet (Témiscamingue) accuse le ministre de la Colonisation d'avoir été opposé à la mécanisation en 1940, alors que les libéraux étaient au pouvoir.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) nie cette affirmation et il donne comme preuve ce qu'il a fait dans ce domaine de la mécanisation depuis qu'il est ministre. Il cite notamment le fait qu'il y a aujourd'hui 86,000 acres qui ont été défrichées mécaniquement. Il y avait à peine 10,000 acres au début. Il s'est déclaré un fervent de la mécanisation des travaux de colonisation et a défié le député libéral de Témiscamingue de lui prouver le contraire. Le montant demandé pour les travaux de colonisation est supérieur à celui de l'an dernier parce que le ministre veut accentuer le drainage des terres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre manifeste beaucoup de souci pour ses électeurs. On pense qu'il s'en va et, en réalité, il ne fait que s'en venir. Le comté de Dorchester ne donne pas l'impression d'être un grand comté de colonisation. On ne peut pas concevoir que le comté de Dorchester soit à la merci du département pour vivre.

On voudrait le prétendre qu'on ne le pourrait pas, car le rapport des caisses populaires fait voir que c'est un des comtés les plus riches de la province. Y a-t-il une véritable raison pourquoi Dorchester a reçu tant d'argent, tandis que d'autres, ayant bien plus besoin, n'ont eu que \$10,000 ou \$20,000? Un ministre peut donner le double ou le triple dans son comté, mais pas dans des proportions comme celles qui ont cours dans Dorchester.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): C'est très simple. Quand j'ai été élu pour la première fois, il y avait plusieurs paroisses de colonisation comme Saint-Zacharie, Saint-Luc, Saint-Cyprien, Saint-Louis, Saint-Benjamin, etc. Il y avait très peu de chemins gravelés: sur 1,000 milles de routes dans

Dorchester, il y avait à peine 100 milles de routes qui étaient gravelées. Les colons sont venus me voir et ils m'ont dit qu'ils étaient prêts à contribuer à la confection des chemins, ce qui ne se fait pas ailleurs. Je n'ai pas osé refuser cette offre. Ils ont exécuté eux-mêmes en grande partie tout le terrassement sans que la province ne débourse un sou. Tout ce que le ministère a payé, c'est le gravelage et l'achat des matériaux pour les ponts.

J'ai trouvé des gens prêts à faire quelque chose pour s'aider et je les ai aidés. Avec le résultat qu'aujourd'hui il ne reste que 20 milles de routes à paver. Nous avons fait 800 milles de chemins qui sont maintenant entretenus par le ministère de la Voirie. Les électeurs ont contribué pour un montant égal et même supérieur à celui qu'a fourni le département. C'est le seul comté de la province où les colons ont contribué pour la moitié à la confection de leurs chemins. Dorchester n'est pas un comté de quêteux, et il y a de l'épargne dans les caisses populaires.

M. Noël (Frontenac) blâme le ministre d'avoir pris autant d'argent dans les coffres de la colonisation pour le dépenser dans son comté. C'est au détriment de la province en général, dit-il. Le comté de Frontenac, qui a 26 paroisses de colonisation, a été traité pauvrement par le ministre de la Colonisation. Il y a des besoins tout aussi urgents ailleurs et l'attitude du ministre n'est pas justifiable.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska) nie que le comté de Frontenac ait autant de paroisses de colonisation. Il dit qu'il y en a cinq ou six tout au plus.

M. Noël (Frontenac) cite rapidement des noms de paroisses de colonisation dont le nombre dépasse le chiffre six.

Une voix ministérielle: En voiture⁹!

L'honorable M. Labbé (Arthabaska) répète son affirmation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) appuie la déclaration du député d'Arthabaska.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et garages:

matériaux, outillage et gages (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation-Dépenses en immobilisations (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais du bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose des questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'argent consacré à la publicité a rapporté d'intéressants dividendes, considérant que le Québec a été la province qui a attiré le plus de touristes au Canada. L'an dernier, le nombre de touristes a

diminué dans le Québec, mais dans une plus faible proportion qu'ailleurs.

Il mentionne le nombre de films produits ou achetés, l'an dernier, par le Bureau de ciné-photo provinciale, de même que le nombre de séances au cours desquelles on les a montrés au public. Quelques-uns de ces films ont été achetés de l'Office national du film. Il déclare qu'il a reçu des félicitations d'un peu partout pour les films produits par la Ciné-Photo provinciale. Il ajoute que le gouvernement en a vendu plusieurs à Radio-Canada. Plusieurs des films de l'Office national du film, dit-il, n'auraient jamais dû être montrés. On a présenté des films immoraux à la télévision.

M. Bélanger (Lévis): Et la censure!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis content qu'on soulève cette question. Il y a deux mois, j'ai reçu une lettre de M. Pickersgill, auquel on a confié l'administration de l'Office national du film. En vertu de la loi de censure que nous avons passée, nous avons censuré des films de l'O.N.F. Des gens prétendent que nous n'avons pas le droit de censurer les films. Nous prétendons le contraire.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre n'a-t-il pas déjà dit qu'il y avait des communistes à l'Office national du film comme à Radio-Canada?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit qu'il y avait eu là des communistes et je le répète¹⁰. Nous avons décidé de censurer les films de la télévision. Nous avons passé une loi à cet effet¹¹. Il ne s'agit pas, toutefois, de brusquer les choses, de casser des vitres. L'honorable M. Pickersgill¹², à qui a été confiée l'administration de l'Office national du film, m'a écrit avant mes vacances demandant un délai raisonnable dans l'application de notre loi. Des films de l'Office national avaient été gardés par la censure.

Nous avons affirmé le droit de la province à la censure des films et le droit d'être payé pour cette censure. Au retour de mes vacances, j'ai reçu une autre lettre de M. Pickersgill, disant qu'il consentait à ce que notre Bureau de censure voie les films de l'Office national et que cet office se considérerait lié par les décisions du Bureau provincial de censure.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre a dit qu'il se passe des choses malsaines à la télévision, que Radio-Canada et l'Office national du film sont infestés de communistes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai toujours affirmé qu'il y avait de parfaites honnêtes gens à Radio-Canada comme à l'Office national du film; mais il y eut un temps où s'étaient glissés des communistes et des athées qui se servaient de ces tribunes pour faire de la propagande à leurs idées et répandre leurs doctrines malsaines.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre parle de spectacles malsains à la télévision. Est-ce qu'il censure les films ou ne les censure-t-il pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous avons une loi qui nous donne le droit de censurer les films à la télévision. J'ai écrit à M. Stuart Garson¹³, ministre de la Justice, au sujet de la censure de la télévision. Il a émis des doutes comme plusieurs personnes, sur nos droits en la matière. Je ne puis m'empêcher de souligner, en passant, avec quelle facilité certaines gens mettent en doute les droits de la province, mais ne mettent jamais en doute ceux d'Ottawa.

Il y a trois mois, j'ai rencontré le ministre de la Justice, Garson, pendant deux heures pour établir une entente au sujet de la censure. Donc, M. Garson m'a dit qu'il y avait divergences d'opinions. Pour l'instant, on en est à une sorte de "gentlemen's agreement". Il m'a assuré qu'Ottawa allait s'arranger, que la télévision s'employait à passer dans le Québec des films à la télévision qui répondaient aux sentiments et à la mentalité de sa population. Je pense qu'il était sincère. Je respecte son opinion...

M. Dupré (Verchères): Il s'agissait, en somme, d'un respect mutuel d'opinions...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député me connaît assez pour savoir que je ne crains pas d'exprimer mon opinion. Mais ça ne sert à rien de casser des vitres quand ce n'est pas nécessaire. J'ai très peu de temps pour regarder la télévision. Je l'ai regardée une ou deux fois, et j'ai trouvé que les émissions étaient insignifiantes, stupides. Mais des personnes de bonne foi m'ont assuré que la télévision avait passé des films immoraux que non seulement les enfants, mais les adultes ne pouvaient pas voir.

La télévision est un instrument dangereux; elle pénètre non seulement dans les endroits publics, mais dans les foyers. Elle dérange d'abord les enfants qui négligent leurs devoirs et n'étudient pas leurs leçons qui, de plus, risquent de voir des choses qui ne leur conviennent pas, et éloignent les femmes de leurs cuisines à l'heure du souper. Étant célibataire, je n'ai pas à m'inquiéter de ces

problèmes, ni à m'en occuper. Je laisse cela aux maris et aux pères. Je suis persuadé que M. Garson est un bon père de famille et qu'il va faire son possible.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce sont la plupart du temps des vieux films déjà soumis à la censure, qui...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il arrive que l'on ne passe pas la version émondée par la censure, mais la version originale du film. La censure s'est occupée d'un film qui a été condamné aux États-Unis et au Canada. Le Bureau de censure l'a émondé. Il ne restait plus grand-chose dedans. On a voulu le présenter avec le titre original. J'ai refusé. Ce titre aurait pu donner l'impression qu'il s'agissait bel et bien de l'original.

Il déclare qu'on a voulu faire des pressions sur lui pour passer certains films. Il cite le cas des *Enfants du Paradis*¹⁴. Nous avons censuré ce film, dit-il. L'ambassadeur de France¹⁵ était mécontent. Il n'est plus ambassadeur, et je suis encore premier ministre.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15**Subsides:****Budget des dépenses
1955-1956****En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du crédit budgétaire, présenté ce jour par l'honorable M. Gagnon (Matane) proposant:

10. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare que l'Office lui-même n'a pas produit beaucoup de films. On en achète à l'étranger et un grand nombre sont plutôt des films éducationnels qui ne servent pas à la publicité de la province de Québec. Il suggère que l'Office de cinématographie organise chaque année, parmi les cinéastes amateurs de la province de

Québec, un concours qui aurait pour thème général *Le visage de notre province*.

La plupart des films que distribue l'Office ont un objet éducatif et sont tournés à l'étranger. Ceux qui sont pour consommation extérieure, et qui ont pour objet de faire de la propagande en faveur de la province de Québec, sont généralement réalisés par des organismes commerciaux. Il y a par contre des cinéastes amateurs qui ont autant de talents et de connaissances techniques que les professionnels. Il arrive à l'occasion que l'Office achète leurs films. Parce qu'ils sont faits par des gens de chez nous qui sont bien au courant de nos usages et de notre mentalité, ces films nous font généralement beaucoup mieux comprendre que ceux qui sont réalisés par des organisations commerciales.

C'est donc une chose à encourager. Et il me semble que le meilleur moyen d'encourager ces amateurs serait d'organiser un concours annuel. Les plus belles œuvres présentées au concours pourraient être achetées par le gouvernement et montrées non seulement aux États-Unis, mais aussi en France, et particulièrement à la télévision française. Car il faut admettre que la province de Québec est encore assez mal connue en France. Les Français en sont encore à nous découvrir.

Il demande au premier ministre combien de films ont été produits, directement ou indirectement, par l'Office de publicité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) admet que la proportion des films réalisés par des gens du Québec est relativement faible, bien que nous ayons d'excellents cinéastes comme l'abbé Maurice Proulx¹⁶ dont les œuvres sont tenues en grande admiration jusqu'en Italie. Il a toutefois souligné que le budget de la province ne lui permettait pas de posséder une organisation du genre de l'Office national du film.

On ne peut comparer avec ce qui se fait aux États-Unis, ou même avec l'Office national du film, qui possèdent des ressources beaucoup plus considérables que l'Office. L'Office a 95,000 photos diverses et 8,000 négatifs classés. Les films qu'elle a réalisés cependant sont excellents et ont créé partout une belle impression. Nous faisons ce que nous pouvons et l'Office, avec des moyens modestes, rend d'excellents services et fait un excellent travail. Tant que les revenus de la province demeureront limités, on ne pourra consacrer davantage de crédits à la publicité par le film.

Il profite de la circonstance pour demander aux Canadiens français de visiter leur province avant d'aller dépenser leur argent à l'étranger.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a perçu, à date, \$16,000,000 provenant de l'impôt provincial sur le revenu. Lorsque la loi de l'impôt a été votée, des gens importants ont fait parvenir des montants au trésorier provincial et ont félicité le gouvernement du geste qu'il venait de poser. La majeure partie de ce montant provient des argents perçus à la source. Il y a aussi des gens qui ont payé par anticipation, en faisant parvenir des montants individuels.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) déclare que le service provincial de publicité devrait attacher plus d'importance aux demandes qui lui sont faites et de respecter les droits du français. À titre d'exemple, il cite la lettre d'une dame de Roberval, Mme Rosaire Tremblay qui se plaint d'avoir demandé une carte de Montréal à l'Office et d'en avoir reçu une en anglais. Il demande que le gouvernement prenne les mesures pour éviter la répétition de pareilles choses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se prépare à répondre.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis)¹⁷ se dit surpris de la chose. J'ai la carte de Montréal et une carte de la province que distribue le service de publicité, dit-il, et elle est en anglais et en français. Je ne veux pas critiquer mon collègue, mais la dame aurait dû regarder d'un peu plus près avant de se plaindre.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): On devrait envoyer des cartes en anglais et en français. Les remarques du député de Saint-Louis me donnent raison. Mais ce n'est pas ce qu'on fait.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il y a des gens qui perdent la carte. Les remarques du député de Jeanne-Mance sont déplacées. On ne cite pas un cas sur 300,000 pour soulever le cri de la race.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) remercie le député de Saint-Louis de sa mise au point et reproche au député de Jeanne-Mance de manquer de sérieux et de n'avoir qu'un cas à citer pour critiquer la distribution de centaines de mille cartes. Il trouve le procédé déplacé. S'il y a un gouvernement, dit-il, qui a toujours su affirmer et défendre les droits de la province, encourager le bilinguisme et respecter les droits de la minorité, c'est bien celui que je dirige. Il ajoute, en réponse à

d'autres remarques du député de Jeanne-Mance, qu'il n'est pas homme à cacher ses couleurs et ses convictions politiques ou religieuses, mais qu'il respecte aussi celles des autres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bélanger (Lévis) déclare que, dans le domaine des machines à écrire, c'est le même qui a tout le gâteau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment s'appelle-t-il?

M. Bélanger (Lévis): C'est un M. Martineau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel Martineau?

M. Bélanger (Lévis): Gérald Martineau¹⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Les règlements de l'Assemblée législative interdisent à un député de se livrer à des personnalités contre un membre de l'une ou l'autre Chambre. Le député de Lévis prend un moyen détourné pour dire que des marchandises sont vendues par un membre de l'autre Chambre. Le député ne sait pas de quoi il parle. Celui qu'il a mentionné n'a pas vendu pour un sou à la province depuis qu'il est à la Chambre haute.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Exhibant des boîtes de papier carbone sur lesquelles apparaissent le nom de Gérald Martineau) Parce que la marchandise porte un nom, nous n'aurions pas le droit de parler de celui qui l'a vendue? Alors, pourquoi ne pas faire vendre toute la marchandise par un membre de l'autre Chambre?

L'opposition n'aurait plus rien à dire. On peut discuter de cette question, puisque les noms concernés ont paru dans les *Comptes publics*. Ce que l'opposition critique, ce n'est pas la compagnie de Martineau, mais les méthodes d'achat du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef de l'opposition lise donc l'article 346 des règlements. Il verra qu'en comité un député peut parler autant qu'il le veut sur un point d'ordre, à condition de ne point parler plus d'une heure en tout sur le même article.

M. le président: Si l'on parle des *Comptes publics*, il ne peut être question de Gérald Martineau. Mais, s'il est question de Gérald Martineau, le point d'ordre est bien fondé.

M. Bélanger (Lévis): Je n'ai rien à dire contre la personne ou la conduite de M. Gérald Martineau. Les règlements me le défendent. Mais j'ai le droit de critiquer les achats faits par le gouvernement.

M. le président: Toute discussion où il est question de Gérald Martineau est nécessairement hors d'ordre.

M. Poulin (Beauce) demande au député de Lévis de dire ce qui se passait du temps des libéraux.

M. Bélanger (Lévis): Existe-t-il un lien de parenté entre l'honorable Gérald Martineau et le Gérald Martineau dont le nom apparaît sur la boîte?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Très énergiquement) Celui qui vend des machines à écrire et des fournitures de bureau au gouvernement, c'est Robert Martineau. Auparavant, c'était son père. C'est moi qui ai décidé d'acheter d'eux, et j'en suis fier! Pendant 40 ans, les libéraux ont fait profiter leurs amis du patronage et ostracisé les personnes qui ne se conformaient pas à leurs idées, et ces derniers n'avaient pas le droit de vivre. Après 40 ans, c'est maintenant au tour des gens honnêtes de l'Union nationale de trouver leur juste part dans le patronage du gouvernement.

Il (M. Duplessis) invoque ensuite le Règlement interdisant d'attaquer en Chambre un membre du Parlement.

(Des murmures s'élèvent des deux côtés de la Chambre)

M. le président: Si le désordre continue, je vais faire rapport à l'Orateur.

M. Bélanger (Lévis): Je parle sur le point d'ordre soulevé par le premier ministre. L'article du Règlement défend d'attaquer un membre d'une Chambre. J'ai quand même le droit de discuter de la conduite du gouvernement, de la manière dont il fait les *Comptes publics*.

M. le président: En vertu du paragraphe 18 de l'article 285, il est interdit de se livrer à des personnalités contre un membre de l'une ou de l'autre Chambre.

M. Bélanger (Lévis): Je réfère aux *Comptes publics*. Je constate un nom qui revient fréquemment. Il n'y a pas de règlement qui défende de dire ce qui se passe dans la province. Disons que ce nom est R. Martineau. Je remarque qu'il a vendu à la province pour \$1,099,200.83, à date, de machines à écrire, de machines de comptabilité, etc. Ces chiffres ne disent pas encore toute l'histoire. On nous dit que tout cela vient de Robert Martineau et Fils et, ce que vous voyez sur les articles, c'est le nom ou les initiales de Gérard Martineau.

Y a-t-il dans cet édifice une secrétaire qui n'emploie pas du ruban à écrire, du carbone, des chemises, du papier sur lequel il n'est pas écrit le nom de Gérard Martineau? Ce sont des documents qui ont été écrits ici. Dans le temps des libéraux, personne ne vendait des machines à écrire s'il n'avait pas le droit d'en vendre. La législation défend au gouvernement de nommer membre du Conseil législatif un homme qui vend des marchandises à la couronne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas le droit de dire s'il s'agit de Gérard quand les *Comptes publics* mentionnent "R".

M. Bélanger (Lévis): Mais ces articles mentionnent Gérard.

Il (M. Bélanger) montre alors à la Chambre "divers articles comme papier à lettre, rubans de dactylographe, feuilles de papier à écrire, etc. Il veut démontrer à la Chambre qu'ils sont étiquetés G. et non R. Martineau".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En vertu de l'interprétation du premier ministre, sur ces articles, tous les achats auraient été faits chez une même personne et on n'aurait pas le droit de questionner le gouvernement. Les marchandises portent un nom en particulier. Il y a des douzaines de produits dans le parlement et nous n'avons pas le

droit d'en parler. Dans le moment présent, c'est le gouvernement qui est attaqué. L'opposition n'a pas attaqué l'honorable Gérard Martineau. Elle veut seulement savoir quelles sont les raisons qui font agir le gouvernement et quelles relations il y a entre le gouvernement et un membre de la Chambre haute. On parle de la conduite d'un personnage d'une autre Chambre; on n'a pas attaqué son nom, mais son nom a été tout simplement mentionné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pauvre enfant!

(Les murmures reprennent de plus belle)¹⁹

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

M. Pinard (Drummond) intervient.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'est de la dictature!

M. le président: Je demande au député de Jeanne-Mance de retirer ses paroles. Je remarque qu'il est souvent au début des brouhahas.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je les retire. Un point, c'est tout.

M. le président: On a invoqué l'article 285. Le député de Lévis a dit qu'il n'a pas mentionné le nom de Gérard Martineau et il a attiré l'attention de la Chambre sur le nom de R. Martineau comme apparaissant dans les *Comptes publics*.

On a vu que le député a contourné le Règlement pour en arriver quand même à mentionner le nom de Gérard Martineau. Le point d'ordre est bien fondé. Si l'on n'est pas satisfait, qu'on en appelle de ma décision.

M. Bélanger (Lévis): Je me sou mets à votre décision. Je n'ai rien à dire contre la personnalité et la conduite de M. Martineau. Je dis que j'ai le droit de discuter la conduite du gouvernement. C'est mon devoir impérieux de le faire.

M. le président: C'est mon devoir d'appliquer les règlements. On discute les *Comptes publics*, on veut porter le débat sur la papeterie où est mentionné le nom de Gérard Martineau. Dans les *Comptes publics*, c'est écrit R. Martineau.

M. Bélanger (Lévis): Au temps des gouvernements libéraux, ils achetaient trois sortes de machines à écrire. Le gouvernement engageait trois hommes pour faire le nettoyage et entretenir les machines à écrire dans tous les ministères; c'étaient des employés permanents; l'entretien des machines ne coûtait pas au gouvernement plus que trois salaires. Aujourd'hui, il y a un monsieur - (je ne dirai pas au service de qui il travaille) - qui passe dans tous les bureaux et qui remplace les rubans, même des rubans qui n'ont pas servi, des rubans flambant neufs.

Au temps des libéraux, l'entretien des machines coûtait \$5,000 par année. Aujourd'hui, cela coûte \$50,000. Au temps des libéraux, on avait une administration qui renseignait la Chambre sur ce qui se passe. Actuellement, le gouvernement n'achète que des Remington et tout le monde sait ce que veut dire Remington. Le gâteau est excessivement gros pour les uns. Le 16 août 1946, quand M. Martineau a été nommé au Conseil législatif, on savait qu'il vendait des machines à écrire et qu'il faisait des affaires avec la province.

M. le président: Le député est hors d'ordre. S'il continue, je vais le rapporter à l'Orateur.

M. Bélanger (Lévis): Le gouvernement n'a pas le droit de nommer conseiller un homme qui vend à la couronne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président (M. Tellier) de faire rapport à l'Orateur.

(Tumulte dans la Chambre)

M. le président: C'est le dernier avertissement que je donne au député²⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux rétablir les faits. Ceux qui ont vendu des machines, c'est Robert Martineau. Avant, c'était son père. Ceux qui leur ont fait vendre ces machines, c'est moi. Et j'en suis fier. Pendant 40 ans, tous ceux qui n'étaient pas rouges ont été ostracisés par les libéraux. Ceux qui n'étaient pas de leur bord n'avaient pas le droit de vivre. Il était temps que cela cesse. C'est le temps que les honnêtes gens de l'Union nationale aient leur part de patronage gouvernemental, un patronage honnête.

C'est moi qui ai recommandé la nomination de M. Gérald Martineau au poste de conseiller.

Et j'en suis fier. Voici un jeune homme de Québec, issu de famille pauvre qui s'est fait par lui-même, qui a dû vendre des journaux sur les coins de rue pour pouvoir s'instruire.

Il a réussi à se créer une belle situation grâce à son talent, son énergie, son honnêteté. Voici un honnête homme, un homme bien plus honnête que certains de ceux qui l'attaquent...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de prononcer des paroles injurieuses à l'égard d'un membre de la Chambre. J'insiste pour avoir une décision du président.

M. le président: Ma décision est bien simple. Le premier ministre a dit: un homme plus honnête que certains de ceux qui l'attaquent. En disant "plus honnête" je ne vois pas que cela porte atteinte à quelque autre personne. Cela n'implique pas que le député de Lévis n'est pas honnête.

M. Dupré (Verchères) en appelle de cette décision du président.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion de l'item 6 des crédits du Conseil exécutif, sous le titre "Service des achats", l'honorable premier ministre, parlant d'un honorable membre du Conseil législatif au sujet duquel plusieurs points d'ordre ont été soulevés parce que le député de Lévis (M. Bélanger) se livrait à des personnalités contre lui, disait que cet honorable membre de la Chambre haute était plus honnête que ceux qui l'attaquaient.

Le député de Lévis soulève un point d'ordre et demande que l'honorable premier ministre retire ses paroles comme non parlementaires.

J'ai renvoyé le point d'ordre, considérant que l'expression de l'honorable premier ministre n'implique pas que le député de Lévis n'est pas honnête.

Le député de Lévis en appelle maintenant à la Chambre de ma décision.

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés.

(Les cloches sonnent, les whips vont faire leur tournée pour retracer les absents)

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, French, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Plourde, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, 47.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Lemieux, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution présentée précédemment par l'honorable M. Gagnon (Matane) proposant:

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est mon intention de rétablir les faits, et de mettre de côté les attaques inqualifiables dont vient d'être l'objet un des hommes les plus intègres de Québec, de la province, un homme que je connais depuis 20 ans et qui a réussi à se bâtir un commerce honnête et respectable, qui fait l'envie de ceux qui sont jaloux des autres pendant les années où lui et moi étions dans l'opposition. Il y a 28 ans que je suis député, plus de 10 ans que je suis premier ministre; et personne n'a jamais osé mettre en doute l'honnêteté et l'intégrité de celui qui vous parle.

Eh bien! Je vous le dis, je ne crains pas de dire que M. Martineau est la définition même de l'intégrité, de l'honnêteté et de la loyauté. Je suis

orgueilleux et fier d'être son ami et de prendre la responsabilité des achats qu'on a faits à M. Martineau ou à son fils. Je défie qui que ce soit d'attaquer l'honorable Gérard Martineau.

Avec des insinuations, des procédés que je ne veux pas qualifier, on a tenté de faire croire qu'il se passait quelque chose d'anormal. Les achats de machines à écrire à la maison Martineau ont toujours été très normaux. En arrivant au pouvoir, j'ai commencé par m'assurer de l'honnêteté de ceux qui sont au service des achats. M. Alfred Hardy²¹ est un ancien journaliste qui a été adversaire de celui qui vous parle.

Il vante le travail de M. Hardy et défie l'opposition de pouvoir dire quoi que ce soit contre le service des achats. Il insiste sur le fait que personne n'ose prétendre que les machines à écrire vendues par M. Robert Martineau n'ont pas été livrées et ne sont pas d'excellentes machines.

Dans le passé, pendant 40 ans avant que nous arrivions au pouvoir, ceux qui ne partageaient pas les opinions du gouvernement ne pouvaient vendre quoi que ce soit à la province. Quarante ans d'un pareil régime, ça suffit. Un honnête homme comme M. Martineau méritait d'avoir du patronage, du patronage honnête. Et c'est moi qui ai donné des ordres au service des achats pour qu'on achète des machines à écrire à Gérard Martineau, car je savais qu'il livrerait d'excellentes machines.

En arrivant au pouvoir, j'ai constaté que les anciens gouvernements louaient les machines à écrire dont l'administration avait besoin et que le gouvernement et les contribuables payaient en frais de location cinq et six fois des machines à écrire qui, à la fin, appartenaient encore aux compagnies. Le gouvernement actuel préfère acheter les machines que de les payer cinq ou six fois en prix de location, comme on faisait autrefois. C'est pourquoi nous avons décidé d'acheter des machines. Preuve d'une sage administration.

Et je remarque que, pendant les attaques inqualifiables du député de Lévis (M. Bélanger), dans tout son discours, il n'a pas été question de la qualité des machines. Il n'a pas dit un seul mot mettant en doute le prix chargé des machines que nous avons ainsi achetées.

Sur toutes les machines, et le directeur du service des achats l'atteste lui-même, nous avons une réduction de 10 % sur le prix de liste. C'est le directeur des services des achats qui le dit: ailleurs, la liste des prix des manufacturiers n'accorde que 6 % de réduction aux autres gouvernements, aux municipalités. De plus, personne n'ose prétendre que les machines ne sont pas bonnes ou n'ont pas été

livrées. Il arrive que les machines, après usage, ont besoin d'être réparées; cela arrive à toutes les machines. Partout, le tarif ordinaire est normalement de \$21 par année.

Mais à nous, aujourd'hui, cela ne nous coûte que \$1.25 par mois, soit \$15 par an, soit 28.5 % de moins que partout ailleurs. Ensuite, aucune machine n'est remplacée avant d'avoir 15 années d'usure, et seulement après inspection, et M. Hardy lui-même exerce un contrôle là-dessus. Ce sont des faits que j'apporte et je défie qui que ce soit de les nier. Bref, ça ne coûte pas un sou de plus qu'à Ottawa qui achète pourtant pour toutes les provinces.

En plus de cela, l'opposition a prétendu que M. Robert Martineau était le seul à vendre des machines et à retirer des profits. Il n'y a pas que M. Robert Martineau, je dis bien Robert et non Gérard, qui vend au gouvernement. Voici une liste de personnes ou de sociétés qui ont vendu des machines au gouvernement. Il y en a une quinzaine²² d'autres (et il les énumère). L'expansion de l'administration explique les nombreux achats. M. Gérard Martineau ne retire pas un sou du gouvernement. Si l'on n'aime pas, M. Gérard Martineau, c'est tout simplement parce que c'est un organisateur de l'Union nationale. Je souhaite aux libéraux d'avoir un organisateur aussi honnête et aussi loyal.

Je n'ai pas d'intérêt personnel à défendre, mais il est de mon devoir de défendre un père de famille, objet d'une campagne inqualifiable dont le député de Lévis se fait le triste apôtre. Je méprise certains de l'opposition que les règlements de la Chambre m'empêchent de qualifier et dont le député de Lévis s'est fait l'apôtre. Je demande à l'opposition de cesser ses insinuations et d'avoir le courage de porter des accusations précises.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tous les membres de la Chambre sont témoins que, pendant une demi-heure, le député de Lévis (M. Bélanger) a essayé de prononcer le nom de M. Gérard Martineau et n'a jamais été capable de le faire, car chaque fois il fut appelé à l'ordre. C'est le premier ministre lui-même qui s'est levé pour nous défendre d'en parler. Nous n'avions pas le droit de l'attaquer, mais lui avait le droit de le défendre, et c'est le premier ministre qui l'a nommé.

Le premier ministre nous défie maintenant de porter des accusations quand on ne nous a pas permis de le faire il y a 10 minutes. Est-ce que nous avons le droit maintenant? Est-ce que, par la seule volonté du premier ministre, les règlements changent en 10 minutes? Nous n'avons plus eu le droit d'en

parler dès l'instant où nous avons tenté de dire que toute la papeterie qui entre au parlement portait le nom de Gérard Martineau. Maintenant, il semble que la porte est grande ouverte.

(S'adressant au président du comité) Je demande si nous avons ou non le droit d'en parler.

M. le président: C'est seulement après que le député de Lévis eut prononcé le nom de M. Gérard Martineau que j'ai rappelé le député à l'ordre et que j'ai permis au premier ministre de parler. Les règlements ne changent pas mais, parce que, nonobstant les rappels d'ordre, le député de Lévis s'est acharné à laisser soupçonner toutes sortes de choses, j'ai permis au premier ministre de couvrir le sujet. Maintenant, je considère que l'incident est clos, et je demande au chef de l'opposition de s'en tenir au Règlement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Très bien, M. le président. Je dépose sur la table du greffier de cette Chambre la papeterie dont le député s'est servi et qui porte le nom de Gérard Martineau. On nous dit: Portez des accusations. Et, dès que nous essayons de toucher à un nom, ça finit là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a le droit de porter des accusations même contre un membre de l'autre Chambre en présentant une motion suivant les règlements. Et je le défie de le faire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande qu'on rappelle le premier ministre à l'ordre. Il n'a pas le droit de lancer un défi à un autre membre de cette Chambre.

M. le président: Il y a un règlement qui défend de défier mais, depuis le commencement de la session, c'est une expression que l'on emploie couramment de part et d'autre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'opposition n'attaque pas un membre de la Chambre haute. C'est le gouvernement que nous voulons attaquer, pour des achats à la maison Martineau et il n'est pas nécessaire de déposer une motion pour le faire. Pour parler de l'un des achats les plus importants, nous sommes obligés de prendre toutes sortes de détours. Et c'est ça que le premier ministre appelle des insinuations. Le premier ministre dit que les achats se font aux meilleures conditions?

Il (M. Lapalme) nie que la situation puisse se comparer entre les achats des gouvernements d'il y a 10, 20 et 40 ans avec les achats du gouvernement d'aujourd'hui dans ce domaine.

Cela ne peut pas se comparer et nous avons l'affirmation de l'auditeur qui dit précisément le contraire. Il a déjà blâmé le gouvernement de ses méthodes d'affaires. Il y a des machines ici, achetées par le gouvernement, qui ne se comparent pas avec d'autres, ni pour le prix ni pour la qualité. On achète au parlement des machines à comptabilité qu'on ne voit qu'ici et dont les firmes commerciales et les grandes maisons d'affaires ne veulent pas.

(Prenant les *Comptes publics*) En 1947-1948, le gouvernement a acheté de la maison Martineau pour \$500,518 de machines à écrire et comptabilité, en 1948-1949, pour \$279,000; en 1949-1950, pour \$345,000; en 1950-1951, pour \$500,000; en 1953-1954, pour \$306,000, soit un total de \$2,750,000 en sept ans pour les machines à écrire et les machines à comptabilité. C'est un montant qui paraît extraordinaire. Il y a des choses qui paraissent mal. La papeterie porte un nom.

On nous dit que ce nom-là ne compte pas, que c'est M. Robert Martineau qui fait les ventes et reçoit l'argent. Jamais le député de Lévis (M. Bélanger) n'a dit que celui dont le nom apparaît sur la marchandise n'est pas honnête. Mais il s'est demandé quelle relation légale existe entre ce nom et le gouvernement. Automatiquement, on a commencé une scène et seul le premier ministre a eu le droit de mentionner le nom.

M. le président: Les règlements ne défendent pas de parler d'un membre de la Chambre haute, mais de se livrer à des attaques et à des personnalités.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le seul qui a fait des personnalités, c'est le premier ministre. Nous n'avons pas dit que M. Martineau n'était pas honnête. Ce n'est pas ça, le principe en jeu. Ce que nous disons, c'est qu'il y a des marchandises partout dans le parlement qui sont achetées par le gouvernement et qui portent le nom d'un conseiller législatif. Nous voulons savoir si c'est bien lui, car la loi ne permet pas que cela se fasse. Le premier ministre dit que le père ne reçoit rien de ce commerce et que tout va à son fils.

Alors, la première chose à faire au nom de la décence, c'est de faire disparaître au moins son nom des boîtes. Le premier ministre nous a dit tantôt qu'on change les machines à écrire seulement tous

les 15 ans. Alors, pourquoi en achète-t-on pour \$500,000 par année? Il se passe en tout cas des choses étranges et qui deviennent d'autant plus étranges qu'on trouve toujours le même nom dans toute la papeterie du gouvernement.

On ne peut démontrer qu'on procède avec économie. On a entré au parlement, en sept ans, pour \$2,750,000 de machines neuves. C'est inconcevable et il y a certainement un manque de contrôle de la part du gouvernement sur ce qui se passe dans ce domaine. Le gouvernement ne devrait donc pas s'étonner que l'opposition l'interroge à ce sujet.

Et après cela, on se fâche quand nous demandons des renseignements. Je me permets de dire qu'il y a des choses qui paraissent mal. À aucun moment, le député de Lévis (M. Bélanger) n'a parlé de malhonnêteté. Il a simplement demandé quelles relations il y avait entre le gouvernement et lui. Le premier ministre a fait son éloge, mais nous ne l'avons accusé de rien. Toute la discussion qui a précédé, les points d'ordre soulevés, les décisions prises montrent qu'il est difficile de discuter les crédits. Dès que nous voulons avoir des explications, on soulève une tempête. Tout cela aussi indique la mentalité du premier ministre qui n'endure pas la critique, qui ne peut pas tolérer qu'on ait même l'origine d'un soupçon et ne veut pas qu'on sache ce qu'il fait.

Nous n'avons fait que parler d'une chose dont tout le monde parle dans la ville de Québec. Je ne connais l'honorable Gerald Martineau que pour l'avoir vu quelques fois. Sa vie privée ne m'intéresse pas. Qu'il ait la conduite la plus exemplaire possible n'a rien à faire ici; aurait-il la conduite la pire que le principe en jeu ne serait pas changé. Ce ne sont pas des personnalités qui sont en cause ici. Il s'agit tout simplement de discuter les *Comptes publics* avec les noms qui figurent ici. À d'autres postes, d'autres noms surgiront.

On devrait être capable de discuter des dépenses publiques en prenant les noms qui sont sur la marchandise sans que l'on vienne mettre en cause leur honorabilité. Ce n'est pas cela que nous faisons. Ce que nous voulons, c'est contrôler ce que fait le gouvernement. On semble vouloir paralyser le rôle de l'opposition. Nous avons un rôle à jouer et quel que soit le nom que nous trouverons sur notre chemin, nous essayerons de savoir la vérité.

Si l'on savait que l'on sait que toute la papeterie du gouvernement porte le même nom et que ce nom est celui d'un conseiller législatif et que nous ne posons de questions au gouvernement, on aurait le droit de dire qu'on n'a pas le droit de

représenter l'opposition. Il ne faudrait pas nous empêcher d'en parler en nous accusant, avant de le citer, de faire des insinuations. Tout ce qui nous intéresse, c'est la conduite du gouvernement, et nous continuerons à la scruter, sans mettre en cause les personnalités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je répète que le chef de l'opposition s'il le désire, lui, ou n'importe quel député, ont entière liberté de présenter une motion contre un conseiller législatif ou même contre le premier ministre. S'ils ont un peu de courage, c'est ce qu'ils vont faire. Nous ne craignons rien.

En attendant, le chef de l'opposition n'a pas répondu du tout à ce que j'ai dit. Il n'a pas nié mes affirmations, ni celles de M. Hardy, que j'ai citées. Il n'a pas nié que nous payons 10 % meilleur marché que les autres gouvernements. Il n'a pas nié que les machines étaient utilisées pendant 15 ans. Somme toute, il s'est plaint de ne pas pouvoir discuter ni parler et, pour le prouver, il a parlé plus longtemps que n'importe qui.

Il a prétendu que le gouvernement craignait la critique et ne voulait pas qu'on sache ce qu'il fait. Il a prétendu que le gouvernement ne renseignait pas l'opposition, mais il citait les renseignements fournis par le gouvernement dans son discours. Il a fait des affirmations inexactes. Le chef de l'opposition a prétendu que M. Martineau vendait toute la papeterie achetée par le gouvernement. C'est faux. C'est archifaux. Et si j'avais un conseil à donner au chef de l'opposition, ce serait de pouvoir s'entourer de Canadiens français aussi loyaux, aussi honnêtes et aussi méritants que l'honorable Gérard Martineau.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas dit que toute la papeterie du gouvernement était achetée de M. Martineau, tout d'abord, et puis quand j'ai parlé d'achats au prix fort, je ne faisais que répéter une constatation déjà faite par l'auditeur de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On a beaucoup parlé de machines à écrire. On se sert de beaucoup d'autres machines, comme, par exemple, les machines à calculer. Il a fallu s'en procurer pour la nouvelle division de l'impôt. Mais, de toute façon, si l'opposition en a le courage, elle n'a qu'à présenter une motion.

M. Bélanger (Lévis) se lève pour poser une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer qu'il est 11 heures.

L'étude de la résolution est suspendue.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures²³.

NOTES

1. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 21 janvier 1955, à la page 3, mentionne que M. Duplessis, "réputé pour sa mémoire, semble oublier des dates", à ce moment, ce que M. Lapalme n'a pas manqué de faire remarquer.

2. Chiffre du *Soleil* du 21 janvier 1955, à la page 1. *La Tribune* du 21 janvier 1955, à la page 18, mentionne 307 ingénieurs civils.

3. Chiffre du *Soleil* du 21 janvier 1955, à la page 1. *La Tribune* du 21 janvier 1955, à la page 18, mentionne 3,498 ingénieurs mécaniciens.

4. Chiffre du *Soleil* du 21 janvier 1955, à la page 1. *La Tribune* du 21 janvier 1955, à la page 18, mentionne 365 diplômés en génie administratif.

5. James Young Murdoch (1890-1962), président-directeur général de la Noranda Mines Ltd. (1923-1956) et membre de nombreux autres organismes

intéressés à l'exploitation du cuivre. La ville de Murdochville (1952) fut baptisée en son honneur.

6. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

7. Chiffre du *Soleil* du 21 janvier 1955, à la page 9. *La Patrie* du 21 janvier 1955, à la page 9, mentionne 51 écoles.

8. *L'Action catholique* du 21 janvier 1955, à la page 15, mentionne qu'"un tel cours se donne à l'École supérieure de Saint-Fidèle".

9. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 21 janvier 1955, à la page 3, rapporte que cette intervention était en réaction à l'énumération de paroisses que M. Noël faisait "rapidement".

10. À ce sujet, voir Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, tome 2, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 524-525.

11. Selon la *Montreal Gazette* du 21 janvier 1955, à la page 1, il s'agit de la loi du 10 décembre 1952.

12. John Whitney Pickersgill, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (1954-1957).

13. Stuart Sinclair Garson, premier ministre du Manitoba (1943-1948), puis ministre fédéral de la Justice et procureur général de 1948 à 1957.

14. Film de Marcel Carné (France, 1945).

15. Selon *Le Soleil* du 21 janvier 1955, à la page 3, M. Duplessis fait allusion à M. Jean-Marie-François de Hauteclouque (1893-1957), ambassadeur de France à Ottawa de 1944 à 1947.

16. L'abbé Maurice Proulx (1902-1988), cinéaste dont l'œuvre s'articule surtout autour de l'agriculture, la religion et le tourisme.

17. Le *Montréal-Matin* du 21 janvier 1955, à la page 2, rapporte qu'"au grand amusement de la Chambre, un autre libéral, M. David Rochon, se lève" pour répondre à M. Noël.

18. Gérald Martineau (1902-1968) fut trésorier de l'Union nationale (1944-1960) et Conseiller législatif de la division des Laurentides (1946-1959), puis de Lauzon à partir de 1959.

19. Selon *Le Soleil* du 21 janvier 1955, à la page 8, "il est presque impossible de saisir quoi que ce soit" à ce moment.

20. *L'Action catholique* du 21 janvier 1955, à la page 7, rapporte qu'à ce moment, "la situation se corse dangereusement. Le député de Lévis est tenace, et toute la Chambre est en ébullition".

21. Alfred Hardy, directeur général du service des achats du Conseil exécutif de 1937 à 1959. Voir son livre *Patronage et patroneux*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1979, 149 p.

22. Le *Montreal Star* du 21 janvier 1955, à la page 5, estime plutôt qu'il y a 21 autres fournisseurs.

23. *La Tribune* du 21 janvier 1955, à la page 1, rapporte que le débat fut "ponctué de cris, d'accusations, de défis et de dénonciations". Pour sa part, *Le Nouvelliste* du 21 janvier 1955, à la page 7, mentionne que ce débat fut "tout à fait inattendu, le plus violent auquel il ait été donné d'assister depuis le début de la présente session". *La Patrie* du 21 janvier 1955, à la page 12, abonde dans le même sens: "Le président, M. Tellier, ne cessa d'être sur la brèche jusqu'à la fin de la séance, à 11 heures, cherchant à maintenir l'ordre dans une chambre houleuse et réellement difficile à contrôler".

Séance du vendredi 21 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

École polytechnique de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de l'École polytechnique de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'École polytechnique de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Thibeault).

**Succession
Trefflé Berthiaume**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de l'honorable P.-R. DuTremblay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Trefflé Berthiaume, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'honorable P.-R. DuTremblay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la

succession de l'honorable Trefflé Berthiaume (M. Thibeault).

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thibeault).

Demande et dépôt de documents:

**Travaux de colonisation
dans Dorchester**

M. Noël (Frontenac) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant, en autant qu'il s'agit d'item dépassant \$100:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresse de chacune des personnes auxquelles ont été payés des montants pour la somme totale de \$313,269.10 mentionnée à la page 17 de l'état C-5 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier clos le 31 mars 1953, pour travaux de colonisation dans le comté de Dorchester.

2. Quel montant a été payé à chacune de ces personnes.

Adopté.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre ledit état. (Document de la session no 32)

Projets de loi:**Impôt sur le revenu,
préambule**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce qu'il présentera, mardi prochain, en première lecture une loi qui amendera la loi provinciale de l'impôt sur le revenu. Cet amendement ne portera que sur le préambule de la loi passée l'an dernier qui sera présenté dans une rédaction nouvelle. Il ne s'agit que de donner un nouveau préambule à notre loi, pour en faire disparaître toute allusion à la priorité.

Subsides:**Budget des dépenses
1954-1955**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dans les montants qui apparaissent aux *Comptes publics*, il n'y a pas que l'achat des dactylographes. Il y a des machines à comptabilité, des filières, du papier carbone, etc. soit plusieurs articles. La province compte maintenant 16,000 employés, on a créé de nouveaux départements et de nouveaux services comme le service de l'impôt provincial par exemple; le service des véhicules automobiles a été réorganisé, etc.

Tout cela a exigé l'achat d'un outillage considérable. Il a fallu les équiper. Il a fallu acheter des machines nécessaires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose des questions relativement à la classification en cours dans les divers départements de l'administration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Elle est terminée dans plusieurs départements, notamment les Terres et Forêts, les Ressources hydrauliques, le Travail, l'Industrie et le Commerce, dans le département du procureur général. Le gouvernement a augmenté le salaire des gardiens de prison².

M. Ross (Montréal-Verdun): Où en est rendu le travail de refonte de la loi des syndicats coopératifs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le travail avance, mais on se rend compte des difficultés à mesure que l'on progresse. Il y a tellement de sortes de syndicats coopératifs que cela crée de gros problèmes au législateur et à ceux qui sont chargés de refondre cette loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

annonce que la situation se stabilise dans ce domaine de l'habitation et qu'il y a moins de causes qui sont soumises aux régisseurs du loyer dans la province de Québec.

Au 31 décembre 1954, il y avait dans les rôles devant la Régie des loyers 11,810 demandes de prolongation de bail, 1,644 demandes de propriétaires qui voulaient reprendre leurs logis pour eux-mêmes, 2,575 demandes d'augmentations de loyers, une baisse de 1,500 par rapport à l'année précédente.

La situation demeure grave à Montréal et l'est un peu moins à Québec. Les autres bureaux de la province ne comptent pratiquement aucun conflit de loyer. Il y aura des coupures de personnel dans ces bureaux. Toutes ces causes ont été entendues et il ne reste que 129 décisions à rendre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si le gouvernement ne songe pas, à cause de ces diminutions, à fermer certains bureaux de la Régie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond dans l'affirmative. Pour rendre service aux propriétaires et aux locataires de la Vieille Capitale et accélérer le travail, les membres de la Commission siégeront à Québec pour entendre les appels quand le nombre de causes justifiera ce déplacement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) déclare qu'à Montréal on donne aux gens des opinions légales erronées dans les bureaux de la Régie. Ces opinions sont fournies par les employés. Il demande s'il ne serait pas logique, en face de cette situation, d'engager à plein temps des jeunes avocats, afin d'éviter des situations coûteuses à ceux qui se font mal conseiller par des incompetents qui donnent leurs propres conseils dans quelques bureaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet de considérer la demande du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël). Il rappelle cependant que 16 avocats travaillent déjà pour la Régie des loyers à Montréal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quels sont les traitements des membres de la commission Tremblay?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le président, le juge Thomas Tremblay, reçoit son salaire de juge, a reçu \$2,400 pour dépenses de voyage. Le salaire des membres de la Commission, le R. P. Richard Arès, s.j., Paul-Henri Guimont, Honoré Parent et J.-P. Rowatt, n.p., est de \$7,200 par année. Les deux secrétaires, MM. Arthur Dansereau et R. Clark, reçoivent \$3,900³ par année. Jusqu'à ce jour, le gouvernement a dépensé \$62,400 pour la Commission.

Une voix de l'opposition: Quand la Commission soumettra-t-elle son rapport?

M. Bélanger (Lévis): On peut l'attendre dans environ 20 ans.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question sur la Commission du service civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Commission du service civil compte maintenant 45 employés, dont le salaire moyen est de \$1,900.

M. Dupré (Verchères) demande au premier ministre s'il n'est pas enclin à rougir, lorsqu'il cite certains salaires, et il demande si ce salaire n'est pas trop faible.

M. Cournoyer (Richelieu): C'était pire sous Chapleau, n'est-ce pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. C'est beaucoup mieux qu'avant. Sous le régime Chapleau, on a même voté un arrêté en conseil portant qu'un employé civil qui demandait une augmentation de salaire était censé avoir demandé sa démission et avoir reçu une confirmation de sa démission.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): (Au président du comité, M. Tellier) Je vois que le premier ministre défendra les crédits du département de la Chasse et de la Pêche. Je vous avertis, il vaudra mieux jouer fairplay avec nous. Ne faites pas preuve de favoritisme ou nous devons vous remplacer.

Il (M. Rochon) veut savoir qui est cet homme au nom étranger si difficile à prononcer qu'il fût à peine compris.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que cela avait piqué sa curiosité et qu'il a fait sa petite enquête. Il a découvert que l'homme résidait dans la maison à côté de celle du député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon).

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) dit connaître tous les gens de sa circonscription, mais n'a jamais entendu parler de cet homme.

Une voix: Peut-être que c'est mieux ainsi. Vous ne pourriez pas faire connaissance avec lui, car vous seriez incapable de l'appeler par son nom.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Goulet (Témiscamingue): Nous avons dans le Témiscamingue un endroit très favorable au tourisme au lac Kipawa. Le nombre de visiteurs et de pêcheurs dans cette région se fait de plus en plus nombreux, mais, malheureusement, le nombre des poissons diminue constamment.

Avant qu'il ne soit trop tard, il serait temps qu'un centre de pisciculture soit établi dans le Témiscamingue. Les lacs auraient besoin d'être empoisonnés, notamment dans la région de Kipawa. Les chambres de commerce, même celle de Rouyn-Noranda, le demandent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): souligne l'importance économique de la pêche, attraction qui favorise le tourisme dans la province. Témiscamingue, représenté par un libéral, est une très belle région.

M. Dupré (Verchères): Vous rendez service au député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province compte, à l'heure actuelle, cinq centres de pisciculture. C'est indispensable, une station de pisciculture, mais cela ne peut remplacer le sens de la préservation et de la protection chez ceux qui se livrent à la pêche. Il y a vraiment des gens qui vont à la pêche non pour le goût du sport, mais pour prendre le plus de poissons possible. Le gouvernement comprend la nécessité de créer des centres de conservation. Le grand mal est qu'il n'y en a pas encore assez.

Tous les lacs ne doivent pas être mis, en même temps, à la disposition des pêcheurs. Incidemment, le ministère de la Chasse et de la Pêche a augmenté considérablement ses dépenses depuis quelques années pour protéger poisson et

gibier. Là où il ne dépensait que \$400,000 à \$500,000 il y a quelques années, il dépense aujourd'hui \$3,000,000 environ.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La région de l'Ungava est pourvue de lacs poissonneux qui ne reçoivent pas la visite des touristes, renferment des quantités de merveilleuses truites saumonées.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le premier ministre sait-il seulement la différence qui existe entre une truite saumonée et une truite rouge?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, je le sais. C'est la même chose. Dans les deux cas, ce sont des poissons. Le député me semble bien intéressé aux poissons.

Je comprends que l'opposition s'intéresse tellement aux poissons. Plus leur nombre augmentera, plus l'opposition aura de chances de se faire élire! Je ne suis pas un pêcheur, mais un homme juste et bon⁴.

M. Noël (Frontenac): Le ministère a fait une tentative d'empoisonnement du lac Magog et d'autres lacs en y transportant des dorés de la Baie Missisquoi. Les résultats n'ont pas été excellents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) D'après M. Louis-Arthur Richard, sous-ministre nommé au département de la Colonisation par les libéraux et qui était si incompetent que nous l'avons transféré au département de la Chasse et de la Pêche⁵, le ministère a tenté une expérience qui s'est avérée profitable en empoisonnant certains lacs avec du doré provenant de la baie de Missisquoi. Généralement, les dorés de la baie Missisquoi ont l'habitude de frayer à cet endroit et de gagner les États-Unis par le lac Champlain. L'expérience a donné d'excellents résultats et permet à la province de garder sa part de doré.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande si ce n'est pas trop charger aux Québécois, dans les parcs de la province, que d'exiger jusqu'à \$20 par jour pour pêcher. Pour pouvoir pêcher dans le parc national, dit-il, il faut payer \$14 par jour, sans compter les \$5 à donner au guide. Ces prix sont inabordables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. Richard me dit que tout dépend du confort donné. On peut y aller pêcher pour \$3 par jour. Il y a même des coins où l'on ne demande que \$0.50 par jour.

M. Dupré (Verchères): Il n'y a pas de poissons à ces endroits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

annonce la décision du ministère de créer une réserve de pêche au lac Kipawa, dans le Témiscamingue.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Est-il bien vrai que le ministère a l'intention de transporter des chevreuils de l'Île d'Anticosti dans d'autres parties de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'Île d'Anticosti appartenait autrefois aux Chocolats Menier qui l'ont vendue à la Consolidated Paper Co. Juste avant la guerre, un syndicat allemand a voulu l'acquérir, mais je suis intervenu auprès de la Consolidated Paper Co. On dit que l'île a été envahie par les chevreuils au point que les gens de l'île veulent les détruire.

Le ministère de la Chasse se demande s'il n'y aurait pas moyen d'acheter les chevreuils et de les transporter dans différentes régions de la province où la chasse au chevreuil fait défaut. On ne sait pas encore, toutefois, si cette expérience pourra être réalisable.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cela entraînerait des difficultés considérables. Il peut y avoir 100,000 chevreuils. Il faudrait les capturer vivants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce que ce serait possible? Est-ce que ce serait profitable? Il faut voir.

M. Savard (Québec-Ouest): Combien de chevreuils ont été abattus dans la province pendant l'année?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) intervient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On applique avec sévérité la loi de la chasse. Il s'est tué environ 3,000 orignaux dans la province l'an dernier; les statistiques n'ont pas encore été établies en ce qui concerne les chevreuils. Ces problèmes et les statistiques sont en train d'être étudiés par le département.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):

Un habitant de Mont-Laurier a chassé le chevreuil la nuit avec un projecteur électrique, bien que ce soit défendu (jacklight). La cour devrait imposer des pénalités sévères à ceux qui se font arrêter pour avoir "chassé au jacklight".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Des abus, il y en aura toujours. Il est impossible d'être partout à la fois. Le ministère fait la lutte aux braconniers et la loi est plus sévèrement appliquée qu'autrefois. Et l'on pourrait citer bien des cas où les députés ont vraiment tenté d'intervenir. Il y a grande amélioration, une amélioration importante au point de vue du respect des règlements de la chasse et de la pêche.

Il a fait appel au sens de conservation des chasseurs et dit que M. George Carpenter⁶ a félicité plusieurs fois le ministre de la Chasse et de la Pêche (M. Pouliot) de l'amélioration de la situation.

La principale réforme qui reste à faire, c'est la réforme de l'individu, si l'on veut que les abus disparaissent complètement. Dernièrement, un juge a condamné un homme à \$1,000 d'amende pour avoir tué des orignaux.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):

Le personnel du gouvernement devrait exercer une plus étroite surveillance pour empêcher ce genre de chasse prohibée.

M. Savard (Québec-Ouest):

Des chasseurs, las d'avoir passé deux ou trois jours dans les bois sans rien tuer, se décident à faire la "chasse au jacklight" pour ramener un chevreuil à la maison. Aux États-Unis, la loi permet de tuer des femelles contrairement à ce qui se passe au Québec. Il arrive que des chasseurs, chassant au Québec, tuent des femelles non loin de la frontière et aillent acheter un permis de chasse aux États-Unis. Ils font croire que les femelles tuées l'ont été aux États-Unis, ce qu'il leur permet de ne pas être inquiétés par les gardes-chasse.

Il demande si l'on tient des statistiques sur le nombre de têtes de gibier abattues et ce que l'on fait des carabines ou des lampes de poche saisies chez ceux qui se livrent au braconnage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des statistiques sont préparées sur les résultats de la chasse de 1954 dans la province. On sait, actuellement, qu'il a été abattu 3,000 orignaux. Les statistiques n'ont pas encore été établies en ce qui concerne les chevreuils.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les braconniers ne devraient pas trouver d'acheteurs dans les hôtels et les restaurants. De cette façon, on peut pratiquement avoir du canard jusqu'en janvier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette pratique a été pas mal réprimée.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Elle se fait encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y aura toujours des pêcheurs

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'ai entendu dire qu'un braconnier tuait au-delà de 100 chevreuils par saison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les abus ont été corrigés dans une large mesure, mais il y en aura toujours. On ne peut les réprimer tous.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Généralement, les braconniers sont au courant des allées et venues des gardes-chasse.

M. Pinard (Drummond) demande comment il se fait que la chasse est prohibée dans son comté depuis trois ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour permettre au gibier de se repeupler, car il y en a très peu dans ce comté présentement.

M. Savard (Québec-Ouest) parle des faisans. Il précise que, il y a trois ou quatre ans, un certain nombre de ces oiseaux ont été libérés à titre d'expérience. Beaucoup ont survécu, mais dans la plupart des coins de la province, les faisans ne peuvent pas survivre. Il en reste encore?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On en voit en particulier dans la région d'Oka. Le département a abandonné le système selon lequel on libérait les faisans sauvages dans la province, car ils

ne pouvaient pas survivre. Mais il y a faisans et "faiseux" ailleurs. Il paraît qu'il y en a même à Montréal.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Oui, les sauvages sont tous à l'hôtel de ville. Quelques gardes-chasse sont menacés par des braconniers lorsqu'ils accomplissent leurs devoirs. Des braconniers peu scrupuleux vont jusqu'à faire feu sur les gardes-chasse. Il (M. Rochon) parle des renards rouges tatoués.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces renards marqués ont été libérés à titre d'expérience. Les chasseurs qui les tuent ont droit à une prime de \$50 du département. Ceci est de nature à encourager la chasse au renard rouge, car il y en a trop et cette bête fait beaucoup de ravages dans les poulaillers spécialement.

M. Noël (Frontenac): Pourquoi le gouvernement ne fait-il abattre que les renards rouges et qu'il laisse les bleus vivants?

Une voix: Il n'y a pas de renards bleus, mais il y a des loups bleus, par contre.

M. Savard (Québec-Ouest) demande s'il existe dans la province un service pour la traite des fourrures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui et c'est M. J.-A. Tremblay qui est en charge de ce service.

M. Lemieux (Wolfe): À l'heure actuelle, la fourrure de renard ne se vend pas, et les animaux envahissent les Cantons-de-l'Est, allant même jusqu'à attaquer les agnelets. Il dit que les gardes-chasse ont commencé à agir seulement après avoir reçu des plaintes. Cependant, dans les Cantons-de-l'Est, c'est durant l'hiver que le chevreuil est le plus détruit.

On l'abat au fusil, à la hache et au couteau presque toujours dans les mêmes endroits à chaque année. C'est parce que le chevreuil se tient là où il les épinettes sont assez petites et où ils peuvent se nourrir de l'écorce.

Les gardes-chasse devraient être avertis, ils devraient être en dehors de toute influence politique et surveiller ces zones.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) pose des questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le développement minier du nord de Québec comporte des avantages et des désavantages. Il pose un problème au point de vue de la chasse et de la pêche.

M. Savard (Québec-Ouest) soulève le fait que des gardes-chasse reçoivent 50 % des amendes imposées aux braconniers qu'ils ont fait arrêter. Il demande des explications au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de créer une émulation "bonne à garder", un stimulant de bon aloi, les gardes-chasse étant encouragés à faire une meilleure surveillance du territoire qu'on leur a confié.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): J'ai appris que le poison DDT pour la destruction de la mouche à scie et autres parasites détruisait les œufs de saumon. Ne pourrait-on pas remédier à cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est possible. Des expériences ont été faites au Nouveau-Brunswick, où le même cas se présente. On a employé le DDT pour détruire la mouche à scie, mais on prétend qu'il vaut encore mieux poursuivre la lutte à la mouche à scie, même si des œufs de saumon doivent être perdus. On n'est pas encore arrivé à des conclusions précises. On écarte ce danger, si l'on prend toutes les précautions requises.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): On jette aussi de l'huile dans les rivières et cela empêche le canard de voler. Le département peut-il faire quelque chose pour empêcher cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il peut arriver qu'un bateau laisse échapper de l'huile.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Il y a aussi des industries qui en répandent.

M. Goulet (Témiscamingue) soumet alors le cas d'un commis voyageur de North Bay, en Ontario, qui, après avoir pêché en fin de semaine en Ontario, s'est trouvé à passer dans le Québec, alors qu'il avait encore dans son auto des agrès de pêche. Cet individu a été arrêté par deux gardes-pêche qui l'ont forcé à payer une amende de \$50 pour l'auto, et \$16 pour les agrès de pêche. Il n'avait alors qu'un permis de pêche de l'Ontario.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer, à ce propos, que l'on se doit d'être sévère, car bien que des individus pourraient ainsi se trouver des excuses faciles pour contourner la loi. Toutefois, il admet que dans l'exemple cité, il y a peut-être eu excès de sévérité.

Une voix de l'opposition interroge le premier ministre au sujet du lac des Neiges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un des plus beaux lacs de la province, mais il faut passer sur les terrains de l'Anglo Pulp ou du Séminaire pour s'y rendre. Avec un permis, on peut s'y installer tranquillement, fumer un cigare et boire un verre de ginger ale. C'est là qu'a été reçu M. Churchill⁷.

M. Dupré (Verchères) réitère au gouvernement la demande qu'il a déjà faite concernant l'organisation d'un centre touristique au mont Belœil, près de Montréal. Le gouvernement de la province devrait s'en porter acquéreur pour en faire un parc national, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond qu'il s'agit là sûrement d'un beau site, qu'il l'a visité lui-même.

Mais, dit-il, le gouvernement a beaucoup de problèmes à régler. Nous songeons, par exemple, en ce moment, au cas du lac des Loups.

M. Dupré (Verchères): Le lac des Loups est à 200 milles de Montréal, tandis que Saint-Hilaire n'en est qu'à 20 milles. Il ne serait pas question d'y faire de la pêche.

Mais c'est un endroit magnifique et il s'agit de la plus haute montagne des environs. Le gouvernement pourrait en discuter avec le propriétaire, M. Hamilton Gault.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet au député de Verchères d'étudier de nouveau la question. Il va demander au ministre d'étudier le projet. Il est certain, admet-il, qu'il s'agit là d'un endroit très bien situé.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des territoires non organisés du Nouveau-Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parc nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Établissements de pisciculture - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École d'apprentissage en pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides aux compagnies de navigation (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il sera prêt, lors de la prochaine séance, à étudier ensemble les items 1, 2, 3 et 4⁸.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) dit qu'il est heureux de voir qu'aucune trace de favoritisme n'a été décelée⁹.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

Une voix de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Après les pêcheries, dit-il, on passera à l'agriculture.

La séance est levée à 1 heure¹⁰.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 22 janvier 1955, à la page 20, un député est absent à la séance: l'honorable M. Pouliot, ministre de la Chasse et de la Pêche.

2. *Le Soleil* du 22 janvier 1955, à la page 21, ne précise pas à quel moment exact survient cette intervention de M. Duplessis. Il apparaît vraisemblablement que c'est entre la question de la classification des départements et celle des syndicats coopératifs.

3. Chiffre du *Soleil* du 22 janvier 1955, à la page 21. *La Patrie* du 22 janvier 1955, à la page 21, mentionne \$3,000.

4. Pour ce jeu de mots, M. Duplessis s'inspire d'une formule liturgique, "cela est juste et bon", tirée d'une prière eucharistique du rite latin.

5. En 1936, lors de l'enquête du Comité des comptes publics qui fut le prélude de la chute du gouvernement Taschereau, M. Duplessis avait interrogé M. Richard, alors sous-ministre de la colonisation, notamment sur la corruption au sein de ce ministère.

6. *L'Action catholique* du 22 janvier 1955, à la page 9, précise que M. Carpenter "signe dans *La Gazette* une chronique qui fait autorité sous le pseudonyme d'Izaak Hunter".

7. Sir Winston Churchill (1874-1965), premier ministre de Grande-Bretagne de 1940 à 1945 et de 1951 à 1955.

8. *Le Soleil* du 22 janvier 1955, à la page 21, rapporte qu'il n'y eut pas d'autre discussion sur les

crédits de la Chasse, et *L'Action catholique* du 22 janvier 1955, à la page 9, confirme que "la Chambre, d'un commun accord, adopte ensuite les items 7, 8, 9, 10 et 11 du budget des Pêcheries".

9. Selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 22 janvier 1955, à la page 3, M. Rochon a fait cette intervention pour plaisanter à la fin du débat sur les crédits du département de la Chasse et de la Pêche. Toutefois, le journal ne nous donne pas suffisamment de détails pour savoir s'il prit la parole avant ou après l'ajournement.

10. *Le Soleil* du 22 janvier 1955, à la page 3, rapporte que cette séance "fut aussi calme qu'avait été orageuse celle de jeudi soir. Les députés voulaient prendre le train de 2 heures et la discussion s'est déroulée fort poliment sur des sujets de peu d'importance".

Séance du mardi 25 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Québec-Ouest**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Québec-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Québec-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 195 constituant en corporation de ville le village de Plessisville, comté de Mégantic.

Projets de loi:

Plessisville

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 195 constituant en corporation de ville le village de Plessisville, comté de Mégantic.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 195 sans l'amender.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Lavolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 215 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 187 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 190 modifiant la charte de la cité de Sorel;
- bill 244 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;
- bill 224 modifiant la charte de la ville de Courville;
- bill 136 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny et la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny;
- bill 135 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides;
- bill 212 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 169 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité recommande de prolonger au 15 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Charte
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 215 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 215 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Sorel**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 190 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 244 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 244 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Courville

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 224 modifiant la charte de la ville de Courville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 224 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Montmagny

M. Lizotte (L'Islet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 230 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Montmagny et la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 230 sans l'amender.

M. Lizotte (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de la Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Joseph Duhamel et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant Duhamel & Fils Enrg.;
- de Alfred Leduc & Fils, demandant l'adoption d'une loi concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée;
- de Irving Louis Paul et autres, demandant l'adoption d'une loi validant une convention concernant deux fonds de fiducie de Irving Louis Paul;
- de l'École Polytechnique de Montréal;
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Votre comité recommande de prolonger au 15 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Propriété de
Joseph et René Duhamel**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 249 concernant une propriété de Joseph Duhamel et René Duhamel.

Adopté.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 249 concernant une propriété de Joseph Duhamel et René Duhamel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Roche), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 252 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 252 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**École polytechnique
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Roche), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 251 refondant la charte de l'École polytechnique de Montréal.

Adopté.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 251 refondant la charte de l'École polytechnique de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Fiducies de
Irving Louis Paul**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que l'article 621 du Règlement soit

suspendu pour lui permettre de présenter le bill 245 concernant une convention concernant deux fiducies de Irving Louis Paul.

Adopté.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 245 concernant une convention concernant deux fiducies de Irving Louis Paul.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie
E. & A. Leduc limitée**

M. Marcotte (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 247 abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130, concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée.

Adopté.

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 247 abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130, concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Rivière-du-Loup

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Plourde), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 246 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté.

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 246 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Impôt sur le revenu,
préambule**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant le préambule de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

Il s'agit purement et simplement de faire suite aux pourparlers relatifs à une entente juste et constitutionnelle en matière fiscale, pourparlers commencés le 5 octobre dernier à Montréal. À ce moment-là, j'ai dit au très honorable Louis Saint-

Laurent que si l'expression "priorité de droit" dans le préambule pouvait être une cause de mésentente, de nature à empêcher un règlement juste et équitable, désiré et désirable, que j'étais prêt à la faire disparaître pour ne garder que l'expression de nos sentiments de compréhension dans le respect des droits de chacun. C'est le but de la présente loi de faire écho à cette manifestation de collaboration.

Il ne s'agit pas de l'abandon d'un droit. Il s'agit purement et simplement de faire disparaître une expression qui est une cause inutile de conflits dans des discussions où les droits de la province doivent passer au-dessus de toute considération personnelle et partisane. Je profite de l'occasion pour déposer le texte de la lettre que j'ai envoyée mercredi dernier au très honorable Louis Saint-Laurent. Si je ne l'ai pas fait plus tôt, c'est parce que je voulais donner au courrier postal le temps de se rendre à destination, et aussi parce que je voulais donner au destinataire de la lettre le temps de répondre, s'il le jugeait à propos.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que son projet de loi est imprimé et qu'il l'a rédigé lui-même de "A" à "Z".

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre copie d'une lettre² en date du 19 janvier 1954, adressée et mallée le même jour au très honorable premier ministre du Canada par le premier ministre de la province de Québec, et concernant la loi assurant à la province les revenus nécessaires par ses développements. (Document de la session no 33)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 116 changeant le nom de Joseph André Maurice Boutet en celui de Joseph André Maurice Gravel;

- bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Stanley A. Bardecki à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 107 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 6 comme article 7:

"7. Le Code municipal est modifié, pour la corporation de la paroisse de Sainte-Geneviève, en ajoutant, après l'article 787a, l'article suivant:

"787b. Le conseil municipal est autorisé, par résolution, à conclure des ententes avec les corporations municipales environnantes pour acquérir des droits de passage et autres servitudes nécessaires pour l'installation d'un système d'aqueduc et d'égout.

À défaut d'entente, la Régie des services publics décidera en dernier ressort suivant la loi."

Et l'article 7 devient l'article 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 131 constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 11 est modifié:

a. en biffant dans les deuxième et troisième lignes les mots "son nom corporatif ou";

b. et dans la sixième ligne le mot "toute";

2. L'article 13 est biffé;

3. Les articles 14, 15, 16 et 17 deviennent articles 13, 14, 15 et 16;

4. L'article 18, qui devient l'article 17, est modifié en biffant le dernier paragraphe du sous-article b, commençant par les mots "La corporation";

5. Les articles 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 deviennent articles 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 132 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 11 est amendé:
 - a. en biffant dans la quatrième ligne les mots "son nom corporatif ou";
 - b. et dans la septième ligne le mot "toute";
2. L'article 13 est biffé;
3. Les articles 14, 15, 16, 17 et 18 deviennent les articles 13, 14, 15, 16 et 17;
4. L'article 19 est biffé;
5. L'article 20 devient l'article 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 140 constituant en corporation le Collège Marie-de-l'Incarnation, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";
2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 141 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie d'Outremont, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";
2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 142 constituant en corporation le Collège Basile-Moreau, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";
2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 143 constituant en corporation le Collège Marie-Anne, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";
2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 144 constituant en corporation le Collège Marguerite-Bourgeoys, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 145 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie de Sillery, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 146 constituant en corporation le Collège Saint-Maurice, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 147 constituant en corporation le Collège Angèle-Méridi, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 148 constituant en corporation le Collège Notre-Dame de Bellevue, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12 est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 149 constituant en corporation le Collège du Bon-Pasteur, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 150 constituant en corporation le Collège Notre-Dame-de-l'Assomption, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11:

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 167 concernant l'Aluminium Company of Canada Limited et la ville de La Tuque, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le deuxième paragraphe du préambule est modifié:

a. en remplaçant dans la deuxième ligne la date "5 août 1954" par "3 août 1954";

b. en ajoutant après le mot "Dubois" dans la quatorzième ligne les mots suivants:

"et de ceux sous option avec Brown Corporation";

2. L'article 1 est modifié:

a. en remplaçant dans la deuxième ligne la date "5 août 1954" par "3 août 1954";

b. en ajoutant après le mot "Dubois" dans la douzième ligne les mots suivants:

"et de ceux sous option avec Brown Corporation".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 189 modifiant la loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne de la page 2, les mots "trois millions de" par les mots "deux millions cent mille";

2. L'article 2 est modifié en remplaçant le premier paragraphe du sous-article 13a qui commence par les mots "Le bureau de direction" par ce qui suit:

"1. Le bureau de direction, s'il y est autorisé par un règlement approuvé depuis le 22 novembre 1954 par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à une assemblée générale et régulière, peut:"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 201 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant dans les sixième et septième lignes du sous-paragraphe 209a, page 2, les mots "frais de représentation et autres".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 211 constituant en corporation le Collège du Sacré-Cœur, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne "cinq" par "dix";

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 10 comme article 11;

"11. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut changer l'endroit de son siège social, lequel doit néanmoins demeurer dans la province.

Elle peut, avec la même autorisation et sujet à la ratification du lieutenant-gouverneur en conseil, modifier son nom corporatif.

Avis est donné au secrétaire de la province de tous tels changements ou modifications, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*."

3. L'article 11, qui devient l'article 12, est modifié en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe à la suite des mots "cause que ce soit" les mots suivants:

"L'évêque et son délégué n'encourent aucune responsabilité en raison d'un tel certificat."

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17 et 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 223 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme article 4:

"4. Nonobstant l'article 17 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 97, et les résolutions des conseils municipaux intéressés qui ont été passées par la suite, le territoire comprenant les lots numéros 84, 85 et 86 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire est annexé à la cité de Saint-Laurent.

Tant et aussi longtemps que ces lots ne seront pas subdivisés et qu'ils seront considérés comme terres en culture, les propriétaires actuels de ces lots annexés paieront à la cité de Saint-Laurent les mêmes taxes qu'ils ont payées à la corporation municipale dont ils sont détachés, pour l'année 1954.

Ce territoire annexé fera partie du quartier Leduc."

Et l'article 4 devient l'article 5.

Projets de loi:

Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 constituant en corporation le monastère des Augustines hospitalières de Lévis.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Hôtel-Dieu de Lévis

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Collège Marie-de-l'Incarnation

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 140 constituant en corporation le Collège Marie-de-l'Incarnation.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège
Jésus-Marie d'Outremont**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie d'Outremont.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège
Basile-Moreau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 142 constituant en corporation le Collège Basile-Moreau.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Collège Marie-Anne

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 constituant en corporation le Collège Marie-Anne.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège
Marguerite-Bourgeoys**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 constituant en corporation le Collège Marguerite-Bourgeoys.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège
Jésus-Marie de Sillery**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 145 constituant en corporation le Collège Jésus-Marie de Sillery.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège
Saint-Maurice**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 constituant en corporation le Collège Saint-Maurice.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège
Angèle-Mérici**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 147 constituant en corporation le Collège Angèle-Mérici.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège
Notre-Dame de Bellevue**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 148 constituant en corporation le Collège Notre-Dame de Bellevue.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège
du Bon-Pasteur**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 149 constituant en corporation le Collège du Bon-Pasteur.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Collège Notre-Dame-
de-l'Assomption**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 150 constituant en corporation le Collège Notre-Dame-de-l'Assomption.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Aluminum Company of Canada Ltd.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 167 concernant l'Aluminium Company of Canada Limited et la ville de La Tuque.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Société coopérative agricole de Granby

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 189 modifiant la loi concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Saint-Jean

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 201 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jean.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Collège du Sacré-Cœur

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 211 constituant en corporation le Collège du Sacré-Cœur.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 223 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sainte-Geneviève

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 107 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Geneviève.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 199 constituant en corporation la congrégation du Très Saint-Sacrement, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant dans la troisième ligne le mot "vingt-cinq" par "dix";

2. L'article 9 est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne le mot "ou", immédiatement après le mot "corporatif", par les mots suivants:

"", avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, et";

3. L'article 10 est modifié en biffant le deuxième paragraphe qui commence par le mot "L'évêque";

4. L'article 18 est modifié en remplaçant dans la neuvième ligne les mots "à l'évêque" par les mots: "au clerc exerçant la fonction d'évêque";

5. L'article 19 est biffé et ce qui suit est inséré comme articles 19, 20 et 21:

"19. La corporation est le représentant de ses membres et peut, en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

a. exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

b. de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

20. Le lieutenant-gouverneur, sur la requête de la corporation, peut émettre sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation pour les fins décrites à l'article 4 ou pour l'une ou plusieurs d'icelles, avec les droits, pouvoirs et privilèges mentionnés en la requête et aux conditions y énoncées, toute maison, province, conseil, comité titulaire, organisme ou œuvre dudit institut; un avis de l'émission de telles lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

La requête doit établir la ou les fins de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés en la présente loi dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de son membre, ou, selon le cas de ses membres et de ses administrateurs, ainsi que de son visiteur.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, autorisée par son visiteur, peut par lettres patentes supplémentaires modifier les fins et pouvoirs de telle corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice; avis de l'émission de ces lettres patentes supplémentaires est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de la province, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, autorisée par son visiteur, peut déclarer telle corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du 60^e jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de telle corporation, après paiement de ses obligations, reviennent à la corporation constituée par la présente loi.

"21. Le lieutenant-gouverneur peut aussi décréter par lettres patentes qu'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent puisse acquérir les droits et obligations d'une corporation déjà existante et constituée de membres de l'institut; dans ce cas, la nouvelle corporation est saisie de tous les biens et tenue à toutes les obligations de l'ancienne corporation.

Telle corporation existante, nonobstant toute loi à ce contraire, est autorisée à céder sur simple résolution de son conseil d'administrateurs, à la nouvelle corporation constituée sous le régime de l'article précédent la totalité de ses biens à la charge des dettes qu'elle peut devoir."

6. L'article 20 devient l'article 22.

Projets de loi:

Congrégation du Très Saint-Sacrement

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 199 constituant en corporation la congrégation du Très Saint-Sacrement.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Rôle du Conseil législatif

M. Dupré (Verchères): Ce Conseil devient de plus en plus important.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a toujours été important.

M. Dupré (Verchères): Ça n'a pas toujours été votre opinion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le gouvernement libéral qui a pensé abolir le Conseil.

M. Dupré (Verchères): De toute façon, on doit féliciter le Conseil parce qu'il peut éclairer le premier ministre avec ses amendements.

Projets de loi:

Alfred Bromirski

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 changeant le nom de Alfred Bromirski *et uxor* en celui de Alfred Brome.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité se lève sans faire rapport³.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. Gérin (Stanstead) propose, appuyé par le député de Québec-Centre (M. Cloutier), que le bill 163 changeant le nom de Alfred Bromirski *et uxor* en celui de Alfred Brome ayant été rejeté par la Chambre, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Révision du Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 concernant la révision du Code civil.

Le commissaire chargé de cette refonte complète du Code civil sera le très honorable Thibodeau Rinfret, ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada. Notre Code civil date de 1866. Il n'a jamais été révisé ou refondu, alors que les Statuts le sont tous les 10 ans. Il est temps que nous fassions ce travail.

Il fait l'éloge de l'honorable Thibodeau Rinfret et se déclare heureux de l'initiative qu'il a prise dans le domaine de la révision du Code civil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si la loi prévoyait un délai pour la refonte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition doute des capacités de l'ancien juge en chef? Ce délai sera fixé par le Conseil des ministres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Impôt sur le revenu, déductions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 43⁴ modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelle est la nature de cette loi?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cette loi a pour but de faciliter les relations fédérales-provinciales en matière fiscale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi on présente deux projets de loi pour modifier la même loi? Quelques minutes plus tôt, le premier ministre a inscrit un bill pour amender le préambule de la loi de l'impôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit, dans les deux cas, de deux aspects différents d'un même problème. Ce sont deux objets distincts mais visant le même but.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On veut doubler les objets?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On veut, au contraire, doubler la compréhension de ceux qui ont tendance à n'en pas avoir.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des opticiens d'ordonnances

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 98 modifiant la loi des opticiens d'ordonnances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de leur permettre de remplacer des verres teintés de même force ou encore de remplacer des verres brisés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Révision du Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 41 concernant la révision du Code civil.

Adopté.

Impôt sur le revenu, déductions

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 modifiant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

Adopté.

Congregation Beth-El

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que le bill 155 constituant en corporation Congregation Beth-El ayant pour but des fins religieuses, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Shaare Zedek Congregation

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime et appuyé par M. Bouchard⁵ que le bill 103 constituant en corporation Shaare Zedek Congregation ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions et réponses:

Chantier maritime à Gaspé

M. Bédard (Québec): Le gouvernement de la province a-t-il fait l'acquisition de biens d'une compagnie exploitant un chantier maritime à Gaspé, depuis le 1^{er} décembre 1953 jusqu'au 30 novembre 1954?

Dans l'affirmative:

a. À quelle date?

b. Quel prix le gouvernement a-t-il payé?

c. Quels étaient les noms des directeurs et des officiers de cette compagnie?

d. Le gouvernement a-t-il revendu depuis, en tout ou en partie, les biens ainsi acquis et, dans l'affirmative, à qui et à quel prix?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

a. Oui, le 6 juillet 1954, dans l'intérêt public et afin d'assurer aux pêcheurs de la Gaspésie en particulier un chantier maritime nécessaire.

b. \$60,500.

c. Le plus récent rapport fait au Secrétariat de la province, en date de mars 1954, indique que les directeurs de la compagnie en question étaient:

MM. Paul Carrière, Dennis Lynch, Herman Melanson, Mmes Julia Melanson et Dora Carrière.

d. Une partie du matériel acquis a été utilisée pour la réparation et la finition de bateaux de pêcheurs qui étaient en chantier. Le nom des acquéreurs et le prix par eux payé sont indiqués ci-après:

Allain, Edgar, Gascons	\$ 63.79
Allard, Georges, Gaspé.....	950.69
Beaudin, Jos., Grande Rivière	7.33
Beaudin, Zéphirin, Grande-Rivière	56.43
Coopérative d'électricité, Gaspé	13.35
Couillard, Ephrem, Rivière au Renard ..	219.78
Départ. Des Pêcheries, <i>re</i> : Mecatina	638.42
Départ. Des Pêcheries, <i>re</i> : Stocks	10.00
Départ. Des Travaux publics, Gaspé	67.66
Desbois, Raymond, Sainte-Thérèse.....	21.00
Dubé, Hector, Grande-Rivière.....	139.69
Duguay, Simon, Sainte-Thérèse	153.25
Évêché de Gaspé, Gaspé.....	17.00
Gaspé Shipbuiding, Gaspé.....	174.41
Gérard, Napoléon, Rivière au Renard ..	5.20
Girard, Moïse, Rivière au Renard.....	20.18
Goulet, Roger, Gaspé.....	0.16
Lelièvre, Gérard, Grande-Rivière.....	6.77
Lelièvre, Gérard, Sainte-Thérèse.....	57.70
Lelièvre, Lionel, Sainte-Thérèse	47.51
Lelièvre, Rosario, Sainte-Thérèse	57.64
O'Connor, Antoine, Cap des Rosiers....	665.34
Poirier, Valmont, St-Majorique.....	3.00
Rioux Lionel, Gaspé	3.60
Shannon, Paul, Sainte-Thérèse	99.48
Syndicat des pêcheurs, Rivière au	
Renard.....	140.40
Verreault, Irenée, Sandy Beach	<u>9.30</u>
Total.....	\$3,649.08

Pont à Varennes

M. Cournoyer (Richelieu): Relativement au pont que le gouvernement fait construire à Varennes, sur la route numéro 3:

1. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions publiques par la voie des journaux avant d'accorder le contrat?

2. Quel est le nom de l'entrepreneur auquel le gouvernement a confié l'exécution des travaux?

3. Le contrat a-t-il été accordé à forfait ou sur une base de pourcentage, et à quel prix ou à quel pourcentage, selon le cas?

4. Quel est l'estimé du coût total des travaux?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. Le gouvernement a demandé des soumissions.

2. Yamaska Construction.

3. Le contrat a été accordé à forfait le 4 juin 1954 au prix de \$149,940.68 (y compris construction

d'un pont temporaire, démolition de celui-ci et démolition du vieux pont).

4. Voir le tableau ci-dessous:

a.	L'estimé du coût total des travaux concernant le contrat proprement dit est le suivant		\$151,397.68
	Montant du contrat	\$149,940.68	
	Excavations additionnelles pour l'exécution des fondations	<u>1,457.00</u>	
		\$151,397.68	
b.	L'estimé du coût de certains travaux indépendants du contrat		6,642.40
	Laboratoires industriels et commerciaux limitée (inspection des travaux).....	1,540.00	
	Bell Telephone (déplacements de poteaux - compte à venir environ)	900.00	
	Déplacement de 50 pieds de tuyaux de 6" en béton servant de drain d'une propriété voisine du pont	200.00	
	Mur en pierre sèche pour empêcher érosion sous les assises de béton d'un mur en maçonnerie le long de l'approche du pont, et travaux de protection additionnelle à la suite des pluies torrentielles du début d'octobre 1954.....	1,435.00	
	Redressement du chenal de la rivière pour empêcher les eaux de frapper continuellement sur ce mur et faciliter le passage de la glace sous le pont.....	2,220.00	
	Dédommagement <i>re:</i> droit de passage pour le pont temporaire qui a servi au détournement de la circulation pendant la construction du nouveau pont.....	<u>500.00</u>	
		\$ 6,795.00	6,642.40
	<i>Moins :</i> Escompte pour ciment fourni par le ministère	<u>152.60</u>	
		\$ 6,642.40	\$ 6,642.40

Gaspé Copper Mines à l'Anse Pleureuse

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):
Quel montant d'argent le gouvernement a-t-il dépensé, du 1^{er} avril 1952 au 30 novembre 1954, pour la construction de la route conduisant de la Gaspé Copper Mines à l'Anse Pleureuse?

2. Quel est le montant prévu pour le parachèvement de la construction de cette route?

3. Quel montant le gouvernement a-t-il reçu jusqu'au 30 novembre 1954 de la Gaspé Copper Mines Company Limited, représentant sa part des dépenses encourues pour la construction de cette route ou une partie d'icelle?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. \$1,614,048.47.

2. \$144,000.00

3. Jusqu'au 30 novembre 1954, le gouvernement a reçu en acompte \$430,454.44.

La contribution totale de la compagnie est de 50 % du coût de la construction, jusqu'à concurrence de \$800,000.

Demande et dépôt de documents:

Problèmes de la législation agricole

M. Dupré (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés

ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 16 décembre 1953 jusqu'au 31 décembre 1954 inclusivement, en vertu des dispositions de la loi relative aux problèmes de législation agricole, 15-16 George VI, chapitre 7, et ses amendements.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare à la Chambre qu'aucun arrêté ministériel n'a été adopté depuis le 16 décembre 1953, en vertu de cette loi. (Document de la session no 34)

Commission des eaux courantes de Québec

M. Noël (Frontenac) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste donnant les noms et prénoms, ainsi que le lieu de résidence des personnes auxquelles ont été payés des montants pour la somme totale de \$187,154.74 mentionnés à la page 6, de l'état C-14 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier clos le 31 mars 1954, "Commission des eaux courantes de Québec", item: "traitements et services".

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit document. (Document de la session no 35)

Problème de législation agricole, commission

M. Dupré (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous rapports soumis au gouvernement de cette province, depuis le 19 décembre 1951 jusqu'au 31 décembre 1954, par les membres de la commission nommée en vertu de la loi 15-16 George VI, 1951-1952, loi relative aux problèmes de législation agricole.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose deux rapports et déclare que d'autres rapports, sous le point d'être traduits et complétés, seront produits prochainement. (Document de la session no 36)

Dépôt de documents:

Voirie et construction de ponts au Saguenay

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre, en autant que le ministère des Travaux publics est concerné, la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1954, pour la production d'une copie de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 14 janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, pour l'exécution de travaux de voirie et de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de la session no 37)

Projets de loi:

Mégantic

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 concernant la ville de Mégantic, dans le district électoral de Frontenac, soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi n'a pour but que de donner effet à la volonté des citoyens de Mégantic qui ont approuvé la municipalisation de l'électricité par une majorité écrasante. Ce projet de loi pour autoriser la ville de Mégantic à contracter un emprunt spécial pour terminer l'aménagement de sa nouvelle centrale électrique.

Les citoyens de Mégantic ont approuvé par une majorité écrasante la municipalisation de l'électricité. Les travaux ont commencé et un récent règlement d'emprunt à recueilli plus de 50 % des voix, mais un peu moins que la majorité de 60 % requise par la loi. On ne peut pourtant pas laisser tomber ce projet en panne, après que la population en a approuvé le principe et que la ville a déjà consacré de forts montants à sa réalisation. La population a approuvé le projet de municipalisation et il faut aujourd'hui l'aider à aller de l'avant.

M. Noël (Frontenac): En 1948, la population avait approuvé la construction d'une centrale de \$700,000, qui devait fournir entre 4,000 et 4,500 chevaux-vapeur. Il était aussi clairement dit que les

travaux ne commenceraient qu'après la construction, par le gouvernement, d'un barrage pour l'emmagasinage de l'eau. En 1951, une loi a permis de commencer les travaux. Actuellement les travaux sont rendus à \$1,800,000. Le barrage, à la suite de défauts techniques ou autres, s'est affaissé de 12 pieds et l'usine a subi des dommages considérables et ne peut produire plus de 2,500⁹ chevaux-vapeur. On se demande s'il sera jamais possible de produire 4,500 chevaux-vapeur. On ne peut rien garantir pour l'avenir.

La ville a dû faire des emprunts extraordinaires à cause des réparations au barrage. À cette seule fin, on a emprunté \$170,000 récemment. La conclusion, c'est qu'avec une évaluation foncière de \$4,000,000, Mégantic a une dette de \$2,500,000, une charge au-delà de ses capacités. Elle doit envisager, pour plusieurs années à venir, un déficit de \$100,000 par année.

Il se demande si la ville était autorisée à payer à l'entrepreneur les réparations faites au barrage. Le gouvernement n'a pas rempli tous ses engagements, dit-il. On devrait s'en tenir à la décision de la population qui n'a pas voté le dernier emprunt selon toutes les formalités de la loi, parce que, même s'ils ont voté en faveur de l'emprunt, les électeurs-propriétaires ne se sont pas présentés au scrutin en nombre suffisant. Il dit qu'il votera contre la loi.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): À l'origine, le problème est très simple. La ville de Mégantic, formée en grande partie d'ouvriers, s'est prononcée en faveur du projet par une majorité de 97 %. Cinq cent cinquante-deux électeurs ont approuvé le projet de municipalisation et seulement 52 ont voté contre. Tout le monde ou presque à Mégantic semblait donc d'accord sur le principe. En fait les travaux ont commencé. Par la suite, il y a eu des surprises sur les difficultés rencontrées au cours de l'exécution des travaux.

Les crédits ont fait défaut et la ville a proposé de nouveaux emprunts. Il n'est pas facile de prévoir le coût de ces choses. Les deux derniers règlements qui font l'objet du présent bill ont été approuvés dans les deux cas par plus de 58 % des électeurs. Il n'en manquait que quelques-uns pour atteindre la limite légale de 60 %. Il faut aujourd'hui terminer les travaux. Il est évident que, si l'évaluation de Mégantic eût été évaluée à la valeur réelle, la situation ne serait pas ce qu'elle est actuellement.

La majorité de la population s'est toujours prononcée en faveur des travaux, et ce pourcentage justifie le gouvernement de donner suite à la volonté

de cette majorité et de terminer les travaux. À l'heure actuelle, la population reste favorable au projet, mais le règlement, par suite de la sous-évaluation municipale, n'a pas rencontré les conditions exigées par la loi. Le bill a pour but de ne pas laisser en panne un projet qui a déjà coûté des montants très considérables.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On voit bien les raisons qui ont fait hésiter les électeurs de Mégantic, quand on constate ce qui se passe dans ce débat. On a tort de tenter de faire décider par la Législature ce que les électeurs de Mégantic n'ont pas voulu faire. Les électeurs de Mégantic sont inquiets devant les dépenses imprévues et considérables encourues par ce projet et les insuccès rencontrés par l'entreprise. Le temps passe et les montants s'ajoutent aux montants, de telle sorte que des travaux qui devaient coûter \$900,000 sont rendus à \$1,800,000, et on n'en voit pas la fin. Bien plus, le barrage s'est affaissé et l'usine se déplace sur sa base, ne produisant que 3,000 chevaux-vapeur.

Ces citoyens étaient favorables au projet à ses débuts parce qu'ils croyaient que cela marcherait bien. Or, ce ne fut pas le cas. Les dommages se sont produits et maintenant tout le monde se demande à Mégantic si on va réussir à sauver ce barrage, qui a déjà coûté si cher et qui peut être emporté par la prochaine crue des eaux.

En face de cette indécision des électeurs, on vient en Chambre nous demander de régler l'affaire à leur place. C'est une situation difficile pour nous. Il faut considérer que les électeurs de Mégantic, qui sont contre, avaient leurs raisons. Pourquoi prendrions-nous sur nous de décider à leur place et de jeter leurs raisons par-dessus bord? Nous n'aurions pas droit d'aller voter ni pour ni contre dans la ville de Mégantic, et nous allons voter à la place de Mégantic. Pourquoi aurions-nous plus ce droit ici?

Elle sait mieux que l'Assemblée législative les risques que comporte l'entreprise. Cette Assemblée législative ne devrait point substituer sa décision à celle de la population concernée. On doit se conformer à la loi générale et non passer outre par une loi spéciale.

Il déclare qu'il ne peut pas accepter le principe du bill et réclame le vote sur la deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Rochon, Ross, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Noël (Frontenac): Il faudra dépenser encore \$1,000,000 et plus, pour finir ces travaux. Le barrage s'est déplacé de 14 pieds et il a fallu payer des réparations de \$200,000. Des ingénieurs qui ont été consultés ne semblent pas certains qu'on puisse finir le barrage pour qu'il produise 4,500 chevaux-vapeur. La ville de Mégantic devrait délimiter la responsabilité des entrepreneurs et des ingénieurs. Ce n'est pas aux députés à régler la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le problème n'est pourtant pas si malin. Mégantic est une ville progressive. Il y a là deux industries et l'électricité était fournie par la compagnie Shawinigan. La population a cru que les taux étaient trop élevés et elle a pensé trouver des avantages dans la municipalisation.

Le projet a été soumis au peuple qui l'a approuvé dans la proportion de 90 %. Une fois les travaux commencés, des difficultés se sont présentées. Mais, malgré tout, les électeurs se sont toujours prononcés en faveur...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Oui, quand ça allait bien!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une partie du mal provient de ce que l'évaluation est trop basse, ce qui explique que le pouvoir d'emprunt est dépassé. Va-t-on laisser ces travaux en panne? Nous ne nous mettons pas à la place du peuple, mais nous faisons tout simplement écho aux demandes des électeurs.

Nous évitons des procès, nous favorisons la bonne entente et nous passons même un bill public pour épargner de l'argent aux contribuables. De toute façon, l'Assemblée législative ne fait que régulariser une décision des électeurs. Le gouvernement aime mieux prendre la part des petits et des humbles que celle des deux grosses compagnies qui sont contre ce projet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas vu les lieux, mais cette œuvre d'art qui s'effrite me semble un désastre à tous les points de vue.

Il se demande même si le gouvernement, en face de cette usine qui menace de partir avec la prochaine crue des eaux, ne sera pas obligé de combler les pertes et d'aller sauver la ville et les contribuables, si elle engouffre de nouveaux montants dans l'entreprise et se trouve acculée à un nouveau désastre. Il ne croit pas qu'il soit sage d'aller engouffrer un autre montant dans cette affaire si mal partie. D'après les renseignements que nous avons, dit-il, la ville de Mégantic est dans une situation dangereuse.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Les renseignements qu'a le gouvernement ne sont pas à cet effet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie que cela soit un désastre.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 sans l'amender.

L'honorable M. Labbé (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné, Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Ledoux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Rochon, Ross, 17

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la chasse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande plus de précisions sur la portée du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement projeté a comme but principal d'empêcher les abus. Il y en a qui utilisent des lumières pour tuer le gibier, contrairement à la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Par les années passées, on a souvent parlé de la chasse au projecteur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est absolument défendu pour bien des raisons, mais ce n'était pas inclus dans la définition du mot "chasser". Ce sont les experts du département qui ont recommandé cela.

M. Dupré (Verchères): Il y a un règlement pour défendre la chasse, une heure après le coucher du soleil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

raconte un cas personnel où il est arrivé de tuer un ours fasciné par les phares d'une automobile. Beaucoup de gens se servent d'une lampe de poche pour fasciner les animaux, ajoute-t-il. Il laisse entendre que les "jacklights" et les "spotlights" étaient dangereux au point de vue humain et qu'il est arrivé que des gens se sont fait tuer par des chasseurs.

Des députés parlent du nombre de batteries que devraient renfermer les divers projecteurs pour être en loi.

(Ni l'opposition ni le gouvernement ne parviennent à s'entendre à ce sujet)

Les articles 1 à 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bédard (Québec) remarque que, d'une façon générale, c'est le même budget que l'an dernier qui est voté, à l'exception du budget supplémentaire. Il demande cependant comment il se fait lorsqu'il s'agit de salaires, qu'il soit nécessaire de recourir au fonds consolidé pour solder des montants en paiement des salaires ordinaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁷:

L'an dernier, on avait voté \$385,000 et, cette année, on vote \$390,000 à l'item du service civil. Dans la dépense de \$60,000 accordée au ministre, l'an dernier, il y a eu des salaires pour des employés non ordinaires. Par exemple, au département des Terres et Forêts, on emploie des hommes de temps en temps pour éteindre les feux. Ces \$60,000 ont été accordés pour encourager la pêche en général, pour faire des enquêtes, des rapports. Les services intérieurs et extérieurs étaient autrefois séparés. Ils sont aujourd'hui réunis sous l'item du service civil.

M. Bédard (Québec): C'est une anomalie qu'une administration qui a un budget ait le droit de recourir à une telle méthode. Y a-t-il une raison particulière pour agir de la sorte?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a une loi qui permet de mettre un fonds consolidé au service des employés civils. Il y a eu des augmentations de salaires accordées et non prévues. Dans les *Comptes publics*, il y a un item pour les gens qui ont travaillé une partie de l'année, mais le travail partiel n'est pas mentionné.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection et protection (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères): Depuis trois ans, je passe une partie de l'été en Gaspésie, et j'entends souvent les petits pêcheurs se plaindre des ravages causés à leurs lignes par les chalutiers et dragueurs venus des autres provinces et qui raclent le fond de la mer, jusqu'à proximité de nos côtes, emportant tout sur leur passage: poissons et agrès de pêche. J'ai constaté, l'été dernier, qu'un état de choses s'est aggravé considérablement à leur propos.

La présence de dragueurs dans les eaux de la Gaspésie est devenue désastreuse. Pendant des semaines complètes, les pêcheurs ne sont pas allés tendre leurs filets parce que, à cause de la visite de ces bateaux, ils ne prenaient rien. On a fait des assemblées de protestation là-bas auxquelles j'ai été invité; je ne m'y suis pas rendu, mais j'ai observé les dommages par la diminution de la pêche. Les gros bateaux ont brisé des lignes et des filets. C'est encore une chose qui va faire tort au tourisme.

On accorde \$11,000 pour les patrouilleurs. Ce n'est pas avec ce montant qu'on peut trouver des patrouilleurs pour observer ces gens-là. On ne vote pas suffisamment d'argent pour assurer une patrouille efficace de ces eaux. Cette année, je constate qu'on a mis \$25,000. C'est bien, mais on voit dans les *Comptes publics* que le montant n'est pas entièrement dépensé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a eu beaucoup d'amélioration sous ce rapport par le changement des bateaux de pêche. Autrefois, les petits bateaux ne favorisaient pas la pêche. De plus, il ne faut pas oublier que le poisson ne reste pas toujours à la même place. Il n'y a pas longtemps, on n'accordait qu'un demi-million de dollars au département des pêcheries.

Aujourd'hui, on est rendu à \$6,000,000 et \$7,000,000. Notre système n'est peut-être pas encore parfait, mais il nous a déjà valu des compliments. Tant qu'on sera sur terre, il y aura toujours de l'espace et du temps pour des améliorations. Les patrouilles ont été faites seulement pour la pêche au saumon et au homard.

M. Dupré (Verchères): On devrait protéger les côtes de la Gaspésie. Les gros bateaux devraient aller plus loin. On dit qu'ils viennent du Nouveau-Brunswick et se rendent à deux ou trois milles des côtes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre de commerce de Bonaventure avait déjà adopté une résolution à cet effet, mais par la suite, elle a elle-même demandé d'attendre avant de prendre une décision. Après en avoir pris connaissance, on a décidé de suspendre cette question. Ceci démontre que les opinions divergent quant à savoir si cette démarche s'avère être avantageuse. La question de zoner les eaux est un problème très complexe. Il est certain que la situation n'est pas favorable aux petits pêcheurs et il faut aujourd'hui de plus gros bateaux.

M. Dupré (Verchères): Au point de vue commercial, les gros bateaux prennent presque tout. Je parle au point de vue tourisme. La manière d'agir des gros bateaux peut être bonne en haute mer, mais elle nuit aux petits pêcheurs de la côte. Un grand nombre de touristes cherchent à faire des excursions de pêche avec les pêcheurs de Gaspé. Je crois que l'on peut conserver les belles traditions que le tourisme aimait et qui faisaient vivre beaucoup de pêcheurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En Gaspésie, il n'y a pas assez de terres arables pour faire vivre la population, ni assez d'industries. Il faut une combinaison de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie et du tourisme. C'est pour cela que nous avons fait le développement minier. Mais la vie économique de la Gaspésie ne peut dépendre uniquement des pêcheries. Aujourd'hui, elle s'est grandement améliorée depuis que le gouvernement a rouvert l'usine de Chandler et qu'il favorise la mise en valeur des mines de cuivre de Murdochville et des mines de zinc. Les Gaspésiens ne peuvent pas vivre uniquement de la pêche et il faut diversifier leurs sources de revenus.

M. Dupré (Verchères): Ce n'est pas toute la population qui vit de cette industrie. Comme c'est là, le gouvernement ne veut faire vivre que 20 familles là où l'on pouvait en faire vivre 100. Qu'on laisse nos côtes aux petits pêcheurs de paroisses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'industrie de la pêche ne consiste pas seulement à prendre du poisson. Il y a aussi la préparation du poisson, son transport, etc...

M. Dupré (Verchères): Je ne comprends pas l'attitude du gouvernement de ne pas vouloir protéger les petits pêcheurs. Je demande au gouvernement de faire quelque chose. On pourrait dire qu'on va garder cinq milles de côtes pour eux, afin que les gros bateaux ne nuisent pas à leur pêche. Ces gens-là devraient être protégés. C'est une ruine pour eux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les chambres de commerce du Québec ont fait plusieurs requêtes pour empêcher de zoner les côtes. Par exemple, les gros chalutiers ne pénètrent pas dans la Baie des Chaleurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bédard (Québec): Comment se fait-il que le ministère demande \$40,000 de plus pour les traitements du personnel des entrepôts?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un nouvel entrepôt à Havre Aubert et de nouvelles glacières ont été ajoutées aux entrepôts déjà existants.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Bédard (Québec): Nos pêcheries maritimes sont en état de régression alarmante et notre province se trouve dans une situation inférieure à celle qui prévaut au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Les quantités de poisson capturé en 1953 ont été inférieures à celles de 1952 dans la proportion de 9.3 %; et la valeur du poisson capturé en 1953 a été inférieure à la valeur du poisson pris en 1952 dans la proportion de 15 %. D'une façon générale, depuis 10 ans, les statistiques indiquent au Québec une diminution constante des prises et des prix.

En 1945, nos pêcheurs ont capturé 658,000 quintaux de morue et seulement 461,000 quintaux en 1953, soit un tiers de moins; la valeur de la morue

pêchée était de \$2,755,000⁸ en 1945 et n'a atteint que \$894,000 en 1953, soit une diminution de 70 %. Les constatations sont les mêmes pour l'ensemble des poissons: 1945: 1,200,000 quintaux. Et 1953: 1,090,000. Ainsi, la valeur au débarquement de tous les poissons pêchés au large de nos côtes s'élevait à \$4,440,000 en 1945. Elle n'était pas que de \$2,590,000 en 1953, soit diminution de 50 %.

Si l'on en croit les statistiques fédérales, il s'agit là d'un phénomène particulier à notre province. Car la valeur des prises a augmenté: de 25 % en Nouvelle-Écosse, en passant de \$30,700,000 en 1945 à \$38,121,000 en 1950; de 40 % au Nouveau-Brunswick, en passant de \$13,270,000 en 1945 à \$18,000,000 en 1950; de 40 % dans l'ensemble du Canada avec \$120,800,000⁹ en 1945 et \$152,000,000 en 1950. Et la situation ne s'améliore pas au Québec puisque, au cours des onze premiers mois de 1954, la diminution des prises par rapport à 1953 a été de 22 % et la diminution de valeur de 4.7 %!

Aux Îles-de-la-Madeleine, chaque pêcheur ne gagnerait en moyenne que \$800 par an, parce que la morue, qui se vendait 4.5 cents la livre en 1945, ne se vend plus que 2 cents la livre, également parce que le prix du maquereau n'est que de 4 cents la livre, et aussi à cause de la présence dans les parages de gros chalutiers des provinces voisines, de Lunenburg en Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, qui viennent prendre le poisson.

Il existe une politique de soutien des prix agricoles, particulièrement du prix du blé. Je crois qu'une politique du même genre devrait être suivie pour les produits des pêcheries maritimes, notamment en ce qui concerne la morue. Le nombre des pêcheurs diminue aux Îles-de-la-Madeleine, passant de 1,612 en 1949 à 1,269 en 1952, à cause du triste sort qui leur est réservé. Cette situation explique l'émigration intensive des Madelinots.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Comté s'est plus efforcé de broyer du noir que d'exposer la situation véritable sous son vrai jour. Il n'a pas parlé des améliorations apportées par le gouvernement actuel. Il est certain que, pendant la guerre, le prix du poisson, comme le prix des autres denrées, s'est élevé de même que les profits. Les prix ont baissé quand les conditions sont redevenues normales. Toute comparaison avec les provinces maritimes doit tenir compte du fait que celles-ci ont mis en service de plus gros bateaux, qui ont contribué à augmenter le volume de la production et à faire baisser les prix. C'est profitable, puisque l'on sait que c'est le débit qui fait le profit.

Il ne faut pas oublier qu'en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, il n'y a pas autant d'industries, pas autant de sources d'emplois que dans la province de Québec. La situation n'est pas la même qu'au Québec. Un effort considérable a donc été fait du côté des pêcheries, au moyen de navires plus gros et mieux outillés. Nos pêcheurs à nous ont été obligés d'entrer dans le mouvement, sans compter que le poisson s'éloignait des côtes et que les petites barques d'autrefois ne pouvaient plus suffire à la tâche.

Le gouvernement a donc lancé un programme de construction de bateaux de 60 pieds, coûtant \$45,000 chacun. On en a déjà mis 28 en service et les résultats se sont avérés excellents partout. Il en résulte cependant une transformation de l'industrie, que les chiffres ne peuvent pas traduire parfaitement. La province de Québec commence à avoir de gros bateaux, des usines à plus grand rendement; et la situation s'améliore. Les jeunes du Québec peuvent choisir entre une plus grande variété d'emplois, notamment dans l'industrie. Et un certain nombre d'anciens pêcheurs, qui ne pouvaient plus vivre avec leur petite barque, ont cessé de s'occuper de la pêche proprement dite pour travailler plutôt dans les ateliers où l'on prépare le poisson pour le marché. Ils y reçoivent une meilleure rémunération et leur sort s'est amélioré.

Le gouvernement les a aidés aussi de plusieurs autres façons. Il a établi une école supérieure de pêcheries à Sainte-Anne-de-la-Pocatière et une école moyenne à Grande-Rivière. Il a construit des séchoirs, des entrepôts frigorifiques, fait construire des bateaux de pêche de plus fort tonnage, multiplié les établissements où le poisson est apprêté avant d'être livré à la consommation domestique. Nous avons pris des mesures pour améliorer la qualité et la présentation de la marchandise, pour plaire à la clientèle. Tels sont quelques-uns des problèmes complexes dont le ministère s'est occupé! On ne peut pas tout faire à la fois.

Le jugement de 1922 a départagé les droits d'Ottawa et de Québec, et le gouvernement provincial n'a pas l'entier contrôle des pêcheries. Il ne peut édicter de règlements pour protéger les pêcheries de ce côté. Ottawa contrôle les droits de pêche. Les pêcheries maritimes de la province de Québec se transforment. Les améliorations sont déjà très sensibles et, d'après le sous-ministre des pêcheries, 1955 verra des résultats qui surprendront peut-être l'opposition! Le député constatera alors les bonnes conséquences de notre politique, mais il n'aura pas à nous remercier: ses électeurs se chargeront de le faire.

M. Bédard (Québec): Je serais prêt à me réjouir de tels résultats; mais ce serait presque un miracle. Le ministère des Pêcheries demande d'ailleurs \$350,000 pour la construction de bateaux en 1955-1956, soit \$120,000 de plus que pour 1954-1955.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Après consultation d'experts, le ministère en est venu à la conclusion que la construction de gros bateaux de pêche est le meilleur moyen d'améliorer la situation présente des pêcheurs. On le voit d'ailleurs par l'exemple du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Avec de plus gros bateaux, on peut aller chercher le poisson plus loin des côtes, là où il se trouve; on capture des plus grandes quantités de poissons à la fois; les frais généraux sont moins élevés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956. Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions neuf cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956¹⁰.

M. Noël (Frontenac) pose des questions sur les salaires des agronomes et sur le nombre de ces spécialistes à l'emploi du gouvernement.

L'honorable M. Barré (Rouville): Cela varie de 435, en 1952, à 445, en 1954. Les agronomes entrent au service de la province avec un salaire de \$200 par mois. Après quelques mois d'essai, si on est satisfait de part et d'autre, le salaire monte à \$2,800, puis à \$3,000, et jusqu'à \$4,000 pour les agronomes de comté. La moyenne des salaires des agronomes était de \$2,065 en 1944; elle est de \$3,252 en 1954.

M. Dupré (Verchères): Combien d'employés l'Agriculture avait à son service en 1954?

L'honorable M. Barré (Rouville): Au mois de mars, il y en avait 1,299, et 1,272 au mois d'octobre 1954.

M. Dupré (Verchères) s'informe ensuite des augmentations de salaires accordées.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le 1^{er} avril 1954, sur les 1,272 employés du ministère, 272 employés ont reçu une augmentation globale de \$95,748.

En 1954-1955, c'est-à-dire pour l'année financière qui finira le 31 mars, 150 employés ont reçu une augmentation de \$53,420.

M. Dupré (Verchères) nie ces chiffres qui ne correspondent pas avec ceux que publient les *Comptes publics*. Ces derniers démontrent que l'augmentation de \$95,748 dont a parlé le ministre se résume à \$42,000, d'après les *Comptes publics*.

Le département a retourné au Trésor, en 1953-1954, \$197,000 de l'argent qu'il avait fait voter pour les salaires et, l'année suivante, il a demandé encore \$100,000 pour des augmentations.

Il reproche au ministre de faire voter de gros montants pour l'Agriculture, puis d'en détourner une bonne partie au Trésor, à la fin de l'année fiscale. Ces montants, ce n'est qu'un mirage.

M. le président rappelle le député de Verchères à l'ordre.

L'honorable M. Barré (Rouville) fait allusion au désir caché du député de Verchères (M. Dupré) qu'il caresse de devenir un jour ministre de l'Agriculture. Cela arrivera peut-être, si le député est tenace, quand il aura 100 ans.

M. Dupré (Verchères) demande combien d'automobiles le ministère a acheté pour \$124,277?

L'honorable M. Barré (Rouville): On a eu pour ce montant 73 automobiles¹¹.

M. Dupré (Verchères) demande combien il y en a, en tout, de voitures au ministère?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a 296 voitures de promenade et 31 camions, camionnettes et jeeps.

M. Dupré (Verchères) suggère au ministre de faire des soumissions pour acheter des voitures; il prétend que cela reviendrait moins cher à la province.

L'honorable M. Barré (Rouville): Cela ne s'est jamais fait. Le fait d'acheter des autos ne relève pas de moi directement, mais du service des achats qui est expert en la matière.

M. Dupré (Verchères): L'auditeur de la province trouve que la façon d'acheter du gouvernement n'est pas économique. Le gouvernement achète les autos au plus haut prix du marché.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce que je sais en tout cas, c'est que si nous acceptons d'acheter pour des particuliers toutes les automobiles qu'on nous demande, parce qu'on trouve que cela coûte bien moins cher de les acheter par notre intermédiaire, nous ne suffirions plus. Mais nous nous y refusons. Le département encourage divers vendeurs. Nous avons peine à nous défendre des gens qui veulent acheter des voitures par notre entremise, pour bénéficier d'une réduction.

M. Noël (Frontenac) pose une question.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les vieilles autos sont souvent données en échange, lorsque le département en achète de nouvelles. Plusieurs sont également vendues à des employés, au prix de liste.

M. Dupré (Verchères) veut des précisions.

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous avons acheté 71 Chevrolet, 24 Buick, 1 Chrysler, 24 Dodge, 24 Ford¹², 3 Hudson, 72 Plymouth, 27 Pontiac et 14 Studebaker. Le député veut-il que je lui fournisse aussi le modèle et l'année? Lorsqu'on revend les voitures, elles le sont au prix de liste. Nous évitons d'acheter des voitures de luxe.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lemieux (Wolfe) veut des précisions sur un montant de \$36,511.48 porté dans la colonne des dépenses de moins de \$1,000. Il demande si l'auditeur de la province ne pourrait pas cataloguer ces dépenses dans les divers ministères, pour que l'on puisse se faire une idée exacte de leur utilisation.

L'honorable M. Barré (Rouville) acquiesce.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions quatre cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères) déclare que le gouvernement ne consacre que de 1.5 % à 1.6 % de son budget total au drainage des terres. Il trouve cela insuffisant. Il interroge le ministre sur les travaux faits avec l'outillage du gouvernement¹³. Il demande la quantité de travaux manuels subventionnés par le ministère de l'Agriculture sur les fermes de la province. Il note que le ministre a coupé ce budget par la moitié, cette année.

L'honorable M. Barré (Rouville): Cela s'explique par le fait que les cultivateurs aiment de moins en moins les travaux faits à la main.

M. Dupré (Verchères): Je suis surpris d'entendre le ministre, car je sais moi que chaque année, il refuse de telles subventions en déclarant que son budget est trop limité à cet item.

L'honorable M. Barré (Rouville): Sans doute. Chaque année, nous sommes obligés de refuser au moins la moitié des demandes.

M. Dupré (Verchères): Mais comment expliquer alors que le budget soit diminué?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député oublie que cet item fait partie d'un tout et que je ne puis puiser des fonds ailleurs pour répondre aux demandes.

M. Lemieux (Wolfe) affirme que, depuis trois ans, il demande à ce que des octrois soient accordés pour creuser un ruisseau dans son comté. Toutes les formalités ont été accomplies, mais le ministère trouve toujours un prétexte pour refuser de faire le travail. Si c'est comme cela partout, cet item deviendra bientôt inutile dans le budget.

M. Lafrance (Richmond) proteste auprès du ministre contre le sort fait à ses électeurs et particulièrement aux cultivateurs. Le ministre, dit-il, m'a déjà écrit pour me dire qu'il tentait de donner justice à tout le monde.

Et pourtant, je constate que le comté d'Arthabaska, voisin du mien, qui ne compte que 400 fermes de plus que le mien, a reçu infiniment plus que mon comté. Les chiffres sont les suivants: 1951: \$153 dans Richmond et \$1,566 dans Arthabaska; 1952: \$290 et \$8,212; 1953: \$770 et \$6,932; 1954: \$238 et \$13,152. M. Lafrance a insisté pour obtenir justice pour son comté.

M. Dupré (Verchères) pose une question.

L'honorable M. Barré (Rouville) répond que son ministère possède 36 pelles mécaniques pour le drainage et qu'on les loue \$1 l'heure.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles provinciales (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "bourses d'études agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sociétés d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agrées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que l'on étudierait dès demain le bill 42 modifiant le préambule de la loi d'impôt sur le revenu.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Un député est absent à cette séance: M. Pouliot (Gaspé-Sud), selon *Le Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 3.

2. *Le Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 1, précise qu'"il fut entendu que cette lettre serait tablée mardi après-midi en même temps à Ottawa et à Québec".

3. Selon l'article 332 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1941, à la page 112, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 6 (§ 6) du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure. Cette motion a pour effet de tuer le bill.

4. Selon le *Montréal-Matin* du 26 janvier 1955, à la page 4, le texte du bill n'était pas imprimé cet après-midi.

5. Le *Journal de l'Assemblée* indique qu'un M. Bouchard seconde cette motion, mais il n'y a

aucun député de ce nom qui siège en Chambre durant cette session.

6. Chiffres du *Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 3. *L'Action catholique* du 26 janvier 1955, à la page 12, mentionne 2,800 chevaux-vapeur.

7. *Le Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 3, rapporte que, le ministre de la Chasse et de la Pêche (M. Pouliot) étant absent, "M. Duplessis répondit aux critiques de l'opposition à sa place lors de l'étude des derniers crédits de ce ministère". *L'Événement* du 26 janvier 1955, à la page 16, précise que "le premier ministre demandait de temps à autre des renseignements à M. Arthur Labrie, sous-ministre des Pêcheries".

8. Chiffre du *Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 8. *Le Devoir* du 27 janvier 1955, à la page 5, mentionne plutôt \$2,785,000.

9. Chiffre du *Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 8. *L'Action catholique* du 26 janvier 1955, à la page 12, mentionne plutôt \$113,871,000.

10. Selon *Le Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 28, il est 8 h 30, lorsque débute l'étude du premier item du département de l'Agriculture.

11. Chiffre du *Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 28. *L'Action catholique* du 26 janvier 1955, à la page 20, mentionne 76 automobiles.

12. Chiffre du *Soleil* du 26 janvier 1955, à la page 27. *L'Action catholique* du 26 janvier 1955, à la page 20, mentionne 27 Ford.

13. *L'Action catholique* du 26 janvier 1955, à la page 20, rapporte que "la question des contrats accordés à des entrepreneurs a été remise à une séance ultérieure".

Séance du mercredi 26 janvier 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Thibeault).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 233 modifiant la charte de la corporation du village du Bois-des-Filion;
- bill 216 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 204 concernant le testament de Osmond Latreille n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte de Bois-des-Filion

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 233 modifiant la charte de la corporation du village de Bois-des-Filion.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 233 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 216 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 216 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Lavolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 200 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 228 autorisant la ville de Mistassini à imposer une taxe de vente;
- bill 180 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;
- bill 179 modifiant la charte de la ville de Dorval.

Projets de loi:

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 200 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 200 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente à Mistassini

M. Marcotte (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 228 autorisant la ville de Mistassini à imposer une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 228 sans l'amender.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Pointe-Claire

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant la charte de la ville de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Osmond Latreille

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que le bill 204 concernant le testament de Osmond Latreille n'ayant pas été accueilli favorablement, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**New Apostolic Church
of North America**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime et appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que le bill 115 constituant en corporation la New Apostolic Church of North America ayant pour but des fins religieuses, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Propriété de
Joseph et René Duhamel**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 249 concernant une propriété de Joseph Duhamel et René Duhamel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 252 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**École polytechnique
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 251 refondant la charte de l'École polytechnique de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Fiducies de
Irving Louis Paul**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 245 concernant une convention concernant deux fiducies de Irving Louis Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie E. & A.
Leduc limitée**

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 247 abrogeant la loi 15-16 George VI, chapitre 130, concernant la compagnie E. & A. Leduc limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte de
Rivière-du-Loup**

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 246 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Impôt sur le revenu,
préambule**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant le préambule de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'un projet de loi se rapportant au problème constitutionnel concernant les pouvoirs fiscaux des provinces, en particulier de la province de Québec. On sait qu'il a été décidé, après de mûres délibérations au cours de nombreuses assemblées et de réunions d'hommes politiques éminents appartenant à diverses parties du Canada, à diverses langues et religions qui tenaient en leurs mains le sort du Canada, que le seul régime gouvernemental convenant au pays est le régime confédératif, c'est-à-dire une autorité centrale ayant des pouvoirs, des champs d'action bien définis, et des provinces jouissant des pouvoirs et des prérogatives des gouvernements véritablement responsables.

Or, il ne peut y avoir de gouvernement responsable sans les attributs législatifs qui s'ajoutent au pouvoir fiscal. Le gouvernement responsable ne représente pas seulement un régime politique; il est aussi la résultante de luttes héroïques et de sacrifices inouïs pendant nombre d'années des anciens Canadiens. C'est donc un héritage des plus précieux et c'est donc un apanage qu'il appartient aux gouvernements du pays et des provinces de conserver pleinement et jalousement.

Depuis quelques années, se soulèvent des questions constitutionnelles qui ont provoqué des discussions, suscité des luttes entre les deux pouvoirs et produit certains résultats. Dans la province de Québec, la situation ne prête pas à équivoque. L'attitude du gouvernement actuel, comme celle de presque tous les gouvernements antérieurs, est bien claire et bien précise. Nous voulons le respect intégral de nos droits, tout en assumant pleinement nos obligations et en respectant les droits et les obligations des autres.

Depuis 1947, la province de Québec a décidé de ne pas subordonner ses pouvoirs fiscaux à une politique de subsides fédéraux. Nous considérons que le gouvernement responsable représente pour nous des guides qui nous permettent de diriger nous-mêmes nos affaires, tandis que la politique de subsides d'un autre gouvernement est des menottes qui nous empêchent de mener. Le gouvernement responsable, c'est l'air pur de la liberté dans les vastes horizons; la politique de subsides, c'est la tente d'oxygène où nous respirons difficilement et qui n'est pas un gage de vie, encore moins de survie.

Pendant cette période qui s'est écoulée depuis 1947, la province de Québec, dans un but de coopération, n'a pas exercé les pouvoirs fiscaux que lui reconnaît la Constitution canadienne. Pendant sept ans, une correspondance volumineuse et de nombreuses conférences ont permis à la province de Québec d'exprimer ses opinions d'une façon claire et précise, d'une façon qui ne peut pas varier, parce qu'elle est fondée sur des principes fondamentaux essentiels. Or, le 5 octobre, à la suite d'un appel téléphonique que j'avais fait au très honorable Louis Saint-Laurent, nous nous sommes rencontrés à Montréal. Nous avons alors, dans une atmosphère cordiale, échangé nos opinions en vue de régler ce problème qui dure depuis plusieurs années et qu'il est dans l'intérêt de la province, du pays et de l'unité nationale bien entendue, de régler.

Au cours de la conversation que j'ai eue avec M. Saint-Laurent, j'ai dit que, dans notre désir de coopérer et d'en arriver à un règlement équitable, nous tiendrons compte des objections formulées par Ottawa au sujet de certains termes de notre loi, quant à la priorité en matière de taxation directe et à la priorité des droits de la province. Depuis ce temps-là, la correspondance l'indique, il y a eu des pourparlers, des conversations téléphoniques, et le gouvernement d'Ottawa, par l'entremise de M. Saint-Laurent, m'a fait parvenir une lettre dans laquelle il exprime sa manière de voir à la suite des conversations que nous avons eues.

Je l'ai dit à plusieurs reprises et je le répète, la question constitutionnelle dépasse de beaucoup la personnalité de M. Saint-Laurent et celle de celui qui parle; elle dépasse de beaucoup également les intérêts des partis politiques fédéraux ou provinciaux. Elle se situe à la hauteur des intérêts supérieurs de la race et du pays. Or, nous ne voudrions pas qu'un mot soit une cause de discussions oiseuses et provoque un climat défavorable au règlement d'un problème qui n'est pas réglé et à la compréhension mutuelle des droits et des obligations de chacun. Nous estimons que ce ne sont pas les expressions qui comptent, mais les faits. À Ottawa, on admet que la province a le droit d'imposer le revenu. On dit qu'il s'agit d'un droit concurrent. Même concurrent, c'est encore un droit certain. Il n'y a rien de plus certain que le mot "certain". Encore une fois, la chose compte plus que les mots.

C'est pourquoi, comme preuve additionnelle de notre désir de coopérer, afin de régler ce problème qui n'est pas réglé, je propose un nouveau préambule qui fait disparaître les expressions auxquelles s'oppose Ottawa, et qui est de nature à créer un climat favorable à la compréhension mutuelle.

Nous ne serions pas obligés de présenter cette loi. Je la présente simplement pour contribuer à la création d'un climat favorable à l'entente et au respect mutuel entre les deux pouvoirs intéressés. J'espère que, dans la discussion, s'il y a discussion, chacun s'efforce de ne pas prononcer de paroles qui soient de nature à aigrir qui que ce soit et à compliquer inutilement un problème qu'il est nécessaire de régler dans l'intérêt de la province de Québec et dans l'intérêt national bien compris¹.

(Applaudissements à droite)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sans vouloir résumer l'historique de la question soulevée par ce bill, je voudrais tout simplement résumer sommairement, exactement de la même façon que l'a fait le premier ministre, les dernières étapes des relations fédérales-provinciales. Lorsque nous avons appris que le premier ministre du Canada et celui de la province de Québec allaient se rencontrer pour discuter de cette difficile question des relations fiscales, j'ai déclaré que je me réjouissais de voir enfin les chefs se rapprocher, au moins physiquement, avec l'espoir qu'il y ait aussi un rapprochement vers une entente. J'ai formulé le souhait que les négociations soient conduites dans le calme et la sérénité et que la politique fasse taire sa voix.

Plus tard en Chambre, en parlant du problème de l'autonomie dans le débat sur le discours du trône, je me suis abstenu de faire de la politique partisane, parce que j'étais convaincu qu'il était essentiel de mettre les partis politiques hors d'état de nuire. J'ai dit qu'au moment où nous entrevoyions une lueur d'espoir, il était de notre devoir de ne pas mêler les questions de partis à la discussion de ce règlement possible. Je me suis contenté de faire quatre suggestions en vue de cette conférence qui s'annonçait et dont on parlait à cette époque, et alors que nous ne connaissions pas la nature de la correspondance échangée entre les deux premiers ministres et les intentions de chacun.

Aujourd'hui, nous en savons plus long, car nous avons pris connaissance de la correspondance échangée entre le premier ministre du Canada et celui de la province de Québec. Il est à peu près certain qu'il y aura une rencontre des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral. Je crois qu'on peut dire que c'est plus qu'une hypothèse. Les raisons qui faisaient qu'on ne devait pas faire intervenir la politique partisane au moment de la rencontre des deux premiers ministres nous commandent encore aujourd'hui d'imposer le même silence à la partisanerie politique, parce qu'il existe toujours cette lueur d'espoir, cette possibilité d'en arriver à une entente peut-être temporaire d'abord, et qui pourrait devenir permanente dans la suite.

Nous pourrions peut-être prendre une attitude différente au sujet du bill qui nous occupe et je pourrais raisonner différemment, par exemple, s'il s'agissait de savoir qui a priorité en matière de taxation directe. Mais là n'est pas la question. En fait, le principe en jeu, c'est un principe de conciliation qui, admettant qu'il aboutisse à des résultats heureux, soulagerait une partie de la population en matière d'impôt, parce qu'il aurait aidé à l'établissement d'une entente, d'un règlement entre l'autorité fédérale et provinciale. Cela nous suffirait pour approuver le bill.

Outre ce qui a été dit par le premier ministre, il y a pour nous deux raisons additionnelles de voter pour le bill. D'abord, le principe qu'il contient rencontre les opinions que nous avons émises l'an dernier à ce sujet. De plus, même si notre geste d'aujourd'hui est plutôt négatif, ce sera, je l'espère, le premier pas de la dernière étape vers une entente définitive.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'opposition si un autre de ses membres ne veut pas prendre la parole après leur chef.

(Personne ne se manifeste)

Je continuerai de maintenir le débat à la hauteur des intérêts supérieurs de la province et du pays. Il est nécessaire cependant de rétablir certains faits énoncés par le chef de l'opposition. Ce dernier a parlé de la rencontre du 5 octobre entre le premier ministre du Canada et moi-même, comme s'il s'était agi d'une première rencontre. Nous nous sommes pourtant rencontrés souvent, M. Saint-Laurent et moi, d'abord à Ottawa, depuis 1946. Nous avons eu de nombreux échanges de vues sur les positions respectives des gouvernements, fédéral et provincial, en matière d'imposition directe.

Il ne faut pas oublier non plus qu'une conférence groupant les premiers ministres des 11 gouvernements du Canada a eu lieu pour la première fois à Québec en 1950 et que, là encore, ces pourparlers se sont continués et nous avons exprimé notre opinion. La rencontre du 5 octobre ne faisait donc que reprendre le thème des conversations.

Quant à ce que dit le chef de l'opposition au sujet de l'attitude prise par son groupe, lorsque notre loi a été discutée l'an dernier, je n'ai pas l'intention d'en discuter aujourd'hui. Les mots importent peu. Pour nous, les faits parlent par eux-mêmes, sans qu'il soit nécessaire d'y ajouter d'autres commentaires.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le préambule de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements (2-3 Elizabeth II, chapitre 17), est abrogé et remplacé par le suivant:

"Attendu que les progrès extraordinaires dont bénéficie la province depuis quelques années entraînent des dépenses croissantes, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé publique;

"Attendu qu'il est essentiel à la survivance des provinces qu'elles aient à leur disposition les ressources financières nécessaires à l'exercice de

leurs droits et à l'accomplissement de leurs obligations;

"Attendu que la Constitution canadienne reconnaît aux provinces des droits certains en matière de taxation directe;

"Attendu que la province désire coopérer avec l'autorité fédérale pour établir un régime fiscal juste, approprié et conforme à l'esprit et à la lettre du pacte fédératif;

"Attendu que, dans cet esprit de coopération, la province, pendant plusieurs années, ne s'est pas prévalu de ses droits en matière d'impôt sur le revenu personnel;

"Attendu que, dans les circonstances, il convient d'établir, pour une période de trois ans à compter du premier janvier 1954, les impôts prévus par la présente loi, lesquels correspondent à une petite fraction seulement de ceux que le pouvoir fédéral perçoit dans le même domaine de taxation directe."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous remplaçons donc le préambule de l'an dernier par un nouveau. Nous avons remplacé les mots "droits prioritaires" par "droits certains", de sorte que le nouveau texte se lit comme suit: "Attendu que la Constitution canadienne reconnaît aux provinces des droits certains en matière de taxation directe."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me demande s'il n'y aurait pas moyen de trouver une expression meilleure que celle-là pour remplacer le mot "priorité". Il me semble que "droits certains" ne vaut pas l'expression "droits absolus". Un droit peut être certain et ne pas être absolu. J'ai un droit certain de passer au coin de la rue, mais je puis être obligé d'attendre 30 secondes que la lumière change pour exercer ce droit. Je me demande s'il n'y aurait pas une façon plus certaine d'affirmer nos droits que le mot "certain".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a rien de plus certain que le mot "certain" et nous en sommes très satisfaits. Ils ne prétent nullement à confusion ni à discussion! Un droit certain est un droit qui ne prête pas à discussion, qui est incontestable. En anglais, la loi est claire, car elle stipule que les pouvoirs de la province sont des "definite rights".

Ce qui nous intéresse, je le répète encore, ce sont les faits, non les mots. Le principal, c'est que les droits de chacun soient respectés. À Ottawa, on admet que la province a le droit d'imposer le revenu.

On dit qu'il s'agit d'un droit concurrent. Même concurrent, c'est encore un droit certain. Mais, encore une fois, la chose compte plus que les mots.

L'article 1 est adopté.

L'article 2, ainsi que le préambule, sont adoptés².

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 42 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

**Budget des dépenses
1955-1956**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions quatre cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Lemieux (Wolfe) dit que les travaux d'amélioration supposés être accordés par l'intermédiaire de l'agronome ne le sont pas en fait. Dans son comté, l'agronome est dominé par

l'ex-député qui choisit ses contracteurs. Il reproche au gouvernement de favoriser des amis, lorsqu'il s'agit de faire exécuter des travaux de drainage et d'amélioration de ferme.

L'an dernier, une des paroisses de mon comté avait demandé des octrois. Il y a eu une intervention que je ne pourrais pas qualifier de providentielle et les travaux ont été refusés. Ceci se passait dans la paroisse Saint-Gérard. Je crois que le rendement des travaux de drainage serait de beaucoup supérieur, si le ministre de l'Agriculture laissait aux cultivateurs la discrétion de choisir leurs contracteurs. Je dois préciser ici que l'agronome est sincère et en dehors de toute politique.

M. Dupré (Verchères): (S'adressant au ministre de l'Agriculture) Qu'est-ce que le premier ministre a décidé?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je voudrais poser une question au député de Wolfe. Est-il d'avis que lorsqu'un gouvernement est au pouvoir, il doit demander à l'opposition d'exercer du patronage?

M. Lemieux (Wolfe): C'est le devoir de l'opposition de faire en sorte que le peuple obtienne un meilleur rendement. Il ne s'agit pas de patronage, mais de droit du peuple.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je veux rétablir une situation qui est bien claire. Si l'on écoutait les suggestions du député de Wolfe, nous cesserions d'exercer du patronage. Avant d'écouter cela, je cesserais d'être ministre. La politique de l'agriculture est très surveillée. Malgré cela, il est difficile d'éviter tous les abus. Dans quelle position un ministre devrait-il travailler avec des hommes qui seraient contre lui? Avec la suggestion du député de Wolfe, nous serions exposés à avoir des hommes qui nous trahiraient. Il n'appartient pas aux libéraux d'exercer le patronage, lorsque l'Union nationale est au pouvoir. Nous ne voulons avoir sur nos bulldozers des opérateurs qui seraient disposés à détruire le gouvernement actuel...

Une voix de l'opposition: Que se passe-t-il? Y a-t-il quelqu'un qui a peur du loup?

M. Lemieux (Wolfe): Je crois que le ministre a mal interprété ce que j'ai dit. Je ne voudrais pas dire qu'il soit de mauvaise foi. Si c'est une tangente qu'il a prise, je ne lui demanderais pas de suivre les opinions de l'Union catholique des

cultivateurs (U.C.C.). Si les travaux de drainage sont mal faits, ce ne sont pas les députés de l'opposition qui les mèneront. Je dirai au ministre qu'il pratique une politique de favoritisme au détriment de la classe agricole en général. Je demande au ministre de servir la classe agricole avec le même désintéressement que le député de Wolfe manifeste dans son comté.

M. Lafrance (Richmond): Nous avons entendu un triste aveu dans la bouche d'un ministre. Il dit lui-même que la politique exercée sur les fermes en est une de patronage: c'est ce que nous dénonçons. Il y a trop de politiciaillerie chez le ministre de l'Agriculture et chez les autres ministres...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député n'a pas le droit de parler de politiciaillerie. C'est contraire aux règlements de la Chambre. Je demande au député de retirer ses paroles³.

M. Lafrance (Richmond): Je les retire, mais je dénonce le patronage dans l'amélioration des fermes. Cela devrait relever de l'agronome. Je voudrais faire deux suggestions: premièrement, que le nombre d'heures de drainage accordé à chaque cultivateur soit de 20 au lieu de 10. Les cultivateurs ont à peine le temps d'ébaucher leurs travaux. Je demande aussi que les bulldozers soient mis à la disposition des fermiers toutes les années, durant une certaine période qui leur convient le mieux. Ceci est approuvé par l'U.C.C. Nos cultivateurs devraient connaître un standard de vie au moins égal à ceux de l'Ontario.

M. Dupré (Verchères): C'est ma onzième session au Parlement et, à chaque session, j'ai entendu celui qui proclamait avoir quasiment engendré l'U.C.C. nous dire, en pleine Chambre: "Je ne fais pas de politique dans mon ministère." Je suis surpris de voir le ministre admettre faire de la politique. Il nous le dit en pleine face. Le ministre s'est toujours vanté de faire de la politique agricole, mais je ne l'ai jamais pris au sérieux. Il fait plus de politiciaillerie.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je proteste énergiquement contre ces paroles: elles ne sont pas parlementaires et je prie le député de les retirer. C'est devenu une tactique courante et condamnable du côté de l'opposition.

M. le président demande au député de Verchères de retirer ses paroles.

M. Dupré (Verchères): J'admets mon erreur. Au lieu du ministre, je parlerai du ministère. Cela ne dément pas ce que j'ai dit.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a tout de même des limites. Le député retire ses paroles pour les répéter de nouveau.

M. Dupré (Verchères): Oui, le ministre de l'Agriculture fait de la petite politique.

M. Cournoyer (Richelieu) commence à manifester.

M. le président: Je demande au député de Richelieu de ne pas s'énervier.

Je dis et répète au député de Verchères que les règlements de la Chambre ne permettent pas de tels propos.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): En parlant sur le point d'ordre, je dis qu'il y a une limite. Les députés de la gauche ne craignent pas de manquer de politesse élémentaire.

Cinq ou six députés de l'opposition ont même manqué de respect envers le président, contrairement aux traditions établies dans tous les parlements britanniques.

Depuis deux ou trois fois, on demande au député de Verchères de retirer ses paroles. Cela ne lui fait pas plaisir, mais qu'il respecte les règlements...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À l'ordre! À l'ordre!

M. Dupré (Verchères): Sur le même point d'ordre, le ministre de la Jeunesse et des enfants...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un nouveau point d'ordre. Je suis fier de remplir cette mission qu'on m'a confiée. Le député est assez enfant lui-même...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À l'ordre! À l'ordre!

(Les paroles du ministre sont ici noyées dans un brouhaha de voix qui s'élèvent de toutes parts)

M. le président ne réussit pas complètement à faire éteindre la clameur et décide alors de faire rapport de la situation à l'Orateur.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'item 5 des crédits de l'Agriculture "Exécution de travaux de drainage", le député de Verchères (M. Dupré) a déclaré que tous les ministres du gouvernement, plus particulièrement le ministre de l'Agriculture, faisaient de la petite politique et de la politiciaille dans l'administration du ministère de l'Agriculture.

L'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (M. Sauvé) soulève un point d'ordre et demande que le député de Verchères (M. Dupré) retire ses paroles comme non parlementaires.

J'ai demandé au député de Verchères de retirer ses paroles.

Celui-ci, au lieu de les retirer sans conditions, se contente de dire qu'il change le mot "ministre" par le mot "ministère" et répète les mêmes paroles.

L'honorable ministre de la Jeunesse soulève un nouveau point d'ordre à l'effet que la manière d'agir du député est non parlementaire.

Le député de Verchères continue le désordre et interpelle l'honorable ministre du Bien-être social sous le nom de "ministre des enfants", ce qui soulève un nouveau point d'ordre.

Pendant tout ce temps, le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) crie "à l'ordre, à l'ordre", sans se préoccuper des décisions du président du comité.

C'est la raison pour laquelle je vous informe de ce désordre et vous demande d'intervenir.

M. l'Orateur: Il est absolument défendu de se moquer des décisions du président. Si le désordre continue, j'interviendrai. Je verrai à ce que les députés qui ne voudront pas rester dans l'ordre soient nommés⁴. Je demande au député de Verchères de retirer ses paroles.

M. Dupré (Verchères): Je les retire.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Vous êtes un bon Orateur⁵!

Le Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1 proposant:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions quatre cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères) répète qu'il comprend mal l'affirmation du ministre de l'Agriculture, au sujet de la distribution des octrois et de sa crainte que les libéraux pourraient trahir l'action du gouvernement dans ce domaine. Autrefois, dit-il, le ministre proclamait qu'il n'était point question de patronage dans ce domaine. Il s'en faisait quand même, mais on ne l'admettait pas aussi clairement.

Il (M. Dupré) cite, à ce propos, le cas d'une requête portant 24 ou 25 signatures⁶ de cultivateurs de Saint-Amable dans son comté, requête qui réclamait des travaux d'amélioration et qu'il avait lui-même présentée au ministre. Il avait alors déclaré au ministre qu'il serait satisfait s'il prenait quatre ou cinq noms au hasard, que cela prouverait qu'il ne s'occupait point de partisanerie politique. Or, dit-il, pas un seul de ces cultivateurs n'a eu d'octroi.

L'honorable M. Barré (Rouville) sourit.

M. Dupré (Verchères) cite le cas d'un cours d'eau dans une paroisse de son comté qu'un partisan de l'Union nationale est parvenu à faire dévier à la suite de pressions auprès du représentant officiel du parti. Il a fallu, pour ce faire, recourir à des procédés peu honnêtes.

Ce qui est surtout regrettable, c'est que ce sont les entrepreneurs qui ont les octrois. On pense à eux avant de penser aux cultivateurs. Tel entrepreneur obtient 1,000 ou 1,500 heures de travail, selon le cas. Et là, où il y avait trois ou quatre entrepreneurs par comté, on a réduit ce nombre à un. On a éliminé les autres au profit d'un chouchou de l'Union nationale. On rendrait service aux cultivateurs en établissant de la concurrence entre ceux qui exécutent des contrats pour l'amélioration des fermes. Avec la politique actuelle du gouvernement, on ne favorise pas le cultivateur, mais le contracteur. Et l'entrepreneur qui n'a plus de concurrence s'inquiète moins de faire du bon travail, de procéder avec rapidité. Ce sont les cultivateurs qui en souffrent. J'ai admiré longtemps le ministre de l'Agriculture. Je l'admirais quand il était à la tête de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). Depuis

qu'il est dans la politique, je ne le reconnais plus. On dirait qu'il préfère servir la cause des entrepreneurs avant celle de la classe agricole. Les octrois qu'il donne sont pour les bulldozers, non pour les cultivateurs.

M. Noël (Frontenac) déplore lui aussi les propos du ministre à propos du contrôle absolu que l'Union nationale croit devoir maintenir sur ce qui se fait pour améliorer les fermes. Rien dans son serment d'office comme ministre, dit-il, ne doit l'empêcher de pouvoir s'intéresser aux libéraux.

Qu'on ait, dans le passé, adopté peut-être pareille tactique de favoriser d'abord les paroisses qui ont voté en faveur du gouvernement, la pratique n'en est pas moins condamnable. L'an passé, le ministre m'avait promis que toutes les paroisses de mon comté seraient traitées de la même façon. Tel n'a pourtant pas été le cas.

Il reproche au ministre de l'Agriculture de faire de la politique avec les octrois, et il cite le cas des travaux du ruisseau Dallaire, dans le comté de Frontenac, où étaient intéressés cinq cultivateurs, dont le premier près de la route était libéral. L'entrepreneur du ministère de l'Agriculture a tout simplement laissé le libéral de côté pour ne s'occuper que des quatre autres. Pour obtenir des primes, il faut faire la génuflexion. C'est contraire à la dignité humaine.

Les octrois devraient être accordés aux cultivateurs, peu importe l'entrepreneur qu'ils choisissent pour l'exécution des travaux. En procédant autrement, on provoque des retards considérables qui nuisent à toute la classe agricole. L'U.C.C. est l'organe des cultivateurs de la province. Elle recommande 20 heures de travail par les bulldozers. Le ministre n'en tient pas compte. Il n'est plus l'homme que les cultivateurs ont connu et apprécié.

M. Lemieux (Wolfe) suggère que ce soient les agronomes qui se chargent de déterminer les travaux à exécuter. Il reproche au ministre d'appliquer, dans Wolfe, la politique du "Crois ou meurs" ou "Hors de l'Union nationale, pas de salut!". Il relève une déclaration du ministre de l'Agriculture sur la différence entre le nombre des cultivateurs aidés en 1940 et ceux qui l'ont été l'an dernier. En 1940, en temps de guerre, le ministère était dans l'impossibilité de se procurer de la machinerie lourde. Il suggère qu'on n'accorde pas d'octroi à des propriétaires de bulldozer, sans être fixé sur l'équipement qu'ils peuvent mettre à la disposition du cultivateur.

M. Lafrance (Richmond) rappelle au ministre de l'Agriculture que l'U.C.C. a toujours demandé que le cultivateur ait le choix de son entrepreneur de drainage. Le ministre, qui se targue d'avoir fondé l'U.C.C., devrait apporter plus d'attention aux requêtes de cette grande organisation agricole.

L'honorable M. Barré (Rouville): En face de ce qui s'est dit, j'ai une consolation. Dans la province de Québec, j'ai toujours la certitude de posséder la confiance et l'estime des cultivateurs en général. Si j'avais à choisir entre l'estime de cultivateurs qui ont eu le courage de continuer à travailler leurs terres, et l'estime de ceux qui ont abandonné la leur et qui me dénigrent actuellement, mon choix ne fait pas de doute. Les députés de l'opposition parlent comme si c'étaient eux qui devraient s'occuper du patronage.

Je répète qu'il n'appartient pas aux libéraux de l'exercer. Ce serait désastreux non seulement pour le gouvernement, mais pour la province, au point de vue administratif. Nous assumons la responsabilité du patronage sans crainte et sans que l'on nous fasse de reproches sérieux. À certaines heures, les cultivateurs de la province ont eu besoin d'un serviteur et j'ai accepté d'être ce serviteur aux heures difficiles. Mes contemporains d'il y a 30 ans savent que j'ai été sans récompense et que, quand est venu le temps de la récompense, j'ai laissé ma place à d'autres, à l'heure où la situation était plus favorable.

Par la suite, le premier ministre m'a invité à me charger de la direction du ministère de l'Agriculture, un des départements ministériels les plus importants. Nous avons affaire à tous les cultivateurs, et nous les servons tous sans faire de distinction, sans montrer d'esprit de parti. Aucun n'a été mis de côté parce qu'il n'appartenait pas à tel ou tel parti. Mais nous ne pouvons pas donner la préférence aux libéraux, cette préférence que les députés de l'opposition voudraient toujours avoir pour leurs partisans.

Il ajoute que, dans les comtés où il y a un député de l'opposition, il reçoit des demandes de ce député et du candidat défait: les cultivateurs de ces comtés ne peuvent s'attendre, à cause de la situation, à recevoir le double. Il rappelle que l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) a demandé que l'on paie des subventions à tous. Il déclare que la surveillance des travaux est très difficile. Du 31 mars 1954 à la fin de 1954, dit-il, on a enregistré 200,000 heures, et des subventions ont profité à 23,000 cultivateurs et, d'ici la fin de l'exercice financier, le nombre des heures atteindra 215,000 ou 220,000.

M. Dupré (Verchères): À quoi servent les agronomes?

L'honorable M. Barré (Rouville): À faire du travail d'agronome et non de police. À propos du nombre des entrepreneurs, rares sont les comtés où il n'y en a pas plusieurs. J'ai déjà mentionné quatre noms d'entrepreneurs pour Verchères, cinq pour Rouville.

Il déclare que les cultivateurs viennent le trouver eux-mêmes à son bureau pour lui exposer leur point de vue.

Nous écoutons leurs suggestions, dit-il, mais nous ne pouvons toujours les accepter. L'U.C.C. a fait un travail magnifique, j'en suis fier. Il est lui-même le président fondateur de cet organisme. On admettra cependant, poursuit-il, que ce ne sont pas les propagandistes de l'U.C.C. qui sont responsables de la façon dont la province est administrée, c'est le gouvernement. C'est à nous qu'il appartient de prendre des décisions et nous les prenons.

Le nombre des heures accordées à un cultivateur a déjà été de 20 heures, mais il a été abaissé à 10 heures après étude de la situation. Et l'on m'a dit que cinq heures, ce serait suffisant dans certains comtés. Nous avons la responsabilité de l'administration. On ne peut laisser à chaque cultivateur l'autorisation d'avoir le bulldozer de son choix.

Autrement, la province devrait envisager des dépenses injustifiables. Nous avons fixé à 10 heures la limite comme étant la plus avantageuse. L'opposition a prétendu que les cultivateurs devraient avoir les bulldozers du ministère chaque fois qu'ils le désirent. Si c'était pour se faire, je me demande combien il faudrait de bulldozers. C'est irréalisable, car cela demanderait des capitaux énormes.

Il n'y a pas de préférence pour personne et tous peuvent profiter des bulldozers du ministère. En 1944, il n'y a eu que 1,450 cultivateurs à bénéficier de la politique pour l'amélioration des fermes, l'an dernier, il y en a eu 23,882. Les questions électorales n'entrent pas en ligne de compte et tout le monde est traité sur le même pied.

La preuve en est qu'en 1952-1953, soit l'année qui a suivi les élections, il y a eu plus d'heures que les deux années précédentes: 1951-1952, 193,810 heures; 1950-1951, 199,504 heures. D'une façon générale, nous n'avons pas honte d'une politique qui consiste à bien servir le peuple et surtout les cultivateurs quatre ans avant les élections!

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

M. Dupré (Verchères): Le ministre a laissé entendre qu'une partie des octrois sont accordés automatiquement comme, par exemple, pour le transport de la chaux. Au temps des libéraux, presque tous les octrois étaient automatiques! Qu'on se rappelle les primes pour le beurre et le fromage!

L'honorable M. Barré (Rouville) cite au nombre des octrois automatiques ceux qui vont aux cercles des fermières ou qui servent au transport des tuyaux de drainage. Le ministre ajoute qu'il est obligé d'accorder en certains cas des octrois spéciaux, comme il y a quelques années pour la construction d'entrepôts à pommes. Il y a accordé \$100,000, pour un entrepôt dont M. Adélar Godbout⁷ était le président.

M. Dupré (Verchères): Les subventions aux cercles de fermières sont insignifiantes: \$29,000 par an, avec un \$1 ne valant que \$0.30. Elles s'élevaient à \$35,000 au temps des libéraux, alors que le dollar était à sa pleine valeur. Ce sont les subventions spéciales qui coûtent cher et elles augmentent juste avant et juste après les élections, ce qui prouve leur but électoral. Ainsi, pour les arts domestiques et l'économie rurale: \$142,000 en 1946-1947; \$235,000 en 1947-1948; année d'élections...

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): On s'en est certainement aperçu⁸.

M. Dupré (Verchères): ... \$295,000 en 1948-1949, au lendemain des élections; \$184,000 en 1949-1950; \$168,000 en 1950-1951; \$396,000 en 1951-1952, années d'élections; \$504,000 en 1952-1953, lendemain d'élection; \$325,000 en 1953-1954. Un député de l'Union nationale m'a dit que le gouvernement préférerait donner les octrois l'année même de l'élection car, a-t-il dit, "les cultivateurs n'ont pas de mémoire"

L'honorable M. Barré (Rouville): Les cultivateurs ont de la mémoire, et c'est pour cela qu'ils ont chassé les libéraux du pouvoir. Ils se sont débarrassés des gens qui leur accordaient des octrois durant les élections et les abandonnaient ensuite à leur sort. Il est impossible d'établir une politique

régulière d'octrois. Cela pourrait encourager l'esprit de clocher et inviter des gens à construire des entrepôts là où ils ne sont manifestement pas viables. En résumé, nous donnons le plus d'octrois possible, le plus rapidement possible.

M. Dupré (Verchères) proteste contre cette dernière phrase. Il cite le cas de Saint-Hilaire où l'organisateur du ministre de l'Agriculture a forcé le président de la Coopérative des pomiculteurs à démissionner, avant que l'octroi ne soit accordé pour la construction de l'entrepôt.

L'organisateur, c'est M. Pinsonneault et le président de la Coopérative, c'était M. Jean-Luc Cardinal, un libéral. L'organisateur a exigé que M. Cardinal, qui avait organisé la Coopérative, disparaisse complètement et qu'il renonce à vendre de la machinerie pour la Coopérative. Je trouve mauvais que l'on fasse ainsi de la politique avec les octrois.

L'honorable M. Barré (Rouville) répond qu'il a entendu parler de l'entrepôt frigorifique de Saint-Hilaire pour la première fois en 1952 et que, six mois plus tard, l'octroi était déjà accordé.

M. Dupré (Verchères): On a exigé le départ du président.

L'honorable M. Barré (Rouville): Jamais! Nous avons même accordé l'octroi sans que mon organisateur ne donne son approbation, car il était contre.

M. Dupré (Verchères): Je répète qu'on a forcé M. Cardinal à démissionner. Je suis personnellement au courant du cas.

Il (M. Dupré) demande au gouvernement pourquoi il avait fait disparaître les fermes de démonstration. Pourquoi ne pas les avoir maintenues?

L'honorable M. Barré (Rouville): On les a remplacées par des concours de fermes. On a consacré \$40,800 à ces concours, et \$90,000 à l'agrandissement des fermes. Les concours de fermes sont plus avantageux que les fermes de démonstration.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office

du crédit agricole du Québec (agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Améliorations des conditions de l'habitation (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels;

- bill 23 modifiant la loi du ministère des Finances.

Dépôt de documents:

Voirie et construction de ponts au Saguenay

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 décembre 1954, pour la production d'une copie de tous les contrats accordés par le

gouvernement de la province, depuis le 14 janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1954, pour l'exécution de travaux de voirie et de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de la session no 38)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures⁹.

NOTES

1. La *Montreal Gazette* du 27 janvier 1955, à la page 1, estime que cette allocution de M. Duplessis a duré approximativement 15 minutes.

2. Le *Soleil* du 27 janvier 1955, à la page 3, rapporte que c'est "dans le plus grand calme, en tenant éloignée la politique partisane, que les deux chefs politiques de la province de Québec, l'honorable Maurice Duplessis, premier ministre, et M. Georges Lapalme, chef de l'opposition libérale, se sont entendus hier, à l'Assemblée législative, sur la nécessité de discuter de la question constitutionnelle, dans la sérénité, afin de favoriser un règlement permanent de cette question discutée avec passion depuis près de 10 années".

3. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 27 janvier 1955, à la page 3, mentionne que M. Sauvé, assisté de M. Johnson (l'adjoint parlementaire du premier ministre) a remplacé M. Duplessis à la tête du gouvernement pendant un court moment de la séance. Ce dernier avait quitté en compagnie de M. Onésime Gagnon et "M. Sauvé, qui habituellement se contente de simplement plaisanter avec l'opposition, est devenu sérieux. À mesure que le débat s'est développé, il s'est montré aussi vif que le premier ministre. Il est intervenu une demi-douzaine de fois pour soulever des points d'ordre". Sur Sauvé dirigeant seul les débats en Chambre, voir Georges-

Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli. Mémoires*, tome 2, Ottawa, Leméac, Coll. "Vies et mémoires", 1970, p. 197-198.

et n'a pas insisté pour que les députés siègent de 8 heures à 11 heures au cours de la soirée."

4. Selon l'article 75 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, à la page 23, "si le député qui s'est servi d'expressions antiparlementaires ne s'explique pas, ne se rétracte pas ou ne s'excuse pas de façon satisfaisante, l'Orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre" et, s'il s'obstine, peut être expulsé de la Chambre.

5. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 27 janvier 1955, à la page 3, explique que cette remarque de M. Rochon provient du fait "qu'à cause de la crainte d'expulsion, les libéraux ont délibérément attendu la décision de M. Taché. Lorsque cela s'est révélé être un simple avertissement, David Rochon, qui n'avait pas pris part à la harangue, a exprimé le soulagement général avec sa remarque".

6. Chiffres du *Soleil* du 27 janvier 1955, à la page 38. *La Tribune* du 27 janvier 1955 mentionne 26 signatures.

7. Adélard Godbout (1892-1956), premier ministre du Québec en 1936, 1939-1944 et conseiller législatif à partir de 1949. Il était agronome de formation.

8. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 27 janvier 1955, à la page 3, explique que M. Rochon fit cette remarque pour rappeler le résultat désastreux de l'élection de 1948, où seulement huit députés libéraux parvinrent à se faire élire.

9. *L'Action catholique* du 27 janvier 1955, à la page 13, rapporte que "par exception, l'Assemblée législative n'a pas siégé hier soir pour plusieurs raisons. Une réception pour un groupe de députés avait lieu au Bois de Coulange, une importante séance du Conseil des ministres avait été convoquée et l'Association des licenciés des Hautes études commerciales, section de Québec, offrait un dîner à M. Hormidas Langlais, député de Îles-de-la-Madeleine, à l'occasion de sa nomination comme adjoint parlementaire de l'honorable W. M. Cottingham, ministre des Mines. Ajoutons qu'à 6 heures, M. René Hamel, député libéral de Saint-Maurice donnait une causerie au Club de Réforme de Québec. Comme les travaux sessionnels progressent normalement et même rapidement, le premier ministre a tenu compte apparemment de tous les événements au programme

